

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

JX
3
A6

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER
JANVIER, FÉVRIER, MARS

1861

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

INTRODUCTION.

En commençant la publication des *Archives diplomatiques*, nous croyons opportun d'expliquer sommairement dans quel but nous les avons fondées.

A l'époque de la dernière guerre, nous avons réuni la collection des traités et autres documents relatifs à la question italienne¹. Ce volume, dont le succès a été complet, est devenu le point de départ de l'idée que nous mettons aujourd'hui à exécution. Il nous a semblé qu'en élargissant notre cadre et en reproduisant sous forme de recueil périodique non-seulement les pièces diplomatiques afférentes à une question spéciale et isolée, mais encore les documents qui se rattachent à l'universalité des questions pendantes et même à certaines questions rétrospectives, nous rendrions un important service à tous ceux qui s'occupent activement des affaires internationales.

En effet, tandis que la littérature, les sciences, les arts, toutes les

1. *Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques concernant l'Autriche et l'Italie (1703-1859)*. 1 vol in-8, de 800 pages. Paris, 1859.

branches des connaissances humaines, ont des instruments de publicité destinés à enregistrer leurs travaux et à signaler leurs progrès, seule, la diplomatie n'a aucun organe qui lui soit approprié. Lors donc qu'une question s'agite entre les cabinets, et que cette question se prolonge, multipliant autour d'elle les notes, les mémorandums, les protocoles, etc., préludes ordinaires des conventions ou des traités définitifs, l'homme d'État, le diplomate, le publiciste, se trouvent dans le plus grand embarras pour réunir les éléments d'information. En pareille matière, les journaux sont, on le sait, d'une sobriété extrême. S'ils publient les pièces capitales, ils se bornent, pour la plupart du temps, quand ils ne les passent pas même complètement sous silence, à analyser ou simplement à indiquer les pièces secondaires, ces prémisses, ces jalons cependant indispensables pour comprendre l'ensemble des négociations et apprécier leurs résultats.

D'ailleurs, même pour les pièces capitales, les feuilles périodiques sont loin de répondre à toutes les exigences. Souvent elles reculent devant leur étendue, surtout, lorsque devant une communication officielle trop tardive, elles ont déjà, sur la foi d'une dépêche télégraphique ou de toute autre donnée, satisfait par un résumé succinct l'impatiente curiosité de leurs lecteurs.

En outre, représentant soit une opinion ou une idée, soit un parti, les organes de la publicité quotidienne diffèrent nécessairement dans leurs sympathies comme dans leurs répugnances. Les manifestations de la diplomatie qui, par leur nature, touchent aux côtés les plus délicats de la politique, ne sauraient donc rencontrer auprès de chacun d'eux un accueil identique. Tel document qu'un journal s'empressera d'accepter, se verra au contraire repoussé ou sinon négligé par un autre journal.

Comment s'orienter au milieu de ce chaos ? comment rassembler tous ces documents épars ? Il est bien peu d'hommes, on en conviendra, qui puissent suffire à une pareille tâche, et encore ne parlons-nous ici que des documents déjà publiés. Quel surcroît de difficultés pour y joindre ceux qui n'ont pas encore franchi le seuil des chancelleries ! Or, dans l'étude des grands débats internationaux, la connaissance de ces derniers documents n'est-elle pas d'impérieuse rigueur ?

Nous n'insisterons pas davantage sur les motifs qui nous ont déterminé à fonder les *Archives diplomatiques*. Leur utilité, nous en avons la certitude, ne sera point contestée. Destinées à réunir et à centraliser les documents que la publicité quotidienne disperse à tous les vents, à mettre en lumière ceux que les chancelleries gardaient jusqu'ici enfouis dans leurs cartons, faute d'un organe spécial auquel elles pussent les confier, elles offriront à tous ceux qui s'intéressent à la politique extérieure les éléments nécessaires à leurs études spéculatives ou à leur concours actif.

Quelle mine féconde à l'époque où nous vivons ! époque de tourmente qui voit crouler les trônes, disparaître les dynasties pour faire place à d'autres trônes, à d'autres dynasties. A tous les coins du globe, des traités se signent ou se préparent ; on lance des manifestes, on rédige des protocoles, on multiplie les notes et les mémoires. Les questions les plus diverses se coudoient et s'excitent, le présent sollicite le passé, les traditions cherchent à revivre, les précédents luttent. Et l'avenir ! n'est-il pas gros d'événements dont tout ce qui se passe sous nos yeux est l'embryon fatal et prédestiné !

Les *Archives diplomatiques* s'identifieront à ce mouvement et le raconteront.

Science d'application surtout, la diplomatie se nourrit de faits. C'est donc aux faits, aux faits seuls que nous devons nous attacher. Les *Archives* publieront les pièces, les documents, rien de plus, rien de moins.

Ainsi, pas de discussions, pas de raisonnements. Le public auquel nous nous adressons a l'habitude des affaires ; il sait réfléchir, il veut juger avec indépendance. Ce qu'il lui faut, ce n'est pas d'être *enseigné*, mais d'être *renseigné*.

Mais, pour que cette mission de *renseigner* que se proposent les *Archives diplomatiques* soit vraiment justifiée, il importe que l'authenticité des documents qui en formeront la matière soit à l'abri de tout soupçon. A cet égard, nos mesures sont prises ; nous ne serons que l'écho fidèle des chancelleries.

L'authenticité des documents ne suffit pas encore, il faut aussi qu'à leur publication préside l'impartialité la plus absolue. Telle est notre

ferme résolution. Nous ne relevons d'aucun parti, nous n'arborons aucun drapeau ; un seul intérêt nous guide : l'intérêt général. Donc, de quelque part que nous arrive un document, du moment qu'il émanera d'une source sûre, il trouvera sa place dans les *Archives*.

Ainsi nous serons complets ; ouverts à tous, nous nous rendrons utiles à tous. Ajoutons que l'ordre méthodique apporté dans la classification de notre recueil le rendra d'un accès facile. Nous voulons être comme ces vieux commis de chancellerie qui connaissent chaque rayon, chaque dossier confié à leur garde, et qui, consultés par les ministres, les ambassadeurs, indiquent du doigt l'acte ou le traité qu'on leur demande.

F. AMYOT.

Paris, ce 25 décembre 1860.

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

**Traité de paix entre la France et l'Autriche, signé à Zurich,
le 10 novembre 1859.**

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, voulant mettre un terme aux calamités de la guerre et prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, en contribuant à fonder sur des bases solides et durables l'indépendance intérieure et extérieure de l'Italie, ont résolu de convertir en traité de paix définitif les préliminaires signés de leur main à Villafranca¹. A cet effet,

1. Texte original des préliminaires de paix arrêtés à Villafranca.

Entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, il a été convenu ce qui suit :

Les deux Souverains favoriseront la création d'une Confédération italienne.

Cette Confédération sera sous la présidence honoraire du Saint-Père.

L'empereur d'Autriche cède à l'empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera et s'étendrait en ligne droite le long du Mincio jusqu'à Le Grazie; de là à Szorzarolo et Luzzara au Pô, d'où les frontières actuelles continueront à former les limites de l'Autriche. L'empereur des Français remettra le territoire cédé au roi de Sardaigne.

La Vénétie fera partie de la Confédération italienne, tout en restant sous la couronne d'Autriche.

Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale.

Les deux empereurs demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes indispensables.

Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compro-

Leurs Majestés Impériales ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, le sieur Aloïs, comte Karolyi de Nagy de Karoly, son chambellan et ministre plénipotentiaire, etc., etc., etc.,

Et le sieur Othon, baron de Meysenbug, chevalier de l'ordre impérial et royal de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre plénipotentiaire et conseiller aulique;

Sa Majesté l'empereur des Français, le sieur François-Adolphe, baron de Bourqueney, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold d'Autriche, etc., etc., etc.,

Et le sieur Gaston-Robert Morin, marquis de Banneville, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.;

Lesquels se sont réunis en conférence à Zurich, et, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, à l'avenir, paix et amitié entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité.

Art. 2. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. 3. Pour atténuer les maux de la guerre et par une dérogation exceptionnelle à la jurisprudence généralement consacrée, les bâtiments autrichiens capturés, qui n'ont point encore été l'objet d'une condamnation de la part du conseil des prises, seront restitués.

Les bâtiments et chargements seront rendus dans l'état où ils se trouveront, lors de la remise, après le paiement de toutes les dépenses et de tous les frais auxquels auront pu donner lieu la conduite, la garde et l'instruction desdites prises, ainsi que du fret acquis aux capteurs; et, enfin, il ne pourra être réclamé aucune indemnité pour raison de prises coulées ou détruites, pas plus que pour les préhensions exercées sur les marchandises qui étaient propriétés ennemies, alors même qu'elles n'auraient pas encore été l'objet d'une décision du conseil des prises.

Il est bien entendu, d'autre part, que les jugements prononcés par le conseil des prises sont définitifs et acquis aux ayants droit.

mises à l'occasion des derniers événements dans les territoires des parties belligérantes.

Fait à Villafranca, le 11 juillet 1859.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*; NAPOLEON, *m. p.*

Art. 4. Sa Majesté l'empereur d'Autriche renonce pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'empereur des Français, à ses droits et titres sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Peschiera et de Mantoue et des territoires déterminés par la nouvelle délimitation, qui restent en la possession de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

La frontière, partant de la limite méridionale du Tyrol, sur le lac de Garda, suivra le milieu du lac jusqu'à la hauteur de Bardolino et de Manerba, d'où elle rejoindra en ligne droite le point d'intersection de la zone de défense de la place de Peschiera avec le lac de Garda.

Cette zone sera déterminée par une circonférence dont le rayon, compté à partir du centre de la place, est fixé à trois mille cinq cents mètres, plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé. Du point d'intersection de la circonférence ainsi désignée avec le Mincio, la frontière suivra le thalweg de la rivière jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie, en ligne droite, jusqu'à Scorzarolo, suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara, point à partir duquel il n'est rien changé aux limites actuelles telles qu'elles existaient avant la guerre.

Une commission militaire instituée par les gouvernements intéressés sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain, dans le plus bref délai possible.

Art. 5. Sa Majesté l'empereur des Français déclare son intention de remettre à Sa Majesté le roi de Sardaigne les territoires cédés par l'article précédent.

Art. 6. Les territoires, encore occupés en vertu de l'armistice du 8 juillet dernier, seront réciproquement évacués par les puissances belligérantes, dont les troupes se retireront immédiatement en deçà des frontières déterminées par l'article 4.

Art. 7. Le nouveau gouvernement de la Lombardie prendra à sa charge les trois cinquièmes de la dette du Monte Lombardo Veneto.

Il supportera également une portion de l'emprunt national de 1854, fixée entre les hautes parties contractantes à quarante millions de florins (monnaie de convention).

Le mode de paiement de ces quarante millions de florins sera déterminé dans un article additionnel.

Art. 8. Une commission internationale sera immédiatement instituée pour procéder à la liquidation du Monte Lombardo Veneto; le partage de l'actif et du passif de cet établissement s'effectuera en prenant pour base la répartition de trois cinquièmes pour le nouveau gouvernement et de deux cinquièmes pour l'Autriche.

De l'actif du fonds d'amortissement du Monte et de sa caisse de dépôts, consistant en effets publics, le nouveau gouvernement recevra trois cinquièmes, et l'Autriche deux cinquièmes; et quant à la partie

de l'actif qui se compose de biens-fonds ou de créances hypothécaires, la commission effectuera le partage en tenant compte de la situation des immeubles, de manière à en attribuer la propriété, autant que faire se pourra, à celui des deux gouvernements sur le territoire duquel ils se trouvent situés.

Quant aux différentes catégories de dettes inscrites, jusqu'au 4 juin 1859, sur le Monte Lombardo Veneto et aux capitaux placés à intérêts à la caisse de dépôts du fonds d'amortissement, le nouveau gouvernement se charge pour trois cinquièmes, et l'Autriche pour deux cinquièmes, soit de payer les intérêts, soit de rembourser le capital, conformément aux réglemens jusqu'ici en vigueur. Les titres de créance des sujets autrichiens entreront de préférence dans la quote-part de l'Autriche qui, dans un délai de trois mois à partir de l'échange des ratifications ou plus tôt si faire se peut, transmettra au nouveau gouvernement de la Lombardie des tableaux spécifiés de ces titres.

Art. 9. Le nouveau gouvernement de la Lombardie succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Art. 10. Le gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets lombards, par les communes, établissemens publics et corporations religieuses dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations. De même, les sujets autrichiens, communes, établissemens publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans les caisses de la Lombardie, seront exactement remboursés par le nouveau gouvernement.

Art. 11. Le nouveau gouvernement de la Lombardie reconnaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le gouvernement autrichien sur le territoire cédé, dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée, et nommément les concessions résultant des contrats passés en date des 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

A partir de l'échange des ratifications du présent traité, le nouveau gouvernement est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient, pour le gouvernement autrichien, des concessions précitées, en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au gouvernement autrichien, à l'égard de ces chemins de fer, est transféré au nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les payemens qui restent à faire sur la somme due à l'État par

les concessionnaires en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins, seront effectués intégralement dans le trésor autrichien.

Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'État et qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le gouvernement autrichien et, pour autant qu'ils y sont tenus, en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires au nom du gouvernement autrichien.

Une convention spéciale réglera, dans le plus bref délai possible, le service international des chemins de fer entre les pays respectifs.

Art. 12. Les sujets lombards domiciliés sur le territoire cédé par le présent traité jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits et de se retirer, avec leurs familles, dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique; auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de la Lombardie.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé de la Lombardie, établis dans les États de Sa Majesté l'empereur d'Autriche.

Les Lombards qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés, de part ni d'autre, dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les États respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les sujets originaires du territoire cédé de la Lombardie qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne. Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

Art. 13. Les sujets lombards faisant partie de l'armée autrichienne, à l'exception de ceux qui sont originaires de la partie du territoire lombard réservée à Sa Majesté l'empereur d'Autriche par le présent traité, seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareraient vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires

de la Lombardie qui manifesteront l'intention de conserver les fonctions qu'ils occupent au service d'Autriche.

Art. 14. Les pensions, tant civiles que militaires, régulièrement liquidées, et qui étaient à la charge des caisses publiques de la Lombardie, restent acquises à leurs titulaires, et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées à l'avenir par le nouveau gouvernement de la Lombardie.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires, tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé et dont les traitements acquittés jusqu'en 1814 par le ci-devant royaume d'Italie, sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

Art. 15. Les archives contenant les titres de propriété et documents administratifs et de justice civile, relatifs soit à la partie de la Lombardie dont la possession est réservée à Sa Majesté l'empereur d'Autriche par le présent traité, soit aux provinces vénitiennes, seront remises aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique aussitôt que faire se pourra.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant le territoire cédé, qui peuvent se trouver dans les archives de l'Empire d'Autriche, seront remis aux commissaires du nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois la Lombardie et la Vénétie.

Art. 16. Les corporations religieuses établies en Lombardie pourront librement disposer de leurs propriétés mobilières et immobilières dans le cas où la législation nouvelle, sous laquelle elles passent, n'autoriserait pas le maintien de leurs établissements.

Art. 17. Sa Majesté l'empereur des Français se réserve de transférer à Sa Majesté le roi de Sardaigne, dans la forme consacrée des transactions internationales, les droits et obligations résultant des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 du présent traité, ainsi que de l'article additionnel mentionné dans l'article 7.

Art. 18. Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français s'engagent à favoriser de tous leurs efforts la création d'une confédération entre les États italiens, qui serait placée sous la présidence honoraire du Saint-Père, et dont le but serait de maintenir l'indépendance et l'inviolabilité des États confédérés, d'assurer le développement de leurs intérêts moraux et matériels, et de garantir la sûreté intérieure et extérieure de l'Italie par l'existence d'une armée fédérale.

La Vénétie, qui reste placée sous la couronne de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, formera un des États de cette Confédération et participera aux obligations comme aux droits résultant du pacte fédéral, dont les clauses seront déterminées par une assemblée composée des représentants de tous les États italiens.

Art. 19. Les circonscriptions territoriales des États indépendants de l'Italie, qui n'étaient pas parties dans la dernière guerre, ne pouvant être changées qu'avec le concours des puissances qui ont procédé à leur formation et reconnu leur existence, les droits du Grand-duc de Toscane, du Duc de Modène et du Duc de Parme sont expressément réservés entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 20. Désirant voir assurés la tranquillité des États de l'Église et le pouvoir du Saint-Père; convaincus que ce but ne saurait être plus efficacement atteint que par l'adoption d'un système approprié aux besoins des populations et conforme aux généreuses intentions déjà manifestées du Souverain Pontife, Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français uniront leurs efforts, pour obtenir de Sa Sainteté que la nécessité d'introduire dans l'administration de ses États les réformes reconnues indispensables, soit prise par son gouvernement en sérieuse considération.

Art. 21. Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, les Hautes Parties contractantes déclarent et promettent que, dans les territoires respectifs et dans les pays restitués ou cédés, aucun individu compromis à l'occasion des derniers événements dans la Péninsule, de quelque classe et condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou sa propriété, à raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Art. 22. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Zurich, dans l'espace de quinze jours ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le dixième jour du mois de novembre de l'an de grâce 1859.

Signé : (L. S.) KAROLYI, MEYSENBUG.

(L. S.) BOURQUENEY, BANNEVILLE.

Article additionnel.

Le gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français s'engage envers le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à effectuer pour le compte du nouveau gouvernement de la Lombardie, qui lui en garantira le remboursement, le paiement des

quarante millions de florins (monnaie de convention) stipulés par l'article 7 du présent traité, dans le mode et aux échéances ci-après déterminés.

Huit millions de florins seront payés en argent comptant, moyennant un mandat payable à Paris, sans intérêts, à l'expiration du troisième mois, à dater du jour de la signature du présent traité, et qui sera remis aux plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, lors de l'échange des ratifications.

Le payement des trente-deux millions de florins restants aura lieu à Vienne, en argent comptant et en deux mois, en lettres de change sur Paris, à raison de trois millions deux cent mille florins (monnaie de convention) chacune. Le premier de ces dix versements aura lieu deux mois après le payement du mandat de huit millions de florins ci-dessus stipulé. Pour ce terme, comme pour tous les termes suivants, les intérêts seront comptés à cinq pour cent, à partir du premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications du présent traité.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au traité de ce jour.

Il sera ratifié en un seul acte et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le dixième jour du mois de novembre de l'an grâce 1859.

Signé : (L. S.) KAROLYI, MEYSENBURG.

(L. S.) BOURQUENEY, BANNEVILLE.

**Traité entre la France et la Sardaigne, relatif à la cession
de la Lombardie, signé à Zurich le 10 novembre 1859.**

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi de Sardaigne, voulant consolider leur alliance et régler par un accord définitif les résultats de leur participation à la dernière guerre, ont résolu de consacrer par un traité les dispositions des préliminaires de Villafranca relatives à la cession de la Lombardie. Ils ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur des Français : le sieur François-Adolphe,

baron de Bourqueney, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.,

Et le sieur Gaston-Robert Morin, marquis de Banneville, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc. ;

Et Sa Majesté le roi de Sardaigne, le sieur François-Louis, chevalier Des Ambrois de Nevache, chevalier grand cordon de son ordre des Saints Maurice et Lazare, vice-président de son conseil d'État, sénateur et vice-président du sénat du royaume, etc., etc., etc.,

Et le sieur Alexandre, chevalier Jocteau, commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre résident près la Confédération suisse ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Par un traité en date de ce jour, Sa Majesté l'empereur d'Autriche ayant renoncé pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'empereur des Français, à ses droits et titres sur la Lombardie, Sa Majesté l'empereur des Français transfère à Sa Majesté le roi de Sardaigne les droits et titres qui lui sont acquis par l'article 4 du traité précité, dont la teneur suit :

Sa Majesté l'empereur d'Autriche renonce pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'empereur des Français, à ses droits et titres sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Peschiera et de Mantoue et des territoires déterminés par la nouvelle délimitation, qui restent en la possession de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

La frontière, partant de la limite méridionale du Tyrol sur le lac de Garda, suivra le milieu du lac jusqu'à la hauteur de Bardolino et de Manerba, d'où elle rejoindra, en ligne droite, le point d'intersection de la zone de défense de la place de Peschiera avec le lac de Garda.

Cette zone sera déterminée par une circonférence dont le rayon, compté à partir du centre de la place, est fixé à trois mille cinq cents mètres, plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé. Du point d'intersection de la circonférence ainsi désignée avec le Mincio, la frontière suivra le thalweg de la rivière jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie, en ligne droite, jusqu'à Scorzarolo ; suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara, point à partir duquel il n'est rien changé aux limites actuelles, telles qu'elles existaient avant la guerre.

Une commission militaire, instituée par les gouvernements intéressés, sera chargée d'exécuter le tracé, dans le plus bref délai possible.

Art. 2. Sa Majesté le roi de Sardaigne, en prenant possession des territoires à lui cédés par Sa Majesté l'empereur des Français, accepte les charges et conditions attachées à cette cession, telles qu'elles sont stipulées dans les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 du traité conclu, en date de ce jour, entre Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté l'empereur d'Autriche, qui sont ainsi conçus :

a. Le nouveau gouvernement de la Lombardie prendra à sa charge les trois cinquièmes de la dette du Monte Lombardo Veneto.

Il supportera également une portion de l'emprunt national de 1854, fixée entre les hautes parties contractantes à quarante millions de florins (monnaie de convention).

b. Une commission internationale sera immédiatement instituée pour procéder à la liquidation du Monte Lombardo Veneto; le partage de l'actif et du passif de cet établissement s'effectuera en prenant pour base la répartition de trois cinquièmes pour le nouveau gouvernement et de deux cinquièmes pour l'Autriche.

De l'actif du fonds d'amortissement du Monte et de sa caisse de dépôts consistant en effets publics, le nouveau gouvernement recevra trois cinquièmes et l'Autriche deux cinquièmes, et, quant à la partie de l'actif qui se compose de biens-fonds ou de créances hypothécaires, la commission effectuera le partage en tenant compte de la situation des immeubles, de manière à en attribuer la propriété, autant que faire se pourra, à celui des deux gouvernements sur le territoire duquel ils se trouvent situés.

Quant aux différentes catégories de dettes inscrites, jusqu'au 4 juin 1859, sur le Monte Lombardo Veneto, et aux capitaux placés à intérêts à la caisse de dépôts du fonds d'amortissement, le nouveau gouvernement se charge pour trois cinquièmes, et l'Autriche pour deux cinquièmes, soit de payer les intérêts, soit de rembourser le capital, conformément aux règlements jusqu'ici en vigueur. Les titres de créance des sujets autrichiens entreront, de préférence, dans la quote-part de l'Autriche, qui, dans un délai de trois mois à partir de l'échange des ratifications ou plus tôt si faire se peut, transmettra au nouveau gouvernement de la Lombardie des tableaux spécifiés de ces titres.

c. Le nouveau gouvernement de la Lombardie succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

d. Le gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets lombards, par les communes, établissements publics et corporations religieuses, dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations.

De même, les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans les caisses de la Lombardie, seront exactement remboursés par le nouveau gouvernement.

e. Le nouveau gouvernement de la Lombardie reconnaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le gouvernement autrichien sur le territoire cédé, dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée, et nommément les concessions résultant des contrats passés en date des 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

A partir de l'échange des ratifications du présent traité, le nouveau gouvernement est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient pour le gouvernement autrichien des concessions précitées, en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au gouvernement autrichien à l'égard des chemins de fer est transféré au nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les paiements qui restent à faire sur la somme due à l'État par les concessionnaires, en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins de fer seront effectués intégralement dans le trésor autrichien.

Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'État, et qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le gouvernement autrichien et, pour autant qu'ils y sont tenus en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires, au nom du gouvernement autrichien.

Une convention spéciale réglera, dans le plus bref délai possible, le service international des chemins de fer entre les pays respectifs.

f. Les sujets lombards domiciliés sur le territoire cédé par le présent traité, jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens-meubles en franchise de droits et de se retirer avec leurs familles dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ; auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de la Lombardie.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé de la Lombardie, établis dans les États de Sa Majesté l'empereur d'Autriche.

Les Lombards qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés, de part ni d'autre, dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les États respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les sujets originaires du territoire cédé de la Lombardie, qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne. Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

g. Les sujets lombards faisant partie de l'armée autrichienne, à l'exception de ceux qui sont originaires de la partie du territoire lombard réservé à Sa Majesté l'empereur d'Autriche par le présent traité, seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires de la Lombardie qui manifesteront l'intention de conserver les fonctions qu'ils occupent au service de l'Autriche.

h. Les pensions, tant civiles que militaires, régulièrement liquidées, et qui étaient à la charge des caisses publiques de la Lombardie, restent acquises à leurs titulaires, et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées à l'avenir par le nouveau gouvernement de la Lombardie.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires, tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et à leurs enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé, et dont les traitements acquittés, jusqu'en 1814, par le ci-devant royaume d'Italie sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

i. Les archives contenant les titres de propriétés et les documents administratifs et de justice civile, relatifs, soit à la partie de la Lombardie dont la possession est réservée à Sa Majesté l'empereur d'Autriche par le présent traité, soit aux provinces vénitiennes, seront remises aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, aussitôt que faire se pourra.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile, concernant le territoire cédé, qui peuvent se trouver dans les archives de l'Empire d'Autriche, seront remis aux commissaires du nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer

réciroquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois la Lombardie et la Vénétie.

j. Les corporations religieuses établies en Lombardie pourront librement disposer de leurs propriétés mobilières et immobilières, dans le cas où la législation nouvelle sous laquelle elles passent n'autoriserait pas le maintien de leurs établissements.

Art. 3. Par l'article additionnel au traité conclu, en date de ce jour, entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, le gouvernement français s'étant engagé vis-à-vis du gouvernement autrichien à effectuer, pour le compte du nouveau gouvernement de la Lombardie, le paiement des quarante millions de florins (monnaie de convention) stipulés par l'article 7 du traité précité, Sa Majesté le roi de Sardaigne, en conséquence des obligations qu'il a acceptées par l'article précédent, s'engage à rembourser cette somme à la France de la manière suivante :

Le gouvernement sarde remettra à celui de Sa Majesté l'empereur des Français des titres de rentes sardes cinq pour cent, au porteur, pour une valeur de cent millions de francs. Le gouvernement français les accepte au cours moyen de la Bourse de Paris du 29 octobre 1859. Les intérêts de ces rentes courront au profit de la France, à partir du jour de la remise des titres, qui aura lieu un mois après l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 4. Pour atténuer les charges que la France s'est imposées à l'occasion de la dernière guerre, le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne s'engage à rembourser au gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français une somme de soixante millions de francs, pour le paiement de laquelle une rente cinq pour cent de trois millions sera inscrite sur le grand-livre de la dette publique de Sardaigne. Les titres en seront remis au gouvernement français, qui les accepte au pair. Les intérêts de ces rentes courront au profit de la France à partir du jour de la remise des titres, qui aura lieu un mois après l'échange des ratifications.

Art. 5. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Zurich, dans un délai de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le dixième jour du mois de novembre de l'an de grâce 1859.

Signé : (L. S.) BOURQUENEY, BANNEVILLE.

(L. S.) DES AMBROIS, JOCTEAU.

**Traité de paix entre la France, l'Autriche et la Sardaigne,
signé à Zurich le 10 novembre 1859.**

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi de Sardaigne, voulant compléter les conditions de la paix dont les préliminaires, arrêtés à Villafranca, ont été convertis en un traité conclu, en date de ce jour, entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français ; voulant de plus consigner dans un acte commun les cessions territoriales telles qu'elles sont stipulées dans le traité précité, ainsi que dans le traité conclu ce même jour entre Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi de Sardaigne, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, le sieur Aloïs, comte Karolyi de Nagy Karoly, commandeur de l'ordre du Sauveur de Grèce, son chambellan et ministre plénipotentiaire, etc., etc., etc.,

Et le sieur Othon, baron de Meysenbug, chevalier de l'ordre impérial et royal de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre plénipotentiaire, conseiller aulique, etc., etc., etc. ;

Sa Majesté l'empereur des Français, le sieur François-Adolphe, baron de Bourqueney, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre de Léopold d'Autriche, etc., etc., etc.,

Et le sieur Gaston-Robert Morin, marquis de Banneville, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chevalier de grâce de l'ordre constantinien des Deux-Siciles, etc., etc., etc. ;

Sa Majesté le roi de Sardaigne, le sieur François-Louis, chevalier Des Ambrois de Nevache, chevalier grand cordon de son ordre des Saints Maurice et Lazare, vice-président de son conseil d'État, sénateur et vice-président du sénat du royaume, etc., etc., etc.,

Et le sieur Alexandre, chevalier Jocteau, commandeur de son ordre des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre résident près la Confédération suisse ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications

du présent traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté le roi de Sardaigne, leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité.

Art. 2. Les prisonniers de guerre autrichiens et sardes seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. 3. Par suite des cessions territoriales stipulées dans les traités conclus en ce jour, entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, d'un côté, et Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi de Sardaigne, de l'autre, la délimitation entre les provinces italiennes de l'Autriche et la Sardaigne sera à l'avenir la suivante :

La frontière partant de la limite méridionale du Tyrol sur le lac de Garda, suivra le milieu du lac jusqu'à la hauteur de Bardolino et de Manerba, d'où elle rejoindra en ligne droite le point d'intersection de la zone de défense de la place de Peschiera avec le lac de Garda.

Elle suivra la circonférence de cette zone, dont le rayon, compté, à partir du centre de la place, est fixé à trois mille cinq cents mètres, plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé. Du point d'intersection de la circonférence ainsi désignée avec le Mincio, la frontière suivra le thalweg de la rivière jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie en ligne droite jusqu'à Scorzarolo, suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara, point à partir duquel il n'est rien changé aux limites actuelles, telles qu'elles existaient avant la guerre.

Une commission militaire, instituée par les Hautes Parties contractantes, sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible.

Art. 4. Les territoires encore occupés, en vertu de l'armistice du 8 juillet dernier, seront réciproquement évacués par les troupes autrichiennes et sardes, qui se retireront immédiatement en deçà des frontières déterminées par l'article précédent.

Art. 5. Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne prendra à sa charge les trois cinquièmes de la dette du Monte Lombardo Veneto.

Il supportera également une portion de l'emprunt national de 1854, fixée entre les Hautes Parties contractantes à quarante millions de florins (monnaie de convention).

Art. 6. A l'égard des quarante millions de florins stipulés dans l'article précédent, le gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français renouvelle l'engagement qu'il a pris vis-à-vis du gouvernement de Sa Majesté l'empereur d'Autriche d'en effectuer le payement, selon le mode déterminé dans l'article additionnel au traité signé, en date de ce jour, entre les deux Hautes Parties contractantes.

D'autre part, le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne

constate de nouveau l'engagement qu'il a contracté, par le traité signé également aujourd'hui entre la France et la Sardaigne, de rembourser cette somme au gouvernement de Sa Majesté l'empereur des Français, d'après le mode stipulé dans l'article 3 dudit traité.

Art. 7. Une commission composée de délégués des Hautes Parties contractantes sera immédiatement instituée pour procéder à la liquidation du Monte Lombardo Veneto. Le partage de l'actif et du passif de cet établissement s'effectuera en prenant pour base la répartition de trois cinquièmes pour la Sardaigne et de deux cinquièmes pour l'Autriche.

De l'actif du fonds d'amortissement du Monte et de sa caisse de dépôt consistant en effets publics, la Sardaigne recevra trois cinquièmes et l'Autriche deux cinquièmes; et, quant à la partie de l'actif qui se compose de biens fonds ou de créances hypothécaires, la commission effectuera le partage en tenant compte de la situation des immeubles, de manière à en attribuer la propriété, autant que faire se pourra, à celui des deux gouvernements sur le territoire duquel ils se trouvent situés.

Quant aux différentes catégories de dettes inscrites, jusqu'au 5 juin 1850, sur le Monte Lombardo Veneto, et aux capitaux placés à intérêts à la caisse de dépôts du fonds d'amortissement, la Sardaigne se charge pour trois cinquièmes, et l'Autriche pour deux cinquièmes, soit de payer les intérêts, soit de rembourser le capital, conformément aux règlements jusqu'ici en vigueur. Les titres de créance des sujets autrichiens entreront de préférence dans la quote-part de l'Autriche, qui, dans un délai de trois mois à partir de l'échange des ratifications, ou plus tôt si faire se peut, transmettra au gouvernement sarde des tableaux spécifiés de ces titres.

Art. 8. Le gouvernement de Sa Majesté Sarde succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Art. 9. Le gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets lombards, par les communes, établissements publics et corporations religieuses dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations. De même, les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations dans les caisses de la Lombardie, seront exactement remboursés par le gouvernement sarde.

Art. 10. Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne reconnaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le

gouvernement autrichien sur le territoire cédé, dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée, et nommément les concessions résultant des contrats passés en date des 13 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

A partir de l'échange des ratifications du présent traité, le gouvernement sarde est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient pour le gouvernement autrichien des concessions précitées en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au gouvernement autrichien à l'égard de ces chemins de fer est transféré au gouvernement sarde.

Les paiements qui restent à faire sur la somme due à l'État par les concessionnaires, en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins, seront effectués intégralement dans le trésor autrichien.

Les créances des entrepreneurs de construction et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'État, qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le gouvernement autrichien et pour autant qu'ils y sont tenus, en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires au nom du gouvernement autrichien.

Une convention spéciale réglera, dans le plus bref délai possible, le service international des chemins de fer entre l'Autriche et la Sardaigne.

Art. 11. Il est entendu que le recouvrement des finances résultant des paragraphes 12, 13, 14, 15 et 16 du contrat du 14 mars 1856, ne donnera à l'Autriche aucun droit de contrôle et de surveillance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer dans le territoire cédé. Le gouvernement sarde s'engage, de son côté, à donner tous les renseignements qui pourraient lui être demandés à cet égard par le gouvernement autrichien.

Art. 12. Les sujets lombards domiciliés sur le territoire cédé jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens-meubles en franchise de droits et de se retirer avec leurs familles dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de la Lombardie.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus origi-

naires du territoire cédé de la Lombardie, établis dans les États de Sa Majesté l'empereur d'Autriche.

Les Lombards qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés, de part ni d'autre, dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les États respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les sujets originaires du territoire cédé de la Lombardie qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne. Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

Art. 13. Les sujets lombards faisant partie de l'armée autrichienne, à l'exception de ceux qui sont originaires de la partie du territoire lombard réservée à Sa Majesté l'empereur d'Autriche, seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires de la Lombardie qui manifesteront l'intention de conserver les fonctions qu'ils occupent au service d'Autriche.

Art. 14. Les pensions, tant civiles que militaires, régulièrement liquidées, et qui étaient à la charge des caisses publiques de la Lombardie, restent acquises à leurs titulaires, et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées, à l'avenir, par le gouvernement de Sa Majesté Sarde.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires, tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé, et dont les traitements acquittés, jusqu'en 1814, par le ci-devant royaume d'Italie, sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

Art. 15. Les archives contenant les titres de propriété et documents administratifs et de justice civile, relatifs, soit à la partie de la Lombardie dont la possession est réservée à Sa Majesté l'empereur d'Autriche, soit aux provinces vénitiennes, seront remises aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique aussitôt que faire se pourra.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant le territoire cédé qui peuvent se trouver dans les archives de l'Empire d'Autriche seront remis aux commissaires de Sa Majesté le roi de Sardaigne.

Les gouvernements d'Autriche et de Sardaigne s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois la Lombardie et la Vénétie.

Art. 16. Les corporations religieuses établies en Lombardie et dont la législation sarde n'autoriserait pas l'existence, pourront librement disposer de leurs propriétés mobilières et immobilières.

Art. 17. Tous les traités et conventions conclus entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté le roi de Sardaigne, qui étaient en vigueur avant le 1^{er} avril 1859, sont confirmés en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent traité. Toutefois, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre, dans le terme d'une année, ces traités et conventions à une révision générale, afin d'y apporter, d'un commun accord, les modifications qui seront jugées conformes à l'intérêt des deux pays.

En attendant, ces traités et conventions sont étendus au territoire nouvellement acquis par Sa Majesté le roi de Sardaigne.

Art. 18. La navigation du lac Garda est libre, sauf les règlements particuliers des ports et de police riveraine. La liberté de la navigation du Pô et de ses affluents est maintenue conformément aux traités.

Une convention destinée à régler les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer la contrebande sur ces eaux sera conclue, entre l'Autriche et la Sardaigne, dans le terme d'un an, à dater de l'échange des ratifications du présent traité. En attendant, on appliquera à la navigation les dispositions stipulées dans la convention du 22 novembre 1851, pour la répression de la contrebande sur le lac Majeur, le Pô et le Tessin; et, pendant le même intervalle, il ne sera rien innové aux règlements et aux droits de navigation en vigueur à l'égard du Pô et de ses affluents.

Art. 19. Le gouvernement autrichien et le gouvernement sarde s'engagent à régler par un acte spécial tout ce qui tient à la propriété et à l'entretien des ponts et passages sur le Mincio, là où il forme la frontière, aux constructions nouvelles à faire à cet égard, aux frais qui en résulteront et à la perception des péages.

Art. 20. Là où le thalweg du Mincio marquera désormais la frontière entre l'Autriche et la Sardaigne, les constructions ayant pour objet la rectification du lit et l'endiguement de cette rivière, ou qui seraient de nature à altérer son courant, se feront d'un commun accord entre les deux États limitrophes. Un arrangement ultérieur réglera cette matière.

Art. 21. Les habitants des districts limitrophes jouiront réciproquement des facilités qui étaient antérieurement assurées aux riverains du Tessin.

Art. 22. Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté le roi de Sardaigne déclarent et promettent que, dans leurs territoires respectifs et dans les pays restitués ou cédés, aucun individu compromis à l'occasion des derniers événements de la Péninsule, de quelque classe ou condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, à raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Art. 23. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Zurich dans l'espace de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le dixième jour du mois de novembre 1859.

Signé : (L. S.) KAROLYI. — MEYSENBUG.

(L. S.) BOURQUENEY. — BANNEVILLE.

(L. S.) DES AMBROIS. — JOCTEAU.

Les trois traités ont été ratifiés le 21 novembre.

Conférences de Zurich.

Protocole.

Présents :

Pour l'Autriche :

M. le comte Collaredo,
M. le baron de Meysenbug.

Pour la France :

M. le baron de Bourqueney,
M. le marquis de Banneville.

Pour la Sardaigne :

M. le chevalier Des Ambrois de Nevache,
M. le chevalier Jocteau.

MM. les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Sardaigne se sont réunis aujourd'hui en conférence.

Après s'être communiqué respectivement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, considérant que l'armistice conclu le 8 juillet dernier entre les commandants en chef des armées belligérantes expire le 15 du courant; considérant en outre que les négociations qui s'ouvrent aujourd'hui pour transformer en traités définitifs les préliminaires de paix signés, le 11 juillet, à Villafranca, ne pourront être terminées avant le 15 août et qu'il y a lieu dès lors, conformément à tous les précédents, de prolonger la durée de l'armistice, les plénipotentiaires sont convenus que l'armistice du 8 juillet serait prorogé jusqu'à l'échange des ratifications des traités à intervenir.

Ils se sont, en outre, engagés à donner immédiatement avis de cette décision à leurs gouvernements, qui prendront, à cet égard, toutes les mesures indiquées par la situation respective de leurs armées de terre et de mer.

Fait à Zurich, le 8 août 1859.

Signé à l'original : (L. S.) COLLOREDO, MEYSENBUG.

(L. S.) BOURQUENEY, marquis DE BANNEVILLE.

(L. S.) DES AMBROIS, JOCTEAU.

Protocole.

Présents les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Sardaigne.

Par suite de la nouvelle délimitation entre la Sardaigne et l'Autriche, quelques diocèses se trouvant partagés entre les deux États, il a été convenu que l'Autriche, la France et la Sardaigne feraient en commun les démarches nécessaires auprès du Saint-Siège, pour obtenir qu'il soit statué sur une nouvelle circonscription diocésaine en accord avec la délimitation territoriale des deux pays.

Les plénipotentiaires d'Autriche ont proposé de stipuler également, qu'en attendant aucune entrave ne serait apportée, de part ni d'autre, au maintien du *statu quo* de l'administration ecclésiastique de ces diocèses.

Les plénipotentiaires de Sardaigne ne sont pas d'avis d'ajouter cette dernière stipulation, parce qu'on ne peut supposer que l'autorité ecclésiastique soit entravée par le gouvernement civil dans l'exercice légitime de sa juridiction. Ils considèrent comme hors de doute que les évêques résidant hors de la Lombardie seront respectés dans l'exercice de leurs droits dans les provinces sardes, comme l'ont toujours été les évêques étrangers qui ont eu sous leur autorité des portions de territoire enclavées dans les États de la maison de Savoie, en se conformant au droit ecclésiastique de la monarchie sarde.

Les plénipotentiaires d'Autriche et de France ont pris acte des motifs développés par MM. les plénipotentiaires de Sardaigne.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Zurich, le 10 novembre de l'an mil huit cent cinquante-neuf.

Signé : (L. S.) KAROLYI, MEYSENBURG.

(L. S.) BOURQUENEY, BANNEVILLE.

(L. S.) DES AMBROIS, JOCTEAU.

Protocole.

Présents les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Sardaigne.

Répondant à une question posée par les plénipotentiaires sardes, à l'égard de la restitution des dépôts administratifs compris dans la mesure de sûreté du 15 mars 1859, les plénipotentiaires d'Autriche ont déclaré qu'il était entendu que ces dépôts, s'il en existe, seraient également restitués.

Les plénipotentiaires de France et de Sardaigne ont pris acte de cette déclaration.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Zurich, le 10 novembre de l'an mil huit cent cinquante-neuf.

Signé : (L. S.) KAROLYI, MEYSENBURG.

(L. S.) BOURQUENEY, BANNEVILLE.

(L. S.) DES AMBROIS, JOCTEAU.

Protocole.

Présents les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Sardaigne.

Pour obvier à tout malentendu auquel pourrait donner lieu le licenciement des Lombards faisant partie de l'armée autrichienne, les plénipotentiaires ont établi d'un commun accord qu'il est bien entendu que ceux d'entre ces militaires qui se trouveraient judiciairement poursuivis ou condamnés au moment de l'échange des ratifications du traité du 10 novembre, ne seront renvoyés dans leurs foyers qu'après leur acquittement ou après l'expiration de leur peine.

Il est également convenu que tous les individus originaires du territoire cédé de la Lombardie, condamnés par les tribunaux et qui, par mesure de précaution, auraient été provisoirement transportés dans une prison ou maison de correction située en dehors de ce territoire, seront remis immédiatement au nouveau gouvernement.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Zurich, le 10 novembre de l'an mil huit cent cinquante-neuf.

Signé : (L. S.) KAROLYI, MEYSENBUG.

(L. S.) BOURQUENEY, BANNEVILLE.

(L. S.) DES AMBROIS, JOCTEAU.

Protocole.

A l'occasion de l'échange des ratifications du traité de paix conclu entre l'Autriche et la France, une lecture attentive de l'article 4 de ce traité a fait remarquer un passage dont la rédaction pourrait donner lieu à un malentendu, ou du moins à une interprétation équivoque.

Dans ce paragraphe, qui commence par les mots : « Cette zone sera déterminée par une circonférence, » il est dit : « la frontière suivra le thalweg de la rivière (Mincio) jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie en ligne droite jusqu'à Scorzarolo, suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara. »

Selon son acception usuelle, l'expression citée ci-dessus « suivra le thalweg du Pô, » voudrait dire descendra le cours du fleuve. Or, comme l'endroit Luzzara est non pas en aval, mais en amont du point de Scorzarolo, l'expression « remontera le thalweg du Pô, » au lieu de « suivra, » semble être plus correcte et indiquer d'une manière plus positive cette partie de la nouvelle délimitation de la frontière.

Dans le but d'obvier à toute incertitude qui pourrait résulter de la rédaction adoptée dans le traité, et de rétablir dans toute sa clarté le sens qui doit être attaché au passage susdit de l'article 4, les plénipotentiaires d'Autriche et de France sont convenus de consigner dans ce protocole l'explication précédente.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Zurich, le 21 novembre de l'an mil huit cent cinquante-neuf.

Signé : (L. S.) KAROLYI, MEYSENBUG.

(L. S.) BOURQUENEY, BANNEVILLE.

(L. S.) DES AMBROIS, JOCTEAU.

Acte final de délimitation de la frontière entre la Sardaigne et les provinces italiennes de l'Autriche, fixée définitivement par la commission militaire instituée conformément au traité de Zurich du 10 novembre 1859.

Par suite des cessions territoriales stipulées dans les traités conclus à Zurich, le 10 novembre 1859 :

1. Entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français ;

2. Entre Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté le roi de Sardaigne ;

3. Entre Leurs Majestés l'empereur d'Autriche, l'empereur des Français et le roi de Sardaigne ;

Traités dont les ratifications ont été échangées par les puissances contractantes le 21 du même mois, la délimitation entre les États du royaume de Sardaigne et les provinces italiennes de l'Autriche a été fixée de la manière suivante par l'article 3 du troisième traité ci-dessus :

La frontière partant de la limite méridionale du Tyrol, sur le lac de Garda, suivra le milieu de ce lac jusqu'à la hauteur de Bardolino et de Manerba, d'où elle rejoindra en ligne droite le point d'intersection de la zone de défense de la place de Peschiera avec le lac de Garda.

Elle suivra la circonférence de cette zone, dont le rayon, compté à partir du centre de la place, est fixé à trois mille cinq cents mètres, plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé. Du point d'intersection de la circonférence ainsi désignée avec le Mincio, la frontière suivra le thalweg de la rivière jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie, en ligne droite, jusqu'à Scorzarolo, suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara, point à partir duquel il n'est rien changé aux limites actuelles, telles qu'elles existaient avant la guerre.

Le même article 3 porte qu'une commission militaire, instituée par les Hautes Parties contractantes, sera chargée d'exécuter ce tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible.

En exécution de cette dernière convention, Leurs Majestés Impériales et Royales ont nommé pour leurs commissaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur d'Autriche : M. le comte Polliot de Crenneville, lieutenant général, décoré de la croix du Mérite militaire, etc.,

Et M. le baron François Vlasits, major du corps d'état-major, chevalier de troisième classe de la Couronne de fer, etc. ;

Sa Majesté l'empereur des Français : M. Auguste-Adolphe-Napoléon Chauchard, général de brigade, commandant le génie de l'armée française en Italie, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc.,

Et M. Jules-Louis Lewal, chef d'escadron du corps d'état-major, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. ;

Sa Majesté le roi de Sardaigne : M. le chevalier Raphaël Cadorna, major général, chevalier des ordres des Saints Maurice et Lazare, etc., remplaçant M. le comte Louis Petitti-Bagliani de Roreto, major général, chargé d'une autre mission ;

Et M. François Borson, major au corps d'état-major, décoré de la médaille de la Valeur militaire, etc. ;

Lesquels, après s'être réunis à Peschiera, et après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont constitués en commission sous la présidence de M. le lieutenant général comte de Crenneville. M. le chef d'escadron Lewal a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire.

La commission a commencé aussitôt ses opérations et est convenue qu'elle admettrait, comme documents topographiques, les plans du cadastre lombard pour la planimétrie, et les sections topographiques militaires autrichiennes, à l'échelle de 128 800 pour le figuré du terrain.

Elle a ensuite arrêté qu'elle adopterait pour bases du travail de délimitation dont elle était chargée les principes suivants :

1. Chercher à rendre la limite facile à reconnaître et à surveiller, en lui faisant suivre, autant que possible, les accidents naturels du sol, tout en tenant compte des exigences militaires et administratives.

2. Éviter, autant que faire se pourra, de diviser les parcelles cadastrales.

3. Dans les parties où le Pô et le Mincio formeront la frontière, le thalweg ou courant principal déterminera la ligne de démarcation entre les deux États ; mais la propriété des îles, telle qu'elle aura été fixée par la commission internationale et telle qu'elle sera décrite dans les deuxième et quatrième sections du présent acte, restera immuable, quelque changement que subissent ces cours d'eau.

4. Cette invariabilité cessera d'avoir son effet en cas d'agrégation d'une île à l'une des rives. Cette île passera alors en toute souveraineté et propriété sous la domination de la puissance qui possède la rive attenante.

5. En cas de formation de nouvelles îles ou de réunion de deux ou plusieurs îles, appartenant à des États différents, l'attribution des droits de souveraineté et de propriété, à l'un ou à l'autre des deux États, résultera de leur situation par rapport au thalweg alors existant.

Cette agrégation sera considérée comme effectuée lorsque l'exhaussement du fond du canal qui sépare les îles entre elles ou de la rive attenante, atteindra la hauteur moyenne entre les basses et les hautes eaux ordinaires.

6. Dans le cas prévu par les articles précédents où il y aura mutation de propriété sur un territoire, ou prise de possession d'une île nouvellement formée, ce fait sera constaté, à la demande de l'un des États, par un acte dressé sur les lieux par des commissaires spéciaux.

Les impôts dus au nouveau gouvernement dateront de l'acte officiel susénoncé.

La commission a, en outre, adopté les dispositions suivantes :

1. Sur la frontière de terre, les limites seront marquées par des bornes en pierre ou par des poteaux en bois dans les points où il ne sera pas possible de placer des bornes.

Les bornes en pierre seront taillées en forme de prismes rectangulaires ayant vingt-sept centimètres de côté et un mètre soixante centimètres de hauteur, dont la moitié sera enterrée.

2. L'Autriche sera chargée de la confection et de la pose des marques de bornage, ainsi que de toutes les opérations géodésiques, topographiques et autres, concernant la détermination et le tracé de la nouvelle frontière.

3. Les frais de délimitation, le prix des pierres et des poteaux de bornage, celui du transport de ces matériaux à pied d'œuvre, les prix des journées de travail et du logement des hommes employés aux opérations de bornage seront supportés par moitié par les deux États limitrophes, d'après les comptes approuvés par la commission.

4. Les bornes ou poteaux porteront, sur les deux côtés faisant face aux États limitrophes, un numéro d'ordre dont la série commencera au lac de Garda et se continuera sans interruption jusqu'à l'autre extrémité de la frontière.

5. Les bornes seront posées à chaque changement de direction et en vue l'une de l'autre.

6. Dans les endroits où la frontière traversera des plantations d'arbres, des broussailles ou des roseaux, le sol sera dénudé de manière à former des percées ou clairières ayant une largeur de quatre mètres de chaque côté de la limite.

7. L'entretien et le remplacement des marques de bornage seront à la charge des gouvernements limitrophes, le gouvernement sarde pourvoyant à la conservation des numéros pairs, et le gouvernement autrichien à celle des numéros impairs.

Les percées ou clairières seront entretenues par chaque puissance sur son territoire.

8. Sur les ponts du Mincio des poteaux en bois marqueront la fron-

tière et seront placés au milieu de la longueur de chaque pont, sous la réserve des dispositions de l'article 19 du traité de Zurich, qui porte que le gouvernement autrichien et le gouvernement sarde s'engagent à régler par un acte spécial tout ce qui tient à la propriété et à l'entretien des ponts et passages sur le Mincio, là où il forme la frontière, aux constructions nouvelles à faire à cet égard aux frais qui en résulteront et à la perception des péages.

9. Les poteaux placés sur les ponts prendront rang dans le numérotage général des marques de bornage, et leur entretien incombera à l'une ou à l'autre puissance, selon le numéro pair ou impair qu'ils porteront, comme il a été dit ci-dessus.

10. Dans le but d'empêcher l'altération que des constructions qu'on élèverait à l'avenir sur les rives des cours d'eau formant frontière, pourraient apporter au régime des eaux, et pour sauvegarder à cet égard les intérêts des propriétaires riverains, la commission rappelle que l'article 20 du traité de Zurich a pourvu aux difficultés qui pourraient s'élever à cet égard, en prescrivant que là où le thalweg du Mincio marquera désormais la frontière entre la Sardaigne et l'Autriche, les constructions ayant pour objet la rectification du lit et l'endiguement de cette rivière, ou qui seraient de nature à altérer son courant, se feront d'un commun accord entre les deux États limitrophes.

Un arrangement ultérieur réglera cette matière.

11. Les stipulations des articles 19 et 20 relatés ci-dessus, ne concernant que le cours du Mincio, la commission est convenue qu'elles seront également appliquées au cours du Pô, dans la partie où ce fleuve forme la frontière.

12. Le présent acte final, qui résume et constate les opérations et renferme les engagements réciproques jugés convenables pour garantir la stabilité et l'inviolabilité de la frontière sera, ainsi que les plans et annexes qui l'accompagnent, établi au nombre de trois exemplaires certifiés par tous les membres de la commission.

13. La ratification de cet acte final sera réservée aux souverains mêmes des États représentés.

Ces préliminaires étant admis, la commission s'est occupée de déterminer les limites qui devaient former dorénavant la séparation entre les deux États limitrophes, et elle a fixé définitivement le tracé de la nouvelle frontière, ainsi qu'il sera dit plus bas.

Celle-ci se trouve divisée naturellement en quatre parties distinctes, savoir : la zone autour de Peschiera, — le cours du Mincio, — l'intervalle entre le Mincio et le Pô, — le cours du Pô.

PREMIÈRE SECTION. — Partie de la frontière formant la zone de défense autour de Peschiera, depuis le lac de Garda jusqu'au Mincio.

Aux termes de l'article 3 du traité de Zurich, la frontière autour de Peschiera, formant la zone de défense de cette place, doit suivre une circonférence dont le rayon, compté à partir du centre de la place, est fixé à trois mille cinq cents mètres (3500^m), plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé.

La commission a déterminé le centre de la place ainsi que la distance de ce centre à la crête du glacis du fort le plus avancé, laquelle s'est trouvée être de mille huit cent soixante mètres (1860^m). Cette distance, augmentée de trois mille cinq cents mètres, porte à cinq mille trois cent soixante mètres (5360^m) la longueur du rayon de la circonférence qui, ayant son centre au centre de la place, forme la zone de défense de Peschiera.

Cette circonférence ayant ainsi été déterminée et tracée sur les cartes, la commission s'est transportée sur les lieux et, tenant compte des principes qu'elle a adoptés, elle a fixé la frontière ainsi qu'il suit :

En partant de la limite méridionale du Tyrol, sur le lac de Garda, la frontière suit le milieu du lac jusqu'à sa rencontre avec la ligne droite joignant les villages de Bardolino et de Manerba.

De ce point de rencontre elle rejoint, en ligne droite, la borne n° 1, sur le bord méridional du lac.

Cette borne, formant le point de départ de la zone autour de Peschiera, a été placée dans le prolongement du bord oriental de la *strada consorziale della villa Onofrio*.

De ce point la frontière, après avoir coupé transversalement la route de Rivoltella à Peschiera, rejoint, à la borne n° 2, le bord oriental du chemin précité, dont la propriété reste à la Sardaigne, et le suit jusqu'à la rencontre du *Ganfo del prato Serrato*, borne n° 4.

Elle remonte vers le sud le milieu de ce cours d'eau jusqu'à la borne n° 7. En ce point le Ganfo se divise en deux branches presque parallèles; le tracé suit la branche occidentale jusqu'à la *strada comunale di mezzo*, borne n° 9.

La frontière tourne vers l'ouest en suivant, entre les bornes n° 9 et 10, le bord septentrional du fossé nord de ce dernier chemin, qui reste à l'Autriche.

Elle continue vers l'ouest entre les bornes n° 10, 11, 12 et 13, par le milieu du fossé servant de limite entre les communes de Sermione et de Peschiera, jusque près de la casa Borghetto, qu'elle laisse au nord-ouest.

Arrivée à ce point (borne n° 13), elle tourne au sud en suivant la limite entre les communes de Rivoltella et de Peschiera, marquée par les bornes n° 14, 15, 16, 17 et 18, jusqu'à la *strada comunale di mezzo*, déjà nommée.

Elle suit de là vers l'ouest le bord septentrional du fossé nord de ce chemin jusqu'à la borne n° 19, marquant la limite entre les communes de Rivoltella et de Peschiera. Dans ce parcours, le chemin ci-dessus appartient à l'Autriche.

La frontière traverse ce chemin et continue vers le sud la limite entre les deux communes précitées marquée par les bornes n° 20, 21 et 22, en prolongeant en ligne droite la dernière direction jusqu'à la borne n° 23, placée sur le bord méridional de la chaussée du chemin de fer de Decenzano à Peschiera.

Elle coupe transversalement cette chaussée entre les bornes n° 22 et 24, puis suit vers l'est le pied du talus méridional de ladite chaussée jusqu'à la parcelle 2519. De là, elle se dirige vers le sud sur une longueur d'environ trente-six mètres, puis tourne vers l'est en coupant longitudinalement la parcelle 326 jusqu'à la borne n° 25, où elle rejoint le *Ganfo del prato serrato*.

Le tracé remonte le milieu du Ganfo jusqu'à la borne n° 29, point d'intersection avec le fossé formant la limite entre les parcelles 480 et 487 de la commune de Pozzolengo.

Il prend entre les bornes n° 29 et 30 le milieu de ce fossé vers l'est jusqu'à la *strada consorziale del Rovere*, et suit de là, vers le sud, jusqu'à la borne n° 31, le bord occidental de ce chemin qui reste à l'Autriche. Il se dirige ensuite vers l'est, sur la borne n° 32, par le bord méridional d'un chemin d'exploitation qui forme la limite sud de la parcelle 461, et qui reste à l'Autriche.

La frontière se prolonge, entre les bornes n° 32 et 33, jusqu'à la *strada consorziale dei Pirenei*, en laissant au nord la casa Peniletto Comineli.

Arrivée en ce point, près duquel se trouve un puits, la frontière suit d'abord vers le sud, jusqu'à la borne n° 34, le bord occidental de ce dernier chemin, puis vers le sud-est, entre les bornes n° 34, 35 et 36, le bord méridional de ce même chemin qui reste à l'Autriche.

Elle quitte ce chemin à sa rencontre avec la limite ouest de la parcelle 794 (borne n° 36), et contourne cette limite ainsi que celles des parcelles 795, 804, 3707 et 805, passant entre la *casa dei Pirenei* et *San Giacomo di sotto*. Elle est marquée dans ce trajet par les bornes n° 36, 37, 38 et 39.

La frontière étant arrivée à la *strada comunale del Predonico*, non loin au nord de la chapelle de *San Giacomo di sopra*, remonte le bord ouest de ce chemin vers le sud jusqu'à la borne n° 40, contourne le

bord septentrional du chemin au nord de la chapelle jusqu'à la borne n° 41, d'où elle suit vers le sud le bord est de ce même chemin jusqu'à l'embranchement du chemin *delle Ulive*, borne n° 43. Dans cette partie de la frontière, la partie du chemin *del Predonico* qui se dirige au nord de la chapelle de *San Giacomo di sopra*, et qui est comprise entre les bornes n° 39 et 40, appartiendra à l'Autriche, et sa continuation autour de la chapelle et jusqu'au chemin *delle Ulive*, bornes n° 40, 41, 42 et 43, sera la propriété de la Sardaigne, de telle sorte que les chemins qui contournent au nord et à l'est la chapelle et la ferme de *San Giacomo di sopra* appartiennent à cette dernière puissance.

A partir de la borne n° 43, le tracé suit, vers le sud, le bord occidental du chemin *delle Ulive* qui appartient à l'Autriche, dans le trajet marqué par les bornes n° 43, 44, 45, 46, 47 et 48 jusqu'à la *strada consorziale del Vivaro* dont elle longe, vers le nord-est, le bord méridional jusqu'à la parcelle 941 où se trouve la borne n° 49.

Il contourne, entre les bornes n° 49, 50, 51 et 52, la limite qui sépare les parcelles 941 et 942 de celle cotée 1354, puis la limite entre les parcelles 1354 d'une part, et 1069 et 1340 d'autre part, et suit jusqu'à la borne n° 53 le milieu du fossé qui sépare les parcelles 1341 et 1342, arrivant ainsi au ruisseau *di Dugale di Rione*.

La frontière suit, vers l'est, le milieu de ce ruisseau jusqu'à la *strada comunale* de Pozzolengo à Ponti, traverse cette route à la borne n° 55, continue à suivre ce même ruisseau en contournant, entre les bornes n° 55, 56 et 57, la parcelle 1312 et rejoint à la borne n° 57, presque en face de la *casa Colombara*, la *strada consorziale delle Sabbioniere alle paludi*.

De là, la frontière continue à suivre, jusqu'à la borne n° 59, le même ruisseau qui borde à l'est le chemin désigné ci-dessus, lequel appartient à la Sardaigne.

Au point marqué par la borne n° 59, où ce même chemin rencontre l'extrémité ouest de la parcelle n° 1242, la frontière suit vers le sud, jusqu'à la borne n° 60, le bord oriental du chemin d'exploitation qui limite à l'est les parcelles 1286 et 1284, et qui reste à la Sardaigne. Puis elle tourne vers l'est en suivant, entre les bornes n° 60 et 61, le milieu du fossé qui forme la limite nord de la parcelle 1247 jusqu'à Scolo Redone.

Elle remonte, à partir de la borne n° 61, le milieu de ce canal vers le sud jusqu'à la borne n° 62, puis prend, entre les bornes n° 62, 63, 64 et 65, le milieu du fossé qui se dirige vers l'est sur la *casa dei Paroni*, par la limite sud des parcelles 105, 104, 103 et 102 de la commune de Monzambano jusqu'à la *strada comunale della Prandina*.

Elle suit, entre les bornes n° 65 et 66, le côté occidental de ce dernier chemin, qui reste à la Sardaigne, prend vers l'est le bord nord

de la *strada comunale dei Paroni*, jusqu'à la borne n° 68 où vient aboutir le chemin de traverse qui se dirige vers le sud, en passant entre les parcelles 132 et 135.

La frontière traverse ensuite la *strada dei Paroni*, entre les bornes n° 68 et 69, et continue à suivre le bord méridional de ce dernier chemin, qui appartient alors à l'Autriche, jusqu'à la borne n° 73 où, en se retournant vers le sud, il se divise en deux branches, l'une *comunale* de Siser, l'autre *consorziale*, traversant le groupe de maisons de Siser.

La frontière suit, entre les bornes n° 73, 74, 75 et 76, le bord oriental du chemin *comunale* ci-dessus, qui appartient à la Sardaigne; elle prend ensuite, vers l'est, le bord nord de la *strada comunale della Colombara ed Albera*, qui appartient également à la Sardaigne, contourne le terrain vague, marqué par les bornes n° 78, 79, 80 et 81, appartenant à la maison de l'Albera, située au nord du chemin, et laisse ensuite à l'est la *casa Zerbi*.

Elle rejoint près de la borne n° 89 la *strada comunale* de Pozzolengo à Monzambano, dont elle suit le bord nord jusqu'à la borne n° 94, laissant au sud la casa Colombara. Dans ce trajet, cette dernière route appartient à la Sardaigne.

Elle quitte cette route à la borne n° 94 et prend le sentier qui se dirige vers le nord-est et forme, de la borne n° 94 à la borne n° 97, la limite entre les parcelles 2181, 3 064 et 2174 d'une part, et 2301, 3114, 3115, 3116, 2300, 2299 d'autre part. Ce sentier reste à la Sardaigne.

A partir de la borne n° 97, la frontière traverse la parcelle 2299 jusqu'à la borne n° 98, tourne au sud jusqu'à la borne n° 99, entre les parcelles 2299 et 2286, en suivant, entre les bornes n° 97, 98 et 99, le milieu du fossé; puis prend vers l'est, entre les bornes n° 99 et 100, d'abord le fossé formant la limite sud des parcelles 2286, 2288, 2289, 2290, 2295, et ensuite un chemin d'exploitation bordé au nord d'un mur de soutènement et limitant au sud les parcelles 2294, 2293 et 1441.

Elle rejoint alors, à la borne n° 100, la *strada comunale* de Pozzolengo à Monzambano, dont elle suit, vers le sud-est, le nord-est jusqu'à la borne n° 101, cette route appartenant à la Sardaigne.

Elle prend ensuite vers l'est, de la borne n° 101 à la borne n° 102, le bord nord du sentier formant la limite sud de la parcelle 1351; de là jusqu'à la borne n° 103 le milieu d'un fossé également au sud des parcelles 1352 et 1353, puis remonte au nord jusqu'à la borne n° 194, le long de la limite est de cette dernière parcelle; coupe entre les bornes n° 104 et 105 la parcelle 1346, contourne, en suivant les bornes n° 106, 107, 108, 109, 110 et 111, le pied d'un mamelon formant la

limite nord de cette dernière parcelle, et rejoint à la borne n° 111 la *strada comunale della Mostrappa*.

De ce point, la frontière remonte vers le nord, jusqu'à la borne n° 112, en suivant le côté ouest de cette dernière route qui appartient à la Sardaigne, puis prend vers le sud-est le milieu d'un fossé qui traverse les parcelles 1367, 1368 et 1369, entre les bornes n° 112 et 115.

Elle continue vers l'est en suivant, de la borne n° 115 à la borne n° 118, la limite sud des parcelles 1369 et 1375, jusqu'à la *strada comunale* de Monzambano à Ponti.

Elle remonte vers le nord jusqu'à la borne n° 119, par le bord occidental de cette dernière route qui reste à la Sardaigne.

Elle traverse cette route entre les bornes n° 119 et 120, et suit, jusqu'à la borne n° 125, le bord méridional de la *strada comunale del Gazzo*, qui reste à l'Autriche et qui forme une partie de la limite des territoires des communes de Monzambano et de Peschiera.

Elle continue enfin à suivre la limite entre ces deux communes jusqu'à la borne n° 131, placée sur la rive droite du Mincio, et rejoint perpendiculairement le thalweg de cette rivière.

Le tracé de la frontière autour de Peschiera se trouve ainsi complètement déterminé et borné.

DEUXIÈME SECTION. — Partie de la frontière formée par le Mincio.

Le thalweg du Mincio forme la frontière depuis le point où il est coupé par la limite de la zone autour de Peschiera jusqu'à la hauteur de Le Grazie. Ce thalweg est indiqué, tel qu'il a été déterminé par la commission militaire, sur la carte topographique ci-jointe sous le n° 5 et ses annexes.

Toutes les îles du Mincio comprises dans la partie de cette rivière qui forme frontière, ont reçu un numéro d'ordre depuis 1 jusqu'à 47, ainsi que cela est indiqué sur les annexes.

Suivant les principes admis par la commission, les îles ont été attribuées à la Sardaigne ou à l'Autriche, suivant qu'elles se sont trouvées à gauche ou à droite du thalweg, tel que celui-ci existait au moment où il a été déterminé par la commission.

L'attribution de ces îles à l'une ou à l'autre de ces deux puissances a été faite de la manière suivante :

1. Dans le groupe de huit îles situées en amont du pont de Monzambano, celles qui portent les n° 1, 2, 3 et 4 sont à l'Autriche, celles portant les n° 5, 6, 7 et 8 sont à la Sardaigne.

2. Dans le groupe de trois îles situé entre la *casa Cauchiola* et la *casa Borona*, l'Autriche possède le n° 11, et la Sardaigne les n° 9 et 10.

3. Le groupe de quatre îles situé en amont des ruines de l'ancien barrage en maçonnerie de Valeggio, qui comprend les n° 12, 13, 14 et 15, est en entier à l'Autriche.

4. L'île n° 16, située en aval du barrage précité de Valeggio, appartient à l'Autriche.

5. Dans le groupe de cinq îles situé en aval du pont de Valeggio, les n° 17, 18, 19 et 21 sont à la Sardaigne ; le n° 20 à l'Autriche.

6. L'île n° 22, située un peu en aval de la *casa Bassa-Fornace*, appartient à la Sardaigne.

7. Le groupe de trois îles situé à *Molino di Volta*, comprenant les n° 23, 24 et 25, est en entier à la Sardaigne.

8. Le groupe de trois îles situé à Pozzolo, comprenant les n° 26, 27 et 28, appartient en entier à l'Autriche.

9. L'île n° 29, située un peu en amont de la *casa Falzoni*, est à l'Autriche.

10. L'île n° 30, située un peu en amont de la *casa Bertoi*, appartient à l'Autriche.

11. Dans le groupe de six îles situé à Massimbona, les n° 33, 34 et 36 sont à l'Autriche, les n° 31, 32 et 35 à la Sardaigne.

12. Dans le groupe de deux îles situé en amont de la *casa Dossi*, le n° 30 est à l'Autriche, le n° 37 à la Sardaigne.

13. Les deux îles situées à *casa dell'Orto*, et portant les n° 39 et 40, appartiennent à la Sardaigne.

Dans la plus grande de ces deux îles se trouve une maison nommée *casa del Sole*.

14. En amont du pont de Goïto, des digues partant de chacune des deux rives vont se rejoindre vers le milieu de la rivière, ne laissant entre elles qu'une vanne. Le thalweg passe par cette vanne et arrive au pont entre les deux digues.

15. L'île n° 41, située en aval de la *casa Gua*, appartient à la Sardaigne.

16. Le petit banc de sable n° 42, situé en amont de la *casa Casale*, appartient à l'Autriche.

17. Enfin, dans le groupe de cinq îles, situé à la hauteur du hameau de Sacca, l'Autriche possède les numéros 43, 44, 45 et 47, et la Sardaigne le n° 46.

Le point où le thalweg du Mincio cesse de former la frontière a été déterminé par l'intersection de ce thalweg avec une perpendiculaire à sa direction passant au nord-ouest de Le Grazie.

La commission a reconnu que dans la partie du Mincio qui forme la limite entre les deux États, il n'existe que trois ponts, savoir : à Monzambano, un pont en bois sur pilotis ; à Valeggio, un pont dont la moitié est en maçonnerie et est attenante à la rive gauche, et dont

l'autre moitié est en charpente et attenante à la rive droite ; enfin, à Goïto, un pont en maçonnerie, dont deux arches ont été réparées en charpente.

Trois poteaux portant les n^{os} 132, 133 et 134 ont été placés respectivement sur le milieu de ces trois ponts.

TROISIÈME SECTION. — Partie de la frontière entre le Mincio et le Pô,
depuis Le Grazie jusqu'à Scorzarolo.

La frontière entre Le Grazie et Scorzarolo a été tracée en prenant pour direction la ligne droite passant à l'ouest des dernières maisons de ces deux villages qui restent à l'Autriche ; toutefois la commission s'est attachée, dans les détails, à suivre autant que possible les limites naturelles, en évitant de morceler les parcelles de terrain.

Il a été dit ci-dessus que le point où le thalweg du Mincio cesse de former la frontière, a été déterminé par l'intersection de ce thalweg avec la perpendiculaire à sa direction passant au nord-ouest de Le Grazie. Ce point, marqué par le poteau n^o 135, a été joint au poteau n^o 137 placé au milieu de l'extrémité nord du canal qui sépare les parcelles 36 et 44.

Dans le cas où le thalweg viendrait à changer, après la constatation de ce changement faite, ainsi qu'il a été dit plus haut, les poteaux n^{os} 135 et 136 changeront seuls de place ; le poteau n^o 137 restera immuable et sera le point de départ de la frontière de terre.

Depuis le poteau n^o 137, la frontière suit le milieu du canal qui sépare les parcelles 36 et 44, jusqu'à son extrémité sud marquée par le poteau n^o 138, et prend vers l'ouest le milieu du fossé qui sépare la parcelle 37 de celles cotées 36 et 22, jusqu'à la strada de Rivolta à Le Grazie ; elle est marquée dans ce trajet par les bornes n^{os} 139 et 140.

Elle prend alors, vers le sud-est, le bord oriental du fossé est de cette route, jusqu'au prolongement du chemin de Ca di Iuppa à Le Grazie, borne n^o 141 ; puis elle suit le bord sud de ce chemin jusqu'au fossé (borne n^o 142) que sépare la parcelle 14 de celles cotées 21 et 49 ; continue vers le sud par le milieu de ce fossé jusqu'à la borne n^o 143, et se prolonge entre les bornes n^{os} 143 et 145 par le milieu du fossé entre les parcelles 14 et 57, jusqu'à la strada Cremonese qui va à Le Grazie.

La frontière suit d'abord, jusqu'à la borne n^o 146, le milieu du fossé ouest dudit chemin qui reste à l'Autriche, puis le milieu du fossé nord de la route royale de Castellucchio à Mantoue jusqu'à la borne n^o 147, placée dans le prolongement du milieu du fossé que borde à l'ouest le chemin conduisant à la *campagna alta di Cristofori*, lequel appartient à l'Autriche.

Elle suit le milieu de ce dernier fossé jusqu'à l'embranchement marqué par la borne n° 148 du chemin que longe au sud la parcelle 147, et aboutit au *molino di Campagna*, et elle continue entre les bornes n° 148 et 149, par le milieu du fossé qui borde au nord ce dernier chemin, qui reste à l'Autriche.

Depuis le *molino di Campagna*, la frontière est marquée entre les bornes n° 149 et 151, par le bord est et sud du chemin de Le Grazie à la Crocette qui traverse l'Osona-Nuovo et qui appartient à la Sardaigne.

Elle se détache du chemin au *Posso dei Gambari*, dont elle suit le milieu en allant vers le sud depuis la borne n° 151 jusqu'à celle n° 158. Ce cours d'eau forme la séparation des communes de Curtatone et de Castellucchio.

Arrivée au pont en bois du chemin de Ca-Moranti à San Lorenzo, borne n° 158, la frontière suit jusqu'au premier coude, marqué par la borne n° 159; le milieu du fossé nord de ce chemin appartient à l'Autriche.

Depuis ce coude elle longe, entre les bornes n° 159, 160, 161 et 162, le côté oriental du même chemin, qui appartient à la Sardaigne, jusqu'à San Lorenzo, sur la strada de Gabbiana à Montanara, laissant à l'est la *casa Loghino* de San Lorenzo, puis la *casa Porti*.

A partir de San Lorenzo, borne n° 162, la frontière prend le milieu du fossé est de la route San Lorenzo à Balconcello, laquelle appartient à la Sardaigne, jusqu'au fossé qui sépare les parcelles 1729 et 1766, point marqué par la borne n° 164.

Elle suit le milieu de ce fossé vers l'est, sur une longueur d'environ 300 mètres, jusqu'à la borne n° 165, puis tourne au sud le long de la limite entre les parcelles 1766 et 1777, jusqu'au chemin particulier qui conduit de la Colombina aux prairies, point marqué par la borne n° 166.

Elle prend vers l'ouest, entre les bornes n° 166 et 167, le bord septentrional de ce chemin qui reste à l'Autriche, jusqu'au chemin d'exploitation formant limite entre les parcelles 1764 et 1765.

Elle suit le bord est de ce chemin sur 30 mètres environ de longueur, jusqu'à la borne n° 168, puis tourne vers l'ouest jusqu'à la borne n° 169 placée à la séparation, entre les parcelles 1763 et 1764.

Elle suit vers le sud cette séparation sur une longueur d'environ 91 mètres, jusqu'à la borne n° 170, et arrive à la borne n° 171 perpendiculairement à la route de Ronchi à San Lorenzo, coupant transversalement la parcelle 1763, et laissant ainsi à la Sardaigne le terrain vague attenant à la ferme de la Colombina, limité par les bornes n° 167, 168, 169, 170 et 171, et circonscrit par un fossé.

Après avoir rejoint la route ci-dessus de Ronchi à San Lorenzo, la

frontière suit, entre les bornes 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178 et 179, le milieu du fossé est de cette route, qui appartient à la Sardaigne jusqu'à la route de Cesole à Buscaldo, qu'elle traverse à Ronchi.

Elle suit jusqu'à Corbolo, borne n° 180, le milieu du fossé sud de cette dernière route qui, dans ce parcours, appartient à la Sardaigne.

La frontière prend, à la borne n° 180, le milieu de Corbolo jusqu'à la borne n° 183, puis celui de la Senga qu'elle descend, entre les bornes n° 183 et 184, jusqu'au fossé qui sépare les parcelles 122 et 123 d'une part, et 131 d'autre part, de la commune de Borgoforte à Sinistra.

Elle suit ce fossé entre les bornes n° 184, 185 et 186, puis se dirige vers le sud-ouest par le milieu du fossé dit Possone ou Cavone, jusqu'à la borne n° 188, placée à la limite entre les parcelles 112 et 120.

Elle suit vers le nord-ouest, jusqu'à la borne n° 189, le milieu du fossé formant limite entre ces deux parcelles, tourne ensuite vers le sud-ouest entre ces mêmes parcelles, et se prolonge dans cette dernière direction jusqu'à la borne n° 190, en coupant transversalement la parcelle 27 et le chemin dit *strada Gambino*.

La frontière prend alors, entre les bornes n° 190 et 191, le bord occidental du fossé ouest de ce chemin jusqu'à la ligne tracée parallèlement à la façade nord de la *casa Dodici*, et à vingt-cinq mètres de distance de cette maison.

Elle suit cette ligne de la borne n° 191 à celle n° 192, jusqu'au fossé qui sépare les parcelles 29 et 30, et prend vers le sud, entre les bornes n° 192, 193, 194, 195 et 196, d'abord le milieu de ce fossé qui sépare les parcelles 33 et 42 d'une part, 34 et 41 d'autre part, jusqu'au chemin d'exploitation qui borde au nord la parcelle 42.

Elle suit le bord nord-ouest de ce chemin, entre les bornes n° 196, 197 et 198, jusqu'à la limite des parcelles 38 et 39, et de ce point, marqué par la borne n° 198, elle va en ligne droite et en suivant le milieu d'un fossé, atteindre le thalweg du Pô, en passant à deux cent cinquante mètres de l'embranchement de la *strada Gambino* et de la digue.

La dernière borne, portant le n° 200, a été placée sur le bord du Pô.

QUATRIÈME SECTION. — Partie de la frontière formée par le Pô.

La frontière formée par le Pô a son origine au point où le prolongement de la dernière direction du tracé à l'ouest de Scorzarolo, direction marquée par les bornes n° 198, 199 et 200, rencontre la ligne au thalweg du fleuve. La commission a suivi le cours du Pô

pour déterminer ce thalweg ainsi que la possession des îles qui existent depuis Scorzarolo jusqu'au point où aboutit la limite entre les possessions de l'Autriche et le duché de Modène, un peu en aval de Luzzara.

Au moment où la reconnaissance du Pô a été faite par la commission, et où le thalweg a été déterminé tel qu'il est indiqué sur la carte ci-annexée, sous le n° 5, les eaux du fleuve étaient basses.

La commission a reconnu qu'il n'existait dans ce parcours que deux îles formées par des bancs de sable incultes, et couvertes à l'époque des eaux moyennes.

La première, en remontant le cours du fleuve, située près de la rive droite, au coude que forme le Pô en face de Scorzarolo, appartient à l'Autriche.

La seconde, située près la rive gauche, en aval du village de Cizzolo, appartient à la Sardaigne.

La commission a également reconnu qu'il n'existait aucun pont sur le Pô dans la partie formant la frontière.

Les quatre sections de la frontière ayant été ainsi déterminées, des officiers d'état-major autrichiens, assistés d'officiers sardes, ont procédé au fur et à mesure à l'établissement des marques de bornage, et ont effectué les opérations topographiques qui sont résumées dans les tableaux descriptifs annexés au présent acte final sous les nos 2 et 4.

La commission s'est transportée de nouveau sur les lieux pour reconnaître et vérifier ce travail. Elle a constaté que les opérations avaient été faites avec exactitude.

Les commissaires des trois puissances ayant ainsi terminé le travail de délimitation dont ils étaient chargés, ont signé le présent acte final, qui n'aura de valeur et d'effet que lorsqu'il aura été ratifié par les souverains des puissances représentées.

Fait en triple à Peschiera, le 16 juin 1860.

(L. S.) Signé : G. FOLLIOT DE CRENNEVILLE, lieutenant général.
B. VLASITS, major.

(L. S.) Signé : Le général de brigade CHAUCHARD. Le chef d'escadron d'état-major J. LEWAL.

(L. S.) Signé : R. CADORNA, major général. F. BORRON, lieutenant-colonel.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Manifeste de François-Joseph.

Manifeste à mes peuples.

Lorsque je montai sur le trône de mes ancêtres, la monarchie était livrée à des commotions violentes.

Après une lutte bien douloureuse à mes sentiments personnels, le besoin d'une concentration énergique du pouvoir se fit avant tout sentir dans mes pays, comme presque partout dans les États violemment agités du continent européen. Le bien public et la sécurité de la majorité des habitants paisibles de la monarchie l'exigeaient; les passions surexcitées et les douloureux souvenirs d'un passé récent rendaient impossible le mouvement libre des éléments qui se combattaient naguère en ennemis.

J'ai voulu me rendre compte des vœux et des besoins des divers pays de la monarchie, et j'ai, en conséquence, par ma patente du 5 mars, créé et convoqué mon conseil de l'empire renforcé.

Prenant en considération les propositions que le conseil m'a soumises, j'ai trouvé bon de signer et de promulguer aujourd'hui un diplôme concernant le règlement de l'organisation politique de la monarchie, les droits et la position de chacun des royaumes et pays, ainsi que la définition, la consolidation et la représentation de l'union politique de la monarchie commune.

Je remplis mon devoir de souverain en rattachant ainsi par la

conciliation les souvenirs, les opinions et les prétentions légitimes de mes pays et peuples aux besoins réels de ma monarchie, et en confiant avec assurance à l'intelligence mûre et au zèle patriotique de mes peuples le développement fécond et la vigueur des institutions données ou ressuscitées par moi. J'espère les voir fleurir et produire leurs effets bienfaisants sous la protection du Dieu tout-puissant, dans la main duquel reposent les destinées des princes et des peuples, et qui ne refusera pas sa bénédiction à la profonde et consciencieuse sincérité de ma sollicitude paternelle.

Vienne, le 20 octobre 1860.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH, m. p.

**Diplôme impérial pour le règlement de l'organisation politique
intérieure de la monarchie.**

Nous, François-Joseph I^{er}, par la grâce de Dieu, empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, roi de Lombardie et de Vénétie, de Gallicie, etc., etc.,

Savoir faisons :

Après que nos ancêtres, de glorieuse mémoire, s'étaient appliqués, dans leur sage sollicitude, à créer pour notre auguste maison une forme précise de succession héréditaire, l'ordre de succession établi inviolablement et pour toujours par Sa Majesté l'empereur Charles VI, le 19 avril 1713, a été réglé définitivement par la loi d'État, de possession et de famille, connue sous le nom de *Pragmatique sanction*, adoptée par les États légitimes de nos divers royaumes et pays et actuellement en vigueur.

Sur la base légale et inébranlable d'un ordre de succession déterminé et de l'indivisibilité et de l'inséparabilité de ses parties intégrantes mises d'accord avec les droits et libertés de nos susdits royaumes et territoires, la monarchie autrichienne, agrandie et fortifiée depuis par suite des traités internationaux, a vaincu et comprimé, appuyée et soutenue qu'elle était par la fidélité, le dévouement et la vaillance de ses peuples, les dangers et les agressions qui la menaçaient.

Dans l'intérêt de notre maison et de nos sujets, il est de notre devoir souverain de maintenir la puissance de la monarchie autrichienne, et d'octroyer pour sa consolidation les garanties de droits

définis clairement et sans équivoque, et d'une action commune et concordante. Il n'y a que les institutions et les droits qui répondent également aux droits traditionnels, à la diversité existante de nos royaumes et pays, et aux exigences de leur union indivisible et inséparable, qui puissent offrir ces garanties dans toute leur plénitude.

Considérant que les éléments d'institutions organiques communes et d'action concordante se sont multipliés et fortifiés dans notre monarchie, par l'égalité de nos sujets devant la loi, la liberté du culte garantie à tous, l'admissibilité aux fonctions publiques indépendante de la naissance et de la position sociale, l'obligation égale, commune et universelle, de contribuer à la défense et aux charges de l'État par la suppression des corvées et l'abolition des lignes de douanes intérieures ;

Considérant en outre que, par suite de la centralisation du pouvoir dans tous les pays du continent européen, l'administration des plus hautes questions de l'État est devenue, pour la sécurité de notre monarchie et le bien des pays qui la composent, une nécessité impérieuse ;

Voulant concilier les diversités qui ont existé antérieurement dans nos royaumes et pays et faire coopérer régulièrement nos sujets à la législation et à l'administration, nous avons trouvé bon, sur la base de la pragmatique sanction et en vertu de notre souveraineté, de décréter et d'ordonner ce qui suit comme loi fondamentale de l'État, perpétuelle et irrévocable, pour notre propre gouverne, comme pour celle de nos héritiers légitimes au trône :

I. Le droit de faire changer ou supprimer des lois sera exercé par nous et nos successeurs seulement avec le concours des diètes légalement réunies, et, relativement, du conseil de l'empire, auquel les diètes enverront le nombre de députés fixé par nous.

II. Tous les objets de législation qui concernent les droits, obligations et intérêts communs à tous nos royaumes et pays, notamment la législation sur les monnaies, les finances et le crédit public, les douanes et les affaires commerciales, ensuite sur les principes des banques de billets ; la législation générale concernant les postes, télégraphes et chemins de fer, l'organisation du service militaire, seront à l'avenir discutées dans et par le conseil de l'empire, et il en sera décidé avec son concours constitutionnel.

De même l'introduction de nouveaux impôts et charges, l'augmentation des impôts et redevances actuellement existants, et notamment l'élévation du prix du sel, et la conclusion de nouveaux emprunts en conformité de notre résolution du 17 juillet 1860, la conversion des dettes de l'État existantes, la vente, le changement de destination et les charges des propriétés immobilières de l'État, ne peuvent être

ordonnés qu'avec le consentement du conseil de l'empire ; enfin, l'examen et la fixation des projets du budget de dépenses pour l'exercice suivant, ainsi que l'examen des comptes rendus de l'État et des résultats annuels de l'administration des finances, doivent être faits avec le concours du conseil de l'empire.

III. Tous les autres objets de la législation qui ne sont pas compris dans l'article précédent seront décidés constitutionnellement dans et avec les diètes respectives, à savoir : dans nos royaumes et pays appartenant à la couronne de Hongrie, dans le sens de leurs constitutions antérieures, et dans nos autres royaumes et pays, dans le sens de leurs constitutions provinciales et en conformité avec celles-ci.

Cependant, comme depuis un grand nombre d'années il a existé pour nos autres pays, à l'exception des pays de la couronne de Hongrie, une législation et une administration communes pour des objets législatifs qui ne sont pas du ressort exclusif du conseil de l'empire complet, nous nous réservons de faire régler aussi ces objets avec le concours constitutionnel du conseil de l'empire, et en y appelant les conseillers appartenant auxdits pays.

Une discussion en commun des objets non réservés à la compétence du conseil de l'empire pourra être ordonnée, si elle est désirée et proposée par les diètes que cela concerne.

IV. Le présent diplôme impérial sera déposé immédiatement dans les archives d'État de nos royaumes et pays, et inséré, en son temps, en texte original et en traduction, dans les lois respectives de ces pays. Notre successeur devra de même, à son avènement au trône, apposer sa signature impériale à ce diplôme et le délivrer à chaque royaume ou pays où il doit être inséré dans les lois de ces pays.

En foi de quoi, nous avons apposé notre signature et notre sceau impérial, et avons ordonné le dépôt du présent diplôme dans nos archives de famille, de cour et d'État.

Donné dans notre capitale et résidence, Vienne, le 20 octobre l'an 1860, de notre règne le douzième.

FRANÇOIS-JOSEPH, m. p.

Comte RECHBERG, m. p.

Lettres impériales accompagnant le diplôme du 20 octobre.

Au comte de Rechberg :

En suite de mon diplôme publié aujourd'hui pour le règlement de l'organisation politique de la monarchie, j'ai élevé à cent le nombre des conseillers de l'empire à nommer par les diètes provinciales.

La répartition entre les divers pays se fera en raison de leur étendue, de leur population et de leur part contributive dans les charges publiques.

Les dispositions y relatives, ainsi que les changements et modifications intervenus dans les patentes antérieures concernant le Conseil de l'empire, par suite de ma résolution, seront réunis en un statut organique pour le Conseil de l'empire, que vous aurez à soumettre à mon approbation.

A l'archiduc Guillaume :

Ayant résolu de convertir le commandement général de l'armée en un ministère de la guerre, dont je confie la direction provisoire au lieutenant feld-maréchal comte Degenfeld-Schœnbourg, je vous nomme directeur de l'artillerie de campagne dans l'armée du Lombard-Vénitien, en vous témoignant ma satisfaction pour vos services infatigables et éprouvés.

A l'archiduc Albert :

Accueillant avec une véritable reconnaissance votre demande, je vous nomme commandant du 8^e corps d'armée.

Au feld-zeugmestre Benedek :

Je vous relève de la direction de l'administration politique et du commandement militaire de mon royaume de Hongrie, en vous témoignant toute ma satisfaction et en vous chargeant, sans préjudice de vos fonctions de chef d'état-major général, du commandement territorial dans mon royaume lombard-vénitien, en Carinthie, Carniole, Tyrol et le littoral.

Au comte Thun :

Je vous relève de vos fonctions de ministre des cultes et de l'instruction publique, et vous nomme membre du Conseil de l'empire permanent. En même temps je vous confère, en reconnaissance de vos excellents services, la grand'croix de l'ordre de Léopold, sans taxes.

Au comte Nadasdy :

Faisant droit à votre demande d'être déchargé de la direction du ministère de la justice, j'accepte votre démission, et en reconnaissance des services distingués que vous m'avez rendus dans ce poste, je vous confère la grand'croix de l'ordre de Léopold, sans taxes. En même temps je vous nomme vice-président permanent de mon Conseil de l'empire.

Au baron de Thierry :

En vous déchargeant sur votre demande de la direction du ministère de la police, je vous confère, en reconnaissance de vos bons services, mon ordre de la Couronne de fer de première classe, et vous nomme membre de mon Conseil de l'empire permanent.

Au comte de Rechberg :

En rapport avec mes résolutions de ce jour pour le règlement de l'organisation politique de la monarchie, je trouve bon de supprimer les ministères de l'intérieur, de la justice et des cultes, en tant qu'autorités centrales, et je rétablis en même temps ma chancellerie royale de Hongrie et ma chancellerie de cour de Transylvanie. Je transfère la direction suprême des affaires politico-administratives, dans les autres pays de la monarchie, à un ministère qui portera le nom de *ministère d'État*, et dont le chef portera le titre de ministre d'État. Mon chancelier de cour de Hongrie est membre du conseil des ministres.

Les affaires administratives du ministère des cultes et de l'instruction publique sont attribuées au ministère d'État et aux chancelleries respectives. Toutefois il sera formé en même temps un conseil de l'instruction publique qui aura dans ses attributions les affaires de sciences et d'enseignement, et qui servira, sous ce rapport, de conseil adjoint à mon conseil des ministres, ainsi qu'à toutes les autorités administratives.

Concernant les affaires judiciaires et l'administration de la justice dans mon royaume de Hongrie, j'ai résolu de rétablir à Pesth la curie royale, sous la présidence du *Judex curiae*, mais de créer pour les autres pays, en réduisant autant que possible l'appel à deux instances, une Cour de cassation à Vienne, dont le président aura à représenter au sein du conseil des ministres les intérêts et le ressort de la justice.

Les affaires d'économie politique et du commerce seront représentées au conseil des ministres par un ministre du commerce. Je me réserve de définir ultérieurement les attributions de ce ministre, qui n'est pas en réalité un fonctionnaire administratif.

Jusqu'à l'exécution définitive de la nouvelle organisation, les affaires seront expédiées de la manière usitée.

Au comte Goluchowski :

Par suite de la réorganisation que le ministère de l'intérieur va subir en vertu de ma lettre de ce jour, je vous nomme mon ministre d'État.

Au baron de Mecséry :

En relevant, à sa demande, le baron de Thierry de son poste, je vous nomme mon ministre de la police.

Au lieutenant feld-maréchal comte Degenfeld :

Je vous décharge, en vous faisant connaître ma satisfaction, du commandement en chef de l'armée dans le royaume lombardo-vénitien et vous nomme provisoirement mon ministre de la guerre.

Au baron de Vay :

Je vous nomme mon chancelier de cour pour la Hongrie.

Au chef de division chevalier de Lasser :

Je vous nomme mon ministre et vous confie provisoirement la direction du ministère de la justice, vacante par suite de la retraite du comte Nadasdy, jusqu'à ce que la réforme de la direction centrale des affaires judiciaires que j'ai ordonnée, ait reçu son entière exécution.

En même temps je vous confère le rang de conseiller intime, sans taxes.

Au comte Szecsen :

Je vous nomme mon ministre, en vous conférant en même temps la dignité de conseiller intime, sans taxes.

Au comte Goluchowski :

Ayant énoncé par mes résolutions de ce jour les bases d'après lesquelles dorénavant tous les pays de ma monarchie auront à coopérer, par l'organe de leurs diètes et par le Conseil de l'empire, aux affaires législatives, je vous charge de me soumettre sans retard les projets des institutions générales et des statuts à organiser sur ces bases.

Vous aurez à prendre comme règle absolue de conduite que, dans les diètes, tous les intérêts et toutes les classes de chaque pays soient représentés, afin que, de cette manière, les droits et les libertés des diètes des territoires autrichiens soient développés d'après les circon-

stances et les besoins du moment et mis en rapport avec les intérêts de toute la monarchie. Les statuts des provinces doivent assurer aux divers pays le droit de donner leur concours à l'exercice du pouvoir législatif dans les affaires qui sont de la compétence des diètes; de plus, de s'adresser, dans toutes les circonstances qui intéressent les besoins et la prospérité du pays, à l'empereur, comme aussi d'exprimer des vœux et de faire des propositions directes ou indirectes sur les dispositions et les institutions légalement proclamées, en rapport avec leur action propre sur le territoire spécial; de donner des conseils et de prendre des décisions sur les affaires provinciales particulières; de décider sur la proposition des voies et moyens nécessaires aux besoins du pays, d'en contrôler l'application et de disposer d'une manière indépendante des ressources du pays.

Après la publication des dispositions et des statuts du pays, vous me ferez sans retard des propositions relativement à l'époque de la convocation des diètes.

Je vous charge en outre de rédiger et de soumettre à ma décision, dans le plus court délai, les propositions nécessaires à l'exécution du principe de la séparation de la justice de l'administration, les projets sur les dispositions provinciales et les institutions relatives à l'autonomie dans les cercles et les districts.

Vous aurez à veiller à la publication et à la promulgation des dispositions et des statuts approuvés par moi, conformément aux principes énoncés, dans les duchés de la Styrie, de la Carinthie, de Salzbourg et du comté princier du Tyrol.

Au baron Vay :

Ayant remis en vigueur, par mon diplôme de ce jour concernant l'organisation politique de la monarchie, les institutions constitutionnelles de mon royaume de Hongrie, vous aurez à me faire des propositions par rapport à l'époque de la convocation de la diète, que je désire hâter autant que possible, attendu que j'ai l'intention de sceller d'une manière légale et sans retard l'organisation politique de mon royaume par l'octroi d'un diplôme et par mon couronnement.

A l'avenir le principe traditionnel du droit public de Hongrie, en vertu duquel le pouvoir législatif, c'est-à-dire le droit de faire modifier, interpréter ou supprimer des lois, doit être exercé par le souverain légitime, de concert avec la diète, et ne peut être exercé hors du pays, est remis en vigueur dans mon royaume de Hongrie, et détermine la compétence de la diète hongroise, à l'exception des objets au sujet desquels mon diplôme aujourd'hui promulgué contient des dispositions particulières.

Tout en voulant qu'on se conforme pour la convocation de la pro-

chaîne diète hongroise aux dispositions de l'article 3 de la loi de 1608, relative à l'organisation et à la composition de la diète, sans préjudice des droits octroyés par des lois postérieures à certaines corporations, et en renvoyant à la première diète hongroise la délibération concernant l'organisation définitive, indubitablement nécessaire et réservée par des résolutions diétales réitérées et par des lois, de ce corps, c'est néanmoins ma volonté ferme de maintenir la suppression des privilèges de la noblesse, l'admissibilité de toutes les classes, sans distinction de naissance, aux emplois et au droit de posséder, l'abolition des corvées et redevances des paysans, l'obligation universelle de contribuer à la défense et aux charges de l'État, et les dispositions qui seront provisoirement arrêtées pour la réunion de la prochaine diète consacreront le droit des classes des sujets de mon royaume, qui autrefois n'en jouissaient pas, de concourir aux élections. Les droits accordés à ces classes par les articles 8, 9, 10 et 13 de la loi votée par la diète dans les sessions de 1847 à 1848 sont de nouveau confirmées par moi; quant aux autres lois votées par cette diète et qui se trouvent en contradiction avec mon diplôme de ce jour et avec mes ordonnances, je me réserve de les faire réviser et abroger par la diète.

Afin de préparer mes résolutions concernant le règlement électoral provisoire, une commission se réunira incessamment à Grau, sous la présidence du cardinal primat de Hongrie; cette commission sera composée d'hommes éminents par leur position sociale ou officielle, leur talent et les services rendus à l'État et la confiance publique dont ils jouissent. Vous aurez à ce sujet à vous entendre avec le primat et à me faire les propositions nécessaires pour le choix et le nombre des personnes. Ladite commission me soumettra ses propositions par l'intermédiaire de la chancellerie de Hongrie, et je me réserve de lui indiquer les questions qu'il s'agit de résoudre pour élaborer une loi électorale provisoirement applicable à la première diète.

Considérant l'insuffisance de l'ancienne position des villes royales libres par rapport à la diète, ladite commission conformera dès à présent, pour la prochaine diète, ses propositions aux propositions royales antérieures et à la résolution diétale de 1843-1844.

Au baron de Vay :

Voulant rétablir par mes résolutions de ce jour les institutions constitutionnelles de mon royaume de Hongrie, ainsi que l'administration politique et judiciaire appartenant à ce pays de temps immémorial en vertu de lois, diplômes et promesses; voulant en même temps, d'après l'article 11 de la loi de 1741, assurer la direction et la re-

présentation des affaires hongroises dans mon ministère d'État par des membres hongrois, je vous charge de me soumettre vos propositions pour la nomination du grand juge de la justice et du *tavernicus* (contrôleur du revenu de la Hongrie).

Aussi longtemps qu'il ne sera pas désigné de gouverneur pour la Hongrie, ce dernier fonctionnaire aura la direction du gouvernement et de toute l'administration politique de ce pays.

La lieutenance royale est rétablie conformément aux articles 97, 98, 101, 102 de la loi de 1723 pour l'administration intérieure du pays, en tenant compte de l'admissibilité aux emplois publics de toutes les classes par l'article 5 de la loi de 1843-1844. Vous aurez à me soumettre sans retard des propositions pour l'organisation de la lieutenance, conformément à l'article 17 de la loi de 1790.

Au baron de Vay :

Ayant l'intention de transférer de nouveau en Hongrie toute l'administration judiciaire de ce royaume, mon *judex curiæ* est chargé de me proposer les membres de la curie royale qui, sous votre présidence et en consultant des personnes compétentes, délibéreront sur toutes les questions concernant l'organisation de l'administration de la justice en Hongrie, et me soumettront sans retard leurs propositions par la voie de ma chancellerie royale de Hongrie. Il est entendu que dans l'intérêt de la propriété et de la stabilité des droits civils, toutes les dispositions et institutions du droit pénal et civil seront maintenues aussi longtemps que des changements éventuels n'auront pas été adoptés par la voie législative.

Au baron de Vay :

Le rétablissement de l'ancienne Constitution hongroise des comitats étant une conséquence nécessaire de mes résolutions de ce jour concernant la restauration, déjà promise par ma patente du 19 avril, des institutions constitutionnelles de mon royaume de Hongrie, les anciennes subdivisions par comitat seront rétablies.

En conséquence, vous proposerez sans délai à ma nomination les comtes suprêmes (*Obergespane*).

L'organisation définitive des comitats est réservée à la prochaine diète. Jusqu'à cette époque, les comités suprêmes formeront des commissions pour expédier les affaires administratives et institueront le magistrat comital.

Pour la formation de ces commissions comitales, le nombre de leurs membres, représentant convenablement les classes et éléments de la population, enfin pour le travail administratif et l'institution des magistrats comitaux, vous me soumettrez le projet d'une instruc-

tion qui servira de règlement d'ordre jusqu'à la promulgation d'une loi définitive.

Au baron de Vay :

Ayant ordonné à tous les fonctionnaires en service l'usage de la langue hongroise pour les affaires commerciales et publiques, je veux que les communes des villes et des campagnes restent libres de choisir la langue qui leur plaira pour l'administration, l'église et les écoles, et que l'on se serve de la langue usitée dans le pays pour les assemblées des villes et des communes; qu'il soit répondu aux pétitionnaires dans la langue employée dans leurs requêtes, et enfin que les fonctionnaires de l'administration tant judiciaires que politiques rédigent leurs ordonnances, destinées aux communes, dans la langue adoptée pour les affaires des communes respectives.

Quant à la langue de l'enseignement à l'université de Pesth, je veux qu'on prenne pour base l'état de choses existant avant 1848. Toutefois on prendra l'avis du cardinal primat de Hongrie et du corps enseignant, et le gouverneur de la Hongrie devra me soumettre une proposition motivée.

Pour ce qui concerne la langue à adopter dans les gymnases, le gouverneur entendra sur cette question les dignitaires de l'Eglise, les autorités politiques et le corps enseignant, et il soumettra à l'empereur une proposition de modifications, s'il y a lieu, par l'intermédiaire de la chancellerie royale de la Hongrie.

Enfin je déclare que je m'opposerai avec fermeté à toute contrainte ou pression quelconque sur ce terrain où se touchent les intérêts des diverses langues ou nationalités, de même que je ne tolérerai pas tout ce qui peut provoquer, favoriser et envenimer l'antagonisme d'idiome et de nationalité.

Au baron de Vay :

Tout en rappelant à la vie les institutions constitutionnelles de mon royaume de Hongrie, j'ai l'intention bien arrêtée ainsi que le devoir de veiller à ce que la transition de l'ancien au nouvel ordre de choses administratif et législatif s'effectue sans préjudice pour la continuité de l'administration civile et judiciaire. En conséquence, toutes les autorités resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement par de nouveaux organes, et leurs ordres, arrêtés et instructions sont obligatoires, notamment les dispositions et instructions concernant le droit civil et pénal seront maintenues en vigueur et appliquées dans toute leur étendue jusqu'à ce qu'elles aient été modifiées par mes ordres ou par voie législative.

Vous aurez à en informer toutes les autorités de mon royaume de Hongrie, qui sont tenues d'exécuter très-strictement mes ordres. »

Au baron de Sokcevic :

Par mon diplôme de ce jour j'ai énoncé les principes d'après lesquels, à partir de ce jour, tous les pays de la monarchie coopéreront, par l'organe de leurs diètes et par le Conseil de l'empire, aux affaires législatives.

En conséquence, mes royaumes de Croatie et d'Esclavonie auront une représentation, et ayant égard aux anciennes institutions constitutionnelles et aux classes de mes sujets croates et esclavons qui ne jouissaient pas autrefois de droits politiques, vous me présenterez sans retard un projet d'organisation pour la représentation de ces royaumes, qui se réunira aussitôt que possible d'après les dispositions que je décréterai, notamment en ce qui concerne les rapports de ces pays avec le royaume de Hongrie. Je renvoie l'examen de cette question à la diète croate-slavonne et à la diète hongroise, en réservant ma décision et ma sanction. Vous consulterez sous ce rapport des hommes qui se recommandent par leur position sociale ou officielle, leurs talents, leurs services, et la confiance publique dont ils jouissent.

En attendant, j'ai ordonné qu'on n'emploie dans mon département, pour les affaires de la Croatie existant au ministère d'État, que des nationaux de ce pays.

Au comte de Rechberg :

La principauté de Transylvanie ayant toujours joui des mêmes droits que la Hongrie et possédé une diète, la suppression de l'exemption de la noblesse, des corvées et des charges des paysans, et l'établissement de devoirs et de droits égaux pour toutes les classes d'habitants du pays, conformément au caractère de l'ancienne constitution transylvanienne, rendait nécessaires des changements considérables. Le chancelier de la Transylvanie aura donc à prendre l'avis des hommes de diverses nationalités et confessions qui se distinguent par leur talent et les services rendus. Cet avis entendu, il me sera fait dans le plus bref délai possible des propositions relatives à la représentation du pays, en tenant compte des nationalités et des religions, et des classes ne jouissant pas autrefois de droits politiques.

Au comte de Rechberg :

Voulant prendre en sérieuse considération les vœux et les droits fondés de mon royaume de Hongrie, en ce qui concerne la réincorporation de la vayvodine serbe et du banat de Temesvar, ainsi que ceux de mes sujets serbes jouissant de temps immémorial de privilèges et

d'immunités, et les vues divergentes des autres habitants de la vovodine demandant à être également prises en considération, j'ai ordonné d'y envoyer un commissaire en la personne du lieutenant-feld-maréchal comte Alexandre Mensdorff-Pouilly, lequel, après avoir entendu les principaux personnages de toutes les nationalités et confessions, m'adressera son rapport et une proposition d'organisation.

Au comte Goluchowski :

Au sujet de la langue à adopter pour l'enseignement à l'université de Cracovie, et eu égard à ce qui existait avant l'annexion de Cracovie à mon empire, ainsi qu'aux besoins de l'enseignement supérieur et des vœux qui se sont produits dans la population, je vous charge de consulter des hommes compétents et autres personnes initiées aux affaires de l'université et de me faire tout de suite à ce sujet les propositions nécessaires.

Les dispositions contenues dans ma patente du 9 décembre 1854, relativement à l'emploi des langues nationales dans l'enseignement moyen et supérieur en Gallicie et à Cracovie, n'ayant pas reçu une exécution convenable, vous aurez à consulter des hommes compétents et à me présenter à ce sujet les propositions nécessaires.

En même temps vous vous occuperez des modifications qu'il faudrait éventuellement introduire dans l'enseignement primaire et professionnel, relativement à l'emploi des langues.

Circulaire de Son Excellence le comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur d'Autriche à ses représentants diplomatiques, sur la portée de la nouvelle organisation de l'empire, relativement à la position de l'Autriche vis-à-vis de la Confédération germanique.

Dans la *Gazette officielle* de Vienne de ce jour, Votre Excellence trouvera le texte des dispositions souveraines prises par Sa Majesté l'empereur au sujet de l'importante question de la monarchie autrichienne, après avoir mûrement étudié les propositions du Conseil de l'empire.

L'histoire de notre pays compte bien des événements, mais elle renferme peu d'époques comparables à la situation grave de ce moment. Jamais il n'y eut une époque plus agitée et des questions plus sérieuses à résoudre. J'ajoute avec la plus profonde conviction que

jamais volonté plus pure et plus noble n'a arrêté des mesures dont les peuples de ce vaste empire attendaient leur salut et leur prospérité. Les résolutions arrêtées par notre auguste monarque parlent d'elles-mêmes. Je n'entreprendrai pas d'en signaler ici le caractère particulier.

Prises ensemble ou isolément, on y reconnaît la pensée d'appeler tous les peuples réunis sous la couronne impériale à participer aux affaires générales de l'empire ainsi qu'aux affaires particulières de chaque pays, et de créer dans ce but des dispositions constitutionnelles qui, tout en consolidant l'unité et la force de la monarchie selon les exigences du présent, répondent en même temps à la situation spéciale des différentes parties de l'empire et à l'esprit qui anime leurs populations.

Du reste, je ne puis m'adresser en ce moment aux représentants de l'empereur en Allemagne, sans leur signaler la haute importance que Sa Majesté attache aux résolutions proclamées aujourd'hui comme membre de la Confédération germanique. Par leur représentation dans le Conseil de l'empire de la monarchie, ainsi que par les règlements décrétés, les provinces autrichiennes du territoire de la Confédération germanique prendront, à partir d'aujourd'hui, une position qui, loin de nuire aux devoirs et aux obligations de l'Autriche, en qualité de puissance confédérée, ne feront que contribuer, sous tous les rapports, à maintenir et à consolider de plus en plus le bien intime de ces provinces avec la patrie allemande commune.

S. M. nourrit par conséquent le plus ferme espoir que les illustres princes ses confédérés allemands, de l'amitié personnelle et de la chaleureuse sympathie desquels son gouvernement a reçu tant de preuves qu'il ne peut oublier, salueront avec joie les importantes mesures par lesquels S. M. a donné aujourd'hui à l'organisation de la monarchie de nouvelles et solides bases.

V. Exc. est chargée de communiquer le présent rescrit au gouvernement auprès duquel elle a l'honneur d'être accréditée.

Recevez, etc.

Comte DE RECHBERG.

Vienne, 21 octobre 1860.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Hesse électorale.

Résolution votée par la chambre des députés de Cassel dans sa séance du 8 décembre par 38 voix contre 7 voix.

I. L'assemblée déclare que, ne pouvant se ~~con~~sidérer comme la représentation légitime du pays, elle ne peut entrer en matière sur les affaires soumises à ses délibérations.

II. L'assemblée décide qu'il sera adressé à S. A. R. l'Électeur un franc exposé des sentiments et des vœux du pays, ainsi que la prière de bien vouloir rétablir effectivement la constitution en vigueur jusqu'en l'année 1850 dans la Hesse électorale, et de concilier les modifications qui pourraient y être apportées avec l'assemblée représentative à convoquer conformément à la base fixée par la loi électorale du 5 avril 1849.

Nota. La seconde partie des résolutions de la chambre n'a pu être mise à exécution, vu l'ordre de dissolution intervenu immédiatement après le vote.

DANEMARK.

Note de S. Exc. M. Hall, ministre des affaires étrangères de Danemark, à M. de Balan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Prusse à Copenhague.

Par suite de l'invitation faite par les comités réunis de Francfort aux gouvernements de Prusse et d'Autriche, vous vous êtes adressé, de concert avec le chargé d'affaires d'Autriche, au gouvernement du roi pour obtenir les explications nécessaires sur les points qui ont motivé la proposition du gouvernement d'Oldenbourg, dans la vingt-cinquième séance diétale, relativement à la publication dans le duché de Holstein du budget de l'État pour l'exercice 1860-1861.

Je ne puis que m'en référer, en général, au vote déposé par l'envoyé du roi dans la séance diétale du 8 mars dernier, dans lequel le gouvernement du roi a démontré explicitement que le droit du vote dans les affaires communes qu'on revendique aux États provinciaux pendant la durée du provisoire, sans le définir par aucune garantie, n'est ni fondé dans les rapports historiques et légaux ni exécutable en pratique. Toutefois, je m'empresse de vous fournir au sujet du cas spécial en question les explications suivantes :

Sa Majesté ayant réglé en général, par sa patente du 23 septembre annexée à la note adressée le 2 novembre aux comités réunis, les rapports financiers du duché de Holstein pour la durée du provisoire, a daigné approuver, par une autre patente du 25 du même mois, le budget des affaires communes pour l'exercice prochain en tant que ce budget concerne le duché de Holstein.

Il appert de ce document, que j'ai l'honneur de joindre ci-près, qu'il fixe non-seulement la part contributive que le duché aura à fournir de ses recettes particulières aux dépenses communes pendant l'exercice actuel, mais en général toutes recettes et dépenses communes afférentes au duché pour les diverses branches du budget général. Cette répartition a été faite, indépendamment de toute autre influence, en vertu de la volonté souveraine de Sa Majesté.

Le budget de l'État pour l'exercice 1860-1861, publié par le *Bulletin des Lois* pour les duchés de Holstein et Lauenbourg le 3 juillet dernier, et dont fait mention la proposition d'Oldenbourg, n'est donc pas une loi nouvelle pour le Holstein et il n'a même pas le caractère d'une loi. Le budget des dépenses communes pendant l'exercice courant, en tant qu'il concernait le duché de Holstein, avait été fixé par un arrêté royal et promulgué avant la réunion du Conseil suprême et longtemps avant la résolution de la diète fédérale.

Les chapitres des recettes et des dépenses contenus dans la patente du 25 septembre sont reproduits sans modification dans la publication du *Bulletin des Lois*, communiqué par l'envoyé du roi à la diète fédérale, et cette publication n'est, en effet, que le tableau statistique de toutes les dispositions financières valables dans toute la monarchie pour 1860-1861.

Quel que soit l'empressement avec lequel le gouvernement du roi fera parvenir à la diète toutes les explications précises et détaillées qu'elle jugerait nécessaires pour apprécier les affaires du Holstein, je crois, dans le cas présent, pouvoir me borner aux observations sommaires qui précèdent et qui suffiront, j'espère, pour démontrer que, d'un côté, le gouvernement auteur de la proposition n'a pas eu une connaissance suffisante de la patente royale du 25 septembre, et que, de l'autre, il a attribué à la publication contenue dans le *Bulletin*

des Lois pour les duchés de Holstein et Lauenbourg une signification qui ne lui appartient réellement pas.

Copenhague, 10 septembre.

Signé : HALL.

DEUX-SICILES.

Proclamation du roi François II, en quittant Naples.

Parmi les devoirs prescrits aux rois, ceux des jours d'infortune sont les plus grandioses et les plus solennels, et je veux les remplir avec une résignation exempte de faiblesse, l'âme sereine et confiante, comme il convient au descendant de tant de monarques.

Dans ce but, j'adresse encore une fois la parole au peuple de cette métropole, dont je dois à présent m'éloigner avec douleur.

Une guerre injuste et contre le droit des gens a envahi mes États, bien que je fusse en paix avec toutes les puissances européennes.

Le changement des ordres gouvernementaux, mon adhésion aux grands principes nationaux et italiens, ne suffirent pas pour les éloigner ; car même la nécessité de défendre l'intégrité de l'État entraînera derrière elle des événements que j'ai toujours déplorés. Or je proteste solennellement contre ces inqualifiables hostilités que les siècles présents et futurs jugeront seuls.

Le corps diplomatique résidant près de ma personne a su, depuis le commencement de cette étrange invasion, de quels sentiments mon âme était remplie pour tous mes peuples et pour cette illustre ville, afin de la garantir de la ruine et de la guerre, de sauver ses habitants et leurs propriétés, les temples sacrés, les monuments, les établissements publics, les collections d'art, tout ce qui forme enfin le patrimoine de sa civilisation et de sa grandeur, tout ce qui appartiendra aux générations futures et supérieures aux passions de ce temps.

L'heure de tenir cette parole est désormais arrivée. La guerre s'approche des murs de la ville, et c'est avec une douleur ineffable que je m'éloigne avec une partie de mon armée pour me rendre là où la défense de mes droits m'appelle. L'autre partie demeure pour contribuer, de concert avec l'honorable garde nationale, à l'inviolabilité et à la sécurité de la capitale, que je recommande au zèle du ministère comme un palladium sacré. Et je demande à l'honneur et au civisme du syn-

dic de Naples et du commandant de cette même garde citoyenne, d'épargner à cette patrie si chère les horreurs des désordres intérieurs et les désastres de la guerre voisine, et, à cet effet, je concède à ces derniers tous les pouvoirs nécessaires et les plus étendus.

Descendant d'une dynastie qui, pendant cent vingt-six ans, régna dans ces contrées continentales, après les avoir sauvées des horreurs d'un long gouvernement de vice-rois, mes affections sont ici. Je suis Napolitain, et je ne pourrais, sans d'amers regrets, adresser des paroles d'adieu à mes bien-aimés peuples, à mes compatriotes.

Quel que soit mon destin, heureux ou malheureux, je leur conserverai toujours de profonds et affectueux souvenirs. Je leur recommande la concorde, la paix, la sainteté de leurs devoirs nationaux. Qu'un zèle immodéré pour ma couronne ne devienne pas un motif de trouble. Soit que, par le sort de la guerre présente, je revienne bientôt parmi vous, ou dans quelque autre temps qu'il plaira à la justice de Dieu de me rendre le trône de mes ancêtres, devenu plus splendide par les institutions libres dont je l'ai irrévocablement entouré, ce que j'implore, dès à présent, c'est de revoir mes peuples unis, forts et heureux.

FRANÇOIS.

Naples, le 6 septembre 1860.

Protestation du roi François II, en quittant Naples.

François II, etc., etc.,

Puisque un hardi condottiere, avec toutes les forces dont l'Europe révolutionnaire dispose, a attaqué nos domaines, invoquant le nom d'un souverain d'Italie, parent et ami, nous avons, par tous les moyens en notre pouvoir, combattu pendant cinq mois pour l'indépendance sacrée de nos États. Le sort des armes nous a été contraire. L'entreprise hardie que ce souverain, de la manière la plus formelle, protestait ne pas reconnaître, et qui pourtant, pendant le cours des négociations tentées pour établir un accord intime, recevait surtout dans ses États secours et appui, cette entreprise à laquelle toute l'Europe, après avoir proclamé le principe de non-intervention, assista indifférente, nous laissant seul lutter contre l'ennemi de tous, est sur le point d'étendre ses tristes effets jusque sur notre capitale.

D'autre part, la Sicile et les provinces du continent, de longue main

et de toutes manières traversées par la révolution, dont la pression les a soulevées, ont formé des gouvernements provisoires avec le titre et sous la protection nominale de ce souverain, et elles ont confié à un prétendu dictateur l'autorité et le plein arbitre de leurs destinées.

Fort de nos droits, fondés sur l'histoire, sur les engagements internationaux et sur le droit public européen, tandis que nous comptons prolonger autant qu'il nous sera possible notre défense, nous ne sommes pas moins décidé à n'importe quel sacrifice pour épargner les horreurs d'une lutte et de l'anarchie à cette vaste métropole, siège glorieux des plus anciens souvenirs, berceau des arts et de la civilisation du royaume.

En conséquence, nous sortirons avec notre armée hors de ses murs, nous confiant dans la loyauté et dans l'amour de nos sujets pour le maintien de l'ordre et du respect dû à l'autorité.

En prenant une pareille détermination, nous sentons cependant en même temps le devoir que nous dictent nos droits anciens et inviolables, notre honneur, l'intérêt de nos héritiers et successeurs, et plus encore celui de nos bien-aimés sujets, et nous protestons hautement contre tous les actes jusqu'ici consommés et les événements qui se sont accomplis et qui s'accompliront à l'avenir. Nous réservons tous nos titres et toutes nos raisons émanant des traités et des droits sacrés et incontestables de succession. Nous déclarons solennellement tous les événements et tous les faits mentionnés nuls, illégaux et sans valeur, remettant, pour ce qui nous regarde, dans les mains du Dieu tout-puissant, notre cause et celle de nos peuples, dans la ferme assurance de n'avoir pas eu, pendant le temps si court de notre règne, une seule pensée qui n'ait été consacrée à leur bien et à leur bonheur. Les institutions que nous leur avons irrévocablement garanties en sont le gage.

Cette protestation sera transmise par nous à toutes les cours, et nous voulons que, signée par nous, munie du sceau de nos armes royales et contre-signée par notre ministre des affaires étrangères, elle soit conservée dans nos royaux ministères d'État, des affaires étrangères, de la présidence du conseil des ministres et de grâce et justice, comme un monument de notre constante volonté d'opposer toujours la raison et le droit à la violence et à l'usurpation.

Signé: FRANÇOIS.

Naples, 6 septembre.

Dépêche de Son Excellence le général Casella, ministre des affaires étrangères et de la guerre aux représentants des Deux-Siciles à l'étranger.

Gaëte, 16 septembre 1860.

Continuant le cours de ses usurpations inouïes, le général Garibaldi, après son entrée dans la ville de Naples, a publié entre autres dispositions trois décrets sur lesquels le soussigné ministre de la guerre, provisoirement chargé des affaires étrangères, a l'honneur d'appeler, par ordre de son auguste souverain, l'attention de M..., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté.

L'un de ces décrets, en date du 7 courant, contient textuellement les paroles suivantes : « Tous les bâtiments de guerre ou de commerce appartenant à l'État des Deux-Siciles, les arsenaux et le matériel de guerre, sont agrégés à l'escadre du roi d'Italie Victor-Emmanuel, commandée par l'amiral Persano. » Les deux autres décrets du 9 sont conçus en ces termes : « Tous les actes de l'autorité publique et de l'administration de la justice seront émanés et intitulés au nom de Sa Majesté Victor-Emmanuel, roi d'Italie. Les sceaux de l'État dans les administrations publiques et sur les affaires publiques, porteront les armes de la royale maison de Savoie, avec la légende de Victor-Emmanuel, roi d'Italie.

Lorsque au début de l'expédition que depuis quatre mois l'Europe regarde stupéfaite, mais impassible, le cabinet de Naples demandait des explications au gouvernement piémontais, le comte de Cavour répondait au nom de Sa Majesté Sarde que ces attentats contre le droit des gens se commettaient contre ses ordres, et déclarait expressément qu'en usurpant le pavillon de Sardaigne et le nom de Victor-Emmanuel, le général Garibaldi faisait un acte de manifeste usurpation.

Malgré ces déclarations explicites, les entreprises de piraterie continuaient à se préparer sur le territoire piémontais. Du 6 mai dernier jusqu'à ce jour, plus de vingt-cinq mille hommes, des navires, des vapeurs, et même de l'artillerie, sont sortis publiquement des ports de Gênes, Livourne et Cagliari. Des officiers de l'armée sarde, des membres du parlement de Turin venaient diriger les opérations militaires et politiques du *condottiere* de l'invasion. De nombreux comités agissaient sans mystère, tant à Turin qu'à Gênes, pour provoquer et soutenir l'insurrection sur notre territoire. La force étrangère se combinait avec la révolution intérieure, puissamment excitée par cet appui. L'occupation de la Sicile et l'invasion d'une partie du continent

napolitain, ont été les conséquences forcées de l'inconcevable tolérance du Piémont, surtout après la déclaration du 26 mai, du comte de Cavour.

Tandis que les ports sardes servaient d'asile inviolable à cette scandaleuse piraterie; tandis que la bannière du Piémont couvrait bandes, forteresses et navires, les relations entre les cabinets de Turin et de Naples étaient pacifiques, et un ministre du roi de Sardaigne, accrédité auprès de Sa Majesté, assurait chaque jour et jusqu'à la dernière heure le souverain des Deux-Siciles des dispositions amicales de son roi.

Conciliant jusqu'au dernier moment, désireux d'éviter de nouveaux conflits à l'Italie, s'appuyant sur son droit incontestable, Sa Majesté Sicilienne espérait repousser l'invasion et finir la guerre, sans ajouter aux difficultés intérieures les questions internationales. Mais les choses en sont venues à un point que force est de faire appel à la raison, à la justice et à l'intérêt le plus légitime de l'Europe.

Les bandes organisées dans les ports d'un État ami ont occupé une partie considérable de ce royaume et la capitale.

La révolution ne précédait point leur marche, mais la secondait et la suivait.

Le chef de l'invasion, assumant la dictature, fait don de la flotte napolitaine à ce souverain, la met sous les ordres de son amiral, commande qu'on rende la justice en son nom et lui attribue tous les titres de la souveraineté dans une antique monarchie, qui, constituée par des traités solennels, fait partie des États indépendants de l'Europe.

En protestant de la manière la plus formelle et la plus explicite, au nom de son auguste maître, contre ces actes d'usurpation et de violence, le soussigné croit de son devoir d'appeler l'attention de Son Excellence sur le nouveau droit public que de tels faits tendent à établir dans l'Europe civilisée. Le gouvernement de Sa Majesté espère encore que le roi de Sardaigne se hâtera de repousser avec l'indignation qui convient à sa loyauté, le don offensant pour son honneur de la flotte et du territoire d'un souverain ami, don fait par un homme qu'il a traité lui-même d'usurpateur.

Le gouvernement de Sa Majesté croit que en vue des désastres et des maux produits par l'excessive et inexplicable tolérance du gouvernement sarde, le roi de Sardaigne ne permettra plus que son nom et son pavillon servent à l'invasion d'un État pacifique, à l'effusion du sang innocent, à la violation des traités qui constituent le droit public européen.

Il ne laissera pas non plus que de protester contre ce nouveau titre de roi d'Italie, proclamé par le général Garibaldi, titre qui fait supposer la destruction de tout droit reconnu et la complète absorption

des États indépendants qui restent encore dans la Péninsule. En tout cas, le gouvernement de Sa Majesté Sicilienne proteste de nouveau contre les décrets susmentionnés du général Garibaldi, les déclarant nuls, de nul effet, illégitimes, nulles et illégitimes leurs conséquences, appelant à la justice de l'Europe contre une conduite qui transforme la Méditerranée, mer de la civilisation et du commerce, en un champ ouvert à la piraterie, et laisse à une nation tout le profit d'une conquête sans la responsabilité et les périls de la guerre.

Le soussigné prie Son Excellence de porter cette communication à la connaissance de son gouvernement, et saisit avec plaisir cette occasion de lui renouveler l'assurance de sa considération la plus distinguée.

FRANÇOIS CASELLA.

Memorandum adressé par le roi François II à la diplomatie.

Sa Majesté le roi des Deux-Siciles, en s'éloignant de sa capitale pour aller combattre sur la ligne du Volturne les aventuriers qui avaient provoqué et soutenu la révolution, et qui avaient envahi son territoire, s'empressa de s'adresser à toutes les puissances européennes, pour protester formellement contre les actes de l'aventurier Garibaldi et contre la scandaleuse et inqualifiable invasion qui non-seulement menaçait le royaume d'une prochaine ruine, mais qui détruisait aussi tous les principes de droit public sur lesquels sont basées la sécurité et l'indépendance des nations.

Du moment que la révolution, régulièrement organisée dans toute l'Europe, trouvait un chef et une armée, et qu'une puissance voisine lui permettait d'arborer son drapeau et de se procurer dans ses ports des armes, des soldats et une marine, le roi devait espérer que, réduit seul à combattre contre toutes les forces de la révolution européenne, l'Europe irait à son secours, ne fût-ce que pour empêcher que le territoire ne servît de quartier général et d'asile à ces entreprises inconcevables.

Mais les puissances européennes n'ont pas cru de leur devoir et de leur intérêt de s'opposer à ce menaçant progrès de la révolution, et le royaume des Deux-Siciles, abandonné à ses seules ressources ébranlé par la trahison à l'intérieur et par les attaques armées à ses portes, affaibli en outre par une situation dans laquelle la Sardaigne avait tous les avantages de la guerre sans en subir les inconvénients et les dangers, est sur le point de succomber.

Cependant cette chute ouvre une nouvelle phase pour l'Europe ; les anciens traités sont détruits, un nouveau droit public est consacré ; l'on sait, d'après notre exemple, que non-seulement il est permis aux aventuriers de la révolution de venir combattre à main armée les trônes les mieux établis, mais bien de parcourir librement, avec leurs vaisseaux, cette mer Méditerranée dans laquelle toutes les nations du monde ont des intérêts commerciaux et politiques.

Dans l'espace de quatre mois, l'Europe a vu, surprise mais impassible, des milliers de soldats de la révolution passer au milieu des escadres de toutes les nations maritimes, sur des bâtiments chargés d'armes et de munitions ; les ports d'une puissance amie du royaume des Deux-Siciles servir d'asile et de refuge inviolable à ceux qui venaient envahir notre territoire, et les drapeaux de la marine sarde protéger impunément la flotte et les bataillons du chef de la révolution, dont le gouvernement du roi de Sardaigne avait désapprouvé les actes, en les qualifiant d'attentat et d'usurpations.

Cet exemple ne sera pas perdu, et, en présence de la sanction donnée par les événements à cette destruction des anciens droits et du droit public, tous les États indépendants doivent se sentir également menacés. Les conséquences ne se feront pas attendre, et en effet, bien que le renversement de la dynastie et du gouvernement des Deux-Siciles ne soit pas encore entièrement accompli, les armées piémontaises, sans aucun motif légitime et sans faire valoir d'autre prétexte que de venir en aide à la révolution, envahissent déjà les États de l'Église.

La lettre du général Fanti au général Lamoricière est la preuve la plus évidente que le droit des gens et le droit public n'existent plus.

Après avoir accompli, dans la mesure de ses forces, la difficile mission que le sort lui a confiée, en combattant en même temps la révolution intérieure et l'invasion extérieure, l'une poussée par l'autre, il ne reste au roi des Deux-Siciles d'autre devoir que celui de s'adresser de nouveau à toutes les puissances européennes, afin de constater la légitimité de sa cause, pour signaler l'écueil contre lequel il a fait naufrage, et sur lequel d'autres trônes le feront aussi ; pour protester contre les actes et les conséquences de l'invasion dont il est victime, pour laisser enfin au jugement impartial de l'opinion publique l'appréciation des événements qui l'obligent à combattre pour la monarchie qu'il tient de Dieu, de son droit et de l'amour de ses populations.

CASELLA.

Gaëte, 23 septembre 1860.

**Dépêche de Son Excellence le général Casella à M. le baron
Winspeare, envoyé extraordinaire du roi, à Turin.**

Gaëte, le 6 octobre 1860.

Monsieur le baron,

Après avoir dépouillé de ses États le roi, notre maître, la révolution le dépouille aussi de sa fortune privée et légitime. On a confisqué les majorats des princes, les dots des princesses, le produit de leurs économies particulières, toutes les propriétés enfin qui, constituées d'après les lois civiles, sont respectées dans tous les pays civilisés, même régis par les gouvernements les plus anarchiques.

Mais cet attentat ne mériterait que le mépris de Sa Majesté, qui aurait cru au-dessous de sa dignité d'y faire attention, si à la spoliation on n'avait joint la calomnie.

Le *Journal de Naples* du 20 septembre, en rendant compte de ce fait, et pour le louer et l'excuser, dit que le ministre de la police de Garibaldi, ayant su que de grandes richesses avaient été accumulées aux dépens du peuple par les princes de la maison de Bourbon, il y avait à aviser aux moyens d'en faire réintégrer une partie dans le trésor de l'État. Il raconte ensuite la transmission violente d'une somme de 184 608 ducats de rentes, et l'ajoutant à une autre de 317 186 ducats, produit annuel des majorats et des économies privées de la maison royale, il évalue le capital de cette double rente à onze millions légitimement revendiqués, dit-il, par les finances de l'État.

Quand, dans les actes inqualifiables par lesquels a été marquée l'invasion du royaume, on invoque seulement le droit de la révolution et de la force, le gouvernement de Sa Majesté laisse à la Providence, à l'opinion publique et à la justice de l'Europe le soin de juger un état de choses qui, étant contraire à tous les principes sociaux, ne peut être ni accepté ni durable. Mais quand on parle de droit et de lois, en foulant aux pieds tous les droits et toutes les lois, le gouvernement de Sa Majesté ne croit pas devoir laisser aux envahisseurs et aux révolutionnaires le bénéfice de l'impunité de leurs calomnies.

Les rentes saisies violemment par M. Conforti et confisquées par le gouvernement de Garibaldi se composent des deux parties mentionnées au *Journal de Naples*. La première, celle de 184 608 ducats, représente l'hérédité laissée à ses dix enfants et aux pauvres par le feu roi Ferdinand. C'était le fruit de ses économies personnelles pendant trente ans de règne; et déclarer cette hérédité illégitime, c'était attaquer la légitimité de la vie civile et du patrimoine qu'ont possédé tous les rois des Deux-Siciles.

L'autre rente se compose en majeure partie des majorats des princes royaux et des dots des princesses royales constituées en vertu de lois anciennes et jusqu'ici respectées. Là sont jointes les petites économies faites en faveur des orphelins pendant leur absence, comme on peut le voir sur la liste même publiée par le journal de la révolution. Il n'y a que deux parties de rente appartenant au roi, une de 5 415 ducats, économies faites sur ses assignations comme prince héréditaire, et une autre de 67 505 ducats, intérêts composés et accumulés durant vingt-trois ans, de la dot et de l'héritage propre de son illustre et vénérable mère, Marie-Christine de Savoie.

La dot de cette illustre princesse piémontaise a été confisquée par le gouvernement de Garibaldi au nom du roi de Piémont, et on conteste le droit du fils à ce saint et légitime héritage de sa mère, convenu en vertu d'un traité avec la Sardaigne.

En me permettant, après de très-vives instances, de vous transmettre ces nécessaires explications, le roi m'a ordonné de prendre pour base les publications faites par le gouvernement révolutionnaire qui s'est emparé de ses États au nom de Sa Majesté le roi de Sardaigne.

Il n'entre pas dans les intentions de Sa Majesté de se plaindre de la spoliation de toute sa fortune particulière.

Sa Majesté en avait fait le sacrifice, quand, constamment et même dans les jours les plus menaçants de la lutte et de l'invasion, elle s'est refusée obstinément à faire vendre ses rentes de Naples pour placer ses fonds avec plus de sûreté sur des États plus heureux. Elle pourrait déplorer le sort de ses neuf frères et sœurs, condamnés, sans autre crime que leur nom, à voir confisquer par la révolution tous leurs moyens de fortune; mais quel que soit leur avenir, leur sort dût-il être de vivre dans l'exil et les plus dures privations, ils sauront supporter l'adversité avec une constance digne de leur naissance et du rang où la Providence les a placés, pour donner l'exemple aux autres. La magnanimité de notre auguste souverain apparaît plus splendide et plus glorieuse au milieu des désastres de la révolution.

Les palais, les musées qu'il a laissés en partant, pleins des trésors de l'incalculable héritage de ses ancêtres, attestent au monde le complet désintéressement et la générosité d'âme de François II.

Unissant sa cause à celle de ses peuples, le roi n'a pas voulu transporter hors du pays même sa fortune particulière, ne voulant pas avoir l'air de sauver une planche dans le naufrage général de son royaume. Son indifférence pour les biens matériels de la vie est proverbiale, si même les douloureux événements qui ont eu lieu dans cette courte période qui s'est écoulée depuis son avènement au trône lui avaient permis de s'occuper d'autre chose que de la paix de son royaume.

Ces explications ne seront pas nécessaires pour ceux qui connaissent l'état réel des affaires à Naples ; mais comme la calomnie pourrait trouver de l'écho dans le pays où vous vous rendez, je crois de mon devoir de vous mettre au courant des faits pour que vous soyez à même de la démentir. La maison de Bourbon n'emporte pas de trésors en quittant sa capitale ; elle y laisse ses palais, ses musées, le saint héritage de ses pères, comme monuments de sa générosité pour son royaume toujours aimé, sans s'inquiéter des éventualités de l'avenir.

La dot de la nièce du roi, l'héritage particulier de son père, les majorats, les économies des princes et princesses, tout ce qui constitue la fortune princière de la famille royale, ce qu'assurent les lois civiles, ce que respecte le droit commun des peuples, tout a été confisqué par le gouvernement révolutionnaire de Naples, sans que le roi daignât même protester, trouvant au-dessous de sa dignité de s'occuper de ses intérêts privés, quand les grands intérêts de l'État tombaient en ruine ; et il n'aurait pas cédé aux représentations de ses ministres, si ses sentiments ne lui faisaient un devoir de repousser des imputations de nature à agir sur des esprits prévenus et ignorants.

Vous êtes autorisé à faire de ce document l'usage que vous jugerez convenable et à en laisser copie au ministre des affaires étrangères.

Signé : CASELLA.

Note de M. le baron Winspeare, envoyé extraordinaire des Deux-Siciles à Turin, annonçant son départ à M. le comte de Cavour.

EXCELLENCE,

L'occupation du royaume des Deux-Siciles par les troupes piémontaises, dont l'annonce m'est faite par la communication de Votre Excellence, à la date d'hier, est un fait si ouvertement contraire aux bases de toute loi et de tout droit, qu'il semblerait à peu près inutile de s'arrêter à en démontrer l'illégalité : les faits qui ont devancé cette invasion et les liens de parenté et d'amitié aussi anciens qu'intimes qui existaient entre les deux couronnes la rendent si extraordinaire et si nouvelle dans l'histoire des nations modernes, que l'esprit généreux du roi mon auguste maître se refusait à la croire possible, et, effectivement, dans la protestation que le général Casella, son ministre des affaires étrangères, adressait le 16 septembre dernier, de Gaëte, à tous les représentants des puissances amies, il était clairement démontré que Sa Majesté avait la confiance que Sa Majesté Sarde n'aurait jamais

pu donner sa sanction aux actes d'usurpation accomplis sous l'égide de son royal nom, au sein de la capitale des Deux-Sicules.

Il est également superflu que je cherche à démontrer à Votre Excellence que cette protestation solennelle, jointe à plusieurs proclamations de mon auguste souverain et aux efforts héroïques faits sous les murs de Capoue et de Gaëte, répond incontestablement à l'étrange argument de l'abdication de fait de Sa Majesté, que j'ai été surpris de lire dans la communication susmentionnée de Votre Excellence.

L'anarchie a triomphé dans les États de Sa Majesté. Sicilienne, par l'effet d'une révolution débordante dont, depuis le premier moment, tout le monde présentait clairement les désordres futurs, et à laquelle le roi mon maître proposait depuis longtemps aussi, mais en vain, à Sa Majesté le roi de Sardaigne d'opposer, d'un commun accord, une digue afin qu'elle ne sortît pas de son lit et ne mît pas en péril, par ses excès, la vraie liberté et l'indépendance de l'Italie.

A cette heure fatale où un État qui compte dix millions d'âmes défend, les armes à la main, les derniers restes de son autonomie historique, ce serait chose oiseuse de rechercher par qui cette révolution a été fortifiée au point de devenir un colosse, et comment elle a pu parvenir à effectuer la plus grande partie des bouleversements qu'elle avait projetés. Cette Providence divine dont Votre Excellence a invoqué le très-saint nom, prononcera avant peu son arrêt, lors du combat suprême ; mais quelque soit cet arrêt définitif, la bénédiction du ciel ne descendra pas, bien certainement, sur ceux qui se disposent à violer les grands principes de l'ordre social et moral en se donnant comme les exécuteurs d'un mandat de Dieu. La conscience publique, elle aussi, lorsque ne pèsera plus sur elle le joug tyrannique des passions politiques, saura fixer le véritable caractère d'une entreprise usurpatrice, commencée par l'astuce et accomplie par la violence.

L'accueil courtois que m'a fait cette population généreuse et loyale, accueil dont le souvenir vivra toujours dans mon cœur, me défend de m'avancer davantage dans la critique sévère des actes du gouvernement de Sa Majesté Sarde, mais Votre Excellence voudra bien se rendre compte qu'un plus long séjour à Turin du représentant de Sa Majesté Sicilienne serait incompatible avec la dignité de Sa Majesté aussi bien qu'avec les coutumes internationales.

Voilà pourquoi, protestant solennellement contre l'occupation militaire susindiquée, et contre toute usurpation des droits sacrés de Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Sicules déjà entreprise ou en voie d'être tentée par le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne ; réservant, de plus, en même temps au roi François II mon auguste maître le libre exercice du pouvoir souverain qu'il a de s'opposer, par tous les moyens qu'il jugera les plus convenables, à ces agressions

et usurpations injustes, comme aussi de faire les actes publics et solennels les plus utiles à la défense légitime de sa couronne royale ; voilà pourquoi, dis-je, je me dispose à quitter cette résidence, aussitôt après avoir achevé de régler quelques intérêts particuliers de Sa Majesté relatifs à la succession de son auguste mère de sainte mémoire.

Avant mon départ, j'aurai l'honneur de présenter à Votre Excellence M. de Martini, lequel sera simplement chargé de lui transmettre les communications que le gouvernement du roi mon maître pourrait être plus tard dans le cas d'adresser encore au gouvernement de Sa Majesté Sarde.

Que Votre Excellence me permette, Monsieur le comte, de prendre congé d'elle en la remerciant des procédés courtois qu'elle a bien voulu avoir toujours pour moi dans nos rapports personnels, et agréer, etc.

WINSPEARE.

Turin, 7 octobre.

**Protestation du roi François II contre la déclaration
du blocus de Gaète.**

Le gouvernement de Sa Majesté le roi a ordonné, en date du 11 courant, aux représentants de Sa Majesté à l'étranger d'adresser la note suivante aux ministres des affaires étrangères près lesquels ils sont accrédités :

Le ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire qui s'est établi à Naples, a passé, en date du 6 courant, une communication au corps diplomatique et consulaire qui représente les puissances amies du roi, auguste souverain du soussigné, déclarant le blocus des ports de Messine et de Gaète, annonçant les expéditions de bâtiments de guerre nécessaires pour le rendre effectif, invoquant les principes reconnus dans le traité de Paris de 1856, et notifiant cette mesure pour servir de règle au commerce étranger.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas appris qu'aucun des ministres et des consuls ait reconnu une disposition si contraire au droit des gens. Mais, de toute manière, il était nécessaire de protester dans la forme la plus énergique et la plus explicite contre ce nouvel attentat aux principes qui font la base de l'existence des nations.

Le souverain légitime du royaume des Deux-Siciles, réduit par la plus scandaleuse invasion à se défendre dans la ligne militaire de

Capoue et de Gaëte, se voit assailli non-seulement du côté de terre par les forces de la révolution, mais menacé du blocus par les navires de sa propre marine, que l'on tourne contre lui.

Les puissances européennes ne peuvent reconnaître un blocus décrété par un pouvoir illégitime. Pour imposer aux autres nations le sacrifice de la liberté maritime et l'interruption de leur commerce, il faut être un gouvernement publiquement et officiellement reconnu par les autres.

Garibaldi ne représente pas un gouvernement, Naples révolutionné n'est pas une nation. La seule nation reconnue par les traités est le royaume des Deux-Siciles, et le souverain de ce royaume, reconnu par tous les autres, se trouve maintenant à Gaëte.

Cela étant ainsi, le blocus de Garibaldi est illégitime, et aucune nation ne peut en accepter les conséquences. Mais les actes illégitimes, l'hostilité maritime, l'interruption arbitraire du commerce des neutres sont, d'après le droit des gens, des actes de manifeste piraterie.

Il n'est pas croyable que l'Europe civilisée, au dix-neuvième siècle, puisse tolérer la piraterie dans la Méditerranée, et l'on ne peut admettre, même pour un instant, que les puissances maritimes assistent impassibles à ces faits qui renversent les principes de droit public et international, assurés au prix de tant d'efforts répétés.

C'est dans cette confiance que le soussigné a l'honneur de s'adresser à Son Excellence par l'ordre exprès de son auguste souverain ; en la priant de vouloir bien mettre cette note sous les yeux de Sa Majesté, il attend une réponse qu'il espère conforme aux principes du droit des gens et de la justice.

Le soussigné profite, etc.

CASELLA.

Le 16 octobre 1860.

Note du ministre des affaires étrangères aux représentants des puissances étrangères accrédités près Sa Majesté Sicilienne.

Le comte Persano, vice-amiral de la marine militaire de Sa Majesté le roi de Sardaigne, a accepté publiquement le commandement des bâtiments de la marine royale des Deux-Siciles, que le gouvernement révolutionnaire de Naples a mis à sa disposition.

Les bâtiments de guerre en révolte contre l'autorité légitime de Sa Majesté ont été envoyés par Garibaldi dans le port de Gênes, où ils ont reçu du Piémont des provisions et de nouveaux équipages. Non content de cela, l'officier qui occupe le plus haut grade dans la marine sarde, le vice-amiral Persano, a arboré son pavillon sur la frégate à hélice *Borbone*, appartenant à Sa Majesté le roi des Deux-Siciles.

En s'emparant de toute la flotte napolitaine, le gouvernement sarde a fait un acte qui n'a pas d'exemple dans les précédents historiques. Sans déclaration de guerre, sans conquête, en maintenant encore les relations officielles de bonne intelligence, un pays profite des embarras intérieurs de l'autre, et en acceptant les offres de la révolution, un souverain devient maître de la flotte d'un souverain ami.

Le soussigné, ministre des affaires étrangères, croirait faire injure à la haute pénétration de Votre Excellence en ajoutant quelque espèce de commentaire que ce soit au simple exposé des faits. Mais pour accomplir ses devoirs les plus impérieux, et par ordre exprès de son auguste souverain, il doit nécessairement protester contre cet acte inqualifiable et contre les conséquences qui en dérivent, en priant Votre Excellence.... de porter cette note à la connaissance de son gouvernement.

Le soussigné profite de cette circonstance pour renouveler à Votre Excellence les témoignages de sa haute considération.

CASELLA.

Gaëte, 19 octobre.

Note du ministre des affaires étrangères du roi François II aux représentants des puissances étrangères accrédités près de Sa Majesté Sicilienne.

Excellence,

Le soussigné, président du conseil des ministres, chargé du portefeuille des affaires étrangères, a l'honneur de faire part à Votre Excellence que de nouveaux actes dignes de réprobation, commis par l'armée d'invasion, sont venus confirmer les justes plaintes exprimées dans la note du 26 octobre dernier.

Pour soustraire les troupes échelonnées le long du Garigliano au bombardement que l'escadre piémontaise dirigeait contre le camp,

il fut nécessaire d'ordonner un mouvement de retraite qui fut commencé le soir du 1^{er} novembre.

Immédiatement, l'escadre piémontaise prit position le long de la marine que côtoie la route, et elle se mit à faire feu sur les troupes royales qui, l'arme au bras et en bon ordre, exécutaient le mouvement prescrit.

L'ennemi ne cessa pas de tirer le canon pendant toute la nuit et une grande partie du jour suivant, jusqu'à la fin de la retraite de ces troupes sans défense, auxquelles on ne pouvait adresser d'autre reproche que celui d'avoir trop compté *sur la formelle assurance faite à elles qu'elles ne seraient point attaquées du côté de la mer.*

Toute l'armée du roi se trouvant ainsi resserrée entre Mola di Gaëta et la frontière du royaume, cette même escadre piémontaise s'arrêta dans la nuit du 3 au 4 devant Mola, et pendant environ six heures de suite, jusqu'à l'après-midi du 4, elle ne cessa pas de lancer sur cette malheureuse ville bombes, grenades et autres projectiles dont on voit maintenant les traces sanglantes et dévastatrices dans les propriétés privées, dans les hôpitaux et parmi les pacifiques et inoffensifs habitants.

Dans les temps passés, chaque fois que le souverain légitime des Deux-Siciles se vit obligé, à sa grande douleur, de recourir aux tristes nécessités de la guerre pour réduire à l'obéissance quelque ville rebelle, les défenseurs officiels des sujets insurgés ne manquèrent pas de contester, dans un langage plein d'outrages, au gouvernement royal le premier droit de tout gouvernement, celui de maintenir sa propre autorité et de protéger l'ordre public.

Aujourd'hui les armées et les escadres d'un gouvernement qui se dit régulier et civilisé, envahissent sans déclaration de guerre un État voisin et ami en combattant les troupes par tous les moyens déloyaux et indignes, quand ils ne parviennent point, par de vils artifices, à en ébranler la fidélité et l'honneur; ces armées et ces escadres s'acharnent à détruire tout élément de force et de prospérité chez un peuple que l'on ose encore appeler du nom de frère; et enfin on en bombarde les pacifiques et innocentes populations sans qu'une seule voix s'élève en Europe contre une série d'énormités qui sont sans exemple dans l'histoire.

Il est temps que les hypocrisies et les perfidies de la politique piémontaise soient dévoilées à l'Europe sous leur véritable aspect, et le gouvernement du roi, décidé à remplir jusqu'à l'extrémité le devoir de combattre, même avec les armes de la publicité, les fauteurs du désordre moral et de la révolution sociale, a chargé le sous-signé d'instruire Votre Excellence, pour que son gouvernement ait connaissance des faits.

En s'empressant de remplir le devoir qui lui est confié, le sous-signé profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Général CASELLA.

Gaëte, 8 novembre.

**Note du ministre des affaires étrangères du roi François II,
à ses agents diplomatiques.**

Gaëte, le 8 novembre 1860.

Monsieur le....

Tous les journaux ont porté à votre connaissance que, concurremment avec l'injustifiable invasion des troupes sardes sur le territoire du royaume, le gouvernement révolutionnaire de Naples a décrété un plébiscite d'après lequel le peuple, réuni en comices, devait voter, par le suffrage universel, l'absorption de la monarchie, la déchéance de la dynastie qui règne depuis plus d'un siècle, et la translation de la couronne au roi de Sardaigne.

En Sicile, où la révolution avait décidé la convocation d'un parlement pour résoudre cette question, la mesure a été révoquée, et, conformément aux instructions données de Naples, le même plébiscite a été décrété avec cette même formule :

« Le peuple veut l'Italie une et indivisible avec Victor-Emmanuel, roi constitutionnel, et ses légitimes descendants. »

Le plébiscite a été voté, et le résultat a été tel que les circonstances devaient le donner. Le peuple entier a paru accepter sans discussion, sans obstacle et sans différence d'opinions, un changement aussi radical de ses destinées. A peine, pour rendre plus vraisemblable cette comédie révolutionnaire, a-t-on fait figurer un nombre insignifiant de votes négatifs.

Bien que les circonstances qui ont précédé et accompagné cet acte étrange ne puissent permettre aucune erreur sur le manque absolu de sincérité de ce vote, c'est par la volonté de Sa Majesté le roi que je m'adresse à vous pour vous inviter à protester en son nom royal contre cette nouvelle usurpation de ses droits et pour expliquer au cabinet près duquel vous êtes accrédité les raisons qui, aux yeux de tous les gouvernements, rendent illégitime et nulle la susdite décision.

Qu'un peuple, quand le trône est vacant, puisse choisir une nouvelle dynastie, qu'il puisse établir les conditions de son futur gouvernement, que la forme qui doit le régir soit soumise au suffrage universel, cela se peut faire sans offenser les droits de personne et sans mettre en péril la tranquillité de l'Europe. Mais quand il s'agit d'un peuple travaillé par la révolution, livré à une multitude d'aventuriers qui le subjuguent et ne reconnaissent d'autre loi pour leur domination effrénée que la dictature la plus illimitée; quand, cela ne suffisant pas, entre sur le territoire avec une puissante armée le souverain qui demande la couronne, et quand le roi légitime occupe encore une partie de son royaume, il y a là une violation manifeste de tous les droits reconnus par les lois et les traités, violation qui ne se peut justifier par la volonté populaire, attendu qu'elle est imposée par la violence et la révolution au dedans et par la force des armes étrangères.

En acceptant, même pour un moment, dans toute son extension la doctrine de la souveraineté nationale, et en admettant qu'il fût permis à un peuple de changer non-seulement la forme de son gouvernement et d'expulser son souverain, mais encore d'altérer, par un acte de sa volonté, les circonscriptions territoriales de l'Europe, la première condition au moins pour la légalité d'un tel acte serait que la volonté populaire fût libre.

Mais dans le royaume des Deux-Siciles on n'a pas même conservé le moindre semblant de liberté. Excepté quelques mouvements en Sicile, produits par l'étranger et par ses provocations croissantes, et de l'aveu même des révolutionnaires presque entièrement apaisés, le royaume entier était parfaitement tranquille quand Garibaldi débarqua avec la bannière de Sardaigne. Ses aventuriers, peu nombreux, grossis continuellement par les expéditions parties du Piémont, devinrent bientôt une véritable armée où figuraient des aventuriers de toutes les nations.

La forme de gouvernement qu'ils établirent en Sicile ne fut point la liberté, mais la dictature, c'est-à-dire l'institution qui confisque sans exception tous les droits d'un peuple pour les concentrer aux mains du gouvernement. Et quand les événements militaires, dont le secret sera un jour connu de l'Europe, eurent permis à l'armée révolutionnaire de traverser le Phare, de dominer les Calabres et d'occuper enfin la capitale du royaume, le gouvernement créé sur le continent fut encore la dictature, et Garibaldi fut proclamé dictateur des Deux-Siciles.

On commença alors à voir un singulier spectacle. Aucune loi n'était respectée : finances, administration, sentences judiciaires, droits de l'Eglise dans ses rapports avec l'Etat, tout fut bouleversé à plu-

sieurs reprises et avec des contradictions sans nombre, d'où les peuples pouvaient comprendre qu'il n'y a ni droits ni lois au-dessus de la dictature.

Néanmoins tout cela ne semblait pas suffisant pour assurer le succès de la révolution. La Sardaigne, qui avait essayé jusqu'alors de cacher sa puissante action, se détermine tout d'un coup à assumer avec une audace imprudente la direction du mouvement. L'amiral sarde s'empara de la flotte napolitaine et débarqua des troupes, de l'artillerie et des munitions pour combattre l'armée du roi et contraindre plus étroitement encore la volonté des peuples.

Cette entreprise ne suffit pas encore à donner ces peuples au roi de Sardaigne, et pendant qu'on s'occupait du plébiscite, ce souverain, à la tête de ses troupes régulières, vint en personne réclamer, sous l'empire de ses baïonnettes, les votes des pacifiques habitants du royaume et jeter son épée dans la balance du scrutin.

A la vue de ces faits publics et décisifs, personne certainement n'osera dire qu'on a laissé la liberté au peuple de manifester son opinion; on ne pourra pas même prétendre que l'artifice révolutionnaire a au moins sauvé les apparences. Pour ouvrir les yeux aux plus aveugles sur le degré de liberté que le gouvernement révolutionnaire avait résolu d'accorder au scrutin, le dictateur Garibaldi, par décret du 15 du mois dernier, c'est-à-dire six jours avant la convocation des comices, allant au-devant de la volonté populaire, et décidant lui-même au nom du peuple, avait décidé solennellement, en vertu de son autorité dictatoriale, que « les Deux-Siciles font partie intégrante de l'Italie une et indivisible sous le roi constitutionnel Victor-Emmanuel et de ses descendants. » Tels sont les termes du décret de Sant'Angelo qui précéda de six jours la votation.

C'est sous ces auspices, sans garantie d'aucune sorte, que le peuple a été appelé à voter.

« Et afin qu'aucune circonstance, si minime qu'elle fût, ne manquât pour prouver la contrainte qui était exercée, les électeurs furent tenus de déposer leur bulletin publiquement, en présence des autorités révolutionnaires et de la garde nationale, dans des urnes séparées, afin qu'ils pussent voir clairement par une telle accumulation de violences qu'ils avaient à braver tout ensemble la révolution intérieure et l'oppression étrangère.

Tel se présente au monde le résultat du plébiscite. Pas un homme de bonne foi ne pourra accepter un instant qu'il soit l'expression sincère de la volonté nationale.

En communiquant ces considérations avec votre habileté et votre loyauté connues, vous les ferez valoir près du gouvernement de.... et mon devoir est d'ajouter que Sa Majesté le roi n'a vu dans le scrutin du

21 octobre qu'un acte nouveau de violence commis par la force étrangère contre son peuple, estimant qu'un tel acte ne pourra jamais invalider les droits de sa couronne ni détruire l'indépendance et l'autonomie du royaume des Deux-Siciles.

Vous êtes autorisé à donner lecture et à laisser copie de cette dépêche au ministre des affaires étrangères.

Signé : GASELLA.

**Circulaire du ministre des affaires étrangères de François II
aux représentants du roi François II.**

Gaëte, le 12 novembre.

Excellence,

Bien que la révolution des Deux-Siciles ait conduit à terme avec une merveilleuse rapidité la ruine complète du royaume, que d'innombrables et mystérieux artifices préparaient de longue main, cependant la majesté du roi, notre auguste maître, n'a jamais cessé de lui résister, et, dans cette œuvre non moins glorieuse qu'infortunée de résistance persévérante, il a été fait d'héroïques efforts de constance et d'énergie qui resteront comme un monument éternel dans notre histoire.

Sa Majesté était excitée par la conscience de deux devoirs fortement enracinés dans son âme royale, dont les nobles pensées s'inspirèrent plus que jamais de cette loi morale qui est la règle suprême des actions des hommes et surtout des princes.

Ces devoirs sont :

1. L'obligation de conserver et de défendre la monarchie des Deux-Siciles, auguste héritage qui lui fut confié par ses ancêtres,
2. Le respect de ce lien fraternel qui devrait unir les monarchies ensemble à raison de la mission divine qui leur est commune et de la conformité de leurs intérêts.

Il n'est pas nécessaire de raisonner longuement de la première obligation qui incombait à Sa Majesté, ni de la manière dont elle fut accomplie.

Tout gouvernement qui a des siècles d'existence, trouvant sa raison d'être en lui-même, dans les traditions historiques et dans les conditions des peuples, considère comme son premier devoir celui de se maintenir, de se défendre et de combattre quiconque en menace l'existence.

Maintenant tout le monde sait comment l'armée, minée et décom-

posée par les manœuvres pernicieuses de la révolution, la marine désertée et perdue, la trahison et l'indiscipline qui avaient pénétré jusque dans la cour et dans le conseil, signalaient épouvantablement une catastrophe imminente et une dissolution totale du royaume.

Cependant le roi notre souverain, résistant avec un héroïque courage aux vils conseils de ceux qui l'invitaient à une fuite honteuse, s'enfermait dans les premiers boulevards du royaume, et là, mettant en œuvre toute son activité et son étude, réussit en très-peu de temps à réunir et à reconstruire une armée très-peu nombreuse, mais d'une fidélité et d'un courage capables de pouvoir tenter de nouveau le sort des combats.

Les glorieuses entreprises de cette poignée de braves sont connues de toute l'Europe, et même la presse menteuse et malveillante de la révolution ne sut ou n'osa pas les démentir.

L'ennemi fut repoussé dans ses attaques et chassé de ses fortes positions, les princes royaux exposèrent aux dangers leur vie précieuse, sur les champs de bataille où se célébrèrent les victoires de leurs aïeux ; le roi lui-même se signala le premier parmi les combattants et vit tomber à ses côtés les martyrs qui s'immolaient pour la cause sacrée.

La révolution en fut frappée et confuse. Le peuple fidèle, qui souffrait impatiemment son joug tyrannique, commençait à s'agiter, et tout présageait le retour triomphal du roi légitime dans le sein de sa capitale, lorsqu'un autre souverain, parjure et déloyal, à la tête d'une armée puissante, descendit tout à coup dans les États du roi afin d'apprendre à toute l'Europe que cette révolution était son œuvre et qu'il ne voulait pas en perdre le fruit honteux.

Alors force fut de renoncer à la première pensée de la guerre, de se limiter seulement à la défensive, ne pouvant pas, avec une petite armée déjà fatiguée par les privations et les dangers soufferts, marcher en avant en laissant derrière elle un ennemi fort et discipliné qui venait l'attaquer.

Une série de retraites stratégiques, parmi lesquelles l'armée piémontaise ne peut pas compter une victoire décisive, fut dès lors entreprise, et les troupes royales se virent en partie forcées à traverser les frontières pontificales et en partie à se resserrer sous les murs de Gaète.

Au moment où je vous écris, il ne reste plus au roi que les seules forteresses de Gaète et de Messine, derniers boulevards de l'autonomie de ce royaume, jadis si puissant et si beau, des Deux-Siciles.

Ils seront défendus avec cette constance et cette bravoure qui sont les vertus propres à l'auguste dynastie des Bourbons. Mais comme la résistance des forteresses dépend nécessairement de mille circonstan-

ces diverses qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer, il est assez probable que cette défense ne pourra pas être aussi longue que les souverains de l'Europe semblent le désirer.

Et quand l'heure fatale et inévitable de la reddition sera venue, notre auguste souverain, au milieu des larmes de ses fidèles et avec cette résignation pleine de dignité qui est un caractère distinctif de son auguste famille, descendra de son trône et se souviendra avec une juste et noble fierté de n'avoir failli à l'accomplissement d'aucun de ses devoirs.

Il me reste encore à examiner si Sa Majesté, en payant généreusement la dette qui l'unissait aux autres souverains, en a reçu en échange ces secours et ces bons offices qu'il avait droit d'attendre; vous comprendrez que cette tâche sera aussi facile et concluante que la première.

Depuis sept mois que la révolution triomphe dans le royaume, toujours plus ouvertement favorisée par un gouvernement pervers et parjure, le roi notre maître n'a pu rien obtenir de la part des souverains de l'Europe, auxquels il espérait que sa cause était chère, si ce n'est des expressions inefficaces d'affectueuse sympathie.

Les graves périls d'une petite armée, les pressantes et dernières pénuries du trésor royal, les violations effrontées du droit des gens, l'ambition illimitée d'une révolution qui ne s'arrêtera jamais, tout enfin fut exposé aux yeux des grandes puissances de l'Europe, et à tout elles ne surent ou ne voulurent répondre que par des vœux ou des conseils.

Ni les intérêts des dynasties, ni les dangers communs, ni ceux des anciennes amitiés ou alliances ne furent capables de dissuader les cabinets européens de cet indifférentisme politique dont ils ont fait preuve en assistant impassibles à la chute d'une monarchie séculaire.

L'Empereur des Français seul (et c'est un devoir pour nous de justice et de reconnaissance de l'avouer hautement), donna le généreux exemple de vouloir sortir de cet état d'universelle apathie. La loyale et monarchique Angleterre osa le lui reprocher amèrement, tandis que les autres cabinets se limitaient à le laisser se risquer seul dans la magnanime entreprise qu'il tentait.

L'envoi de l'escadre française dans les eaux de Gaëte, et l'accueil fraternel fait aux restes fidèles et valeureux des troupes royales sur le territoire pontifical par les soldats de la France, sont des résultats qui resteront à jamais gravés dans le cœur du roi notre souverain, et dépassent de beaucoup les protestations d'amitié offertes à Sa Majesté par le reste de l'Europe.

Le roi notre souverain espérait, en dernier lieu, que la réunion de Varsovie amènerait à l'idée d'un congrès européen, qui seul aurait pu

mettre un terme aux violences brutales de la force qui renverse et se moque de toutes les lois les plus sacrées et les plus anciennes : au nouveau principe de la souveraineté populaire, dont on fait un si étrange abus, il fallait donner pour contre-poids l'antique droit public qui est le fruit de la sagesse et de la morale des siècles, afin que de la discussion pacifique de ces principes opposés et de l'impartial examen de tous les prétextes naquît un ordre nouveau concordant avec les principes et acceptable par les peuples rentrés dans la sagesse et la paix.

En dehors de la mise en pratique de cette grande idée, il n'y aura jamais de paix pour l'Europe. Tout système qui se limiterait à vaincre l'obstacle matériel aux intérêts présents, ouvrira le chemin à la révolution qui se propose le renversement successif de tous les trônes, puisqu'on se détacherait de cette grande unité de principes qui fait la sauvegarde des couronnes et la garantie de la paix et de la prospérité des peuples. Ces principes admis, Votre Excellence sentira aisément de quelle douleur devra être oppressé notre auguste souverain, quand elle saura qu'un si beau dessein restera nul par le fait des puissances qui considéreraient avant tout leurs rancunes particulières et des questions d'une importance secondaire au lieu des grands principes de l'ordre universel et de la sécurité des trônes.

En conséquence, au nom du roi, je vous charge d'être le propagateur de l'idée que je vous expose auprès du cabinet près duquel vous êtes accrédité, et si elle n'est pas acceptée comme nous l'entendons, de demander formellement au ministre des affaires étrangères les intentions de son gouvernement relativement à la crise dernière et imminente de la monarchie.

D'après cet ordre souverain, vous donnerez copie et lecture de la présente dépêche au même ministre, et vous me ferez savoir soigneusement le résultat de cette communication, qui servira au roi de règle de conduite pour l'avenir.

Signé : CASELLA, m. p.

**Circulaire du ministre des affaires étrangères du roi François II
aux représentants du roi près des cours étrangères.**

Gaëte, le 15 novembre 1860.

Par ma dépêche du 5 octobre, je vous ai fait connaître de quelle manière le gouvernement révolutionnaire de Naples dépouillait le roi

notre maître et toute la famille royale de sa fortune privée, et ajoutait la calomnie à la violation de toutes les lois. Ce n'était pas assez de s'être emparé des immenses richesses artistiques que Sa Majesté, bien qu'elles lui appartenissent par héritage, a toujours voulu laisser à la disposition de son peuple, faisant affluer ainsi à la capitale toutes les intelligences ; ce n'était pas assez de confisquer arbitrairement les majorats des princes, les dots des princesses, les ressources des orphelins, les legs faits aux pauvres par Ferdinand II, l'héritage de la sainte princesse de Savoie, mère adorée du roi notre maître ; il fallait obéir à la logique de l'anarchie, en distribuant la fortune privée de la famille royale aux individus qui depuis douze ans n'ont pas cessé de conspirer contre la dynastie, le trône, l'ordre social, et contre tous les principes constituant la base du droit universellement reconnu.

Vous comprendrez, Monsieur, que ce ne sont pas les hommes d'opinion sincère qui ont combattu et souffert dans la lutte contre le gouvernement établi, que ce ne sont pas ces hommes qui profiteront de cette disposition subversive. Les honnêtes gens, n'importe leur opinion, repousseront avec indignation toute participation à cet acte de rapine. La révolution triomphante doit faire ses aumônes aux révolutionnaires indomptables, aux agitateurs par état et par métier. Après la glorification et la rémunération du régicide, ceux qui se vantent d'avoir plusieurs fois juré le meurtre de Ferdinand II doivent avoir une part prépondérante dans le butin de la fortune de sa famille. La justice de la révolution veut que les enfants soient forcés à rémunérer les attentats commis contre leurs parents.

Dans le décret ci-inclus, notez le considérant et la date.

On y dit que le jour du 15 mai 1848, « Ferdinand II rompit le pacte juré, remplit la ville de terreur et de sang, substitua l'arbitraire et la violence à la loi, et que dès lors commencèrent les persécutions politiques. »

Si un gouvernement eut jamais droit à la résistance, ce fut ce jour-là. Pour la première fois les représentants du peuple se réunissaient d'après la constitution jurée par le souverain et par la nation, quand pour empêcher l'inauguration pacifique des travaux parlementaires, la révolution éclata. Tout le monde sait que le gouvernement prit toutes les mesures de la conciliation avant celles de la force, et qu'après la compression et le succès il se hâta de convoquer d'après la même constitution une nouvelle chambre. On peut apprécier différemment les événements postérieurs, mais la conduite qu'eut le gouvernement ce jour-là n'est nullement attaquant.

Le décret en question est signé par le roi Victor-Emmanuel, de même que les autres ; la date du 23 octobre est postérieure de deux

jours au plébiscite attribuant à Victor-Emmanuel la souveraineté des Deux-Siciles, et de onze jours à la détermination prise par le roi de Sardaigne de n'attendre pas même le plébiscite et de passer la frontière du royaume pour s'emparer par la force des États possédés par la maison de Bourbon.

L'outrecuidance de ces actes est évidente; puisque le roi de Sardaigne a conspiré contre le trône du roi des Deux-Siciles, et, violant les lois divines et humaines, est allé de sa personne consommer une agression odieuse, et aujourd'hui prête son nom, son autorité, sa force armée à l'exécution de ces énormités, qu'il ose en prendre la responsabilité devant l'Europe et devant la postérité.

J'ai cru de mon devoir de m'adresser à vous, Monsieur, pour que vous fassiez connaître au cabinet près duquel vous êtes accrédité de quelle manière le gouvernement du roi envisage ces faits, et pour que vous protestiez formellement et solennellement de la part de François II contre le décret révolutionnaire du 23 octobre dernier.

Veuillez laisser copie de cette dépêche au ministre des affaires étrangères, et m'en accuser réception.

*Le président du conseil de sministres, chargé
du portefeuille des affaires étrangères,*

Signé, CASELLA.

ESPAGNE.

Protestation de Son Excellence l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la reine d'Espagne à Turin, à Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Sardaigne.

Turin, 9 octobre 1860.

Votre Excellence, le gouvernement de Sa Majesté la reine d'Espagne m'ordonne de protester contre l'entrée de l'armée sarde dans le royaume des Deux-Siciles et contre l'annexion projetée des États de Sa Majesté François II à la monarchie de Sa Majesté le roi de Sardaigne.

Aussi longtemps que les douloureux événements dont l'Italie méridionale est aujourd'hui le théâtre, ont pu paraître l'œuvre exclusive de la révolution, l'Espagne, ajoutant complètement foi aux protesta-

tions réitérées du cabinet sarde, lorsqu'il assurait n'avoir aucune participation à des actes accomplis contrairement à tout droit international, a dû se borner à condamner ces atteintes d'accord avec toutes les puissances européennes, à demander au gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne d'apporter remède à un état de choses que lui-même réprouvait et à lui signaler les funestes conséquences que des faits de cette nature ne pouvaient manquer d'entraîner pour la cause de l'Italie et pour le repos de l'Europe. Cette conduite mesurée du gouvernement espagnol donnait une nouvelle preuve de ses vifs desirs de conserver les relations cordiales qu'il entretient avec le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne, et tendait à fortifier l'action moderatrice des ministres de Sa Majesté Sarde en présence du débordement révolutionnaire.

Mais vis-à-vis des faits officiels et publics que l'Europe contemple avec une douloureuse surprise, le silence de l'Espagne équivaldrait à une abdication, abdication du droit qu'elle a, aussi bien que le devoir, de défendre l'existence légitime d'une dynastie unie à celle de S. M. la reine Isabelle II par les liens les plus sacrés, et de maintenir en même temps les droits que les traités de 1759¹, reconnus par la Sardaigne et l'Europe entière, garantis et ratifiés par des stipulations postérieures, assurent à Sa Majesté Catholique sur le royaume des Deux-Siciles. Les traités qui constituent le droit public, sur lequel reposent la paix et l'équilibre de l'Europe, ne sauraient être déchirés par le suffrage universel, pratiqué dans les circonstances et dans la forme qu'il va l'être dans le midi de l'Italie. L'Europe n'admettra jamais dans ses rapports de nation à nation un criterium politique qui renverserait tout droit légitime et tout pacte international.

Pour condamner la série de faits qui ont amené le royaume des Deux-Siciles à l'état où il se trouve aujourd'hui, le soussigné n'a pas besoin d'en appeler aux plus simples notions du droit, ni à l'opinion de l'Europe, ni aux principes d'une haute morale : il lui suffit de

1. *Traité entre Leurs Majestés l'impératrice-reine Marie-Thérèse et le roi d'Espagne Charles III. en qualité de roi des Deux-Siciles, signé à Naples le 3 octobre 1759.*

Art. 2. Le royaume d'Espagne et des Indes ne pourra être réuni dans la personne d'un seul monarque avec celui des Deux-Siciles, si ce n'est dans le cas où les deux branches seraient réduites à une seule personne; mais, dans ce cas, aussitôt qu'il naîtra un prince qui ne soit ni roi d'Espagne, ni successeur présomptif au trône d'Espagne, le royaume des Deux-Siciles devra lui être cédé avec tous ses États, biens et pays italiens. En conséquence, Sa Majesté Catholique et Sicilienne cédera, sous peu de jours, à son troisième fils, le royaume des Deux-Siciles avec ce qu'il possède et ce qu'il a le droit de posséder en Italie; et Sa Majesté Impériale et Royale, ses descendants, héritiers et successeurs reconnaîtront ce prince, ses descendants, et successeurs en cette qualité. (Wenck, *Corpus juris*, III, 207, Gardin, *Histoire des traités de paix*, III, 390.)

reproduire le jugement sévère, mais juste, que le gouvernement sarde a porté sur les invasions armées de la Sicile et de Naples, et de rappeler la réprobation explicite et solennelle que des documents officiels ont infligée au nom de Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, à ceux qui violaient le territoire d'une puissance amie, apportant la guerre à une nation qui était en pleine paix avec la Sardaigne.

C'est en vain que l'on prétendrait justifier cette intervention hostile au roi des Deux-Siciles par le désir de mettre un terme à une anarchie née d'agressions volontaires, et par l'intention d'empêcher que la révolution démagogique ne se rende maîtresse dans l'Italie méridionale. Les esprits droits et les gouvernements vraiment conservateurs soutiendront avec raison que la violation de tous les principes internationaux et l'ostracisme de dynasties légitimes ne sauraient jamais être un moyen efficace d'arrêter le développement des éléments révolutionnaires en Italie et en Europe. Le gouvernement de Sa Majesté la reine d'Espagne, qui n'a épargné aucun effort, dans la sphère de son influence, pour obtenir une alliance étroite entre les deux principaux États de la péninsule italienne, et qui a toujours secondé toute tendance dirigée à lier les intérêts des princes à ceux de leurs peuples, contemple avec une profonde douleur la série d'événements qui, commençant par l'attaque faite aux droits légitimes d'un innocent orphelin, dans la personne du duc Robert I^{er}, et continuant avec l'invasion des États du Saint-Siège, finit par la conquête du royaume des Deux-Siciles et l'annexion de l'Italie méridionale aux possessions héréditaires de Sa Majesté le roi de Sardaigne.

Dans son vif désir de voir consolider la paix du continent, éloigner toute cause de troubles futurs et clore en Italie l'ère des convulsions qui l'ont si profondément troublée, le gouvernement de Sa Majesté la reine d'Espagne, tout en maintenant hors d'atteinte des droits légitimes que ni la violence, ni la force ne sauraient détruire, veut encore espérer que la Sardaigne s'arrêtera sur une pente funeste, et qu'ajournant des solutions qui ne pourront jamais être définitives, elle laissera à l'Europe la haute mission de mettre un terme aux luttes de l'Italie et à la profonde inquiétude des nations européennes, en consultant les véritables vœux des peuples italiens et en tenant compte de droits toujours dignes de respect.

Je saisis cette occasion, bien que pénible pour moi, pour renouveler à Votre Excellence les sentiments de ma haute considération.

(Signé) DIÉGO COELLO.

ÉTATS ROMAINS.

**Réponse de Son Éminence le cardinal Antonelli à la sommation
de M. le comte de Cavour.**

EXCELLENCE,

Sans tenir compte de la manière dont Votre Excellence a cru devoir me faire parvenir sa lettre du 7 courant, j'ai voulu avec calme porter toute mon attention sur ce que vous m'y exposiez au nom de votre souverain, et je ne peux vous dissimuler que j'ai dû pour cela me faire une bien forte violence. Les nouveaux principes de droit public que vous posez dans votre représentation me dispenseraient, en vérité, de toute réponse quelconque, attendu qu'ils sont trop en opposition avec ceux qui ont été constamment reconnus par l'universalité des gouvernements et des nations.

Néanmoins, touché au vif des inculpations dirigées contre le gouvernement de Sa Sainteté, je ne puis m'empêcher de relever tout d'abord le blâme aussi odieux que dépourvu de fondement et réellement injuste, articulé contre les troupes récemment organisées par le gouvernement pontifical ; j'ajoute que je trouve inqualifiable la prétention consistant à méconnaître le droit appartenant au gouvernement pontifical aussi bien qu'à tous autres d'avoir à son service des troupes étrangères. En réalité, beaucoup de gouvernements en Europe ont des troupes étrangères à leur solde. A ce propos, il paraît être opportun ici de faire remarquer qu'attendu le caractère dont est investi le Souverain Pontife, le père commun de tous les fidèles, on pourrait encore bien moins le critiquer que tout autre de recevoir dans les rangs de ses milices tous ceux qui viennent s'offrir des diverses parties du monde catholique pour l'appui du Saint-Siège.

Rien de plus faux et de plus injurieux que d'attribuer aux troupes pontificales les troubles déplorablement arrivés dans les États du Saint-Siège. Il n'est pas besoin de le demander : l'histoire a déjà enregistré quelles étaient et d'où venaient les troupes qui ont violemment contraint la volonté des populations, et les artifices mis en œuvre pour jeter dans la perturbation la majeure partie de l'Italie et ruiner tout ce qu'il y a de plus inviolable et de plus sacré en droit et en justice.

Quant aux conséquences que l'on voudrait faire peser sur la légitime

action des troupes du Saint-Siège pour réprimer la rébellion de Pérouse, il serait vraiment plus logique de renvoyer cette responsabilité à ceux de l'étranger qui ont provoqué la révolte; et vous savez parfaitement, Monsieur le comte, où cette révolte a été combinée, d'où sont venus l'argent, les armes et les moyens de tous genres, et d'où sont partis les instructions et l'ordre de s'insurger.

En conséquence, il y a lieu de réputer calomnieux tout ce qui est proclamé par un parti hostile au gouvernement du Saint-Siège à la charge de ses troupes, et de déclarer que les imputations articulées contre leurs chefs ne sont pas moins calomnieuses, alors qu'on voudrait les faire croire les auteurs des menaces provocatrices et de proclamations propres à susciter une fermentation dangereuse.

Votre Excellence terminait sa pénible dépêche en m'invitant, au nom de son souverain, à ordonner immédiatement le désarmement et le licenciement desdites troupes. Cette invitation était accompagnée d'une sorte de menace du Piémont, en cas de refus, d'empêcher l'action de ces troupes par le moyen des troupes royales.

Il y a une quasi-injonction que je m'abstiens volontiers de qualifier. Le Saint-Siège ne pourrait que la repousser avec indignation, se sentant fort de son droit légitime, et faisant appel au droit des gens sous l'égide duquel a jusqu'ici vécu l'Europe, quelles que soient, du reste, les violences auxquelles le Saint-Siège pourrait se trouver exposé sans les avoir provoquées, et contre lesquelles, dès à présent, il est de mon devoir de protester hautement au nom de Sa Sainteté.

Je me dis, etc.,

Cardinal G. ANTONELLI.

Rome, le 11 septembre 1860.

Note de Son Éminence le cardinal Antonelli aux représentants des puissances étrangères accréditées près le Saint-Siège.

Du Vatican, 18 septembre 1860.

Le soussigné cardinal secrétaire d'État regrette beaucoup d'avoir à entretenir les représentants des puissances étrangères accréditées près le Saint-Siège de choses de plus en plus tristes; mais la force des circonstances est si grave, et l'impétuosité de la violence dont on use envers le plus pacifique des souverains, envers le chef auguste de l'Église, est si inouïe, qu'il ne peut s'empêcher de leur envoyer la

présente communication, d'autant plus qu'au devoir de son ministère se joint l'ordre exprès que lui en a fait Sa Sainteté.

Depuis le jour où il a eu l'honneur de remettre à Votre Seigneurie la note du 12 courant, le gouvernement piémontais, continuant de marcher dans la voie des hostilités contre le gouvernement du Saint-Siège, sans aucune provocation de la part de ce dernier, ajoutant attentats sur attentats, a excité à main armée la révolte contre la légitime autorité du Saint-Siège, pour s'emparer des provinces qui, après l'usurpation des Romagnes, lui étaient restées soumises. Le gouvernement pontifical, fort de son droit, a fait et fait encore tous les efforts possibles, grâce à la valeur du nombre restreint de ses troupes, pour arrêter l'impétuosité de cette invasion; mais la prépondérance des forces ennemies est tellement hors de proportion, qu'il est impossible à la défense de tenir bien longtemps.

Après l'occupation de Pesaro, les Piémontais ont fait prisonniers le déléгат pontifical, qui même a eu à souffrir des outrages, et le commandant qui avait soutenu l'attaque. D'un autre côté, un corps nombreux a attaqué Pérouse, qui, après avoir repoussé un assaut vigoureux, a été contrainte de se rendre, et le général commandant a été fait prisonnier avec le reste de la garnison. Ce corps a dirigé de là sa marche vers Fuligno et est arrivé jusqu'à Spolète. Orvieto a été envahie par des volontaires qui agissent pour le compte du Piémont et qui menacent d'attaquer Viterbe. C'est ainsi que le Saint-Père se voit ravir peu à peu par la force tous ses domaines, qui sont le patrimoine de l'Église et des catholiques, bien que cependant Sa Majesté l'Empereur des Français ait déclaré au Piémont qu'il s'opposerait comme adversaire à la récente invasion, qu'il romprait avec ce gouvernement toute relation, si celui-ci ne lui donnait l'assurance que l'intimation faite au gouvernement du Saint-Siège n'aurait pas de suites, et que l'armée sarde n'attaquerait pas les troupes pontificales.

Dans cet état de choses, le soussigné cardinal réclame et proteste, au nom de Sa Sainteté, contre des actes aussi destructifs de tout droit humain et sacré, et comme lésant l'indépendance du chef suprême de l'Église et l'intégrité du domaine temporel, dont il a été investi par une disposition de la Providence, pour le bien de la religion et de l'Église, et qu'il a possédé légitimement depuis tant de siècles.

Il prie donc Votre Seigneurie de porter à la connaissance de son auguste souverain cette réclamation et protestation. Les principes de justice, d'ordre et de moralité, qu'il importe à tous les princes de soutenir et de défendre pour la solidité de leur trône, donnent la confiance certaine qu'ils mettront une digue à cet esprit d'usurpation, qui, foulant aux pieds toutes les lois, répand le désordre au moyen de troupes armées, dans les autres États, pour consommer des spoliations

au détriment de la souveraineté légitime. Ce qui donne d'ailleurs au Saint-Père une confiance non moins grande, c'est la pensée qu'on exaucera les cris de tant de millions de catholiques répandus dans tous les royaumes, et qui demandent avec instance la cessation des angoisses et des calamités dans lesquelles on a jeté leur père commun.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Votre Seigneirie l'assurance de sa haute considération, etc.

Cardinal G. ANTONELLI.

**Allocution de Sa Sainteté Pie IX, le 28 septembre 1860,
en consistoire secret.**

Vénérables frères, nous sommes contraint de venir encore aujourd'hui détester et déplorer, dans la plus amère douleur de notre âme, les excès nouveaux et inouïs commis contre nous, contre ce siège apostolique et contre l'Église catholique par le gouvernement subalpin. Ce gouvernement, vous le savez, vénérables frères, abusant de la victoire qu'il a remportée avec l'aide et le secours d'une grande et belliqueuse nation durant une guerre funeste ; étendant sa domination en Italie au mépris de tous les droits divins et humains ; excitant les peuples à la rébellion, chassant avec une souveraine injustice les princes légitimes de leurs propres domaines, a envahi et usurpé par une sacrilège audace quelques-unes des provinces de l'Émilie placées sous notre obéissance. Pendant que l'univers catholique, répondant à nos plus justes et plus graves plaintes, ne cesse de se récrier hautement contre cette usurpation impie, ce même gouvernement a résolu de s'emparer des autres provinces du Saint-Siège situées dans le Picenum, l'Ombrie et le patrimoine de saint Pierre. Mais voyant que les populations de ces provinces jouissaient de la plus complète tranquillité et profondément attachées à nous, ne pouvaient être ni soustraites ni arrachées à notre légitime autorité et à celle du Saint-Siège, soit par l'argent répandu à profusion, soit par les plus malhonnêtes intrigues, il s'est décidé à envoyer dans ces mêmes provinces d'abord des bandes d'hommes perdus pour y exciter des troubles et des séditions, puis enfin sa puissante armée pour les réduire par l'invasion violente et les soumettre par la force.

Vous connaissez parfaitement, vénérables frères, les lettres impudentes que le gouvernement subalpin, pour couvrir son brigandage,

a adressées à notre cardinal secrétaire d'État, lettres dans lesquelles il n'a pas eu honte d'annoncer qu'il avait donné ordre à ses troupes d'occuper nos provinces susénoncées, si l'on ne congédiait pas les étrangers admis dans la petite armée qui avait été réunie pour maintenir la sécurité de notre État pontifical et des peuples de cet État. Nous n'ignorons pas non plus que ces provinces furent occupées par les troupes subalpines presque en même temps que les lettres étaient reçues.

Certes, nul ne peut se soustraire à une suprême émotion et à une indignation extrême en se rappelant les accusations mensongères, les calomnies et les injures de toute sorte que ce gouvernement, à l'appui de son impie et criminelle agression, n'a pas honte d'invoquer contre le pouvoir temporel de l'Église et contre notre gouvernement. Qui donc ne s'étonnerait pas de nous entendre reprocher d'avoir admis des étrangers dans notre armée, quand tout le monde sait que le droit d'enrôler de pareils auxiliaires n'a jamais pu être refusé à un gouvernement légitime ? Ce droit appartient même, par une sorte de préférence, à notre gouvernement et à celui du Saint-Siège, parce que le pontife romain, père commun de tous les catholiques, ne peut pas ne point accueillir avec faveur tous les catholiques qui, animés du zèle de la religion, veulent servir dans les troupes pontificales et concourir à la défense de l'Église.

Nous estimons même qu'il faut remarquer ici que ce concours des catholiques étrangers a été surtout excité par la perversité de ceux qui ont attaqué la puissance temporelle de ce Saint-Siège. Personne n'ignore, en effet, de quelle indignation et de quel deuil l'univers catholique entier a été saisi quand il a appris cette impie, cette odieuse agression dirigée contre les domaines de ce Siège apostolique. Il en est résulté qu'un grand nombre de fidèles de toutes les contrées de la chrétienté ont volé spontanément et avec un élan admirable vers notre État pontifical et se sont offerts à entrer dans notre milice, pour défendre bravement nos droits, ceux de l'Église et de ce Saint-Siège. C'est donc avec une malignité singulière que le gouvernement subalpin ne craint pas d'infliger calomnieusement la flétrissure du nom de mercenaires à nos soldats, dont la plupart, soit parmi les étrangers, soit parmi les indigènes, sont nés de race illustre ou appartiennent à de nobles familles, et, mus uniquement par l'amour de notre sainte religion, ont voulu s'engager à notre service sans aucun émolument.

Nous n'avons pas ensuite à nous arrêter à repousser l'accusation de barbarie si indignement dirigée contre nos troupes, puisque leurs détracteurs ne peuvent en apporter aucune preuve, et ce serait bien plutôt contre eux que pourrait se retourner semblable reproche,

ainsi que le prouvent trop manifestement les sauvages proclamations publiées par les généraux de l'armée subalpine.

Mais il faut remarquer ici, vénérables frères, que notre gouvernement ne pouvait, en aucune manière, soupçonner cette coupable invasion, puisqu'il lui avait été assuré que les troupes subalpines s'étaient approchées de notre territoire non dans l'intention de l'envahir, mais bien au contraire dans l'intention d'en interdire l'accès aux bandes des perturbateurs. Aussi, le général en chef de nos troupes ne pouvait-il même pas penser qu'il aurait à combattre contre l'armée subalpine. Mais aussitôt que les choses ayant été subitement et contre toute attente si criminellement changées, qu'il eût connu l'irruption hostile commise par cette armée, qui était si supérieure par le nombre, il prit la sage résolution de se renfermer dans Ancône comme dans une place parfaitement fortifiée, afin de ne pas exposer nos soldats à une mort trop certaine. Intercepté sur le chemin par les masses de l'ennemi, il dut en venir aux mains pour s'ouvrir un passage de vive force.

Tout en accordant un tribut de louanges assurément bien méritées à ce commandant en chef de nos troupes, à ses officiers et aux soldats qui, assaillis par une irruption inattendue, ont si courageusement combattu, et à forces inégales, pour la cause de Dieu, de l'Église et de ce Siège apostolique, nous pouvons à peine contenir nos larmes en pensant combien dans cette injuste et cruelle invasion, sont tombés de braves soldats et surtout de jeunes gens d'élite qui étaient accourus, avec un zèle si pieux et si noble, au secours de la souveraineté temporelle de l'Église romaine.

Ce qui nous émeut par-dessus tout, c'est le deuil qui rejaillit sur leurs familles ; plutôt à Dieu que nous pussions effacer leurs larmes par nos paroles ! Nous avons la confiance que ce ne sera pas pour ces familles une faible consolation et un médiocre soulagement que la mention très-honorable que nous accordons en ce moment à leurs enfants expirés à cause de l'exemple magnifique de piété, de fidélité et d'amour qu'ils ont donné au monde envers nous et envers ce Saint-Siège, à la gloire immortelle de leur nom. Et aussi nous élevons-nous à cette ferme espérance que tous ceux qui ont subi pour la cause de l'Église cette mort si glorieuse ont obtenu la paix et la béatitude éternelles que nous avons sollicitées et que nous ne manquerons jamais de solliciter pour eux du Dieu très-bon et très-grand. Nous adressons également à ce propos nos louanges méritées à nos chers fils les gouverneurs des provinces d'Urbino, de Pesaro et de Spolète, lesquels, dans ces terribles vicissitudes, se sont acquittés de leurs charges avec une continuelle sollicitude et avec une courageuse constance.

Mais maintenant, vénérables frères, qui pourrait tolérer l'insigne

impudence et hypocrisie avec lesquelles les indignes agresseurs osent, dans leurs proclamations, affirmer qu'ils entrent dans nos provinces pour y rétablir les principes d'ordre moral ? Et cette affirmation téméraire, elle est tenue par ceux qui, déclarant une guerre implacable à l'Église catholique, à ses ministres et à ses biens, méprisant absolument les lois et les censures ecclésiastiques, n'ont pas hésité à jeter dans les fers soit d'éminents cardinaux de la sainte Église romaine, soit des évêques, soit les hommes les plus honorables de l'un et l'autre clergé, chasser les communautés religieuses de leurs propres monastères, spolier l'Église de ses biens et dévaster le patrimoine du Saint-Siège. Les principes de l'ordre moral seraient donc rétablis par ceux qui établissaient des écoles publiques de toute fausse doctrine et des maisons de perdition ; qui s'efforcent, par des écrits abominables et des spectacles infâmes, d'offenser et de détruire la pudeur, l'honnêteté et la vertu ; de tourner en dérision les mystères sacrés de notre religion, les sacrements, les préceptes et les lois, ses ministres, ses rites et ses cérémonies ; d'anéantir toute notion de justice, d'ébranler et de ruiner les fondements de la religion et de la société !

C'est pourquoi, dans cette injuste agression, dans cette horrible invasion de notre puissance temporelle, accomplie par le roi de Sardaigne et son gouvernement contre toutes les lois de la justice et du droit des gens, nous souvenant du droit de notre charge, nous élevons de nouveau énergiquement la voix au milieu de votre illustre assemblée et en face de l'univers catholique ; nous réprouvons et condamnons les criminels et sacrilèges excès de ce roi et de ce gouvernement ; nous déclarons tous leurs actes nuls et de nul effet, et nous réclamons de la façon la plus pressante l'intégrité de ce principat temporel qui appartient à l'Église romaine, ainsi que les droits qui sont les siens et ceux de tous les catholiques, et nous ne cesserons jamais d'en réclamer la restitution.

Ici, nous ne pouvons vous dissimuler, vénérables frères, que nous sommes pressés de la plus vive amertume, en voyant que dans une aussi scélérate et à jamais exécrationnelle spoliation, nous sommes privé encore des secours extérieurs, par suite de diverses difficultés qui se sont élevées. Certes, elles sont assez connues de vous, les déclarations itératives qui nous ont été faites par l'un des plus puissants princes de l'Europe. Cependant, tandis que nous attendons encore l'effet de ces déclarations, nous ne pouvons pas ne pas être cruellement désolé et troublé en voyant que les auteurs et fauteurs de cette épouvantable usurpation persistent et avancent avec audace et insolence dans leur détestable dessein, comme s'ils étaient assurés que personne ne s'y opposera efficacement.

Leur perversité est arrivée à tel point que, les troupes ennemies de

l'armée subalpine ayant été envoyées presque au pied des murs de notre capitale bien-aimée, toute communication est arrêtée, les affaires publiques et privées sont en suspens, les chemins sont interceptés, et, ce qui est le plus grave, le Souverain Pontife en est réduit à la plus douloureuse gêne pour les affaires de l'Église et ne saurait y pourvoir, puisque la principale route de communication avec les diverses parties du monde est fermée. Aussi, vénérables frères, dans des angoisses si amères, dans une telle extrémité, vous comprenez que nous sommes amené à la douloureuse nécessité de songer même malgré nous à prendre les résolutions opportunes pour sauver notre dignité.

En attendant, nous ne saurions nous abstenir de déplorer particulièrement le funeste et pernicieux principe qu'on a appelé le principe de *non-intervention*, proclamé par certains gouvernements il y a déjà quelque temps, toléré par les autres et mis en pratique même lorsqu'il s'agit de l'odieuse agression d'un État contre un autre; d'où il suivrait qu'une sorte d'impunité et de licence est assurée, au mépris de toutes les lois divines et humaines, à l'invasion et à la spoliation des droits, des propriétés et des domaines d'autrui : ce que du reste nous voyons arriver dans ces temps lamentables. Et ce qu'il y a de vraiment merveilleux, c'est qu'il est permis impunément au seul gouvernement subalpin de fouler aux pieds et de violer ce prétendu principe, puisque nous le voyons, sous le regard de l'Europe entière, lancer ses troupes sur les domaines des autres États, en détrôner et en chasser les princes légitimes, d'où suit cette pernicieuse absurdité que l'intervention étrangère n'est admise que pour susciter et favoriser la rébellion !

C'est donc pour nous une occasion opportune d'exhorter tous les princes de l'Europe à réfléchir, dans la gravité de leurs conseils et dans les méditations de leur sagesse, combien de maux et de périls sont accumulés dans les événements détestables que nous déplorons. Il s'agit, en effet, d'une violation barbare, accomplie contre le droit universel des nations; et si elle n'est pas complètement réprimée, il n'y a plus de sécurité et d'assurance désormais pour aucun droit légitime. Il s'agit du principe de rébellion dont le gouvernement subalpin subit honteusement le joug, et qui fait aisément comprendre quels dangers menacent les gouvernements et retombent sur la société civile entière, puisque par là s'ouvre la brèche devant le fatal *communisme*. Il s'agit de la violation des conventions solennelles qui garantissent l'intégrité et l'indépendance de l'État pontifical comme de tous les autres États européens. Il s'agit de la spoliation violente de ce pouvoir, qui, par un dessein spécial de la divine Providence, a été donné au Pontife romain pour lui assurer dans l'Église universelle la pleine

liberté de l'exercice de son ministère apostolique. Cette liberté doit être de la part de tous les princes l'objet de la sollicitude la plus vive, afin que le Pontife lui-même ne soit soumis à l'influence d'aucun pouvoir étranger, et qu'ainsi les catholiques qui habitent les domaines de ces différents princes soient en complète sécurité.

Aussi les grands princes devraient-ils avoir cette conviction que notre cause est intimement unie à la leur, et que venant à notre secours ils pourvoient à la sauvegarde de leurs droits communs comme des nôtres. C'est pourquoi nous les exhorterons avec la plus vive confiance à nous accorder leur assistance, chacun selon son pouvoir, et nous ne doutons pas que particulièrement les princes et les peuples catholiques ne mettent en œuvre tous leurs soins pour aider, selon leur commun devoir, le père et le pasteur de tout le troupeau du Seigneur, et qu'ils ne se hâtent de le défendre et de le protéger contre l'assaut que lui livrent les armes parricides d'un fils dégénéré.

Et comme vous savez, vénérables frères, que nous devons mettre toute notre espérance en Dieu, qui est notre refuge et notre secours dans nos tribulations, qui frappe et guérit, qui blesse et qui sauve, qui mortifie et qui vivifie, qui conduit aux enfers et en ramène; ne cessons pas, en toute foi et humilité de cœur, de répandre les plus assidues et les plus ferventes prières de notre cœur devant lui, en implorant surtout le très-efficace patronage de la très-sainte et immaculée Vierge, mère de Dieu, et l'intercession des bienheureux Pierre et Paul, afin que, déployant la puissance de son bras, il brise l'orgueil de ses ennemis, triomphe de ceux qui nous attaquent, humilie et détruise tous les ennemis de sa sainte Église, et que, par la vertu toute-puissante de sa grâce, il conduise au repentir le cœur de tous les prévaricateurs, pour que la sainte Église notre mère puisse se réjouir promptement de leur conversion si vivement désirée.

Lettre de Son Éminence le cardinal Antonelli à Son Éminence le cardinal Wiseman, pour recommander de recevoir le denier de saint Pierre dans tous les diocèses de l'Angleterre, afin de pourvoir aux ressources du trésor pontifical à Rome.

Rome, 6 octobre 1860.

Monseigneur le cardinal, les ressources du trésor public, qu'avaient déjà diminuées les progrès de la révolution, sont devenues maintenant

insuffisantes à mesure que l'armée de la révolte s'est approchée des murs même de Rome, de telle sorte que le Saint-Père se voit privé de tout moyen de faire face aux pressants besoins de son armée, de ses fidèles sujets, ainsi que de tous ceux qui ont renoncé à leurs fonctions publiques et se sont exilés afin de trouver à Rome un refuge contre les artifices et les séductions qui tendraient à leur faire violer le serment de fidélité qu'ils ont prêté à leur souverain légitime.

Dans cette situation, Notre Très-Saint-Père, qui ne voudrait jamais accepter aucune offre d'argent que pourrait lui faire un gouvernement quelconque, à telles ou telles conditions, verrait cependant avec plaisir les fidèles du monde catholique lui venir en aide avec leur denier.

Après avoir fait connaître ce désir du Saint-Père, je crois inutile d'en dire davantage. Le concours de l'épiscopat aidera puissamment à la prompte réalisation de ce vœu ; je vous prie, en conséquence, de vouloir bien écrire là-dessus à vos collègues de l'épiscopat en Angleterre pour les inviter à prendre les moyens les plus convenables, afin que les fidèles confiés à leurs soins concourent à venir en aide à leur père commun, au milieu des poignantes douleurs que lui causent la perversité de ses ennemis et de ceux même qui se disent hautement être ses dévoués enfants.

Je profite de cette occasion pour vous offrir, en baisant les mains de Votre Éminence, l'assurance de mon profond respect.

Je suis, de Votre Éminence, le très-obéissant et dévoué serviteur.

G.-C. ANTONELLI.

**Protestation de Son Éminence le cardinal Antonelli contre
l'invasion des États romains.**

Au Vatican, le 4 novembre 1860.

Il y a quelque temps, le gouvernement du Saint-Siège s'est plaint, et il a protesté contre la violente invasion que, dans plusieurs autres provinces des États pontificaux, a faite, après celle déjà opérée dans les Romagnes, un gouvernement voisin.

Ce gouvernement, dominé par l'extravagante ambition d'étendre à toute l'Italie sa domination, en dépouillant les autres souverains légitimes, a entrepris et il poursuit encore la réalisation de son projet coupable, méconnaissant et foulant aux pieds toute loi, tout droit,

comme fait celui qui ne veut souffrir aucune entrave à son génie usurpateur effréné.

Après s'être emparé de ces provinces, à savoir, des Marches, de l'Ombrie et d'une partie des pays du patrimoine par le moyen de la plus hostile violence et d'une guerre abaissée au caractère d'une monstrueuse piraterie, le gouvernement piémontais met actuellement le comble à la violation de la souveraineté pontificale par l'outrageux abus déjà exercé sur les territoires précédemment usurpés; par le moyen de l'exploration du prétendu suffrage universel, il a la prétention de créer ainsi comme un élément valable pour légitimer l'agrandissement de son pouvoir, au détriment du droit d'autrui.

On se dispense ici d'exposer les perfides et ignobles artifices auxquels a l'habitude de recourir et par lesquels se règle ce prétendu appel au vote populaire, de telle sorte que l'on devrait très-justement qualifier de produit d'une véritable pression celui que l'on ose présenter comme étant le résultat de la libre manifestation de la volonté des populations.

Ce fait est notoire, et, du reste, il ne s'agit pas aujourd'hui de formuler des observations et des plaintes sur le mode de votation abusive; ce qu'il importe, c'est de censurer et de réprouver hautement un tel abus et un tel désordre, par lequel on chercherait à introduire un principe éminemment révolutionnaire et destructif des légitimes souverains.

Quelles que soient à cet égard les idées d'un gouvernement qui, étroitement allié avec la révolution, lui fait jouer le rôle de promoteur et de *condottiere*, le principe que l'on prétendrait établir est pleinement reprouvé par les lois immuables de la justice, les maximes générales du droit des gens, les bases fondamentales de l'ordre social et civil et le sentiment des nations bien ordonnées.

Et, de fait, un si étrange principe étant posé, quelle souveraineté, même forte de son bon droit et de sa longue existence, pourrait jamais se voir à l'abri du péril d'être arbitrairement, d'un moment à l'autre, ébranlée et détruite? A quelles funestes incertitudes ne demeurerait pas constamment exposés les gouvernements et avec eux la société tout entière, sous l'influence d'un principe si fécond naturellement en agitations, perturbations et désordres, de nature à entraîner après eux le bouleversement général?

C'est par suite de ces très-graves considérations que le gouvernement pontifical se trouve dans le cas de protester contre l'abus que le gouvernement usurpateur a commis et qu'il continue à commettre par l'appel présumé du vote des populations pour décider du sort de leur souverain, abus équivalant à l'introduction d'un principe qui méconnaît tout, qui vilipende et foule aux pieds les raisons et les

prérogatives des souverainetés légitimement constituées, défigure et renverse le droit qui, fondé sur les traités solennels et sur les conventions internationales, règle le gouvernement des États, tend à bouleverser les maximes invariables et éternelles de la justice, peut établir le droit monstrueux de l'usurpation, et introduit dans la société un germe de fatales inquiétudes et de troubles.

Les sentiments de haute réprobation exprimés par les autres gouvernements au sujet de la politique prévaricante du gouvernement piémontais et de l'inqualifiable attitude usurpatrice qu'il continue à tenir dans les autres États de l'Italie, comme dans ceux du Saint-Siège, ne permettent pas de douter que tous ne soient en pleine conformité d'opinion avec la protestation que publie aujourd'hui le gouvernement pontifical pour la protection et la défense de la souveraineté temporelle du Pontife romain, contre l'attitude outrageante avec laquelle l'usurpateur continue à consommer pleinement l'horrible et audacieuse invasion dans les provinces susindiquées, comme il l'a déjà fait dans les États de l'Église qu'il s'est antérieurement appropriés.

Le gouvernement pontifical a donc toute raison d'avoir confiance que les gouvernements susdits seconderont de leur appui efficace les justes remontrances du gouvernement de Sa Sainteté, et en même temps le bon droit qu'il se reconnaît de rendre responsable le souverain et le gouvernement de Sardaigne de tous les maux et de tous les dommages résultant de l'invasion hostile qu'il a faite et qu'il maintient dans les domaines du Saint-Siège, et d'en réclamer la complète restitution des envahisseurs, et d'attendre cette restitution.

« Et dans cette persuasion, et avec la confiance susénoncée, le cardinal secrétaire d'État de Sa Sainteté invite Votre Excellence à faire connaître la présente note à son gouvernement, et saisit l'occasion de..., etc.

Signé : cardinal G. ANTONELLI.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Message du Gouverneur de la Caroline du Sud.

5 novembre 1860.

Messieurs du sénat et de la chambre des représentants,

D'après l'acte du congrès de 1846, les électeurs du président et du vice-président doivent être désignés le mardi qui suit le premier lundi du mois de novembre. Bien que la session annuelle de la législature de la Caroline du Sud ne commence constitutionnellement que le quatrième lundi de novembre, j'ai regardé comme étant de mon devoir de vous convoquer extraordinairement, pour que vous nommiez demain le nombre d'électeurs du président et du vice-président auxquels cet État a droit.

Si nous étions dans des circonstances ordinaires, votre devoir serait accompli par le choix de ces électeurs, mais devant la grande probabilité de voir élire à la présidence le candidat d'un parti engagé à soutenir des mesures qui, si elles réussissent, détruiront inévitablement notre égalité dans l'union, et finiront par réduire les États du Sud à être de simples provinces despotiquement gouvernées par une majorité hostile à nos institutions, et résolue à nous ruiner fatalement, je viens proposer que la législature reste en permanence et qu'elle prenne des mesures propres à préparer l'État à tous les événements qui pourront surgir.

Dans le but d'obtenir l'expression de la nation sur une question entraînant des conséquences si importantes, je recommande instamment que, dans le cas de l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence, une convention du peuple de cet État soit immédiatement appelée à examiner et à décider quels sont les meilleurs moyens d'obtenir réparation. Mon avis sur ce que devra faire la convention importe peu, mais croyant que le temps est arrivé où chacun doit faire connaître sa manière de voir d'une façon non équivoque, je suis forcé de dire qu'à mon avis, la seule voie qui reste ouverte, c'est la séparation de la Caroline du Sud de l'Union fédérale. Les indications qui nous parviennent de plusieurs États du Sud, nous conduisent à la conclusion que le parti pris par la Caroline du Sud, le sera immédiatement sinon simultanément par eux aussi, puis définitivement par tout le midi. La

coopération des États ayant des institutions semblables aux nôtres depuis si longtemps désirée et impatiemment attendue par tant de nos concitoyens, semble être proche et, si nous sommes fidèles à nous-mêmes, elle se réalisera. Cet État a déclaré, avec beaucoup d'unanimité, qu'il a le droit de se séparer paisiblement, et qu'il n'y a pas de pouvoir sur la terre qui puisse à juste titre l'en empêcher.

Si, par l'exercice d'un pouvoir arbitraire et oublieux des leçons de l'histoire, le gouvernement des États-Unis voulait user de la force, il sera de notre devoir solennel de repousser la force par la force, et quelle que soit la décision de la convention à l'égard de la souveraineté de l'État pendant le reste de mon administration, cette souveraineté qui ne relève d'aucun tribunal terrestre, sera maintenue à la lettre sans égard aux dangers qui peuvent en résulter. Je vous recommande aussi la réorganisation complète de la milice, de manière à mettre toute la force militaire de l'État à même d'être employée dans le plus court délai et le plus utilement possible. Tous les hommes de dix-huit à quarante-cinq ans doivent être armés des meilleures armes de guerre nouvelles, et toutes les ressources disponibles de l'État doivent être employées à cet usage.

Outre les préparatifs généraux, je recommande que l'on agrée les services de dix mille volontaires, lesquels seront organisés et instruits par des officiers choisis par eux pour être prêts à marcher au premier appel. Avec ces préparatifs de défense, les souvenirs sacrés des exploits passés, notre amour de la liberté et notre haine de la tyrannie, avec la conviction enfin que nous luttons pour le salut de nos demeures et de nos foyers, nous pourrons, en toute confiance, en appeler au dispensateur de tous les événements humains, et remettre sans crainte notre cause à sa sainte garde.

W. H. GIST.

Nota.— Le Message du 3 décembre 1860 est renvoyé à la prochaine livraison.

FRANCE.

Lettre de Sa Majesté l'Empereur à M. le comte de Persigny.

Saint-Cloud, 29 juillet.

Mon cher Persigny,

Les choses me semblent si embrouillées, grâce à la défiance semée partout depuis la guerre d'Italie, que je vous écris dans l'espoir qu'une conversation à cœur ouvert avec lord Palmerston remédiera au mal actuel.

Lord Palmerston me connaît, et quand j'affirme une chose, il me croira. Eh bien ! vous pouvez lui dire de ma part, de la manière la plus formelle, que depuis la paix de Villafranca je n'ai eu qu'une pensée, qu'un but, c'était d'inaugurer une nouvelle ère de paix et de vivre en bonne intelligence avec tous mes voisins, et principalement avec l'Angleterre.

J'avais renoncé à la Savoie et à Nice : l'accroissement extraordinaire du Piémont me fit seul revenir sur le désir de voir réunies à la France des provinces essentiellement françaises.

Mais, objectera-t-on, vous voulez la paix et vous augmentez démesurément les forces militaires de la France. Je nie le fait de tous points. Mon armée et ma flotte n'ont rien de menaçant pour personne. Ma marine à vapeur est loin de pourvoir même à nos besoins, et le chiffre des navires à vapeur n'égale pas, à beaucoup près, le nombre des bâtiments à voiles jugés nécessaires au temps du roi Louis-Philippe.

J'ai 400 000 hommes sous les armes, mais ôtez de ce nombre 60 000 hommes en Algérie, 6000 à Rome, 8000 en Chine, 20 000 gendarmes, les malades, les conscrits, et vous avouerez, ce qui est vrai, que mes régiments ont un effectif plus réduit que sous le règne précédent. Le seul accroissement de cadres a été la création de la garde impériale.

D'ailleurs, tout en voulant la paix, je désire aussi organiser les forces du pays sur le meilleur pied possible ; car si, des dernières guerres, les étrangers n'ont vu que le côté brillant, moi j'ai vu de près les côtés défectueux et je veux y remédier. Cela dit, je n'ai, depuis Villafranca, rien fait ni même rien pensé qui pût alarmer personne.

Quand Lavallette est parti pour Constantinople, les instructions que je lui ai données se bornaient à ceci : « Faites tous vos efforts pour maintenir le *statu quo* ; l'intérêt de la France est que la Turquie vive le plus longtemps possible. »

Maintenant arrivent les massacres de Syrie, et l'on écrit que je suis bien aise de trouver une nouvelle occasion de faire une petite guerre ou de jouer un nouveau rôle. En vérité, on me prête bien peu de sens commun. Si j'ai immédiatement proposé une expédition, c'est que je sens comme le peuple qui m'a mis à sa tête, et que les nouvelles de Syrie m'ont transporté d'indignation. Ma première pensée n'en a pas moins été de m'entendre avec l'Angleterre.

Quel intérêt autre que celui de l'humanité m'engagerait à envoyer des troupes dans cette contrée ? Est-ce que par hasard la possession de ce pays accroîtrait mes forces ? Puis-je me dissimuler que l'Algérie, malgré ses avantages dans l'avenir, est une cause d'affaiblissement pour la France qui, depuis trente ans, lui donne le plus pur de son sang et de son or ?

Je l'ai dit, en 1852, à Bordeaux, et mon opinion est aujourd'hui la même, j'ai de grandes conquêtes à faire, mais en France. Son organisation intérieure, son développement moral, l'accroissement de ses ressources, ont encore d'immenses progrès à faire. Il y a là un assez vaste champ ouvert à mon ambition, et il suffit pour la satisfaire.

Il m'a été difficile de m'entendre avec l'Angleterre au sujet de l'Italie du centre, parce que j'étais engagé par la paix de Villafranca ; quant à l'Italie du sud, je suis libre d'engagement et je ne demande pas mieux que de me concerter avec l'Angleterre sur ce point comme sur les autres ; mais, au nom du ciel, que les hommes éminents placés à la tête du gouvernement anglais laissent de côté des jalousies mesquines et des défiances injustes : entendons-nous loyalement, comme d'honnêtes gens que nous sommes, et non comme des larrons qui veulent se duper réciproquement.

En résumé, voici le fond de ma pensée : Je désire que l'Italie se pacifie, n'importe comment, mais sans intervention étrangère, et que mes troupes puissent quitter Rome sans compromettre la sécurité du pape.

Je souhaiterais beaucoup ne pas être obligé de faire l'expédition de Syrie, et dans tous les cas de ne pas la faire seul, d'abord parce que ce sera une grosse dépense, ensuite parce que je crains que cette intervention n'engage la question d'Orient ; mais, d'un autre côté, je ne vois pas comment résister à l'opinion publique de mon pays qui ne comprendra jamais qu'on laisse impunis non-seulement le meurtre des chrétiens, mais l'incendie de nos consulats, le déchirement de notre drapeau, le pillage des monastères qui étaient sous notre protection.

Je vous ai dit toute ma pensée sans rien déguiser et sans rien omettre. Faites de ma lettre l'usage que vous jugerez convenable. Croyez à ma sincère amitié.

Signé : NAPOLEON.

**Discours de M. le comte de Persigny, ambassadeur de France
à Londres, au banquet du lord maire, le 9 novembre 1860.**

Milord-maire et Messieurs, je suis certain que les vœux qui viennent d'être exprimés pour la continuation de la paix seront accueillis avec une vive satisfaction par le Corps diplomatique de Londres. J'en vois la preuve dans cet esprit de sagesse et de modération qui se remarque si heureusement dans la conduite des gouvernements européens, et surtout dans les sacrifices que d'une manière ou d'une autre toutes les grandes puissances font à la paix générale. Quant aux paroles amicales que le lord-maire a adressées à la France et à son auguste Souverain, je l'en remercie profondément. Ce n'est pas la première fois qu'au milieu des préoccupations de l'esprit public, la cité de Londres a exprimé des sentiments de confiance et de sécurité. La raison en est simple : avec cet esprit pratique des affaires qui a élevé cette grande cité à un si haut point de richesse et de puissance, elle a vu la première ce que bien des hommes politiques ne semblent pas encore comprendre suffisamment ; c'est qu'au lieu de rivalités d'intérêt que nous rencontrions jadis sur tous les points du monde, il est arrivé, par le développement de notre vie industrielle et commerciale, que non-seulement un grand nombre d'intérêts nous sont communs, mais que nous n'avons plus nulle part aucun intérêt hostile.

Pourquoi donc ces inquiétudes, ces soupçons, ces défiances, qui, à chaque incident de la politique, se produisent des deux côtés de la Manche ? C'est que ce n'est pas en un jour que nous pouvons effacer la trace de tant de siècles de rivalités et de luttes ; c'est que, malgré nous et à notre insu, nous ne sommes toujours que trop disposés les uns et les autres à regarder les choses du présent avec les verres grossissants et trompeurs des souvenirs du passé. Mais, grâce à Dieu, la raison, le bon sens, l'intérêt des deux peuples tendent chaque jour à dissiper ces mirages décevants, car chaque jour les esprits sont plus clairement, plus nettement frappés de cette considération capitale, qu'ayant tout à perdre et rien à gagner à de nouvelles luttes, les deux peuples peuvent se faire autant de bien par la paix qu'ils pourraient

se faire de mal par la guerre. Voilà, Messieurs, la vérité vraie ; voilà ce que nous comprenons en France aussi bien que vous pouvez le comprendre en Angleterre ; voilà, enfin, la signification de cette grande révolution économique que l'Empereur vient d'accomplir en France par le traité de commerce, et dont la portée énorme, à mesure qu'elle vous sera plus connue et mieux comprise en Angleterre, confondra les accusations dont nous avons été l'objet, et cimentera davantage la paix entre les deux nations.

Décret de Sa Majesté l'Empereur Napoléon III.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français ,

A tous présents et à venir, salut.

Voulant donner aux grand corps de l'État une participation plus directe à la politique générale de notre gouvernement et un témoignage éclatant de notre confiance ,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le Sénat et le Corps législatif voteront tous les ans , à l'ouverture de la session , une adresse en réponse à notre discours.

Art. 2. L'adresse sera discutée en présence des commissaires du gouvernement , qui donneront aux Chambres toutes les explications nécessaires sur la politique intérieure et extérieure de l'Empire.

Art. 3. Afin de faciliter au Corps législatif l'expression de son opinion dans la confection des lois et l'exercice du droit d'amendement , l'article 54 de notre décret du 22 mars 1852 est remis en vigueur , et le règlement du Corps législatif est modifié de la manière suivante :

« Immédiatement après la distribution des projets de loi et au jour fixé par le président , le Corps législatif , avant de nommer sa commission , se réunit en comité secret ; une discussion sommaire est ouverte sur le projet de loi , et les commissaires du gouvernement y prennent part.

La présente disposition n'est applicable ni aux projets de loi d'intérêt local ni dans le cas d'urgence.

Art. 4. Dans le but de rendre plus prompt et plus complète la reproduction des débats du Sénat et du Corps législatif , le projet de sénatus-consulte suivant sera présenté au Sénat :

Les comptes rendus des séances du Sénat et du Corps législatif , rédigés par des secrétaires-rédacteurs placés sous l'autorité du Pré-

sident de chaque assemblée, sont adressés chaque soir à tous les journaux. En outre, les débats de chaque séance sont reproduits par la sténographie et insérés *in extenso* dans le journal officiel du lendemain.

Art. 5. Pendant la durée des sessions, l'Empereur désignera des ministres sans portefeuille pour défendre devant les Chambres, de concert avec le président et les membres du conseil d'État, les projets de loi du gouvernement.

Art. 6. Le ministère de notre Maison est supprimé; ses attributions sont réunies à celles du grand maréchal du palais.

Art. 7. Le ministère de l'Algérie et des colonies est supprimé. Les colonies sont réunies au ministère de la marine.

Art. 8. Sont distraits du ministère de l'instruction publique, pour être placés dans les attributions du ministère d'État, les services qui ne touchent pas directement à l'enseignement public ou aux établissements spéciaux de l'Université.

Art. 9. Le service des haras est distrait du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour être placé dans les attributions du ministère d'État.

Art. 10. M. le comte de Chasseloup-Laubat, ancien ministre de l'Algérie et des colonies, est nommé ministre de la marine et des colonies, en remplacement de M. l'amiral Hamelin, appelé à d'autres fonctions.

Art. 11. M. l'amiral Hamelin est nommé grand chancelier de la Légion d'honneur, en remplacement de M. le général Pélissier, duc de Malakoff, appelé à d'autres fonctions.

Art. 12. M. le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, est nommé gouverneur général de l'Algérie.

Art. 13. Les ministres sans portefeuille ont le rang et le traitement des ministres en fonctions; ils font partie du conseil des ministres et sont logés aux frais de l'État.

Art. 14. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 novembre 1860.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,

NAPOLÉON.

A. WALEWSKI.

GRANDE-BRETAGNE.

**Dépêche de lord John Russell, ministre des affaires étrangères,
à Sir James Hudson, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à Turin.**

Foreign-Office, 31 août.

Sir, quoique la note du comte Cavour en réponse à celle que vous avez eu l'ordre de lui remettre ne contînt pas, relativement à ses intentions, des déclarations aussi précises et aussi exactes que le gouvernement de Sa Majesté l'avait désiré et attendu, cependant celui-ci n'a pas jugé nécessaire de continuer la négociation.

Le gouvernement de Sa Majesté était d'avis que cette note décline, en substance, toute intention d'une agression contre les États de l'empereur d'Autriche ou contre ceux du roi de Naples, et qu'en même temps elle impose au roi de Sardaigne l'engagement de renoncer à la cession d'une partie quelconque du territoire italien, et, naturellement, l'île de Sardaigne est comprise dans cet engagement public.

Je dis engagement public (*public engagement*), puisque le comte de Cavour s'en est référé dans sa note au discours qu'il a prononcé, au nom de son gouvernement, dans la séance du 26 mai à la Chambre des députés.

Toutefois, bien que l'Autriche, la France et l'Angleterre se soient abstenues de toute intervention en Sicile ou à Naples, il existe à Paris aussi bien qu'à Vienne des appréhensions que l'annexion des États romains ou napolitains au royaume de Sardaigne puisse être suivie d'une agression des forces italiennes contre les possessions vénitiennes de l'empereur d'Autriche.

Il est évident qu'une pareille agression par une armée ne pourrait avoir lieu sans le consentement du roi de Sardaigne. Il est évident encore qu'au point de vue du droit, le roi de Sardaigne ne serait pas excusable de violer le traité de Zurich tout récemment signé et approuvé par lui. Le roi de Sardaigne était libre de ne pas accepter les préliminaires de Villafranca et la convention de Zurich; mais après avoir renoncé à la continuation de la guerre et avoir donné sa parole royale de vivre en paix et en amitié avec l'Autriche, il n'est plus libre maintenant de méconnaître ces obligations et de tenter une agression sans prétexte (*wanton*) contre un souverain voisin.

Il est clair, d'ailleurs, que dans le cas présent les motifs d'intérêt sont d'accord avec les prescriptions du devoir. Une attaque contre l'armée autrichienne, abritée par de redoutables forteresses, n'est pas une entreprise dont on puisse raisonnablement attendre le succès. Mais si une attaque de ce genre échouait, elle offrirait à l'Autriche l'occasion peut-être désirée de restituer la Romagne au pape et la Toscane au grand-duc.

On a des motifs pour croire que ni l'un ni l'autre de ces actes ne serait considéré par la France comme incompatible avec le traité de Zurich ; mais, en tout cas, ils exposeraient aux plus grands hasards l'indépendance de l'Italie et sa pacification future. Le roi de Sardaigne y gagnera, il est vrai, la Lombardie, Parme et Modène ; mais, perdant la Savoie, Nice et la Toscane, il ne sera plus en mesure de tenir tête à l'Autriche, qui combat pour une bonne cause, pour la défense de l'intégrité de son territoire, pour la réhabilitation de son honneur militaire.

La seule chance qui resterait à la Sardaigne dans un semblable conflit serait d'amener de nouveau la France sur le champ de bataille et d'allumer une guerre européenne. Le comte de Cavour aurait tort de se livrer à des illusions aussi dangereuses. Les grandes puissances sont résolues (*are bent*) de maintenir la paix, et la Grande-Bretagne a, dans la mer Adriatique, des intérêts sur lesquels elle veille avec la plus grande sollicitude.

Les ministres du roi de Sardaigne peuvent préserver l'Europe d'un tel danger, en suivant religieusement la politique exposée dans la dépêche du comte Cavour, en date du 30 mai. Le gouvernement de Sa Majesté ne demande rien de plus que le strict accomplissement des promesses que contient cette note. Le gouvernement britannique est disposé à tenir compte des sentiments et des démonstrations auxquels le comte de Cavour fait allusion comme étant de ces violations du droit des gens contre lesquelles le pouvoir répressif des autorités locales est impuissant, bien qu'aux yeux de plusieurs cours européennes, l'indulgence de la Grande-Bretagne paraisse déjà poussée trop loin.

Quoi qu'il en soit des entreprises maritimes opérées souvent pendant la nuit et favorisées par les villages du littoral, il est suffisamment évident qu'aucune armée ne peut, sans l'ordre exprès du roi, attaquer la frontière autrichienne.

Ces considérations nous semblent mériter l'attention sérieuse du gouvernement sarde.

Vous aurez à lire la présente dépêche au comte de Cavour et à lui en laisser copie,

Je suis, etc.

Signé : J. RUSSELL.

Dépêche de lord John Russell à sir James Hudson.

Ministère des affaires étrangères, 27 octobre.

Monsieur,

Il paraît que les derniers actes du roi de Sardaigne ont été formellement désapprouvés par quelques-unes des principales cours de l'Europe.

L'Empereur des Français, en apprenant l'invasion des États du pape par l'armée du général Cialdini, a retiré son ministre de Turin, exprimant en même temps l'opinion du gouvernement impérial en condamnation de l'invasion du territoire romain. L'empereur de Russie a, nous dit-on, déclaré en termes énergiques son indignation de l'entrée de l'armée du roi de Sardaigne sur le territoire napolitain, et a retiré sa mission tout entière de Turin. Le prince régent de Prusse a également pensé qu'il était nécessaire de communiquer à la Sardaigne ses sentiments de mécontentement, quoiqu'il n'ait pas pensé qu'il fût nécessaire de retirer le ministre de Prusse à Turin.

Après ces actes diplomatiques, il ne serait guère juste pour l'Italie, ou respectueux vis-à-vis des autres grandes puissances de l'Europe, si le gouvernement de Sa Majesté réservait plus longtemps l'expression de son opinion.

En se prononçant, toutefois, le gouvernement de Sa Majesté n'a nullement l'intention de soulever une discussion sur les motifs qui ont été donnés au nom du roi de Sardaigne pour l'invasion des États romains ou napolitains. Que le pape fût ou non justifié à défendre son autorité par le secours de levées étrangères; que le roi des Deux-Siciles, en conservant déployé son drapeau à Capoue ou à Gaëte, puisse ou non être dit avoir abdiqué, ce ne sont pas là des questions sur lesquelles le gouvernement de Sa Majesté se propose de s'étendre.

Les grandes questions qui lui paraissent contestées sont celles-ci :

Le peuple de l'Italie était-il justifié à réclamer le secours du roi de Sardaigne pour le délivrer de gouvernements dont il était mécontent? Et le roi de Sardaigne était-il justifié à donner l'appui de ses armes au peuple des États romains ou napolitains?

Il paraît qu'il y a eu deux motifs qui ont engagé le peuple des États romains et napolitains à s'unir de leur plein gré pour le renversement de leurs gouvernements. Le premier de ces motifs était que le gouvernement du pape et celui du roi des Deux-Siciles veillaient si mal à l'administration de la justice, à la protection de la liberté personnelle et au bien-être en général de leurs peuples, que leurs

sujets ont regardé le renversement de leurs maîtres comme un préliminaire nécessaire à toute amélioration de leur situation. Le second motif était que, depuis l'année 1849, la conviction s'était répandue que la seule manière dont les Italiens puissent assurer leur indépendance contre le contrôle des étrangers était de constituer un gouvernement fort pour la totalité de l'Italie. La lutte de Charles-Albert, en 1848, et la sympathie que le roi actuel de Sardaigne a montrée pour la cause italienne, ont naturellement produit l'association du nom de Victor-Emmanuel à la seule autorité sous laquelle les Italiens aspirent à vivre.

En regardant la question à ce point de vue, le gouvernement de Sa Majesté doit admettre que les Italiens eux-mêmes sont les meilleurs juges de leurs propres intérêts.

L'éminent juriste Vattel, discutant la légalité de l'appui donné par les Provinces-Unies au prince d'Orange, quand il a envahi l'Angleterre et renversé le trône de Jacques II, dit : « L'autorité du prince d'Orange a eu sans doute une influence sur les délibérations des États-Généraux, mais elle ne les a pas entraînés à commettre un acte d'injustice ; car, lorsqu'un peuple, pour de bonnes raisons, prend les armes contre son oppresseur, ce n'est qu'un acte de justice et de générosité d'aider de braves gens à la défense de leurs libertés. » Par conséquent, d'après Vattel, la question se réduit à ceci : — Le peuple de Naples et le peuple des États romains ont-ils pris les armes contre leurs gouvernements pour de bonnes raisons ?

Sur cette grave question, le gouvernement de Sa Majesté soutient que les peuples en question sont eux-mêmes les meilleurs juges de leurs propres affaires. Le gouvernement de Sa Majesté ne se croit pas fondé à déclarer que les peuples de l'Italie méridionale n'avaient pas de bonnes raisons pour rejeter leur soumission à leurs anciens gouvernements ; le gouvernement de Sa Majesté ne peut donc prétendre blâmer le roi de Sardaigne de les secourir.

Il y a, toutefois, une question de fait. Il est affirmé par les partisans des gouvernements tombés que le peuple des États romains était attaché au pape, et le peuple du royaume de Naples à la dynastie de François II, mais que les agents sardes et les aventuriers étrangers ont renversé par la force et par l'intrigue les trônes de ces souverains.

Il est néanmoins difficile de croire, après les événements étonnants que nous avons vus, que le pape et le roi des Deux-Siciles possédassent l'amour de leurs peuples. Comment s'est-il fait, doit-on se demander, que le pape ait vu l'impossibilité de lever une armée romaine, et qu'il ait été forcé de compter presque entièrement sur des mercenaires étrangers ? Comment est-il arrivé, en outre, que Garibaldi ait conquis presque toute la Sicile avec 2000 hommes, et ait marché de Reggio sur Naples avec 5000 ? Comment, si ce n'est par la désaffection uni-

verselle du peuple des Deux-Siciles? Et on ne peut prétendre que ce témoignage de la volonté populaire soit un caprice ou un effet sans cause. Il y a quarante ans, le peuple napolitain fit une tentative régulière et modérée pour réformer son gouvernement sous la dynastie régnante.

Les puissances de l'Europe, réunies à Laybach, résolurent, à l'exception de l'Angleterre, d'étouffer cette tentative par la force. Elle fut étouffée, et une grosse armée étrangère fut laissée dans les Deux-Siciles pour maintenir l'ordre social. En 1848, le peuple napolitain essaya de nouveau de s'assurer la liberté sous la dynastie des Bourbons, mais ses meilleurs patriotes ont payé par dix années de prison le crime de s'efforcer d'affranchir leur pays. Quoi d'étonnant alors que, en 1860, les Napolitains, pleins de méfiance et de ressentiment, renversent les Bourbons comme en 1688 l'Angleterre a renversé les Stuarts?

Il faut admettre, indubitablement, que la rupture des liens qui rattachent un souverain à ses sujets est un malheur par cela même.

Les notions de fidélité deviennent confuses, la succession aux trônes est mise en question, des partis hostiles menacent la paix de la société; les droits et les prétentions sont opposés les uns aux autres, et troublent l'harmonie de l'État. Cependant, il faut reconnaître, d'un autre côté, que la révolution italienne a été dirigée avec une modération et une tolérance singulières. Le renversement des pouvoirs existants n'a pas été suivi, comme c'est trop souvent le cas, de l'explosion de vengeances populaires. Nulle part les vues extrêmes des démocrates n'ont prévalu. L'opinion publique a paralysé les excès du triomphe public. Les formes respectées de la monarchie constitutionnelle ont été associées au nom d'un prince qui représente une ancienne et glorieuse dynastie.

En présence de ces causes et des circonstances accessoires de la révolution de l'Italie, le gouvernement de Sa Majesté ne peut voir de raisons suffisantes pour le blâme sévère dont l'Autriche, la France, la Prusse et la Russie ont frappé les actes du roi de Sardaigne. Le gouvernement de Sa Majesté aimera mieux tourner les regards vers la perspective agréable d'un peuple construisant l'édifice de ses libertés, et consolidant l'œuvre de son indépendance au milieu des sympathies et des vœux favorables de l'Europe.

Je suis, etc.,

Signé : JOHN RUSSELL.

P. S. Vous êtes libre de donner copie de cette dépêche au comte de Cavour.

Discours prononcé par lord Palmerston, premier lord de la Trésorerie, au banquet de la Corporation des sauniers, le 14 novembre 1860.

Messieurs, je puis vous donner l'assurance qu'il faudrait plus que de l'éloquence pour rendre les sentiments de gratitude que nous inspirent la manière flatteuse pour moi dont vous avez proposé ce toast et la cordialité avec laquelle cette compagnie distinguée a bien voulu l'accueillir. En mon nom et au nom de mes collègues, je vous remercie de la bienveillance dont ce soir vous avez fait preuve envers moi. Il est inutile, je pense, de dire que rien n'est plus agréable pour ceux qui sont au service du public que de se rencontrer avec leurs concitoyens qui approuvent leur manière d'agir. C'est une des plus grandes récompenses pour les efforts passés et un des plus grands stimulants pour les efforts à venir. Ainsi, Messieurs, vous accomplissez un acte avantageux pour le public quand vous encouragez les serviteurs de l'État dans l'accomplissement de leurs devoirs envers l'État. Pour un gouvernement occupé journellement à surveiller les progrès et la prospérité du pays, il est satisfaisant de voir qu'il possède la faveur de ceux qui dirigent le commerce, qui est un si grand élément de grandeur, de pouvoir et de dignité pour une nation.

Je regrette, Messieurs, que quelques-uns de mes collègues, à qui vous avez fait l'honneur de les inviter, aient été empêchés par des engagements inévitables de jouir de votre hospitalité, mais je suis heureusement accompagné par deux membres distingués du ministère actuel, qui sont à la tête de deux des plus importants départements de l'État.

Voici mon noble ami le duc de Somerset, qui dirige le ministère de la marine, et mon noble ami, lord John Russel, l'un de vos représentants, qui est chargé de la direction des affaires étrangères de ce pays. Vous pouvez être assurés que tant que mon ami le noble duc consacrera aux devoirs imposés par son important département l'infatigable énergie de sa mâle intelligence, votre marine, autant que cela est possible, sera toujours à la hauteur des événements. Vous pouvez également compter que tant que mon noble ami lord John Russell dirigera nos relations extérieures, il le fera de manière à satisfaire aux intérêts, à la dignité et à l'honneur de la Grande-Bretagne.

Mon noble ami, qui pendant toute sa vie a été le champion des principes de liberté, a eu dernièrement à remplir des devoirs néces-

sités par le développement de la liberté dans l'une des plus intéressantes contrées de l'Europe. Vous l'avez vu attentif aux progrès des événements en Italie, ce pays qu'il connaît non-seulement par une étude spéciale, mais encore par le séjour qu'il y a fait. Vous l'avez vu tantôt s'efforçant d'arrêter ces mouvements téméraires qui menaçaient de renouveler des guerres qui auraient pu anéantir les espérances les mieux fondées de la liberté italienne, tantôt usant de la grande puissance et de l'influence de l'Angleterre pour exhorter les autres nations à suivre son exemple et à s'abstenir de toute intervention dans les événements qui s'accomplissaient dans la Péninsule et à laisser les Italiens arranger leurs affaires selon leurs vœux et leurs intérêts. J'espère, Messieurs, qu'avant peu de temps mon noble ami verra l'accomplissement de ses plus ardents desirs et assistera au triomphe des principes dont il a été l'avocat si chaud, si constant et si persévérant.

Vous avez fait allusion, Monsieur le président, à un événement qui a excité le plus grand intérêt dans le cœur de tout Anglais. Je veux parler de la visite du prince de Galles dans l'Amérique du Nord. On devait s'attendre à ce que lorsque l'espoir futur de l'Angleterre visiterait les sujets de Sa Majesté dans nos possessions de l'Amérique du Nord, il serait reçu avec cette affection enthousiaste qui sied bien à un peuple loyal et attaché à son souverain. Notre attente n'a point été trompée. La réception faite au prince a été digne du peuple qui l'a reçu, elle a été honorable pour la famille dont il est un membre si distingué, et nous pouvons espérer que cette visite resserrera d'une manière plus étroite les liens qui doivent unir, j'en ai la confiance, cette partie des possessions de la reine à la mère-patrie. Mais nous n'avions pas les mêmes raisons pour penser que Son Altesse Royale, dans sa visite aux États-Unis, serait reçue autrement qu'avec cette courtoisie d'usage dans les nations civilisées vis-à-vis des membres distingués d'une famille régnante dans une autre contrée. Mais je dois le dire, ç'a été pour nous un spectacle bien agréable de voir avec quelle cordialité, quelle bonté de cœur, quelle généreuse hospitalité, et, je puis le dire, avec quelle joie enthousiaste cet illustre prince a été accueilli par nos voisins des États-Unis. Ils ont prouvé qu'ils étaient un peuple noble et généreux, ils ont montré qu'ils n'avaient point oublié la souche commune dont eux et nous sommes sortis; et en dépit d'événements qui, s'ils n'étaient pas ensevelis dans l'oubli, pourraient produire quelque légère mésintelligence entre eux et nous, ils ont reçu notre futur souverain (qui, j'en ai le ferme espoir, ne sera notre souverain que dans de longues années), ils ont reçu le fils aîné de notre gracieuse souveraine, non comme un étranger appartenant à une autre nation, mais comme s'il était né dans leur

propre patrie, comme s'il avait été l'un des citoyens de leur république.

Je suis sûr, Messieurs, que le souvenir de cette politesse affable et généreuse, ainsi manifestée par le peuple des États-Unis, sera toujours cher au peuple de ces royaumes.

Je crois que le souvenir de la visite du prince de Galles vivra longtemps dans le cœur de la nation américaine, et que ces réminiscences réciproques tendront à unir plus étroitement que jamais ces deux branches d'une noble et illustre souche.

PORTUGAL.

**Discours prononcé par Sa Majesté dom Pedro V, à l'ouverture
des Cortès portugaises, le 4 novembre 1860.**

Dignes pairs du royaume et députés de la nation portugaise, c'est avec le plus grand plaisir que je me retrouve au milieu de vous. Ma présence au sein de l'Assemblée nationale m'offre une occasion, dont je m'empresse de profiter, de manifester solennellement ma profonde reconnaissance pour les démonstrations publiques d'affection que j'ai partout reçues de mon peuple, pendant mon récent voyage dans les provinces de l'Atlantique, avec mon bien-aimé frère l'infant don Juan.

J'ai le plaisir de vous annoncer que nos relations étrangères sont maintenues dans des termes de bonne intelligence et d'amitié. L'encouragement à donner au développement des voies de communication publiques dans le pays occupe l'attention de mes ministres. La tranquillité publique dans la province d'Angola est parfaitement rétablie. Les crédits votés par vous pour cet objet témoignent de l'intérêt que le bien-être de ces colonies vous inspire justement. J'éprouve une vive satisfaction à remercier les habitants de cette province des manifestations de joie avec lesquelles ils ont reçu mon bien-aimé frère, l'infant D. Luiz, dans son voyage à l'Afrique occidentale. Des mesures destinées à l'amélioration de cette possession et d'autres possessions importantes du Portugal vous seront bientôt soumises.

Le produit de nos contributions indirectes a augmenté, par suite

de la réforme du tarif; les recettes des douanes ont augmenté. Cette circonstance démontre que les modifications faites, sans préjudicier aux revenus publics et aux intérêts réels de notre industrie nationale, constituent un bienfait précieux pour le consommateur, sans qu'aucun inconvénient enlève rien aux bienfaits de cet important résultat économique. Les cours de nos fonds publics attestent, en même temps, les tendances ascensionnelles de notre crédit. On présentera bientôt à votre examen les mesures nécessaires pour rendre l'état des finances publiques aussi satisfaisant que possible.

Le choix des moyens pour réaliser la prompte et impartiale administration de la justice, et pour assurer aux magistrats tout le prestige nécessaire pour l'exercice de leurs hautes fonctions, a reçu l'attention sérieuse du gouvernement. Les ministres des divers départements vous soumettront aussi les mesures nécessaires pour l'amélioration des différentes branches de l'administration publique, et j'attends de votre zèle et de votre intelligence que vous montrerez, par l'exemple de notre pays, que les institutions constitutionnelles dûment respectées assurent, plus que toute autre garantie, le bien-être et le progrès d'un peuple éclairé.

La session est ouverte.

PRUSSE.

Note de Son Excellence le baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères, à M. le comte Brassier de Saint-Simon, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Prusse à Turin, en réponse au Mémoire sarde sur l'invasion des États napolitains par les troupes piémontaises.

Coblentz, 13 octobre.

Monsieur le comte,

Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne, en nous faisant communiquer, par l'intermédiaire de son ministre à Berlin, le Mémoire du 12 septembre, semble lui-même avoir voulu nous engager à lui faire part de l'impression que ses derniers actes et les principes d'après lesquels il a cherché à les justifier ont produite sur le cabinet

de Son Altesse Royale Monseigneur le Prince-Régent. Si ce n'est qu'aujourd'hui que nous répondons à cette démarche, Votre Excellence aura su apprécier d'avance les motifs de ce retard. Car, d'un côté, elle sait combien nous désirons maintenir de bons rapports avec le cabinet de Turin, et, de l'autre, les règles fondamentales de notre politique sont trop présentes à son esprit pour qu'elle n'ait pas dû pressentir la profonde divergence de principes que toute explication devait nécessairement constater entre nous et le gouvernement du roi Victor-Emmanuel. Mais, en présence de la marche de plus en plus rapide des événements, nous ne saurions prolonger un silence qui pourrait donner lieu à des malentendus regrettables et jeter un faux jour sur nos véritables sentiments. C'est donc afin de prévenir des appréciations erronées que, d'ordre de Son Altesse Royale Monseigneur le Prince-Régent, je vous exposerai sans réserve la manière dont nous envisageons les derniers actes du gouvernement sarde et les principes développés dans son Mémoire précité.

Tous les arguments de cette pièce aboutissent au principe du droit absolu des nationalités. Certes, nous sommes loin de vouloir contester la haute valeur de l'idée nationale. Elle est le mobile essentiel et hautement avoué de notre propre politique, qui, en Allemagne, aura toujours pour but le développement et la réunion, dans une organisation plus efficace et plus puissante, des forces nationales. Mais, tout en attribuant au principe des nationalités une importance majeure, le gouvernement prussien ne saurait y puiser la justification d'une politique qui renoncerait au respect dû au principe du droit. Au contraire, loin de regarder comme incompatibles ces deux principes, il pense que c'est uniquement *dans la voie légale des réformes* et en respectant les droits existants qu'il est permis à un gouvernement régulier de réaliser les vœux légitimes des nations.

D'après le Mémoire sarde, tout devrait céder aux exigences des aspirations nationales, et toutes les fois que l'opinion publique se serait prononcée en faveur de ces aspirations, les autorités existantes n'auraient qu'à abdiquer leur pouvoir devant une pareille manifestation.

Or, une maxime aussi diamétralement opposée aux règles les plus élémentaires du droit des gens ne saurait trouver son application sans les plus graves dangers pour le repos de l'Italie, pour l'équilibre politique et la paix de l'Europe; en la soutenant, on abandonne la voie des réformes pour se jeter dans celle des révolutions.

Cependant, c'est en s'appuyant sur le droit absolu de la nationalité italienne, et sans avoir à alléguer aucune autre raison, que le gou-

vernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne a demandé au Saint-Siège le renvoi de ses troupes non italiennes, et que, sans même attendre le refus de celui-ci, il a envahi les États pontificaux, dont il occupe à l'heure qu'il est la majeure partie. Sous ce même prétexte, les insurrections qui éclatèrent à la suite de cette invasion ont été soutenues; l'armée que le Souverain Pontife avait formée pour maintenir l'ordre public a été attaquée et dispersée. Et, loin de s'arrêter dans cette voie qu'il poursuit au mépris du droit international, le gouvernement sarde vient de faire donner l'ordre à son armée de franchir sur différents points les frontières du royaume de Naples, dans le but avoué de venir au secours de l'insurrection et d'occuper militairement le pays.

En même temps, les Chambres piémontaises sont saisies d'un projet de loi tendant à effectuer de nouvelles annexions en vertu du suffrage universel, et à inviter ainsi les populations italiennes à déclarer formellement la déchéance de leurs princes. C'est de cette manière que le gouvernement sarde, tout en invoquant le principe de non-intervention en faveur de l'Italie, ne recule pas devant les infractions les plus flagrantes au même principe, dans ses rapports avec les autres États italiens. Appelés à nous prononcer sur de tels actes et de tels principes, nous ne pouvons que les déplorer profondément et sincèrement, et nous croyons remplir un devoir rigoureux en exprimant de la manière la plus explicite et la plus formelle notre désapprobation et de ces principes et de l'application que l'on a cru pouvoir en faire.

En vous invitant, Monsieur le Comte, à donner lecture de la présente dépêche à M. le comte de Cavour et à lui en laisser copie, je saisis cette occasion pour vous réitérer l'assurance, etc., etc.

SCHLEINITZ.

RUSSIE.

Circulaire de Son Excellence le prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères, aux représentants de la Russie à l'étranger, sur la situation des populations chrétiennes de l'empire ottoman.

Saint-Pétersbourg, 23 avril 1860.

La situation des provinces chrétiennes soumises à la domination de la Porte n'a pu échapper à l'attention des grandes puissances euro-

péennes. Le cabinet impérial a cru devoir y consacrer son attention d'autant plus grande, que les rapports qui lui parvenaient de ces provinces, et notamment de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie, présentaient un tableau de plus en plus affligeant de la situation de ces pays.

Nous avons considéré comme un devoir de prévenir autant que possible les éventualités que cet état de choses menaçait de provoquer dans la situation générale de l'Orient. Les représentations les plus pressantes à ce sujet n'ont pas fait défaut. Nous avons appelé l'attention des ministres turcs sur tous les faits venus à notre connaissance, en signalant à diverses reprises la nécessité d'y porter remède. Nous avons reçu d'eux des assurances et des promesses qui, jusqu'à présent, n'ont abouti à aucun résultat. En même temps, nous avons constamment recommandé aux populations chrétiennes de ne pas s'exposer au danger d'empirer leur position par des résolutions passionnées, mais d'attendre patiemment l'amélioration possible de leur sort.

Ces mesures ont peut-être contribué à retarder une explosion que tout semblait faire prévoir. Néanmoins, elles ne pouvaient être efficaces qu'à la condition qu'on fit quelque chose pour rendre tolérables les souffrances de ces populations, ou que du moins il y eût espoir d'en voir le terme et que de nouveaux événements ne vinssent les pousser au désespoir.

Tel n'a pas été le cas. Toutes les nouvelles qui nous parviennent constatent que des excès de tous genres alimentent constamment l'agitation dans ces contrées et que le mal y a atteint le plus haut degré.

En ces circonstances, le cabinet impérial craint que des représentations qui seraient adressées isolément au gouvernement turc ne restent sans effet, ou que des exhortations destinées à prêcher aux chrétiens une résignation qu'on leur rend impossible ne suffisent plus à empêcher un conflit.

Nous savons apprécier les difficultés contre lesquelles la Porte a à lutter, et nous ne doutons pas de ses bonnes intentions. Mais si, après les promesses dont l'Europe a pris acte en 1856, et dont elle a constaté la haute importance, les choses en sont venues à ce point, il faut évidemment l'attribuer ou à la faiblesse et à une indulgence coupable de la part du gouvernement ottoman, ou aux inconvénients inhérents à la situation qu'on a créée aux provinces chrétiennes soumises à sa domination.

Toujours est-il que nous avons acquis la conviction que cette situation ne peut se prolonger sans amener prochainement une crise très-dangereuse pour le repos de l'Orient, l'existence de l'empire ottoman, et, par suite, pour les intérêts généraux de l'Europe.

Persuadés que les autres grandes puissances, pas plus que nous, ne sauraient rester indifférentes à des éventualités aussi graves, nous avons cru qu'une intervention exercée collectivement à Constantinople par tous les cabinets qui s'intéressent à la tranquillité de la Turquie, est seule propre à conjurer les événements qui la menacent.

A cet effet, voulant établir une entente que, de notre côté, nous désirons aussi complète que possible, j'ai réuni chez moi, par ordre de Sa Majesté l'Empereur, les représentants d'Angleterre, d'Autriche, de France et de Prusse. Je leur ai exposé, d'après les rapports qui nous sont parvenus, le danger d'une crise, l'urgence de la prévenir et les moyens que nous croyons seuls propres à atteindre efficacement ce but. Je les ai priés de faire à leurs gouvernements les communications nécessaires pour les mettre en état d'apprécier, de la manière qui leur paraîtrait la plus convenable, la situation, et de s'associer aux démarches que nous proposons.

Désirant trouver des bases déterminées pour cette démarche et la revêtir d'un caractère précis, les représentants, sous réserve de l'avis de leurs cours respectives, ont convenu avec moi des points suivants :

1° Déclaration immédiate de la part des cinq grandes puissances qu'elles ne pourront tolérer plus longtemps l'état de choses actuel dans les provinces chrétiennes de l'empire ottoman ;

2° Demande d'une organisation ayant pour but de donner aux provinces chrétiennes de la Porte des garanties efficaces et propres à faire droit aux griefs légitimes des populations et rassurer en même temps l'Europe par rapport à la possibilité de complications qui touchent à ses intérêts généraux comme à ceux de la Turquie.

La cour près laquelle vous êtes accrédité sera informée directement, par son représentant à Saint-Petersbourg, des pourparlers concernant cet objet. Vous êtes autorisé à déclarer, d'ordre de notre auguste maître, au ministre des affaires étrangères, qu'en ce qui nous concerne, nous nous tenons complètement aux bases ci-dessus indiquées et que, par conséquent, nous sommes prêts à munir le représentant de Sa Majesté Impériale à Constantinople des instructions nécessaires.

Veillez cependant ajouter que, sans vouloir empiéter sur les résolutions du cabinet..., nous avons l'entière conviction que cette tentative offre le seul espoir de prévenir, s'il est possible, les complications qui pourraient menacer sérieusement la paix de l'Orient et la sécurité de l'Europe, et que le seul moyen d'en arrêter l'explosion est d'agir collectivement, promptement et énergiquement, car le moment approche où toute hésitation et tout scrupule entraîneraient les conséquences les plus funestes.

GORTSCHAKOFF.

**Note de Son Excellence le prince Gortschakoff, au prince
Gagarine, chargé d'affaires à Turin.**

Saint-Pétersbourg, le 28 septembre.
(10 octobre).

Mon prince, depuis que les préliminaires de Villafranca ont mis un terme à la guerre d'Italie, une série d'actes contraires au droit a été accomplie dans la Péninsule, et y a créé la situation anormale dont nous voyons maintenant les conséquences extrêmes se développer. Le gouvernement impérial, depuis que cette situation a commencé à se dessiner, a cru qu'il était de son devoir d'appeler l'attention du gouvernement sarde sur la responsabilité qu'il prenait sur lui en cédant à de dangereux entraînements. Nous lui avons adressé nos représentations amicales au moment où la révolution de Sicile a commencé à recevoir du Piémont cet appui moral et matériel qui seul a permis à ce mouvement de prendre les proportions qu'il a atteintes depuis. A notre avis, la question sort de la sphère des complications locales. Elle touche directement aux principes admis comme règles des relations internationales, et elle tend à ébranler la base sur laquelle repose l'autorité des gouvernements établis. Nous avons accueilli avec un regret profond les motifs allégués par le comte de Cavour comme l'ayant empêché d'opposer des obstacles plus efficaces à ces menées, et nous avons pris acte du désaveu qu'il leur a infligé. Le gouvernement impérial croit par cette attitude avoir donné à la cour de Turin un gage sincère de son désir de rester en bons termes avec cette cour; mais il croit aussi l'avoir suffisamment avertie de la résolution que Sa Majesté l'Empereur serait obligé de prendre le jour où le gouvernement sarde se laisserait entraîner par ces influences que le sentiment de ses devoirs internationaux lui avait fait répudier jusqu'alors. Je regrette de dire que cette résolution n'a pu être ajournée plus longtemps. Le gouvernement sarde a ordonné à ses troupes, au milieu d'une paix profonde, sans déclaration de guerre et sans provocation, de passer la frontière romaine; il a pactisé ouvertement avec la révolution établie à Naples; il a sanctionné ces actes par la présence des troupes piémontaises et des hauts fonctionnaires sardes qui ont été mis au service du roi Victor-Emmanuel. Enfin il vient de couronner cette série de violations du droit en annonçant à la face de l'Europe son intention d'accepter l'annexion au Piémont de territoires appartenant à des souverains qui sont encore dans leurs États et qui défendent leur autorité contre

les violentes attaques de la révolution. Par ces actes, le gouvernement sarde ne nous permet plus de le considérer comme étranger au mouvement qui a bouleversé la Péninsule. Il prend sur lui leur responsabilité et se met en opposition avec le droit des nations. La nécessité qu'il allègue de combattre l'anarchie ne le justifie pas, puisqu'il se place sur la voie de la révolution pour recueillir son héritage et non pour arrêter sa marche ou pour réparer ses iniquités. Des prétextes de cette nature ne sont pas admissibles. Il ne s'agit pas ici d'intérêts purement italiens, mais d'un intérêt général commun à tous les gouvernements. Il s'agit de ces lois éternelles sans lesquelles il ne peut y avoir ni ordre social, ni paix ni sécurité pour l'Europe.

Sa Majesté l'Empereur ne voit pas qu'il soit possible que sa légation réside là où elle peut assister à des actes que sa conscience et sa conviction réprouvent. Sa Majesté Impériale est obligée de mettre un terme aux fonctions que vous remplissez à la cour de Sardaigne. C'est donc la volonté de notre auguste maître qu'en recevant ces instructions vous demandiez vos passe-ports et que vous quittiez immédiatement Turin avec tout le personnel de la légation.

Vous informerez le comte de Cavour des motifs de cette décision, vous lui lirez la présente dépêche et vous lui en laisserez copie.

Signé GORTSCHAKOFF.

SARDAIGNE.

Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux troupes sardes entrant dans les Marches et dans l'Ombrie.

Soldats! vous entrez dans les Marches et l'Ombrie pour restaurer l'ordre civil dans des villes désolées, pour donner aux peuples la liberté d'exprimer leurs propres vœux. Vous n'avez pas à combattre des armées puissantes, mais seulement à délivrer de malheureuses provinces italiennes de la présence de compagnies d'aventuriers étrangers. Vous n'allez pas venger des injures faites à moi ou à l'Italie, mais bien empêcher que les haines populaires ne se déchaînent contre les oppresseurs. Vous enseignerez par votre exemple le

pardon des offenses et la tolérance chrétienne à ceux qui comparent l'amour de la patrie à l'islamisme.

En paix avec toutes les grandes puissances, éloigné de toute provocation, j'entends faire disparaître du centre de l'Italie une cause continuelle de troubles et de discorde; je veux respecter le siège du chef de l'Église, à qui je suis toujours prêt à donner, d'accord avec les puissances alliées et amies, toutes les garanties d'indépendance et de sécurité que ses aveugles conseillers ont espérées en vain du fanatisme de la secte méchante qui conspire contre mon autorité et contre la liberté de la nation.

Soldats! on m'accuse d'ambition! oui! j'ai celle de restaurer les principes d'ordre moral en Italie et de préserver l'Europe de dangers continuels de révolutions et de guerre.

11 septembre.

VICTOR-EMMANUEL.

**Mémoire adressé aux représentants du Piémont à l'étranger
pour expliquer les motifs et l'objet de l'entrée des troupes
sardes dans les Marches et l'Ombrie.**

Mémoire.

La paix de Villafranca, en assurant aux Italiens le droit de disposer de leur sort, a mis les populations de plusieurs provinces du nord et du centre de la Péninsule à même de substituer à des gouvernements soumis à l'influence étrangère, le gouvernement national du roi Victor-Emmanuel. Cette grande transformation s'est opérée avec un ordre admirable et sans qu'aucun des principes sur lesquels repose l'ordre social ait été ébranlé. Les événements qui se sont accomplis dans l'Émilie et dans la Toscane ont prouvé à l'Europe que les Italiens, loin d'être travaillés par des passions anarchiques, ne demandaient qu'à être régis par des institutions libres et nationales.

Si cette transformation eût pu s'étendre à toute la Péninsule, la question italienne serait à cette heure pleinement résolue. Loin d'être pour l'Europe une cause d'appréhensions et de dangers, l'Italie serait désormais un élément de paix et de conservation. Malheureusement la paix de Villafranca n'a pu embrasser qu'une partie de l'Italie. Elle a laissé la Vénétie sous la domination de l'Autriche et elle n'a produit

aucun changement dans l'Italie méridionale et dans les provinces restées sous la domination temporelle du Saint-Siège.

Nous n'avons pas l'intention de traiter ici la question de la Vénétie. Il nous suffira de rappeler que tant que cette question ne sera pas résolue, l'Europe ne pourra pas jouir d'une paix solide et sincère. Il restera toujours en Italie une cause puissante de troubles et de révolutions qui, en dépit des efforts des gouvernements, menacera incessamment de faire éclater au centre du continent l'insurrection et la guerre. Mais cette solution, il faut savoir l'attendre du temps. Quelle que soit la sympathie qu'inspire à bon droit le sort chaque jour plus malheureux des Vénitiens, l'Europe est si préoccupée des conséquences incalculables d'une guerre, elle a un si vif désir, un besoin si irrésistible de la paix, qu'il serait peu sage de ne pas respecter sa volonté. Il n'en est pas de même pour les questions relatives au centre et au midi de la Péninsule.

Attaché à un système traditionnel de politique qui n'a pas été moins fatal à sa famille qu'à son peuple, le jeune roi de Naples s'est mis, dès son avènement au trône, en opposition flagrante avec les sentiments nationaux des Italiens aussi bien qu'avec les principes qui gouvernent les pays civilisés. Sourd aux conseils de la France et de l'Angleterre, refusant même de suivre les avis qui lui venaient d'un gouvernement dont il ne pouvait mettre en doute ni l'amitié constante et sincère, ni l'attachement au principe de l'autorité, il a repoussé, pendant une année, tous les efforts du roi de Sardaigne pour l'amener à un système de politique plus conforme aux sentiments qui dominent le peuple italien.

Ce que la justice et la raison n'ont pu obtenir, une révolution vient de l'accomplir. Révolution prodigieuse, qui a rempli l'Europe d'étonnement par la manière providentielle dont elle s'est opérée et l'a saisie d'admiration pour le guerrier illustre dont les glorieux exploits rappellent ce que la poésie et l'histoire racontent de plus surprenant.

La transformation qui s'est faite dans le royaume de Naples pour s'être opérée par des moyens moins pacifiques et réguliers que celle de l'Italie centrale, n'en est pas moins légitime : ses conséquences n'en sont pas moins favorables aux véritables intérêts et à la consolidation de l'équilibre européen.

Une fois que la Sicile et Naples feront partie intégrante de la grande famille italienne, les ennemis des trônes n'auront plus aucun puissant argument à faire valoir contre les principes monarchiques ; les passions révolutionnaires ne trouveront plus un théâtre où les entreprises les plus insensées avaient des chances de réussir ou du moins d'exciter la sympathie de tous les hommes généreux.

On serait donc autorisé à penser que l'Italie peut rentrer dans une

phase pacifique de nature à dissiper les préoccupations européennes, si les deux grandes régions du nord et du midi de la Péninsule n'étaient séparées par des provinces qui se trouvent dans un état déplorable.

Le gouvernement romain s'étant refusé à s'associer en quoi que ce soit au grand mouvement national, ayant, au contraire, continué à le combattre avec le plus regrettable acharnement, s'est mis depuis longtemps en lutte formelle avec les populations qui n'ont pas réussi à se soustraire à sa domination.

Pour les contenir, pour les empêcher de manifester les sentiments nationaux dont elles sont animées, il a fait usage du pouvoir spirituel que la Providence lui a confié dans un but bien autrement grand que celui assigné au gouvernement politique. En présentant aux populations catholiques la situation de l'Italie sous des couleurs sombres et fausses, en faisant un appel passionné au sentiment ou, pour mieux dire, au fanatisme qui exerce tant d'empire dans certaines classes peu éclairées de la société, il est parvenu à réunir de l'argent et des hommes de tous les coins de l'Europe et à former une armée composée presque exclusivement d'individus étrangers, non-seulement aux États romains, mais à toute l'Italie.

Il était réservé aux États romains de présenter dans notre siècle l'étrange et douloureux spectacle d'un gouvernement réduit à maintenir son autorité sur ses sujets au moyen de mercenaires étrangers, aveuglés par le fanatisme ou animés par l'appât de promesses qui ne sauraient être réalisées qu'en jetant dans la détresse des populations tout entières.

De tels faits provoquent au plus haut degré l'indignation des Italiens qui ont conquis la liberté et l'indépendance. Pleins de sympathie pour leurs frères de l'Ombrie et des Marches, ils manifestent de tous côtés le désir de concourir à faire cesser un état de choses qui est un outrage aux principes de justice et d'humanité, et qui froisse vivement le sentiment national.

Bien qu'il partageât cette douloureuse émotion, le gouvernement du roi a cru devoir jusqu'à présent empêcher et prévenir toute tentative désordonnée pour délivrer les peuples de l'Ombrie et des Marches du joug qui les opprime. Mais il ne saurait se dissimuler que l'irritation croissante des populations ne pourrait être contenue plus longtemps sans avoir recours à la force et à des mesures violentes. D'ailleurs la révolution ayant triomphé de Naples, pourrait-on l'arrêter à la frontière des États romains où l'appellent des abus non moins graves que ceux qui ont entraîné irrésistiblement en Sicile les volontaires de la Haute-Italie?

Aux cris des insurgés des Marches et de l'Ombrie, l'Italie entière

s'est émue. Aucune force ne saurait empêcher que du midi et du nord de la Péninsule des milliers d'Italiens accourent à l'aide de leurs frères, menacés de désastres semblables à ceux de Pérouse.

S'il demeurerait impassible au milieu de cet entraînement universel, le gouvernement du roi se mettrait en opposition directe avec la nation. L'effervescence générale que les événements de Naples et de la Sicile ont produite dans les multitudes dégénérerait aussitôt dans l'anarchie et le désordre.

Il serait alors possible et même probable que le mouvement régulier qui s'est opéré jusqu'ici prit tout à coup les caractères de la violence et de la passion. Quelle que soit la puissance des idées d'ordre sur les Italiens, il est des provocations auxquelles les peuples les plus civilisés ne sauraient résister. Certes, ils seraient plus à plaindre qu'à blâmer si, pour la première fois, ils se laissaient entraîner à des réactions violentes qui amèneraient les plus funestes conséquences.

L'histoire nous apprend que des peuples, qui sont aujourd'hui à la tête de la civilisation, ont commis, sous l'empire de causes moins graves, les plus déplorables excès.

S'il exposait la Péninsule à de pareils dangers, le gouvernement du roi serait coupable envers l'Italie : il ne le serait pas moins vis-à-vis de l'Europe.

Il manquerait à ses devoirs envers les Italiens, qui ont toujours écouté les conseils de modération qu'il leur a donnés, et qui lui ont confié la haute mission de diriger le mouvement national.

Il manquerait à ses devoirs vis-à-vis de l'Europe, car il a contracté envers elle l'engagement moral de ne pas laisser le mouvement italien se perdre dans l'anarchie et le désordre.

C'est pour remplir ce double devoir que le gouvernement du roi, dès que les populations insurgées de l'Ombrie et des Marches lui ont envoyé des députations pour invoquer sa protection, s'est empressé de la leur accorder. En même temps il a expédié à Rome un agent diplomatique pour demander au gouvernement pontifical l'éloignement des légions étrangères, dont il ne pourrait se servir pour comprimer les manifestations des provinces qui touchent à nos frontières sans nous forcer à intervenir en leur faveur.

Sur le refus de la cour de Rome d'obtempérer à cette demande, le roi a donné l'ordre à ses troupes d'entrer dans l'Ombrie et dans les Marches, avec la mission d'y rétablir l'ordre et d'y laisser libre champ aux populations de manifester leurs sentiments.

Les troupes royales doivent respecter scrupuleusement Rome et le territoire qui l'entoure. Elles concourraient, si jamais il en était besoin, à préserver la résidence du Saint-Père de toute attaque et de toute menace : car le gouvernement du roi saura concilier toujours les grands

intérêts de l'Italie avec le respect dû au chef auguste de la religion à laquelle le pays est sincèrement attaché.

En agissant ainsi, il a le sentiment de ne pas froisser les sentiments des catholiques éclairés qui ne confondent pas le pouvoir temporel dont la cour de Rome a été investie pendant une période de son histoire, avec le pouvoir spirituel qui est la base éternelle et inébranlable de son autorité religieuse.

Mais nos espérances vont plus loin encore. Nous avons la confiance que le spectacle de l'unanimité des sentiments patriotiques qui éclatent aujourd'hui dans toute l'Italie rappellera au Souverain Pontife qu'il a été, il y a quelques années, le sublime inspirateur de ce grand mouvement national. Le voile que des conseillers, animés par des intérêts mondains, avaient mis sur ses yeux tombera, et alors, reconnaissant que la régénération de l'Italie est dans les desseins de la Providence, il redeviendra le père des Italiens, comme il n'a jamais cessé d'être le père auguste et vénérable de tous les fidèles.

Turin, ce 12 septembre 1860.

**Décret du général Garibaldi promulguant le Statut
constitutionnel à Naples.**

Italie et Victor-Emmanuel,

Considérant que cette partie méridionale de l'Italie a, elle aussi, toujours ardemment aspiré à l'indépendance, à la liberté, à l'unité de l'Italie, comme en font foi les exils, les emprisonnements, les persécutions incessantes, l'insurrection ouverte qui a éclaté dans toutes les provinces en proclamant ces principes, l'applaudissement éclatant et unanime avec lequel je fus accueilli, la tranquillité publique rétablie à mon nom;

Considérant que, pour sanctionner les vœux publics et pour légitimer les conditions nouvelles de l'État, je crois indispensable de promulguer la loi fondamentale de la monarchie italienne sur le continent, comme il fut fait en Sicile,

Le dictateur des Deux-Siciles décrète :

Art. 1^{er}. Le Statut constitutionnel du 4 mars 1848, en vigueur dans le royaume d'Italie, est la loi fondamentale de cette Italie méridionale.

Art. 2. Un décret dictatorial fixera l'époque où ce Statut sera mis à exécution.

Art. 3. En même temps que ce décret, le Statut sera publié dans toutes les communes et dans le *Journal officiel* de Naples.

Art. 4. Tous les secrétaires d'État sont chargés de l'exécution du présent décret.

Naples, 14 septembre 1860.

Le dictateur,

G. GARIBALDI.

**Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux peuples
de l'Italie méridionale.**

Dans ce moment solennel pour l'histoire nationale et pour les destinées des Italiens, je m'adresse à vous, peuples de l'Italie méridionale, qui, après avoir en mon nom changé votre état de choses, m'envoyez vos députations, composées d'hommes pris dans tous les rangs de citoyens, de magistrats, de députés aux conseils municipaux, pour me demander le rétablissement de l'ordre, de la liberté parmi vous, et votre union à mon royaume.

Je veux vous faire connaître quelle est la pensée qui me guide, quels sont les devoirs que m'impose ma conscience, si la Providence me place sur le trône de l'Italie.

Je suis monté sur le trône après de grands désastres. Mon père m'a donné un bel exemple en renonçant à la couronne pour sauver sa dignité et la liberté de ses peuples. Charles-Albert tomba les armes à la main, et mourut en exil. Sa mort a lié de plus en plus les destinées de ma famille à celles du peuple italien, qui, depuis tant de siècles, a laissé sur toutes les terres étrangères les cendres de ses exilés comme un titre à la revendication de l'héritage de chacune des nations que Dieu a placées sur ces frontières et qui parlent la même langue.

J'ai suivi cet exemple, et le souvenir de mon père fut toujours mon étoile tutélaire.

Entre la couronne et la parole donnée, le choix pour moi n'était pas douteux. J'ai raffermi la liberté dans des temps peu favorables à la liberté, et j'ai voulu, en agissant ainsi, qu'elle jetât de profondes racines dans les mœurs des peuples; je n'ai pas hésité à le faire parce que c'était une chose agréable à la nation. Malgré la liberté donnée au

Piémont, l'héritage que mon auguste père a fait pressentir à tous les Italiens a été religieusement respecté.

Par la liberté dans la représentation, l'instruction du peuple, les grands travaux publics, la liberté de l'industrie et du commerce, j'ai cherché à accroître le bien-être de mon peuple.

Je veux qu'on respecte la religion catholique, tout en laissant à chacun la liberté de conscience, et que l'autorité civile résiste ouvertement à cette faction obstinée et provocatrice qui se pose comme la seule amie et tutrice des trônes, mais qui entend au nom de Dieu commander aux rois et interposer entre le prince et le peuple la barrière de son intolérance passionnée. Ce mode de gouvernement ne pouvait être que d'un funeste effet pour le reste de l'Italie.

La concorde entre le prince et les peuples dans le fait de l'indépendance nationale, la liberté civile et politique, la liberté de la tribune et de la presse, l'armée qui vient de faire revivre les traditions militaires de l'Italie sous le drapeau tricolore, feront du Piémont le porte-étendard et le bras de l'Italie. La force de mon gouvernement n'est pas le résultat d'une opinion occulte, mais de l'influence des idées et de l'opinion publique.

Ainsi, j'ai pu maintenir, dans la partie du peuple italien réunie sous mon sceptre, la pensée d'une hégémonie nationale d'où devait naître une semblable union, pour les provinces divisées, en une seule nation.

L'Italie s'est montrée à la hauteur de ma pensée lorsqu'elle a vu envoyer mes soldats sur les champs de la Crimée, à côté des soldats des deux grandes puissances occidentales. J'ai voulu acquérir à l'Italie le droit de prendre part aux actes et à tout ce qui concerne les intérêts de l'Europe.

Au congrès de Paris, mes envoyés purent faire entendre pour la première fois vos cris de douleur à l'Europe, et il fut démontré que la prépondérance de l'Autriche en Italie était nuisible à l'équilibre européen, et quels dangers elle faisait courir à l'indépendance et à la liberté du Piémont si le reste de l'Italie n'était pas affranchi des influences étrangères.

Mon magnanime allié, l'empereur Napoléon III, comprit que la cause italienne était digne de la grande nation à laquelle il commande, et les nouveaux destins de notre patrie furent inaugurés par une juste guerre. Les soldats italiens combattirent vaillamment à côté des légions invincibles de la France. Les volontaires envoyés de toutes les provinces et par toutes les familles italiennes, sous la bannière de la croix de Savoie, montrèrent que toute l'Italie m'avait investi du droit de parler et de combattre en son nom.

Des raisons d'Etat ont mis fin à la guerre, mais non à ses effets qui s'expliquent par l'inflexible logique des événements et des peuples.

Si j'eusse eu cette ambition que l'on prête à ma famille, et qui consiste à ne rien faire qu'à raison des temps, je me serais contenté de l'acquisition de la Lombardie; mais j'avais versé le sang précieux de mes soldats, non pour moi, mais pour l'Italie.

J'avais appelé les Italiens aux armes; quelques provinces italiennes avaient changé leur gouvernement pour courir à la guerre de l'indépendance, que leurs souverains repoussaient. Depuis la paix de Villafranca, ces provinces ont demandé ma protection contre la restauration de leurs anciens gouvernements. Si les faits qui ont eu lieu dans l'Italie centrale étaient la conséquence de la guerre à laquelle nous avons invité les peuples, si le système de l'intervention étrangère devait être pour toujours abandonné en Italie, je devais reconnaître à ces peuples, et le défendre, le droit de manifester librement et légalement leurs votes.

J'ai retiré mon gouvernement, ils s'en sont donné un régulier; j'ai retiré mes troupes, ils ont organisé des forces régulières, et protégés par la concorde et par toutes les vertus civiques, ils sont arrivés à un tel degré de force et de réputation qu'ils ne pourraient plus être vaincus que par les armes étrangères.

Grâce au bon sens des peuples de l'Italie centrale, l'idée monarchique fut établie d'une manière stable, et la monarchie a modéré moralement le mouvement pacifique populaire. Ainsi l'Italie a grandi dans l'estime des nations civilisées, et il a été démontré à l'Europe que les Italiens étaient aptes à se gouverner eux-mêmes.

Acceptant l'annexion, je savais à quelle difficulté européenne j'allais me heurter, mais je ne pouvais manquer à la parole donnée aux Italiens dans la proclamation de guerre. Que ceux qui m'accusent d'imprudence en Europe me jugent avec un esprit calme. Que serait devenue, que deviendrait l'Italie le jour où la monarchie serait impuissante à satisfaire au besoin de la reconstitution nationale?

Pour les annexions, le mouvement national, s'il n'a pas changé en substance, a pris des formes nouvelles; en acceptant du droit populaire ces nobles et belles provinces, je devais loyalement reconnaître l'application de ce principe, il ne m'était pas permis de la mesurer dans la proportion de mes affections et de mes intérêts particuliers. En vertu de ce principe, j'ai fait, pour le bien de l'Italie le sacrifice qui coûtait le plus à mon cœur en renonçant à deux nobles provinces du royaume de mes aïeux.

J'ai toujours donné aux princes italiens qui ont voulu être mes ennemis des conseils sincères, résolu, s'ils étaient vains, à aller au-devant du danger que leur aveuglement faisait courir aux trônes et à accepter la volonté de l'Italie. J'avais en vain offert l'alliance au grand-duc avant la guerre. J'avais offert au Souverain Pontife, dans lequel

je vénère le chef de la religion de mes aïeux et de mes peuples, après la paix conclue, d'assumer le vicariat pour l'Ombrie et les Marches.

Il était manifeste que ces provinces, soutenues par le seul concours de mercenaires étrangers, si elles n'obtenaient pas la garantie du gouvernement civil que je proposais, en seraient tôt ou tard venues à la révolution. Je ne rappellerai pas les conseils donnés pendant plusieurs années au roi Ferdinand de Naples par les puissances ; les jugements qui, dans le congrès de Paris, ont été portés sur son gouvernement préparaient naturellement les peuples à le changer si les plaintes de l'opinion publique et les démarches de la diplomatie devenaient illusoires. J'ai fait offrir l'alliance à son jeune successeur pour la guerre de l'indépendance, et là encore j'ai trouvé les esprits rebelles à toute affection italienne, et les intelligences aveuglées par la passion.

C'était chose toute naturelle que les événements survenus dans l'Italie septentrionale et centrale soulevassent plus ou moins les esprits dans l'Italie méridionale. En Sicile, cette inclination des esprits a éclaté par une révolte ouverte. On combattait pour la liberté en Sicile, lorsqu'un preux guerrier, dévoué à l'Italie et à moi, le général Garibaldi, accourait à son secours. Ils étaient Italiens : je ne pouvais, je ne devais pas les retenir. La chute du gouvernement de Naples a confirmé ce que mon cœur savait : combien est nécessaire aux rois l'amour, aux gouvernements l'estime des peuples.

Dans les Deux-Siciles, le nouveau régime s'est inauguré en mon nom. Mais quelques actes ont donné lieu de craindre que cette politique, représentée par mon nom, ne fût pas bien interprétée ; toute l'Italie a craint qu'à l'ombre d'une glorieuse popularité, d'une probité antique, ne se renouât une faction, prête à sacrifier le prochain triomphe national aux chimères de son ambitieux fanatisme. Tous les Italiens se sont adressés à moi pour que je conjurasse ce danger. Il était de mon devoir de le faire, parce que, dans l'état actuel des choses, ce ne serait pas de la sagesse, mais de la faiblesse et de l'imprudence que de ne pas assumer d'une main ferme la direction du mouvement national dont je suis responsable devant l'Europe.

J'ai fait entrer mes soldats dans les Marches et dans l'Ombrie en dispersant ce ramassis de gens de tous les pays et de toutes les langues qui s'y étaient réunis, nouvelle et étrange forme d'intervention étrangère, et la pire de toutes. J'ai proclamé l'Italie des Italiens, et je ne permettrai jamais que l'Italie devienne le nid des sectes cosmopolites qui s'y donnent rendez-vous pour y tramer les plans ou de la réaction ou de la démagogie universelle.

Peuples de l'Italie méridionale, mes troupes s'avancent parmi vous pour consolider l'ordre ; je ne viens point vous imposer ma volonté ;

mais bien faire respecter la vôtre. Vous pourrez librement la manifester : la Providence, qui protège les causes justes, inspirera le vote que vous déposerez dans l'urne. Quelle que soit la gravité des événements, j'attends avec calme le jugement de l'Europe civilisée et celui de l'histoire, parce que j'ai la conscience d'accomplir mes devoirs de roi et d'Italien. Ma politique ne sera peut-être pas inutile pour réconcilier en Europe le progrès des peuples avec la stabilité des monarchies. Je sais que je mets un terme en Italie à l'ère des révolutions.

Donné à Ancône, le 9 octobre 1860.

VICTOR-EMMANUEL.

Protestation du commissaire général du roi Victor-Emmanuel pour les provinces de l'Ombrie, adressée au général de Goyon, aide de camp de Sa Majesté l'Empereur des Français, commandant le corps d'expédition à Rome, relativement à l'occupation de Viterbe.

Monsieur le général,

En lisant la note insérée au *Moniteur*, j'ai été porté à croire que l'occupation de Viterbe n'est qu'une mesure purement militaire. J'espère donc qu'il me sera donné de continuer à étendre sur cette province la protection du roi Victor-Emmanuel.

Si, au contraire, vos instructions s'opposent à mon désir, il ne me resterait plus qu'à vous transmettre la noble mission de protéger ce pays, qui s'est prononcé pour la nationalité et pour la liberté avec la plus grande unanimité, tout en se réservant le droit de délibérer sur son propre sort.

Monsieur le général ; je croirais manquer aux sentiments de respect et de reconnaissance que nous avons tous juré à la France et à son Empereur, si je doutais un seul instant que ces populations opprimées ne trouvassent auprès de vous une entière et ferme protection.

Dans les pays étrangers, l'esprit de parti peut jeter un voile sur la vérité et présenter la question romaine sous un faux jour ; mais au milieu de ces populations qui souffrent, il n'est pas possible de détruire l'évidence des faits et de nier que le pouvoir clérical ne soit devenu insupportable pour tous. Dans la province de Viterbe, comme partout

ailleurs, le vote général serait venu démontrer si le droit et la justice se trouvent du côté du gouvernement romain ou du côté du peuple.

Recevez, Monsieur le général, l'expression de ma parfaite considération.

Pérouse, 9 octobre 1860.

Le commissaire général du Roi pour la province de l'Ombrie,

J.-N. PEPOLI,

A. Son Excellence le général comte de Goyon aide de camp de Sa Majesté l'Empereur des Français, commandant de la colonne française d'occupation.

**Protestation du commissaire royal de Viterbe, adressée
au commandant de la colonne française d'occupation.**

Monsieur le colonel,

Puisque vous avez ordre de rétablir le gouvernement clérical dans cette ville, le soussigné se fait un devoir de se retirer devant les armes françaises. Mais en même temps il se fait un devoir de déclarer, comme il le déclare, que cette ville s'était spontanément, et par ses propres forces, arrachée au joug de Rome, et que le gouvernement du roi lui avait accordé la protection qu'elle lui avait demandée jusqu'à ce qu'elle ait décidé de son sort ; qu'il remet les pouvoirs à la représentation municipale, et se retire en répétant qu'il cède aux armes de l'Empereur des Français, en recommandant cette ville à la justice et à l'honneur de ses braves soldats.

Viterbe, 11 octobre 1860.

Le commissaire du Roi.

Signé duc SFORZA CESARINI.

Note de Son Excellence M. le comte Cavour, ministre des affaires étrangères, à M. le baron Winspeare, chargé d'affaires de Naples à Turin.

Monsieur le baron,

Les événements qui ont eu lieu à Naples durant ces derniers mois ont déjà déterminé le gouvernement du roi à y envoyer des bâtiments pour la protection des sujets sardes. Depuis lors, la situation n'a fait qu'empirer. François II a abandonné sa capitale et a de la sorte, aux yeux de la population, abdiqué son trône. La guerre civile qui sévit dans les États napolitains, et l'absence de gouvernement régulier, mettent en grand danger les principes sur lesquels repose l'ordre social.

Dans cette conjoncture, les citoyens et les autorités du royaume de Naples ont fait parvenir à Sa Majesté le Roi Victor-Emmanuel des adresses revêtues de nombreuses signatures, et implorant l'aide du souverain auquel la Providence a confié la tâche de pacifier l'Italie et de la reconstituer.

Par suite des devoirs que lui impose cette mission, le Roi, mon auguste maître, a ordonné d'envoyer à Naples un corps d'armée. Cette mesure, qui mettra fin à un état de choses qui pourrait dégénérer en anarchie, préservera l'Italie et l'Europe, et évitera une plus grande effusion de sang.

Je saisis cette occasion pour présenter à Votre Excellence, etc.

C. CAVOUR.

Turin, 12 octobre.

Extrait du discours prononcé par M. Cavour, le 11 octobre, à la Chambre des députés.

Je ne répéterai pas ici les déclarations déjà faites, il y a peu de jours, qu'il n'a jamais été question de la cession d'autres parties de l'Italie, ni officiellement ni officieusement, ni par écrit ni de vive voix, ni directement ni indirectement. Mais laissons la question de fait pour aborder celle de probabilité, de possibilité. Il me paraît étrange que, pour rendre impossible une diminution de territoire, on veuille maintenir l'Italie en état de division, pour ne pas dire de discorde. Mais, Messieurs, faites l'annexion, et la cession de toute partie

quelconque de l'Italie deviendra impossible ; faites l'annexion, et le précédent du traité du 24 mars ne pourra jamais être invoqué.

Non, messieurs, on ne pourrait plus invoquer pour la cession d'une partie du territoire le grand principe de la nationalité, pierre angulaire de notre édifice politique; on ne pourrait pas demander cette cession en vertu d'immenses sacrifices de sang et d'argent. Faites l'annexion, et une telle demande ne serait plus faite à un peuple de cinq millions d'habitants. Elle s'adresserait maintenant à la grande nation italienne, compacte et forte de vingt-deux millions de citoyens. Faites l'annexion, et alors même que le ministère viendrait à être changé, j'aurais l'entière confiance que les hommes appelés à s'asseoir sur les bancs ministériels, à quelque parti de la Chambre et du pays qu'ils appartenissent (à la condition qu'ils fussent Italiens); feraient à cette demande une réponse digne des descendants de Capponi.

Les doutes exprimés, les explications demandées roulent sur deux questions douloureuses et délicates : Rome et Venise. Je pourrais invoquer la raison d'Etat, me retrancher dans un silence absolu, je pourrais dire à la Chambre : « Puisque nous sommes d'accord sur ce qu'il y a faire aujourd'hui, pourquoi nous préoccuper de l'éventualité d'un avenir plus ou moins prochain ? » Mais, Messieurs, dans ce siècle de publicité, je crois plus opportun que les gouvernements et les assemblées manifestent ouvertement leur pensée.

Je constaterai tout d'abord avec satisfaction que sur la question pratique, sur la question présente, nous sommes tous d'accord. Il m'a semblé, en effet, si j'ai bien compris l'honorable député Regnoli, qui a fait l'interpellation touchant Rome, qu'il est d'accord avec nous pour déclarer qu'il n'est ni opportun ni honnête d'aller à Rome tant que cette capitale est occupée par les troupes françaises.

Messieurs, c'est là une question d'avenir. Il est grave, sans doute, pour un ministre, d'avoir à exprimer son opinion sur les grandes questions d'avenir; toutefois, je reconnais qu'un homme d'État, pour être tout à fait digne de ce nom, doit avoir certains points fixes qui constituent, pour ainsi dire, l'étoile polaire guide de sa route, se réservant de choisir les moyens ou de les changer, suivant les événements, mais sans cesser un instant d'avoir le regard fixé sur sa boussole.

Depuis douze ans, l'étoile polaire du Roi Victor-Emmanuel a été l'aspiration à l'indépendance nationale : quelle sera cette étoile à l'égard de Rome? Notre étoile, Messieurs, je le proclame hautement, c'est de faire que la ville éternelle, sur laquelle vingt-cinq siècles ont entassé toute espèce de gloire, devienne la splendide capitale du royaume italien.

Mais cette réponse ne satisfera peut-être pas complètement l'honorable député Regnoli, qui demandait quels étaient nos moyens pour atteindre ce but. Je pourrais dire : « Je répondrai si vous pouvez vous-

même m'indiquer dans quelles conditions se trouveront, d'ici à six mois, l'Italie et l'Europe. » Si vous ne me donnez pas ce renseignement, ces prémisses du problème, je crains bien que ni moi, ni aucun des mathématiciens de la diplomatie, nous ne puissions pas réussir à trouver l'inconnu que vous cherchez.

Toutefois, Messieurs, s'il ne m'est pas possible de vous spécifier des moyens particuliers, je puis toujours, et je n'hésite pas à le faire, vous dire quelles doivent être, à mon avis, les grandes causes qui nous feront atteindre notre but.

J'ai dit et je répète que le problème de Rome ne peut, à mon avis, être résolu seulement avec l'épée ; l'épée est nécessaire ; elle l'a été et le sera encore pour empêcher des éléments hétérogènes de s'interposer dans la solution de cette question : mais, messieurs, le problème de Rome ne doit pas être résolu avec l'épée seule. Les forces morales doivent concourir à cette solution. Quelles sont ces forces morales sur lesquelles on devra compter ?

J'envahis quelque peu ici le terrain de la philosophie et de l'histoire ; mais, attiré sur ce terrain, il faut que j'énonce toute ma pensée. Je crois que la solution de la question romaine doit être amenée par la conviction qui se répandra de plus en plus dans la société moderne, et même dans la grande société catholique, que la liberté est hautement favorable au développement du véritable sentiment religieux.

Ma conviction est que cette vérité triomphera bientôt. Nous l'avons déjà vue reconnue par les défenseurs les plus passionnés des idées catholiques ; nous avons vu un illustre écrivain, dans un moment lucide, démontrer à l'Europe, dans un livre qui a fait grand bruit, que la liberté avait été très-utile pour relever l'esprit religieux.

Pour la confirmation de cette vérité, pas n'est besoin pour nous de chercher des exemples à l'étranger : nous en trouvons dans notre pays même. Je n'hésite pas à déclarer que le régime libéral qui depuis douze ans existe dans cette contrée subalpine est hautement favorable au progrès du sentiment religieux. Je crois pouvoir proclamer qu'il y a maintenant en Piémont une religion plus vive et plus incère qu'il n'y en avait il y a douze ans.

Je crois ne pas me tromper en affirmant que si le clergé a peut-être moins de privilèges, si le nombre des religieux a bien diminué, la vraie religion exerce encore plus d'empire sur les esprits des citoyens qu'à l'époque où l'on parvenait aux emplois et aux honneurs en flattant une certaine fraction du clergé ou par la fréquentation hypocrite des églises.

Ceux d'entre vous qui n'appartiennent pas à ces pays peuvent, au sortir de cette enceinte, constater la vérité de ce que j'affirme. Cela sera encore confirmé par tous les vénérables pasteurs de cette capitale, encore bien que cette ville n'ait pas eu le bonheur d'avoir à la

tête de son diocèse un pasteur éclairé, comme il en existe dans des villes peu éloignées de nous, et qui surent toujours concilier les inspirations de la liberté avec les canons de la religion.

Quand cette opinion sera généralement accréditée (et elle ne tardera pas à l'être, la conduite de notre armée, l'attitude de notre magnanime monarque tendent à la confirmer); quand cette opinion sera enracinée dans l'esprit des autres peuples et dans le cœur des sociétés modernes, c'est alors que la grande majorité des catholiques éclairés et sincères reconnaîtront que le pontife auguste qui est à la tête de notre religion peut exercer, d'une manière bien plus libre et beaucoup plus indépendante, son sublime ministère sous la garde de l'amour et du respect de vingt-deux millions d'Italiens que sous la protection de vingt-cinq mille baïonnettes.

Je passe maintenant à Venise. Quelque profonde que soit notre affection à nous tous pour cette illustre martyre, tous, je le crois, nous reconnaissons que l'on ne pourrait pas aujourd'hui déclarer la guerre à l'Autriche. Cela ne se peut pas parce que nous ne sommes pas organisés; cela ne se peut pas parce que l'Europe ne le veut pas. Je pense que cet argument sera de peu de portée près des orateurs qui croient que l'on doit tenir peu de compte de l'opposition des autres puissances.

Toutefois, Messieurs, je crois devoir repousser cette opinion et faire observer qu'il a toujours été dangereux, pour les souverains comme pour les peuples, de ne pas vouloir tenir compte de l'opposition des grandes nations. Nous avons eu des exemples de catastrophes immenses dues à ce manque de respect pour les sentiments des autres nations. Au commencement de ce siècle, le plus illustre guerrier des temps modernes n'a pas tenu compte de l'opinion des peuples de l'Europe, et, malgré son génie extraordinaire et ses ressources infinies, il est tombé après quelques années de règne; il est tombé fatalement, pour ne plus se relever, sous les efforts combinés de l'Europe.

Dans des temps plus rapprochés de nous, un autre empereur qui comptait ses soldats par centaines de mille, et des soldats qui ne le cèdent en bravoure à nuls autres, cet empereur n'a pas voulu écouter l'avis des autres puissances; il croyait pouvoir à son gré régler son différend avec l'empire ottoman. Eh bien! ce grand potentat n'a pas tardé à s'en repentir et à se repentir amèrement de n'avoir pas tenu compte des intérêts et de l'opinion du reste de l'Europe. Il serait à craindre qu'un sort semblable ne nous attendît, si, confiants uniquement dans notre droit et nos ressources, nous voulions absolument ne pas prendre en considération les conseils de l'Europe.

Mais alors, dit-on, comment résoudre la question de la Vénétie? D'une manière très-simple: en faisant changer l'opinion de l'Europe. Mais comment? dira-t-on. L'opinion de l'Europe changera, parce que

l'opposition rencontrée aujourd'hui n'existe pas seulement dans les gouvernements, mais encore, il faut le dire, dans une grande partie des populations même libérales de l'Europe.

Cette opposition à l'affranchissement de Venise touche à deux causes : la première, c'est le doute où est l'Europe que nous puissions nous constituer en nation forte et indépendante, et, en deuxième lieu, elle n'a pas une juste idée des moyens dont nous pouvons disposer ; et elle a la conviction que, seuls, nous ne pourrions pas accomplir cette grande et généreuse entreprise. C'est à nous à rectifier cette opinion. Organisons-nous, montrons qu'il n'existe parmi nous aucun germe fatal de discorde et de désunion.

Constituons un État fort, qui puisse non-seulement disposer d'une armée formidable et d'une escadre imposante, mais encore qui repose sur le consentement unanime des populations, et alors l'opinion de l'Europe se modifiera, et alors aussi s'éclaireront et se modifieront les pensées des libéraux d'Europe, opposés ou perplexes, touchant l'émancipation de cette malheureuse et noble partie de l'Italie.

Il reste encore, il est vrai, dans l'esprit de quelques-uns, la pensée qu'il est possible de réconcilier les populations de cette province avec la domination autrichienne. Toutefois, cette idée s'affaiblit. La Vénétie ne peut pas être réconciliée avec la domination autrichienne ; il n'est pas de concession, pas de faveur, pas de tentative d'accord qui puisse amener les Vénitiens à renoncer aux aspirations qui les poussent vers la grande famille italienne.

Si cela a été vrai dans le passé, cela l'est encore plus aujourd'hui et le sera plus encore à l'avenir. Car, Messieurs, le monde moral est assujéti aux mêmes lois que le monde physique. L'attraction est en raison des masses ; plus l'Italie sera forte et complète, et plus l'attraction qu'elle exercera sur Venise sera puissante et irrésistible ! Du reste, cette vérité a déjà été reconnue et proclamée par le gouvernement de Vienne lui-même.

A Villafranca, l'empereur d'Autriche, cela ne fait nul doute pour moi, avait le désir d'introduire dans la Vénétie un système de conciliation, et de voir si, à l'aide de faveurs, il pourrait réunir moralement cette province à l'empire. Il l'a essayé quelque temps, mais il n'a pas tardé à reconnaître qu'il faisait fausse route, et il est revenu au système de compression. Loin de moi la pensée de lui en faire un reproche. En admettant que l'empire veuille conserver la Vénétie, une fatalité irrémédiable le pousse à maintenir le système de compression et de rigueur.

Quand ces vérités auront pénétré dans tous les esprits et tous les cœurs en Europe, elles exerceront, je l'espère, une grande influence. On me dira, je le sais, que je me fais illusion et que les diplomates,

n'ont pas d'entrailles ; et cependant, à raison de mes fonctions, je ne peux pas admettre cette maxime. Mais, fût-elle vraie, je vous dirai que, si les diplomates n'ont pas d'entrailles, les peuples en ont. Dans ce siècle, à l'époque présente, ce ne sont plus les diplomates qui disposent des peuples, ce sont les peuples qui imposent aux diplomates ce qu'ils ont à faire.

J'ai la confiance que quand cette vérité ne pourra plus être contestée, la misérable condition de la Vénétie inspirera une sympathie immense, non-seulement à la généreuse France, à la juste Angleterre, mais encore à la noble Allemagne, où les idées libérales prennent tous les ans, tous les jours plus d'empire. Je crois le temps prochain où la grande majorité de l'Allemagne montrera qu'elle ne veut plus être complice du supplice de Venise. C'est alors, Messieurs, que nous serons à la veille de la délivrance de cette illustre ville. S'effectuera-t-elle par la voie des armes ou des négociations ? La Providence seule en décidera.

Je n'ai plus rien à ajouter. Je ne sais si je puis me flatter, Messieurs, d'avoir dissipé tous vos doutes et convaincu tous les membres de la Chambre de la droiture des intentions du ministère et de l'opportunité de la politique qu'il vous conseille. J'espère toutefois n'être pas taxé de présomption en manifestant l'ardent désir et la vive espérance que vous donnerez à la loi actuelle¹ une approbation unanime.

Cette approbation, tout en étant d'un grand poids sur les conseils de l'Europe par son immense autorité, étouffera à sa naissance le germe de discorde qui s'est montré dans les provinces méridionales, et qui, si on le laissait se développer, rendrait peut-être impossible l'œuvre la plus grande et la plus magnanime qu'il ait été donné aux peuples d'accomplir.

**Décret du général Garibaldi, réunissant les Deux-Siciles
au royaume d'Italie.**

Pour accomplir un vœu incontestablement cher à la nation entière,
Je décrète :

Que les Deux-Siciles, qui doivent leur rédemption au sang italien

1. Loi proposée aux chambres et votée dans la session d'octobre : « Le gouvernement du roi est autorisé à accepter et à établir par décrets royaux l'annexion à l'Etat des provinces de l'Italie centrale et méridionale dans lesquelles se manifestera librement par le suffrage direct universel la volonté des populations de faire partie intégrale de notre monarchie constitutionnelle.

et qui m'ont librement élu dictateur, font partie intégrante de l'Italie une et indivisible, avec son roi constitutionnel Victor-Emmanuel et ses descendants.

Je déposerai dans les mains du roi, à son arrivée, la dictature qui m'a été conférée par la nation.

Les prodictateurs sont chargés de l'exécution du présent décret.

Sant'Angelo, 15 octobre 1860.

G. GARIBALDI.

**Proclamation du Roi Victor-Emmanuel lors de son entrée
à Naples, le 7 novembre 1860.**

Aux peuples napolitain et sicilien!

Le suffrage universel me donne le souverain pouvoir de ces nobles provinces. J'accepte ce solennel décret de la volonté nationale, non par ambition de régner, mais par conscience d'Italien.

Mes devoirs s'accroissent comme s'accroissent ceux de tous les Italiens. Plus que jamais deviennent nécessaires un accord sérieux et une constante abnégation.

Tous les partis doivent s'incliner avec dévouement devant la majesté de l'Italie, que Dieu soulage.

Ici nous devons établir un gouvernement qui donne les garanties d'une vie libre aux peuples, et de probité sévère à l'opinion publique. Je compte sur le concours efficace de tous les honnêtes gens. Partout où la loi met un frein au pouvoir et garantit la liberté, le gouvernement peut autant pour le bien public que le peuple pour la vertu.

Nous devons démontrer à l'Europe que si la force irrésistible des événements a surmonté les traités établis pour le malheur séculaire de l'Italie, nous savons restaurer dans la nation unie, l'empire de ces dogmes immuables, sans lesquels toute société est malade, toute autorité combattue est incertaine.

VICTOR-EMMANUEL.

Adieux de Garibaldi à ses compagnons d'armes.*A mes compagnons d'armes.*

Nous devons considérer la période qui finit comme la dernière étape de notre résurrection, et nous préparer à terminer splendidement la conception surprenante des élus de vingt générations, dont la Providence assigne l'accomplissement à cette génération fortunée.

Oui, jeunes gens! l'Italie vous doit une entreprise qui a mérité les applaudissements du monde.

Vous avez vaincu, et vous vaincrez, parce que vous êtes désormais faits à la tactique militaire qui décide des batailles.

Vous n'êtes point dégénérés de ceux qui pénétrèrent dans les rangs profonds des phalanges macédoniennes et percèrent la poitrine aux superbes vainqueurs de l'Asie.

A cette page stupéfiante de l'histoire de notre pays en succédera une plus glorieuse encore, et l'esclave montrera finalement au frère libre un fer aiguisé qui appartient aux anneaux de ses chaînes.

Aux armes tous! tous! et les oppresseurs, les puissants se dissiperont comme la poussière,

Vous, femmes, rejetez loin de vous les couards, ils ne vous donneront que des couards: et vous, filles de la terre de la beauté, vous voulez une génération brave et généreuse!

Que les peureux doctrinaires s'en aillent porter ailleurs leur servilisme et leurs misères.

Ce peuple est maître de soi, il veut être frère des autres peuples, mais garder sa fierté avec le front haut, non le rabaisser, mendiant sa liberté. il ne veut pas être à la remorque d'hommes à cœur de fange. Non! non! non!

La Providence fit don à l'Italie de Victor-Emmanuel. Tout Italien doit se rattacher à lui, se serrer autour de lui. A côté du roi galant homme toute contestation doit disparaître, toute rancune se dissiper! Encore une fois, je vous répète mon cri: Aux armes, tous! tous! Si en mars 1861 il ne se trouve pas un million d'Italiens armés, pauvre liberté, pauvre terre italienne.... Oh! non; loin de moi une pensée qui me répugne comme un poison. Le mois de mars 1861, et s'il le faut celui de février, nous trouvera tous à notre poste.

Italiens de Catalafini, de Palerme, du Volturno, d'Ancône, de Castelfidardo, d'Isernia, et avec nous tout homme de cette terre non

couarde, non servile, tous serrés autour du glorieux soldat de Palestro, nous donnerons la dernière secousse, le dernier coup à la tyrannie qui croule!

Accueillez, jeunes volontaires, reste honoré de dix batailles, une parole d'adieu. Je vous l'envoie ému d'affection, du profond de mon âme. Aujourd'hui je dois me retirer, mais pour peu de jours. L'heure du combat me retrouvera avec vous encore, à côté des soldats de la liberté italienne.

Qu'ils retournent chez eux ceux-là seulement que rappellent des devoirs impérieux de famille, et ceux qui, glorieusement mutilés, ont mérité la reconnaissance de la patrie. Ils la serviront encore dans leurs foyers par leurs conseils, par le spectacle des nobles cicatrices qui décorent leurs fronts mâles de vingt ans. Quant aux autres, ils restent pour garder les glorieux drapeaux.

Nous nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à la délivrance de nos frères encore esclaves de l'étranger, que nous retrouverons dans peu pour marcher ensemble à de nouveaux triomphes.

Naples, 8 novembre 1860.

G. GARIBALDI.

**Rapport de Son Excellence le lieutenant-général du Roi
dans les provinces napolitaines¹, à Sa Majesté.**

Sire,

Il a plu à Votre Majesté de me confier le gouvernement de ces nobles provinces dans le moment solennel où elles entrent, quant aux conditions politiques et sociales, dans cette existence commune de l'Italie à laquelle elles ont apporté à toutes les époques un large tribut de gloires intellectuelles.

En remplissant les fonctions dont j'ai été honoré, je me guiderai d'après les maximes que Votre Majesté a exprimées dans ses manifestes et qui ont été pour toute la nation le programme et la promesse inviolable de la royauté italienne ; je suivrai les exemples de ce régime politique qui a été, aux applaudissements des peuples civilisés et avec les plus brillants et les plus merveilleux résultats, observé dans vos anciennes provinces, lesquelles vous sont reconnaissantes de l'honneur qu'elles ont eu, grâce à vous, d'être l'instrument principal de la délivrance de l'Italie.

1. Nommé le 6 novembre 1860.

Les Italiens savent, Sire, comment s'exerce l'autorité en votre nom. Votre gouvernement s'appuie sur la liberté et le progrès, car notre patrie arrivera d'autant plus vite à la prospérité et à la force que les peuples feront des progrès moraux et sociaux plus rapides. Il est plein de sollicitude pour l'instruction et l'éducation religieuse du peuple, pour les développements scientifiques, industriels et commerciaux qui doivent accroître le bien-être et le contentement des populations. En même temps votre gouvernement travaille sans cesse à renouveler dans toute l'Italie la tradition militaire et à y activer l'esprit guerrier, qui n'est pas seulement un élément de force, mais qui contribue encore à l'éducation morale, puisqu'elle habitue les nations aux vertus de la discipline et au culte du devoir.

Mais l'organisation d'un gouvernement libéral et conforme à la civilisation n'est pas le seul but que les Italiens doivent aujourd'hui atteindre à l'aide de sages efforts; ils doivent encore associer dans l'unité d'un seul État les membres épars de la famille commune.

La vie de l'Italie a été diversement partagée selon les douloureuses destinées de notre histoire, mais les provinces séparées les unes des autres sont devenues, grâce à la vigueur naturelle de la race, autant de centres glorieux de civilisation et de traditions morales. La longue existence des anciens États italiens a créé beaucoup d'intérêts particuliers. Ces traditions et ces intérêts doivent être respectés en tout ce qui n'offense et n'affaiblit pas l'unité nationale.

L'Italie, qui sait qu'elle ne trouvera de paix et de prospérité durables que dans l'union sous votre dynastie, est avertie par un sage instinct de la nécessité de conserver comme une garantie de progrès et de liberté, et pour se protéger contre les usurpations d'une centralisation exagérée, le développement traditionnel de la vie locale.

Cette double vue de la politique italienne ne se montre nulle part d'une façon plus frappante que dans les provinces napolitaines, par l'importance de l'État qu'elles formaient naguère et par le système de forte centralisation qui y régnait, et parce qu'elles sont représentées par une capitale splendide, qui est l'une des cités les plus peuplées et les plus illustres de l'Europe.

Dans cet état de choses, il est manifeste que si d'une part le gouvernement qui s'élève ici au nom et par l'autorité de Votre Majesté doit dès à présent appliquer les grands principes qui dirigent la monarchie, de l'autre il appartient de droit aux décisions et aux délibérations du Parlement qui représentera la nation de fixer la situation définitive de ces provinces dans la constitution générale de l'Italie.

L'intelligence et la sagesse pratique des Italiens sauront établir une organisation en vertu de laquelle les grandes provinces de l'Italie

resteront libres d'administrer leurs propres intérêts, tout en restant étroitement unies dans la grande représentation nationale.

Grâce à de telles institutions, le patriotisme et l'activité civile pourront toujours avoir une triple carrière dans la triple sphère de l'État, de la province et de la cité, et les diverses capitales de l'Italie verront s'accroître leur splendeur en raison de la vie commune de la nation, rendue partout plus efficace et plus vigoureuse.

Telle est l'œuvre qui est réservée au Parlement et que le Parlement seul peut accomplir, parce qu'il est le représentant suprême de la volonté de tous, et parce que dans un pays où règne la liberté il est juste que le gouvernement laisse à la liberté le mérite et l'honneur de donner à la nation ses institutions fondamentales.

L'autorité qui m'est confiée par Votre Majesté sera exercée par moi en vue principalement de mettre ces provinces en état d'accomplir aussitôt qu'il sera possible l'acte solennel des élections.

Mon devoir sera de consolider, en attendant, l'ordre matériel et moral, qui a été troublé, non pas tant par les changements politiques que par l'action corruptrice et funeste de l'ancienne domination. La conscience publique trouvera la garantie de la justice et de l'honnêteté du gouvernement dans cette liberté et cette publicité qui, loin d'affaiblir, fortifient au contraire une administration réparatrice.

De grands besoins sont à satisfaire dans un pays où les intérêts matériels ont été négligés pour que le développement intellectuel et moral des populations pût être plus aisément arrêté. Quelques-uns de ces besoins pourront recevoir des satisfactions immédiates; beaucoup d'autres bienfaits devront être attendus de l'influence spontanée des nouvelles institutions, de la liberté, des qualités laborieuses du peuple. Je ferai étudier avec soin et promptitude les projets des grandes œuvres publiques, ainsi que des voies qui doivent faciliter les communications, ranimer l'agriculture et l'industrie; je ferai étudier les moyens de réformer l'instruction populaire, par laquelle doivent être reliées plus intimement entre elles les diverses classes de la société; je donnerai mes soins à la bienfaisance publique, qui n'est digne de son nom que si elle donne au pauvre, avec le pain, l'éducation morale et le sentiment de la dignité humaine.

Je ne serais pas le digne interprète des intentions de Votre Majesté si, par le respect de toutes les consciences et de toutes les opinions honnêtes, je ne conformais pas mon administration à cet esprit de concorde qui ne peut être cher à personne plus qu'à vous, Sire, qui êtes le symbole de la concorde italienne.

Je prendrai pour règle les nobles paroles que Votre Majesté a prononcées en ouvrant ce Parlement où pour la première fois se trouvaient réunis les représentants de 11 millions d'Italiens, et je me sou-

viendrai que rien ne doit subsister des anciennes luttes, si ce n'est la mémoire des malheurs communs et de notre commun amour pour l'Italie.

Je sens combien ma tâche est difficile; je demande donc et j'espère la coopération de tous les citoyens. Sans l'aide publique, les gouvernements sont impuissants à bien faire.

Je désire être assisté des conseils de tous les bons citoyens. J'ai besoin du concours de quelques-uns de ces hommes de haute valeur, de ces dignes patriotes que possèdent en grand nombre ces provinces. Ils me serviront de conseil, ils dirigeront en même temps les dicastères entre lesquels se partage l'administration régulière du pays, et ils prépareront les innovations législatives qui seront jugées indispensables.

Que Votre Majesté daigne me faire connaître si ces idées ont son approbation royale.

FARINI.

Naples, le 8 novembre 1860.

Dépêche de M. Cavour à M. le comte de Launay, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Berlin.

Turin, le 9 novembre 1860.

Monsieur le comte,

M. le comte Brassier de Saint-Simon m'a donné communication d'une dépêche datée de Coblenz, le 13 octobre dernier, dans laquelle M. le baron de Schleinitz, tout en témoignant le désir du cabinet de Berlin de maintenir de bons rapports avec la Sardaigne, nous fait connaître la divergence de vues qui existe entre le gouvernement du Roi et celui du Prince-Régent dans l'appréciation des événements qui se sont accomplis en Italie.

Le baron de Schleinitz, après avoir fait observer que la politique du gouvernement du Roi exposée dans le memorandum du 12 septembre se fonde sur le droit absolu des nationalités, s'empresse d'ajouter qu'il est loin de contester la haute valeur de l'idée nationale, idée qui est au contraire le mobile essentiel et hautement avoué de la politique prussienne en Allemagne.

Mais, à ses yeux, ce principe ne doit pas se mettre en opposition avec les règles du droit des gens conventionnel, sous peine de troubler le repos de l'Europe et d'entraîner peuples et gouvernements dans la voie des révolutions.

Nous sommes heureux de voir que le gouvernement du Prince-Régent non-seulement reconnaît l'idée nationale comme un des éléments essentiels du droit public, mais qu'il s'honore d'être le noble représentant de cette idée en Allemagne. D'un autre côté, si nous devons regretter aujourd'hui de voir désapprouvée l'application nécessaire d'un principe qu'on respecte, il nous est cependant permis d'espérer que le cabinet de Berlin, mieux éclairé sur la véritable portée des événements, pourra un jour les envisager d'une manière plus bienveillante et plus équitable.

Il y a un point qu'il importe de bien définir, et sur lequel nous devons insister, c'est que la question des Marches, de l'Ombrie et des Deux-Siciles est une question purement italienne, et que, comme telle, elle n'affecte en rien les droits positifs des autres puissances.

En effet, le droit public de tous les temps a reconnu à chaque nation la faculté de régler ses propres destinées, de se donner des institutions conformes à ses intérêts, de se constituer en un mot de la manière qu'elle juge la plus propre à sauvegarder la sécurité et la prospérité de l'État.

Ce droit n'a jamais été dénoncé comme contraire aux lois internationales. Il en est même le fondement; car s'il était méconnu ou violé, il n'y aurait plus en Europe ni indépendance ni liberté.

Mais on nous objecte : les divisions territoriales de l'Italie ont été sanctionnées par des traités solennels; l'Europe y a par conséquent une juridiction qu'elle ne saurait abdiquer sans renoncer en même temps à toutes les traditions du passé, sans exposer l'avenir à l'inconnu des révolutions et aux dangers des entraînements populaires.

Je n'examinerai pas ici jusqu'à quel point les stipulations internationales auxquelles on fait allusion ont été dictées dans le véritable intérêt de l'Italie. Mais le fait en lui-même, c'est-à-dire les dispositions d'un traité, peuvent-elles impliquer l'abdication complète et perpétuelle de la nation au règlement de sa constitution intérieure? Ce n'est certainement pas le cabinet de Berlin qui voudrait soutenir une telle doctrine.

L'histoire des derniers quarante ans nous démontre que les conventions publiques sont destinées à subir les modifications exigées par les temps, et que l'Europe ne croit pas se déjuger en respectant d'abord et en reconnaissant plus tard les changements accomplis en dehors de son initiative.

L'Europe avait depuis longtemps admis que la situation de l'Italie devait être modifiée dans l'intérêt de la paix et de l'ordre. Le cabinet de Berlin, par l'organe de M. le baron de Schleinitz, vous a plus d'une fois, monsieur le comte, parlé dans ce sens, et son langage était conforme à celui de la plupart des autres cabinets; mais aujourd'hui, en

présence de ce qui s'est passé dans les Marches et à Naples, on nous dit : Votre conduite n'a pas toujours été correcte ; tel acte est contraire aux maximes du droit, tel autre établit un précédent dangereux.

Mais je crois qu'à notre tour nous avons le droit de demander : Est-ce bien à nous la faute si l'Italie a quitté la voie des réformes qui nous est recommandée par le gouvernement prussien et dont nous avons donné l'exemple pendant dix ans ? Il ne faut pas oublier les causes lorsqu'il s'agit de juger les faits. Ce sont les petits États de l'Italie centrale, c'est le Saint-Siège et le gouvernement de Naples qui, lorsqu'il en était temps, ont refusé tous les expédients de conciliation avec les populations aigries et opprimées. C'est l'Autriche qui, l'année dernière, en attaquant le Piémont, a précipité les événements ; c'est elle qui a prouvé aux Italiens que la Péninsule n'aurait ni sécurité ni indépendance réelle tant qu'elle ne serait pas réunie en un même État.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce fait, qui domine la situation tout entière, et nous demandons quel est le grief qu'on fait au gouvernement du Roi. On l'accuse d'être venu en aide à des populations qui s'étaient affranchies de leur gouvernement, d'un gouvernement avec lequel elles étaient en lutte depuis quarante ans. Mais ce que nous avons fait dans des circonstances qui, à elles seules, justifieraient notre conduite, les différents États de l'Europe ne l'ont-ils pas fait en d'autres temps et dans des circonstances qui, cependant, étaient loin d'offrir la même justification ? Est-ce que la France et l'Angleterre, lorsqu'elles prêtaient leur appui aux Flandres soulevées, foulaient aux pieds les lois internationales ? Ces lois étaient-elles enfreintes par Louis XIV, lorsqu'il donnait la main à l'insurrection hongroise ; par les États généraux, lorsqu'ils soutenaient Guillaume d'Orange contre Jacques II ; par Louis XVI, qui a si noblement concouru à l'affranchissement des États-Unis d'Amérique ; par l'Europe chrétienne, qui a soustrait la Grèce à la domination ottomane ?

Nous ne pouvons, en conséquence, accepter la blâme que les derniers actes du gouvernement du Roi ont encouru à Berlin, et qui se trouve exprimé dans la dépêche du 13 octobre. Nous sommes peiné de voir aussi rigoureusement appréciée, par un cabinet libéral et conservateur, notre conduite, qui s'est constamment inspirée de ces deux principes. Nous en sommes peiné, car l'Europe ne doit pas se méprendre à ce point sur les événements dont la Péninsule est le théâtre. L'Europe ne devrait pas perdre de vue que le gouvernement du Roi est en Italie le seul pouvoir conservateur capable d'opposer une digue à l'esprit vraiment révolutionnaire et de le dompter.

Il n'est ni juste ni prudent de débilitier ce pouvoir en l'isolant et en le forçant, pour ainsi dire, à s'appuyer, dans des circonstances données, sur des éléments qui pourraient devenir dangereux. On de-

vrait, au contraire, s'associer à ses efforts dans l'intérêt de l'ordre et de la paix, en l'aidant à surmonter les difficultés dont il est entouré.

Nous n'avons rien à cacher, nous n'avons rien à dissimuler. Nous sommes l'Italie, nous agissons en son nom. Mais nous sommes en même temps les modérateurs du mouvement national; nos efforts, nos soins les plus constants n'ont d'autre but que de le diriger, de le retenir dans les voies régulières et d'empêcher qu'il ne se dénature par des alliages impurs.

Nous sommes les représentants du principe monarchique, qui, en Italie, avait disparu des cœurs avant d'être renversé par la vengeance populaire. Ce principe, nous l'avons relevé, nous l'avons retrempé, nous lui avons donné une nouvelle consécration. Il fait notre force dans le présent, il sera le bouclier de l'avenir.

Confiants dans la justice de la cause que nous défendons et dans la droiture de nos intentions, nous avons l'espoir de résoudre et de vaincre les difficultés de la situation. Et lorsque le royaume d'Italie sera constitué sur les bases inébranlables du droit national et du droit monarchique, nous sommes convaincus que l'Europe ne ratifiera pas le jugement sévère qu'on fait peser maintenant sur nous.

Veuillez, monsieur le comte, donner lecture à M. le baron de Schleinitz de cette dépêche, et lui en laisser copie, s'il le désire.

Agréez, etc.

Signé : C. CAVOUR.

Note de M. le comte Cavour à M. Jotteau, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sardaigne à Berne, au sujet de la séparation des paroisses suisses de l'évêché de Côme.

Turin, le 20 novembre 1860.

Monsieur le chevalier,

Le *post-scriptum* de votre dépêche n° 202, en date du 9 de ce mois, m'informe des interpellations que Son Excellence M. le président de la Confédération helvétique vient de vous adresser, au sujet des questions concernant la *mense de l'évêque de Côme*.

Vers la fin de septembre dernier, M. Tourte, envoyé de la Confédération à Turin, m'écrivait, en effet, pour m'expliquer le désir du Conseil fédéral de voir la discussion des points en litige, quant au mode de procéder à la séparation des biens du diocèse de Côme, con-

fiée à des hommes spécialement désignés pour cela, et me demandait en conséquence de nommer un commissaire *ad hoc* avec lequel il eût à traiter. Ne pouvant qu'apprécier la pensée de conciliation et de concvenance dont témoignait cette démarche, je désirais sincèrement y déférer. Mais cela dépendait bien plus des dispositions qu'aurait prises le Conseil fédéral que de notre bon vouloir.

La situation, telle qu'elle a été faite par les révolutions du canton du Tésin, approuvées et maintenues par la Confédération, n'est pas normale.

J'ai déjà eu l'occasion de faire connaître à M. Tourte, qui en aura certainement informé le Conseil fédéral, quelle est notre opinion à cet égard, quels sont les principes qui, à notre sens, doivent être observés en pareille matière.

Le gouvernement du Roi ne conteste nullement à la Suisse le droit de soustraire une partie de son territoire à la juridiction d'un évêché étranger, de l'évêché de Côme. Aussi s'est-il même abstenu de demander à intervenir dans les négociations que le Conseil fédéral avait ouvertes à cet effet avec le Saint-Siège. Mais, comme j'ai eu l'honneur de le déclarer à M. Tourte, dans ma note du 6 septembre, il y a une autre question, la question des biens, sur laquelle nous ne saurions ni admettre le système que le Conseil fédéral semblerait porté à faire prévaloir, ni sanctionner explicitement ou implicitement les mesures adoptées par le canton du Tésin.

Sans nous prévenir, sans faire aucun essai d'arrangement, l'autorité suisse a frappé de séquestre les biens et revenus de l'évêché de Côme existant sur son territoire, a privé l'évêque de l'administration de ces biens, qui lui appartenaient, et l'a transférée à l'État.

Ce procédé, contraire au droit, n'était pas non plus conciliable avec le caractère amical et bienveillant des relations entre la Sardaigne et la Suisse.

La nature ecclésiastique des biens séquestrés n'infirmait aucunement, au point de vue international, le droit de propriété. Les autorités fédérales n'étaient pas mieux fondées à saisir la propriété de l'évêque de Côme, qu'elles ne l'eussent été à porter la main sur la propriété d'un autre sujet quelconque du Roi.

Mais d'après les termes de la note de M. Tourte, il paraîtrait que le Conseil fédéral croit qu'il y aurait lieu à une répartition de la mense épiscopale de Côme.

Cette manière de voir n'exclut pas qu'il y ait eu, en attendant, violation des droits acquis, et une atteinte, non intentionnelle sans doute, car je ne saurais attribuer cette intention aux autorités suisses, une atteinte, dis-je, à la dignité d'un gouvernement ami, qu'on ne pouvait supposer indifférent au préjudice qu'on faisait éprouver à un

évêché de ses États. D'ailleurs, je dois en renouveler ici la déclaration, le gouvernement du roi ne pourrait partager, sur ce point, l'opinion du Conseil fédéral.

La règle internationale, constamment consacrée par l'usage, c'est que le gouvernement qui veut séparer son territoire de la juridiction d'un évêché étranger, supporte les charges qu'entraîne sa détermination, et que la totalité des biens et revenus demeure au titulaire du diocèse démembré.

C'est ainsi que nous-mêmes en avons agi envers l'Autriche lorsque les territoires en deçà du Tessin furent détachés des diocèses de Milan et de Pavie. C'est également ainsi que se sont conduits envers la Sardaigne les anciens gouvernements de Modène et de Parme lorsqu'ils ont soustrait un certain nombre de paroisses de leurs États à la juridiction de l'évêché sarde de Sarzane.

A défaut d'autres exemples, nous pourrions invoquer contre le système que la Suisse voudrait introduire à l'égard de la mense de Côme les principes qu'elle a soutenus vis-à-vis de l'Autriche dans l'affaire de l'évêché de Coire. Si toutefois le Conseil fédéral avait à cet égard quelque observation à faire ou quelque transaction à proposer, il est clair que la question doit se présenter intacte, et que le gouvernement du roi, non-seulement ne peut consentir à traiter aussi longtemps qu'on persiste à violer la propriété d'un de ses sujets, mais qu'il doit exiger que, par rapport aux biens, toutes choses soient remises dans leur état antérieur.

Nous sommes donc dans la pénible nécessité d'avoir à renouveler au Conseil fédéral la demande que le séquestre sur les propriétés de la mense de Côme soit levé, et que la libre administration en soit rendue à l'évêque. J'ai trop de confiance dans l'esprit de justice et dans la haute sagesse du gouvernement helvétique pour douter que nos réclamations ne rencontrent, de sa part, un accueil favorable. Mais si, contre notre espoir, il se refusait à faire droit à une demande aussi raisonnable, le gouvernement du roi devrait aviser à son tour aux dispositions qu'il jugerait justes et convenables.

Je vous invite, Monsieur le chevalier, à donner lecture et copie de la présente dépêche à Son Excellence M. le président de la Confédération, et vous prie d'agréer les nouvelles assurances de ma considération très-distinguée.

C. CAVOUR.

**Acte d'acceptation, dressé à Naples, de l'annexion des Marches
et de l'Ombrie aux États de Sa Majesté Victor-Emmanuel.**

L'an 1860, le 22 novembre, à onze heures du matin, à Naples, dans le palais royal et dans la salle du trône, en présence de Sa Majesté Victor-Emmanuel; assistant au présent acte: le ministre de grâce et justice, Cassini; le ministre de la guerre, Fanti; le lieutenant général dans les provinces napolitaines, Farini; le général d'armée, comte de La Rocca, et la maison militaire du roi, ont été introduits MM. Valerio et marquis Napoléon Pepoli, commissaires du royaume dans les Marches et l'Ombrie, et MM. Fasioli, Amitrali, etc., etc. (suit une longue liste de noms qui n'offre aucun intérêt), composant les députations des Marches et de l'Ombrie, lesquelles ont présenté à Sa Majesté le résultat du vote du plébiscite par lequel les peuples de ces provinces, appelés aux comices les 4 et 5 novembre 1860, ont déclaré par vote universel, avec 133 775 votes affirmatifs, contre 1212 négatifs, dans la première province, et 97 040 votes affirmatifs, contre 380 négatifs, dans la seconde, vouloir faire partie de la monarchie constitutionnelle de Victor-Emmanuel.

Sa Majesté le roi, en acceptant pour soi et pour ses descendants le résultat du vote, a exprimé combien il était heureux de ce que le concours de ces estimables provinces constituât la nationalité italienne dans un État unique, et de ce que le sort de la patrie commune fût uni indissolublement au sort de sa maison, liés par un pacte de liberté et de croyance.

De ces faits, le ministre de grâce et justice, sur l'ordre du roi, a dressé le présent procès-verbal, souscrit par Sa Majesté, par les royaux commissaires des Marches et de l'Ombrie, les membres des députations de ces provinces, par le lieutenant général dans les provinces napolitaines, par les conseillers de lieutenance, par le syndic de la municipalité de Naples, le président de la cour suprême de justice, le président de la grande cour des comptes, et contre-signé par les ministres de la guerre, et grâce et justice, munis du grand sceau de l'État,

L'original du présent acte sera déposé et conservé dans les archives générales du royaume.

Note du ministre de l'intérieur au conseil d'État, sur l'organisation administrative et financière du royaume.

Messieurs,

La réforme doit avoir pour but d'établir et consolider l'unité politique, militaire et financière du royaume, et de décentraliser le mieux possible l'administration. Les commissaires auront toujours présent à l'esprit le premier de ces deux buts, comme celui qui est essentiel et suprême, et cependant, en donnant par leurs propositions, à l'initiative des particuliers et des plus petites agrégations civiles, toute la largeur possible, en n'oubliant jamais que les diverses localités, quelque fondées qu'elles soient sur la tradition, sur les habitudes et sur les désirs, ne doivent pas s'affaiblir, mais renforcer l'unité italienne.

C'est pourquoi la décentralisation administrative ne pourra se réaliser qu'en ce qui concerne les attributions de quatre ministres, ceux de l'intérieur, de l'instruction publique, des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Au premier, on peut enlever tout ce qui regarde la bienfaisance, les œuvres pies, l'hygiène, la santé publique, les théâtres, la chasse et la pêche, les monuments publics ; au second, l'enseignement secondaire et technique, les universités et les académies des beaux-arts ; au troisième, les eaux, les routes et ports secondaires ; au quatrième, l'agriculture, les bois et la statistique.

Un jour viendra peut-être où la sûreté publique et les prisons pourront être administrées par l'autorité locale, mais les conditions présentes de l'Italie et l'opinion publique ne le permettent pas pour le moment.

Pour ce qui est des modifications qui nécessairement auront lieu dans les finances, quoique importantes, elles ne seront qu'accessoires et ne doivent pas altérer le système des impôts.

La décentralisation peut se faire de deux façons : ou en déléguant aux représentants du gouvernement dans les différentes parties du royaume plusieurs prérogatives qui appartiennent habituellement aux ministres, ou en dépouillant le gouvernement de ces prérogatives et en les attribuant aux citoyens.

La réforme que je propose embrasse ces deux moyens. En maintenant en général la circonscription des provinces italiennes, telle qu'elle est aujourd'hui, non-seulement je voudrais voir attribuer à leurs chefs ou préfets des pouvoirs plus larges que ceux qu'ils ont à présent ; mais je voudrais aussi assigner aux provinces elles-mêmes plusieurs prérogatives importantes que la loi du 25 octobre 1859 leur a refusées. Car le caractère principal de cette loi, en ce qui regarde la province, c'est de

l'avoir destinée à la tutelle des communes et des œuvres pies, plutôt que de l'avoir mise en état de pouvoir par elle-même pourvoir à tous ces intérêts intermédiaires qui ne peuvent pas se restreindre à toute la nation. Ainsi l'objet de cette réforme serait de donner ou de restituer à la province l'administration de ces affaires qui lui appartiennent naturellement, en lui permettant d'agir indépendamment de l'autorité gouvernementale, sauf cette haute vigilance que l'État exerce sur chaque corps moral. C'est là le point capital de la proposition, et j'oserais même dire le seul qui me paraisse essentiel.

Mais je ne crois pas que cela puisse encore suffire au but que nous nous proposons, à cause des motifs suivants :

La province italienne n'est ni assez vaste, ni assez peuplée, ni assez riche pour pouvoir suffire, au moins pour le moment, à toutes les fonctions que je viens d'indiquer et que le gouvernement serait disposé à confier aux citoyens. Les préfets sont en trop grand nombre pour qu'on puisse leur déléguer tous les pouvoirs efficaces pour une véritable décentralisation, sans courir le danger d'une trop grande variété ou d'une trop grande discordance dans la marche de l'administration.

Il faut donc former une autre agrégation, un autre être collectif plus grand que la province, afin que le représentant du gouvernement puisse, en toute sécurité, y exercer les pouvoirs dont nous venons de parler, et que la réunion des provinces puisse atteindre le but désiré. Telles seraient les régions.

Il n'est pas dans mon intention que la commission détermine pour le moment, d'une manière précise, combien il devrait y avoir de régions, et quelles elles seraient. Cela formera l'objet d'une autre étude spéciale, dans laquelle on devra tenir compte de plusieurs éléments, parmi lesquels la diversité des lois et des institutions qui ont existé dans les différentes parties de l'Italie ne sera pas la dernière. Car, quand même on voudrait faire l'unification administrative d'une façon plus complète à l'avenir, l'institution des régions pourra être considérée comme un moyen de parvenir à ce but. En effet, je l'envisage, quant à moi, non-seulement comme un tempérament transitoire, mais aussi comme une épreuve qui peut en consolider la durée.

Je dis un tempérament transitoire, pour faciliter le passage de l'état de division dans lequel l'Italie a été maintenue, pendant tant de siècles, à un état normal. Lorsque la liberté aura vivifié et développé tous les germes de génie et de richesse qui sont malheureusement restés enfouis dans notre patrie, lorsque l'exercice des fonctions publiques sera devenu une habitude générale des citoyens, alors la province pourra être dotée de plusieurs fonctions que le gouvernement déposerait pour le moment entre les mains d'un gouverneur et de l'administration régionale, et la région elle-même disparaîtra. Mais si, au

contraire, celle-ci répondait à la nature et aux penchants italiens, elle pourra jeter de fortes racines, et, en se perfectionnant, devenir une institution perpétuelle. Je crois qu'il est impossible de juger cela *à priori*, et que l'expérience seulement peut donner une réponse; il me suffit que l'institution de cette organisation soit aujourd'hui non-seulement possible, mais utile et opportune.

Après ces considérations générales je passe aux détails.

La loi communale du 23 octobre 1859 me semble devoir être maintenue intacte dans ses parties substantielles et c'est avec raison que son auteur, dans son rapport à Sa Majesté, exprimait ce jugement, que les franchises communales y étaient aussi larges que chez les peuples les plus civilisés et les plus prospères, et que cette loi devait être considérée comme la plus libérale de toutes celles qui avaient été soumises à la sanction de Sa Majesté.

Un seul point me paraît pouvoir être modifié dans un sens plus libéral encore, c'est celui de la nomination des syndics. Je n'hésite pas à proposer qu'elle soit laissée à l'élection du conseil communal.

Ainsi, il y aura lieu de faire une distinction entre les communes populeuses, les communes moyennes, et ces petites communes qui n'atteignent pas trois milles âmes. En donnant aux premières de plus grandes prérogatives, et de moins étendues aux dernières, en élargissant la tutelle que le gouvernement doit exercer sur celles-ci, on pourra sans violence favoriser leur union et leur agrégation aux communes qui les entourent.

Dans les villes chefs-lieux de province, le premier magistrat prendra le nom de gonfalonier; dans les autres, il conservera celui de syndic. De même en se servant d'une expression toscane, la junte municipale s'appellera la magistrature des prieurs.

On devra distinguer avec une plus grande précision que celle existante dans la loi actuelle, les attributions propres à la magistrature des prieurs de celles du gonfalonier ou syndic auquel on pourra convenablement laisser une plus grande liberté dans l'exécution des délibérations et plus de promptitude dans le maniement des affaires ordinaires. On devra encore distinguer les attributions propres de ce magistrat de celles que le gouvernement délègue au chef de la commune avec la faculté de se faire substituer.

La tutelle des communes se distingue en deux parties: 1^o celle qui regarde la légalité des décisions; 2^o celle qui regarde leur utilité et leur convenance. La première appartiendra entièrement au gouvernement. Il y aura lieu de la rendre plus efficace qu'elle n'est maintenant, et spécialement en ce qui concerne les dépenses obligatoires des futurs conseils et quelques nominations d'employés. La seconde partie de la tutelle demeurera déferée à la province. La commission étudiera

en quel cas on pourra admettre l'appel de la minorité du conseil communal à la députation provinciale, et dans quelles formes.

La commune aura la faculté d'imposer, et par conséquent d'exiger les recettes suivantes :

1° Le droit de consommation dans les villes fermées.

2° Une taxe sur les voitures privées destinées au transport des personnes.

3° Une taxe sur les poids et mesures publics.

4° Une taxe pour les espaces et les places publiques, proportionnelle à l'extension du lieu occupé, et à l'importance de sa position.

5° Une taxe sur le bétail et sur les autres animaux de trait, de selle et de somme, et sur les chiens qui ne sont pas spécialement destinés à la garde des édifices ruraux et des troupeaux.

6° Une taxe personnelle qui frappe tous les non-indigents; quoiqu'elle ne puisse être confondue avec la taxe mobilière, elle pourra cependant être divisée en cinq classes.

Les règles générales sur le maximum de ces impositions et sur le mode de leur recouvrement seront proposées en même temps que la loi.

Ainsi que je l'ai dit, la réforme provinciale est le point capital du projet que le gouvernement de Sa Majesté se propose de présenter au parlement. La circonscription des provinces dans la plus grande partie de l'Italie répond aux traditions historiques, à une agrégation véritable d'intérêts, aux anciennés et naturelles raisons d'être. D'où l'on peut prévoir, en réservant les modifications qu'une étude ultérieure et spéciale aura à indiquer, que l'étendue de la plus grande partie des provinces de l'Italie ne sera pas changée dans ses parties essentielles.

L'autorité gouvernementale dans les provinces est déléguée au préfet.

La commission étudiera s'il est convenable de laisser dans les arrondissements un centre administratif, ou s'il suffit d'y laisser un officier de sûreté publique; dans le premier cas, on aura soin de simplifier les fonctions gouvernementales de l'arrondissement et de déterminer, avec une plus grande précision, les rapports entre les délégués de mandement, ceux d'arrondissement, et ceux de chef-lieu et de province.

Le contentieux administratif sera déféré aux tribunaux ordinaires. Pour ce qui est des impôts, il faudra étudier un système convenable; par forme de simple exemple, j'indique l'agrégation au tribunal de quelques assesseurs, lorsqu'il devra se prononcer sur de semblables matières.

La province, comme être collectif, aura les attributions suivantes :

1° Tous les chemins qui ne sont ni communaux, ni vicinaux (*confortili*), ni régionaux;

2° Les ports qui ne sont pas déclarés nationaux. Ce point doit être

étudié avec soin par la commission, en vue de l'ingérence nécessaire du gouvernement ;

3° L'instruction publique secondaire et technique ;

4° La bienfaisance, en tant qu'elle n'est pas d'institution privée ou communale ; les hôpitaux des fous et des enfants trouvés ;

5° L'hygiène publique et la salubrité ;

6° Le soin et la garde des bois, d'après les règles générales établies par l'État ;

7° Les règlements pour l'exercice de la chasse et de la pêche ;

8° Les dépenses pour les casernes de carabiniers, suivant les règlements de cette arme ;

9° La fourniture des locaux et des meubles pour les bureaux des agents du gouvernement et pour les employés judiciaires.

Tout ce qui regarde les conseils provinciaux, les députations provinciales, leur élection et leur mode de délibérer et d'exécuter, pourra être maintenu conformément à la loi actuelle, si ce n'est que le préfet n'aura plus la présidence de la députation, mais seulement la tutelle et la vigilance de ses actes et de ceux du conseil.

La province pourvoira à ses propres dépenses :

1° Moyennant l'impôt sur la revente (*rivendita*) ou, comme on dit en certaines provinces, sur les objets de consommation de la campagne (*dazio consumo forese*), le droit de gabelle (*canone gabellario*) et autres semblables ;

2° Avec un impôt sur les boissons ;

3° En ajoutant quelques centimes additionnels aux impôts directs, dans une limite déterminée qui ne pourra jamais être dépassée.

Les régions sont une agrégation permanente des provinces.

Dans chaque région il y a un gouverneur.

Le gouverneur a dans sa dépendance directe les services politiques, de sûreté publique et d'administration qui sont du ressort du ministre de l'intérieur, et il pourvoira en conformité des instructions du ministère.

En outre, il accomplit, dans l'intérêt des services dépendants des autres ministères, les actes qui lui seront attribués par des lois spéciales ou qui lui auront été délégués par les ministres.

Le gouverneur surveille, dans l'intérêt de l'ordre et de la sûreté publique, la marche de tous les services dépendants de l'administration de l'État et de la discipline des personnes attachées à ces mêmes services. Il n'a pourtant pas droit d'ingérence dans les services judiciaire et militaire.

Dans ce but, les chefs des différents services publics existant dans les régions sont chargés de le renseigner sur tous les faits dont la gravité ou la nature peuvent intéresser l'ordre public.

Le gouverneur est en droit de faire ou de prescrire en tout temps les recherches et les enquêtes qu'il jugera nécessaires pour atteindre ce but ; les officiers du gouvernement sont dans l'obligation d'obtempérer à ses demandes.

Le gouverneur, venant à reconnaître à la charge des fonctionnaires publics des faits prévus par les lois pénales, les renvoie devant les autorités judiciaires, et provoque de l'autorité compétente la réforme de tout abus.

Il peut aussi, en cas d'urgence, suspendre les employés dépendant du gouvernement du roi ; il peut de même suspendre les dispositions des différentes administrations qui sont en voie d'exécution, et il peut aussi donner, sous sa responsabilité, des ordres obligatoires pour toutes les administrations. Dans tous ces cas, il doit en informer immédiatement le gouvernement du roi.

Le gouverneur protège tous les officiers du gouvernement dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Les dispositions relatives à des nominations, à des suspensions ou à des révocations des employés du gouvernement dans les régions doivent être communiquées aux chefs des services spéciaux par l'intermédiaire du bureau du gouverneur. Celui-ci a toujours le droit de suspendre l'expédition de ces actes pour faire au gouvernement du roi les remontrances qu'il jugerait convenables et pour l'éclairer.

La région, comme agrégation permanente de provinces, formera un être collectif, ayant deux-buts particuliers qui seront les suivants :

1. L'entretien des routes qui ont eu jusqu'ici le nom de nationales, des digues et autres ouvrages nécessaires pour contenir les fleuves, qui ne sont pas administrés par des associations (*consorzi*) ou par des communes.

Les chemins de fer, les postes et les télégraphes sont entièrement à la charge et sous la dépendance de l'État.

2. Les instituts d'instruction supérieure, les universités et académies des beaux-arts, en réservant toutefois à l'État les règles supérieures directives, l'approbation des statuts organiques et toutes les conditions pour les examens et pour la distribution des grades, de même que l'inspection sur les écoles de toute espèce.

On n'entend pas pour cela exclure l'État du droit d'avoir des instituts exemplaires de toute sorte ; la liberté d'enseignement dans les modes établis par la loi est aussi réservée.

L'administration de ces deux services publics très-importants est confiée au gouverneur et à une commission régionale. Elle se compose de commissaires choisis par chaque conseil provincial et dans leur propre sein. Le nombre de ces commissaires pourra être pro-

portionné au nombre des provinces agrégées, en sorte pourtant qu'il ne dépasse jamais le nombre de vingt.

La commission régionale est convoquée par le gouverneur une fois par an ; elle a vote délibératif dans le budget. Le pouvoir exécutif appartient entièrement au gouverneur, qui peut choisir parmi les commissaires deux assesseurs, et leur déléguer, même séparément, ses propres pouvoirs, savoir : à l'un des deux les travaux publics, et à l'autre l'instruction. Ces assesseurs, réunis au gouverneur, constituent la junte chargée de former le projet de budget.

Les nominations des employés des bureaux de la région appartiennent entièrement au gouverneur.

Le gouvernement aura, vis-à-vis de la commission régionale, la même faculté qu'il a déjà pour les conseils communaux et provinciaux, à savoir, celle de la dissoudre, en se fondant sur des considérations d'ordre public, et de prendre des dispositions pour une nouvelle convocation.

Le bilan actif de la région sera formé moyennant une contribution des provinces. Veuillez bien, Messieurs, dans votre projet de loi, déterminer quelles doivent être les règles d'une telle répartition.

Ce sont là les bases sur lesquelles le gouvernement de Sa Majesté compte fonder l'édifice administratif du royaume d'Italie.

Il me reste à vous dire quels sont les projets de loi que j'ai l'intention de soumettre au parlement, et que je recommande à votre examen. Pour leur préparation, je crois que la méthode la plus convenable peut se résumer dans les deux règles suivantes :

1° Puiser dans les différentes législations italiennes tout ce qu'il y a de mieux, en les corrigeant aussi et en les perfectionnant avec la comparaison de tout ce qui s'est fait en de semblables matières chez les nations les plus civilisées ;

2° Faire en sorte que les lois soient courtes et générales autant que possible ; car, dans la plus grande partie des cas, les règlements pourront rester locaux et s'accommoder aux variétés des traditions et des habitudes. Les communes, les provinces et les régions, chacune en ce qui la concerne, auront la faculté de faire des règlements à elles, qui seront mis en vigueur, le conseil d'État préalablement entendu, lorsqu'ils auront reçu la sanction royale.

Après ces prémisses, voici les projets, soit de nouvelles lois, soit des réformes aux lois actuellement en vigueur, que je demande à la commission :

Sur l'organisation communale et provinciale,

Sur l'organisation régionale,

Sur l'administration centrale,

Sur la comptabilité générale,

Sur le contentieux administratif,
Sur les œuvres pies,
Sur la sûreté publique,
Sur les associations éventuelles des particuliers, des communes et des provinces.

Je réclame aussi des dispositions générales sur la salubrité et l'hygiène publique, sur les hôpitaux des fous et sur les enfants trouvés.

Et, enfin, je vous demande les règles à suivre pour transformer les employés gouvernementaux en employés provinciaux et régionaux, et la loi sur les pensions de retraite.

Et puisque, comme j'ai dit au commencement, tout doit être coordonné et en harmonie, je me plais à vous annoncer que le ministre de l'instruction publique a l'intention de proposer, conformément aux principes que je viens d'énoncer, la nouvelle loi sur l'enseignement; celui des travaux publics, les réformes nécessaires à la loi sur les travaux publics en ce qui regarde les routes, les fleuves et les ports de second ordre; celui de l'agriculture et du commerce, les lois sur les chambres de commerce et d'agriculture, et sur les bureaux de recensement. Enfin, le ministre des finances, dans son projet sur les impôts et dans le budget général de l'État, prendra en considération les vues dont il a été question jusqu'à présent.

Très-rarement, dans l'histoire, il s'est présenté une occasion aussi propice et aussi opportune pour les méditations des hommes, occasion que la Providence a bien voulu nous accorder. Si les difficultés de réunir politiquement l'Italie ont été grandes, celles de lui donner des lois et des institutions communes, d'unifier et d'organiser ce que les divisions séculaires et les tyrannies étrangères et intérieures avaient si profondément séparé et décomposé, ne sont pas moins graves. En préparant les éléments de ce grand travail, vous aurez bien mérité de la patrie. La sagesse du roi, du parlement, du peuple italien, accompliront, Dieu aidant, cette œuvre immortelle.

Turin, 28 novembre 1860.

M. MINGHETTI.

Proclamation du général Garibaldi.

Italie et Victor-Emmanuel! Les Italiens ne doivent pas se séparer de ce programme. Victor-Emmanuel est le seul et indispensable en

Italie, autour duquel tous les hommes de notre presqu'île qui le désirent doivent se réunir. Il m'importe peu que le ministre s'appelle Cavour ou Cattaneo (le second est préférable); ce qui m'importe, et ce que doivent exiger inexorablement tous les Italiens, c'est que le 5 mars 1861 Victor-Emmanuel se trouve à la tête de 500 000 soldats.

Le 28 novembre 1860.

G. GARIBALDI.

Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux Siciliens.

C'est avec l'âme profondément émue que je mets le pied sur le sol de cette île illustre qui, autrefois, comme un présage des destins présents de l'Italie, eut pour prince un de mes aïeux, qui de nos jours élut pour son roi mon frère regretté, et qui aujourd'hui m'appelle par son suffrage unanime à étendre sur elle les bienfaits de la liberté et de l'unité nationale.

De grandes choses se sont accomplies en peu de temps; de grandes choses restent encore à accomplir; mais comptant sur l'aide de Dieu et sur la vertu des peuples italiens, nous espérons arriver à l'accomplissement de cette magnanime entreprise.

Le gouvernement que je vous apporte sera un gouvernement de réparation et de concorde; il respectera sincèrement les droits de la religion, maintiendra intactes les vieilles prérogatives qui font l'ornement de l'Eglise sicilienne et le soutien de l'ordre civil; il jettera les fondements d'une administration qui rétablira les principes de moralité indispensables à toute société bien réglée, et qui, développant progressivement les principes d'économie sociale, fera reflourir la fertilité de son sol, le commerce et l'activité de la marine, et fera jouir tous les habitants de ces dons que la Providence a largement répandus sur cette terre privilégiée.

Siciliens! votre histoire est l'histoire des grands faits et des généreuses entreprises; le temps est venu pour vous, comme pour tous les Italiens, de montrer à l'Europe que si nous savons conquérir par la valeur l'indépendance et la liberté, nous savons aussi les conserver par l'accord et par les vertus civiques.

Palerme, 1^{er} décembre 1860.

VICTOR-EMMANUEL.

SAXE.

Discours de Sa Majesté le Roi à l'ouverture des Chambres.

Messieurs des États,

Lorsque je vous ai réunis la dernière fois autour de moi, ce fut pour demander, dans le danger imminent d'une guerre votre appui, que vous m'avez accordé avec un dévouement patriotique.

La tournure pacifique qu'ont prise les choses, d'une manière si inattendue, a rendu superflu l'emploi étendu des pouvoirs financiers que vous aviez accordés, et m'a même mis en état de faire remise au pays, dès cette année, de ces contributions directes extraordinaires que vous aviez votées.

J'éprouve une satisfaction particulière que la situation favorable de nos finances me donne possibilité de vous proposer, sans imposer de nouvelles charges au pays, les crédits que la tension qui existe toujours dans les affaires politiques exige pour compléter notre organisation militaire, et de ne pas avoir besoin pour cela de renoncer à d'autres dépenses utiles pour la prospérité du pays.

La perturbation produite par les complications politiques dans le commerce et l'industrie, a fait place, après le rétablissement de la paix, à un nouvel essor du commerce et de l'industrie, et, grâce à Dieu, le pays a été exempt, dans les derniers temps, de toute grande calamité.

Un événement heureux dans ma maison, la naissance d'une petite fille a procuré à mon cœur paternel une joie qui a été augmentée par la part intime qu'y a prise toute la population. Qu'elle soit pour moi et pour tout le pays le gage de l'accomplissement de nos plus chères espérances.

Le regard se tourne avec moins de satisfaction vers l'extérieur que vers l'intérieur. Si jusqu'ici aussi les relations pacifiques de notre patrie plus étroite et de notre plus grande patrie n'ont pas été troublées et si les mouvements qui agitent une partie de l'Europe sont éloignés de nous, aucun observateur non prévenu ne peut voir cependant sans inquiétude des événements qui menacent d'ébranler tous les principes du droit des gens. L'union et la ferme persistance de tous les gouvernements dans les voies du droit est, dans ces circonstances, la meilleure garantie de l'avenir; et, de même que cette tendance a toujours formé le but essentiel de ma propre politique, j'ai trouvé la même conviction dans les cœurs de mes confédérés allemands.

Je compte persévérer dans l'avenir aussi dans la même voie et favoriser partout, dans la mesure de mes forces, le développement des affaires allemandes dans le sens fédératif.

Allez donc avec Dieu dans vos travaux ! Profitons du temps de paix qui nous est donné, pour accroître le véritable bien du peuple par un progrès réfléchi, mais constant, et pour nous trouver prêts vis-à-vis de tous les orages de l'avenir dont Dieu veuille nous préserver.

TURQUIE.

Mémemorandum adressé par la Sublime-Porte aux légations étrangères, en date du 14 septembre 1860 (24 safev 1277).

Monsieur le ministre,

Vous savez que les sujets étrangers en Turquie jouissent de certains avantages et privilèges accordés par la Sublime-Porte en vertu de certains traités. Un grand nombre de sujets ottomans, voulant profiter de ces avantages, se sont soustraits à l'autorité de Sa Majesté le sultan, en se plaçant sous la protection étrangère. La Sublime-Porte a décidé que ces nouveaux protégés seraient soumis aux lois du gouvernement ottoman pour toutes les affaires antérieures à l'époque de leur changement de nationalité ; qu'ils n'hériteraient plus de leurs parents sujets ottomans, et qu'ils seraient obligés de quitter l'empire dans les trois mois qui auront suivi leur déclaration de changement de protection.

Si, dans ce cas, ils possèdent encore des biens immeubles, ils devront les vendre sans retard ; si cette vente ne peut pas s'effectuer dans les trois mois, ils devront nommer à cet effet un procureur fondé, choisi parmi les sujets de la Sublime-Porte. Ils devront aussi emmener avec eux leurs femmes et leurs enfants, et si parmi ces derniers il y en a de majeurs, il leur sera facultatif de rester en Turquie ou de quitter son territoire. La Sublime-Porte n'admettra aucune recommandation, ni aucune communication, ni protection étrangère à leur égard, et si parmi ces nouveaux protégés il s'en trouve qui ne veulent point se rendre à la décision de la Porte et s'éloigner du pays, ils seront traités et considérés comme sujets de la Sublime-Porte, et comme tels justiciables de la loi ottomane.

Les anciens protégés étrangers auront à se conformer à cette déci-

sion dans les trois mois, à partir de la promulgation de la présente décision.

Signé : AALI.

Rapport adressé au Sultan par le grand vizir.

Sire,

Dans sa sollicitude constante pour le bien-être et la prospérité de toutes les classes de ses sujets, Votre Majesté Impériale a daigné me confier l'importante mission de faire une enquête sur des plaintes formulées au nom des populations chrétiennes de Roumélie, et de passer en inspection l'administration de certaines provinces de ses possessions européennes.

Ces plaintes ont naturellement attiré l'attention de Votre Majesté Impériale. En conséquence, je donne dans ce respectueux rapport la priorité à l'exposé de mes investigations à cet égard.

Pénétré des ordres que Votre Majesté m'a donnés à mon départ, et appréciant l'immense importance pour l'empire de connaître la vérité et de redresser, s'il y a lieu, les justes griefs de vos sujets, je n'ai rien négligé pour atteindre ce but, je me suis fait une règle, partout où j'ai été, de convoquer en ma présence les habitants indistinctement, de les engager à me déclarer tout ce qu'ils pouvaient avoir à dire, avec les assurances les plus solennelles données, au nom auguste de Votre Majesté, de les garantir contre toute sorte d'injustice qu'ils auraient pu redouter s'ils exposaient la vérité.

Arrivée au pachalik de Nich, centre d'où la plupart des plaintes étaient parties, je me suis empressé de former un tribunal extraordinaire, composé des fonctionnaires musulmans et chrétiens attachés à ma mission, du conseil provincial, ainsi que du métropolitain grec, afin d'examiner tous les faits dont la liste avait été communiquée à votre gouvernement avant mon départ de Constantinople. J'ai l'honneur de mettre ci-joint sous les yeux de Votre Majesté Impériale un résumé des travaux dudit tribunal. Les nombreuses pièces justificatives qui s'y rapportent ont été déposées aux archives de la Sublime-Porte.

Votre Majesté Impériale verra, par le document soumis à sa haute appréciation, et je lui affirme de la manière la plus positive, que je n'ai trouvé aucun indice de ce prétendu système de persécution organisé par le fanatisme musulman contre les chrétiens. Les assassinats, les viols, les spoliations, dont on a fait parvenir la liste jusqu'à des

cours amies et alliées, ont presque tous disparu devant l'examen consciencieux du tribunal. Chaque fait a été l'objet d'une enquête spéciale : aucun moyen légal n'a été omis.

Est-ce à dire que je n'ai eu à réprimer ou à punir aucun crime, aucun méfait ? Non, Sire ; ce serait méconnaître la nature humaine et soutenir une prétention ridicule, que de nier l'existence des fléaux dont les gouvernements les plus policés n'ont pu encore se débarrasser. Ce que j'entends établir et ce qui résulte de mes recherches, c'est qu'il est parfaitement inexact que vos sujets chrétiens aient à se plaindre de la moindre persécution systématique de la part de leurs compatriotes musulmans ; que, comme société humaine, chaque communauté fournit son contingent de criminels contre lesquels la justice a à sévir, et que le contenu de la liste en question n'a existé que dans l'esprit de ceux qui cherchent à nous dénigrer auprès des puissances. J'ai dû prolonger mon séjour à Nich pour avoir le temps de bien constater la vérité de ce que je prends la liberté d'avancer et de pouvoir me faire une idée juste de ce dont les habitants ont besoin pour le progrès de leur prospérité.

Après avoir accompli le récit fidèle de cette partie de ma mission, je demande la permission à Votre Majesté Impériale de lui exposer également les renseignements que j'ai recueillis sur l'ensemble de l'administration des provinces que j'ai parcourues, des mesures provisoires que j'ai prises, et les branches de cette administration qui exigent d'être améliorées promptement et sérieusement. Le mode de fermage des dîmes, l'organisation des zaptiés, l'état des voies de communications donnent à tous les sujets, sans distinction de religion, de justes raisons de se plaindre. La création de quelques cours criminelles, offrant aux justiciables toutes les garanties nécessaires, est une des réformes qui répondraient aux vœux du pays et au désir paternel de Votre Majesté Impériale. Les règlements qui établissent actuellement l'assiette de l'impôt foncier et la perception des impôts indirects (russoumat), exigent également d'être réformés.

Je prends la liberté de déposer aux pieds du trône de Votre Majesté Impériale les dispositions provisoires que j'ai établies dans les provinces que je viens de visiter, et que j'ai envoyées aux gouverneurs des contrées où je n'ai pu me rendre personnellement, sur plusieurs de ces importantes matières.

Parmi les abus que j'ai constatés, je crois de mon devoir d'en signaler un qui demande aussi une répression prompte et efficace ; je veux parler de la conduite peu édifiante de quelques-uns du haut clergé grec en Roumélie. Tout en rendant justice à la respectabilité de la plupart des membres qui composent ce corps, je ne puis m'empêcher d'avancer qu'il y en a qui méconnaissent la nature de leur mission

religieuse, se livrent à des abus indignes en tous points du caractère dont ils sont revêtus. Je me réserve de soumettre sous peu à la sanction de Votre Majesté Impériale le travail de la commission provisoire que Votre Majesté a instituée au patriarcat sur les conditions de l'éligibilité à l'épiscopat. Il est à espérer que l'exécution religieuse et fidèle de ce règlement mettra fin à cet état de choses, qui nuit à la réputation du clergé, en même temps qu'il opprime les chrétiens.

Le gouvernement de Votre Majesté Impériale, conformément à vos ordres, Sire, s'occupe activement et sérieusement de l'élaboration des projets de lois sur chacun des points en question, projets qui seront soumis sous peu à la haute décision de Votre Majesté Impériale.

La Providence a confié, Sire, à Votre Majesté Impériale la glorieuse mais difficile tâche de régénérer son grand empire. Le pas qu'elle a fait faire dans cette voie est immense. Tout le monde reconnaît que ce qui, sous vos auspices, a été fait chez nous en dix ans, a dû mettre ailleurs un temps infiniment plus long pour s'accomplir et occasionner de graves et grandes perturbations. La Turquie doit à Votre Majesté Impériale le bienfait d'avoir traversé sans aucune secousse violente la majeure partie de la voie de transition par laquelle elle est appelée à passer.

Certes, nous ne pouvons pas prétendre à la perfection. Notre administration, comme j'ai eu l'honneur de le dire plus haut, laisse encore à désirer; mais pour bien juger du présent, c'est-à-dire, pour mieux constater le progrès déjà effectué, il faut se reporter au passé. C'est alors que la réalité et la grandeur de la différence devient frappante. Le cœur magnanime de Votre Majesté Impériale doit être consolé toutes les fois qu'elle pensera que ce progrès est l'œuvre absolue de son règne et de son initiative.

J'ajoute ces quelques observations, non pas dans le but de conseiller à votre gouvernement de se contenter de ce qui a été fait et de rester stationnaire : loin de moi cette pensée; je crois, au contraire, que les réformes déjà accomplies doivent servir d'émulation aux ministres de Votre Majesté Impériale pour en introduire d'autres, afin d'atteindre ce degré de prospérité et de sécurité de vos sujets qui est l'objet constant de vos désirs.

J'ai l'honneur, etc.,

Signé : MEHEMED-KIPRIOLI.

6 novembre 1860.

F. AMYOT.

II.

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Convention entre l'Autriche, la France et la Sardaigne, signée à Milan le neuvième jour du mois de septembre de l'année mil huit cent soixante, à l'effet de mettre à exécution l'article 7 du traité de Zurich du 10 novembre 1859, relatif à la liquidation du Monte Lombardo-Veneto¹.

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, Sa Majesté l'empereur des Français, et Sa Majesté le roi de Sardaigne, voulant mettre à exécution l'article 7 du traité de Zurich, relatif à la liquidation du Monte Lombardo-Veneto², et répartir d'une manière définitive entre l'Autriche et la Sardaigne l'actif et le passif de cet établissement, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur d'Autriche : le sieur Adolphe Marie, baron de Brenner, grand-croix de l'ordre royal du Sauveur de Grèce, etc., etc., chambellan actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le roi de Grèce, etc., etc., etc.; et le sieur Rodolphe Salzmann de Bienenfeld, secrétaire aulique au ministère des finances;

Sa Majesté l'empereur des Français : le sieur Émile Gaudin, ministre plénipotentiaire, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.; et le sieur Jules Saladin, inspecteur général des finances, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc.;

1. Cette convention complète la série d'ensemble des traités de Zurich et des actes qui s'y rattachent. Voir page 5 de ce volume.

2. Voir page 20 de ce volume.

Sa Majesté le roi de Sardaigne : le sieur Jean-Joseph, comte Regis, président chef, sénateur du royaume, grand officier de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare, etc., etc.; et le sieur César Correnti, préfet du Monte, officier de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Le passif total du Monte Lombardo-Veneto, non compris toutefois celui de la caisse des dépôts, qui fera l'objet d'une liquidation séparée, est définitivement fixé et arrêté à la somme de quatre-vingt-dix-huit millions neuf cent soixante-seize mille cinq cent quatre-vingt-deux florins (monnaie de convention), (98 976 582 fl.), laquelle, conformément aux dispositions du traité de Zurich, va être répartie entre les États intéressés dans la proportion des deux cinquièmes pour l'Autriche, et des trois cinquièmes pour la Sardaigne.

Art. 2. Ce passif, dont les différentes catégories sont indiquées par le tableau n° 1, est divisé en trois espèces de dettes, qui sont :

1° *Les dettes consolidées, savoir :*

Ancienne dette, titres nominatifs (*Cartelle*);

Certificats;

Obligations d'État à 4 pour 100,

Assignations;

Obligations d'État à 4 pour 100,

Titres de conversion des billets du trésor,

Titres nominatifs,

Obligations,

Certificats;

2° Les dettes de capitaux, productifs ou non productifs d'intérêts, inscrits, à un titre quelconque, au Monte Lombardo-Veneto, déjà exigibles, ou pouvant le devenir, et susceptibles de demeurer acquis au Monte par l'application des règles de la prescription;

3° L'emprunt de 1850, dont une partie est déjà remboursable, et l'autre le deviendra, conformément aux conditions de son émission, c'est-à-dire en dix-sept tirages annuels.

Art. 3. Ces trois espèces de dettes seront, conformément à leur nature, l'objet de stipulations différentes énoncées dans les articles suivants.

Dette consolidée.

Art. 4. Le montant des dettes consolidées est définitivement fixé et arrêté à la somme de soixante-dix millions cinq cent soixante-deux mille cinq cent vingt-trois florins..... 70 562 523 fl.

Il est réparti de la manière suivante, conformément aux indications du tableau n° 2 :

A. Le montant des titres nominatifs de l'ancienne dette est définitivement fixé et arrêté à la somme de cinquante-cinq millions trois cent soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-six florins. 55 375 886 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Les titres insinués en Sardaigne, s'élevant à..... 39 664 785 fl.
(trente-neuf millions six cent soixante-quatre mille sept cent quatre-vingt-cinq florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Les titres qui y ont été insinués, s'élevant à..... 11 369 836 fl.
(onze millions trois cent soixante-neuf mille huit cent trente-six florins);

Les titres non insinués, s'élevant à..... 4 341 225 fl.
(quatre millions trois cent quarante et un mille deux cent vingt-cinq florins).

Total..... 15 711 061 fl.

(quinze millions sept cent onze mille soixante et un florins).

Le montant des certificats relatifs aux titres précédents est définitivement fixé et arrêté à la somme de soixante-dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-six florins..... 79 286 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Les titres qui y ont été insinués, s'élevant à..... 19 342 fl.
(dix-neuf mille trois cent quarante-deux florins);

Les titres non insinués, s'élevant à..... 15 031 fl.
(quinze mille trente et un florins).

Total..... 34 373 fl.

(trente-quatre mille trois cent soixante-treize florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Les titres qui y ont été insinués, s'élevant à..... 44 913 fl.
(quarante-quatre mille neuf cent treize florins).

B. Le montant des obligations d'État à 4 pour 100, en les ramenant au taux uniforme de 5 pour 100, est définitivement fixé et arrêté à la somme de un million sept cent deux mille quatre cents florins..... 1 702 400 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne, s'élevant à..... 1 380 800 fl.
(un million trois cent quatre-vingt mille huit cents florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche, s'élevant à..... 244 240 fl.
(deux cent quarante-quatre mille deux cent quarante florins).

Titres non insinués, s'élevant à..... 77 360 fl.
(soixante-dix-sept mille trois cent soixante florins).

Total..... 321 600 fl.

(trois cent vingt et un mille six cents florins).

Le montant des assignations relatives aux obligations susdites, ramenées au taux de 5 pour 100, est définitivement fixé et arrêté à la somme de sept mille sept cent vingt-deux florins..... 7722 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne..... 6211 fl.
(six mille deux cent onze florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 509 fl.
(cinq cent neuf florins).

Titres non insinués..... 1002 fl.
(mille deux florins).

Total..... 1511 fl.

(quinze cent onze florins).

C. Le montant des obligations d'État à 5 pour 100 est définitivement fixé et arrêté à la somme de un million cent neuf mille fl. 1 109 000 fl.

Le montant intégral de cette dette est mis dans la quote-part de l'Autriche.

D. Conversion des billets du trésor (catégorie divisée en titres nominatifs et titres au porteur).

Le montant des titres nominatifs (Cartelle) est définitivement fixé et arrêté à la somme de..... 3 035 991 fl.
(trois millions trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze florins).

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne..... 1 535 059 fl.
(un million cinq cent trente-cinq mille cinquante-neuf florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 1 216 692 fl.
(un million deux cent seize mille six cent quatre-vingt-douze florins).

Titres non insinués..... 284 240 fl.
(deux cent quatre-vingt-quatre mille deux cent quarante florins).

Total..... 1 500 932 fl.

(un million cinq cent mille neuf cent trente-deux florins).

Le montant des titres au porteur (obligazioni) est définitivement fixé et arrêté à la somme de..... 9 245 933 fl.
(neuf millions deux cent quarante-cinq mille neuf cent trente-trois florins).

Le montant intégral de cette catégorie est mis dans la quote-part de l'Autriche.

Le montant des certificats, relatifs aux titres de conversion, est définitivement fixé et arrêté à la somme de six mille trois cent quarante-cinq florins..... 6345 fl.

Le montant intégral de cette dette est mis dans la quote-part de l'Autriche.

Art. 5. En conséquence, le montant total des titres attribués à la Sardaigne, pour la dette consolidée, est définitivement fixé et arrêté à la somme de..... 42 621 228 fl.
(quarante-deux millions six cent vingt et un mille deux cent vingt-huit florins).

Le montant total des titres attribués à l'Autriche est définitivement fixé et arrêté à la somme de..... 27 941 295 fl.
(vingt-sept millions neuf cent quarante et un mille deux cent quatre-vingt-quinze florins).

Les trois cinquièmes mis à la charge de la Sardaigne s'élevant à..... 42 337 514 fl.
(quarante-deux millions trois cent trente-sept mille cinq cent quatorze florins).

Et les deux cinquièmes mis à la charge de l'Autriche s'élevant à..... 28 225 009 fl.
(vingt-huit millions deux cent vingt-cinq mille neuf florins).

La différence en plus, mise par la présente convention à la charge de la Sardaigne est de..... 283 714 fl.
(deux cent quatre-vingt-trois mille sept cent quatorze florins).

Cette différence sera l'objet de compensations ultérieures.

Art. 6. Chaque gouvernement pourra émettre de nouveaux titres en échange de ceux qui entrent dans la quote-part de chaque dette qui lui est attribuée, et pour laquelle il est mis expressément, à dater du jour de l'échange des ratifications de la présente convention, aux lieu et place de l'ancienne institution connue sous le nom de Monte Lombardo-Veneto.

Art. 7. Il est, en outre, entendu, à titre de transaction, que chaque gouvernement payera, à partir du jour de la ratification de la présente convention, le montant des intérêts arriérés qui se trouveraient dus sur les titres compris dans sa quote-part.

Capitaux remboursables.

Art. 8. Le montant des capitaux remboursables est définitivement fixé et arrêté à la somme de quatre cent quarante-cinq mille cinq cent trente-quatre florins..... 445 534 fl.
conformément aux indications du tableau n° 3.

A. Bons (Vaglia) émis pour paiements d'arriérés et de soldes (frazioni).

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de cent quinze mille quatre cent douze florins.... 115 412 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne..... 10 000 fl.
(dix mille florins).

Titres non insinués..... 7 147 fl.
(sept mille cent quarante-sept florins).

Total..... 17 147 fl.
(dix-sept mille cent quarante-sept florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 98 265 fl.
(quatre-vingt-dix-huit mille deux cent soixante-cinq florins).

B. Arriérés sur crédits liquidés, du 1^{er} novembre 1820 à 1839.

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de..... 183 311 fl.
(cent quatre-vingt-trois mille trois cent onze florins).

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres non insinués en Autriche..... 64 602 fl.
(soixante-quatre mille six cent deux florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 118 709 fl.
(cent dix-huit mille sept cent neuf florins).

C. Crédits liquidés, payables en numéraire, aux termes de la résolution souveraine du 14 novembre 1829.

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de cinquante-huit mille cinq cent trente-huit florins. 58 538 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres non insinués en Autriche..... 24 194 fl.
(vingt-quatre mille cent quatre-vingt-quatorze florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 34 344 fl.
 (trente-quatre mille trois cent quarante-quatre florins).

D. Dépôts des notaires, consistant en titres de l'ancien Mont Napoléon.

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de trente-six mille cent quarante-neuf florins 36 149 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne..... 20 000 fl.
 (vingt mille florins).

Titres non insinués..... 2 769 fl.
 (deux mille sept cent soixante-neuf florins).

Total..... 22 769 fl.
 (vingt-deux mille sept cent soixante-neuf florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 13 380 fl.
 (treize mille trois cent quatre-vingts florins).

E. Dépôt des chanceliers, huissiers, procureurs, non productifs d'intérêts.

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de mille quatre-vingt-dix-huit florins..... 1 098 fl.

Elle est répartie de la manière suivante :

1° Pour la quote-part de la Sardaigne :

Titres non insinués en Autriche..... 267 fl.
 (deux cent soixante-sept florins).

2° Pour la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 831 fl.
 (huit cent trente et un florins).

F. Effets appelés au remboursement (effetti diffidati).

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de quarante-huit mille quatre cent cinquante florins. 48 450 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres non insinués en Autriche..... 19 293 fl.
 (dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 29 157 fl.
 (vingt-neuf mille cent cinquante-sept florins).

G. Certificats spéciaux, conformément à la résolution souveraine du 9 janvier 1829.

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de deux mille cent douze florins..... 2 112 fl.

Elle est répartie dans la proportion des $\frac{3}{5}$ et des $\frac{2}{5}$, soit :

1° Pour la quote-part de la Sardaigne :

Titres non insinués en Autriche. 1267 fl.

(mille deux cent soixante-sept florins).

2° Pour la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche. 824 fl.

(huit cent vingt-quatre florins).

Titres inscrits au sous-tableau n° 1. 21 fl.

(vingt et un florins).

Total. 845 fl

(huit cent quarante-cinq florins).

H. Sommes payables en numéraire, liquidations et expropriations militaires 1848-1849.

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de trois cents florins. 300 fl.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres non insinués en Autriche. 66 fl.

(soixante-six florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche. 234 fl.

deux cent trente-quatre florins).

I. Soldes (frazioni) de capitaux non consolidés, provenant de la catégorie précédente.

Le montant de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de cent soixante-quatre florins. 164 fl.

Cette somme est mise entièrement à la charge de l'Autriche.

Art. 9. En conséquence le montant total des capitaux remboursables attribués à la Sardaigne est définitivement fixé et arrêté à la somme de. 149 605 fl.
(cent quarante-neuf mille six cent cinq florins).

Le montant total des capitaux remboursables attribués à l'Autriche est définitivement fixé et arrêté à la somme de. 295 929 fl.
(deux cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent vingt-neuf florins).

Les trois cinquièmes mis par le traité à la charge de la Sardaigne étant de. 267 320 fl.
(deux cent soixante-sept mille trois cent vingt florins), et les deux cinquièmes mis à la charge de l'Autriche étant de 178 214 fl.
(cent soixante-dix-huit mille deux cent quatorze florins), la différence en plus, mise par la présente convention à la charge de l'Autriche, est de. 117 715 fl.
(cent dix-sept mille sept cent quinze florins).

Cette différence sera l'objet de compensations ultérieures.

Emprunt de 1850.

Art. 10. Le montant de l'emprunt de 1850, en tenant compte des titres déjà désignés par le sort pour être remboursés, mais dont le paiement n'avait point encore eu lieu à la date du 4 juin 1859, est définitivement fixé et arrêté à la somme de vingt-sept millions neuf cent soixante-huit mille cinq cent vingt-cinq florins..... 27 968 525 fl.

Soit 83 905 574 livres autrichiennes, la valeur des titres de l'emprunt de 1850 étant exprimée en cette dernière monnaie.

Cette somme se décompose de la manière suivante :

1. Titres déjà remboursables au 4 juin 1859 ;
2. Titres devenus remboursables depuis ;
3. Titres à rembourser au mois de décembre 1860 ;
4. Titres non encore appelés au remboursement ;
5. Certificats définitifs de crédit ;
6. Certificats provisoires.

Art. 11. 1° Titres déjà remboursables au 4 juin 1859.

Le montant des titres restant à rembourser sur les séries désignées par les six premiers tirages, à la date du 4 juin 1859, est définitivement fixé et arrêté à la somme de trois cent quarante-quatre mille quatre cents livres autrichiennes..... 344 400 l. a.

Conformément au tableau n° 4, le montant total des titres de cette catégorie attribués à la Sardaigne s'élève à la somme de..... 206 700 l. a. (deux cent six mille sept cents livres autrichiennes); le montant des titres attribués à l'Autriche, à la somme de..... 137 700 l. a. (cent trente-sept mille sept cents livres autrichiennes).

La différence à la charge de la Sardaigne étant de..... 60 l. a. (soixante livres autrichiennes), sera l'objet de compensations ultérieures.

Art. 12. 2° Titres devenus remboursables depuis le 4 juin 1859 (série 16).

Le montant des titres de cette catégorie est définitivement fixé et arrêté à la somme de..... 4 410 600 l. a. (quatre millions quatre cent dix mille six cents livres autrichiennes).

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne..... 512 400 l. a. (cinq cent douze mille quatre cents livres autrichiennes).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 89700 l. a.
(quatre-vingt-neuf mille sept cents livres autrichien-
nes).

Titres non insinués..... 3808500 l. a.
(trois millions huit cent huit mille cinq cents livres
autrichiennes).

Total..... 3898200 l. a.

(trois millions huit cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cents livres
autrichiennes).

Art. 13. 3° Titres à rembourser au mois de décembre 1860
(série 18).

Le montant des titres de cette série est définitivement fixé et arrêté
à la somme de quatre millions cinquante et un mille neuf cents livres
autrichiennes..... 4051900 l. a.

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne..... 2864700 l. a.
(deux millions huit cent soixante-quatre mille sept
cents livres autrichiennes).

Titres non insinués..... 586200 l. a.
(cinq cent quatre-vingt-six mille deux cents livres au-
trichiennes).

Total..... 3450900 l. a.

(trois millions quatre cent cinquante mille neuf cents livres autri-
chiennes).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 601000 l. a.
(six cent un mille livres autrichiennes).

Art. 14. 4° Séries non encore appelées au remboursement.

Le montant des titres qui doivent être appelés au remboursement
par dix-sept tirages annuels et successifs est définitivement fixé et
arrêté à la somme de..... 75003900 l. a.
(soixante-quinze millions trois mille neuf cents livres autrichiennes).

Les plénipotentiaires ayant constaté que les titres présentés en
Sardaigne à la formalité de l'insinuation s'élèvent à la somme
de..... 28693400 l. a.
(vingt-huit millions six cent quatre-vingt-treize mille quatre cents
livres autrichiennes), et ceux insinués en Autriche à la somme
de..... 11621100 l. a.
(onze millions six cent vingt et un mille cent livres autrichiennes),
ont arrêté la répartition de ces titres conformément au tableau n° 5.

Art. 15. En conséquence, tous les titres insinués en Sardaigne sont

mis à la charge du gouvernement sarde; tous les titres insinués en Autriche sont mis à la charge du gouvernement autrichien. Les titres qui n'ont été insinués ni en Sardaigne ni en Autriche seront répartis de la manière suivante :

Sont mis :

1° A la charge de la Sardaigne :

Ceux des séries 2, 5, 8, 13, 20, 21, 22, 24, 25.

2° A la charge de l'Autriche :

Ceux des séries 1, 3, 7, 9, 11, 12, 14, 23.

Le solde de..... 1 126 160 l. a.
(un million cent vingt-six mille cent soixante livres autrichiennes),
restant à la charge du gouvernement sarde, sera l'objet de compensations ultérieures.

Art. 16. 5° Le montant des certificats de crédit est définitivement fixé et arrêté à la somme de..... 56 046 l. a.
(cinquante-six mille quarante-six livres autrichiennes).

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres insinués en Sardaigne..... 36 346 l. a. 46 c.
(trente-six mille trois cent quarante-six livres autrichiennes quarante-six centimes), moins ceux
portés au sous-tableau n° 2..... 14 738 l. a. 46 c.
(quatorze mille sept cent trente-huit livres autrichiennes quarante-six centimes).

Restent à la Sardaigne..... 21 608 l. a. » c.
(vingt et un mille six cent huit livres autrichiennes).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 3845 l. a. 48 c.
(trois mille huit cent quarante-cinq livres autrichiennes quarante-huit centimes).

Titres non insinués..... 15 854 l. a. 06 c.
(quinze mille huit cent cinquante-quatre livres autrichiennes six centimes).

Titres sardes portés au sous-tableau n° 2..... 14 738 l. a. 46 c.
(quatorze mille sept cent trente-huit livres autrichiennes quarante-six centimes).

Total..... 34 438 l. a. » c.
(trente-quatre mille quatre cent trente-huit livres autrichiennes).

La différence de douze mille vingt livres autrichiennes), 12 020 l. a.
restant à la charge de l'Autriche, sera l'objet de compensations ultérieures.

Art. 17. 6° Le montant des certificats provisoires est définitivement

fixé et arrêté à la somme de trente-huit mille sept cent vingt-huit livres autrichiennes..... 38 728 l. a.

Cette catégorie est partagée dans la proportion des 3/5 et des 2/5 de la manière suivante :

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

Titres non insinués en Autriche et qui ne figurent pas sur le sous-tableau n° 3..... 23 237 l. a.
(vingt-trois mille deux cent trente-sept livres autrichiennes).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

Titres insinués en Autriche..... 2 080 l. a.
(deux mille quatre-vingts livres autrichiennes).

Titres non insinués portés sur le sous-tableau n° 3... 13 411 l. a.
(treize mille quatre cent onze livres autrichiennes).

Total..... 15 491 l. a.
(quinze mille quatre cent quatre-vingt-onze livres autrichiennes).

Art. 18. Chacun des deux gouvernements restera chargé, à partir du jour de la ratification de la présente convention, du paiement des intérêts des titres mis à sa charge, ainsi que du remboursement du capital, conformément aux conditions de l'émission.

Art. 19. Pour assurer l'exécution de ces dispositions, les deux gouvernements pourront émettre de nouveaux titres qui seront, de part et d'autre, répartis en dix-sept séries proportionnelles à celles de l'emprunt de 1850; il sera fait également, tant en Sardaigne qu'en Autriche, au 1^{er} juin le tirage, et au 1^{er} décembre le remboursement d'une des séries.

Art. 20. Il est bien entendu que chacun des deux gouvernements prendra les mesures nécessaires pour continuer, en faveur des porteurs, leur paiement sur les places de commerce où ils auraient, d'après leurs titres, le droit de le recevoir. Il est également convenu que chaque gouvernement reste chargé, à titre de transaction, du paiement des intérêts arriérés sur les titres, compris dans sa quote-part, qui seraient réclamés après la signature de la présente convention.

Art. 21. Compensations entre les différentes catégories de l'emprunt 1850. — Les différences, mises à la charge de la Sardaigne, et s'élevant : pour les titres appelés au remboursement à... 1 019 820 l. a.
(un million dix-neuf mille huit cent vingt livres autrichiennes), pour les titres des séries non extraites à. 1 126 160 l. a.
(un million cent vingt-six mille cent soixante livres autrichiennes).

Total..... 2 145 980 l. a.
(deux millions cent quarante-cinq mille neuf cent quatre-vingts livres autrichiennes),

sont compensées avec celle mise à la charge de l'Autriche, dans le même emprunt de 1850, et s'élevant à. 2 133 960 l. a. (deux millions cent trente-trois mille neuf cent soixante livres autrichiennes), pour les titres appelés au remboursement.

Le solde de 12 020 livres restant, après cette compensation, à la charge de la Sardaigne, est complété au moyen des certificats portés au sous-tableau n° 3.

Art. 22. Compensation définitive entre les différentes catégories du passif. — La différence s'élevant à deux cent quatre-vingt-trois mille sept cent quatorze florins.. . . . 283 714 fl. mise à la charge de la Sardaigne pour la dette consolidée, est compensée, jusqu'à due concurrence, avec la différence s'élevant à cent dix-sept mille sept cent quinze florins. 117 715 fl. mise à la charge de l'Autriche pour les capitaux remboursables.

Le solde définitif, pour les trois catégories du passif, s'élevant à cent soixante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf florins..... 165 999 fl. et restant à la charge de la Sardaigne, sera composé par une attribution dans la répartition des valeurs mobilières appartenant au Monte, ou de toute autre manière.

Art. 23. L'actif du fonds d'amortissement du Monte, tel qu'il doit être réparti, d'après le traité de Zurich, consiste :

- 1° En effets publics ;
- 2° En biens fonds ;
- 3° En créances hypothécaires, rentes foncières, et autres droits de même nature.

Le partage sera effectué conformément aux stipulations contenues dans les articles suivants :

Art. 24. Effets publics. — Le montant des effets publics, appartenant au Monte, est définitivement fixé et arrêté à la somme de huit millions six-cent dix-neuf mille deux cent quatre-vingt-deux fl. 17 k. 2/5
8619 282 fl. 17 k. 2/5

(monnaie de convention).

Les titres qui composent cet actif se divisent en :

- 1° Effets inscrits sur le Monte, s'élevant à cent vingt et un mille cent quatre-vingt-seize florins..... 121 196 fl.
- 2° Effets autrichiens, au texte allemand, s'élevant à huit millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq fl. 8 498 085 fl.
- 3° Effets inscrits sur le Monte :

Ces effets sont attribués en principe, et sauf compensation, à l'État dans le passif duquel ils ont été compris.

En conséquence,

Sont mis :

1° Dans la quote-part de la Sardaigne :

32 titres (Cartelle) de l'ancienne dette, quarante-quatre mille huit cent soixante-treize florins..... 44 873 fl.

1 assignation à 4 pour 100, trente et un florins..... 31 fl.

Total..... 44 904 fl.

(quarante-quatre mille neuf cent quatre florins).

2° Dans la quote-part de l'Autriche :

8 obligations partielles à 5 pour 100, huit mille florins.. 8 000 fl.

1 obligation principale à 4 pour 100, réduite à 5 pour 100, cinquante-cinq mille quatre cent quarante florins..... 55 440 fl.

19 obligations partielles de conversion, douze mille huit cent trente-trois florins..... 12 833 fl.

2 certificats de conversion, dix-neuf florins..... 19 fl.

Total..... 76 292 fl.

(soixante-seize mille deux cent quatre-vingt-douze florins).

Le montant des $\frac{3}{5}$ des titres de cette catégorie étant de. 72 718 fl.
(soixante-douze mille sept cent dix-huit florins),

et la quote-part attribuée à la Sardaigne ne s'élevant qu'à.. 44 904 fl.
(quarante-quatre mille neuf cent quatre florins),

le solde de..... 27 814 fl.
(vingt-sept mille huit cent quatorze florins)

au profit de la Sardaigne, est composé par l'attribution à cet État d'une obligation partielle de même valeur..... 27 814 fl.
(vingt-sept mille huit cent quatorze florins),

à détacher de l'obligation principale de cinquante-cinq mille quatre cent quarante florins..... 55 440 fl.
attribuée à l'Autriche.

2. Effets autrichiens ou obligations principales au texte allemand.

Ces effets sont exactement partagés dans la proportion des $\frac{3}{5}$ et des $\frac{2}{5}$.

En conséquence,

Sont mis :

1. Dans la quote-part de la Sardaigne..... 5 098 851 fl.
(cinq millions quatre-vingt-dix-huit mille huit cent cinquante et un florins).

2. Dans la quote-part de l'Autriche..... 3 399 234 fl.
(trois millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent trente-quatre florins).

La part que la Sardaigne reçoit, sur les obligations principales inscrites au fonds d'amortissement du Monte, sera fournie par l'Autriche en obligations au porteur 5 pour 100, valeur nominale, moitié en titres

d'un capital de cinq mille, moitié en titres d'un capital de mille florins, valeur autrichienne.

Immeubles.

Art. 25. Le montant total des biens immeubles appartenant au fonds d'amortissement du Monte est définitivement fixé et arrêté à la somme de cinq cent soixante-quatorze mille huit cent soixante-neuf florins. 574 869 fl.
(valeur autrichienne).

Savoir :

Pour les provinces appartenant à la Sardaigne. . . . 411 073 fl.
(quatre cent onze mille soixante-treize florins).

Pour celles appartenant à l'Autriche. 163 796 fl.
(cent soixante-trois mille sept cent quatre-vingt-seize florins).

Art. 26. Créances hypothécaires, etc. — Le montant des créances hypothécaires, rentes foncières, etc., et autres droits de même nature, d'un recouvrement certain, est définitivement fixé et arrêté à la somme de. 199 186 fl.
(cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent quatre-vingt-six florins).

Savoir :

Pour les provinces appartenant à la Sardaigne. . . . 33 100 fl.
(trente-trois mille cent florins).

Pour celles appartenant à l'Autriche. 164 886 fl.
(cent soixante-quatre mille huit cent quatre-vingt-six florins).

Ces créances hypothécaires, rentes foncières, etc., d'un recouvrement certain, sont, quant à la liquidation, assimilées aux immeubles.

Quant aux valeurs de même nature, douteuses et irrécouvrables, elles n'ont point été estimées, et il n'en est fait mention ici que pour constater que, à titre de transaction, elles resteront attribuées à celui des deux États qui en est actuellement en possession, suivant sa circonscription territoriale.

Art. 27. Le passif spécial dont se trouvent grevés les biens et valeurs appartenant au fonds d'amortissement est définitivement fixé et arrêté à la somme de quarante et un mille six cent quarante-trois flo. ins. 41 643 fl.

Savoir :

Pour les provinces appartenant à la Sardaigne. . . . 28 466 fl.
(vingt-huit mille quatre cent soixante-six florins).

Pour celles appartenant à l'Autriche. 13 197 fl.
(treize mille cent quatre-vingt-dix-sept florins).

Art. 28. En conséquence, le montant de l'actif immobilier du fonds d'amortissement dans les provinces appartenant à la Sardaigne, dé-

duction faite du passif spécial dont il est grevé, est et demeure fixé à la somme de cent soixante-neuf mille sept cents florins. 169 700 fl

Le montant de cet actif dans les provinces appartenant à l'Autriche, sous la même déduction, est et demeure fixé à cinq cent soixante-deux mille six cent quatre-vingt-cinq florins. 562 685 fl.

Le total de l'actif immobilier à répartir s'élève donc à. 738 382 fl. (sept cent trente-huit mille trois cent quatre-vingt-deux florins), dont les trois cinquièmes pour la Sardaigne sont de. . 439 435 fl. (quatre cent trente-neuf mille quatre cent trente-cinq florins), et les deux cinquièmes pour l'Autriche de. 292 956 fl. (deux cent quatre vingt-douze mille neuf cent cinquante-six florins).

Pour compléter la part de la Sardaigne, il y a lieu de lui attribuer, outre les biens et créances dont elle est actuellement en possession, un surplus d'une valeur de. 269 728 fl. (deux cent soixante-neuf mille sept cent vingt-huit florins), valeur autrichienne.

Art. 29. Pour éviter un partage qui, vu la situation des biens et des créances, et les difficultés d'administration qui en seraient la suite, n'aurait, de part et d'autre, présenté que des désavantages, le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne recevra, en compensation de la plus-value des biens et créances appartenant à l'Autriche, et qui restent attribués à cette puissance, une somme de. 269 728 fl. (deux cent soixante-neuf mille sept cent vingt-huit florins).

Le paiement de cette somme aura lieu immédiatement après la ratification de la présente convention, à Milan, en espèces, au comptant, sans aucune déduction ni escompte.

Caisse de dépôts.

Art. 30. — Passif. — Le passif de la caisse des dépôts est définitivement fixé et arrêté à la somme de un million huit cent trente-six mille six cent quatre-vingt-quinze florins, 1 836 695 fl. (valeur autrichienne).

Ce passif est, conformément au tableau n° 6, divisé en quatre catégories, lesquelles sont réparties de la manière suivante :

A. De la première catégorie : « dépôts militaires 4 pour 100, » dont le montant est de vingt-trois mille florins, 56. . 23 000 fl. 56 (valeur autrichienne), l'Autriche prend à sa charge quatre mille sept cent soixante-treize florins. . 4 773 fl. (valeur autrichienne), somme correspondante à la valeur des dépôts insinués en Autriche, moins sept dépôts spécifiés dans le sous-tableau n° 4.

Tous les autres dépôts de cette catégorie sont mis à la charge de la Sardaigne.

B. De la seconde catégorie : « dépôts civils à 4 pour 100, » montant à. 1 629 596 fl.
(un million six cent vingt-neuf mille cinq cent quatre-vingt-seize florins);

L'Autriche prend à sa charge. 611 821 fl.
(six cent onze mille huit cent vingt et un florins), somme correspondante au chiffre des dépôts insinués en Autriche sous la déduction de :

1° 68 dépôts portés au sous-tableau n° 5, lesquels ont été également insinués en Sardaigne, et appartiennent effectivement à des sujets de cet État ;

2° 3 dépôts portés au sous-tableau n° 6, lesquels ont été d'un commun accord, en raison de leur objet, transférés dans la quote-part de la Sardaigne.

Le surplus de cette catégorie s'élevant à. 1 017 774 fl.
(un million dix-sept mille sept cent soixante-quatorze florins), est mis à la charge de la Sardaigne.

C. La troisième catégorie : « dépôts 3 pour 100, » dont le montant, ramené au taux de 4 pour 100, s'élève à. 179 701 fl. 14
(cent soixante-dix-neuf mille sept cent un fl. 14), est attribué pour le tout à l'Autriche.

D. La quatrième catégorie : « dépôts sans intérêts et dépôts non encore employés, » montant à. 4397 fl. 24
(quatre mille trois cent quatre-vingt-dix-sept fl. 24), est répartie, conformément au sous-tableau n° 7, en raison de la nationalité des déposants, dans la proportion de :

1° Pour la Sardaigne. 732 fl. 19,
(sept cent trente-deux fl. 19);

2° Pour l'Autriche. 3665 fl. 04
(trois mille six cent soixante-cinq fl. 04).

Le solde de. 62 714 fl. (M. C.)
(soixante-deux mille sept cent quatorze florins), mis à la charge de l'Autriche, en sus des deux cinquièmes, sera l'objet de compensations ultérieures.

Art. 31. Il a été reconnu que le fonds des amendes qui constitue la presque totalité de la troisième catégorie, appartient à l'Autriche, en vertu des règlements et des décisions antérieurs au 4 juin 1859.

Il a été, en même temps, convenu que le gouvernement d'Autriche transférera au gouvernement sarde la propriété des quatre cent soixante-dix actions de l'établissement de « Corte Palasio » souscrites sur ce fonds des amendes, et libérées du premier versement. Le gouvernement sarde effectuera le paiement des quatre derniers cinquièmes.

Art. 32. Les dépôts faits pour la garantie d'un service commun aux

deux États ne pourront être remboursés par celui dans la quote-part duquel ils ont été compris, avant que l'autre n'ait été informé et mis en demeure de faire connaître s'il a quelque recours à exercer contre le déposant. Il est bien entendu que l'attribution à l'une des parties ne préjudicie en rien aux droits de l'autre qui conserve la responsabilité de les faire valoir directement et par voie administrative, de la même manière que si le dépôt lui avait été attribué, non-seulement pendant la durée du service, mais pendant six mois après sa cessation.

Art. 33. Il en est de même pour les dépôts fournis par un fonctionnaire qui, bien qu'actuellement en exercice sur le territoire de l'État auquel le dépôt a été attribué, aurait auparavant exercé des fonctions, garanties par le même cautionnement, sur le territoire de l'autre État.

Un délai de six mois, à partir de la ratification de la présente convention, est accordé à chacune des parties pour faire examiner et juger la position de ces fonctionnaires. Passé ce délai, les décisions cesseront d'être exécutoires sur les cautionnements attribués à l'autre État.

Art. 34. Dans les deux cas, si le cautionnement se trouve insuffisant pour faire face aux réclamations simultanées des deux administrations, chacune d'elles supportera la perte dans les proportions indiquées par le traité.

Art. 35. — Actif. — Le montant total de l'actif de la caisse des dépôts est définitivement fixé et arrêté, conformément au tableau numéro 7, à 1 895 338 fl. (un million huit cent quatre-vingt-quinze mille trois cent trente-huit florins).

Cet actif se compose :

1° De l'argent en caisse au 5 juin 1859 (deux mille sept cent trente-cinq florins) 2735 fl.

2° De 31 « Cartelle » de l'ancienne dette, valeur nominale (quatre-vingt-deux mille quatre cent quatre florins). 82 404 fl.

3° De 74 assignations à 4 pour 100 sur la caisse centrale de Milan d'une valeur nominale d'un million huit cent dix mille deux cents florins. 1 810 200 fl.

Pour couvrir la Sardaigne de ses $\frac{3}{5}$ s'élevant à 1 137 203 fl. (un million cent trente-sept mille deux cent trois florins), il lui est attribué :

1° L'argent comptant. 2735 fl.

2° Les « Cartelle, » soit 82 404 fl.

3° Une somme de. 1 052 064 fl.

(un million cinquante-deux mille soixante-quatre florins), à prendre sur le montant des assignations.

Il a été reconnu que ces assignations constituent une valeur autrichienne, et convenu que l'Autriche les échangera pour la part attribuée à la Sardaigne contre une même somme, valeur nominale, d'obligations de l'emprunt national 1854, 5 pour 100. Les titres seront au porteur, avec jouissance du 1^{er} octobre prochain, et autant que possible de mille à cinq mille florins.

Art. 36. — Compensations générales et règlement définitif. — Le solde du passif du Monte mis à la charge de la Sardaigne, et s'élevant à (cent soixante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf florins). 165 999 fl. est compensé, jusqu'à due concurrence, avec celui du passif de la caisse des dépôts mis à la charge de l'Autriche et s'élevant à 62 174 fl. (soixante-deux mille cent soixante-quatorze florins).

Le solde définitif de 103 825 fl. (cent trois mille huit cent vingt-cinq florins, M. de convention) restant à la charge de la Sardaigne, sera payé par l'Autriche en obligations de l'emprunt national 1854, 5 pour 100. Les titres seront au porteur, avec jouissance du 1^{er} octobre prochain, et autant que possible de mille à cinq mille florins.

Dispositions générales.

Art. 37. Les administrations des deux pays, celle du Monte en Lombardie, et celle des Finances en Vénétie, continueront comme elles le font en ce moment le service des arrérages et intérêts jusqu'à la fin du mois d'octobre prochain, époque de la clôture de l'exercice financier en Autriche. A cette époque elles échangeront directement les états constatant le montant des paiements effectués de part et d'autre. Celle des deux administrations qui aura payé plus que sa quote-part sera immédiatement remboursée du surplus. Ce remboursement se fera en espèces, sans frais ni escompte, à Milan, si la Sardaigne est créancière; dans le cas contraire, à Venise.

Art. 38. En attendant que l'article 15 du traité de Zurich reçoive son exécution, l'administration sarde remettra, aussitôt que possible, à la préfecture des finances de Venise, toutes les pièces et les documents relatifs aux diverses catégories de dettes comprises dans la quote-part de l'Autriche.

Elle lui communiquera de même directement toutes les informations dont elle pourrait avoir besoin pour son service, et lui délivrera des copies authentiques de tous les documents d'intérêt commun dont il n'existerait qu'un exemplaire destiné à demeurer en sa possession.

Il en sera de même pour les pièces et documents qui se trouveraient en la possession de l'administration autrichienne, et dont l'adminis-

tration sarde aurait le droit de demander la remise ou la communication.

Art. 39. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Milan, le neuvième jour du mois de septembre de l'an mil huit cent soixante.

(L. S.) BRENNER. (L. S.) GAUDIN. (L. S.) REGIS.
(L. S.) SALZMANN. (L. S.) J. SALADIN. (L. S.) CORRENTI.

Déclaration.

La commission instituée pour la répartition de la dette inscrite sur le Monte L. V. au 4 juin 1859 ne pouvait, ainsi qu'elle l'a reconnu, s'occuper également de l'admission de la liquidation et de l'inscription de l'ancienne dette L. V., ou de celle du royaume d'Italie, qui devaient être présentées soit à la commission diplomatique, soit à la commission de la liquidation du royaume L. V. Elle a tenu, afin de prévenir toute interprétation qui pourrait être tirée de cette circonstance, à constater, par la présente déclaration, son incompétence sur un point qui reste à régler, sous tous les rapports, entre qui de droit.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente déclaration, faite en triple expédition, pour demeurer annexée au traité signé ce jour.

Le neuvième jour de septembre mil huit cent soixante.

(L. S.) BRENNER. (L. S.) GAUDIN. (L. S.) REGIS.
(L. S.) SALZMANN. (L. S.) J. SALADIN. (L. S.) CORRENTI.

Convention entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie et la Turquie, pour la répression des troubles en Syrie, signée à Paris le 5 septembre 1860.

Sa Majesté Impériale le Sultan voulant arrêter, par des mesures promptes et efficaces, l'effusion du sang en Syrie, et témoigner de sa ferme résolution d'assurer l'ordre et la paix parmi les populations placées sous sa souveraineté, et Leurs Majestés l'empereur d'Autriche,

l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le prince-régent de Prusse et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, ayant offert leur coopération active, que Sa Majesté le Sultan a acceptée, leursdites Majestés et Altesses Royales ont résolu de négocier une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, M. Richard, prince de Metternich-Winnebourg, duc de Portella, comte de Kœnigswart, grand d'Espagne de première classe, grand-croix de l'ordre royal d'Albert de Saxe et de l'ordre ducal d'Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha, grand-officier de l'ordre royal de Léopold de Belgique, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier honoraire de l'ordre de Saint-Jean de Malte, chambellan actuel de Sa Majesté Impériale et Royale, son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'empereur des Français.

Sa Majesté l'empereur des Français, M. Édouard-Antoine Thouvenel, sénateur de l'empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre impérial de la Couronne de fer d'Autriche, de l'ordre impérial de Saint-Alexandre Neufski de Russie, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de première classe, etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères.

Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henry-Richard-Charles, comte Cowley, vicomte Dangan, baron Cowley, pair du royaume-uni, membre du conseil privé de Sa Majesté Britannique, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de sadite Majesté près Sa Majesté l'empereur des Français.

Son Altesse Royale le prince-régent de Prusse, M. le prince Henry VII de Reuss-Schleitz-Kœstritz, chevalier de l'ordre royal de l'Aigle-Rouge de quatrième classe, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem de Prusse, etc., etc., son chargé d'affaires par intérim à Paris.

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, M. le comte Paul de Kisseleff, son aide de camp général, général d'infanterie, membre du conseil de l'empire, chevalier des ordres de Russie, décoré du double portrait en brillants des empereurs Nicolas I^{er} et Alexandre II, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, ayant le portrait du sultan en diamants, etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'empereur des Français.

Et Sa Majesté l'empereur des Ottomans, Ahmed-Vefik-Efendi, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de deuxième classe, etc., etc., son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'empereur des Français.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Un corps de troupes européennes, qui pourra être porté

à douze mille hommes, sera dirigé en Syrie pour contribuer au rétablissement de la tranquillité.

Art. 2. Sa Majesté l'empereur des Français consent à fournir immédiatement la moitié de ce corps de troupes. S'il devenait nécessaire d'élever son effectif au chiffre stipulé dans l'article précédent, les hautes puissances s'entendraient sans retard avec la Porte, par la voie diplomatique ordinaire, sur la désignation de celles d'entre elles qui auraient à y pourvoir.

Art. 3. Le commandant en chef de l'expédition entrera, à son arrivée, en communication avec le commissaire extraordinaire de la Porte, afin de combiner toutes les mesures exigées par les circonstances, et de prendre les positions qu'il y aura lieu d'occuper pour remplir l'objet du présent acte.

Art. 4. Leurs Majestés l'empereur d'Autriche, l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le prince-régent de Prusse et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies promettent d'entretenir les forces navales suffisantes pour concourir au succès des efforts communs pour le rétablissement de la tranquillité sur le littoral de la Syrie.

Art. 5. Les hautes parties, convaincues que ce délai sera suffisant pour atteindre le but de pacification qu'elles ont en vue, fixent à six mois la durée de l'occupation des troupes européennes en Syrie.

Art. 6. La Sublime-Porte s'engage à faciliter, autant qu'il dépendra d'elle, la subsistance et l'approvisionnement du corps expéditionnaire.

Art. 7. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de cinq semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 5 septembre 1860.

(L. S.) METTERNICH, m. p.

(L. S.) THOUVENEL, m. p.

(L. S.) COWLEY, m. p.

(L. S.) REUSS, m. p.

(L. S.) KISSELEFF, m. p.

(L. S.) AHMED-VEFIK-EFENDI, m. p.

Premier protocole de la conférence tenue au ministère des affaires étrangères à Paris, pour la répression des troubles en Syrie, le 3 août 1860.

Sa Majesté Impériale le Sultan voulant arrêter, par des mesures promptes et efficaces, l'effusion du sang en Syrie, et témoigner de sa ferme résolution d'assurer l'ordre et la paix parmi les populations placées sous sa souveraineté, et Leurs Majestés l'empereur d'Autriche et l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le prince-régent de Prusse et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, ayant offert leur coopération active, que Sa Majesté le Sultan a acceptée, les représentants de Leurs Majestés et de Son Altesse Royale sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1. Un corps de troupes européennes, qui pourra être porté à douze mille hommes, sera dirigé en Syrie pour contribuer au rétablissement de la tranquillité.

Art. 2. Sa Majesté l'empereur des Français consent à fournir immédiatement la moitié de ce corps de troupes. S'il devenait nécessaire d'élever son effectif au chiffre stipulé dans l'article précédent, les hautes puissances s'entendraient sans retard avec la Porte, par la voie diplomatique ordinaire, sur la désignation de celles d'entre elles qui auraient à y pourvoir.

Art. 3. Le commandant en chef de l'expédition entrera, à son arrivée, en communication avec le commissaire extraordinaire de la Porte, afin de combiner toutes les mesures exigées par les circonstances, et de prendre les positions qu'il y aura lieu d'occuper pour remplir l'objet du présent acte.

Art. 4. Leurs Majestés l'empereur d'Autriche, l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le prince-régent de Prusse et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies promettent d'entretenir les forces navales suffisantes pour concourir au succès des efforts communs pour le rétablissement de la tranquillité sur le littoral de la Syrie.

Art. 5. Les hautes parties, convaincues que ce délai sera suffisant pour atteindre le but de pacification qu'elles ont en vue, fixent à six mois la durée de l'occupation des troupes européennes en Syrie.

Art. 6. La Sublime-Porte s'engage à faciliter autant qu'il dépendra d'elle la subsistance et l'approvisionnement du corps expéditionnaire.

Il est entendu que les six articles précédents seront textuellement

convertis en une convention qui recevra les signatures des représentants soussignés aussitôt qu'ils seront munis des pleins pouvoirs de leurs souverains, mais que les stipulations de ce protocole entreront immédiatement en vigueur.

M. le chargé d'affaires de Prusse, toutefois, fait observer que la distribution actuelle des bâtiments de guerre prussiens peut ne pas permettre à son gouvernement de coopérer dès à présent à l'exécution de l'article 4.

Fait à Paris, le 3 août 1860, en six expéditions.

(L. S.) METTERNICH.

(L. S.) THOUVENEL.

(L. S.) COWLEY.

(L. S.) REUSS.

(L. S.) KISSELEFF.

(L. S.) AHMED-VEFIK.

**Deuxième protocole de la conférence tenue au ministère
des affaires étrangères le 3 août 1860.**

Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie, désirant établir, conformément aux intentions de leurs cours respectives, le véritable caractère du concours prêté à la Sublime-Porte, aux termes du protocole signé le même jour, les sentiments qui leur ont dicté les clauses de cet acte et leur entier désintéressement, déclarent de la manière la plus formelle que les puissances contractantes n'entendent poursuivre ni ne poursuivront, dans l'exécution de leurs engagements, aucun avantage territorial, aucune influence exclusive, ni aucune concession touchant le commerce de leurs sujets et qui ne pourrait être accordée aux sujets de toutes les autres nations.

Néanmoins ils ne peuvent s'empêcher, en rappelant ici les actes émanés de Sa Majesté le Sultan dont l'article 9 du traité du 30 mars 1856¹ a constaté la haute valeur, d'exprimer le prix que leurs cours respec-

1. *Traité de paix entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Porte Ottomane d'une part et la Russie d'autre part, signé avec la participation de la Prusse, à Paris, le 30 mars 1856.*

Article 9. Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort, sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations chré-

tives attachent à ce que, conformément aux promesses solennelles de la Sublime-Porte, il soit adopté des mesures administratives sérieuses pour l'amélioration du sort des populations chrétiennes de tout rite dans l'empire ottoman.

Le plénipotentiaire de Turquie prend acte de cette déclaration des représentants des hautes puissances et se charge de la transmettre à sa cour, en faisant observer que la Sublime-Porte a employé et continuera à employer ses efforts dans le sens du vœu exprimé ci-dessus.

Fait à Paris, le 3 août 1860, en six expéditions.

(L. S.) METTERNICH.

(L. S.) THOUVENEL.

(L. S.) COWLEY.

(L. S.) REUSS.

(L. S.) KISSELEFF.

(L. S.) AHMED-VEFIK.

Constitution fédérale des États-Unis.

Nous, le peuple des États-Unis, afin de former une union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la tranquillité intérieure, de pourvoir à la défense commune, d'accroître le bien-être général, et de rendre durable pour nous comme pour notre postérité les bienfaits de la liberté, nous faisons, nous décrétons et nous établissons cette constitution pour les États-Unis d'Amérique.

ARTICLE I.

Section I. — Un congrès des États-Unis, composé d'un sénat et d'une chambre de représentants, sera investi de tous les pouvoirs législatifs, conférés par le présent acte.

Section II. — 1. La chambre des représentants sera composée de membres élus tous les deux ans par le peuple des divers États, et les électeurs de chaque État devront avoir les qualifications exigées des électeurs de la branche la plus nombreuse de la législature de l'État.

tiennes de son empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes le firman, spontanément émané de sa volonté souveraine.

Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux dites puissances de s'immiscer soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son empire.

2. Personne ne pourra être représentant à moins d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans, d'avoir été pendant sept ans citoyen des États-Unis, et d'être au moment de son élection habitant de l'État qui l'aura élu.

3. Les représentants et les taxes directes seront répartis entre les divers États qui pourront faire partie de l'Union, selon le nombre respectif de leurs habitants, nombre qui sera déterminé en ajoutant au nombre total des personnes libres, y compris ceux servant pour un terme limité, et non compris les Indiens non taxés, trois cinquièmes de toutes autres personnes. L'énumération pour l'époque actuelle sera faite trois ans après la première réunion du congrès des États-Unis, et ensuite de dix ans en dix ans, d'après le mode qui sera réglé par une loi. Le nombre des représentants n'excédera pas celui de un par trente mille habitants, mais chaque État aura au moins un représentant. Jusqu'à ce que l'énumération ait été faite, l'État de New-Hampshire en enverra trois. Massachusetts huit, Rhode-Island et les plantations de Providence un, Connecticut cinq, New-York, six, New-Jersey quatre, la Pensylvanie huit, le Delaware un, le Maryland six, la Virginie dix, la Caroline septentrionale cinq, la Caroline méridionale cinq, et la Géorgie trois.

4. Quand des places viendront à vaquer dans la représentation d'un État au congrès, l'autorité exécutive de l'État convoquera le corps électoral pour les remplir.

5. La chambre des représentants élira ses orateurs et autres officiers, elle exercera seule le pouvoir de mise en accusation pour cause politique (*impeachments*).

Section III. — 1. Le sénat des États-Unis sera composé de deux sénateurs de chaque État, élus par sa législature, et chaque sénateur aura un vote.

2. Immédiatement après leur réunion, en conséquence de leur première élection, ils seront divisés, aussi également que possible, en trois classes. Les sièges des sénateurs de la première classe seront vacants au bout de la seconde année; ceux de la seconde classe, au bout de la quatrième année, et ceux de la troisième, à l'expiration de la sixième année, de manière à ce que tous les deux ans un tiers du sénat soit réélu. Si des places deviennent vacantes par démission ou par toute autre cause, pendant l'intervalle entre les sessions de la législature de chaque État, le pouvoir exécutif de cet État fera une nomination provisoire, jusqu'à ce que la législature puisse remplir le siège vacant.

3. Personne ne pourra être sénateur, à moins d'avoir atteint l'âge de trente ans, d'avoir été pendant neuf ans citoyen des États-Unis, et d'être, au moment de son élection, habitant de l'État qui l'aura choisi.

4. Le vice-président des États-Unis sera président du sénat, mais il

n'aura point le droit de voter, à moins que les voix ne soient partagées également.

5. Le sénat nommera ses autres officiers, ainsi qu'un président *pro tempore*, qui présidera dans l'absence du vice-président, ou quand celui-ci exercera les fonctions de président des États-Unis.

6. Le sénat aura seul le pouvoir de juger les accusations intentées par la chambre des représentants (*impeachments*). Quand il agira dans cette fonction, ses membres prêteront serment ou affirmation. Si c'est le président des États-Unis qui est mis en jugement, le chef de la justice présidera. Aucun accusé ne peut être déclaré coupable qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

7. Les jugements rendus en cas de mise en accusation n'auront d'autre effet que de priver l'accusé de la place qu'il occupe, de le déclarer incapable de posséder quelque office d'honneur, de confiance, ou de profit que ce soit, dans les États-Unis; mais la partie convaincue pourra être mise en jugement, jugée et punie, selon les lois, par les tribunaux ordinaires.

Section IV. — 1. Le temps, le lieu et le mode de procéder aux élections des sénateurs et des représentants seront réglés dans chaque État par la législature; mais le congrès peut, par une loi, changer ces règlements ou en faire de nouveaux, excepté pourtant en ce qui concerne le lieu où les sénateurs doivent être élus.

2. Le congrès s'assemblera au moins une fois l'année, et cette réunion sera fixée pour le premier lundi de décembre, à moins qu'une loi ne la fixe à un autre jour.

Section V. — 1. Chaque chambre sera juge des élections et des droits et titres de ses membres. Une majorité de chacune suffira pour traiter les affaires; mais un nombre moindre que la majorité peut s'ajourner de jour en jour, et est autorisé à forcer les membres absents à se rendre aux séances, par telle pénalité que chaque chambre pourra établir.

2. Chaque chambre fera son règlement, punira ses membres pour conduite inconvenante, et pourra, à la majorité des deux tiers, exclure un membre.

3. Chaque chambre tiendra un journal de ses délibérations et le publiera d'époque en époque, à l'exception de ce qui lui paraîtra devoir rester secret; et les votes négatifs ou approubatifs des membres de chaque chambre sur une question quelconque seront, sur la demande d'un cinquième des membres présents, consignés sur le journal.

4. Aucune des deux chambres ne pourra, pendant la session du congrès, et sans le consentement de l'autre chambre, s'ajourner à plus de trois jours, ni transférer ses séances dans un autre lieu que celui où siègent les deux chambres.

Section VI. — 1. Les sénateurs et les représentants recevront pour leurs services une indemnité qui sera fixée par une loi et payée par le trésor des États-Unis. Dans tous les cas, excepté ceux de trahison, de félonie et de trouble à la paix publique, ils ne pourront être arrêtés, soit pendant leur présence à la session, soit en s'y rendant ou en retournant dans leurs foyers; dans aucun autre lieu ils ne pourront être inquiétés, ni interrogés en raison de discours ou opinions prononcés dans leurs chambres respectives.

2. Aucun sénateur ou représentant ne pourra, pendant le temps pour lequel il a été élu, être nommé à une place dans l'ordre civil sous l'autorité des États-Unis, lorsque cette place aura été créée ou que les émoluments en auront été augmentés pendant cette époque. Aucun individu occupant une place sous l'autorité des États-Unis, ne pourra être membre d'une des deux chambres, tant qu'il conservera cette place.

Section VII. — 1. Tous les bills établissant des impôts doivent prendre naissance dans la chambre des représentants; mais le sénat peut y concourir par des amendements comme aux autres bills.

2. Tout bill qui aura reçu l'approbation du sénat et de la chambre des représentants sera, avant de devenir loi, présenté au président des États-Unis; s'il l'approuve, il y apposera sa signature, sinon il le renverra avec ses objections à la chambre dans laquelle il aura été proposé; elle consignera les objections intégralement dans son journal, et discutera de nouveau le bill. Si, après cette seconde discussion, deux tiers de la chambre se prononcent en faveur du bill, il sera envoyé, avec les objections du président, à l'autre chambre, qui le discutera également; et si la même majorité l'approuve, il deviendra loi: mais, en pareil cas, les votes des chambres doivent être donnés par oui et par non, et les noms des personnes votant pour ou contre seront inscrits sur le journal de leurs chambres respectives. Si dans les dix jours (les dimanches non compris) le président ne renvoie point un bill qui lui aura été présenté, ce bill aura force de loi, comme s'il l'avait signé, à moins cependant que le congrès, en s'ajournant, ne prévienne le renvoi; alors le bill ne fera point loi.

3. Tout ordre, toute résolution ou vote pour lequel le concours des deux chambres est nécessaire (excepté pourtant pour la question d'ajournement), doit être présenté au président des États-Unis, et approuvé par lui avant de recevoir son exécution; s'il le rejette, il doit être de nouveau adopté par les deux tiers des deux chambres, suivant les règles prescrites pour les bills.

Section VIII. — Le congrès aura le pouvoir:

1° D'établir et de faire percevoir des taxes, droits, impôts et excises; de payer les dettes publiques, et de pourvoir à la défense commune

et au bien général des États-Unis ; mais les droits, impôts et excises devront être les mêmes dans tous les États-Unis ;

2° D'emprunter de l'argent sur le crédit des États-Unis ;

3° De régler le commerce avec les nations étrangères, entre les divers États, et avec les tribus indiennes ;

4° D'établir une règle générale pour les naturalisations, et des lois générales sur les banqueroutes dans les États-Unis ;

5° De battre la monnaie, d'en régler la valeur ainsi que celle des monnaies étrangères, et de fixer la base des poids et mesures ;

6° D'assurer la punition de la contrefaçon de la monnaie courante et du papier public des États-Unis ;

7° D'établir des bureaux de poste et des routes de poste ;

8° D'encourager les progrès des sciences et des arts utiles, en assurant, pour des périodes limitées, aux auteurs et inventeurs, le droit exclusif de leurs écrits et de leurs découvertes ;

9° De constituer des tribunaux subordonnés à la cour suprême ;

10° De définir et punir les pirateries et félonies commises en haute mer et les offenses contre la loi des nations ;

11° De déclarer la guerre, d'accorder des lettres de marque et de représailles, et de faire des règlements concernant les captures sur terre et sur mer ;

12° De lever et d'entretenir des armées ; mais aucun argent pour cet objet ne pourra être voté pour plus de deux ans ;

13° De créer et d'entretenir une force maritime ;

14° D'établir des règles pour l'administration et l'organisation des forces de terre et de mer ;

15° De pourvoir à ce que la milice soit convoquée pour exécuter les lois de l'Union, pour réprimer les insurrections et repousser les invasions ;

16° De pourvoir à ce que la milice soit organisée, armée et disciplinée, et de disposer de cette partie de la milice qui peut se trouver employée au service des États-Unis, en laissant aux États respectifs la nomination des officiers, et le soin d'établir dans la milice la discipline prescrite par le congrès ;

17° D'exercer la législation exclusive dans tous les cas quelconques, sur tel district (ne dépassant pas dix milles carrés) qui pourra, par la cession des États particuliers et par l'acceptation du congrès, devenir le siège du gouvernement des États-Unis, et d'exercer une pareille autorité sur tous les lieux acquis par achat, d'après le consentement de la législature de l'État où ils seront situés, et qui serviront à l'établissement de forteresses, de magasins, d'arsenaux, de chantiers et autres établissements d'utilité publique ;

18° Enfin, le congrès aura le pouvoir de faire toutes les lois néces-

saires ou convenables pour mettre à exécution les pouvoirs qui lui ont été accordés, et tous les autres pouvoirs dont cette constitution a investi le gouvernement des États-Unis, ou une de ses branches.

Section IX. — 1. La migration ou l'importation de telles personnes dont l'admission peut paraître convenable aux États actuellement existants, ne sera point prohibée par le congrès avant l'année 1868; mais une taxe ou droit n'excédant point dix dollars par personne, peut être imposé sur cette importation.

2. Le privilège de l'*habeas corpus* ne sera suspendu qu'en cas de rébellion ou d'invasion, et lorsque la sûreté publique l'exigera.

3. Aucun *bill d'attainder* ni loi rétroactive *ex post facto* ne pourront être décrétés.

4. Aucune capitation ou autre taxe directe ne sera établie, si ce n'est en proportion du dénombrement prescrit dans une section précédente.

5. Aucune taxe ou droit ne sera établi sur des articles exportés d'un État quelconque, aucune préférence ne sera donnée par des règlements commerciaux ou fiscaux, aux ports d'un État sur ceux d'un autre; les vaisseaux destinés pour un État ou sortant de ses ports, ne pourront être forcés d'entrer dans ceux d'un autre ou d'y payer des droits.

6. Aucun argent ne sera tiré de la trésorerie qu'en conséquence de dispositions prises par une loi, et de temps en temps on publiera un tableau régulier des recettes et des dépenses publiques.

7. Aucun titre de noblesse ne sera accordé par les États-Unis, et aucune personne tenant une place de profit ou de confiance sous leur autorité ne pourra, sans le consentement du congrès, accepter quelque présent, émolument, place ou titre quelconque, d'un roi, prince ou État étranger.

Section X. — 1. Aucun État ne pourra contracter ni traité, ni alliance, ni confédération, ni accorder des lettres de marque ou de représailles, ni battre monnaie, ni émettre des billets de crédit, ni déclarer qu'autre chose que la monnaie d'or et d'argent doive être acceptée en paiement de dettes, ni passer quelque *bill d'attainder*, ou loi rétroactive *ex post facto*, ou affaiblissement des obligations des contrats, ni accorder aucun titre de noblesse.

2. Aucun État ne pourra, sans le consentement du congrès, établir quelque impôt ou droit sur les importations ou exportations, à l'exception de ce qui lui sera absolument nécessaire pour l'exécution de ses lois d'inspection; et le produit net de tous droits et impôts établis par quelque État sur les importations et exportations sera à la disposition de la trésorerie des États-Unis, et toute loi pareille sera sujette à la révision et au contrôle du congrès. Aucun État ne pourra, sans

le consentement du congrès, établir aucun droit sur le tonnage, entretenir des troupes ou des vaisseaux de guerre en temps de paix, contracter quelque traité ou union avec un autre État ou avec une puissance étrangère, ou s'engager dans une guerre, si ce n'est dans les cas d'invasion ou d'un danger assez imminent pour n'admettre aucun délai.

ARTICLE II.

Section I. — 1. Le président des États-Unis sera investi du pouvoir exécutif, il occupera sa place pendant le terme de quatre ans; son élection et celle du vice-président, nommé pour le même terme, auront lieu ainsi qu'il suit :

2. Chaque État nommera, de la manière qui sera prescrite par sa législature, un nombre d'électeurs égal au nombre total de sénateurs et de représentants que l'État envoie au congrès; mais aucun sénateur ou représentant, ni aucune personne possédant une place de profit ou de confiance sous l'autorité des États-Unis, ne peut être nommé électeur.

* Les électeurs s'assembleront dans leurs États respectifs, et ils voteront au scrutin pour deux individus, dont un au moins ne sera point habitant du même État qu'eux. Ils feront une liste de toutes les personnes qui ont obtenu des suffrages, et du nombre de suffrages que chacune d'elles aura obtenu; ils signeront et certifieront cette liste, et la transmettront scellée au siège du gouvernement des États-Unis, sous l'adresse du président du sénat, qui, en présence du sénat et de la chambre des représentants, ouvrira tous les certificats et comptera les votes. Celui qui aura obtenu le plus grand nombre de votes sera président. Si ce nombre forme la majorité des électeurs, si plusieurs ont obtenu cette majorité, et que deux ou un plus grand nombre réunissent la même quantité de suffrages, alors la chambre des représentants choisira l'un d'entre eux pour président par la voie du scrutin. Si nul n'a réuni cette majorité, la chambre prendra les cinq personnes qui en ont approché davantage, et choisira parmi elles le président de la même manière. Mais, en choisissant ainsi le président, les votes seront pris par État, la représentation de chaque État ayant un vote; un membre ou des membres des deux tiers des États devront être présents, et la majorité de tous ces États sera indispensable pour que le choix soit valide. Dans tous les cas, après le choix du président, celui qui réunira le plus de voix sera vice-président. Si deux ou plusieurs candidats ont obtenu un nombre égal de voix, le sénat choisira parmi ces candidats le vice-président par voie de scrutin.

3. Le congrès peut déterminer l'époque de la réunion des électeurs, et le jour auquel ils donneront leurs suffrages, lequel jour sera le même pour tous les États-Unis.

* Cette clause a été annulée et remplacée par le douzième amendement (voir page 198).

4. Aucun individu autre qu'un citoyen né dans les États-Unis, ou étant citoyen lors de l'adoption de cette constitution, ne peut être éligible à la place de président; aucune personne ne sera éligible à cette place, à moins d'avoir atteint l'âge de trente-cinq ans, et d'avoir résidé quatorze ans aux États-Unis.

5. En cas que le président soit privé de sa place, ou en cas de mort, de démission ou d'incapacité à remplir les fonctions et les devoirs de cette place, elle sera confiée au vice-président, et le congrès peut par une loi pourvoir au cas du renvoi, de la mort, de la démission ou de l'incapacité, tant du président que du vice-président, et indiquer quel fonctionnaire public remplira en pareils cas la présidence, jusqu'à ce que la cause de l'incapacité n'existe plus ou qu'un nouveau président ait été élu.

6. Le président recevra pour ses services, à des époques fixées, une indemnité qui ne pourra être augmentée ni diminuée pendant la période pour laquelle il aura été élu, et pendant le même temps il ne pourra recevoir aucun autre émolument des États-Unis ou de l'un des États.

7. Avant son entrée en fonctions, il prêtera le serment ou affirmation qui suit :

« Je jure (ou j'affirme) solennellement que je remplirai fidèlement la place de président des États-Unis, et que j'emploierai tous mes soins à conserver, protéger et défendre la constitution des États-Unis. »

Section II. — 1. Le président sera commandant en chef de l'armée et des flottes des États-Unis et de la milice des divers États, quand elle sera appelée au service actif des États-Unis; il peut requérir l'opinion écrite du principal fonctionnaire dans chacun des départements exécutifs, sur tout objet relatif aux devoirs de leurs offices respectifs, et il aura le pouvoir d'accorder diminution de peine et pardon pour délits envers les États-Unis, excepté en cas de mise en accusation par la chambre des représentants.

2. Il aura le pouvoir de faire des traités, de l'avis et du consentement du sénat, pourvu que les deux tiers des sénateurs présents y donnent leur approbation; il nommera, de l'avis et du consentement du sénat, et désignera les ambassadeurs, les autres ministres publics et les consuls, les juges des cours suprêmes, et tous autres fonctionnaires des États-Unis aux nominations desquels il n'aura point été pourvu d'une autre manière dans cette constitution, et qui seront institués par une loi. Mais le congrès peut par une loi attribuer les nominations de ces employés subalternes au président seul, aux cours de justice, ou aux chefs des départements.

3. Le président aura le pouvoir de remplir toutes les places va-

cantes pendant l'intervalle des sessions du sénat, en accordant des commissions qui expireront à la fin de la session prochaine.

Section III. — 1. De temps en temps le président donnera au congrès des informations sur l'état de l'Union, et il recommandera à sa considération les mesures qu'il jugera nécessaires et convenables; il peut, dans des occasions extraordinaires, convoquer les deux chambres, ou l'une d'elles, et en cas de dissentiments entre elles sur le temps de leur ajournement, il peut les ajourner à telle époque qui lui paraîtra convenable. Il recevra les ambassadeurs et les autres ministres publics; il veillera à ce que les lois soient fidèlement exécutées, et il commissionnera tous les fonctionnaires des États-Unis.

Section IV. — Les président, vice-président et tous les fonctionnaires civils pourront être renvoyés de leurs places, si à la suite d'une accusation ils sont convaincus de trahison, de dilapidation du trésor public ou d'autres grands crimes et d'inconduite (*misdemeanors*).

ARTICLE III.

Section I. — Le pouvoir judiciaire des États-Unis sera confié à une cour suprême et aux autres cours inférieures que le congrès peut de temps à autre former et établir. Les juges, tant des cours suprêmes que des cours inférieures, conserveront leurs places tant que leur conduite sera bonne, et ils recevront pour leurs services, à des époques fixées, une indemnité qui ne pourra être diminuée tant qu'ils conserveront leur place.

Section II. — 1. Le pouvoir judiciaire s'étendra à toutes les causes en matière de lois et d'équité, qui s'élèveront sous l'empire de cette constitution, des lois des États-Unis et des traités faits ou qui seront faits sous leur autorité; à toutes les causes concernant des ambassadeurs, d'autres ministres publics ou des consuls; à toutes les causes de l'amirauté ou de la juridiction maritime; aux contestations dans lesquelles les États-Unis seront partie; aux contestations entre deux ou plusieurs États, entre un État et des citoyens d'un autre État, entre des citoyens d'États différents, entre des citoyens du même État réclamant des terres en vertu de concessions émanées de différents États, et entre un État ou les citoyens de cet État, et des États, citoyens ou sujets étrangers.

2. Dans tous les cas concernant les ambassadeurs, d'autres ministres publics ou des consuls, et dans les causes dans lesquelles un État sera partie, la cour suprême exercera la juridiction originelle. Dans tous les autres cas susmentionnés, la cour suprême aura la juridiction d'appel, tant sous le rapport de la loi que du fait, avec telles exceptions et tels règlements que le congrès pourra faire.

3. Le jugement de tous crimes, excepté en cas de mise en accusa-

tion par la chambre des représentants, sera fait par jury : ce jugement aura lieu dans l'État où le crime aura été commis ; mais si le crime n'a point été commis dans un des États, le jugement sera rendu dans tel ou tel lieu que le congrès aura désigné à cet effet par une loi.

Section III.—1. La trahison contre les États-Unis consistera uniquement à prendre les armes contre eux ou à se réunir à leurs ennemis en leur donnant aide et secours. Aucune personne ne sera convaincue de trahison si ce n'est sur le témoignage de deux témoins déposant sur le même acte patent, ou lorsqu'elle se sera reconnue coupable devant la cour.

2. Le congrès aura le pouvoir de fixer la peine de la trahison ; mais ce crime n'entraînera point la corruption du sang, ni la confiscation, si ce n'est pendant la vie de la personne convaincue.

ARTICLE IV.

Section I. — Pleine confiance et crédit seront donnés en chaque État aux actes publics et aux procédures judiciaires de tout autre État, et le congrès peut, par des lois générales, déterminer quelle sera la forme probante de ces actes et procédures, et les effets qui y seront attachés.

Section II. — 1. Les citoyens de chaque État auront droit à tous les privilèges et immunités attachés au titre de citoyen dans les autres États.

2. Un individu accusé dans un État de trahison, de félonie ou autre crime, qui se sauvera de la justice et qui sera trouvé dans un autre État, sera, sur la demande de l'autorité exécutive de l'État dont il s'est enfui, livré et conduit vers l'État ayant juridiction sur ce crime.

3. Aucune personne tenue au service ou au travail dans un État, sous les lois de cet État, et qui se sauverait dans un autre, ne pourra, en conséquence d'une loi ou d'un règlement de l'État où elle s'est réfugiée, être dispensée de ce service ou travail, mais sera livrée sur la réclamation de la partie à laquelle ce service et ce travail sont dus.

Section III. — 1. Le congrès pourra admettre de nouveaux États dans cette Union ; mais aucun nouvel État ne sera érigé ou formé dans la juridiction d'un autre État, aucun État ne sera formé non plus de la réunion de deux ou de plusieurs États, ni de quelques parties d'État, sans le consentement de la législature des États intéressés, et sans celui du congrès.

2. Le congrès aura le pouvoir de disposer du territoire et des autres propriétés appartenant aux États-Unis, et d'adopter à ce sujet tous les règlements et mesures convenables ; et rien dans cette constitution

ne sera interprété dans un sens préjudiciable aux droits que peuvent faire valoir les États-Unis ou quelques États particuliers.

Section IV. — Les États-Unis garantissent à tous les États de l'Union une forme de gouvernement républicain, et protégeront chacun d'eux contre toute invasion, et aussi contre toute violence intérieure, sur la demande de la législature ou du pouvoir exécutif, si la législature ne peut être convoquée.

ARTICLE V.

Le congrès, toutes les fois que les deux tiers des deux chambres le jugeront nécessaire, proposera des amendements à cette constitution; ou, sur la demande de deux tiers des législatures des divers États, il convoquera une convention pour proposer des amendements, lesquels, dans les deux cas, seront valables à toutes fins, comme partie de cette constitution; quand ils auront été ratifiés par les législatures des trois quarts des divers États, ou par les trois quarts des conventions formées dans le sein de chacun d'eux; selon que l'un ou l'autre mode de ratification aura été prescrit par le congrès, pourvu qu'aucun amendement fait avant l'année 1808 n'affecte d'une manière quelconque la première et la quatrième clause de la neuvième section du premier article, et qu'aucun État ne soit privé, sans son consentement, de son suffrage dans le sénat.

ARTICLE VI.

1. Toutes les dettes contractées et les engagements pris avant la présente constitution seront aussi valides à l'égard des États-Unis, sous la présente constitution, que sous la confédération.

2. Cette constitution et les lois des États-Unis qui seront faites en conséquence, et tous les traités faits ou qui seront faits sous l'autorité desdits États-Unis, composeront la loi suprême du pays; les juges de chaque État seront tenus de s'y conformer, nonobstant toute disposition qui, dans les lois ou la constitution d'un État quelconque, serait en opposition avec cette loi suprême.

3. Les sénateurs et les représentants susmentionnés et les membres des législatures des États et tous les officiers du pouvoir exécutif et judiciaire, tant des États-Unis que des divers États, seront tenus, par serment, ou par affirmation, de soutenir cette constitution; mais aucun serment religieux ne sera jamais requis comme condition pour remplir une fonction ou charge publique, sous l'autorité des États-Unis.

ARTICLE VII.

1. La ratification donnée par les conventions de neuf États sera suffisante pour l'établissement de cette constitution entre les États qui l'auront ainsi ratifiée.

2. Fait en convention, par le consentement unanime des États présents, le dix-septième jour de septembre, l'an du Seigneur 1787, et de l'indépendance des États-Unis, le douzième; en témoignage de quoi, nous avons apposé ci-dessous nos noms.

Signé : GEORGES WASHINGTON,

John LANGDON, Nicolas GILMAN, pour le *New-Hampshire*; — Nathaniel GORHAM, RUFUSKING, pour *Massachusetts*; — William Samuel JOHNSON, Roger SHERMAN, pour *Connecticut*; — Alexander HAMILTON, pour *New-York*; — William LIVINGSTON, William PATERSON, David BREARLEY, Jonathan DAYTON, pour *New-Jersey*; — Benjamin FRANKLIN, Robert MORRIS, Thomas FITZSIMONS, James WILSON, Thomas MIFFLIN, George CLYMER, Jared INGERSOLL, GOM MORRIS, pour la *Pensylvanie*; — George READ, John DICKINSON, Jacob BROOM, Gunning BEDFORD junior, Richard BASSETS, pour le *Delaware*; — James M'HENRY, Daniel CARROLL, Dan of St. THOMAS JENIFER, pour le *Maryland*; — John BLAIR, James MADISON junior, pour la *Virginie*; — William BLOUNT, Hughes WILLIAMSON, Rich'd DOBBS SPAIGHT, pour la *Caroline septentrionale*; — J. RUTLEDGE, Charles PINCKNEY, Charles COTESWORTH PINKNEY, Pierre BUTLER, pour la *Caroline méridionale*; — William FEW, Abraham BELDWIN, pour la *Géorgie*.

Certifié : William JACKSON, secrétaire,
Président et député de Virginie.

La constitution fédérale fut adoptée par des conventions particulières des différents États, savoir :

Le Delaware.....	7 décembre 1787	La Caroline méridion ^{le} .	23 mai.....	1788
La Pensylvanie.....	12 — —	Le New-Hampshire....	21 juin.....	—
New-Jersey.....	18 — —	La Virginie.....	26 juin.....	—
La Géorgie.....	2 janvier..	New-York.....	26 juillet....	—
Connecticut.....	9 — —	La Caroline septentrion.	21 novembre	1789
Massachusetts.....	6 février... —	Rhode-Island.....	29 mai.....	1790
Le Maryland.....	28 avril..... —			

Amendements et additions à la Constitution Fédérale, proposés par le Congrès et ratifiés par la législature des différents États en vertu de l'article V.

ARTICLE I. Le congrès ne pourra faire aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou pour en prohiber une; il ne pourra point non plus restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ni attaquer le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour obtenir le redressement de ses griefs.

ARTICLE II. Une milice bien réglée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, on ne pourra restreindre le droit qu'a le peuple de garder et de porter des armes.

ARTICLE III. Aucun soldat ne sera, en temps de paix, logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; ni en temps de guerre, si ce n'est de la manière qui sera prescrite par une loi.

ARTICLE IV. Le droit qu'ont les citoyens de jouir de la sûreté de leurs personnes, de leur domicile, de leurs papiers et effets, à l'abri des recherches et saisies déraisonnables, ne pourra être violé; aucun mandat ne sera émis, si ce n'est dans des présomptions fondées, corroborées par le serment ou l'affirmation; et ces mandats devront contenir la désignation spéciale du lieu où les perquisitions devront être faites et des personnes ou objets à saisir.

ARTICLE V. Aucune personne ne sera tenue de répondre à une accusation capitale ou infamante, à moins d'une mise en accusation émanant d'un grand jury, à l'exception des délits commis par des individus appartenant aux troupes de terre ou de mer, ou à la milice, quand elle est en service actif en temps de guerre ou de danger public: la même personne ne pourra être soumise deux fois pour le même délit à une procédure qui compromettrait sa vie ou un de ses membres. Dans aucune cause criminelle, l'accusé ne pourra être forcé à rendre témoignage contre lui-même, il ne pourra être privé de la vie, de la liberté ou de sa propriété, que par suite d'une procédure légale. Aucune propriété privée ne pourra être appliquée à un usage public sans juste compensation.

ARTICLE VI. Dans toute procédure criminelle, l'accusé jouira du droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial de l'État et du district dans lequel le crime aura été commis, district dont les limites auront été tracées par une loi préalable; il sera informé de la nature et du motif de l'accusation; il sera confronté avec les témoins à charge; il aura la faculté de faire comparaître des témoins en sa faveur, et il aura l'assistance d'un conseil pour sa défense.

ARTICLE VII. Dans les causes qui devront être décidées selon la loi commune (*in suits at common law*), le jugement par jury sera conservé dès que la valeur des objets en litige excédera vingt dollars; et aucun fait jugé par un jury ne pourra être soumis à l'examen d'une autre cour dans les États-Unis, que conformément à la loi commune.

ARTICLE VIII. On ne pourra exiger des cautionnements exagérés, ni imposer des amendes excessives, ni infliger des punitions cruelles et inaccoutumées.

ARTICLE IX. L'énumération faite, dans cette constitution, de certains droits, ne pourra être interprétée de manière à exclure ou affaiblir d'autres droits conservés par le peuple.

ARTICLE X. Les pouvoirs non délégués aux États-Unis par la constitution, ou ceux qu'elle ne défend pas aux États d'exercer, sont réservés aux États respectifs ou au peuple.

ARTICLE XI. Le pouvoir judiciaire des États-Unis ne sera point organisé de manière à pouvoir s'étendre par interprétation à une procédure quelconque, commencée contre un des États par les citoyens d'un autre État, ou par les citoyens ou sujets d'un État étranger.

ARTICLE XII. 1. Les électeurs se rassembleront dans leurs États respectifs, et ils voteront au scrutin pour la nomination du président et du vice-président, dont un au moins ne sera point habitant du même État qu'eux ; dans leurs bulletins ils nommeront la personne pour laquelle ils votent comme président, et dans les bulletins distincts celle qu'ils portent à la vice-présidence : ils feront des listes distinctes de toutes les personnes portées à la présidence, et de toutes celles désignées pour la vice-présidence, et du nombre des votes pour chacune d'elles ; ces listes seront par eux signées et certifiées et transmises, scellées, au siège du gouvernement des États-Unis, à l'adresse du président du sénat. Le président du sénat, en présence des deux chambres, ouvrira tous les procès-verbaux, et les votes seront comptés. La personne réunissant le plus grand nombre de suffrages pour la présidence sera président, si ce nombre forme la majorité de tous les électeurs réunis ; et si aucune personne n'avait cette majorité, alors, parmi les trois candidats ayant réuni le plus de voix pour la présidence, la chambre des représentants choisira immédiatement le président par la voie du scrutin. Mais dans ce choix du président, les votes seront comptés par État, la représentation de chaque État n'ayant qu'un vote : un membre ou des membres de deux tiers des États sera nécessaire pour le choix. Et si la chambre des représentants ne choisit point le président, quand ce choix lui sera dévolu, avant le quatrième jour du mois de mars suivant, le vice-président sera président, comme dans le cas de mort ou d'autre inhabileté constitutionnelle du président.

2. La personne réunissant le plus de suffrages pour la vice-présidence, sera vice-président, si ce nombre forme la majorité du nombre total des électeurs réunis ; et si personne n'a obtenu cette majorité, alors le sénat choisira le vice-président parmi les deux candidats ayant le plus de voix ; la présence des deux tiers des sénateurs et la majorité du nombre total sont nécessaires pour ce choix.

3. Aucune personne constitutionnellement inéligible à la place de président, ne sera éligible à celle de vice-président des États-Unis.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

**Circulaire adressée par M. de Schmerling aux gouverneurs
des provinces de la monarchie autrichienne¹.**

Nommé ministre d'État par Sa Majesté l'Empereur notre maître, je sens d'autant plus vivement la nécessité, au moment où je prends ce poste important, de donner une expression claire et ouverte aux pensées qui doivent me diriger, que la situation est plus grave et que la responsabilité dont je me suis chargé est plus considérable.

Ma mission est aussi la vôtre. Cherchons à nous en rendre compte clairement dans toutes les directions. Elle n'est pas autre que de réaliser immédiatement, chacun dans la limite de notre compétence, les résolutions et les intentions de Sa Majesté exprimées dans le diplôme et le manifeste rendus dernièrement (le 20 octobre). Ces résolutions et intentions sont clairement exprimées dans ledit manifeste. Sa Majesté confie à l'intelligence mûrie de ses peuples le développement prospère et la consolidation des institutions qui renferment en elles la garantie d'un libre mouvement.

Par suite de cette résolution, l'Autriche, avec toutes ses parties intégrantes, et avec toutes, de la même manière et également, est entrée parmi ces États européens qui, dans la participation basée sur les plus anciens fondements historiques et réglée par le droit public de tout le peuple à la législation, ont trouvé le moyen de s'élever à cette haute

¹. Publiée sans date par la *Gazette de Vienne* du 23 décembre 1860.

puissance qui forme la condition fondamentale de la prospérité matérielle et de l'essor intellectuel, de l'inviolabilité du droit propre à chacun et de la considération internationale, ainsi que de l'orgueil patriotique qui, non-seulement excite les fils valeureux de la patrie à faire des actes d'héroïsme, mais donne aussi une forme plus grande dans les occupations de la paix.

En entrant avec résolution et confiance dans la voie que m'a tracée Sa Majesté, je porte d'abord mes yeux sur ce qui caractérise avant tout l'état constitutionnel, sur les objets relatifs à la liberté personnelle de ses citoyens, afin qu'à l'avenir chaque individu jouisse, dans ce qui concerne la religion et la conscience, les intérêts spirituels et matériels de cette indépendance qui est compatible avec un ordre bien réglé, salubre, comme le prouve l'expérience des États libres, à l'ensemble comme aux individus, et qui est surtout indispensable à notre patrie, dans laquelle non-seulement toutes les nationalités, mais aussi toutes les confessions religieuses, forment un réseau indissolublement uni.

Le manifeste impérial le dit : l'exercice libre de la religion doit former une des premières bases fondamentales de l'État ; mais il est nécessaire qu'à cet égard la volonté suprême soit exécutée sans réserve dans toute la plénitude de ses intentions humaines. Le libre exercice de la religion porte sans cesse avec lui ses conséquences naturelles sur le terrain des droits civils et politiques.

C'est donc la volonté expresse de Sa Majesté que les droits civils et politiques aussi soient mis à l'abri de tout préjudice dans l'esprit de la liberté réglée et que les rapports réciproques des diverses confessions religieuses soient réglés sur le pied de cette équité et de ce véritable amour du prochain répondant aux relations pacifiques qui existent de fait entre elles.

Science est puissance. Je considère comme une des plus hautes tâches du gouvernement de favoriser de toutes mes forces la noble tendance de toutes les nationalités à s'élever, par leurs efforts propres, à un degré supérieur de développement intellectuel. Si l'on doit laisser à chaque nationalité le soin de produire par elle-même le capital intellectuel qui doit fructifier dans des cercles de plus en plus étendus ou de l'emprunter à la richesse d'une langue plus avancée dans la voie du développement, le gouvernement néanmoins n'omettra rien, en tant qu'il pourra aider ce développement, de ce qu'une sollicitude égale sera capable de produire pour tous ; mais toujours et en tout il aura les yeux sur les buts les plus élevés de la science.

Je trouve nécessaire de faire remarquer expressément que rien n'est plus éloigné de la pensée du gouvernement que le désir de neutraliser un élément national, quel qu'il soit, car il est convaincu que

tous les citoyens seront d'autant plus dévoués à la patrie, qu'ils y verront leur nationalité non-seulement assurée, mais favorisée, et qu'ils reconnaîtront que l'égide dont les couvre le gouvernement est assez étendue pour les protéger tous également.

En ce qui concerne la presse, que l'on doit estimer comme un des leviers les plus puissants de la propagation des connaissances et des opinions et aussi de celles qui forment le noyau d'une saine culture, l'arrangement qu'on a pris, c'est que toute intervention préventive doit cesser. La justice veut que l'on reconnaisse que dans mainte circonstance difficile la presse a défendu avec talent et zèle la cause de la patrie, et notamment, au temps de la guerre de l'année dernière, elle a su allier heureusement une attitude patriotique avec la prudence.

Cette expérience est de nature à inspirer confiance, et la confiance que le gouvernement est décidé à accorder à la presse contribuera, je l'espère, à la maintenir dans la voie de la modération, du jugement non passionné, froid et raisonnable et de la convenance, et à la remplir de ce noble orgueil auquel sa mission d'éclairer des millions d'âmes lui permet de prétendre.

La conscience de l'indépendance la pénétrera en même temps du sentiment qu'elle est seule responsable et qu'elle l'est plus que jamais du fond et de la forme de ses publications ; ce sentiment la préservera de tout excès.

Personne ne peut méconnaître que la prospérité des intérêts matériels a sa première racine dans l'activité spontanée des individus. Aussi est-ce une des tâches essentielles de la commune indépendante, des corps provinciaux autonomes et des associations libres et corporations industrielles fondées dans tous les pays d'exploiter avantageusement les riches mines de la production et du gain. Mais le gouvernement n'en est pas moins en position aussi d'exercer une influence sur le développement de l'agriculture, de la sylviculture, des mines, de l'industrie et du commerce, bref, sur toutes les sources de la prospérité, et d'y contribuer, soit par l'instruction publique, cette source inépuisable de tout perfectionnement, soit par l'achèvement du réseau des communications, soit par des encouragements et l'indication d'exemples capables d'exciter l'émulation.

Les autorités impériales ont en tout temps déployé en ce sens une grande activité et obtenu même par degrés de beaux résultats ou y ont du moins contribué. La ville et la campagne, la classe vigoureuse de nos paysans, qui n'a pas sa pareille en Europe, l'habileté du monde industriel, la vie animée qui règne partout, en donnent des preuves manifestes. Ne pas se laisser dans cette voie, mais y avancer en redoublant d'efforts, constitue un devoir si clair et si profitable, que j'ai à peine besoin d'appeler l'attention de V.... sur ce point.

Notre expérience propre et l'expérience étrangère nous a convaincus, de même que la plus grande partie de l'Europe, qu'il faut que la justice soit séparée de l'administration, et que la justice, dans ses deux branches, le droit civil et le droit criminel, ne pourra prendre la marche plus rapide qui répond à toutes les autres institutions de notre vie sociale, que par une procédure placée sous le contrôle de la publicité et véritablement orale. Tandis qu'en toutes autres choses, dans la production et le commerce, le mouvement est devenu très-rapide, il n'est pas possible que la justice seule conserve ses anciennes lenteurs, qui étaient conformes sans doute au caractère du temps passé, mais qui ne répondent plus au temps présent.

En présence de ces circonstances nouvelles, le gouvernement ne peut hésiter à accueillir complètement dans son programme les conséquences qui en découlent, et en cherchant en même temps à entourer la liberté personnelle de ce rempart protecteur auquel la non-culpabilité légale peut prétendre et que la sûreté de la communauté ne saurait refuser.

Ces buts, joints aux résultats du progrès du temps constatés et assurés comme faits accomplis dans le diplôme, savoir le dégrèvement du sol et de la propriété, l'affranchissement de l'industrie des entraves qui la paralysaient, les communications libres établies dans toute l'étendue de l'empire, et la suppression des douanes intérieures, l'émulation de tous les talents résultant de l'admissibilité de tous aux fonctions publiques, sans égard pour le rang et la naissance; enfin l'égalité de tous devant la loi; toutes ces causes ayant éloigné tout motif d'hostilité réciproque entre les diverses classes, auront pour effet certain que l'Autrichien pourra se placer, en ce qui concerne la liberté personnelle et civile, à côté de ces nations auxquelles une expérience séculaire a acquis la gloire de servir de modèle en cela à toutes les autres.

Bien que, comme je l'espère, cet écrit ne précédera que de très-peu de temps les publications par lesquelles les institutions politiques indiquées par Sa Majesté devront être réalisées aussi dans ces pays, je crois nécessaire néanmoins de vous faire connaître dès à présent les points essentiels capables de caractériser l'opinion qui animera ces institutions et avec lequel vous ne devrez pas vous mettre en contradiction, même dans l'intervalle, si vous ne voulez pas jeter de la confusion dans les esprits au lieu d'y porter enfin la clarté.

Je n'ai pas besoin de m'étendre sur les communes et la vie indépendante dans laquelle elles doivent entrer. Elles ont montré d'une manière générale qu'elles sont capables et dignes de s'administrer elles-mêmes. La force de la volonté et l'intelligence se développeront davantage chaque jour à mesure qu'elles s'y exerceront. Mais ce sera

la tâche des autorités, et je dois vous en rendre directement responsable; que l'on ne demande jamais rien d'inconvenant aux communes, qu'on exige surtout d'elles le moins possible de correspondances écrites, et que, d'autre part, là où la protection ou l'enseignement sont nécessaires, on leur montre cette loyauté et cette prévenance que les organes de l'État, qui protège tout, doivent accorder surtout aux corporations communales.

En passant maintenant aux statuts provinciaux, je dois tout d'abord appeler votre attention sur ce fait que Sa Majesté a daigné m'autoriser à admettre parmi les principes fondamentaux de ces statuts, en ce qui concerne la composition, le principe de la représentation des intérêts sur la base d'élections immédiates et d'un droit étendu d'électorat et d'éligibilité. En ce qui concerne les attributions des diètes provinciales, le droit d'initiative, — et enfin en ce qui concerne la forme des délibérations, leur publicité, — principes qui évidemment répondent d'autant plus visiblement à l'esprit du diplôme du 20 octobre, qui a rendu aux royaumes de la couronne de Hongrie la représentation du pays dans le sens des anciennes constitutions, qu'il n'est pas possible de faire autrement, d'abord parce que ces principes seuls permettent d'établir la conformité et l'harmonie des principes politiques entre la Hongrie et les autres pays, et ensuite parce que, indépendamment de cela, ces principes sont plus aptes que d'autres dont il a été question à donner satisfaction aux besoins politiques du temps.

C'est également dans l'esprit du diplôme et notamment de l'article 3, qui contient une disposition en faveur de tous les pays à l'exception de ceux qui appartiendront à la couronne de Hongrie, qu'est fondé ce principe que leurs diètes n'auront à s'occuper que de leurs affaires provinciales intérieures, et qu'au contraire leurs intérêts communs législatifs appartiennent, dans le sens de la réserve exprimée audit article, à la compétence de la représentation commune de l'empire.

Que du reste le Conseil de l'empire, formé dans le sens de l'article 2, ait besoin de qualités semblables à celles indiquées dans les principes des statuts provinciaux, et capables d'augmenter l'importance de ce corps, c'est une conséquence naturelle et inévitable de ce qui précède. Il faudra donc non-seulement qu'il soit doté de l'initiative et de la publicité de ses délibérations, mais il faudra qu'il soit nommé aussi, en laissant de côté la proposition des États provinciaux, par l'élection directe de ces États, et qu'il obtienne par le nombre de ses membres la considération et le poids moral nécessaires aux hautes fonctions qui lui sont réservées. Ce sera une longue distance qu'on aura parcourue dans la voie du progrès politique quand les mesures que je recommande en ce moment à votre attention auront été mises en pratique, auront pénétré dans la vie et passé peu à peu en habitude.

En vous invitant à vous pénétrer complètement de l'esprit dans lequel les intentions de Sa Majesté veulent être conçues et exécutées, afin que la confiance active, la coopération volontaire de tous les hommes bien pensants et particulièrement de toutes les corporations politiques soient obtenues, je ne puis me dispenser d'appeler votre attention patriotique sur ce fait, que là déjà se trouvent réunis tous les points essentiels qui forment les éléments d'une vraie liberté dans tous les États, quels qu'ils soient, où l'on a su conserver et sauvegarder, à côté de la participation réglée des peuples à la vie politique, l'unité nécessaire à la puissance sans laquelle chaque partie court risque de devenir le jouet du caprice étranger.

L'exécution décidée et sincère de ces principes convaincra les habitants des pays de la couronne hongroise aussi, comme tous les autres, que le gouvernement ne veut pas moins sérieusement réaliser les institutions politiques promises aux pays, et que par conséquent on n'aura plus besoin de craindre avec la défiance qu'on avait jadis (je n'examine pas si c'est à tort ou à raison) que le gouvernement cherche à comprimer dans une moitié de l'empire ce qu'il accorde dans l'autre ; on se convaincra enfin que ce qui a été solennellement accordé sera fermement maintenu dans tous les pays et aura partout une valeur égale.

La conformité des institutions politiques à laquelle tend cette mesure est un point auquel on doit attacher une grande importance, parce qu'elle amène la paix que désirent tous les patriotes et que l'on doit y voir aussi la condition fondamentale de l'équilibre économique renouvelé.

En ce qui concerne finalement les modifications dans l'administration politique et les organes qui nous sont subordonnés, je suis particulièrement heureux de pouvoir vous faire savoir que c'est la volonté expresse de Sa Majesté qu'aucun des fonctionnaires ne doit être victime des modifications qui doivent être opérées en vertu de considérations supérieures et indépendamment de leurs services fidèles et utiles. Chacun donc sachant son sort assuré en raison du sentiment de justice de Sa Majesté, la mise en vigueur de la nouvelle organisation politique ne pourra inquiéter personne, bien que le nombre des fonctionnaires doive être diminué par la suite. D'autre part, il est hors de doute dès à présent que les gouvernements de petits pays de la couronne qui ont été supprimés dernièrement devront être rétablis, bien que dans les limites moindres résultant de l'action administrative des diètes provinciales, puisque à côté des représentants du pays il devra se trouver aussi une autorité politique afin qu'il ne survienne pas de complications fâcheuses. Mais quelle que soit la manière dont la nouvelle organisation touche au sort des individus, chaque employé devra être

convaincu, et je vous prie de le faire savoir à vos subordonnés, que je ne négligerai rien pour garantir les fidèles serviteurs de l'État, qui se sont confiés avec leurs familles à la protection des règles établies, du danger d'être trompés dans leur confiance.

Mais je recommande instamment à tous les employés en fonctions de substituer, en accomplissant leur devoir autant que possible, l'action directe aux ordres écrits, de réveiller la force spontanée des habitants de votre province, de les diriger, de les éclairer, de fortifier la confiance en favorisant de fait les intérêts que chaque employé a pour premier devoir de bien connaître, mais aussi de sauvegarder la cause de l'ordre et de montrer vis-à-vis des éléments de trouble et de désordre la sévérité nécessaire pour maintenir complètement l'autorité du gouvernement. Vous pourrez en cela compter sur mon appui énergique. Ceux-là aussi sont des ennemis de la liberté et de la patrie qui abusent du nom de la liberté pour la détourner dans de fausses voies et de dangereuses exagérations.

Tenir fermement à la légalité est plus nécessaire que partout ailleurs dans un État où il s'opère une transformation importante, on peut même dire décisive. Se conformer avec une entente habile à ce que l'opinion publique contient de juste, est le signe de la capacité de l'homme d'État et sera toujours apprécié par moi.

La franchise dans l'exposition des circonstances et des situations est la première condition d'un caractère viril; ce n'est qu'à cette condition que la confiance réciproque peut s'établir entre supérieurs et subordonnés. Or la confiance rend possible l'action commune dans le service de Sa Majesté dans un seul aspect, l'esprit des principes que je viens de vous exposer dans une série de points principaux.

DE SCHMERLING.

Note de M. le comte de Rechberg à M. le baron Werner, ministre d'Autriche près la cour royale de Saxe, pour annoncer la mise en liberté du comte Teleki.

Monsieur le baron, j'ai déjà informé Votre Excellence, par le télégraphe, que le comte Teleki, arrêté à Dresde¹, et extradé aux autorités impériales, sur la réquisition du tribunal de première instance de

1. Voici en quels termes le journal officiel de Dresde, du 21 décembre, annonce l'arrestation et l'extradition du comte Teleki.

« Il y a quelques jours, le comte hongrois Ladislas Teleki, qui séjournait ici depuis quelque temps avec un faux passe-port, sous le nom de John Harold, a été arrêté et

Vienne, a été remis en liberté hier, par ordre de Sa Majesté l'Empereur. Sa Majesté a fait venir le comte Teleki en sa présence, et le comte a donné à l'Empereur, envers lequel il a gravement manqué par ses actes depuis plus de dix ans, la promesse de renoncer à toutes relations hostiles avec l'étranger, de résider à l'intérieur de la monarchie et de s'abstenir, provisoirement, de toute activité politique. Sa Majesté a daigné ordonner, en vertu de son pouvoir souverain, la libération immédiate du comte et la suspension de toute poursuite judiciaire à sa charge.

Le gouvernement impérial ayant appris que le comte Teleki se trouvait à Dresde avec un passe-port anglais au nom de John Harold, aurait cru mériter le reproche d'une faiblesse blâmable s'il ne s'était pas rappelé l'existence d'une convention entre l'Autriche et les États de la Confédération germanique sur l'extradition réciproque des criminels politiques.

Le gouvernement impérial connaissait trop bien les sentiments de justice fermes et inébranlables de Sa Majesté le roi de Saxe et du gouvernement saxon pour n'être pas convaincu que le gouvernement saxon ne se laisserait jamais détourner par la crainte des attaques passionnées des partis de remplir une obligation consacrée par les traités. D'autre part, il pouvait supposer que le gouvernement saxon verrait sa tâche simplifiée par l'attente que le sort du réfugié arrêté à Dresde témoignerait de nouveau de la clémence et de la magnanimité de notre noble souverain. La haute opinion que nous avons de la loyauté consciencieuse du gouvernement saxon n'a pas été déçue. Pour ma part, j'éprouve la plus vive satisfaction en priant Votre Excellence de faire cette communication à M. le baron de Beust, qui a su allier à l'accomplissement d'un devoir international l'intérêt humain qu'il prenait au sort de la personne qu'il devait atteindre.

Recevez, etc.

Vienne, 1^{er} janvier 1861.

Signé : RECHBERG.

extradé à l'autorité autrichienne compétente, sur la réquisition du tribunal de Vienne, attendu qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt.

« Cette mesure a été prise en conformité de la convention pour l'extradition des criminels conclue avec le gouvernement autrichien le 23 novembre 1854, et publiée par un arrêté du ministère de la justice du 10 janvier 1855. »

DANEMARK.

Patente concernant quelques prescriptions au sujet de la confirmation des catéchumènes dans le Schleswig.

Il a plu à Sa Majesté, par résolution du 4 de ce mois, de fixer les règles qui suivent, relativement à la confirmation des catéchumènes.

Art. 1. Les prescriptions contenues dans le paragraphe 3 de la patente donnée par la chancellerie le 12 août 1820, en vertu desquelles l'examen public obligatoire avant la confirmation devait avoir lieu le même jour que la confirmation, sont supprimées, et les deux actes susmentionnés auront lieu séparément, à des jours différents.

Art. 2. La langue employée en chaque lieu pour l'instruction publique l'est aussi pour l'instruction et l'examen des catéchumènes ; toutefois, en ce qui concerne l'acte de confirmation, il sera fait application des règles relatives aux actes ecclésiastiques, des règles fixées dans le supplément Lit. A. de l'ordonnance du 15 février 1854, relatifs à la constitution du duché de Schleswig.

Art. 3. La circulaire du 28 février 1831 de l'ancien consistoire supérieur de Schleswig, rappelant et précisant les prescriptions relatives à la confirmation des enfants en dehors de la paroisse, est supprimée ; en conséquence, il sera permis à l'avenir à chacun de faire confirmer ses enfants hors de la paroisse, sans avoir pour cela besoin d'une permission écrite du pasteur paroissial. On fait connaître ce qui précède à tous ceux que cela concerne pour qu'ils s'y conforment.

Copenhague, 7 janvier 1861.

Le ministère royal près le duché de Schleswig,

WOLFHAGEN.

Nota. La circulaire aux inspecteurs d'églises du Schleswig qui complète la précédente sera publiée dans le numéro de mars.

DEUX-SICILES.

Manifeste du roi François II aux peuples des Deux-Siciles.

Gaëte, le 8 décembre 1860.

Peuples des Deux-Siciles,

De cette place où je défends, plus que ma couronne, l'indépendance de la patrie commune, votre souverain élève la voix pour vous consoler dans vos misères et pour vous promettre des temps plus heureux. Trahis également, également dépouillés, nous nous relèverons ensemble de nos infortunes. L'œuvre de l'iniquité n'a jamais duré longtemps, et les usurpations ne sont pas éternelles.

J'ai laissé tomber dans le mépris les calomnies, j'ai regardé avec dédain les trahisons, tant que trahisons et calomnies se sont attaquées seulement à ma personne. J'ai combattu non pour moi, mais pour l'honneur du nom que nous portons. Mais quand je vois mes sujets bien-aimés en proie à tous les maux de la domination étrangère, quand je les vois, peuples conquis, porter leur sang et leurs biens en d'autres pays, foulés aux pieds par un peuple étranger, mon cœur napolitain bat d'indignation dans ma poitrine, et je suis consolé seulement par la loyauté de ma brave armée, par le spectacle des nobles protestations qui de tous les points du royaume s'élèvent contre le triomphe de la violence et de la fourberie.

Je suis Napolitain; né parmi vous, je n'ai pas respiré un autre air, je n'ai pas vu d'autres pays, je ne connais pas d'autre sol que le sol natal. Toutes mes affections sont dans le royaume; vos coutumes sont mes coutumes; votre langue est ma langue; vos ambitions sont mes ambitions. Héritier d'une antique dynastie qui pendant de longues années régna sur ces belles contrées après en avoir reconstitué l'indépendance et l'autonomie, je ne viens pas, après avoir dépouillé les orphelins de leur patrimoine et l'Église de ses biens, m'emparer par la force étrangère de la plus délicieuse partie de l'Italie. Je suis un prince qui est *vôtre* et qui a tout sacrifié à son désir de conserver parmi ses sujets la paix, la concorde et la prospérité.

Le monde entier l'a vu : pour ne point verser le sang, j'ai préféré risquer ma couronne. Les traîtres, payés par l'ennemi étranger, s'assayaient dans mon conseil, à côté des fidèles serviteurs; dans la sincérité de mon cœur, je ne pouvais croire à la trahison. Il m'en coûtait trop de punir; je souffrais d'ouvrir après tant de malheurs une ère

de persécutions; et ainsi la déloyauté de quelques-uns et ma clémence ont facilité l'invasion, qui s'est opérée par le moyen des aventuriers, puis en paralysant la fidélité de mes peuples et la valeur de mes soldats.

En butte à de continuelles conspirations, je n'ai pas fait verser une goutte de sang; et l'on a accusé ma conduite de faiblesse. Si l'amour le plus tendre pour mes sujets, si la confiance naturelle de la jeunesse dans l'honnêteté d'autrui, si l'horreur instinctive du sang, méritent ce nom, oui, certes, j'ai été faible. Au moment où la ruine de mes ennemis était sûre, j'ai arrêté le bras de mes généraux pour ne pas consommer la destruction de Palerme. J'ai préféré abandonner Naples, ma maison, ma capitale chérie, sans être chassé par vous, pour ne pas l'exposer aux horreurs d'un bombardement comme ceux qui ont eu lieu plus tard à Capoue et à Ancône. J'ai cru de bonne foi que le roi de Piémont, qui se disait mon frère et mon ami, qui me protestait qu'il désapprouvait l'invasion de Garibaldi, qui négociait avec mon gouvernement une alliance intime pour les vrais intérêts de l'Italie, n'aurait pas rompu tous les traités et violé toutes les lois pour envahir mes États en pleine paix, sans motifs ni déclaration de guerre. Ce sont là mes torts; je préfère mes infortunes aux triomphes de mes adversaires.

J'avais donné une amnistie, j'avais ouvert les portes de la patrie à tous les exilés, j'avais accordé à mes peuples une Constitution; je n'ai certes point manqué à mes promesses. Je me préparais à garantir à la Sicile des institutions libres qui auraient consacré, avec un Parlement séparé, son indépendance administrative et économique, et écarté d'un seul coup tous les motifs de défiance et de mécontentement. J'avais appelé dans mes conseils les hommes qui me semblaient les plus acceptables par l'opinion publique en ces circonstances, et autant que me l'a permis l'incessante agression dont je suis devenu la victime, j'ai travaillé avec ardeur aux réformes, au progrès, à la prospérité de notre commun pays.

Ce ne sont pas les discordes intestines qui m'arrachent mon royaume, mais je suis vaincu par l'injustifiable invasion d'un ennemi étranger. Les Deux-Siciles, à l'exception de Gaète et de Messine, ces derniers asiles de leur indépendance, se trouvent aux mains du Piémont. Qu'est-ce que cette révolution a procuré aux peuples de Naples et de Sicile? Voyez la situation que présente le pays. Les finances, naguère si florissantes, sont complètement ruinées, l'administration est un chaos, la sécurité individuelle n'existe pas. Les prisons sont pleines de suspects; au lieu de la liberté, l'état de siège règne dans les provinces, et un général étranger publie la loi martiale, décrète la fusillade instantanée pour tous ceux de mes sujets qui ne s'inclinent

pas devant le drapeau de la Sardaigne. L'assassinat est récompensé, le régicide obtient une apothéose; le respect au culte saint de nos pères est appelé fanatisme; les promoteurs de la guerre civile, les traîtres à leur pays reçoivent des pensions que paye le pacifique contribuable. L'anarchie est partout. Des aventuriers étrangers ont mis la main sur tout pour satisfaire l'avidité ou les passions de leurs compagnons. Des hommes qui n'ont jamais vu cette partie de l'Italie, ou qui dans une longue absence en ont oublié les besoins, constituent notre gouvernement. Au lieu des libres institutions que je vous avais données et que je désirais développer, vous avez eu la dictature la plus effrénée, et la loi martiale remplace maintenant la Constitution. Sous les coups de vos dominateurs disparaît l'antique monarchie de Roger et de Charles III, et les Deux-Siciles ont été déclarées provinces d'un royaume lointain. Naples et Palerme seront gouvernées par des préfets venus de Turin.

Il y a un remède à ces maux et aux calamités plus grandes encore que je prévois : la concorde, la résolution, la foi dans l'avenir. Unissez-vous autour du trône de vos pères. Que l'oubli couvre pour toujours les erreurs de tous; que le passé ne soit jamais un prétexte de vengeance, mais une leçon salutaire pour l'avenir. J'ai confiance dans la justice de la Providence, et, quel que soit mon sort, je resterai fidèle à mes peuples comme aux institutions que je leur ai accordées. Indépendance administrative et économique entre les Deux-Siciles, avec des parlements séparés, amnistie complète pour tous les faits politiques, tel est mon programme. Hors de ces bases, il ne restera pour le pays que despotisme et anarchie.

Défenseur de l'indépendance de la patrie, je demeure et combats ici pour ne point abandonner un dépôt si saint et si cher. Si l'autorité retourne dans mes mains, ce sera pour protéger tous les droits, respecter toutes les propriétés, garantir les personnes et les biens de mes sujets contre toute sorte d'oppression et de pillage. Si la Providence, dans ses profonds desseins, permet que le dernier boulevard de la monarchie tombe sous les coups d'un ennemi étranger, je me retirerai avec la conscience sans reproche, avec une foi inébranlable, avec une résolution immuable, et, en attendant l'heure véritable de la justice, je ferai les vœux les plus fervents pour la prospérité de ma patrie, pour la félicité de ces peuples qui forment la plus grande et la plus chère portion de ma famille.

Le Dieu tout-puissant, la Vierge immaculée et invincible, protectrice de notre pays, soutiendront notre cause commune.

Signé : FRANÇOIS.

ÉTATS ROMAINS.

**Allocution de Sa Sainteté Pie IX, le 17 décembre 1860,
en consistoire secret.**

Vénérables frères,

L'Église, secouée dès sa naissance par tant et de si terribles orages, se trouve dans ces temps malheureux, en butte à tant et de si formidables attaques de la part de ses ennemis, que la haine conçue par eux depuis longtemps semble être venue à maturité pour éclater dans toute sa fureur sous notre pontificat. Il n'est point nécessaire que nous rappelions un à un, vénérables frères, les graves et douloureux événements accomplis depuis quelques années, dont la mémoire afflige notre âme et la vôtre d'une douleur profonde. Mais nous ne pouvons dissimuler que jamais Dieu, dans ses jugements impénétrables, n'a imposé à son Église un aussi lourd fardeau de calamités ! Nous avons à déplorer celles qui ont leur cause, soit dans l'action des fauteurs de la doctrine perverse qui, sortie des principes funestes de la Réforme, est parvenue à obtenir partout la force d'une sorte de droit public ; soit dans la dépravation des hommes impies qui se proclament les fils de l'Église catholique, mais qu'on doit appeler fils de ténèbres ; soit enfin dans la fureur des infidèles qui, dans les régions de l'Orient, a débordé plus violemment par le meurtre et le carnage des chrétiens.

Et ce qu'il faut surtout déplorer dans une grande partie de l'Europe, de très-pernicieuses erreurs sur la puissance et les droits de l'Église ont prévalu : de là des efforts constants pour enlever toute force aux conventions des gouvernements avec le Siège apostolique sur les affaires ecclésiastiques ; une sollicitude extrême pour empêcher que des conventions semblables ne soient à l'avenir conclues pour régler les affaires de l'Église, et pour que l'autorité civile intervienne seule afin de les régler. C'est avec une vive douleur que tout récemment encore nous en avons fait l'expérience, vénérables frères. Comme vous le savez, remplissant le devoir de la charge apostolique, dans le but de relever les affaires de l'Église dans le grand-duché de Bade, et de faire cesser les dissentiments qui s'étaient élevés avec l'autorité civile, nous avons, l'année passée, fait une convention avec cet illustre duc. Elle fut ratifiée, publiée même, et, comme il est juste, nous en attendions l'exécution. Mais, par suite de l'opposition de l'Assemblée publique

de cet État, un décret fut rendu par le grand-duc, décret qui enlevait à notre convention toute force, et on la remplaça par une loi absolument contraire à la liberté de l'Église.

Cette conduite a sa cause dans la fausse doctrine des protestants, selon laquelle l'Église existe dans l'État comme une sorte de collège auquel on ne peut reconnaître d'autres droits que ceux qui lui sont dévolus par le pouvoir temporel. Qui ne comprend combien de telles précautions sont loin de la vérité ? En effet, l'Église, en tant que société véritable et parfaite, a été constituée de telle sorte par son divin auteur, qu'elle n'est circonscrite dans les limites d'aucune région de la terre, qu'elle n'est assujettie à aucun gouvernement séculier, et qu'elle doit exercer librement sa puissance et ses droits pour le commun salut des hommes en tous les lieux de la terre. Et l'on ne peut entendre autrement ces solennelles paroles de Notre-Seigneur Jésus-Christ à ses apôtres : « Toute puissance m'a été donnée au ciel et sur la terre ; allez, enseignez toutes les nations... leur apprenant à garder tout ce que je vous ai commandé. » Excités par de telles paroles, les apôtres, hérauts de l'Évangile, ont couru joyeusement à l'accomplissement de leur mandat céleste, malgré la volonté des rois et des princes, et sans redouter ni les menaces ni les supplices.

Dans notre vive sollicitude pour le maintien des droits si salutaires de l'Église, à peine les projets et les actes qui avaient pour objet de renverser la convention furent-ils arrivés à notre connaissance, que nous adressâmes nos lettres au grand-duc afin d'empêcher l'accomplissement d'un tel mal, et que, par l'entremise du cardinal préposé aux relations extérieures, nous réclamâmes auprès du gouvernement pour que la convention fût dûment exécutée. Mais toutes nos réclamations et toutes nos démarches ont été vaines, et nous devons, vénérables frères, nous plaindre hautement devant vous, avec toute l'énergie dont nous sommes capable, de cette abrogation d'une convention solennelle, accomplie par une seule partie, contre toutes les règles de la justice, sans le consentement de l'autre partie, et de la violation des droits de l'Église catholique et du saint-siège, indignement foulés aux pieds. Nous avons ordonné que nos réclamations fussent envoyées au gouvernement badois, et nous avons tracé la ligne de conduite que doit tenir, au milieu de telles difficultés, le digne archevêque de Fribourg. Nous ne saurions assez louer la constance de ce prélat et de son clergé dans la défense de la liberté de l'Église, et nous avons la confiance que, quelles que soient les extrémités où ils pourraient se trouver réduits, ils resteront inébranlables.

Tandis que nous déplorions l'état troublé des affaires ecclésiastiques dans le grand-duché de Bade, et les nouvelles secousses que l'Église y supportait, nous avons rencontré une autre cause de douleur dans la

publication d'un nouveau libelle récemment édité à Paris, où l'auteur a accumulé tant de choses contraires à la vérité, et même tant d'absurdités et de contradictions, que l'ouvrage paraît plutôt digne de mépris et de dédain que de réfutation. Dans cet écrit, l'audace et l'impiété sont poussées à un point tellement intolérable, qu'après avoir attaqué sans retenue la souveraineté religieuse aussi bien que la souveraineté civile de l'Église romaine, l'auteur propose la création dans l'empire français d'une Église d'un nouveau genre, qui serait complètement soustraite à l'autorité du pontife romain et en demeurerait entièrement séparée.

N'est-ce pas proposer de déchirer et de détruire l'unité de l'Église catholique, unité nécessaire, dont le Christ Notre-Seigneur, s'adressant à son Père, a dit : « Je ne prie pas seulement pour eux, mais encore pour tous ceux qui doivent croire en moi par leur parole, afin qu'ils soient *un* tous ensemble, comme vous, mon Père, vous êtes en moi, et moi en vous ? » Or, la raison, la force de cette unité exigent absolument que, de même que les membres sont unis à la tête, ainsi tous les fidèles répandus par le monde soient joints et ne fassent qu'un avec le pontife romain, vicaire de Jésus-Christ sur la terre. C'est pourquoi saint Jérôme, docteur de l'Église, écrivait à notre prédécesseur Damase, de sainte mémoire : « Je suis en communion avec Votre Béatitude, ce qui est dire avec la chaire de Pierre ; je sais que l'Église est bâtie sur cette pierre, et que quiconque mange l'agneau en dehors de cette sainte demeure est un profane. »

Quelle injure l'auteur du libelle ne fait-il pas à l'illustre nation française, lorsqu'il la croit capable de tomber dans les erreurs schismatiques, elle qui tient tant à l'unité catholique ! Quelle n'est pas son insolence lorsqu'il se flatte qu'on pourrait retirer de l'obéissance et de la fidélité au siège apostolique ce clergé, et surtout ces prélats éminents qui comptent parmi leurs prédécesseurs Irénée, pasteur de l'Église de Lyon, dont voici les belles paroles : « Il est nécessaire que l'Église entière, c'est-à-dire tous les fidèles répandus dans le monde, soient unis à l'Église romaine, à cause de sa primauté ! » Ces évêques, se mettant au-dessus de toute crainte et bravant tous les périls, ont combattu, et de vive voix et par leurs écrits, pour venger les droits de ce siège apostolique, et n'ont cessé de nous donner les preuves les plus éclatantes de leur dévouement.

En honorant par de justes éloges ces évêques de France et tous les autres évêques du monde chrétien pour leur sollicitude pastorale, leur vigilance, leur fermeté, pour la sainte ardeur qui les porte d'eux-mêmes à la défense des intérêts de la foi, nous n'avons pas cessé néanmoins de les exciter et de les exhorter, comme l'exige la grandeur du mal présent, afin que plus les attaques journalières de l'impiété

deviennent redoutables, plus ils s'attachent à y résister et à les repousser d'un cœur ferme, et qu'ils s'efforcent sans relâche d'avertir les fidèles confiés à leur zèle de toutes les embûches et de tous les mensonges à l'aide desquels des hommes perdus tâchent de les séparer du giron maternel de l'Eglise.

Grâce à cet écrit digne de réprobation, nous saisissons, comme si l'on ôtait un masque, quels sont les desseins de l'auteur et de tous les autres qui prétendent enlever au Saint-Siège sa souveraineté temporelle. Ce qu'ils veulent, le but de toutes leurs machinations, est la destruction jusqu'en ses fondements de notre religion très-sainte. C'est ce résultat qu'ils s'efforcent d'atteindre par les moyens les plus perfides dans les provinces injustement arrachées à notre domination et dans toutes les régions de l'Italie ; c'est là ce que nous voyons et ce qui nous arrache des cris de douleur. C'est là que tendent ces interprétations perverses des livres saints partout répandues pour corrompre la foi, ce torrent de brochures infâmes qu'on distribue pour gâter les mœurs de la jeunesse, cette licence effrénée qu'on autorise, ce mépris qu'on affiche pour le pouvoir de l'Eglise, ces violations des immunités sacrées, cette audace avec laquelle on enlève à la direction et à la vigilance de l'épiscopat les écoles d'éducation, l'enseignement et la direction des mœurs, pour les remplacer par des hommes dont les opinions sont irréligieuses ; c'est là que tend le décret promulgué dans l'Ombrie pour chasser presque tous les religieux de leurs couvents, pour abolir les chapitres collégiaux, ainsi que les bénéfices simples de tout genre, et pour s'emparer, au mépris de toute justice, des pieuses sodalités et de leurs biens ; c'est le même but qu'on poursuit en jetant dans les fers tant d'ecclésiastiques, de dignes évêques, au nombre desquels se trouve notre vénérable frère l'archevêque d'Urbain, qui, tout récemment, s'est vu entouré de soldats, arrêté et conduit en prison, de même que notre vénérable frère Firmain, revêtu aussi du cardinalat, arraché de force à son siège épiscopal, relégué ailleurs, et entièrement séparé du troupeau confié à sa garde.

Plusieurs prélats et nombre de prêtres du royaume de Naples ont également été jetés en prison ou contraints de fuir. C'est toujours dans le même but (et nous ne le rappelons pas sans une douleur bien amère) que l'on a élevé des temples protestants dans plusieurs villes d'Italie ; que l'on a établi des écoles publiques où les plus perverses doctrines sont impunément enseignées, au grand préjudice de la religion catholique, et qu'enfin on a promulgué dans l'Ombrie un décret en vertu duquel le mariage, appelé par l'apôtre un grand sacrement, devenant un lien formé par les lois civiles, est presque soustrait au pouvoir ecclésiastique, apparemment afin que plus tard on puisse le réduire à ne plus dépendre que de la loi temporelle, et établir ainsi,

que Dieu nous en préserve! au grand péril des âmes, le concubinage légal. Notre charge apostolique nous impose donc le devoir de condamner tout ce qui a été fait jusqu'à présent et tout ce qui sera fait plus tard contre les droits et le patrimoine de l'Église, contre les personnes religieuses et leurs biens; et nous le condamnons, le réprouvons, le déclarant sans force, sans valeur et entièrement nul.

La perturbation de toutes choses, soit publiques, soit privées, éclate à tous les yeux. Quel mouvement en Europe! Quelles dissensions brûlantes en Italie! Qui n'en gémit avec nous? A la vue de tant et de si profondes blessures faites à la religion et à la société civile, nous ne pouvons que nous écrier avec le Prophète : « La terre est infectée par ses habitants, parce qu'ils ont transgressé les lois, qu'ils ont changé le droit et rompu le pacte éternel. » Cet amas de maux doit surtout être imputé à ceux qui, pour étendre leur domination en Italie, violent audacieusement tous les droits humains et divins; qui, se proclamant avec une imperturbable jactance, auteurs de la félicité publique, laissent comme la tempête, dans tous les lieux qu'ils envahissent, le ravage et la ruine.

Plaise à Dieu que ces insensés, rentrant en eux-mêmes, puissent comprendre que, la religion détruite, il n'y a plus rien qui assure à la société humaine la stabilité et le repos! Plaise à Dieu qu'ils se convainquent un jour que l'Église catholique est la seule maîtresse de la vérité, la nourrice de toutes les vertus, et qu'en elle reposent le maintien et le salut des cités et des empires! Puissent-ils se rappeler un jour que le siège apostolique ne fut jamais l'adversaire du bonheur véritable et solide des peuples; que dans tous les temps, au contraire, il a bien mérité du genre humain tout entier; c'est par lui que les nations barbares furent ramenées au sentiment de l'humanité; c'est lui qui, les formant par les préceptes de la religion véritable, apaisa les guerres, fit naître les sciences et les arts, éleva ces asiles où la charité soigne et console les malades et les malheureux! C'est lui qui, au milieu des plus grands bouleversements, inculqua aux princes et aux peuples, et fit prévaloir les principes de la justice et de l'honnêteté. L'histoire célébrera, pour l'enseignement de tous les temps, ces services et beaucoup d'autres encore rendus par le siège apostolique à la société humaine, et attestés par d'innombrables et impérissables monuments.

Mais voilà que vient se rappeler à notre âme paternelle cette Église d'Orient, accablée de tant de maux, et qui néanmoins ne cesse pas de s'honorer et de s'ennoblir par les palmes sanglantes des martyrs. Je veux parler, vénérables frères, du royaume de Corée, de l'empire de la Chine et des royaumes limitrophes, où la constance des chrétiens dans la foi ne peut être affaiblie ou vaincue ni par les tortures les plus

atroces ni par les genres de mort les plus affreux. Je veux parler des régions de la Cochinchine et du Tong-King, où la cruauté des païens, pour éteindre jusqu'au nom chrétien, a pris une recrudescence terrible. Nous ne ferons pas ici l'énumération des collèges, des couvents, des temples, des édifices publics ou privés, renversés ou livrés aux flammes ? Nous ne rappellerons pas combien de fidèles de tout âge, de tout sexe, de tout ordre, ont été poursuivis cruellement, dépouillés de tout, et se sont vus errants de tous côtés, réduits à une vie plus amère que tous les supplices. Nous ne dirons pas combien ont été jetés dans les fers et soumis aux plus affreuses tortures, ni comment, en subissant pour le Christ les tourments et la mort, ils ont renouvelé l'héroïsme des anciens martyrs de l'Église.

Nous ne sommes pas moins touché de la triste situation des chrétiens de Syrie, qui, en ce moment à l'abri des attentats dont ils ont été victimes, n'en demeurent pas moins sous le poids d'une terreur incessante, dans la persuasion où ils sont que si les forces militaires de l'Europe viennent à se retirer, la fureur des infidèles éclatera plus terrible et donnera au monde le spectacle de nouvelles dévastations et de nouveaux massacres. Pour soulager leurs infortunes, nous leur avons fait transmettre des secours proportionnés non pas aux désirs de notre amour paternel, mais à la situation difficile qui nous est faite, et ces secours nous les avons pris sur les sommes que ne cesse de nous offrir la pieuse libéralité des nations catholiques. Leur charité, nous voulons le rappeler ici à leur louange, s'est également manifestée d'une manière éclatante par leurs largesses pour les fidèles si malheureux de la Syrie, et c'est pour nous une grande joie de voir que toujours fleurit dans l'Église cette vertu dont le divin Rédempteur a fait la marque principale de la religion chrétienne.

Nous vous avons exposé l'état déplorable et désolant de la religion, et de la société. Cet état nous remplit d'angoisses, de trouble et aussi d'une profonde douleur, vénérables frères ; nous ne doutons pas que vous, qui êtes appelés à partager notre mission, vous ne partagiez aussi notre douleur. Mais pourtant ne laissons pas s'affaïsser notre âme, redoublons chaque jour nos prières, et levons les yeux vers la montagne d'où, au milieu de si dures épreuves, le secours nous arrivera quand le moment sera venu. Dieu ne manquera pas à son Église ; il n'abandonnera pas notre humilité, et, fortifiés par sa vertu, nous ne serons détournés de notre devoir et de notre constance dans le ministère apostolique ni par la crainte de la mort ni par aucune adversité.

Que le sang innocent des chrétiens dont est arrosée la terre d'Orient monte vers le Seigneur en odeur de suavité, et que le Seigneur, apaisé comme par un sacrifice salubre, soit pour nous plus propice et dé-

tourne les calamités terribles qui nous accablent et celles qui nous menacent ; que, par l'intercession de la très-sainte Mère de Dieu, immaculée dès le principe, par l'appui des bienheureux apôtres Pierre et Paul, le Seigneur accorde à son Église la victoire sur ses ennemis ! Que Dieu se lève enfin comme juge, et que, dans la force de son bras, il disperse et terrasse les ennemis de son nom, qui aspirent à la perte de la religion et s'épuisent en coupables efforts contre l'Église, ou plutôt, ce que nous désirons, ce que nous lui demandons bien davantage, que celui qui est riche en miséricorde, par une clémence suprême, les ramène, pénétrés de la lumière de la grâce divine, dans les voies de la justice et de la vérité !

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

Message du président.

Citoyens du Sénat et de la Chambre des représentants,

Pendant toute l'année écoulée depuis notre dernière réunion, le pays a été éminemment prospère, en tout ce qui touche à ses intérêts matériels. La santé a été excellente, nos récoltes abondantes, et tout a souri d'un bout à l'autre du territoire. Notre commerce et nos manufactures, poussés avec une industrielle énergie, ont donné de beaux et grands bénéfices. En un mot, aucune nation dans la série des temps n'a présenté le spectacle d'une prospérité matérielle plus grande que celle dont nous avons joui jusqu'à ces derniers temps.

Pourquoi donc règne-t-il aujourd'hui un mécontentement si universel ? Pourquoi l'Union des États est-elle menacée de se voir détruite ? L'immixtion prolongée et sans ménagements du peuple du Nord dans la question de l'esclavage des États du Sud a produit à la fin ses conséquences naturelles. Les différentes sections de l'Union sont aujourd'hui soulevées l'une contre l'autre, et le moment est venu — ce moment si redouté par le père de la patrie — où des partis géographiques se sont formés. J'ai depuis longtemps prévu et souvent signalé à mes concitoyens le danger maintenant imminent. Ce danger ne provient pas seulement de la prétention du Congrès ou des législatures territoriales, à exclure l'esclavage des territoires ; il ne provient pas seulement des efforts de différents États pour entraver l'exécution de la loi des esclaves fugitifs. Ces griefs, soit ensemble, soit isolément, auraient pu être tolérés par le Sud, sans

péril pour l'Union, comme d'autres l'ont été, dans l'espoir que le temps et la réflexion y apporteraient remède.

Le danger immédiat naît du fait que la violente et incessante agitation de l'esclavage dans tout le Nord, pendant le dernier quart de siècle, a enfin exercé son influence maligne sur les esclaves et leur a inspiré de vagues notions de liberté. De là résulte que le sentiment de la sécurité ne règne plus autour du foyer domestique. Ce sentiment de tranquillité intérieure a fait place aux appréhensions d'une insurrection servile. Bien des mères de famille, dans le Sud, se retirent le soir pleines de craintes sur ce qui pourrait arriver à elles et à leurs enfants avant le jour. Si cette appréhension de dangers domestiques, réels ou imaginaires, augmente en étendue et en intensité au point d'envahir les masses de la population du Sud, la désunion deviendra inévitable. L'instinct du salut personnel est la première loi de nature, et le Créateur l'a mis dans le sein de l'homme avec la plus sage prévision. Aucune union politique, quelque féconde qu'elle soit en bienfaits et en profits sous tous les rapports, ne saurait durer longtemps, si elle a pour conséquence nécessaire de vouer à une insécurité permanente et sans espoir l'intérieur et le foyer de près de la moitié des membres de cette association. Plus tôt ou plus tard, il faut que les liens d'une pareille union soient rompus. Ma conviction est que cette fatale période n'est pas arrivée, et je prie Dieu de conserver la Constitution de l'Union à travers toutes les générations.

Mais tenons-nous pour avertis à temps et faisons disparaître la cause du danger. On ne saurait nier que, depuis vingt-cinq ans, l'agitation du Nord contre l'esclavage du Sud ait été incessante. En 1835, on répandait à profusion dans le Sud des imprimés avec gravures et des appels enflammés, de nature à surexciter les passions des esclaves, et (suivant le langage du général Jackson) « à les pousser à l'insurrection, à amener les horreurs d'une guerre civile. » Depuis lors, cette agitation a constamment été entretenue par la presse publique, par les actes des conventions d'État et de comté, par des sermons et des discours abolitionnistes. Le temps du Congrès a été consumé en violents discours sur cet interminable sujet, des appels sous forme de brochure et d'autres publications, appuyés de noms distingués, ont été expédiés de ce point central de la république et répandus dans tous les sens à travers l'Union.

Combien il serait aisé pour le peuple américain de régler une fois pour toutes la question de l'esclavage, et de rendre la paix, la concorde, à ce pays aujourd'hui en proie aux dissensions!

Il peut le faire, et lui seul le peut. Tout ce qu'il faut pour atteindre ce but, tout ce que les États à esclaves ont jamais demandé, c'est qu'on les laisse tranquilles, qu'on leur permette de diriger à leur gré

leurs institutions intérieures. Comme États souverains, ils sont seuls responsables devant Dieu et le monde de l'esclavage qui existe chez eux. Le peuple du Nord n'en est pas plus responsable et n'a pas plus le droit d'intervenir qu'il n'a le droit de se mêler d'institutions semblables en Russie et au Brésil. J'avoue que j'ai encore grande confiance dans son bon sens et son esprit de tolérance patriotique. Sans son aide, il est impossible à aucun président, quelles que soient ses tendances politiques personnelles, de rétablir la paix et la bonne harmonie entre les États. Avec les sages restrictions qui entourent son pouvoir, sous l'empire de notre Constitution et de nos lois, le Président ne peut faire que fort peu de chose, soit en bien, soit en mal, dans une question de cette importance.

Ceci m'amène à observer que l'élection de n'importe lequel de nos concitoyens aux fonctions de Président ne fournit point, par elle-même, de juste motif pour dissoudre l'Union. Ceci est plus spécialement vrai, si l'élection a eu lieu par une simple majorité relative, non par une majorité absolue du peuple; si elle a été le résultat de causes transitoires et momentanées, qui ne se représenteront probablement jamais. Pour justifier le recours à une résistance révolutionnaire, il faut que le gouvernement fédéral soit coupable d'avoir exercé délibérément, d'une manière palpable et dangereuse « des pouvoirs non conférés par la Constitution. » Or, la dernière élection présidentielle s'est accomplie en conformité stricte avec les dispositions expresses de cette Constitution. Comment donc son résultat pourrait-il justifier une révolution tendant à détruire la Constitution? La raison, la justice, le respect de la Constitution, tout exige que nous attendions quelque acte ouvertement dangereux de la part du Président élu, avant de recourir à un pareil remède.

On dit toutefois que les antécédents du Président élu suffisent pour justifier les craintes du Sud, de le voir empiéter sur ses droits constitutionnels. Mais ces appréhensions d'un danger éventuel dans l'avenir suffisent-elles pour justifier la destruction immédiate du plus noble système de gouvernement qu'aient organisé des mortels? Par la nature même de ses fonctions et la haute responsabilité qui s'y attache, le Président est tenu d'être conservateur. Le grave devoir d'administrer les détails si vastes et si compliqués de ce gouvernement, porte en lui-même une garantie que le Président ne tentera aucune violation d'un droit constitutionnel manifeste. Après tout, il n'est pas autre chose que le principal fonctionnaire exécutif du gouvernement. Son rôle n'est pas de faire des lois, mais de les exécuter; et c'est un fait remarquable dans notre histoire, que malgré les efforts répétés du parti anti-esclavagiste, il n'a jamais passé dans le Congrès un seul acte — à moins que l'on ne veuille excepter le compromis du Mis-

souri — qui ait touché le moins du monde aux droits du Sud comme propriétaire d'esclaves. On peut aussi observer qu'à en juger par les indications actuelles, il n'existe aucune probabilité de voir un acte de ce genre voté par la majorité des deux Chambres dans le présent ou le prochain Congrès. En vue de ces circonstances, nous devons sans contredit songer avant d'agir au précepte de celui qui a parlé comme jamais homme n'a parlé, et qui a dit : « A chaque jour suffit son malheur. » Le jour de malheur peut n'arriver jamais, à moins que nous ne l'attirions nous-mêmes inconsidérément sur notre tête.

On allègue comme cause de séparation immédiate, que les États du Sud se voient dénier des droits égaux à ceux des autres États dans les territoires communs. Mais quelle est l'autorité qui dénie ces droits ? Ce n'est pas le Congrès, qui n'a jamais passé, et ne passera jamais, je crois, aucun acte excluant l'esclavage des territoires. Ce n'est certainement pas la Cour suprême, qui a solennellement décidé que les esclaves constituent une propriété et que, comme pour toute autre propriété, leurs possesseurs ont le droit de les conduire dans les territoires communs, de les y conserver sous l'égide protectrice de la Constitution.

En tant donc qu'il s'agit du Congrès, l'objection ne s'applique à rien de ce qu'il a fait jusqu'ici, mais à ce qu'il pourra faire par la suite. On admettra certainement que cette appréhension d'un danger futur n'est pas une raison valable pour dissoudre immédiatement l'Union. Il est vrai que le 23 février 1860 la législature territoriale du Kansas a passé en grande hâte et nonobstant le vote du gouverneur un acte qui déclare que « l'esclavage est et demeurera à jamais prohibé dans ce territoire. » Mais un pareil acte, qui viole clairement les droits de propriété garantis par la Constitution, sera sûrement déclaré nul par le pouvoir judiciaire, du moment où la question sera soulevée dans une forme légale.

Trois jours seulement après mon inauguration, la Cour suprême des États-Unis a décrété qu'un pareil pouvoir n'est pas dans une législature territoriale. Tel a été cependant l'esprit factieux des derniers temps, que la valeur de cette décision a été fortement impugnée devant le peuple, et que la question a donné lieu à de violents conflits politiques par tout le pays. Ceux qui en ont ainsi appelé du jugement de votre suprême tribunal constitutionnel à des assemblées populaires investiraient sans doute, s'ils le pouvaient, les législatures territoriales du pouvoir d'annuler les droits sacrés de la propriété. Ce pouvoir, la Constitution fédérale en interdit expressément l'exercice au Congrès ; la Constitution particulière de chaque État de l'Union en interdit l'exercice à chaque législature. Il ne peut être exercé dans aucun État, si ce n'est par le peuple lui-même dans la plénitude de

ses droits souverains, lorsqu'il établit ou amende sa Constitution d'État. De même, il ne peut être exercé dans un territoire que par le peuple, représenté par une convention de délégués, en vue de rédiger une constitution, préalablement à son admission au rang d'État dans l'Union. C'est alors, et seulement alors, que le peuple se trouve investi du pouvoir de décréter si l'esclavage existera ou n'existera pas dans sa circonscription. S'il en était autrement, l'égalité des États dans les territoires se trouverait véritablement détruite, et le droit de propriété sur les esclaves dépendrait non plus des garanties de la Constitution, mais des majorités fluctuantes d'une législature territoriale sans responsabilité. Une telle doctrine ne saurait, par suite de son manque de fondement, influencer longtemps aucune portion considérable de notre population ; à plus forte raison, ne saurait-elle fournir une raison valable pour dissoudre l'Union.

Les violations les plus palpables des devoirs constitutionnels qui aient été commises jusqu'ici consistent dans les actes passés par différentes législatures d'État, pour entraver l'exécution de la loi sur les esclaves fugitifs. Il faut toutefois se rappeler que ni le Congrès, ni aucun Président ne saurait en bonne justice être tenu pour responsable de ces lois. Passées en violation de la Constitution fédérale, elles sont conséquemment nulles et non avenues. Toutes les Cours, soit fédérales, soit d'État, devant lesquelles la question a été évoquée, ont, dès le principe, déclaré que la loi des esclaves fugitifs est constitutionnelle. L'unique exception est celle d'une Cour d'État dans le Wisconsin, et non-seulement cette décision a été annulée par le tribunal compétent d'appel, mais elle a rencontré une réprobation tellement universelle, qu'elle ne peut constituer aucun danger comme précédent. La validité de cette loi a été affirmée et réaffirmée par la Cour suprême des États-Unis, avec une parfaite unanimité. Elle s'appuie sur une disposition expresse de la Constitution, qui requiert que les esclaves fugitifs qui s'échappent d'un État dans un autre, soient « délivrés » à leurs maîtres. C'est un fait historique bien connu que, sans cette stipulation, la Constitution elle-même n'aurait jamais pu être adoptée par la Convention. Sous une forme ou sous une autre, sous le régime des actes de 1793 et de 1850, qui par le fait sont identiques, la loi des esclaves fugitifs a été la loi du pays, depuis les jours de Washington jusqu'au moment actuel. Ici donc se présente manifestement un cas dans lequel ce sera un devoir du prochain Président, comme c'en a été un pour moi-même, d'agir avec vigueur pour faire exécuter cette loi suprême, à l'encontre des décisions de législatures d'État qui s'y opposent. S'il venait à manquer à l'accomplissement de cette haute obligation, il se trouverait alors avoir méconnu la Constitution et les lois, au préjudice du peuple de près de

la moitié des États de l'Union. Mais devons-nous présumer par avance qu'il violera ainsi son devoir ? Ce serait manquer à tous les principes de la justice et de la charité chrétienne. Attendons un acte positif. La loi sur les esclaves fugitifs a été exécutée dans tous les cas où'elle a été contestée depuis le commencement de l'administration actuelle, bien que souvent il y ait eu à regretter de grandes pertes et de grands ennuis pour le maître, et des dépenses considérables pour le gouvernement. Espérons que les législatures d'État révoqueront leurs actes inconstitutionnels et offensants. A moins qu'elles ne le fassent sans délais inutiles, il est impossible à aucune puissance humaine de sauver l'Union.

Les États du Sud, placés sur le terrain de la Constitution, sont en droit de demander aux États du Nord cet acte de justice. Si on le leur refuse, alors la Constitution, dans laquelle tous les États sont parties, aura été délibérément violée par une portion d'entre eux, dans une de ses dispositions essentielles à la sécurité et au bonheur domestique des autres. Dans cette éventualité, les États lésés, après avoir épuisé tous les moyens pacifiques et constitutionnels d'obtenir un redressement, seraient justifiables de résister révolutionnairement au gouvernement de l'Union.

J'ai à dessein borné mes remarques au cas de résistance révolutionnaire, parce que l'on a prétendu, dans ces dernières années, que tout État peut, suivant son bon plaisir et sa volonté souveraine, se retirer de l'Union, en vertu de la Constitution, et sans violer en rien les droits constitutionnels des autres membres de la Confédération. Chacun d'eux, allègue-t-on, étant entré comme partie dans l'Union par le vote de sa propre population réunie en convention, chacun d'eux peut également se retirer de l'Union de la même manière, par le vote d'une convention semblable.

Pour justifier la sécession comme moyen constitutionnel, il faut partir du principe que le gouvernement fédéral est une simple association volontaire d'États, qui peut être dissoute à plaisir par n'importe laquelle des parties contractantes. S'il en est ainsi, le lien fédéral est un cordon de sable que peut traverser et rompre le premier flot arrivant en sens contraire dans l'opinion publique d'un État quelconque. De cette manière, nos trente-trois États peuvent se résoudre en autant de petites républiques envieuses, hostiles, chacun d'eux se retirant de l'Union sans responsabilité, le jour où quelque surexcitation soudaine le poussera à prendre cette détermination. Par ce procédé, nous pourrions voir réduire en fragments, au bout de quelques semaines, cette Union dont nos pères ont payé l'établissement de tant d'années de labeur, de tant de privations et de sang.

Un pareil principe est absolument inconciliable avec l'histoire aussi bien qu'avec le caractère même de la Constitution fédérale. Cette Con-

stitution, après avoir été rédigée avec les plus mûres réflexions et le plus grand soin, fut soumise à des conventions nommées par le peuple de chacun des États pour être ratifiée. Les dispositions en furent discutées à fond dans ces conventions composées des premiers hommes du pays. Ses adversaires soutenaient qu'elle conférerait au gouvernement fédéral des pouvoirs dangereux pour les droits des États; ses avocats, au contraire, affirmaient que, bien interprété, l'acte ne pouvait fournir aucun fondement à de pareilles appréhensions. Dans cette grande lutte entre les premières intelligences de ce pays, il ne vint jamais à la pensée de personne, dans l'un ou l'autre camp, de prétendre ou même d'insinuer que tous ces efforts étaient un vain labeur, parce que du moment où un État quelconque se trouverait lésé, il pourrait se retirer de l'Union. Quel argument écrasant n'eût-ce pas été là contre ceux qui craignaient que les droits des États ne fussent mis en danger par la Constitution! La vérité est que ce fut seulement bien des années après l'origine du gouvernement fédéral qu'une pareille proposition fut mise en avant. Elle fut alors combattue et réfutée avec une argumentation décisive, par le général Jackson qui, dans son message du 16 janvier 1833, accompagnant l'envoi au Congrès de l'ordonnance de nullification passée par la Caroline du Sud, s'exprimait en ces termes : « On ne saurait reconnaître à un État isolé le droit de se libérer à volonté, et sans le consentement des autres États, de ses obligations les plus sacrées, et de mettre en péril la liberté et le bonheur des millions d'hommes qui composent cette Union. Une pareille faculté semble inconciliable avec les principes d'après lesquels est constitué le gouvernement fédéral, aussi bien qu'avec le but exprès en vue duquel ce gouvernement a été organisé. »

On n'allègue pas que cette théorie ne s'appuie sur aucune clause de la Constitution. Elle se base uniquement sur des inductions tirées non d'aucune expression de l'acte lui-même, mais du caractère souverain des États individuels qui l'ont ratifié. Mais n'est-il pas au pouvoir d'un État, comme d'un individu, d'abdiquer une partie de ses droits souverains, pour mieux assurer le reste? Suivant le langage de M. Madison, qui a été surnommé le père de la Constitution : « la Constitution a été l'œuvre des États, — c'est-à-dire du peuple de chacun des États, agissant dans sa plus haute capacité souveraine; elle émane par conséquent de la même autorité dont émanent les Constitutions d'État. Le gouvernement des États-Unis créé par la Constitution, n'est pas moins un gouvernement selon le sens strict de ce mot, dans la sphère de ses pouvoirs, que les gouvernements créés par les Constitutions d'État ne le sont dans leurs sphères respectives. De même que ceux-ci, il est distribué en département législatif, exécutif et judiciaire. Comme eux, il agit directement sur les personnes et sur les

choses; comme eux, il a à sa disposition une force matérielle, pour exercer les facultés qui lui sont conférées. »

La Constitution a été faite dans une intention de perpétuité, et non pour être annulée suivant le bon plaisir de l'une ou de l'autre des parties contractantes. Les anciens articles de confédération avaient pour titre : « Articles de confédération et d'union perpétuelle entre les États ; » et l'article 13 déclare expressément que « les articles de cette confédération seront inviolablement observés par tous les États, et que l'Union sera perpétuelle. » Le préambule de la Constitution des États-Unis, qui se réfère expressément aux articles de confédération, dit qu'elle a été établie « afin de former une Union plus parfaite » Et cependant, on vient prétendre que cette « Union plus parfaite » n'a pas l'attribut essentiel de perpétuité !

L'intention de perpétuité attachée à l'Union ressort d'ailleurs en termes concluants de la nature et de l'étendue des pouvoirs confiés par la Constitution au gouvernement fédéral. Ces pouvoirs embrassent les attributions les plus élevées de la souveraineté nationale. Ils mettent à la fois la bourse et l'épée dans la main du gouvernement central. Le Congrès a le pouvoir de faire la guerre et de faire la paix ; de lever et d'entretenir des armées et des flottes ; de conclure des traités avec les gouvernements étrangers. Il est investi du pouvoir de battre monnaie, d'en régler la valeur, de réglementer le commerce avec les nations étrangères, ainsi qu'entre les différents États. Il est superflu d'énumérer les autres pouvoirs souverains qui ont été conférés au gouvernement fédéral. Et pour exercer efficacement les pouvoirs énumérés, le Congrès a le droit exclusif d'imposer et de percevoir des taxes sur les importations, ainsi que d'imposer et de percevoir toutes les autres taxes, en commun avec les États.

Mais la Constitution n'a pas seulement conféré ces pouvoirs souverains au Congrès ; elle a encore adopté des moyens efficaces pour empêcher les États d'en entraver l'exercice. Dans ce but elle a expressément déclaré, en termes énergiquement prohibitifs, que : « aucun État ne devra conclure aucun traité, alliance ou confédération ; octroyer des lettres de marque et de représailles ; battre monnaie ; émettre du papier de crédit ; autoriser autre chose que les monnaies d'or et d'argent pour le paiement des dettes ; passer aucun bill d'*attainder*, aucune loi rétroactive, aucune loi portant atteinte à l'obligation des contrats. » De plus : « Aucun État ne pourra, sans le consentement du Congrès, imposer aucune taxe ou droit sur les importations ou les exportations, excepté ce qui pourra être absolument nécessaire pour l'exécution des lois d'inspection ; » et si les taxes imposées dépassent cette limite, l'excédant appartiendra aux États-Unis.

Encore : « Aucun État ne devra, sans le consentement du Congrès,

établir aucun droit de tonnage ; tenir sur pied des troupes ou des bâtiments de guerre en temps de paix ; entrer en arrangement ou convention quelconque avec un autre État, ou avec une puissance étrangère ; ni s'engager dans une guerre, à moins d'être matériellement envahi, ou de se voir dans un péril dont l'imminence n'admette pas de délai.

Afin d'assurer encore mieux l'exercice non interrompu des pouvoirs supérieurs du gouvernement fédéral contre l'interposition particulière des États, il est déclaré que : « cette Constitution et les lois des États-Unis qui pourront être faites en vertu d'icelle, ainsi que tous les traités faits ou qui pourront être faits par l'autorité des États-Unis, seront la loi suprême du pays ; et les juges de chaque État seront tenus d'y obéir nonobstant toute disposition contraire dans la Constitution ou les lois d'un État quelconque. »

La sanction solennelle de la religion a été encore ajoutée aux obligations du devoir officiel : tous les sénateurs et représentants des États-Unis, tous les membres des législatures d'État, tous les fonctionnaires exécutifs et judiciaires, « tant dans les États-Unis que des États particuliers, seront liés par un serment de maintenir cette Constitution. »

Pour exercer les pouvoirs, la Constitution a établi un gouvernement parfait dans toutes ses formes : législative, exécutive et judiciaire. Ce gouvernement, dans l'étendue de ses pouvoirs, agit directement sur les citoyens individuels de tous les États et exécute ses propres décisions par l'intermédiaire de ses propres officiers. A cet égard, il diffère entièrement du gouvernement de l'ancienne confédération, qui se bornait à adresser des réquisitions aux États, dans leur capacité souveraine. Ceci laissait à l'option de chaque État d'obéir ou de refuser, et ils déclinaient souvent d'obtempérer à ces réquisitions. C'est ainsi qu'il devint nécessaire, pour faire disparaître cet obstacle et en former une Union plus parfaite, « d'établir un gouvernement qui pût agir directement sur les populations et exécuter ses propres lois sans l'agence intermédiaire des États. » C'est ce qu'a fait la Constitution des États-Unis.

En un mot, le gouvernement créé par la Constitution et dérivant ses pouvoirs du peuple souverain de chacun des États a pour exercer son pouvoir sur le peuple de tous ces États, dans les cas énumérés, précisément le même droit que chaque État possède pour les points non délégués aux États-Unis, mais « réservés aux États respectifs ou au peuple. »

Dans la limite des pouvoirs délégués, la Constitution des États-Unis fait partie de la Constitution de chaque État et en lie la population aussi étroitement que si elle y avait été textuellement insérée.

Ce gouvernement est donc un grand et puissant gouvernement, investi de tous les attributs de la souveraineté, sur les points spéciaux auxquels s'étend son autorité. Ceux qui l'ont établi, n'ont jamais eu l'intention d'y implanter les germes de sa propre destruction ; en le créant ils n'ont pas commis l'absurdité de pourvoir à sa destruction. Ils n'ont pas voulu en faire une vision sans consistance, prête à se dissiper dans l'air au toucher du magicien, mais bien une construction substantielle et puissante, capable de résister à la lente décomposition des temps et de défier l'ouragan des âges. Par le fait on comprend que les jaloux patriotes de cette époque aient ressenti la crainte de voir un gouvernement investi de si hauts pouvoirs violer les droits réservés des États, et qu'ils aient adopté le principe d'une stricte interprétation de ces pouvoirs, pour prévenir le danger. Mais ils n'appréhendaient pas et ne pouvaient imaginer que la Constitution fût jamais interprétée de manière à permettre à un État quelconque d'exonérer sa population de toute obligation fédérale, par son seul fait et sans le consentement des États sœurs.

On pourra maintenant demander si le peuple des États est sans moyen de redressement contre la tyrannie et l'oppression du gouvernement fédéral ? En aucune façon. Le droit de résistance de la part des gouvernés contre l'oppression de leurs gouvernements ne saurait être dénié. Il existe indépendamment de toute Constitution et a été exercé à toutes les périodes de l'histoire du monde. En vertu de ce droit, les vieux gouvernements ont été détruits et de nouveaux ont pris leur place. Il se trouve inscrit en termes énergiques et exprès dans notre déclaration d'indépendance. Mais il faut toujours observer cette distinction : que c'est là une révolution contre un gouvernement établi, et non une séparation volontaire en vertu d'un droit constitutionnel intrinsèque. En un mot, envisageons courageusement le danger en face : la sécession n'est ni plus ni moins que la révolution. Ce peut être ou n'être pas une révolution justiciable ; mais ce n'en est pas moins une révolution.

Dans tout ceci, quelle est la responsabilité, quelle est la vraie position de l'exécutif ? Il est tenu par un serment solennel, prêté devant Dieu et le pays, « de veiller à ce que les lois soient fidèlement exécutées, » et de cette obligation nul pouvoir humain ne peut le relever. Mais que doit-il faire, si l'accomplissement de ce devoir a été en tout ou en partie rendu impraticable par des événements sur lesquels il ne pourrait exercer aucun contrôle. Tel est le cas, en ce moment, dans l'État de la Caroline du Sud, en ce qui touche aux lois des États-Unis qui règlent l'administration de la justice par des juges fédéraux. Tous les fonctionnaires fédéraux par l'intermédiaire desquels les lois peuvent être exécutées ont déjà donné leur démission. Nous n'avons plus

dans la Caroline du Sud un seul juge, un seul attorney de district, un seul marshall. Par le fait, tout le mécanisme du gouvernement fédéral, nécessaire pour l'administration de la justice parmi le peuple, se trouve démoli, et il serait difficile sinon impossible de le rétablir.

Les seuls actes du Congrès inscrits au livre des statuts qui aient trait à cette question sont ceux du 28 février 1795 et du 3 mars 1807. Ces actes autorisent le Président, après s'être assuré que le marshall avec son *posse comitatus* est hors d'état d'exécuter une décision civile ou criminelle dans un cas donné, à appeler la milice, à employer l'armée et la marine pour aider le marshall dans l'accomplissement de sa mission, en sommant au préalable les insurgés « de se disperser et de se retirer tranquillement dans leurs demeures respectives, sous un délai déterminé. » Cette prescription ne peut être absolument suivie dans un État où il n'existe plus d'autorité judiciaire pour lancer un mandat, et où, cette autorité existât-elle, la population entière formerait une masse compacte pour lui résister.

La simple énumération de ces dispositions légales prouve combien elles sont insuffisantes par elles-mêmes pour surmonter une opposition coalisée dans un seul État, sans parler d'autres États qui prendront prendre une attitude semblable. Le Congrès seul a le pouvoir de décider si les lois actuelles peuvent ou non être amendées pour mieux remplir le but de la Constitution.

Les mêmes obstacles insurmontables ne s'opposent pas à l'exécution des lois pour la perception des droits de douane; ces droits continuent à être perçus, comme par le passé, à la douane de Charleston, et si par malheur le percepteur donnait sa démission, on peut lui nommer un successeur pour remplir ses fonctions.

Maintenant se présente la question des propriétés possédées par les États-Unis dans la Caroline du Sud. Ces propriétés ont été acquises moyennant un prix convenable, « avec le consentement de la législature de l'État, pour l'érection de forts, magasins, arsenaux, etc., » et le droit d'y exercer une juridiction exclusive est expressément conféré par la Constitution au Congrès. Il n'est pas à croire qu'aucune tentative soit faite pour expulser par la force les États-Unis de ces propriétés; mais si cette prévision venait à être trompée, l'officier commandant des forts a reçu l'ordre d'agir strictement sur la défensive. Dans une pareille éventualité, la responsabilité des conséquences pèserait légitimement sur la tête des assaillants.

En dehors de l'exécution des lois, autant qu'elle est praticable, l'exécutif n'a pas d'autorité pour décider quelles seront les relations entre le gouvernement fédéral et la Caroline du Sud. Il n'a été investi d'aucun pouvoir discrétionnaire sur ce point. Il n'a aucune faculté pour

modifier les relations jusqu'ici existantes, bien moins encore pour reconnaître l'indépendance de cet État. Ce serait conférer à un simple fonctionnaire exécutif le droit de reconnaître la dissolution de la Confédération entre nos trente-trois États souverains, Il n'y a aucune ressemblance à établir avec la reconnaissance d'un gouvernement étranger de fait, laquelle n'entraîne aucune responsabilité semblable. Mon devoir est donc de soumettre au Congrès la question entière sous toutes ses faces. Les événements marchent avec une telle rapidité, que le cas peut se présenter avant peu où vous serez appelés à décider la grave question de savoir si vous possédez le pouvoir de contraindre par la force des armes un État à rester dans l'Union. Je croirais reculer devant mon devoir si je n'exprimais pas une opinion sur cet important sujet.

La question nettement posée est : la Constitution a-t-elle délégué au Congrès le pouvoir de ramener à la soumission un État qui tente de sortir de la Confédération ou qui en est actuellement sorti? Si la réponse est affirmative, elle doit se baser sur le principe que le droit de déclarer et de faire la guerre à un État est dévolu au Congrès. Après de longues et sérieuses réflexions, je suis arrivé à la conclusion qu'aucun pouvoir semblable n'a été délégué au Congrès ou à aucune autre branche du gouvernement fédéral. En parcourant la Constitution, il est évident que cette faculté ne se trouve pas parmi les pouvoirs spécifiques et énumérés qu'elle confère au Congrès; il est également manifeste que l'application n'en est pas « nécessaire et convenable pour exercer » aucun de ces pouvoirs.

Loin que ce pouvoir ait été délégué au Congrès, il lui a été explicitement refusé par la Convention qui rédigea la Constitution. Il ressort des discussions de ce corps que le 31 mai 1787 la discussion s'engagea sur la clause *autorisant l'emploi des forces générales contre un État délinquant*. M Madison s'y opposa dans un bref, mais puissant discours, dont je n'extrairai qu'une seule phrase. Il fit observer « que l'usage de la force contre un État ressemblerait plus à une déclaration de guerre qu'à un châtiment, et serait probablement considéré par la partie attaquée comme une dissolution de tous les contrats antérieurs par lesquels elle pourrait être liée. » Sur sa motion, la clause fut unanimement ajournée, et ne fut, je crois, jamais représentée. Bientôt après, le 8 juin 1778, faisant incidemment allusion au même sujet, M. Madison dit : « Tout gouvernement pour les États-Unis, organisé en vue de la supposition que l'on pourra employer la force contre les actes inconstitutionnels des États, serait aussi visionnaire et aussi fallacieux que le gouvernement par le Congrès. » Il parlait évidemment du Congrès alors existant de l'ancienne Confédération.

Sans entrer dans les détails, on peut avancer avec certitude que le

pouvoir de faire la guerre contre un État est en divergence avec tout l'esprit et toutes les intentions de la Constitution. Supposons qu'une pareille guerre aboutit à la conquête d'un État, comment le gouvernerons-nous ensuite? Le tiendrons-nous comme une province et le gouvernerons-nous par un pouvoir despotique? Dans la nature des choses, nous ne saurions dominer la volonté du peuple par la force matérielle ni la contraindre à élire des sénateurs et des représentants au Congrès, à accomplir tous les autres devoirs qui relèvent de leur seule volonté et que nous demandons aux citoyens libres d'un libre État, comme membre constituant de la Confédération.

Mais si nous possédions ce pouvoir, serait-il sage d'en faire usage dans les circonstances présentes? Le but serait sans doute de maintenir l'Union. La guerre ne serait pas seulement le moyen le plus sûr de la détruire : elle bannirait tout espoir de la reconstruire pacifiquement. De plus, dans ce conflit fratricide on dépenserait une masse considérable de sang et d'argent, qui rendrait impossible toute réconciliation ultérieure entre les États. En même temps, quelles seraient les souffrances et les privations du peuple pendant la durée du conflit?

Le fait est que notre Union repose sur l'opinion publique, et ne saurait être cimentée par le sang de ses concitoyens répandu dans la guerre civile. Si elle ne peut vivre dans les affections du peuple, elle doit périr un jour. Le Congrès possède plus d'un moyen de la sauver par la conciliation; mais l'épée n'a pas été mise dans sa main pour la maintenir par la force.

Mais qu'il me soit permis de supplier solennellement mes concitoyens de s'arrêter et de délibérer, avant de se résoudre à détruire cette république, le temple le plus sublime qui ait jamais été dédié à la liberté humaine depuis le commencement du monde. Ce temple a été consacré par le sang de nos pères, par les gloires du passé, par les espérances de l'avenir. L'Union a déjà fait de nous la plus prospère des nations sur la face de la terre; en la conservant, elle fera avant peu de nous la plus puissante. Dans toutes les régions étrangères du globe, le titre de citoyen américain est tenu en profond respect, et il suffit de le prononcer à l'étranger pour gonfler le cœur de nos compatriotes d'un noble orgueil. Assurément, lorsque nous serons au bord de l'abîme béant, nous reculerons avec horreur au moment de nous y précipiter. Cette catastrophe redoutée détruirait les espérances des amis de la liberté dans le monde entier, et une longue nuit de despotisme pèserait sur les nations. Notre exemple de quatre-vingts ans ne serait pas seulement perdu; on le citerait comme une preuve concluante que l'homme est incapable de se gouverner lui-même.

Il faut plus qu'un grief banal, il faut même plus qu'un grief patent pour justifier le recours à une détermination aussi terrible. Ce doit

être là le remède désespéré d'un peuple au désespoir, lorsque tous les moyens constitutionnels ont été épuisés. La question de l'esclavage, comme toutes les questions de ce monde, fera son temps. Je crois fermement qu'elle a déjà atteint et dépassé son point culminant. Mais si l'Union doit périr au milieu de la surexcitation actuelle, le mal peut devenir irréparable. Le Congrès peut faire beaucoup pour éviter la catastrophe, en proposant et recommandant aux législatures des divers États le remède que la Constitution a elle-même indiqué pour sa propre conservation. Ce remède a été essayé en différentes périodes critiques de notre histoire et toujours avec un éclatant succès. Il se trouve dans l'article 5, qui pourvoit aux moyens de l'amender. En vertu de cet article, des amendements ont été proposés par les deux tiers des Chambres du Congrès, et ratifiés « par les législateurs des trois quarts des États, » ils sont devenus conséquemment partie intégrante de la Constitution. C'est à cette manière de procéder que le pays doit la clause qui interdit au Congrès de passer aucune loi concernant la religion ou touchant soit à la liberté de presse et de parole, soit au droit de pétition. C'est également à ce moyen que nous devons l'acte des droits (*bill of rights*) qui garantit le peuple contre tout abus de pouvoir de la part du gouvernement fédéral. Telles étaient les appréhensions nourries à cette époque par les partisans du droit des États, qu'il était fort douteux que la Constitution eût pu longtemps survivre sans les amendements.

La Constitution fut encore amendée par le même moyen, après l'élection du président Jefferson, par la Chambre des représentants, en février 1803. Cet amendement était devenu nécessaire pour prévenir le retour des dangers qui avaient sérieusement menacé l'existence du gouvernement tandis que cette élection était pendante.

L'article qui permet les amendements à la Constitution avait en vue d'assurer l'ajustement amiable des conflits constitutionnels qui pourraient, comme nous le voyons aujourd'hui, s'élever entre les gouvernements d'État et celui des États-Unis. Cela ressort de l'histoire contemporaine. A ce sujet, je me bornerai à appeler l'attention sur quelques phrases du rapport si justement célèbre présenté en 1799 par M. Madison à la législature de Virginie.

Dans ce rapport, il défendait, d'une manière aussi habile que concluante, les résolutions de la législature précédente contre les censures de certaines autres législatures d'État. Ces censures avaient été en partie motivées par la protestation de la législature virginienne contre l'acte des étrangers et l'acte de sédition, « comme constituant de palpables et alarmantes infractions à la Constitution. » En faisant ressortir les remèdes pacifiques et constitutionnels (c'était les seuls dont il s'occupât) auxquels les États étaient en droit de recourir en

pareille occasion, M. Madison conclut en disant : « Les législatures d'État pouvaient adresser directement leurs représentations au Congrès, afin d'obtenir le rappel des deux lois qui les blessaient ; ou bien elles pouvaient exprimer à leurs sénateurs respectifs dans le Congrès le désir de voir les deux tiers de celui-ci proposer un amendement explicatif à la Constitution ; ou encore les deux tiers de ces législatures elles-mêmes auraient pu, si elles l'avaient voulu, obtenir la convocation d'une convention à cet effet, en s'adressant au Congrès. »

C'est là précisément la ligne de conduite que je recommande instamment, dans le but d'obtenir un « amendement explicatif » à la Constitution sur le sujet de l'esclavage. Le signal pourrait être donné soit par le Congrès, soit par les législatures d'État, suivant qu'on le croira plus convenable pour arriver au but.

L'amendement explicatif pourrait se borner à établir d'une manière définitive l'interprétation véritable de la Constitution sur trois points spéciaux :

1. Reconnaissance expresse du droit de propriété sur les esclaves, dans les États où il existe aujourd'hui ou pourra exister par la suite.

2. Le devoir de protéger ce droit dans tous les territoires communs, pendant leur existence territoriale et jusqu'à leur admission dans l'Union avec ou sans esclavage, suivant que le prescrira leur Constitution.

3. Reconnaissance du droit du maître de se faire rendre son esclave échappé d'un État dans un autre, ainsi que de la validité de la loi des esclaves fugitifs édictée dans ce but ; de plus, déclaration que toutes les lois d'État qui portent atteinte à ce droit sont autant de violations de la Constitution, et par conséquent nulles et non avenues.

On pourra objecter que cette interprétation de la Constitution a déjà été réglée par la Cour suprême des États-Unis et qu'on ne saurait en exiger davantage. La réponse à cette objection est qu'une grande proportion du peuple des États-Unis conteste encore le bien-fondé de cette décision et n'en admettra jamais la validité, jusqu'à ce qu'elle ait été manifestement établie par les peuples des divers États dans leur capacité souveraine. Un amendement explicatif de ce genre en finirait, je crois, à jamais avec les désunions existantes, et rétablirait la paix, la bonne harmonie entre les États.

On ne doit pas mettre en doute que cet appel à l'arbitrage, indiqué par la Constitution elle-même, ne soit favorablement reçu par tous les États de la Confédération. En tout cas, on doit l'essayer, dans un esprit de conciliation, avant qu'aucun de ces États ne se sépare de l'Union.

RELATIONS EXTÉRIEURES.

Grande-Bretagne.

Nos relations avec la Grande-Bretagne sont du caractère le plus amical. Depuis le commencement de mon administration, les deux questions dangereuses auxquelles donnaient lieu le traité Clayton-Bulwer et le droit de recherche réclamé par le gouvernement britannique ont été amicalement et honorablement ajustées.

Les interprétations divergentes du traité Clayton-Bulwer entre les deux gouvernements qui, à différentes phases de la discussion, avaient un aspect menaçant, ont abouti à un règlement final entièrement satisfaisant pour notre gouvernement. Dans mon dernier message annuel, j'informais le Congrès « que le gouvernement britannique n'avait pas alors complété par traité les arrangements avec les républiques du Honduras et du Nicaragua, conformément à l'entente des deux gouvernements, mais que néanmoins on avait confiance que cette bonne œuvre serait accomplie avant peu. » Cette confiance s'est depuis réalisée. Sa Majesté Britannique a conclu un traité avec le Honduras le 28 novembre 1859, et avec le Nicaragua le 28 août 1860, abandonnant le protectorat de la Mosquitie. En outre, le premier de ces traités reconnaît les îles de la Baie comme faisant partie de la république du Honduras. On peut remarquer que les stipulations de ces traités sont sur tous les points particulièrement importants, conformes aux amendements que le Sénat des États-Unis a ajoutés au traité conclu à Londres le 17 octobre 1856, entre les deux gouvernements. On se souviendra que ce traité avait été rejeté par le gouvernement britannique par suite de ces objections à l'amendement juste et important du Sénat, ajouté à l'article qui avait trait à l'île de Ruatan et aux autres îles situées dans la baie de Honduras.

Ce doit être une source de satisfaction sincère pour nos concitoyens de toutes les classes, et spécialement pour ceux qui sont engagés dans le commerce étranger, que la Grande-Bretagne ait abandonné ses prétentions d'exercer un droit de visite et de recherches sur les navires américains, en haute mer et en temps de paix. C'était là de beaucoup la question la plus dangereuse pour la paix des deux pays qui se fût élevée depuis la guerre de 1812. Tant qu'elle est restée pendante, on pouvait à tout moment être précipité dans la guerre. C'est ce qu'a rendu manifeste l'exaspération produite dans tout le pays par les perquisitions opérées forcément à bord de navires marchands américains par les croiseurs britanniques, sur la côte de Cuba, durant le printemps de 1858. Le peuple américain accueillit par une accla-

mation approbative les ordres expédiés par le secrétaire de la marine à nos forces navales dans le golfe du Mexique, « de protéger tous les navires des États-Unis sur les hautes mers contre toute perquisition ou détention par les bâtiments de guerre de quelque autre nation que ce fût. » Ces ordres auraient pu produire un conflit immédiat entre les forces navales des deux pays. Mais ce malheur fut heureusement évité par un appel à la justice de la Grande-Bretagne et à la loi des nations telle qu'elle a été expliquée par ses propres juristes les plus éminents.

La seule question de quelque importance qui reste pendante est le titre à la propriété de l'île San Juan, dans le voisinage du territoire de Washington, lequel est encore en litige entre les deux gouvernements. Comme cette question est en voie de négociation, je ne regarde pas comme opportun de faire aucune autre allusion à ce sujet, pour le moment présent.

La récente visite que le prince de Galles a rendue comme simple particulier au peuple de ce pays a été un événement du plus heureux augure. Dans ses conséquences, il ne peut manquer d'augmenter les sentiments de parenté bienveillante qui, je l'espère, animeront toujours les gouvernements et les peuples des deux pays dans leurs relations politiques et sociales.

France.

Avec la France, notre ancienne et puissante alliée, nos relations continuent à être du caractère le plus amical. Un tribunal judiciaire français a rendu récemment, avec l'approbation du gouvernement impérial, une décision qui ne peut manquer de développer encore les sentiments d'estime mutuelle qui ont si longtemps existé entre les deux pays. D'après la loi française, personne ne peut servir dans les armées de France sans être citoyen français. La législation de France reconnaissant le droit naturel d'expatriation, il s'ensuit comme conséquence naturelle qu'un Français, par le fait d'être devenu citoyen des États-Unis, a changé ses conditions d'allégeance et perdu sa qualité native. Il ne peut donc pas être obligé de servir dans les armées françaises, s'il vient à retourner dans son pays natal. Ces principes ont été énoncés en 1852 par le ministre de la guerre en France, et confirmés, dans deux cas récents, par le pouvoir judiciaire français. Dans ces deux cas, deux hommes nés en France ont été congédiés de l'armée française, pour être devenus citoyens américains. Pour employer le langage de notre présent ministre en France, qui a rendu de bons services en cette occasion, « je ne pense pas que dorénavant nos concitoyens français naturalisés soient beaucoup tracassés sur ce sujet. » J'ose prédire que le temps n'est pas éloigné où les autres puissances

continentales adopteront la même politique sage et juste qui a fait tant d'honneur au gouvernement éclairé de l'Empereur. En tout cas, notre gouvernement est tenu de protéger partout les droits de nos citoyens naturalisés tout autant que s'ils avaient reçu le jour dans ce pays. Nous ne pouvons reconnaître aucune distinction entre nos citoyens natifs et naturalisés.

Russie.

L'amitié et l'estime mutuelles qui ont si longtemps existé entre le grand empire de Russie et les États-Unis continuent toujours à prévaloir, et, s'il est possible, à s'accroître. En un mot, nos relations avec cet empire sont tout ce que nous pouvons désirer.

Espagne.

Nos relations avec l'Espagne sont maintenant d'un caractère plus compliqué, quoique moins dangereuses qu'elles n'ont été pendant bien des années. Nos citoyens ont longtemps eu et continuent à avoir encore des réclamations nombreuses à faire valoir contre le gouvernement espagnol. Ces réclamations, nos représentants diplomatiques à Madrid les avaient appuyées pendant bien des années, mais sans obtenir satisfaction. Le gouvernement espagnol a fini par consentir à la formation d'une commission mixte pour l'ajustement de ces réclamations, et le 5 mars 1860 a conclu une convention à cet effet avec notre ministre actuel à Madrid. D'après cette convention, le gouvernement reconnaissait ce qu'on appelle « les réclamations cubaines, » qui s'élèvent à 128 635 dollars et 54 cents, et dans lesquelles plus de cent de nos concitoyens sont intéressés, et il s'engageait à payer 100 000 dollars de cette somme « dans les trois mois qui suivraient l'échange des ratifications. » Pour le payement des 128 635 dollars 54 cents qui restent, on devrait attendre la décision des commissaires pour ou contre les « réclamations de l'*Amistad* ; » mais, en tout cas, la balance serait soldée aux ayants droit soit par l'Espagne, soit par les États-Unis. Ces termes, j'ai toute raison de le croire, sont hautement satisfaisants pour les intéressés dans les réclamations cubaines, tellement qu'ils ont fait l'offre formelle d'autoriser le département d'État à régler ces réclamations et à déduire les réclamations de l'*Amistad* des sommes qu'ils ont à recevoir de l'Espagne. Cette offre, cela va sans dire, ne peut être acceptée.

Toutes les autres réclamations des États-Unis contre l'Espagne, ou des sujets de la Reine d'Espagne contre les États-Unis, étaient par cette convention soumises à la commission dans la forme d'usage. La validité des réclamations de l'*Amistad*, non plus que d'aucune autre réclamation contre l'un ou l'autre gouvernement, à l'exception des ré-

clamations cubaines, n'était reconnue par la Convention. En réalité, le gouvernement espagnol n'insistait point pour que la validité de la réclamation de *l'Amistad* fût ainsi reconnue, bien que le paiement en eût été recommandé au Congrès par deux de mes prédécesseurs aussi bien que par moi-même, et qu'une allocation dans ce but eût passé au Sénat des États-Unis. Il lui suffisait que cette réclamation, comme les autres, fût soumise à l'examen et à la décision de la commission. Les deux gouvernements s'engageaient respectivement à payer les sommes allouées aux divers réclamants « à telle époque et en tel lieu que fixeraient la formule et la teneur de ces allocations. »

J'ai transmis cette convention à l'action constitutionnelle du Sénat le 31 mai 1860, et le 27 du mois de juin suivant il décida qu'il n'en « conseillerait ni n'en approuverait » la ratification.

Cette déclaration place nos relations avec l'Espagne dans une position gênée et embarrassante, et il est plus que probable que l'ajustement final de ces réclamations incombera à mon successeur.

Je réitère la recommandation contenue dans mon message annuel de décembre 1858, reproduite dans celui de 1859, en faveur de l'acquisition de Cuba, en l'achetant loyalement de l'Espagne. Je crois fermement qu'une telle acquisition contribuerait essentiellement au bien-être et à la prospérité des deux pays dans l'avenir, et serait en même temps le moyen certain d'abolir immédiatement la traite des noirs d'Afrique. Je ne répéterais pas cette recommandation dans cette occasion présente, si je pensais que la cession de Cuba aux États-Unis dans des conditions entièrement favorables à l'Espagne, pût ternir justement l'honneur national de la fière et antique monarchie espagnole. Sûrement, personne n'a jamais attribué à Napoléon I^{er} un manque d'égards pour l'honneur national de la France, parce qu'il a transféré la Louisiane aux États-Unis en échange d'un loyal équivalent en argent et en avantages commerciaux.

Autriche.

Avec l'Empereur d'Autriche et les autres puissances continentales européennes, y compris celle du Sultan, nos relations continuent à être du caractère le plus amical.

Chine.

La politique amicale et pacifique suivie par le gouvernement des États-Unis envers l'empire de la Chine, a produit les résultats les plus satisfaisants. Le traité de Tien-tsin du 18 juin 1858 a été observé fidèlement par les autorités chinoises. La convention du 8 novembre 1858 annexée à ce traité, pour l'ajustement satisfaisant des réclamations de nos citoyens contre la Chine, convention dont j'ai parlé dans mon

dernier message, a déjà été mise à exécution autant qu'il était praticable.

D'après cette convention, la somme de 500 000 taëls, égale à environ 700 000 dollars, est stipulée comme devant être payée à titre de satisfaction aux réclamations des citoyens américains, avec un cinquième des recettes provenant des droits de tonnage à l'importation et à l'exportation sur les navires américains dans les ports de Canton, Shang-haï et Fuchau. Et il a été convenu que « cette somme liquidera pleinement toutes les réclamations des citoyens américains dans ces différents ports jusqu'à cette date. » Des reconnaissances pour cette valeur, à savoir : — 300 000 taëls pour Canton, 100 000 pour Shang-haï et 100 000 pour Fuchau, — ont été remises, selon les termes de la convention, par les collecteurs chinois des douanes respectives de ces ports à l'agent choisi par notre ministre pour les recevoir.

Depuis ce temps, les réclamations de nos concitoyens ont été réglées par la commission nommée à cet effet, en vertu de l'acte du 3 mars 1859, et leurs titres d'allocations, qu'elle a trouvés satisfaisants, ont été approuvés par notre ministère. Le total s'en élève à la somme de 498 694 dollars 78 cents. Les réclamants ont déjà reçu une forte portion des sommes qui leur ont été allouées sur les fonds qui devaient y pourvoir, et on peut compter que le reste sera payé entièrement avant longtemps. Après que les allocations auront été acquittées, il restera un excédant de plus de 200 000 dollars à la disposition du Congrès. Comme cette somme appartiendra en équité au gouvernement chinois, la justice ne demanderait-elle pas qu'on l'appliquât à quelque œuvre de bienfaisance dans laquelle les Chinois pourraient avoir un intérêt spécial ?

Notre ministre en Chine, agissant conformément à ses instructions, est resté complètement neutre dans la guerre entre la Grande-Bretagne et la France et l'empire chinois, bien que, d'accord avec le ministre de Russie, il fût toujours disposé et prêt à employer à l'occasion ses bons offices pour le rétablissement de la paix entre les deux parties. C'est simplement faire acte de justice envers notre ministre actuel et son prédécesseur, que de constater que tous deux se sont montrés pleinement à la hauteur des positions délicates, embarrassantes et responsables dans lesquelles ils se sont trouvés placés en différentes occasions.

Japon.

Les ratifications du traité conclu avec le Japon le 29 juillet 1858 ont été échangées à Washington le 22 mai dernier, et le traité lui-même a été proclamé le jour suivant. Il y a de bonnes raisons d'espérer que, sous sa protection et par son influence, notre commerce et

nos relations avec ce peuple lointain et intéressant s'augmenteront rapidement.

Les ratifications du traité ont été échangées avec une solennité inaccoutumée. Dans ce but, le Tykoun a accrédité trois de ses sujets les plus distingués comme envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires. Ceux-ci ont été accueillis et traités avec de grandes marques de distinction et de bienveillance tant par le gouvernement que par le peuple des États-Unis. Il y a tout lieu de croire qu'ils sont retournés dans leur pays natal pleinement satisfaits de leur visite et animés des sentiments les plus amicaux pour notre pays. Espérons ardemment, selon le langage du traité même, que « désormais il y aura paix et amitié perpétuelles entre les États-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Tykoun du Japon et ses successeurs. »

Brésil.

Avec le sage, conservateur et libéral gouvernement de l'empire du Brésil, nos relations continuent à être du caractère le plus amical.

Nouvelle-Grenade.

L'échange des ratifications de la convention avec la république de la Nouvelle-Grenade, signée à Washington le 10 septembre 1857, a été longtemps retardé par des causes accidentelles qui ne doivent être un sujet de blâme pour aucune des deux parties. Ces ratifications ont été dûment échangées en cette ville, le 5 novembre dernier. Ainsi s'est terminé à l'amiable un différend qui était devenu assez sérieux, à l'époque de mon inauguration, pour m'obliger, le 17 avril 1857, à envoyer à notre ministre l'ordre de demander ses passeports et de revenir aux États-Unis.

Par cette convention, le gouvernement de la Nouvelle-Grenade s'est expressément reconnu responsable envers nos citoyens « pour les dommages causés par l'émeute du 15 avril 1856 à Panama. » Ces réclamations, ainsi que d'autres qui ont été appuyées longtemps en vain, sont soumises à une commission de règlement. Je sou mets une copie de la convention au Congrès, en recommandant les actes législatifs nécessaires pour y donner effet.

Costa-Rica et Nicaragua.

Des efforts persévérants ont été faits pour l'ajustement des réclamations des citoyens américains contre le gouvernement de Costa-Rica, et je suis heureux de vous informer qu'ils ont à la fin prévalu. Une convention a été signée dans la ville de San José, le 2 juillet dernier, entre le ministre résident des États-Unis dans le Costa-Rica et

les plénipotentiaires de cette république, soumettant ces réclamations à une commission, et pourvoyant au paiement des sommes qui seront allouées. Cette convention sera immédiatement soumise à l'action constitutionnelle du Sénat.

Les réclamations de nos concitoyens contre la république du Nicaragua n'ont pas encore été l'objet d'un traité, bien que des efforts diligents aient été faits dans ce but par notre ministre résidant près de cette république. Ces efforts sont continués avec bonne chance de succès.

Mexique.

Nos relations avec le Mexique demeurent dans les conditions les moins satisfaisantes. Dans mes deux derniers messages annuels, j'ai discuté longuement le sujet de ces relations, et je ne me propose pas maintenant de répéter ici les faits et les arguments que j'ai présentés alors. Ils prouvaient d'une façon concluante que nos concitoyens résidant au Mexique et nos négociants qui faisaient le commerce avec ce pays avaient souffert une série de griefs et d'insultes tels que nous ne les avons jamais supportés d'aucune autre nation. Pour cela, nos ministres, invoquant la foi des traités, ont successivement, au nom de leur pays, demandé avec persistance satisfaction et indemnité, mais sans le moindre effet. Les autorités mexicaines en étaient même venues à ce point de confiance dans notre patiente résignation, qu'elles croyaient pouvoir commettre ces offenses envers les citoyens américains avec une impunité absolue. Ainsi l'écrivait notre ministre en 1856, exprimant l'opinion que « rien ne pouvait servir qu'une manifestation de la puissance du gouvernement et de sa résolution de punir ces torts. »

Plus tard, en 1857, survinrent l'adoption d'une nouvelle constitution pour le Mexique, l'élection d'un président et d'un congrès en vertu de ses prescriptions, et l'inauguration du Président. Au bout d'un mois à peine cependant, ce Président fut chassé de la capitale par une rébellion dans l'armée, et le pouvoir suprême de la république fut assigné au général Zuolaga. Cet usurpateur fut à son tour obligé de se retirer et de céder la place au général Miramon.

En vertu de la Constitution qui avait été ainsi adoptée, le señor Juarez, comme juge-président de la Cour suprême, devint le Président légitime de la république ; et c'est pour soutenir la Constitution et l'autorité qui en dérivait pour lui que la guerre civile commença et se continue encore.

Pendant le cours de l'année 1858, le parti constitutionnel devint de plus en plus fort. Dans l'histoire antérieure du Mexique, une révolution militaire qui réussissait dans la capitale avait été presque univer-

sellement le signal de la soumission dans le reste de la république. Dans les circonstances présentes, il n'en a pas été ainsi. Une majorité des citoyens a persisté à soutenir le gouvernement constitutionnel. Lorsque ce gouvernement fut reconnu en avril 1859 par celui des États-Unis, son autorité s'étendait sur une grande majorité des États et des populations du Mexique, y compris Vera-Cruz et tous les autres ports de mer importants de la république. Depuis cette époque, notre commerce avec le Mexique a commencé à revivre, et le gouvernement constitutionnel lui a accordé toute la protection de son pouvoir.

Cependant le gouvernement de Miramon tient encore dans la capitale et le pays environnant, et continue ses outrages contre le peu de citoyens américains qui ont encore le courage de rester sous son pouvoir. Pour mettre le comble à ses indignités, après le combat de Tacubaya, en avril 1859, le général Marquez a fait saisir trois citoyens des États-Unis, dont deux médecins, dans l'hôpital de cette ville, et les a fait fusiller sans qu'ils eussent commis aucun crime, et sans procès. Et cela, sans égard à ce que nos malheureux concitoyens étaient en ce moment engagés dans l'œuvre sainte de porter secours aux soldats des deux partis blessés dans la bataille, sans faire aucune distinction entre eux.

Dans mon opinion, le temps était venu où notre gouvernement était tenu d'exercer ses pouvoirs pour venger et redresser les torts dont nos concitoyens étaient victimes, et de les protéger au Mexique. L'obstacle était que la portion du pays sous l'autorité de Miramon ne pouvait être atteinte sans passer sur le territoire soumis à la juridiction du gouvernement constitutionnel. En ces circonstances, j'ai considéré comme mon devoir de recommander au Congrès, dans mon dernier message annuel, l'emploi d'une force militaire suffisante pour pénétrer dans l'intérieur, où l'on pouvait atteindre le gouvernement de Miramon, avec ou, s'il en était besoin, sans le consentement du gouvernement de Juarez, bien qu'il ne fût pas douteux que ce consentement pût être obtenu. Je n'ai jamais eu une conviction plus claire sur aucun sujet que celle de la justice aussi bien que de la sagesse d'une telle politique. Aucune autre alternative ne nous était laissée, sinon l'abandon complet de nos concitoyens qui s'étaient rendus au Mexique sur la foi des traités, à l'injustice systématique, à la cruauté et à l'oppression du gouvernement de Miramon. En outre, il est presque certain que la simple autorisation d'employer cette force aurait suffi pour accomplir notre objet sans frapper un seul coup. Le gouvernement constitutionnel aurait été déjà établi dans la ville de Mexico, et aurait été prêt volontiers à nous rendre justice dans la mesure de ses moyens.

De plus, et je regarde ceci comme une considération très-importante, les gouvernements européens auraient été privés de tout prétexte pour intervenir dans les affaires territoriales et domestiques du Mexique. Nous aurions été ainsi délivrés de l'obligation de résister, même par la force, s'il devenait nécessaire, à toute tentative de ces gouvernements, pour priver la république voisine de quelques portions de son territoire; devoir devant lequel nous ne pourrions pas reculer sans abandonner la politique traditionnelle et établie du peuple américain. Je suis heureux de remarquer avec une ferme confiance dans la justice et la bonne foi de ces gouvernements, qu'il n'y a pas présentement de danger qu'une telle éventualité se présente.

Ayant découvert que mes recommandations ne seraient pas soutenues par le Congrès, il restait l'alternative d'accomplir jusqu'à un certain point, s'il était possible, les mêmes objets par le moyen de stipulations de traités avec le gouvernement constitutionnel. Des traités furent en conséquence conclus en ce sens par notre dernier et excellent ministre au Mexique, et le 4 janvier dernier ils furent présentés à la ratification du Sénat. Comme ils n'ont point encore été l'objet d'une décision finale de ce corps, il ne serait point convenable pour moi de présenter un exposé détaillé de leurs prescriptions. Néanmoins il me sera permis d'exprimer d'avance l'opinion que ces clauses sont de nature à promouvoir les intérêts agricoles, manufacturiers et commerciaux du pays, et à assurer notre juste influence sur une république limitrophe, dont les vicissitudes et le sort ne peuvent jamais nous être indifférents, tandis qu'en même temps elles pourvoient au paiement d'un montant considérable, comme satisfaction partielle des réclamations de nos concitoyens lésés.

INTÉRIEUR.

Kansas et Utah.

A l'époque de mon inauguration, je me suis trouvé dans le Kansas en présence d'un gouvernement révolutionnaire existant sous la Constitution dite de Topeka. Son but avoué était de subjuguier le gouvernement territorial par la force et d'inaugurer en son lieu et place ce qu'on appelait le gouvernement de Topeka. Pour y arriver, de grandes forces militaires furent organisées et confiées au commandement des plus violents meneurs de la révolution. Dans ces circonstances, ce devint pour moi un devoir impératif d'exercer les pleins pouvoirs constitutionnels dévolus à l'exécutif, pour empêcher les flammes de la guerre civile de se raviver de nouveau dans le Kansas, flammes qui, dans l'état de surexcitation où se trouvait l'esprit public, tant au nord qu'au sud, pouvaient s'étendre aux États voisins.

Les partis opposés du Kansas avaient été poussés les uns contre les autres par des émissaires du Nord et du Sud à un degré d'animosité sans exemple dans notre histoire. Pour prévenir une collision immédiate et pour aider les magistrats civils à faire respecter les lois, un fort détachement de l'armée fut envoyé dans le territoire, en vue de prêter main-forte au marshall et à ses substituts, à toute réquisition légale, dans l'exécution des sommations civiles et criminelles.

Cependant les troubles au Kansas n'auraient pu être définitivement apaisés sans une élection par le peuple. Le scrutin est le plus sûr arbitre des malentendus parmi les hommes libres. D'après cette conviction, tous les efforts possibles furent tentés pour amener les partis hostiles à nommer des délégués chargés de rédiger une constitution d'État, leur laissant ensuite le soin de décider par le suffrage universel si le Kansas serait un État libre ou un État à esclaves. Le parti insurgé refusa de voter sur les deux points, de peur que cela ne pût être considéré comme impliquant de sa part une reconnaissance du gouvernement territorial établi par le Congrès. Toutefois un meilleur esprit sembla prévaloir peu de temps après, et les deux partis se rencontrèrent face à face dans la troisième élection, qui eut lieu le premier lundi de janvier 1858 pour faire choix des membres de la législature et des fonctionnaires d'État, sous la Constitution de Lecompton. Le résultat fut le triomphe au scrutin du parti anti-esclavagiste. Cette décision du scrutin prouva clairement que ce parti était en majorité et dissipa le danger de la guerre civile. A compter de cette époque, nous avons peu ou point entendu parler du gouvernement de Topeka, et toutes les craintes sérieuses de troubles révolutionnaires au Kansas se sont alors évanouies.

La Constitution de Lecompton, qui avait été ainsi reconnue à cette élection d'État par les votes des deux partis politiques au Kansas, me fut transmise avec prière de la présenter au Congrès. Je n'aurais pu refuser de le faire sans violer mes plus sincères et mes plus fortes convictions du devoir. La Constitution et tous les débats qui avaient précédé et suivi sa formation étaient loyaux et réguliers. J'ai cru alors, et l'expérience l'a prouvé depuis, que les intérêts du peuple du Kansas eussent été mieux compris en admettant ce territoire comme un État dans l'Union, considérant surtout que la majorité de ses habitants, dans un court espace de temps, aurait pu amender ladite Constitution, selon sa volonté et son bon plaisir. S'il y avait eu fraude dans l'une ou même dans toutes les délibérations, ce n'était pas au Président, mais au Congrès d'examiner la position, de la résoudre et d'en déduire les conséquences. Si dans les premières élections, la majorité avait refusé de voter, on ne pouvait pas prétendre que ce refus d'exercer la franchise électorale pût invalider une élection

loyale, faite sous les auspices des autorités constituées, cette majorité n'eût-elle même pas subsequmment voté à la troisième élection. Il est vrai que toute la Constitution n'avait pas été soumise au peuple, ainsi que je l'avais toujours désiré; mais les précédents d'États admis dans l'Union sans cette formalité sont nombreux.

Il n'entre pas présentement dans mon idée de passer en revue les délibérations du Congrès, relativement à la Constitution de Lecompton. Il me suffira de faire observer que son action finale a dissipé les derniers vestiges sérieux de troubles révolutionnaires. La bande criminelle qui s'est récemment assemblée sous les ordres d'un bandit notoire pour résister à l'exécution des lois et piller les citoyens paisibles, dans la partie sud du territoire sera, je n'en doute pas, promptement vaincue et remise aux mains de la justice.

Si j'avais traité la Constitution de Lecompton comme une nullité et refusé de la transmettre au Congrès, il n'est pas difficile d'imaginer, en se rappelant l'état du pays à cette époque, quelles auraient été les conséquences désastreuses d'un tel oubli de devoir de la part de l'exécutif, tant en dedans qu'en dehors du territoire.

La paix a été aussi rétablie dans le territoire de l'Utah, qui, au début de mon administration, se trouvait en état de rébellion ouverte. La situation était d'autant plus dangereuse que le peuple de ce territoire, animé d'un esprit fanatique et retranché dans ses montagnes, eût pu faire une longue et formidable résistance. Coûte que coûte, il fallait le ramener à l'obéissance envers la Constitution et les lois. La saine politique aussi bien que des motifs d'humanité demandaient donc que le but fût atteint sans effusion de sang. On ne pouvait y arriver qu'en envoyant dans le territoire une force militaire assez considérable pour prouver à ses habitants que toute résistance serait sans espoir, et pour leur offrir en même temps le pardon des offenses passées, à condition qu'ils se soumettraient immédiatement au gouvernement. Cette politique a été mise en pratique avec un plein succès, et la seule cause de regret est qu'elle ait occasionné une grande dépense, pour envoyer un fort détachement de l'armée dans cette région éloignée et pourvoir à sa subsistance. L'Utah est aujourd'hui comparativement tranquille et pacifique, et les forces militaires en ont été retirées, sauf les hommes nécessaires pour tenir en respect les Indiens et pour protéger les trains d'émigrants dans leur trajet vers nos possessions du Pacifique.

Finances.

Dans mon premier message annuel, je promettais d'employer mes meilleurs efforts, en coopération avec le Congrès, pour restreindre les dépenses du gouvernement dans les limites d'une sage et judicieuse

économie. Un trésor trop plein avait produit des habitudes de prodigalité et d'extravagance qui ne pouvaient être réprimées que graduellement. Cette œuvre demandait à la fois du temps et de la patience. Je me suis appliqué moi-même diligemment à cette tâche dès le commencement, et j'y ai été aidé par les efforts habiles et énergiques des chefs des différents départements exécutifs. Le résultat de nos travaux dans cette bonne intention n'a pas apparu dans le total de nos dépenses des deux premières années, principalement en raison des frais extraordinaires nécessairement occasionnés par l'expédition d'Utah, et du chiffre très-considérable des frais accidentels du Congrès pendant cette période.

Ces frais dépassaient de beaucoup les appointements et les frais de route des membres. Pour l'année finissant au 30 juin 1858, tandis que les appointements et les frais de route s'élevaient à 1 490 214 dollars, les dépenses imprévues montaient à 2 093 309 dollars 79 cents; pour l'année finissant au 30 juin 1859, tandis que les appointements et les frais de route étaient de 859 093 dollars 66 cents, les dépenses imprévues se sont élevées à 1 431 565 dollars 78 cents. Je suis cependant heureux néanmoins de pouvoir vous annoncer que, durant la dernière année fiscale, finissant au 30 juin 1860, les dépenses totales du gouvernement, dans toutes ses branches, — législative, exécutive et judiciaire, la dette publique non comprise, ont été réduites à la somme de 55 402 465 dollars 41 cents. Ce résultat est prouvé d'une manière concluante par les registres du Trésor.

Pour l'année finissant au 30 juin 1858, les dépenses totales, la dette publique non comprise, s'élevaient à 71 901 129 dollars 77 cents, et celles de l'année finissant le 30 juin 1859 étaient de 66 346 226 dollars 13 cents. Bien que les livres du Trésor démontrent un déboursé actuel de 59 848 474 dollars 72 cents pour l'année finissant au 30 juin 1860 (y compris 1 040 667 dollars 71 cents pour les dépenses imprévues du Congrès), il faut déduire de ce total une somme de 4 296 009 dollars 26 cents, avec 150 000 dollars d'intérêts alloués par la loi du 15 février 1860, « à l'effet de faire face au déficit dans les revenus et de pourvoir aux dépenses du département des postes pour l'année finissant au 30 juin 1859. » Cette somme, par conséquent, qu'il faut à juste titre mettre au compte de l'année 1859, doit être réduite du chiffre de 59 848 474 dollars 72 cents, afin de constater les dépenses réelles de l'année finissant au 30 juin 1860, ce qui laisse pour le budget de cette année un chiffre de 55 402 465 dollars 46 cents. Les intérêts sur la dette publique, y compris les bons du Trésor pour la même année fiscale finissant au 30 juin 1860, s'élèvent à 3 177 314 dollars 62 cents, qui, ajoutés à la somme susdite de 55 402 465 dollars 46 cents, forment un total de 58 579 780 dollars 8 cents.

Pour être juste, je dois observer que plusieurs estimations des départements pour l'année finissant le 30 juin 1860 ont été réduites par le Congrès au-dessous de ce que l'on jugeait et juge encore compatible avec l'intérêt public. Accordant une marge libérale de 2 500 000 dollars pour cette réduction et pour d'autres causes, on peut assurer avec certitude que la somme de 61 000 000 de dollars, ou au plus de 62 000 000, est amplement suffisante pour administrer le gouvernement et payer les intérêts de la dette publique, à moins que des événements imprévus ne doivent plus tard rendre nécessaires des dépenses extraordinaires.

Ce résultat a été atteint, dans une mesure considérable, par le soin qu'ont apporté les différents départements à la conclusion des contrats publics. Je ne suis jamais intervenu personnellement dans la concession d'aucun contrat semblable, excepté dans un seul cas, avec la Société de colonisation, jugeant convenable de laisser dans chaque cas toute la responsabilité au chef du département, avec l'instruction générale que ces contrats doivent toujours être concédés au plus bas et meilleur enchérisseur. J'ai toujours été de l'opinion que les contrats publics ne sont pas une source légitime de patronage à conférer à des amis personnels ou politiques; mais que, dans tous les cas semblables, un fonctionnaire public est tenu d'agir pour le gouvernement comme un individu prudent agirait pour lui-même.

Traite des nègres d'Afrique, etc.

C'est avec une grande satisfaction que je communique le fait que depuis la date de mon dernier message annuel, pas un seul esclave n'a été importé aux États-Unis en violation des lois prohibant la traite des esclaves africains. Ce rapport est fondé sur un examen et une investigation à fond du sujet. A vrai dire, l'esprit qui prévalait il y a quelque temps parmi une partie de nos concitoyens en faveur de ce trafic paraît avoir disparu entièrement.

J'ai également à vous féliciter sur le sentiment public qui existe actuellement contre le crime de mettre sur pied des expéditions militaires dans les limites des États-Unis, pour aller de là faire la guerre aux populations d'États inoffensifs avec lesquels nous sommes en paix. Sous ce rapport, un changement heureux s'est effectué depuis le commencement de mon administration. Ce doit sûrement être la prière de chaque chrétien et patriote, que de semblables expéditions ne puissent plus jamais recevoir d'encouragements dans notre pays ou partir de nos côtes.

Ce serait une répétition inutile de faire plus que de m'en référer avec une insistance pressante à ma précédente recommandation en faveur du chemin de fer du Pacifique, de la concession au président

d'employer les forces navales dans le voisinage pour la protection de la vie et des propriétés de nos concitoyens passant en transit sur les différentes routes de l'Amérique centrale, contre les tentatives et déprédations soudaines et déloyales; et également pour protéger les navires marchands américains, leurs équipages et cargaisons contre toute saisie et confiscation violente et illégale dans les ports du Mexique et des républiques de l'Amérique du Sud, quand elles peuvent se trouver dans un état de troubles et de révolution. C'est mon inébranlable conviction que, sans un semblable pouvoir, nous ne pourrions accorder à ceux qui sont engagés dans le commerce du pays la protection qu'ils ont le droit de demander.

Élection des membres du Congrès.

Je recommande de nouveau au Congrès la passation d'une loi conforme aux prescriptions de la constitution, assignant un jour fixe, avant le 4 mars de chaque année impaire, pour l'élection des représentants pour tous les États-Unis. Un pouvoir semblable a déjà été exercé, avec approbation générale, dans la fixation du même jour dans tous les États-Unis, pour l'élection des électeurs du président et du vice-président des États-Unis. Mon attention a été sérieusement appelée sur ce sujet par le fait que le trente-cinquième Congrès s'est clos le 3 mars 1859 sans pourvoir aux allocations nécessaires pour le service du département postal. J'ai été forcé alors de chercher le meilleur remède à cette omission, et un appel immédiat du présent Congrès était le recours naturel. Mais en m'informant néanmoins, je m'assurai que sur les trente-trois États composant la Confédération, quinze se trouvaient sans représentants, et que conséquemment ces quinze États seraient privés de leurs droits par une convocation. Ces quinze États seraient dans la même condition le 4 mars prochain. Dix d'entre eux ne pouvaient pas élire de représentants, conformément aux lois d'État existantes, jusqu'à différentes périodes s'étendant du commencement d'août prochain jusqu'aux mois d'octobre et de novembre.

Dans mon dernier message, j'ai averti que, dans un cas de danger soudain et alarmant, le salut de nos institutions pouvait dépendre du pouvoir du Président d'assembler immédiatement un Congrès complet pour faire face aux circonstances.

Tarif.

Il est maintenant tout à fait évident que les nécessités financières du gouvernement demanderont une modification du tarif durant la présente session, dans le but d'augmenter le revenu. A cet égard, je désire réitérer la recommandation contenue dans mes deux derniers mes-

sages annuels, en faveur des droits spécifiques au lieu des droits *ad valorem*, sur tous les articles importés auxquels on peut consciencieusement les appliquer. Je suis convaincu, par expérience et par une longue observation, que les droits spécifiques sont nécessaires, tant pour protéger le revenu que pour associer à nos intérêts manufacturiers la somme d'encouragement indirect qui résulte inévitablement d'un tarif de douane.

Comme proposition abstraite, on peut admettre que les droits *ad valorem* seraient, en théorie, les plus justes et les plus égaux. Mais si notre expérience, jointe à celle de toutes les autres nations commerciales, a démontré que de tels droits ne peuvent pas être fixés et recouvrés sans de grandes fraudes sur le revenu, il est alors sage d'adopter les droits spécifiques. Ce doit être le résultat, en pesant la nature même du droit *ad valorem*, dont l'inévitable conséquence est de laisser entrer des marchandises étrangères à un taux au-dessous de leur valeur réelle. Le Trésor, conséquemment, perd le droit sur la différence entre la valeur fictive et la valeur réelle, et se trouve lésé d'autant.

Les tentations que les droits *ad valorem* présentent à l'importateur déloyal sont irrésistibles. Son but est de faire passer ses marchandises à la douane en les évaluant au plus bas, de façon cependant à ne pas les exposer à la confiscation. En cela, il réussit trop souvent, malgré la vigilance des fonctionnaires fédéraux. De là, la production de fausses factures, l'une pour l'acheteur, l'autre pour la douane; de là les autres expédients pour léser le gouvernement. L'importateur honnête produit sa facture au percepteur, déclarant le prix auquel il a acheté l'article. Il n'en est pas de même de l'importateur déloyal et de l'agent des manufactures étrangères. Ici l'on peut remarquer qu'une très-grande partie des produits importés est consignée pour la vente à des négociants-commissionnaires qui jouent le rôle de simples agents des fabricants. Dans des cas pareils, il n'y a pas eu de vente réelle effectuée sur laquelle on puisse fixer la valeur de la marchandise. Le fabricant étranger, s'il est déloyal, prépare sa facture, non pas en donnant à ses produits leur vrai prix, mais en les fixant au plus bas, de manière toutefois à échapper à la saisie. De cette façon, l'importateur déloyal et le fabricant étranger jouissent d'un avantage décidé sur le négociant honnête. Ils peuvent ainsi vendre à meilleur compte et chasser du marché le commerçant intègre. De fait, la pratique de ce système a déjà éloigné des travaux du commerce honorable un grand nombre de ces négociants consciencieux dont la probité, reconnue dans tout l'univers, est la gloire de notre pays.

On trouvera le remède à ces maux dans les droits spécifiques, en tant qu'ils sont praticables. Ils rendent inutile à la douane toute en-

quête sur le coût réel et la valeur de l'article, et ils font entrer en caisse le montant exact du droit antérieurement fixé par la loi. Ils n'offrent point de tentations aux estimateurs de marchandises étrangères, qui, recevant de petits appointements, peuvent dans certains cas se rendre indépendants en cotant des produits au-dessous de leur prix.

En outre, les droits spécifiques sont plus conformes à l'esprit de la constitution qui dit « qu'aucune préférence ne sera donnée par un règlement quelconque de commerce ou de douane aux ports d'un État, au préjudice de ceux d'un autre. » Sous notre système *ad valorem*, de telles préférences sont jusqu'à un certain point inévitables, et des plaintes ont été souvent adressées que la lettre de cette clause de la constitution avait été violée par une estimation moindre de la même marchandise dans un port que dans l'autre.

Une impression qui prévaut assez généralement est que les droits spécifiques sont nécessairement des droits protecteurs. Rien de plus erroné. La Grande-Bretagne se fait gloire de son libre échange, et cependant tous ses revenus d'importation sont actuellement recouvrés d'après le système des droits spécifiques. A ce sujet, un fait frappant, c'est que dans le traité de commerce du 23 janvier 1860, entre la France et l'Angleterre, un des articles dit que les droits *ad valorem* qu'il impose seront convertis en droits spécifiques dans six mois, à dater de la signature du traité, et que ces droits seront fixés en prenant la moyenne des prix payés durant les six mois qui ont précédé cette époque. Le contraire de la proposition serait plus près de la vérité, parce qu'un montant de revenus plus considérable serait perçu en convertissant simplement les droits *ad valorem* d'un tarif en droits spécifiques équivalents. Le revenu serait ainsi augmenté et le droit spécifique pourrait être diminué dans la même proportion.

Les droits spécifiques assureraient aux fabricants américains la protection incidentelle à laquelle ils ont loyalement droit sans un tarif de douane, ce à quoi certainement personne n'aurait d'objection. Les auteurs du tarif actuel ont été plus loin, et, avec un esprit libéral, ont fait des distinctions en faveur de branches considérables et utiles de nos manufactures, non en élevant le taux des droits sur l'importation d'articles semblables provenant de l'étranger, mais, ce qui revient au même en effet, en admettant en franchise de droits les articles qui entrent dans la composition de leurs fabrications.

Sous le système actuel, il a été souvent remarqué avec justesse que cette protection incidentelle décroît quand le fabricant en aurait le plus besoin, et augmente quand elle lui est moins utile, constituant une échelle mobile qui fonctionne toujours contre lui. Les revenus du pays sont sujets à des fluctuations semblables. Au lieu d'approcher d'un chiffre constant, comme cela arriverait sous les droits spécifiques,

ils descendent et montent avec la baisse et la hausse des articles des pays étrangers. Il ne serait pas difficile au Congrès d'établir un système de droits spécifiques qui donnerait une stabilité additionnelle aussi bien à nos revenus qu'à nos manufactures, et cela sans atteintes ni injustice à aucun intérêt du pays. Elle pourrait être accomplie en s'assurant de la valeur moyenne d'un article donné pendant une série d'années, sur le lieu d'exportation, et en convertissant simplement le taux des droits *ad valorem* en ce qui pourra être jugé nécessaire pour les droits de douane, sous la forme de droits spécifiques. Un semblable arrangement ne porterait aucun préjudice au consommateur. S'il payait une plus grande somme de droits une année, cela serait compensé par un montant moindre l'année suivante, et, en fin de compte, le total serait le même.

Je désire appeler votre attention immédiate sur la condition présente du Trésor, si habilement et clairement exposée par le secrétaire dans son rapport au Congrès, et je recommande que des mesures soient promptement adoptées pour lui permettre de remplir ses pressantes obligations. Les autres recommandations du rapport méritent bien votre favorable considération.

Je transmets ci-joint au Congrès les rapports des secrétaires de la guerre, de la marine, de l'intérieur et du directeur général des postes. Les recommandations et suggestions qu'ils contiennent sont d'une haute valeur et méritent votre sérieuse attention.

Le rapport du directeur général des postes expose en détail les circonstances dans lesquelles Cornelius Vanderbilt, à ma demande, consentit, au mois de juillet dernier, à transporter les malles océaniques entre nos côtes de l'Atlantique et du Pacifique. S'il n'avait pas agi ainsi, cette importante communication aurait dû être suspendue au moins pendant une saison. Le directeur général des postes n'a pas le pouvoir de lui accorder aucune autre compensation que les taxes de port sur les malles qu'il peut transporter. On savait à ce moment que ces taxes seraient loin de former une compensation suffisante et de représenter la somme que le même service a précédemment coûtée au gouvernement. M. Vanderbilt, dans un sentiment louable, a consenti à s'en remettre à la justice du Congrès pour combler le déficit, et je recommande en conséquence qu'une allocation soit accordée dans ce but.

Je serais grandement injuste vis-à-vis de l'attorney général si j'omettais de mentionner ses services distingués dans les mesures adoptées et suivies par lui pour la défense du gouvernement contre des réclamations de concessions nombreuses et mal fondées de terre en Californie, qui étaient censées avoir été faites par le gouvernement mexicain avant le traité de cession. L'opposition heureuse à ces récla-

mations a sauvé aux États-Unis en propriétés publiques une valeur de bien des millions de dollars, et aux individus détenteurs de titres du gouvernement au moins un montant égal.

Il m'a été représenté de sources que je crois dignes de confiance que les habitants des différentes parties du Kansas sont presque réduits à un état de famine par suite du manque presque total de leurs récoltes, pendant que les moissons, dans d'autres portions du pays, ont été abondantes. La perspective qui s'offre à eux pour l'hiver prochain est bien faite pour exciter les sympathies de tous les cœurs. Le dénûment paraît être si général, qu'il ne saurait être soulagé par des contributions particulières, et la population se trouve dans un tel état d'indigence, qu'elle ne peut même pas s'acheter les choses nécessaires à la vie. Je sou mets ce sujet au Congrès. Si quelque mesure constitutionnelle de secours peut être prise, je vous recommande son adoption.

Je recommande cordialement à votre considération favorable les intérêts de la population de ce district. Elle a éminemment et spécialement droit à vos égards, puisque, différente en cela du peuple des États, elle ne peut en appeler à aucun gouvernement qu'à celui de l'Union.

Coup d'œil rétrospectif.

Lorsque je pris possession des fonctions présidentielles, l'aspect de nos affaires extérieures, aussi bien qu'intérieures, n'avait rien de satisfaisant. Nous nous trouvions enveloppés dans des complications dangereuses avec plusieurs nations, et deux de nos territoires étaient en état de révolution contre le gouvernement. Le rétablissement de la traite avait de nombreux et puissants avocats. Des expéditions militaires illégales étaient encouragées par nombre de nos citoyens et pouvaient, au défi des efforts du gouvernement, quitter nos rivages pour aller porter la guerre chez les populations inoffensives de républiques voisines avec lesquelles nous étions en paix. En outre de ces difficultés et d'autres encore, nous éprouvâmes, peu après mon arrivée au pouvoir, une révolulsion monétaire d'une violence sans exemple, et qui eut de ruineuses conséquences pour tous les grands intérêts du pays. En jetant un coup d'œil rétrospectif sur ce qu'était alors notre situation, pour la mettre en regard avec notre prospérité matérielle au moment de la dernière élection présidentielle, nous trouvons des motifs surabondants de rendre grâce à cette bienfaisante Providence qui n'a jamais abandonné la nation dans ses épreuves passées.

JAMES BUCHANAN.

Washington City, le 3 décembre 1860.

Acte pour dissoudre l'union entre l'État de la Caroline du Sud et les autres États unis ensemble par un pacte intitulé « la Constitution des États-Unis d'Amérique. »

Nous, peuple de l'État de la Caroline du Sud, assemblé en Convention, nous déclarons et ordonnons que l'acte adopté par nous en Convention le 22 mai de l'année 1788, par lequel nous avons ratifié la Constitution des États-Unis d'Amérique, et qu'aussi tous actes de l'assemblée générale de l'État qui ratifient les amendements à ladite Constitution, sont abrogés, et que l'union entre la Caroline du Sud et les autres États connus sous le nom d'États-Unis d'Amérique est dissoute.

20 décembre 1860.

Proclamation du gouverneur de la Caroline du Sud.

Son Excellence Francis W. Pickens, gouverneur et commandant en chef de l'État de la Caroline du Sud.

Attendu que le brave peuple de cet État assemblé en Convention, par une ordonnance unanimement adoptée et ratifiée, le vingtième jour de décembre, en l'année de Notre-Seigneur 1860, a abrogé une ordonnance du peuple de cet État, adopté le vingtième jour de mai, en l'année de Notre-Seigneur 1788, et a par là dissous l'union entre l'État de la Caroline du Sud et d'autres États sous le nom des États-Unis d'Amérique, moi, comme gouverneur et commandant en chef de l'État de la Caroline du Sud, en vertu de l'autorité dont je suis investi, je proclame en conséquence par la présente, en face du monde, que cet État est et a le droit d'être un État séparé, souverain, libre et indépendant, et que, comme tel aussi, il a le droit de faire la guerre, de conclure la paix, de négocier des traités, des ligues ou des conventions, et de faire tous actes quelconques appartenant légitimement à un État libre et indépendant.

Donné sous mon seing et le sceau de cet État, à Charleston, le vingt-quatrième jour de décembre, en l'année de Notre-Seigneur 1860, et en la quatre-vingt-cinquième de l'indépendance de la Caroline du Sud.

F. W. PICKENS.

PRINCIPAUTÉS UNIES.

Discours du Prince Souverain Alexandre-Jean¹ à l'ouverture de la Chambre des députés, à Bucharest, le 11 décembre 1860.

Messieurs les députés,

A l'occasion du voyage que j'ai fait à Constantinople, j'ai acquis la conviction que, plus que jamais, la Roumanie peut compter sur les sympathies de la Sublime-Porte et des puissances garantes.

Soyons énergiques, fortifions notre pays, inspirons de la confiance à l'Europe, et l'avenir, même un avenir prochain, se chargera de la réalisation de tous nos vœux et de nos besoins légitimes.

Dans le court intervalle depuis la clôture de votre dernière session, mon gouvernement a mis à exécution la plupart des lois votées par l'assemblée et sanctionnées par nous.

Nous sommes dans la première année de notre réorganisation intérieure, et nous avons eu des difficultés multiples à surmonter ; j'espère que vous tiendrez compte à mon gouvernement de ces difficultés, dont la plus grande a été celle d'initier le pays à un système de contributions basé sur le principe de l'égalité.

Messieurs les députés ! Une série de projets élaborés par la commission centrale sont prêts à vous être présentés ; quelques-uns d'entre eux vous ont déjà été envoyés pendant la dernière session. De ces projets, celui qui doit avant tout faire l'objet de vos délibérations, est celui qui a trait à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires terriens avec les cultivateurs ; cette question, ayant en vue l'amélioration de l'état des paysans, est d'un intérêt vital, majeur pour nous et réclame, avec urgence, votre plus scrupuleuse attention.

Il y a encore une réforme pour laquelle mon gouvernement demandera bientôt votre coopération, c'est, Messieurs, la réforme électorale, afin que la Chambre puisse représenter plus complètement les intérêts du pays.

Messieurs les députés, une expérience de deux années vous a convaincus, je crois, ainsi que le pays et moi-même, que nous devons oublier les luttes du passé, bannir de nos rangs l'esprit de parti et nous donner tous franchement la main pour nous occuper de la réorganisation du pays.

1. Elu par l'assemblée électorale de la Moldavie 5/17 janvier 1859, et de la Valachie, 24 janvier (5 février) 1859.

Le temps des faits est arrivé et principalement celui de l'application sincère de l'article 46 de la Convention, car c'est sur cet article que repose tout l'avenir national et social de la patrie.

Mettez-vous donc sérieusement à l'œuvre.

Quant à moi, Messieurs les députés, je vous promets tout mon concours; la cause du pays n'est-elle pas aussi la mienne? Puis-je réclamer l'affection de mes concitoyens et une page dans les annales roumaines, autrement qu'en employant toute ma volonté et toutes mes forces au développement et au bonheur de mon pays?

Ne perdez pas de vue, Messieurs les députés, que plus une nation développe ses forces à l'intérieur avec calme et énergie, plus elle est forte et respectée à l'extérieur.

On doit regretter que sur quelques points du pays, le respect qui est dû aux lois ait été enfreint; mais grâce à l'énergie déployée par les autorités locales, grâce au courage de notre jeune armée, qui a fait partout son devoir, la tranquillité a été aussitôt rétablie.

A cette époque de transition difficile pour nous, je vous promets, Messieurs, le maintien de l'ordre matériel, et je suis convaincu que vous me prêterez tout votre concours en fortifiant mon gouvernement et en vous occupant sérieusement de toutes les mesures propres à assurer la prospérité du pays.

En vous adressant ces paroles, j'accomplis un devoir sacré.

J'ai la conscience de ma mission et je sais et n'oublierai jamais que je représente le principe de l'union; la réalisation de ce principe salutaire dépend principalement du patriotisme, de la concorde et de la prudence politique de tous les corps de l'État, comme aussi de l'esprit d'ordre, de paix et de progrès réel dont tous doivent être animés et qui doit présider à tout.

Que Dieu bénisse vos travaux!

La session de l'assemblée est ouverte.

ALEXANDRE-JEAN.

**Allocution du prince Alexandre-Jean aux ministres,
le 23 décembre 1860.**

Messieurs les ministres, je crois que des recherches suffisantes ont été faites sur les troubles qui ont eu lieu dans le pays pour qu'on puisse les communiquer à la Chambre. Faites-lui, en même temps, part de l'arrivée de quelques bâtiments chargés d'armes dans un de nos ports. Dites à cette occasion que nous sommes décidés à maintenir la neutralité de notre territoire et à la faire respecter partout;

nous avons voulu que la terre roumaine fût une terre hospitalière comme au temps de nos aïeux : nous empêcherons les agglomérations d'hommes qui pourraient troubler la tranquillité intérieure et compromettre notre neutralité, sans cependant les renvoyer dans les pays où ils sont peut-être sous le coup d'une condamnation pour des délits politiques, et sans montrer par des actes notre sympathie ou notre antipathie.

Nous sommes décidés à maintenir l'ordre pour tous et pour toutes choses, car dans l'ordre seul se trouve notre salut. Notre drapeau sera donc celui de la neutralité, et tous nos efforts auront pour but de la faire respecter.

Monsieur le président, prévenez la Chambre qu'elle sera appelée à prendre des mesures dans le but de faire respecter la neutralité de notre territoire par quiconque voudrait la violer.

Notre pays est en suspens. Vous savez tout ce qui se passe en Europe. Les Hongrois ont cru que le moment favorable était arrivé pour reconquérir à leur tour leur nationalité, et que notre pays pouvait servir de base à leurs opérations. Nous sommes neutres, et sous aucun prétexte nous ne pouvons souffrir de pareilles entreprises, car nous n'aurions plus le droit de prétendre que notre neutralité fût respectée. Cette neutralité est le meilleur gage que nous puissions donner à la Cour suzeraine et aux puissances garantes.

Ensuite Son Altesse s'est adressée à M. le ministre de la guerre, à peu près en ces termes : Monsieur le général, complétez vos cadres, c'est-à-dire complétez vos régiments. Nous vous avons dit de proposer au conseil une somme pour les équipements, et s'il est nécessaire dépassez cette somme sans crainte, car la Chambre nous a donné assez de preuves de bon vouloir pour que nous ayons le droit de ne pas douter de son concours dans ce cas. Soyons prêts, car vous savez que toutes les fois que l'étranger a occupé notre pays, c'est parce que nous ne l'étions pas.

Aujourd'hui, le pays possède un drapeau national ; les Roumains se rassembleront autour de ce drapeau, car ce sont eux qui l'ont illustré par les votes des 5 et 24 janvier.

Discours de M. Cogalniceano, président du conseil des ministres de Moldavie, dans la séance du 17/29 décembre 1860 de l'assemblée de Jassy.

Messieurs les députés, la déclaration faite à l'Assemblée de Bukharest par mon collègue le président de l'autre côté du Milkov, m'auto-

rise à faire également ici la profession de foi du gouvernement en ce qui concerne sa politique extérieure. En présence des bruits de tout genre qui, au dedans comme au dehors, se répandent au sujet de notre prétendue participation aux questions soulevées à l'étranger, il est du devoir des ministres d'exposer devant vous, messieurs, d'exposer devant le pays, franchement et loyalement, la ligne de conduite que le gouvernement entend suivre dans le présent comme dans l'avenir. Cette ligne de conduite se base sur la politique séculaire des principautés roumaines, politique proclamée de la façon la plus solennelle et la plus unanime par les Assemblées nationales de 1857, et qui se résume en deux mots : *Neutralité, hospitalité*.

Son Altesse le prince Alexandre-Jean ne saurait oublier qu'il a été membre lui-même de ces grandes et mémorables assemblées.

Le gouvernement de Son Altesse professe donc et soutient cette politique, comme seule convenable à la Roumanie. Nous voulons être maîtres chez nous ; nous ne donnerons pas aux étrangers le droit de s'immiscer dans nos affaires, car nous ne nous mêlerons pas des leurs.

Nous voulons que le sol roumain continue d'être un sol hospitalier. Tout étranger, repoussé de son pays par les événements politiques, trouvera dans notre patrie, tant qu'il restera soumis aux lois, tant qu'il ne prendra point part aux menées révolutionnaires, un asile inviolable. Ce n'est pas à la Roumanie de renier jamais ce grand principe d'humanité ; car, ainsi que nos pères, nous avons nous-mêmes, et plus d'une fois, trouvé refuge sur la terre étrangère. Donc, en accueillant parmi nous ceux qui implorent notre hospitalité, nous ne faisons autre chose que d'acquitter une dette de reconnaissance.

Après cette profession de foi, permettez-moi, Messieurs, de vous faire connaître les circonstances qui ont donné lieu à certains bruits et même à certaines accusations contre le gouvernement.

Il y a quelques jours, à l'insu du gouvernement et pour une destination inconnue, cinq navires, sous pavillon italien, se sont présentés à l'embouchure du Danube devant Soulina. Ils étaient chargés d'armes de guerre. Trois de ces navires ont été saisis par les autorités ottomanes ; ils ont débarqué à Galatz des caisses remplies d'armes.

Ces armes ont été aussitôt séquestrées par le gouvernement comme contrebande de guerre. Elles sont en notre possession dans la caserne de Galatz, sous la garde du 4^e régiment.

Presque en même temps, un certain nombre de Hongrois, venus de l'autre côté des Carpathes, et dont quelques-uns appartenaient à des familles distinguées, pénétraient dans les Principautés.

De là le bruit que le pays était envahi par des milliers de Hongrois, et, de plus, que notre gouvernement avait l'intention d'en former des

légions, Cela est faux, de toute fausseté. Il n'est pas entré en Moldavie, dans ces derniers temps, plus d'une soixantaine de Hongrois, dont trente-cinq environ par Bakaù, trois par Piatra, trois par Fokchani, et par d'autres points une vingtaine aujourd'hui concentrés à Galatz.

On nous a demandé leur extradition; mais à cela, Messieurs, nous ne consentirons jamais. Ces étrangers sont des réfugiés politiques, ils sont nos hôtes; nous les regarderons et nous les traiterons comme tels. C'est pour nous un devoir d'hospitalité, un devoir de reconnaissance; car leurs pères ont aussi et souvent donné asile à nos pères dans ces jours de malheur où les persécutions politiques et les invasions de l'ennemi les réduisaient à franchir les Carpathes.

Mais pour ne point soulever de conflit entre nous et l'Autriche, pour donner à cette puissance une preuve signalée du désir que nous avons de maintenir nos relations de bon voisinage, nous avons engagé ces Hongrois à quitter le pays. Ce conseil a été accepté, et nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour faciliter leur départ. Ils s'embarqueront à Galatz dans deux ou trois jours.

En même temps nous avons pris des mesures pour renforcer autant que possible la garde de cette frontière des Carpathes si difficile à garder. Nous avons, non-seulement doublé les piquets, mais encore appelé le secours de nos chasseurs des montagnes. Nous avons fait cela, Messieurs, par le sincère désir de prouver au gouvernement impérial d'Autriche, sous toutes les garanties possibles, que nous n'entendons nous immiscer dans ses affaires ni directement ni indirectement.

Pour me résumer, Messieurs les députés, je vous dirai que toute la politique du gouvernement de Son Altesse le prince Alexandre-Jean est guidée par le principe suivant : Nous voulons que la terre roumaine soit une terre neutre et en même temps une terre d'hospitalité. Cette politique, Messieurs, nous l'avons reçue en héritage de nos aïeux, et, fût-ce au prix de tous les sacrifices, nous la transmettrons à nos descendants.

PRUSSE.

**Discours prononcé par le Prince-régent à la séance d'ouverture
de la session des Chambres, le 20 octobre 1858¹.**

Messieurs,

C'est avec une douloureuse émotion, mais avec une ferme confiance, que je me présente au milieu de vous. La grave maladie qui, depuis plus d'un an, a atteint le Roi notre auguste maître, a suivi son cours par la volonté impénétrable de la Providence et malgré les prières de son peuple fidèle. Par suite de cet état et de la recommandation des médecins qui lui ont prescrit un long séjour à l'étranger, mon royal frère a jugé à propos de m'appeler à prendre la régence, jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de le remettre en état d'exercer de nouveau le pouvoir royal, ce que mes vœux et mes prières, j'en prends Dieu à témoin, invoqueront sans relâche.

Le fait que Sa Majesté le Roi m'a, dans sa sagesse et sa prévoyance pour le bonheur du pays, convié lui-même à prendre la régence, est pour moi le motif d'une tranquillité parfaite. En conséquence de cette auguste manifestation de volonté, et eu égard aux circonstances et aux lois du pays, j'ai assumé la responsabilité et le lourd fardeau de la régence, avec la ferme intention de faire par la suite tout ce qu'exigent de moi la Constitution du pays et les lois.

1. Le prince de Prusse a été chargé de la régence par rescrit royal du 7 octobre 1858; il l'a acceptée le 9 octobre par rescrit adressé au ministère d'État. Les deux rescrits ont été sanctionnées par le vote unanime des deux Chambres convoquées en session extraordinaire pour le 20 octobre; le 26 du même mois le Prince-régent a prêté le serment requis par l'article 58 de la Constitution.

Antérieurement à la régence l'état de maladie du roi avait rendu, dès la fin de 1857, nécessaires des délégations royales renouvelées de trois mois en trois mois.

Cet état de choses avait soulevé la question de savoir si le prince de Prusse ne devait pas prendre la régence en vertu de l'article 56 de la Constitution, ainsi conçu :

« Lorsque le Roi est mineur ou empêché autrement d'une manière durable de gouverner lui-même, l'agnat majeur (art. 53) le plus rapproché de la couronne prend la régence, »

La déclaration royale du 7 octobre trancha la difficulté de décider si cet article était applicable. Néanmoins, il fut pris en considération lors de l'établissement de la régence qui fut ainsi basée à la fois sur la déclaration du Roi et sur la Constitution. C'est ce qui résulte du message même du prince lu aux Chambres le 20 octobre, dans lequel le prince de Prusse considérait la régence comme un devoir envers Sa Majesté le Roi, « auquel nous sommes appelé par la position la plus rapprochée au trône qui nous a été accordée par la grâce de Dieu, et qui a trouvé aussi son expression dans l'article 56 de la Constitution. »

J'attends de vous, Messieurs, que de votre côté vous ferez la même chose.

Les documents relatifs à la régence vous seront soumis par un message spécial dans une séance commune des deux chambres, et vous recevrez tous les documents que vous demanderez.

Messieurs, plus le moment actuel peut paraître sombre, si l'on considère l'état persistant de la maladie de notre roi et maître, plus vous devez nous aider à porter haut le drapeau de la Prusse par l'accomplissement consciencieux de nos devoirs dans une mutuelle confiance et une complète union.

Je termine cette séance solennelle au cri qui naguère retentissait avec transport dans cette salle, au cri de « Vive le roi ! »

Réponse du roi Guillaume I^{er} à la députation du conseil municipal de Berlin, le 3 janvier 1861.

C'est un moment douloureux qui nous réunit de nouveau, et vous avez exprimé avec vérité les sentiments qui m'animent. La maison royale a été frappée de coups rudes ; ce dernier en est le plus sensible. Le roi a quitté le trône, ce roi qui a toujours eu, avec ses facultés éminentes d'esprit, le cœur le plus fervent pour le bonheur de son peuple. Dans les choses terrestres, la récompense ne s'obtient pas toujours ici-bas ; on le voit par les pénibles souffrances de mon frère. L'histoire est là pour prouver que les Hohenzollern ont toujours eu une vive affection pour le peuple et qu'ils se sont toujours identifiés avec lui. Vous avez déjà eu occasion de me connaître moi-même. Peut-être m'a-t-on autrefois méconnu, mais je vous assure, Messieurs, que j'ai toujours ressenti le même amour pour mon peuple. On ne doit pas me méconnaître. Je me suis déjà exprimé sur les principes de mon gouvernement en acceptant la régence le 9 octobre 1858. J'y resterai aussi attaché invariablement et inaltérablement pendant mon règne à venir.

J'accepte l'assurance que vous me donnez de vos sentiments de fidélité. Il pourra venir un temps où je vous les rappellerai ; car je compte sur le dévouement du peuple, qui déjà nous a relevé des situations difficiles. Bien des choses sont changées dans le courant des dernières années, et il se peut que tout n'ait pas été toujours bien fait. On ne voudra pas me faire dévier des principes que j'ai déjà professés et je vous donne l'assurance qu'avec un amour dévoué pour mon peuple, je persisterai dans mes principes. Je vous charge, Mes-

sieurs, de faire part de ce que je vous ai dit à vos concitoyens et je vous remercie pour les sentiments que vous venez de m'exprimer en leur nom.

Manifeste de Sa Majesté le roi Guillaume I^{er}.

A mon peuple!

Le roi Frédéric-Guillaume¹ repose au sein de Dieu. Il est sauvé des grandes souffrances qu'il supportait avec une pieuse résignation. Que Dieu veuille sécher dans sa grâce nos larmes, que fait couler un deuil légitime; la mémoire du défunt ne s'effacera ni dans mon cœur ni dans les vôtres.

Jamais cœur de roi n'a battu plus loyalement pour le bonheur de son peuple. L'esprit qui animait Sa Majesté notre père — le roi des héros, comme le nommait son royal fils que nous venons de perdre — lorsqu'il relevait le courage de son peuple après les années de malheur et le retrempait pour les combats auxquels mon défunt frère prit généreusement part, cet esprit fut pour le roi Frédéric-Guillaume un legs sacré qu'il sut cultiver fidèlement.

A toutes les nobles forces il donnait l'impulsion et en favorisait le développement. De sa libre main royale, il dota le pays d'institutions dont l'achèvement devait en accomplir les espérances. Lorsqu'une agitation funeste des esprits avait ébranlé toutes les bases du droit, Sa Majesté, mon frère, qui repose en Dieu, sut terminer la crise, rétablir, par une nouvelle création politique, le développement interrompu, et tracer les progrès des voies sûres.

Au roi qui a su fonder de si grandes choses, dont le mot célèbre : *moi et ma maison, nous voulons servir le Seigneur*, remplit aussi mon âme, appartient une place éminente dans la glorieuse série des souverains à qui la Prusse doit sa grandeur, et qui ont fait d'elle le symbole de l'esprit allemand.

1. Le roi Frédéric-Guillaume IV était né le 15 octobre 1795. Il succéda à son père le roi Frédéric-Guillaume III le 7 juin 1840; il épousa, le 29 novembre 1823, la reine Elisabeth-Louise, née le 13 novembre 1801, fille de feu Maximilien-Joseph, roi de Bavière.

Le roi Guillaume I^{er}, son frère, qui lui succède, est né le 22 mars 1797, il a épousé, le 11 juin 1829, la reine Marie-Louise-Catherine, née le 30 septembre 1811, fille de feu Charles-Frédéric, grand-duc de Saxe-Weimar.

Deux enfants sont issus de ce mariage :

Le prince Frédéric-Guillaume, né le 18 octobre 1831 et marié à la princesse royale d'Angleterre (née le 21 novembre 1840) le 25 janvier 1858;

Et la princesse Louise, née le 3 décembre 1838, mariée le 20 septembre 1856, au grand-duc régnant Frédéric de Bade.

Ce legs sacré de mes aïeux, qu'ils ont fondé et agrandi avec un soin infatigable, au moyen de toute leur force et aux dépens de leur vie, je le conserverai fidèlement.

C'est avec orgueil que je me vois entouré d'un peuple si brave et si dévoué, d'une armée aussi glorieuse. Ma main garantira le bien et le droit dans tous les degrés de la population, elle exercera une action protectrice et encourageante sur cette riche existence.

La destinée de la Prusse n'est pas de vivre de la jouissance des biens acquis. Dans l'application de ses forces intellectuelles et morales, dans la gravité et la sincérité de ses sentiments religieux, dans l'union de l'obéissance et de la liberté, dans l'agrandissement de sa force armée, reposent les conditions de sa puissance. Ce n'est qu'ainsi qu'elle peut maintenir son rang parmi les États de l'Europe.

Je tiens fermement aux traditions de ma maison, lorsque je me donne pour but d'élever et de fortifier l'esprit patriotique de mon peuple. Je veux établir et consolider le droit de l'État d'après son esprit historique, et maintenir les institutions que le roi Frédéric-Guillaume IV a créées.

Fidèle au serment que j'ai fait en prenant la régence, je défendrai la constitution et les lois du royaume. Puissé-je avec l'aide de Dieu réussir à conduire la Prusse à de nouvelles gloires!

Mes devoirs envers la Prusse concordent avec mes devoirs envers l'Allemagne. Comme prince allemand, je dois consolider la Prusse dans la position qu'elle doit occuper parmi les États allemands, à l'avantage de tous, en conséquence de son histoire glorieuse et de la belle organisation de son armée.

La confiance dans le repos de l'Europe est ébranlée. Je m'efforcerai de conserver le bonheur de la paix; cependant des dangers peuvent surgir pour la Prusse et l'Allemagne. Dans ce cas, puisse Dieu nous inspirer à moi et à mon peuple la confiance et le courage qui animèrent la Prusse dans ses grandes époques, et puisse ce peuple me soutenir, dans la voie que je suivrai, par son dévouement, son obéissance et sa persévérance. Puisse la bénédiction de Dieu faciliter la mission que ses décrets m'ont imposée!

7 janvier 1861.

Discours adressé par le roi Guillaume I^{er} aux généraux réunis, le 8 janvier, pour le recevoir à Berlin, à son retour de Potsdam.

Pour la première fois, aujourd'hui, je me trouve au milieu de vous comme votre généralissime (*kriegsherr*), et jamais je n'aurais cru que la Providence m'appellerait à remplir cette lourde tâche. Jamais je n'ai pensé à survivre à mon frère chéri, car, étant jeune, j'étais bien plus faible que lui, de sorte que, d'après les lois de la nature, mon avènement au trône de mes pères n'était guère présumable.

C'est pourquoi j'ai considéré toujours le service de l'armée prussienne comme étant la tâche de ma vie; c'est pourquoi je me suis dévoué de corps et d'âme à ce service, croyant ainsi mieux remplir les devoirs d'un prince prussien envers son roi et sa patrie.

Maintenant les décrets impénétrables de la Providence m'ont appelé au trône que mon unique devoir avait été jusqu'ici de défendre. C'est dans un temps périlleux que j'y monte et dans des éventualités de combats où peut-être, Messieurs, j'aurai besoin de tout votre dévouement. Si moi-même et les princes qui, comme moi, veulent la paix, nous ne réussissons pas à conjurer l'orage qui nous menace, il nous faudra réunir toutes nos forces pour lui résister.

Je me réjouis de voir à votre tête et en si bonne santé le maréchal Wrangel. Quant à vous, M. de Roon, mon cher ministre de la guerre, je ne vous ai pas couché sur un lit de roses, et vous aurez à lutter avec persévérance pour rendre l'armée ce qu'elle doit être pour l'avenir de la Prusse. Ne nous y trompons pas! Si nous ne réussissons pas à détourner la guerre, il nous faudra vaincre dans les combats si nous ne voulons pas être anéantis.

Décret d'amnistie de Sa Majesté le roi de Prusse.

Nous, GUILLAUME, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc.

Pour signaler notre avènement au trône par un acte d'amnistie, décrétons :

1^o Tous ceux qui jusqu'à ce jour ont été condamnés légalement par nos tribunaux civils pour crime de haute trahison, de trahison envers le pays, de crime de lèse-majesté ou offense envers un membre de la famille royale, ou par actes hostiles contre des États amis, ou encore

pour crimes ou délits concernant l'exercice des droits civils, ou pour les crimes et délits indiqués par les paragraphes 87 jusqu'à 93 inclusivement, et par les paragraphes 97 jusqu'à 103 inclusivement du Code pénal actuellement en vigueur comme rébellion contre le pouvoir de l'État et comme offense à l'ordre public, obtiennent remise soit faite des condamnations à mort ou à l'emprisonnement prononcées contre eux, ainsi que des amendes encore dûes et des arriérés des frais; l'exercice des droits civils leur est rendu, et la surveillance de la police est levée à leur égard.

2° Quant aux personnes qui, par suite d'un crime ou d'un délit compris dans le n° 1 et commis jusqu'à ce jour, pourraient être condamnées judiciairement par nos tribunaux civils, nous voulons attendre les rapports officiels qui nous seront faits à ce sujet par notre ministre de la justice.

3° De même, pour les personnes qui se sont soustraites par la fuite à une instruction judiciaire ou à un jugement par suite d'un crime ou un délit spécifié dans le n° 1, des propositions en grâce nous seront présentées par notre ministre de la justice, si ces personnes font usage de l'autorisation qui leur est ici accordée de rentrer dans nos États.

4° En outre, quant aux personnes qui, par suite de crimes ou de délits commis jusqu'à ce jour et spécifiés plus haut, ont déjà été condamnées légalement (n° 1) ou pourraient l'être encore (n° 2) par les tribunaux militaires, ou qui se sont soustraites par la fuite à une instruction judiciaire ou à un jugement, et pourraient être condamnées par les tribunaux militaires (n° 3), nous réservons les mesures ultérieures à prendre sur le rapport qui nous sera fait par notre département de la justice militaire, dans le cas où ces personnes invoqueraient notre clémence.

Nous voulons encore :

5° Entendre les propositions de notre ministère d'État pour les autres grâces à accorder au sujet d'autres actes coupables, qui ne sont pas compris dans le présent décret.

Notre ministère d'État est chargé de la publication immédiate et de l'exécution du présent décret d'amnistie.

Berlin, 12 janvier 1861.

GUILLAUME.

Prince DE HOHENZOLLERN-SIGMARINGEN, D'AUERSWALD,
VON DER HEYDT, DE SCHLEINITZ, DE PATOW, comte
PUCKLER, DE BETHMANN-HOLLWEG, comte DE SCHWERIN,
DE ROON, DE BERNUTH.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres prussiennes.

Illustres et nobles seigneurs, honorés messieurs,

C'est avec une profonde émotion que je vous adresse le salut de bienvenue. Par la volonté impénétrable de Dieu les espérances et les vœux que je vous exprimais de cette même place ne se sont pas accomplis. Avec moi et ma maison, vous pleurez le roi qui nous a été enlevé après de longues souffrances. Ce que le règne de mon frère fut pour la Prusse, ce que le pays doit à sa direction généreuse, je ne dois pas le rappeler à la représentation du peuple prussien, créée par le défunt monarque. Le roi Frédéric-Guillaume nous a quittés dans un temps bien grave.

Une mission difficile m'est échue. Avec l'aide de Dieu, j'espère l'accomplir heureusement. Vous m'assisterez loyalement dans cette œuvre. La patrie a besoin de conseils éclairés et d'un dévouement absolu.

Après avoir déclaré, en présence de souverains éminents de la Confédération germanique, que le premier devoir de ma politique allemande, de ma politique européenne, est de sauvegarder l'intégrité du territoire allemand, je dus organiser l'augmentation de notre armée, pour laquelle vous avez accordé unanimement les crédits nécessaires, de manière à ne pas accroître seulement le nombre des troupes, mais aussi à assurer la cohésion intérieure, la solidité et durée des organisations nouvelles. Les mesures prises à cet effet se renferment dans les limites légales de notre constitution militaire. Vous verrez, par les avant-projets qui vous seront soumis, qu'on a effectué pour l'année prochaine des réductions qui vous garantiront qu'on ne demandera jamais que ce qui est indispensable pour assurer la valeur militaire de l'armée. La Prusse dispose de ressources suffisantes pour maintenir son armée sur un pied respectable. En présence de la situation actuelle de l'Allemagne et de l'Europe, la représentation du pays ne se soustraira pas au devoir de conserver ce qui est créé et d'en favoriser le développement, elle ne refusera pas d'appuyer des mesures sur lesquelles repose la sécurité de l'Allemagne et de la Prusse.

Malgré la pression des affaires politiques, nous pouvons envisager avec satisfaction la situation de nos finances. Il est à espérer que les dépenses à charge du budget précédent seront complètement couvertes par les recettes courantes de l'exercice. Les ressources réservées avec soin, des excédants de l'exercice 1859, pourront ainsi être déposées au trésor.

Le budget de l'État a été dressé avec la prudence dont on a fait

preuve jusqu'à présent pour l'évaluation des recettes, et en limitant avec soin les dépenses administratives. Il constate un nouvel accroissement des produits, et les moyens de répondre à toutes les exigences légitimes, de seconder des entreprises et des institutions utiles, de satisfaire de nouveaux besoins, de réduire les suppléments extraordinaires que réclame l'augmentation de l'armée. Lors même que pour l'exécution de cette grande mesure il faudrait encore, pour le moment, recourir, dans une proportion considérable, aux suppléments en même temps qu'aux impôts additionnels, on ne doit pas craindre cependant que l'ordre de nos finances puisse être atteint; il est plutôt permis de prévoir que par suite de l'accroissement naturel des sources du revenu, et de la réforme de la législation sur l'impôt foncier, on pourra se passer, dans un prochain avenir, des ressources extraordinaires pour couvrir toutes les dépenses de l'État.

Je compte sur votre approbation pour les projets de loi destinés à résoudre définitivement la question de l'impôt foncier. La couronne et le pays ne pourront renoncer plus longtemps à un produit plus élevé de l'impôt foncier, et l'augmentation de notre armée ne sera assurée que lorsque toutes les classes et tous les territoires, de même qu'ils sont soumis également au service militaire, contribueront, aussi dans une mesure égale et proportionnée à leurs ressources imposables, aux dépenses que nécessite l'armée.

Les relations commerciales du pays, bien qu'elles n'aient pas encore repris l'activité qui les signalait avant les crises politiques et financières des dernières années, montrent une animation croissante. Mon gouvernement n'a pas cessé de vouer une sollicitude particulière à les favoriser dans toutes leurs branches. Le projet de donner une nouvelle extension au réseau de nos chemins de fer est préparé. L'abolition des droits de transit et une réduction notable des péages du Rhin ont été concertées avec les gouvernements intéressés.

Mon gouvernement est sur le point d'entrer en négociations avec le gouvernement impérial de France sur l'organisation conventionnelle des relations commerciales entre le Zollverein et la France.

La réforme de la législation sur le mariage fera de nouveau, ainsi que je vous l'avais annoncé déjà à la clôture de la session précédente, l'objet de vos travaux. J'entends avec confiance la solution définitive que vous donnerez à cette question.

Mon gouvernement vous fera des communications relativement à d'autres propositions importantes.

Dans le cours de l'année dernière j'ai réussi à donner un caractère de plus en plus heureux aux rapports entre les grandes puissances par des entrevues personnelles avec les monarques, et ce sont des garanties pour le maintien de la paix européenne.

Pénétré de la gravité de la situation générale de l'Europe, mon gouvernement fait des efforts incessants pour amener la révision de la constitution militaire de la Confédération, d'après les exigences militaires, toujours croissantes, du temps présent. J'espère avec confiance que ces efforts aboutiront, attendu que tous les gouvernements allemands et tous les peuples allemands reconnaissent dans l'entente unanime le premier besoin du moment.

Dans la Hesse-Électorale persiste un différend que mes conseils modérés et bien intentionnés n'ont pas réussi à aplanir. Les efforts de mon gouvernement ont constamment tendu à faire rétablir l'état de choses constitutionnel.

Je regrette que les démarches que la Prusse, de concert avec les autres États de la Confédération, a faites depuis des années pour faire jouir les duchés allemands réunis sous le sceptre du roi de Danemark d'un état constitutionnel régulier et conforme aux traités existants, soient restées jusqu'à présent sans résultat. La Prusse avec les alliés allemands reconnaît comme un devoir national d'obtenir enfin, maintenant, la solution convenable de cette question.

Mon gouvernement a commencé dans une époque agitée; quoi qu'il arrive, je maintiendrai les principes que j'ai professés en acceptant la régence. L'expérience que j'ai faite en les appliquant n'a fait que me convaincre davantage de leur valeur. Résolu de fortifier l'efficacité de nos institutions et lois et de favoriser énergiquement et sérieusement les intérêts nationaux de la Prusse et de l'Allemagne, je trouve dans la poursuite invariable de cette voie la garantie la plus sûre contre l'esprit subversif qui s'agit en Europe.

J'ai confiance que, sous mon sceptre, la Prusse restera fidèle à elle-même. J'ai confiance que la Prusse, dans les conseils de ses représentants et par les actes de son peuple, prouvera qu'elle entend ne pas rester en arrière de l'union, de la force et de la gloire de ses ancêtres.

J'ai confiance que le pays restera avec moi avec une loyauté inviolable dans les bons comme dans les mauvais jours.

En prenant les rênes du gouvernement, j'ai juré d'exercer le pouvoir que Dieu m'a confié conformément à la constitution et aux lois. En rappelant ce serment, je vous invite à me jurer la fidélité que vous avez jurée et gardée à mon frère.

En présence de Dieu le Tout-Puissant, vous me prêterez donc le serment solennel que vous serez mes sujets fidèles et que vous m'assisterez de vos biens et de votre sang dans l'exercice de mes droits et dans l'accomplissement de mes devoirs!

SARDAIGNE.

**Lettre du général Garibaldi au roi Victor-Emmanuel ,
pour lui remettre ses pouvoirs.**

Caserte, le 29 octobre 1860.

Sire,

Lorsqu'en touchant le sol sicilien j'ai pris la dictature, je l'ai fait en votre nom et pour vous, prince illustre en qui se résument toutes les espérances de l'Italie. Je remplis donc le vœu de mon cœur et j'acquiesce la promesse exprimée par moi dans divers actes publics en déposant entre vos mains les pouvoirs qui à tous les titres vous appartiennent, à ce moment où les peuples de ces provinces se sont prononcés solennellement pour l'Italie une et pour votre règne, ainsi que celui de vos descendants légitimes.

Je vous remets le pouvoir sur dix millions d'Italiens opprimés jusque il y a quelques mois de cela par un despotisme stupide et féroce, et qui ont besoin désormais d'un régime réparateur, et ils l'auront ce régime par vous que Dieu a élu pour régénérer la nation italienne, la rendre libre et prospère au dedans, puissante et respectée au dehors.

Vous trouverez dans ces contrées un peuple aussi docile qu'intelligent, aussi ami de l'ordre que désireux de la liberté, prêt aux plus grands sacrifices lorsqu'ils lui sont demandés dans l'intérêt de la patrie et d'un gouvernement national. Pendant les six mois où j'en avais la suprême direction, je n'ai eu qu'à me louer du caractère et du bon vouloir de ce peuple que j'ai eu, avec mes compagnons, la bonne fortune de rendre à l'Italie, dont nos oppresseurs l'avaient séparé.

Je ne vous parle pas de mon gouvernement. L'île de Sicile, malgré les difficultés qui ont été suscitées par les gens venus du dehors, avait des institutions politiques et civiles pareilles à celles de l'Italie supérieure; elle jouit d'une tranquillité sans exemple. Ici, sur le continent, où la présence de l'ennemi nous crée encore des obstacles, le pays est déjà acheminé par tous les actes publics à l'unification nationale: tout cela, grâce à l'habile intelligence de deux patriotes distingués auxquels j'ai confié les rênes de l'administration.

Veillez bien, Majesté, me permettre de vous adresser une seule prière au moment où je vous remets le pouvoir suprême. Je vous supplie de placer sous votre haute protection ceux que j'ai eus pour collaborateurs dans cette grande œuvre de l'affranchissement de l'Ita-

lie méridionale, et d'accueillir dans votre armée mes camarades qui ont bien mérité de vous et de la patrie.

Je suis, Sire, à vous.

G. GARIBALDI.

Décret du 2 décembre 1860, daté de Palerme, signé par le roi Victor-Emmanuel et contre-signé par M. Cassinis, ministre de grâce et justice, instituant une lieutenance générale dans l'île de Sicile, avec les attributions suivantes :

Art. 1. Le lieutenant général est autorisé, jusqu'à la réunion du parlement, à prendre toutes les mesures propres à établir et coordonner l'union de la Sicile avec le reste de la monarchie, et à pourvoir à tous les besoins extraordinaires.

Art. 2. Les affaires étrangères, de la guerre et de la marine restent dans les attributions directes du gouvernement central.

Art. 3. Le sénateur du royaume, marquis Massimo Cordero di Montezemolo, est chargé de la lieutenance générale.

Décret du roi Victor-Emmanuel nommant le prince de Carignan lieutenant du roi dans les provinces napolitaines, et fixant ses attributions¹.

Victor-Emmanuel, etc.,

Vu notre décret du 17 décembre 1860, en vertu duquel les provinces napolitaines font partie intégrante du royaume d'Italie, et dans lequel il est déclaré que, jusqu'à la réunion du parlement, l'article 82 de la constitution leur est applicable, le conseil des ministres entendu, sur la proposition du président du conseil, avons ordonné et ordonnons :

Art. 1. Notre bien-aimé cousin le prince Eugène de Carignan est nommé notre lieutenant général dans les provinces napolitaines.

Art. 2. Il est chargé de régir et gouverner lesdites provinces en notre nom et par notre autorité. Il exercera, par conséquent, en notre nom, le pouvoir exécutif, celui de faire grâce, de commuer les peines, de nommer et révoquer les employés et les fonctionnaires de l'ordre

1. Un décret en date du 3 janvier a relevé M. Farini de ses fonctions de lieutenant général du roi Victor-Emmanuel à Naples.

administratif et de l'ordre judiciaire, de faire des décrets et des règlements pour l'exécution des lois. Il aura le commandement des armées de terre et de mer.

Art. 3. Il est en outre investi, jusqu'à la prochaine réunion du parlement national, des pleins pouvoirs qui nous sont réservés par les articles 2 du décret du 17 décembre et 82 de la constitution du royaume.

Art. 4. Il est établi près de notre lieutenant général un secrétaire général d'État pour les provinces napolitaines.

Art. 5. Le secrétaire général d'État, d'accord avec le conseil de lieutenance, soumettra à notre lieutenant général et contre-signera toutes les dispositions pour lesquelles le décret et l'assentiment du souverain sont nécessaires, et il pourra être chargé par le lieutenant général d'expédier directement les affaires pour lesquelles suffit un décret ministériel. Il exercera, en outre, toutes les attributions de l'ancien ministre de la présidence.

Art. 6. Le secrétaire général d'État correspondra directement avec chacun de nos ministres pour les affaires qui concernent leur département.

Art. 7. Jusqu'à la réunion du parlement, un conseil de lieutenance, sous la dépendance immédiate du secrétaire général d'État, sauf détermination ultérieure, présidera à toutes les branches de gouvernement et d'administration publique qui, aux termes des lois et des ordonnances en vigueur dans ces provinces, étaient de la compétence des ministres de grâce et justice, des finances, des affaires intérieures, de la police, de l'agriculture et du commerce, des travaux publics et de l'instruction publique. Les attributions du ministre de la guerre et de celui de la marine continueront à être directement exercées par nos ministres de la guerre et de la marine.

Art. 8. Toutes les autorités des provinces napolitaines sont placées sous la dépendance de notre lieutenant général. Elles correspondront directement avec le secrétaire général d'État et les conseillers de lieutenance.

Art. 9. Seront déterminées par des instructions particulières les relations entre le lieutenant général et notre gouvernement, nécessaires à une parfaite unité dans le gouvernement et dans la direction de la chose publique.

Mandons et ordonnons, etc.

Donné à Turin, le 7 janvier 1861.

VICTOR-EMMANUEL,

C. CAVOUR.

TURQUIE.

**Lettre du Sultan à l'Empereur Napoléon au sujet
des événements de Syrie.**

Palais de Dolma-Batché, le 16 juillet 1860.

Je tiens à ce que Votre Majesté sache bien avec quelle douleur j'ai appris les événements de Syrie. Qu'elle soit convaincue que j'emploierai toutes mes forces pour y rétablir l'ordre et la sécurité, punir sévèrement les coupables, quels qu'ils soient, et rendre justice à tous. Pour qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur les intentions de mon gouvernement, c'est à mon ministre des affaires étrangères, dont les principes sont connus de Votre Majesté, que j'ai voulu confier cette importante mission.

Instructions aux gouverneurs du Kurdistan, de Kharpout, de Mossoul, de Bagdad, de Marash, d'Adana, de Sivas, d'Angora, de Trébizonde, d'Erzeroum et au commandant en chef du corps d'armée d'Anatolie.

La Porte vient d'apprendre avec beaucoup de regret qu'à Damas les musulmans ont attaqué les chrétiens, sujets fidèles du sultan, et osé commettre des cruautés, comme le meurtre et le pillage. Il est inutile de répéter que la protection des fortunes, de la vie et de l'honneur des chrétiens sujets de la Porte, confiés par Dieu très-haut à notre souverain, est une des prescriptions glorieuses et fondamentales de la loi sainte, et il est évident que qui agira contrairement ne pourra trouver le salut ni dans ce monde ni dans l'autre.

Quoique les auteurs de ces actes odieux, contraires à la loi de Mahomet et aux sentiments bienveillants et paternels de Sa Majesté Impériale, doivent tomber prochainement sous le coup des châtimens sévères de la loi et du Code, si quelques fous, ne comprenant pas leur religion, commettaient de pareils actes contre les chrétiens, les difficultés et les dangers qui en résulteraient pour le gouvernement seraient énormes; mais la responsabilité en retomberait entièrement sur les fonctionnaires de la Porte, ils ne pourraient, en aucune manière, s'en dégager. Aussi, que chaque fonctionnaire, comprenant ses devoirs et

considérant d'avance la responsabilité et les châtimens auxquels il s'exposerait si, ce qu'à Dieu ne plaise, ce crime avait lieu, que chacun s'efforce de contenir le pays. Il est, en tout temps, nécessaire de maintenir la tranquillité dans les provinces de l'empire ; mais, à l'époque où nous sommes, cette nécessité est bien plus impérieuse. Veillez donc jour et nuit ; pensez que notre pays se trouve à une époque critique et dangereuse ; unissez-vous aux autorités militaires et consacrez-vous tout entiers à empêcher qu'aucune mauvaise action se commette entre les différentes classes des sujets, à maintenir la tranquillité du pays et à prévenir ainsi, où vous êtes, de nouveaux embarras aux travaux déjà si grands du gouvernement. Si vous pressentez de mauvais desseins de la part des musulmans à l'égard des chrétiens, ou des chrétiens à l'égard des musulmans, prenez immédiatement les mesures nécessaires, et ne laissez pas un conflit s'élever. Si quelque méfait était commis, sans laisser la chose grossir et devenir une affaire, appliquez-vous à la hâte à l'apaiser et à prévenir des troubles.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, le maintien de la tranquillité dans la province que vous gouvernez étant de la dernière nécessité, dans le cas où il serait constaté que les forces dont vous disposez ne seraient pas suffisantes, vous enrôlerez immédiatement, et sans demander l'autorisation, le nombre de zaptiés nécessaires parmi les gens honnêtes ne commettant aucun acte dont la population aurait à se plaindre, les gens sûrs et réguliers, puis vous rendrez compte à la Porte.

Enfin, le plus grand désir du gouvernement est que la province que vous gouvernez soit maintenue dans l'ordre, et qu'aucun méfait n'ait lieu entre musulmans et chrétiens, ni contre les fonctionnaires ou les sujets étrangers ; observez donc les recommandations ci-dessus, et, réfléchissant aux suites malheureuses des choses qui, j'espère, n'auront pas lieu, appliquez-vous au maintien de la tranquillité, qui est le point capital, en prouvant, par vos actes, votre loyauté, votre fidélité et votre amour pour notre gouvernement, notre souverain, notre religion et notre nation.

Janvier 1860.

Note officielle adressée par la Porte aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, en date du 1^{er} de mouharrem 1277 (20 juillet 1860).

La dépêche télégraphique de Son Excellence M. Thouvenel, dont copie nous a été remise, et qui demande :

L'envoi d'une commission européenne en Syrie pour y procéder à

une enquête, de concert avec les autorités de la Sublime-Porte, et introduire dans les arrangements de 1845 les modifications devenues nécessaires ;

L'expédition en Syrie d'un corps de troupes destiné à coopérer au rétablissement de l'ordre dans cette province ;

La conclusion avec les grandes puissances d'une convention pour régler ces deux points ;

L'autorisation par le télégraphe à notre ambassadeur à Paris de se réunir aux plénipotentiaires des grandes puissances pour discuter et arrêter avec eux les termes de cette convention ; cette dépêche, dis-je, a été soumise au conseil des ministres, qui en a fait l'objet de ses plus mûres délibérations. Je me hâte de porter à la connaissance de Votre Excellence les résolutions qui y ont été prises, et l'irade impérial qui les a sanctionnées.

Les attributions de la commission devant se borner à réviser les arrangements administratifs adoptés en 1845 à l'égard du Liban, et être restreintes aux affaires seules de la montagne, d'après la nature même de ces arrangements ; et, d'un autre côté, le mode d'administration qui régit actuellement le Liban ayant été à cette époque débattu et adopté avec le concours des grandes puissances, il est naturel que les modifications qui doivent y être introduites soient également élaborées et arrêtées de concert avec les puissances. Aussi la Sublime-Porte s'empresse-t-elle d'adhérer à l'envoi de la commission proposée.

TROISIÈME PARTIE.

CHINE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, ACTES, ÉDITS, ETC., ETC., RELATIFS
A LA QUESTION CHINOISE,

DEPUIS 1689 JUSQU'A NOS JOURS.

Traité de paix entre la Chine et la Russie, signé en 1689 ¹.

Par ordre du très-grand Empereur,

Song-hotou, capitaine des officiers des gardes du corps, conseiller d'État et grand du palais;

Tong-kue-kang, grand du palais, *kong* (ou prince) du premier ordre, seigneur d'un des étendards de l'Empire et oncle de l'Empereur;

Lang-tan, seigneur d'un des étendards de l'Empire;

Lang-tartcha, seigneur d'un des étendards de l'Empire;

Sapso, général des camps et armées de l'Empereur, sur le fleuve Saghalien-Oula, et gouverneur général des pays circonvoisins;

1. Ce traité est tiré de la *Description de la Chine*, du P. Du Halde (édition de la Haye, 1736, t. IV, p. 242). Il fut traduit du latin en français par le P. Gerbillon, jésuite français, qui, avec le P. Thomas Pereyra, jésuite portugais, furent chargés par le célèbre empereur *Khang-hi* d'accompagner les plénipotentiaires chinois dans la visite des frontières avec les envoyés russes, et de servir d'interprètes aux deux parties. Le traité qui fut conclu à la suite de longues négociations, dont le P. Gerbillon donne le récit détaillé, fut rédigé en double expédition, en latin, par lui et son confrère. La traduction qu'il en a faite lui-même en français peut donc être considérée comme fidèle et authentique. Le missionnaire, au surplus, la donne comme telle.

Ma-lal, grand enseigne d'un des étendards de l'Empire ;

Wenia, second président du tribunal des affaires étrangères et autres ;

S'étant assemblés proche le bourg de *Niptchoa*, l'an vingt-huitième de *Khang-hi*¹, durant la septième lune, avec les grands ambassadeurs plénipotentiaires *Théodore*, *Alexioviez*, *Golowin*, *Okolnitz*, et lieutenant de *Branki*, et ses compagnons, afin de réprimer l'insolence de certaines canailles (*sic*) qui, faisant des courses hors des limites de leurs terres pour y chasser, pillent, tuent, et excitent des troubles et des brouilleries ; comme aussi pour déterminer clairement et distinctement des bornes entre les deux empires de la Chine et de la Moscovie, et enfin pour établir une paix et une intelligence éternelles, nous sommes convenus, par un accord mutuel, des articles suivants :

Art. 1. La rivière nommée *Kerbetchi*, qui est la plus proche de la rivière *Chorna*, appelée en tartare *Oourouan*, et qui se décharge dans le fleuve *Saghalien-Oula*, servira de bornes² aux deux empires ; et cette longue chaîne de montagnes qui est au-dessous de la source de ladite rivière de *Kerbetchi*, et qui s'étend jusqu'à la mer Orientale, servira aussi de bornes entre les deux empires ; en sorte que toutes les rivières, ruisseaux grands ou petits qui coulent de la partie méridionale de ces montagnes et vont se jeter dans le fleuve de *Saghalien-Oula*, et toutes les terres³ et pays qui sont au sud du sommet desdites montagnes appartiendront à l'empire de la Chine ; et que toutes les terres, pays, rivières et ruisseaux, qui sont de l'autre côté du sommet des autres montagnes s'étendant vers le nord, demeureront à l'empire de Moscovie, avec cette clause néanmoins que tout le pays qui est immédiatement entre ladite chaîne de montagnes et la rivière nommée *Oudi* demeurera indécis, jusqu'à ce que les ambassadeurs des deux partis, étant retournés dans leur pays, ayant pris les informations et les connaissances nécessaires pour traiter de cet article, après quoi on décidera l'affaire, ou par des ambassadeurs ou par lettres.

De plus, la rivière nommée *Ergoné*, qui se décharge aussi dans le fleuve *Saghalien-Oula*, servira de bornes entre les deux empires ; en sorte que toutes les terres et pays qui sont au sud de ladite rivière d'*Ergoné*⁴ appartiendront à l'empereur de la Chine ; et tout ce qui est

1. Correspondant à 1689 de notre ère, selon Mailla (*Histoire générale de la Chine*, t. XI, p. 110), les Annales de cet empire placeraient la signature de ce traité à la vingt-septième année *Khang-hi*, c'est-à-dire à 1688. Les *Annales* de la dynastie chinoise régnante ne devant être imprimées et rendues publiques qu'après la fin de cette dynastie, comme c'est l'usage en Chine, la vérification de cette date nous est impossible.

2. Ou plutôt de limite.

3. Territoires.

4. L'*Argonn*.

au nord demeurera à l'empire de Moscovie. Toutes les maisons et habitations qui sont présentement au sud de ladite rivière d'*Ergoné*, à l'embouchure de la rivière de *Meritken*, seront transportées de l'autre côté, sur le bord septentrional de l'*Èrgoné*.

Art. 2. La forteresse bâtie par les Moscovites, dans le lieu nommé *Yacsa*, sera entièrement démolie; et tous les sujets de l'empire de Moscovie, qui demeurent dans ladite forteresse, seront ramenés avec tous leurs effets sur les terres appartenant à la couronne de Moscovie.

Les chasseurs des deux empires ne pourront, pour quelque cause que ce soit, passer au delà de ces bornes ainsi déterminées.

Que s'il arrive qu'une ou deux personnes de petite conséquence (*sic*) fassent quelques excursions au delà des limites, soit pour chasser, soit pour voler ou piller, on les prendra aussitôt, et on les mènera aux gouverneurs et officiers établis sur les frontières des deux empires, et lesdits gouverneurs, informés de la qualité du crime, les puniront comme ils le mériteront.

Que si des gens, assemblés jusqu'au nombre de dix ou de quinze, vont en armes chasser ou piller sur les terres qui sont au delà de leurs limites; ou s'ils tuent quelques sujets de l'autre couronne, on en informera les empereurs des deux empires, et tous ceux qui seront trouvés coupables de ce crime seront punis de mort; et on ne suscitera point de guerre pour quelque excès que ce puisse être de personnes particulières; beaucoup moins agira-t-on par voie de fait en répandant du sang.

Art. 3. Tout ce qui s'est passé jusqu'à présent, de quelque nature qu'il puisse être, sera enseveli dans un éternel oubli.

Art. 4. Depuis le jour où cette paix éternelle entre les deux empires aura été jurée, on ne recevra plus aucun transfuge ou déserteur, de part ni d'autre. Mais si quelque sujet d'un des deux empires s'enfuit dans les terres de l'autre, il sera aussitôt pris et renvoyé.

Art. 5. Tous les sujets de la couronne de Moscovie qui sont présentement dans l'empire de la Chine; et tous ceux de la couronne de la Chine qui sont présentement dans l'empire de Moscovie, demeureront dans l'État où ils sont.

Art. 6. Ayant égard au présent traité de paix et d'union réciproque entre les deux couronnes, toutes sortes de personnes, de quelque condition qu'elles puissent être, pourront aller et venir réciproquement, avec toute sorte de liberté, des terres sujettes à l'un des deux empires dans celles de l'autre, pourvu qu'ils aient des patentes par lesquelles il conste qu'ils viennent avec permission; et il leur sera permis de vendre et d'acheter tout ce qu'ils jugeront à propos, et de faire un commerce réciproque.

Tous les différends survenus sur les frontières des deux couronnes étant ainsi terminés, et ayant établi une paix sincère et une éternelle union entre les deux nations, il n'y aura plus aucun sujet de trouble, si l'on observe exactement les articles ci-dessus mentionnés du présent traité qui seront mis par écrit.

Les deux grands ambassadeurs des deux couronnes se donneront réciproquement chacun deux exemplaires dudit traité, scellé de leur sceau. Et enfin ce présent traité, avec tous ses articles, sera gravé en langues tartare, chinoise, moscovite et latine, sur des pierres qui seront posées aux bornes établies entre les deux empires, pour y servir d'un monument éternel de la bonne intelligence qui doit régner entre eux¹.

Le P. Gerbillon ajoute à cette traduction plusieurs observations, dont quelques-unes méritent d'être reproduites :

L'exemplaire du traité fait par les Moscovites était le même en substance ; seulement ils se nommaient les premiers, et détaillaient tous les titres des czars que l'on ne met pas ici, parce que personne ne les ignore.

L'échange du traité eut lieu sous une tente près de la bourgade de *Neiptchou*. Les ambassadeurs chinois s'y rendirent à la tête de la plus grande partie de leur cavalerie, environnés de tous les officiers et mandarins de leur suite, tous revêtus de leurs habits de cérémonie : c'étaient des surtouts de brocards d'or et de soie, avec les dragons de l'empire. Ils étaient escortés par plus de quinze cents chevaux, ayant leurs étendards grands et petits déployés.

Les plénipotentiaires moscovites, de leur part, vinrent aussi précédés d'environ deux ou trois cents soldats d'infanterie, dont les tambours, fifres et hautbois, mêlés avec les trompettes, les timbales et les musettes de la cavalerie faisaient un concert fort agréable.

Les plénipotentiaires moscovites mirent les premiers pied à terre, et, pour faire les honneurs de leur pays, ils vinrent quelques pas au-devant des ambassadeurs chinois, et les invitèrent d'entrer les premiers, disant que la tente leur appartenait. Ils se placèrent vis-à-vis les uns des autres sur des bancs couverts de tapis de Turquie, ayant une table seulement entre eux ; toute la suite, à l'exception des deux missionnaires interprètes, assis au bout de la table, resta debout.

Après la lecture et la signature du traité dans les deux exemplaires, et après les avoir scellés chacun de leur sceau, les ambassadeurs se levèrent tous ensemble, et, tenant chacun les exemplaires

1. Le contenu de ce traité fut effectivement gravé en langues russe, latine, chinoise, mandchoue et mongole, sur une colonne en pierre érigée à l'orient de l'embouchure du grand Gerbitsi, sur la gauche du fleuve Amour.

du traité de paix, ils jurèrent, au nom de leurs maîtres, de l'observer fidèlement, prenant Dieu tout-puissant, Seigneur absolu de toutes choses, à témoin de la sincérité de leur intention. Les ambassadeurs chinois avaient eu ordre exprès de l'empereur de jurer la paix par le Dieu des chrétiens, croyant que rien ne pouvait avoir plus de force sur l'esprit des Moscovites, pour leur faire observer inviolablement le traité de paix, que de savoir qu'elle avait été jurée ainsi. Les ambassadeurs chinois avaient composé une formule de serment que l'on rapporte ici fidèlement traduite :

La guerre que se sont faite les habitants des frontières des deux empires de la Chine et de la Moscovie, et les combats que se sont livrés les deux partis avec effusion de sang, troublant la paix et le repos des peuples, étant entièrement contraires à la divine volonté du ciel, qui est amie de la tranquillité publique : Nous, grands ambassadeurs des deux empires, avons été envoyés pour déterminer les bornes des deux États, et établir une paix solide et éternelle entre les deux nations ; ce que nous avons heureusement exécuté dans les conférences que nous avons tenues la vingt-huitième année de *Khang-hi* (1689) pendant la septième lune, près de la bourgade de *Neiptchou*, ayant marqué très-distinctement, et mis par écrit les noms des pays et des lieux, où se touchent les deux empires, établi des bornes à l'un et à l'autre, et réglé la manière dont on traitera à l'avenir les affaires qui pourraient survenir, et ayant réciproquement reçu l'un de l'autre un écrit authentique, dans lequel est contenu le traité de paix, et étant convenus de faire graver ledit traité de paix, avec tous les articles, sur des pierres qui seront placées sur les lieux que nous avons désignés pour être les bornes des deux empires, afin que tous ceux qui passeront par ces endroits en puissent être pleinement informés ; et que cette paix, avec toutes ses conditions, soit inviolablement gardée à jamais.

Que si quelqu'un avait seulement la pensée ou le dessein secret de transgresser ces articles de paix, ou si manquant de parole et de foi il venait à les violer par quelque intérêt particulier, ou formait le dessein d'exciter de nouveaux troubles et de rallumer le feu de la guerre, nous prions le Seigneur souverain de toutes choses, qui connaît le fond des cœurs, de ne pas permettre que de tels gens vivent jusqu'à un âge parfait, mais qu'il les punisse par une mort prématurée.

Traité de Paix entre la Chine et la Russie¹, signé et proclamé à la frontière chinoise le 24 octobre 1727 et ratifié au nom de l'empereur Pierre II, le 14 juin 1728.

Par ordre de l'auguste empereur du royaume de *Thaï-thsing*² se réunirent, pour conclure un traité de paix et pour fixer les frontières, *Tchabina*, conseiller intime³, président du tribunal des mandarins, et assesseur du ministre de l'intérieur ;

Tegout, conseiller intime, président du tribunal qui gouverne les provinces extérieures et grand de l'étendard rouge ;

Toulitchin, vice-président du ministère de la guerre, et :

L'ambassadeur de l'Impératrice des Oros (Russes), le comte *Sava Wladislawitché*, du pays Illyrien. Ces chargés d'affaires des deux empires se rendirent à *Nibitchoo* (Nertchinshk) pour conclure un traité de paix, et pour déterminer la frontière. Voici les articles qu'ils rédigèrent avec exactitude :

Art. 1^{er}. Le présent traité a été conclu pour la conservation éternelle de la paix entre les deux empires. Il est donc convenu que, de ce jour, chaque empire doit gouverner et surveiller avec soin ses sujets. En vertu de la paix conclue, il maintiendra et gardera rigoureusement les siens, afin d'empêcher ce qui pourrait donner lieu à des disputes.

Art. 2. Ce traité de paix actuel, renouvelé et conclu entre les deux empires, veut qu'il ne soit plus question de ce qui est arrivé antérieurement entre les deux puissances.

Les transfuges précédents ne seront pas redemandés, et ils resteront dans l'empire où ils se trouvent ; mais ceux qui passeront dorénavant la frontière ne pourront, sous aucun prétexte, être retenus. Il faut, au contraire, les chercher sans délai, pour les prendre et les ramener aux autorités des frontières respectives.

Art. 3. Les grands de l'empire du Milieu et le comte illyrien *Sava Wladislawitché*, ambassadeur de l'empire des Oros, jugèrent que l'objet principal de leurs travaux était la fixation de la frontière des deux empires ; mais qu'il serait impossible de la régler avec exactitude, si l'on n'inspectait pas scrupuleusement le terrain. Dans ce but :

Le comte illyrien *Sava Wladislawitché*, ambassadeur de l'empire des Oros, se rendit lui-même à la frontière avec *Tsereng*, adjudant gé-

1. Traduit sur l'original mandchou, et publié avec le texte mandchou par Klaproth dans sa *Chrestomathie mandchoue*. Paris, 1828.

2. Dynastie mandchoue encore actuellement régnante.

3. Membre du *Nei-ko* ou Conseil privé.

néral de l'empire du Milieu, *Doroi-gijon*, vice-roi de plusieurs tribus mongoles et beau-fils de l'empereur.

Be-szuge, commandant de la garde impériale, et
Toulitchin, vice-président du ministre de la guerre.

Ils s'accordèrent de la manière suivante sur les endroits par lesquels la frontière devait passer. Le pays situé entre le corps de garde de l'empire des *Oros*, auprès du ruisseau de *Kiaktou* et l'*Obo* (monceau de pierres qui sert de signal) de l'empire du Milieu, situé sur le haut du mont *Orkhoïtou*, doit être également partagé, et l'on doit y élever un (autre) *Obo* qui servira comme marque de la frontière. Au même endroit on doit aussi établir l'entrepôt de commerce et y expédier des commissaires.

De ce lieu à l'est la frontière passe sur la crête de *Bourgouteï*, jusqu'au corps de garde de *Kiran*. Après le corps de garde de *Kiran*, sont *Tsikteï*, *Arou-Kidoure* et *Arou-Khandangsou*; la frontière se dirige par ces quatre corps de gardes en ligne droite, le long de la rivière de *Tchoukou* (*Tchiköï*), d'*Arou-Khadangsou*, jusqu'au signal du corps de garde *Eber-Khadangsou*, et d'*Eber-Khadangsou* jusqu'au signal du corps de garde mongol *Tsagan-Oola* (montagne blanche). Le désert, entre le pays habité par les sujets de l'empire des *Oros*, et entre les signaux des corps de garde mongols de l'empire du Milieu sera partagé également comme à *Kiaktou*. Là où il y a, dans le voisinage du pays habité par les sujets de l'empire des *Oros*, des montagnes, des sommets de montagnes et des rivières, ils serviront à déterminer la limite; et là où les montagnes et les rivières sont dans le voisinage des corps de garde mongols, elles seront pareillement choisies pour déterminer la limite. Mais là où il n'y a que de vastes plaines, sans montagnes ni rivières, on les a partagées également, et l'on a érigé au milieu des marques pour fixer la frontière, qui a été ainsi établie depuis le signal du corps de garde de *Tsagan-Oola*, jusqu'aux bords de la rivière d'*Ergoune* (*Argoun*).

Les envoyés des deux empires, pour inspecter les lieux situés en dehors du signal du corps de garde mongol de *Tsagan-Oola*, convinrent de conduire la frontière, des deux signaux du milieu élevés à *Kiaktou* et sur le mont *Orkhoïtou*, à l'ouest, par les lieux suivants : Par les monts *Orkhoïtou*, *Toumen*, *Koudchoukhoun*, *Bitsiktou*, *Kochoyo* ou *Kochonggo*¹, etc.

Le milieu de cette chaîne de montagnes également partagée fut admis comme limite. Là où il y a des montagnes et des rivières au milieu, elles ont été également partagées, de manière qu'actuellement,

1. Il y a ici une nomenclature considérable de noms de lieux mandchoux ou mongols que nous croyons inutile de reproduire.

depuis le *Chabinaï-Dabagan* jusqu'aux bords de la rivière d'*Ergoune*, tout ce qui est au sud (de la nouvelle frontière) appartient à l'empire du Milieu et le côté septentrional à l'empire des *Oros*.

Après avoir terminé la division du pays et en avoir rédigé une description et une carte exactes, les deux parties échangèrent réciproquement ces descriptions. On les remit aux grands des deux empires. Les sujets des deux États qui se trouvèrent sans permission au delà de la frontière déterminée, et qui y avaient établi leur habitation, furent recherchés et reconduits dans leur pays. La même chose eut lieu pour les vagabonds, de manière que la frontière en a été totalement purgée.

Les *Ouriyangkhaï* des deux côtés, qui donnèrent cinq zibelines de tribut, restèrent à leurs anciens maîtres ; mais ceux qui jusqu'alors n'avaient donné qu'une zibeline, en furent exemptés pour l'avenir et du jour de la conclusion de ce traité. Pour la conformité on a rédigé, des deux côtés, un procès-verbal qui a été échangé réciproquement.

Art. 4. Maintenant que la fixation de la frontière des deux empires est déterminée, et qu'aucun transfuge ne peut plus être admis, il est convenu avec le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*, ambassadeur de l'empire des *Oros*, d'établir un libre commerce entre les deux États. Le nombre des négociants qui peuvent aller tous les trois ans à Péking, ne doit pas dépasser deux cents, comme il a été fixé antérieurement. Quand ce ne seront que des commerçants, ils ne seront plus entretenus comme autrefois ; mais on n'exigera aucun impôt ou taxe ni du vendeur, ni de l'acheteur. Quand ces négociants arriveront à la frontière, ils devront en donner l'avis par écrit. Après la réception de cet avis, on expédiera un officier pour les recevoir et les accompagner à cause du commerce. S'ils achètent, pendant le voyage, des chameaux, des chevaux et des vivres, ou s'ils louent des domestiques, ils les doivent acheter à leurs dépens. Les négociants seront sous les ordres d'un chef chargé de soigner leurs affaires : et s'il survient des différends entre eux, ce sera lui qui les réglera. Si ce chef des négociants est un homme d'un haut rang, il sera reçu et traité conformément à son rang. Toute espèce de marchandises peut être vendue, excepté celles que les lois des deux empires défendent. On ne permettra à qui que ce soit de rester secrètement et sans la permission de son chef dans le pays étranger. Si quelqu'un meurt, tous ses biens, de quelque nature qu'ils soient, seront remis aux gens de son pays, comme il a été convenu avec l'ambassadeur des *Oros*, le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*. Outre le commerce fait par les caravanes des deux empires, on établira encore, sur les frontières réciproques, auprès de *Kiaktou*, du *Selingga* et de *Nibitchoo* (Nertchinsk), des maisons pour le commerce ordinaire qui, selon qu'on le jugera nécessaire, seront en-

tourées de haies et de palissades. Ceux qui se rendent à ces lieux pour faire le commerce doivent exactement suivre la route directe. Si quelqu'un d'eux s'éloigne de cette route pour faire le commerce en d'autres lieux, toutes ses marchandises seront confisquées au profit du gouvernement. On installera des deux côtés un nombre égal d'officiers, placés sous les ordres de chefs d'un rang égal, et chargés de protéger ces lieux. Les différends seront accommodés de la manière convenue avec l'ambassadeur de l'empire des *Oros*, le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*.

Art. 5. L'habitation des *Oros* dans la capitale (*Péking*) servira dorénavant à loger les voyageurs russes. Sur la demande du comte illyrien *Sawa Wladislawitché*, ambassadeur de l'empire des *Oros*, et avec l'assistance des grands de l'empire du Milieu, qui soignent les affaires des *Oros*, on a construit un temple auprès de cette habitation. Le prêtre (*lamá*), qui réside dans la capitale, y logera avec trois autres prêtres pour l'assister. Lorsque ceux-ci arriveront, ils seront entretenus comme leurs prédécesseurs et employés audit temple. Il sera permis aux *Oros* d'exercer leur culte avec toutes ses cérémonies et de réciter leurs prières. Quatre jeunes *Oros*, sachant la langue et l'écriture russe et latine, et deux autres plus âgés, que le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*, ambassadeur de l'empire des *Oros*, a laissés dans la capitale pour apprendre la langue chinoise, doivent demeurer dans ce même lieu. Leur entretien sera payé par le gouvernement; et lorsqu'ils auront achevé leurs études ils pourront retourner dans leur pays.

Art. 6. Quant à la correspondance entre les deux empires, il est très-nécessaire que les lettres soient munies d'un cachet. Le tribunal des affaires des provinces extérieures est chargé d'expédier au tribunal du sénat des *Oros* les lettres de l'empire du Milieu pour l'empire des *Oros*, après y avoir mis le sceau. Les lettres de l'empire des *Oros* pour l'empire du Milieu doivent être expédiées au tribunal des provinces extérieures, et munies du sceau de l'empire des *Oros* ou du cachet du gouverneur de la ville de Tobolsk. Tous les papiers relatifs à la frontière ou aux entrepôts de commerce, et concernant les déserteurs ou les vols, doivent être signés et cachetés par le *Tousiyetou khan Wajal dordzi*, et le *Wang Dandzin dordzi* s'ils viennent de l'empire du Milieu; et par les commandants des villes limitrophes, s'ils viennent de l'empire des *Oros*. La correspondance réciproque entre le *Tousiyetou khan* (des *Kalkas*) *Wajal dordzi*, et le *Wang Dandzin dordzi* avec les *Oros*, doit se faire par des hommes envoyés exprès et seulement par la route de *Kiaktou*. Cependant il est permis de prendre le chemin le plus court s'il s'agit d'une affaire de haute importance. En cas de contravention à ce règlement, le *Wang* (vice-roi) de frontière et le comman-

dant des villes des *Oros* doivent s'en informer réciproquement, et, après avoir examiné le délit, punir chacun ses coupables.

Art. 7. Quant aux lieux limitrophes, situés près de la rivière d'*Oud* et autres, ils ont déjà été l'objet d'une négociation entre le grand de l'intérieur *Sounggoutou* et *Fioo-dor Aliyeksiyei* (*Féodor Alexiévitch Goulowin*). Ces pays resteront à présent indéterminés entre les deux parties ; mais ils seront réglés ultérieurement par des ambassadeurs ou par correspondance. A cette occasion, on a dit au comte illyrien *Sawa Wladislawitché*, ambassadeur de l'empire des *Oros* : « Puisque tu as été envoyé comme plénipotentiaire de ton impératrice pour régler toutes les affaires, nous devons aussi arrêter quelque chose sur ce point. Actuellement vos sujets passent souvent la frontière pour aller dans la contrée appelée *Khinggan Toumourik*, et si, par conséquent, nous ne prenons pas une décision là-dessus pendant cette négociation, il est à craindre que cela n'excite des différends entre les sujets limitrophes. De semblables différends étant opposés au contenu du traité de paix entre les deux empires, nous devons arranger cette affaire dans le moment même. » L'ambassadeur de l'empire des *Oros*, le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*, répondit : « Mon Impératrice ne m'a pas chargé de négocier sur les pays situés vers l'est. On n'a pas une connaissance assez exacte de ces contrées : il faut donc que tout reste comme il a été fixé autrefois ; mais pour empêcher que personne de nos sujets ne dépasse la frontière, je le défendrai pour l'avenir. » Les nôtres répliquèrent : « Si ton impératrice ne t'a pas chargé de négocier sur les contrées à l'est, nous n'en parlerons plus, et il faut laisser les choses comme elles sont. Mais, après ton retour, interdis à vos sujets de dépasser la frontière ; car si quelqu'un était saisi par les nôtres en venant sur notre territoire, nous le punirions. Alors vous ne pourriez dire que nous avons violé le traité de paix. Si, au contraire, quelqu'un de nos sujets dépasse votre frontière, vous aurez également le droit de le punir ; enfin, puisque rien n'est décidé sur la rivière d'*Oud* et les cantons qui l'avoisinent, ils resteront comme auparavant ; mais vos sujets ne doivent pas s'établir plus près qu'ils ne le sont à présent.

« Aussitôt que l'ambassadeur de l'Empire des *Oros*, le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*, sera de retour, il exposera tout cela à son impératrice. Il faut alors y envoyer des gens qui aient des connaissances locales de tous ces lieux pour les inspecter ; car il serait très-bien de pouvoir prendre une décision là-dessus, attendu que si cette affaire, peu importante en elle-même, n'était pas réglée, elle pourrait devenir nuisible à la bonne intelligence entre les deux empires. Outre cela, on a rédigé encore un procès-verbal sur cet objet, lequel a été envoyé à votre sénat. »

Art. 8. Les commandants des frontières des deux empires doivent décider, d'après les lois de justice, et sans délai, toutes les affaires ; et s'ils les traînent en longueur pour leur propre intérêt, chaque empire doit les punir d'après ses lois.

Art. 9. Si, d'un côté ou de l'autre, on envoie de grands ou de petits chargés d'affaires, ils doivent se rendre préalablement à la frontière, et donner avis de leur mission et de leur rang. Il ne faut pas les retenir longtemps à la frontière, et l'on doit y envoyer quelqu'un pour les recevoir. Après la réception d'une lettre d'invitation, on leur donnera à chaque relais des vivres, et on les recevra avec respect. A leur arrivée, ils seront logés et défrayés ; s'ils viennent dans une année pendant laquelle le commerce n'est pas permis, ils ne doivent pas apporter de marchandises. Si, pour quelques affaires importantes, on envoie un ou deux courriers, ils doivent présenter leurs papiers aux officiers de la frontière, qui leur fourniront des chevaux de relais, des conducteurs et des vivres, sans qu'ils aient besoin d'en donner l'avis préalable : le tout comme il a été convenu avec l'ambassadeur de l'empire des Oros, le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*.

La correspondance par lettres et par messagers entre les deux empires étant de la plus haute importance, elle ne doit souffrir aucun retard. Si donc, à l'avenir, on ne répond pas aux lettres envoyées, et si l'on retient inutilement les messagers, ce sera agir contre le contenu du traité de paix. Dans ce cas, on ne recevra plus ni les ambassadeurs, ni les négociants, jusqu'à ce que de pareilles difficultés soient terminées ; alors seulement on leur permettra le passage.

Art. 10. Les sujets des deux empires qui s'enfuiront dorénavant seront punis de mort au lieu même où ils auront été arrêtés. Les sujets armés qui passent la frontière sans commettre des assassinats ou des brigandages, mais sans passe-ports, seront également punis conformément à leur crime. Les soldats qui désertent et volent leur maître auront la tête tranchée s'ils sont sujets de l'empire du Milieu ; s'ils sont de l'empire des Oros, ils seront étranglés, et les choses volées rendues au commandant ou à son gouvernement. Ceux qui passent la frontière et qui volent des chameaux ou d'autre bétail seront remis à leurs juges naturels, qui les condamneront à payer dix fois la valeur des choses volées ; en cas de récidive, vingt fois autant ; à la troisième fois, ils seront punis de mort. Celui qui passe la frontière pour chasser à son profit dans les environs sera puni conformément au délit, et le butin remis au gouvernement. Le bas peuple qui passe la frontière sans passe-port sera également puni comme il a été convenu avec l'ambassadeur de l'empire des Oros, le comte illyrien *Sawa Wladislawitché*.

Art. 11. Ce traité de paix conclu entre les deux empires a été

échangé de la manière suivante : L'ambassadeur de l'empire des Oros, le comte illyrien *Sawa Wladislawitch*, remit une copie en langue russe et latine, munie et confirmée par un sceau, aux grands de l'empire du Milieu ; et les grands de l'empire du Milieu remirent au comte illyrien *Sawa Wladislawitch*, ambassadeur de l'empire des Oros, une autre copie en langues mandchoue, russe et latine. Ce traité a été exactement imprimé et distribué à tous les employés de frontière, afin que son contenu soit généralement connu.

Le septième jour de la septième lune de la cinquième des années de la *droiture perpétuelle*¹ (*Young-tching*).

Traité² supplémentaire au traité de Paix entre la Chine et la Russie du 21 octobre 1727, signé le 18 octobre 1768.

En 1767 l'impératrice Catherine chargea son envoyé commissaire plénipotentiaire *Kropotow* d'examiner et de modifier le traité de paix de 1727, conjointement avec le plénipotentiaire chinois, qui s'était rendu à *Kiakta*, pour le même objet, afin de faire cesser les plaintes.

En conséquence les deux plénipotentiaires rédigèrent un *supplément* au précédent traité, l'article 10 fut entièrement changé.

Voici ce document traduit de l'original mandchou.

Par ordre du grand empereur de l'empire *Daitsing*³ se sont réunis pour régler les affaires de frontière :

Le premier adjoint du président du tribunal qui gouverne les provinces extérieures, *Karatsin*;

Le *Gósaï-Beise*⁴ du *Dchasak*, *Khoutouringga*;

L'adjoint du côté gauche du président du tribunal qui gouverne les provinces extérieures, *Kinggoui*;

Watsirai-Batou-Tousiyetou-khan-Tchendon-dordzi, officier de service dans la garde de l'intérieur du palais, adjudant général et commandant de l'aile gauche de *Kalkas* ; et

Le sous-inspecteur du mont *Khan-oola*⁵, membre du *Dchasak* et parent de la famille impériale de la sixième classe *Sandob dordzi* ; avec

Le commissaire *Kropotow*, envoyé par l'impératrice régnante de l'empire des Oros (Russes).

1. C'est-à-dire le 21 octobre 1727.

2. *Mémoires relatifs à l'Asie*, par Klaproth, t. I, p. 45 et suiv.

3. En chinois *Tai-thsing*, nom de la dynastie mandchoue actuellement régnante.

4. Prince de la sixième classe.

5. Résidence du *Khoutouktou* ou chef religieux bouddhique des *Kalkas*.

Ceux-ci, après avoir délibéré ensemble, sont convenus de ce qui suit :

Quoique les *onze articles* du traité de paix doivent être maintenus éternellement invariables, on a cependant trouvé nécessaire d'ôter les chevaux de frise (*khaskhan*) russes du voisinage du mont Bourgoutai, à *Bitsiktou*, *Kochou* et autres lieux, pour conduire la frontière sur le dos des montagnes; mais tout restera comme il a été fixé antérieurement près des deux dépôts de commerce *Kiaktou* et *Tsourkhaitou*, où l'on ne paye aucun droit d'entrée. Des erreurs s'étant glissées dans les exemplaires *russe* et *latin* du traité de paix, et plusieurs points essentiels ayant été oubliés, on a jugé à propos de les corriger et rectifier. De plus, les discussions qui ont eu lieu entre les deux puissances seront vouées à l'oubli, et les transfuges ne seront pas redemandés. Ce qui avait été statué dans le dixième article de la précédente convention, concernant la manière d'empêcher les vols et la désertion parmi les sujets limitrophes et respectifs, paraissait trop équivoque et indéterminé. On a donc rejeté entièrement le dixième article de la convention, lequel a été rédigé de nouveau et érigé en loi, qui doit être observé à la place de l'ancien. D'après la présente convention, chaque partie doit veiller dorénavant sur ses sujets, afin que de pareilles choses n'arrivent plus. Si, à l'assemblée nouvelle qui doit avoir lieu à la frontière, on donne avis de vestiges découverts et d'autres accidents semblables, les commandants de frontière seront tenus de les examiner sans délai et avec loyauté. Si, au contraire, guidés par leur propre intérêt, ils négligeaient leur devoir, chaque partie doit les punir d'après ses propres lois. Quant à la recherche, à l'arrestation des brigands et à la punition de ceux qui passent illicitement la frontière, on a rédigé et fixé les clauses suivantes.

Art. 10. Les hommes armés qui passent la frontière à côté d'un des corps de garde pour se livrer au brigandage, soit qu'ils commettent des assassinats ou non, doivent être arrêtés et gardés exactement jusqu'à ce qu'ils aient avoué de quel corps de garde ils sont venus et s'ils étaient seuls ou plusieurs. Après qu'ils auront subi un interrogatoire rigoureux au corps de garde même, on doit écrire les noms des brigands non saisis et les notifier à chaque corps de garde, et principalement au premier *Taidzi*, supérieur du *Dchasak*, et aux commandants des Oros (Russes). Les chefs du *Dchasak* doivent se rendre aussitôt sur les lieux mêmes pour examiner scrupuleusement l'affaire avec ceux-ci et pour faire sans délai un rapport, qui doit être expédié à l'endroit où l'on décide les affaires des frontières. De là il faut de suite envoyer un homme loyal et de distinction au corps de garde, qui se réunira aux chefs du *Dchasak* pour l'examen de l'affaire en question; après quoi il enverra son rapport à l'endroit où l'on juge les affaires des fron-

tières. Les sujets de l'empire du Milieu (la Chine) qui auront commis des brigandages seront remis, sans distinction des personnes, au tribunal qui gouverne les provinces extérieures pour être punis de mort, et les sujets oros (russes) seront remis au sénat pour souffrir la même peine. Les assassins seront conduits à la frontière pour y être publiquement exécutés. Le cheval, la selle, les armes et tout l'équipage du brigand seront donnés, comme récompense, à celui qui l'aura arrêté. Ceux qui volent des chevaux, des bestiaux et autres choses, pour la première fois, seront condamnés à payer dix fois la valeur des choses volées. Si le voleur n'est pas saisi, les commandants des corps de garde réciproques doivent se rassembler pour examiner le crime, les blessures et le corps de ceux qui ont été assassinés et en rédiger un procès-verbal. Le commandant du corps de garde sera tenu d'arrêter les voleurs, au plus tard, dans un mois. Si le voleur n'est pas saisi pendant cet intervalle de temps, on doit faire un rapport aux endroits respectifs où l'on décide les affaires des frontières. Alors les commandants des corps de garde et les soldats qui n'ont pas fait leur devoir dans la recherche des chevaux et des objets volés seront punis eux-mêmes en payant dix fois la valeur des choses volées. Si on arrête des gens non armés, qui ont passé la frontière pour commettre secrètement des vols, ils seront punis, d'après la loi, de cent coups. Le cheval du voleur, avec la selle, sera donné, comme récompense, à ceux qui l'auront arrêté. Les choses volées seront rendues. La première fois, le voleur payera cinq fois la valeur de ces choses, la seconde, dix fois, et pour la troisième fois, il sera traité comme brigand. Si de tels voleurs ne sont pas arrêtés, on doit rédiger au corps de garde auprès duquel le délit a été commis un procès-verbal authentique et ordonner au commandant et aux soldats des corps de garde d'arrêter le criminel dans l'espace d'un mois. Lorsqu'il aura été saisi, il recevra publiquement cent coups, et les chevaux et les autres objets volés seront rendus sans délai. Si les commandants des corps de garde et les soldats ne trouvent et n'arrêtent pas dans le temps prescrit les voleurs non armés, la valeur des chevaux et des objets volés doit être cinq fois restituée par ces commandants et ces soldats qui n'ont pas rempli leur devoir.

Quand on trouve des chevaux et d'autres animaux égarés qui auront passé la frontière, ils seront de suite rendus au corps de garde le plus prochain; si on ne les retrouve pas, on doit en dresser un procès-verbal, dans lequel on les signalera exactement. Les chevaux et animaux égarés seront alors rendus dans l'espace de cinq jours. Ce terme écoulé, si les animaux trouvés n'ont pas été rendus et s'ils ont été cachés quelque part, le lieu où sont quelques-uns de ces chevaux et animaux égarés étant connu, les commandants des corps de garde

réci-proques doivent en faire leur rapport et l'expédier à l'endroit où l'on juge les affaires des frontières. A la remise de ces objets ils seront obligés d'en rendre le double du nombre.

Des gens armés, et non munis de passe-port, qui franchissent la frontière sans commettre ni vols ni assassinats, doivent être arrêtés. On donnera leurs chevaux, selles et équipages, comme récompense, à ceux qui les auront saisis. Si de telles gens ont passé la frontière pour chasser, ils seront, d'après la loi, punis publiquement de cent coups. Le butin, leurs armes, chevaux et équipages seront donnés pareillement, comme une récompense, à ceux qui les auront arrêtés. Si on arrête des gens sans armes, qui auront passé la frontière, le commandant du corps de garde doit les interroger scrupuleusement. S'ils se sont trompés de chemin, il faut les relâcher sans délai et les remettre, le plus tôt possible, au poste de l'autre côté. Si l'on trouve des gens cachés dans les forêts et les montagnes inaccessibles, et si on les saisit, ils seront, d'après la loi, publiquement punis de cent coups; leurs chevaux, selles et équipages seront donnés, comme une récompense méritée, à ceux qui les auront arrêtés.

Tous les criminels de l'empire du Milieu (la Chine) condamnés à des punitions corporelles seront fouettés, et ceux de l'empire des Oros (Russes) battus à coups de verges.

La convention actuellement conclue a été échangée de la manière suivante : les grands de l'empire du Milieu en remirent un exemplaire en langues mandchoue et mongole, muni du sceau, au commissaire plénipotentiaire des Oros; et celui-ci remit aux grands de l'empire du Milieu un autre exemplaire en langue des Oros (russe) et pareillement muni du sceau.

Pour la rendre généralement connue, on doit distribuer des copies imprimées de cette transaction aux sujets limitrophes des deux côtés.

L'année trente-troisième d'*Abkai wekhiyekhe*¹, le dix-neuvième jour de la neuvième lune (18 octobre 1768).

Traité entre Sa Majesté la reine d'Angleterre et l'empereur de la Chine, signé en anglais et en chinois, à Nan-king, le 29 août 1842².

Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et Sa Majesté l'empereur de la Chine, désirant mettre un

1. En chinois *Khianloug*.

2. Traduit du *Chinese-Repository*. Macao, août 1844.

terme aux mésintelligences et aux hostilités qui sont survenues entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité pour arriver à cette fin. En conséquence, ils ont nommé comme leurs plénipotentiaires, à savoir :

Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, sir Henry Pottinger, baronnet, major-général au service de la Compagnie des Indes, etc., etc.,

Et Sa Majesté l'empereur de Chine, les hauts commissaires :

{ *Ki-Yng*, de la famille impériale,

{ *I-li-Pou*, de la parenté impériale,

{ Gardien de l'héritier présomptif, commandant, portant les insignes du premier rang, le collier et

{ Chef des troupes de la garnison de Canton,

{ La ceinture ainsi que la plume de paon ; précédemment

{
{ Ministre et gouverneur général, maintenant lieutenant

{
{ Général commandant à *Tcha-Pou*¹.

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura dorénavant paix et amitié entre Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et Sa Majesté l'empereur de Chine, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs, qui auront toute sécurité et protection pour leurs personnes et leurs propriétés, sur le territoire de l'autre partie contractante.

Art. 2. Sa Majesté l'empereur de Chine consent à ce que les sujets anglais avec leurs familles et leurs établissements, soient autorisés à résider, dans le but de suivre leurs affaires de commerce, sans trouble et restriction, dans les cinq villes de *Canton*, *Amoy*, *Fou-Tchéou*, *Ning-Po* et *Chang-hai* ; et Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, nommera des surintendants ou officiers consulaires, pour résider dans chacune des villes susmentionnées, pour être les intermédiaires entre les autorités chinoises et lesdits négociants, et pour veiller à ce que les droits qui seraient dus au gouvernement chinois, tels qu'ils seront réglés par la suite, soient exactement acquittés par les sujets de Sa Majesté Britannique.

Art. 3. Étant désirable et évidemment nécessaire que les sujets anglais aient quelque port où ils puissent radoubier et réparer leurs na-

1. Nous avons voulu conserver ici, comme exemple de l'étiquette chinoise, la disposition du texte chinois qui, pour montrer la parfaite égalité des pouvoirs des deux plénipotentiaires, place leurs noms et leurs titres sur deux lignes parallèles correspondant à une seule ligne du texte.

vires lorsqu'ils en ont besoin, et faire des approvisionnements dans ce but, Sa Majesté l'empereur de Chine cède à Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne, etc., l'île de Hong-Kong, pour être possédée à perpétuité par Sa Majesté Britannique, ses héritiers et ses successeurs, et pour être gouvernée par telles lois et règlements que Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne, etc., croira convenable de déterminer.

Art. 4. L'empereur de Chine consent à payer la somme de six millions de dollars comme valeur de l'opium qui a été livré à Canton dans le mois de mars 1839, à titre de rançon, pour racheter la vie du surintendant de Sa Majesté Britannique et de ses sujets qui avaient été emprisonnés et menacés de mort par les hauts officiers chinois.

Art. 5. Le gouvernement de Chine ayant obligé jusqu'ici les négociants anglais faisant le commerce à Canton, de traiter exclusivement avec certains négociants chinois, appelés : *marchand-hong* (ou *co-hong*) qui étaient patentés par le gouvernement chinois pour cet objet, l'empereur de Chine consent à abolir cette institution, à l'avenir, dans tous les ports où les négociants anglais pourront résider, et à leur permettre de trafiquer avec telles personnes qu'il leur plaira; et Sa Majesté Impériale consent en outre à payer au gouvernement anglais la somme de trois millions de dollars, pour prix de ce qui est dû aux sujets anglais par quelques-uns desdits *marchands-hong* ou *co-hong*, qui sont devenus insolvables, et qui doivent de très-fortes sommes d'argent aux sujets de Sa Majesté Britannique.

Art. 6. Le gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant été obligé d'envoyer au loin une expédition pour demander et obtenir réparation de ces procédés violents et injurieux des hautes autorités chinoises envers l'officier et les sujets de Sa Majesté Britannique, l'empereur de Chine consent à payer la somme de douze millions de dollars pour les frais de la guerre; et le plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique consent volontairement, au nom de Sa Majesté, à déduire du montant de ladite somme de douze millions de dollars, toutes les sommes qui auraient pu être reçues par les forces combinées de Sa Majesté, comme rançon pour les villes prises postérieurement au 1^{er} jour du mois d'août 1841.

Art. 7. Il est convenu que le montant total des vingt et un millions de dollars, déterminés dans les trois articles précédents, seront payés comme il suit:

Six millions comptant. Six millions en 1843; c'est-à-dire trois millions le 30 juin ou avant, et trois millions le 31 décembre ou avant. Cinq millions en 1844; c'est-à-dire, deux millions et demi le 30 juin ou avant, et deux millions et demi le 31 décembre ou avant. Quatre

1. En chinois de Canton *Hong-Kong*, appelés aussi *Kong-chang*.

millions en 1845 ; c'est-à-dire, deux millions le 30 juin ou avant, et deux millions le 31 décembre ou avant.

Et il est de plus stipulé que les intérêts, au taux de cinq pour cent par an, seront payés par le gouvernement de Chine sur la portion des sommes ci-dessus qui ne serait pas exactement payée aux époques déterminées.

Art. 8. L'empereur de Chine consent à mettre en liberté, sans condition, tous les sujets de Sa Majesté Britannique (qu'ils soient natifs de l'Europe ou des Indes) qui peuvent être emprisonnés en ce moment dans quelque partie que ce soit de l'empire chinois.

Art. 9. L'empereur de Chine consent à publier et promulguer, sous l'autorité de son sceau et de sa signature impériale, une amnistie pleine et entière pour tous les sujets chinois qui auraient pu vivre sous le gouvernement de Sa Majesté Britannique ou avoir eu des relations avec lui, ou être entrés à son service ainsi qu'à celui de ses officiers ; et Sa Majesté Impériale s'engage en outre à mettre en liberté tous les sujets chinois qui peuvent être emprisonnés en ce moment pour de semblables raisons.

Art. 10. Sa Majesté l'empereur de Chine consent à établir dans tous les ports, qui, par le second article de ce traité, doivent être ouverts, en ce qui concerne les négociants anglais, un tarif convenable et régulier des droits d'entrée ou de sortie et autres dus, lequel tarif sera notifié et promulgué publiquement pour l'instruction du public ; et l'empereur s'engage en outre à ce que, lorsque des marchandises anglaises auront acquitté à l'un des deux ports les droits réguliers et autres dus, conformément au tarif qui sera ultérieurement fixé, de telles marchandises pourront être transportées, par des marchands chinois, dans quelque province ou ville que ce soit de l'empire chinois, en payant une certaine somme, comme droit de transit, laquelle somme ne pourra excéder¹ pour cent, d'après la valeur, selon le tarif de telles marchandises.

Art. 11. Il est convenu que le fonctionnaire supérieur de Sa Majesté Britannique en Chine correspondra avec les hauts fonctionnaires chinois dans la capitale et dans les provinces, sous la formule *tchao hoëi*, « communication ; » les fonctionnaires anglais subordonnés et les hauts fonctionnaires chinois dans les provinces, sous la formule *chün tchin*, « exposé, » de la part des premiers ; et de la part des derniers, *tchá hîng*, « déclaration ; » et les employés subalternes des deux nations sur un pied de parfaite égalité ; les négociants et autres n'occupant pas d'emplois officiels, et par conséquent n'étant

1. La somme n'est pas indiquée dans le texte chinois, pas plus que dans le texte anglais.

pas compris dans les catégories ci-dessus, emploieront, des deux côtés, les termes *bin ming*, « représentation, » dans toutes les pièces adressées aux gouvernements respectifs, ou qui seraient destinées à parvenir à leur connaissance.

Art. 12. Aussitôt après la ratification de ce traité par l'empereur de Chine, et le paiement du premier à-compte des indemnités stipulées, les forces de Sa Majesté Britannique se retireront de *Nan-King* et du Grand-Canal, et n'arrêteront pas plus longtemps le commerce de Chine. Le poste militaire établi à *Tchin-hai* sera aussi supprimé; mais les îles de *Kou-lang-Sou* et celle de *Tchou-San* continueront d'être occupées par les forces de Sa Majesté, jusqu'à ce que les paiements en argent et les arrangements pour l'ouverture des ports aux négociants anglais soient complétés.

Art. 13. La ratification de ce traité par Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne, etc., et Sa Majesté l'empereur de Chine sera échangée aussitôt que la grande distance qui sépare l'Angleterre de la Chine le permettra; mais, pendant l'intervalle, des copies en double, signées et scellées par les plénipotentiaires au nom de leurs souverains respectifs, seront mutuellement échangées, et les dispositions et arrangements qui sont convenus pourront être exécutés.

Fait à Nan-King, et signé et scellé par les plénipotentiaires, à bord du vaisseau de Sa Majesté Britannique le *Cornwallis*, ce vingt-neuvième jour d'août 1842, correspondant avec l'ère chinoise au vingt-quatrième jour du septième mois, dans la vingt-deuxième année *T'ao-Kouang*.

Approuvé et ratifié par l'Empereur le vingt-quatrième jour du neuvième mois, dans la vingt-deuxième année de son règne (27 octobre 1842).

Note. Ce traité fut ratifié par la reine d'Angleterre, avec apposition du grand sceau, le 31 décembre 1842. Les ratifications furent échangées à Hong-Kong, le 26 juin 1843.

Traité supplémentaire signé respectivement par Leurs Excellences sir Henry Pottinger et Ki-Ying, au nom de leurs souverains de la Grande-Bretagne et de Chine, à l'entrée de la rivière de Canton, le 8 octobre 1843¹.

Ce traité fut publié par le gouverneur Davis à Hong-kong, dans une Proclamation datée du 10 juillet 1844, en langues anglaise et chinoise, précédé dans

1. Traduit du *Chinese-Repository*. Macao, 7 septembre 1844.

la copie anglaise, d'un préambule non compris dans la copie en langue chinoise, qui commence avec l'article 1^{er}.

Art. 1^{er}. Le tarif des droits d'importations et d'exportations, qui est annexé à ce traité sous les sceaux et signatures du plénipotentiaire anglais et des commissaires chinois, sera dorénavant applicable dans les cinq ports de *Canton*, *Fou-tchéou-fou*, *Amoy*, *Ning-po* et *Chang-haï*.

Art. 2. Les règlements généraux du commerce qui sont annexés à ce traité sous les sceaux et signatures du plénipotentiaire anglais et des commissaires chinois seront dorénavant applicables dans les cinq ports susmentionnés.

Art. 3. Toutes les pénalités imposées ou confiscations prononcées dans la troisième clause des dits règlements généraux du commerce appartiendront et seront appropriées au service public du gouvernement chinois.

Art. 4. Après l'ouverture des cinq ports de *Canton*, *Fou-tchéou*, *Amoy*, *Ning-po* et *Chang-haï*, les négociants anglais ne seront autorisés qu'à trafiquer dans ces cinq ports. Ils ne pourront pas plus se transporter dans d'autres ports ou en d'autres lieux que les Chinois ne seront autorisés de commercer avec eux dans d'autres ports et en d'autres lieux. Si des navires marchands anglais, en contravention de cette convention et d'une proclamation ayant le même but qui doit être publiée par le plénipotentiaire anglais, se rendaient dans d'autres ports et en d'autres lieux, les officiers du gouvernement chinois auront la faculté de saisir et de confisquer lesdits navires et leurs cargaisons; et si des Chinois étaient découverts trafiquant clandestinement avec des marchands anglais dans d'autres ports ou en d'autres lieux, ils seraient punis par le gouvernement chinois de la manière et dans la forme prescrites par la loi.

Art. 5. La quatrième clause des règlements généraux du commerce concernant les transactions et les dettes entre négociants anglais et chinois doit être clairement entendue comme applicable aux deux parties.

Art. 6. Il est convenu que les négociants anglais et autres, résidant dans l'un des cinq ports qui doivent être ouverts ou le fréquentant ne pourront s'écarter dans les environs au delà de certaines courtes distances qui seront fixées par les autorités locales de concert avec le consul anglais, et cela sous aucun prétexte de trafic. Les marins et les personnes appartenant aux navires seront seuls autorisés à débarquer sous l'autorité et les règlements qui seront fixés par le consul de concert avec les fonctionnaires locaux; et si des personnes quel-

1. *Préambule anglais* : Les articles du traité supplémentaire sont obligatoires comme s'ils avaient été insérés au traité original de paix et d'amitié perpétuelle.

conques portaient infraction aux stipulations de cet article et s'aventuraient dans l'intérieur du pays, elles seraient arrêtées et remises entre les mains du consul pour être punies en conséquence.

Art. 7. Le traité de paix perpétuelle et d'amitié stipule pour les sujets anglais et leurs familles résidant dans les villes et cités de Canton, Fou-tchéou, Amoy, Ning-po et Chang haï, sans trouble ni restrictions quelconques. Il est par conséquent arrêté que des terrains et des maisons, dont le loyer ou le prix devra être loyalement et équitablement réglé, selon le taux courant de la localité, sans exaction d'aucun côté, seront choisis par les fonctionnaires locaux d'accord avec le consul, et le nombre de maisons bâties ou louées sera communiqué annuellement aux dits fonctionnaires locaux par le consul pour en instruire leurs gouverneurs ou vice-rois respectifs; mais le nombre ne pourra en être limité, attendu qu'il sera plus grand ou moindre selon l'affluence des négociants.

Art. 8. L'empereur de Chine ayant bien voulu accorder gracieusement à toutes les nations étrangères dont les sujets ou citoyens ont jusqu'ici fait du commerce à Canton le privilège de s'établir aussi, pour faire le commerce, dans les autres quatre ports de Fou-tchéou, Amoy, Ning-po et Chang-haï, aux mêmes conditions que les Anglais, il a été en outre convenu que si, par la suite, l'empereur, pour une cause ou pour une autre, accordait des privilèges additionnels ou des immunités à l'un ou à l'autre des sujets ou citoyens de ces nations étrangères, les mêmes privilèges et immunités seront étendus aux sujets anglais; mais il est bien entendu que, pour en jouir, le cas échéant, il ne sera pas nécessaire de présenter des demandes ou requêtes inutiles à cet effet.

Art. 9. Si des Chinois sans loi¹, ayant commis des crimes ou s'étant révoltés contre leur propre gouvernement, se réfugient à Hong-Kong, ou sur des vaisseaux de guerre anglais, ou sur des navires marchands de la même nation, et qu'ils viennent à être découverts, ils seront remis immédiatement entre les mains des autorités chinoises pour être jugés et punis; ou si, avant d'avoir été découverts par les fonctionnaires anglais, il parvenait à la connaissance des autorités chinoises ou seulement si elles soupçonnaient que de tels criminels ou malfaiteurs se sont réfugiés en tels lieux désignés, une communication devra être faite à ce sujet à l'autorité compétente anglaise afin que lesdits criminels ou malfaiteurs puissent être rigoureusement recherchés, arrêtés et livrés sur la preuve de leur culpabilité. De la même manière, si un soldat quelconque, un marin ou une autre personne, quels que soient sa caste ou son rang et son pays, sujet de la

1. *Pou fá hoá mán.*

couronne de l'Angleterre, venait à désertier, pour une cause ou pour une autre, s'enfuyait ou se réfugiait sur le territoire chinois, un tel soldat, ou marin, ou tout autre individu, serait arrêté par les autorités chinoises et envoyé au consul anglais le plus rapproché ou à un autre officier du gouvernement. Dans aucun cas le recèlement ou un refuge ne pourra être accordé.

Art. 10. A chacun des cinq ports qui doivent être ouverts aux négociants anglais une croisière anglaise y stationnera pour maintenir le bon ordre et la discipline parmi les navires marchands et pour soutenir l'autorité du consul sur les sujets britanniques. Ces navires de guerre seront soigneusement maintenus par l'officier commandant, et ils seront soumis à tous les règlements relatifs à l'entrée dans les ports et aux excursions dans l'intérieur du pays, qui ont déjà été arrêtés pour les navires marchands et leurs équipages. Toutes les fois qu'il pourra être nécessaire de relever un tel navire de guerre par un autre, communication de cette intention sera faite par le consul, ou par le surintendant du commerce anglais, où les circonstances le permettront, aux autorités locales chinoises, afin que l'apparition d'un nouveau navire n'excite aucune crainte dans la population, ou parmi les croiseurs chinois, et en même temps n'apporte des obstacles au remplacement dudit navire, ou que ce remplacement ne puisse être considéré comme soumis aux droits d'entrée et autres obligations arrêtées dans les règlements généraux du commerce, attendu que les navires de guerre anglais ne font jamais de commerce sous quelque forme que ce soit.

Art. 11. Les postes de Tchou-san et de Kou-ang-sou¹ seront évacués, comme il a été déclaré dans le traité de paix perpétuelle et d'amitié, à l'époque où tous les termes de paiements stipulés dans ce traité seront soldés; et le plénipotentiaire anglais consent spécialement et volontairement à ce que toutes les maisons d'habitations, les magasins, les baraques et autres constructions que les troupes anglaises ou des hommes de la même nation ont pu occuper ou construire et réparer, seront, lors de l'évacuation desdits postes, remis exactement tels qu'ils sont entre les mains des autorités chinoises, afin de prévenir tout prétexte de délai ou la plus légère occasion de discussion ou de dispute sur ces points.

Art. 12. Un tarif convenable et régulier des droits et autres dus ayant été établi, il est désirable que le système de contrebande qui a été pratiqué jusqu'ici entre les négociants anglais et chinois, dans beaucoup de cas avec la connivence évidente et la collusion des offi-

1. L'emplacement de *Kou-lang*, sur la terre ferme, vis-à-vis *Hong-Kong*, occupé en dernier lieu par les Anglais, du consentement du vice-roi de Canton, a été cédé à la couronne d'Angleterre par le dernier traité de *Pé-king*.

ciers de douanes chinois, cesse entièrement; la proclamation la plus péremptoire, adressée aux négociants anglais, a déjà été publiée sur ce sujet par le plénipotentiaire anglais, qui donnera aussi des instructions aux différents consuls de sa nation pour surveiller strictement et scruter soigneusement la conduite de toutes les personnes, étant des sujets, qui font du trafic dans l'étendue de son consulat. Toutes les fois qu'un fait positif de contrebande viendra à la connaissance du consul, il instruira aussitôt les autorités chinoises de ce fait, et il procédera à la saisie et à la confiscation de toutes les marchandises, quelles que soient leur valeur et leur nature, qui auront pu ainsi être introduites par contrebande; et il lui sera loisible aussi, dans le cas où il le jugerait convenable, d'interdire au bâtiment qui avait transporté et débarqué les marchandises de contrebande, de trafiquer par la suite, et de le faire partir aussitôt que ses comptes auront été réglés et soldés. Les officiers du gouvernement chinois adopteront en même temps telles mesures qu'ils jugeront convenables relativement aux marchands chinois et aux préposés de la douane qui pourraient être découverts avoir pris part à la contrebande.

Art. 13. Toutes personnes, qu'elles soient nées en Chine ou ailleurs, qui désireront transporter des marchandises de l'un des cinq ports de Canton, Fou-tchéou, Amoy, Ning-po et Chang-hai à Hong-Kong pour la vente ou la consommation, seront parfaitement libres d'en agir ainsi, en payant les droits exigés pour de telles marchandises et en obtenant un passe-port ou une licence de la douane chinoise de l'un desdits ports. Si des Chinois désiraient se rendre à Hong-Kong pour acheter des marchandises, ils devront avoir pleine liberté d'en agir ainsi, et s'ils requéraient un bâtiment chinois pour emporter leurs achats, ils devront obtenir pour ce bâtiment une passe ou licence à la douane du port d'où ledit bâtiment peut faire voile pour Hong-Kong. Il est de plus établi que, dans tous les cas, ces passe-ports devront être rendus aux officiers du gouvernement chinois aussitôt que le voyage pour lequel ils avaient été accordés sera accompli.

Art. 14. Un employé anglais sera commissionné à Hong-Kong, ayant entre autres fonctions, celle d'examiner les registres et les passe-ports de tous les bâtiments chinois qui pourront entrer dans ce port, pour acheter ou vendre des marchandises; et s'il arrivait que cet employé reconnût qu'un bâtiment marchand chinois quelconque n'a ni passe-port ni registre de l'un des cinq ports ouverts au commerce, ce bâtiment devra être considéré comme faisant la contrebande, et il ne lui sera pas permis de faire aucun acte de commerce; et en même temps un rapport du fait avec les circonstances sera adressé aux au-

torités chinoises. Par cet arrangement, il est à espérer que la piraterie et le trafic illégal seront efficacement empêchés.

Art. 15. Si des Chinois faisant du trafic à Hong-Kong venaient à y contracter des dettes, le recouvrement de telles dettes devra être du ressort des cours de justice anglaises de la localité; mais si un débiteur chinois parvenait à se soustraire à cette justice, et qu'il fût connu pour avoir des propriétés réelles ou personnelles sur le territoire chinois, la règle posée dans la 4^e classe des règlements généraux du commerce devra être appliquée dans l'espèce; et ce sera le devoir des autorités chinoises en exécutant cette clause, sur la demande des consuls anglais et de concert avec eux, de faire tous leurs efforts pour voir la justice rendue entre les parties. D'après le même principe, si un négociant anglais venait à contracter des dettes dans l'un des cinq ports et s'enfuyait à Hong-Kong les autorités anglaises, aussitôt qu'elles en auront reçu la demande des fonctionnaires du gouvernement chinois, accompagnée des pièces à l'appui, et des preuves complètes de la dette, institueront une enquête sur les prétentions du réclamat, et lorsque la demande sera fondée, elles obligeront le débiteur ou défaillant à acquitter sa dette jusqu'à concurrence de tous ses moyens.

Art. 16. Il est convenu que les officiers de la douane dans les cinq ports feront un rapport mensuel à Canton des passe-ports accordés aux navires qui se rendent à Hong-Kong, en même temps qu'ils indiqueront la nature de leurs cargaisons; et une copie de ces rapports (des cinq ports) sera incorporée dans un seul rapport et communiquée une fois par mois à l'office anglais compétent à Hong-Kong. Le dit officier anglais, de son côté, fera un pareil rapport aux autorités chinoises de Canton, indiquant les noms des navires chinois arrivés à Hong-Kong, ou partis de ce port, avec la nature de leurs cargaisons; et les autorités de Canton en instruiront les douanes des cinq ports, afin que, par ces arrangements et ces précautions tout commerce illégal et clandestin fait sous le couvert de passe-ports puisse être empêché.

Art. 17. *Ou article additionnel relatif aux petites embarcations anglaises.* Différents petits bâtiments appartenant à la nation anglaise, appelés : *schooners, cutters, lorchas*, etc., n'ont pas été jusqu'ici passibles des droits de louage. Il est maintenant convenu, en ce qui concerne cette classe de bâtiments qui naviguent entre Hong-Kong et la ville de Canton, entre cette ville et Macao, que s'ils portent seulement des passagers, des lettres et des bagages, ils ne payeront comme auparavant aucun droit de tonnage. Mais si ces petits bâtiments portent quelques articles soumis aux droits, sans avoir égard à la quantité de la marchandise, quelque petite qu'elle pût être, ils sont obligés en prin-

cipe de payer le droit de tonnage dans son entier. Mais cette classe de petits bâtiments n'est pas comme les grands navires qui sont engagés dans le commerce étranger; ils sont constamment en marche pour aller ou revenir d'un port à l'autre, font plusieurs voyages par mois, et ne sont pas à comparer à ces larges vaisseaux étrangers qui, à leur arrivée au port, jettent l'ancre à Whampoa. Si nous devions les placer sur le même pied que les grands vaisseaux étrangers, les charges seraient inégales; par conséquent, d'après cela, les plus petits de ces bâtiments seront taxés à 75 tonnes, et les plus grands à un taux n'excédant pas 150 tonnes; qu'ils entrent dans le port, ou qu'ils le quittent avec leur cargaison, ils payeront les droits de tonnage au taux d'un marc par tonne enregistrée. S'ils ne sont pas assez grands pour porter 75 tonnes, ils seront également considérés comme tels et taxés à 75 tonnes; et s'ils excèdent 150 tonnes, ils seront considérés comme équivalant aux grands vaisseaux étrangers, et comme eux passibles des droits de tonnage au taux de cinq marcs par tonne enregistrée. Fou-tcheou et les autres ports n'ayant pas ce genre de navigation et aucun petit bâtiment de cette espèce, il ne sera pas nécessaire de prendre de pareils arrangements à leur égard.

Voici les règlements qui concernent ces petits bâtiments :

1° Chaque *schooner*, *cutter*, *lorcha*, etc., anglais devra être muni d'une lettre ou registre de bord en chinois et en anglais revêtu de la signature et du sceau du surintendant en chef du commerce, signalant sa forme, son chargement, etc., etc.

2° Chaque *schooner*, *cutter*, *lorcha* et tout bâtiment de ce genre, devront se rendre, comme les grands navires y sont obligés, à la bouche du Tigre (*Bocca Tigris*); et lorsqu'il transportera une cargaison, il devra aussi se rendre à *Whampoa*, et en abordant à Canton, remettre sa lettre ou son registre de bord au consul anglais qui obtiendra du *Hoppo* l'autorisation pour lui de décharger sa cargaison, laquelle ne peut être effectuée sans cette autorisation à moins d'encourir les pénalités établies dans la 3^e clause des règlements généraux du commerce.

3° Quand la cargaison du bâtiment pour l'intérieur sera déchargée, et celle pour l'extérieur (s'il en prend une) mise à bord, et les droits pour chacune réglés et payés, le consul rendra le registre ou la lettre de bord, et permettra au bâtiment de partir.

Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'empire Chinois des Ta-Thsing, conclu et signé à Whanghai le 3 juillet 1844, par Leurs Excellences Caleb Cushing et Ki-Ying, en chinois et en anglais, ratifié le 10 décembre 1845¹.

Les États-Unis d'Amérique et l'empire des *Ta-Thsing*, désirant établir une amitié solide, durable et sincère entre les deux nations, ont résolu de fixer d'une manière claire et positive, par le moyen d'un traité ou convention générale de paix, amitié et commerce, les règles qui, à l'avenir, doivent être mutuellement observées dans les rapports de leurs pays respectifs ; pour cet objet très-désirable, le président des États-Unis a conféré pleins pouvoirs à leur commissaire Caleb Cushing, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis en Chine ; et l'auguste souverain de l'empire des *Ta-Thsing* a pareillement conféré pleins pouvoirs à son ministre et commissaire extraordinaire, Ki-Ying, de la maison impériale, l'un des vice-gardiens de l'héritier présomptif, gouverneur général des deux *Kouang*, et surintendant général du commerce et des relations étrangères dans les cinq ports. Et lesdits commissaires, après avoir échangé leurs dits pleins pouvoirs et dûment médité l'objet dudit traité, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Il y aura dorénavant une paix parfaite, permanente, universelle et une amitié cordiale et sincère entre les États-Unis d'Amérique d'une part, et l'empire des *Ta-Thsing* d'autre part, et entre leurs peuples respectivement, sans exception de personnes ou de lieu.

Art. 2. Les citoyens des États-Unis se rendant en Chine dans un but de commerce payeront les droits d'importation et d'exportation prescrits dans le tarif qui est fixé par ce traité et en fait partie. Ils ne seront en aucun cas sujets à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront exigés des négociants d'une autre nation, quelle qu'elle soit. Les redevances et charges de toutes sortes sont absolument abolies, et les employés des douanes qui pourraient être coupables d'exactions seront punis conformément aux lois de la Chine. Si le gouvernement chinois désire modifier ledit tarif, sous quelques rapports, de telles modifications seront faites seulement d'accord avec les consuls et autres fonctionnaires qui y seront dûment autorisés au nom des États-Unis et avec leur consentement. Et si des avantages ou privilèges additionnels, de quelque nature qu'ils pussent être, étaient concédés par la suite à une autre nation, les États-Unis et les citoyens

1. Traduit du *Chinese-Repository*, Macao.

de ce pays se trouveraient, par cela même, appelés au même titre à la participation impartiale, égale et complète des mêmes avantages ou privilèges.

Art. 3. Les citoyens des États-Unis sont autorisés à fréquenter les cinq ports de *Kouang-tchéou* (Canton), *Amoy*, *Fou-tchéou*, *Ning-po* et *Chang-hai*, d'y résider avec leurs familles, d'y faire le commerce, et de se rendre, selon qu'il leur conviendra, avec leurs navires et leurs marchandises, dans les ports susmentionnés, ou d'un port étranger; et de l'un ou l'autre des cinq ports chinois ouverts au commerce à l'un ou à l'autre de leurs propres ports. Mais lesdits bâtiments ne pourront, en violant la loi, entrer dans les autres ports de la Chine, ni pratiquer un trafic frauduleux et clandestin le long des côtes de ce pays. Et un bâtiment quelconque appartenant à un citoyen des États-Unis qui violerait cette défense, serait sujet, avec sa cargaison, à la confiscation de la part du gouvernement chinois.

Art. 4. Pour la surintendance et la réglementation de ce qui concerne les citoyens des États-Unis trafiquant dans lesdits cinq ports, le gouvernement des États-Unis peut nommer des consuls, ou autres fonctionnaires du même ordre, qui seront dûment reconnus comme tels par les fonctionnaires du gouvernement chinois, et entretiendront des relations officielles et une correspondance avec ces derniers, soit personnelle et de vive voix, soit par écrit, comme les circonstances pourront l'exiger, dans les termes de l'égalité et de la déférence réciproque. S'ils étaient traités irrespectueusement ou offensés d'une manière quelconque par les autorités locales, lesdits fonctionnaires, d'une part, auront le droit de s'en plaindre aux fonctionnaires supérieurs du gouvernement chinois, qui verront qu'une enquête sévère et pleine justice doive être faite par eux à cet égard; et, d'autre part, lesdits consuls éviteront soigneusement tout acte d'offense non nécessaire envers lesdits fonctionnaires, et toute collision avec la population chinoise.

Art. 5. A chacun desdits cinq ports, les citoyens des États-Unis, légalement engagés dans le commerce, seront autorisés à importer de leurs propres ports ou pour d'autres ports étrangers en Chine; d'y vendre, y acheter et en exporter pour leurs propres ports ou pour d'autres ports étrangers, toutes espèces de marchandises dont l'importation ou l'exportation n'est pas prohibée par ce traité, en payant les droits auxquels ces marchandises sont soumises par le tarif précédemment établi et fixé, et non d'autres charges, quelles qu'elles puissent être.

Art. 6. Toutes les fois qu'un bâtiment marchand appartenant aux États-Unis entrera dans l'un ou l'autre des cinq ports susdits pour y trafiquer, ses papiers seront déposés chez le consul ou la personne

chargée de ses fonctions, qui les communiquera au commissaire des douanes, et le droit de tonnage sera payé sur ledit bâtiment au taux de cinq maccs par tonne, s'il est d'une charge supérieure à cent cinquante tonneaux, et au taux d'un macc s'il a la charge de cent cinquante tonneaux et au-dessous, selon le montant de son tonnage, conformément à ce qui sera spécifié sur son registre, ledit paiement devant remplacer entièrement les anciennes charges de mesurage et autres dus, qui sont complètement abolis. Et si un bâtiment quelconque, ayant mouillé dans l'un desdits, et y ayant payé son droit de tonnage, avait occasion de se rendre dans un autre desdits ports pour compléter sa cargaison, le consul ou la personne chargée de ses fonctions, en fera part au commissaire des douanes, lequel, au départ dudit navire, notera, sur le congé du port, que les droits de tonnage ont été payés, et il en donnera avis aux douanes des autres ports, dans lequel cas ledit bâtiment, en entrant dans un autre port, y payera seulement le droit afférent à son supplément de cargaison ; mais il ne sera pas obligé de payer une seconde fois un droit de tonnage.

Art. 7. Aucun droit de tonnage ne sera exigé sur les barques appartenant à des citoyens des États-Unis, employées au transport des passagers, bagages, lettres et articles de provisions ou autres non sujets au droit, soit à l'entrée, soit à la sortie de l'un des cinq ports. Cependant, toute barque portant une cargaison et transportant des marchandises soumises au droit, payera le droit de tonnage régulier d'un marc par tonne si ces barques appartiennent à des citoyens des États-Unis, mais non si ces barques sont louées par eux de sujets chinois.

Art. 8. Les citoyens des États-Unis, pour la conservation de leurs bâtiments, seront autorisés à engager des pilotes qui dirigeront lesdits bâtiments dans les passes et les feront entrer dans le port ; et quand les droits légaux auront été tous payés, ils pourront aussi engager des pilotes pour quitter le port. Il sera aussi dans leur droit d'engager pour leur service des domestiques, des compradors, des linguistes, des écrivains, ainsi que des barques de charge ou de passage, et d'employer des laboureurs, des marins et d'autres personnes pour tout service nécessaire, contre une rémunération raisonnable, débattue et convenue entre les parties, ou réglée en s'en rapportant à l'appréciation de l'officier consulaire de leur propre gouvernement, sans ingérence de la part des fonctionnaires locaux du gouvernement chinois.

Art. 9. Toutes les fois que des navires marchands appartenant aux États-Unis entreront dans un port, le surintendant des douanes pourra, s'il le juge convenable, expédier des officiers des douanes pour garder lesdits navires, lesquels officiers des douanes pourront s'établir à bord de ce bâtiment, ou rester sur leur propre barque, à leur conve-

nance ; mais les provisions pour l'entretien desdits officiers seront fournies par le surintendant des douanes, et ne pourront être exigées du commandant du bâtiment ou de son propriétaire, et ces officiers seront passibles d'une peine proportionnelle pour toute exaction pratiquée par eux, en violation de ce règlement.

Art. 10. Toutes les fois qu'un bâtiment marchand appartenant aux États-Unis jettera l'ancre dans l'un ou l'autre desdits ports, le subrécargue ou consignataire déposera, dans les quarante-huit heures, les papiers de bord entre les mains du consul ou de la personne chargée des affaires des États-Unis, lequel fera remettre au surintendant des douanes un rapport exact faisant connaître le nom et le tonnage de ce bâtiment, les noms de ses hommes d'équipage et le contenu de la cargaison à bord, lequel rapport ayant été fait, le surintendant des douanes délivrera un permis de décharger la cargaison. Et le patron, le subrécargue ou le consignataire, s'il lui arrivait de procéder au débarquement de sa cargaison, sans un tel permis, serait passible de la confiscation de la part du gouvernement chinois. Mais si le patron d'un bâtiment quelconque mouillé dans le port désire décharger une partie seulement de sa cargaison, il aura le droit de le faire, en payant le droit sur cette portion seulement ; et il pourra se rendre avec le reste de sa cargaison dans d'autres ports. Ou bien encore, si le patron ou commandant du bâtiment le désire, il pourra, dans le délai de quarante-huit heures après l'arrivée de son bâtiment, mais pas plus tard, effectuer son départ sans rompre charge ; dans lequel cas il ne sera pas assujéti à payer le droit de tonnage et autres, jusqu'à ce que, à son arrivée dans un autre port, il procède au déchargement de sa cargaison, en acquittant alors les droits de tonnage et de cargaison selon les règlements. Les droits de tonnage seront dus après l'expiration desdites quarante-huit heures.

Art. 11. Le surintendant des douanes en vue de la perception des droits propres, et sur la demande qui lui en sera faite par l'entremise du consul, nommera des employés convenables qui procéderont, en présence du capitaine, du subrécargue ou du consignataire, à faire un juste et loyal examen de toutes les marchandises destinées à être déchargées à titre d'importation, ou chargées pour l'exportation sur le bord d'un navire marchand quelconque des États-Unis. Et si des différends s'élevaient par rapport à la valeur des marchandises soumises à un droit *ad valorem*, ou par rapport au montant de la taxe, et que ces différends ne pussent s'arranger d'une manière satisfaisante entre les parties, la question pourra, dans les vingt-quatre heures, et non plus tard, être portée devant ledit consul, pour être arrangée avec le surintendant des douanes.

Art. 12. Des séries de balances-étalons et aussi des poids et me-

sures dûment confectionnés, estampillés et scellés, conformes à l'étalon de la douane de Canton, seront délivrés par le surintendant des douanes aux consuls de chacun des cinq ports, pour assurer l'uniformité et prévenir toute confusion dans la mesure et le poids de la marchandise.

Art. 13. Le droit de tonnage sur les vaisseaux appartenant aux citoyens des États-Unis sera payé sur le permis d'entrée dans le port. Les droits d'importation seront payés à la décharge des marchandises, et les droits d'exportation en les chargeant. Quand tous ces droits auront été payés, et non avant, le surintendant de la douane délivrera un congé de port, et le consul renverra les papiers de bord, de sorte que le bâtiment pourra effectuer son départ. Les droits pourront être payés aux employés autorisés à cet effet par le gouvernement chinois pour les recevoir en son nom. Les droits payables par les négociants des États-Unis seront reçus soit en *sycee*, d'argent, soit en monnaie étrangère, au taux de l'escompte tel qu'il est déterminé par les règlements maintenant en vigueur. Et les marchandises importées, dans leur vente ou transit dans une partie quelconque de l'empire, ne seront pas imposées à un droit plus élevé que celui qu'il est d'usage de payer à la date de ce traité.

Art. 14. Aucunes marchandises à bord d'un bâtiment marchand des États-Unis mouillé dans le port, ne pourront être transbordées sur un autre bâtiment, à moins que ce ne soit dans un cas particulier et exceptionnel, dans lequel cas le fait sera certifié par le consul au surintendant des douanes, qui chargera des employés d'examiner les faits et de permettre le transbordement. Et si des marchandises quelconques étaient transbordées sans les formalités de la demande et de la permission obtenue, ces marchandises pourront être confisquées par le gouvernement chinois.

Art. 15. La précédente restriction du commerce des nations étrangères avec certaines personnes nommées à Canton par le gouvernement, et communément nommées marchands *hong*, ayant été abolie, les citoyens des États-Unis, engagés dans l'achat ou la vente des marchandises d'importation ou d'exportation, sont autorisés à commercer avec tous les sujets chinois sans distinction ; ils ne seront pas assujettis dorénavant à de nouvelles restrictions ni entravés dans leurs affaires par des monopoles ou autres injurieuses réserves.

Art. 16. Le gouvernement chinois ne sera pas rendu responsable d'aucune des dettes qui pourront être dues par des sujets chinois aux citoyens des États-Unis, ou pour des fraudes commises envers eux ; mais les citoyens des États-Unis pourront recourir à la loi pour se faire rendre justice ; et les autorités chinoises locales, sur la représentation convenable qui leur en sera faite par l'entremise du consul,

feront examiner l'affaire, et prendront tous les moyens pour donner satisfaction. Mais dans le cas où le débiteur serait mort, ou n'aurait aucune propriété, ou aurait disparu, le créancier ne peut être indemnisé, conformément au vieux système des *co-hong* (c'est-à-dire de l'ancienne corporation marchande privilégiée). Et si des citoyens des États-Unis deviennent débiteurs de sujets chinois, ces derniers pourront faire valoir leurs droits de la même manière, par l'entremise du consul, mais sans aucune responsabilité pour la dette de la part des États-Unis.

Art. 17. Les citoyens des États-Unis résidant ou séjournant dans l'un des cinq ports ouverts au commerce étranger jouiront de toutes les commodités désirables pour obtenir des maisons d'habitation et des terrains propres au commerce, ou louer des habitants ces mêmes terrains pour y construire des maisons d'habitation et des magasins ou boutiques, comme aussi des hôpitaux, des églises et des cimetières. Les autorités locales des deux gouvernements choisiront de concert les emplacements pour les précédentes destinations, ayant un égard convenable pour les sentiments ou les répugnances de la population. Les parties intéressées fixeront le prix de louage d'un commun accord, les propriétaires, d'un côté, ne demandant pas un prix exorbitant, et les négociants, de l'autre, n'insistant pas d'une manière déraisonnable sur certains points, mais chacun se conduisant avec justice et modération. Une profanation quelconque par des sujets chinois desdits cimetières sera punie sévèrement conformément à la loi. Aux lieux d'arrivage des vaisseaux des États-Unis, les citoyens des États-Unis, négociants, marins, ou autres personnes y séjournant, pourront aller et venir dans le voisinage immédiat, mais ils ne pourront pas à volonté faire des excursions dans le pays, aller dans les villages au loin ; ils ne pourront non plus se rendre sur les marchés publics, dans le but d'y écouler des marchandises contrairement à la loi et pour frauder le fisc. Et pour conserver la paix publique, les fonctionnaires locaux du gouvernement, à chacun des cinq ports, de concert avec les consuls, détermineront les limites qu'il ne sera pas permis aux citoyens des États-Unis de dépasser.

Art. 18. Ce sera une chose légale pour les citoyens des États-Unis d'employer des savants et des gens du peuple de quelque partie de la Chine que ce soit sans distinction de personnes, pour enseigner l'une ou l'autre des langues de l'Empire, et pour les aider dans leurs travaux littéraires ; et les personnes ainsi employées ne pourront être, pour cette cause, exposées à aucun préjudice, soit de la part du gouvernement, soit de celle des particuliers ; et il sera également permis aux citoyens des États-Unis, d'acheter toute espèce de livres en Chine.

Art. 19. Tous les citoyens des États-Unis, en Chine, s'occupant paisiblement de leurs affaires, étant placés sur un pied commun d'amitié et de bon vouloir avec les sujets chinois, jouiront pour eux-mêmes, et pour chaque chose à eux appartenant, de la protection spéciale des autorités locales du gouvernement chinois, qui les défendra de toute insulte ou injure, de quelque nature qu'elle puisse être, de la part des Chinois. Si leurs habitations ou leurs propriétés étaient menacées ou attaquées par la populace, des incendiaires ou autres malfaiteurs, les autorités locales, sur la réquisition du consul, expédieront immédiatement une force militaire pour disperser les émeutiers, et elles s'empareront des coupables et les puniront selon toute la rigueur des lois.

Art. 20. Les citoyens des États-Unis qui ont pu importer des marchandises dans l'un ou l'autre des ports libres de Chine et y ont payé le droit, s'ils désiraient réexporter ces mêmes marchandises en totalité ou en partie à l'un ou à l'autre desdits ports seront autorisés, à en prévenir, par l'entremise du consul, le surintendant des douanes qui, dans le but de prévenir toute fraude concernant le fisc, fera examiner l'affaire par des employés compétents pour voir si les droits payés sur les marchandises, telles qu'elles ont été enregistrées sur les livres de la douane correspondent avec la déclaration faite, et que les marchandises restent avec leurs marques originelles non changées. Ces employés mentionneront sur le congé du port le montant des marchandises et les droits payés; et ils remettront le congé de port ainsi annoté au négociant, en même temps qu'ils certifieront les faits aux officiers de la douane des autres ports. Tout étant ainsi réglé, à l'arrivée dans le port du bâtiment sur lequel les marchandises sont chargées, et chaque chose ayant été à la vérification trouvée conforme, le navire sera autorisé à rompre charge sans être assujéti au paiement d'un droit additionnel. Mais si, à la vérification, le surintendant des douanes venait à découvrir quelque fraude préjudiciable au fisc, alors les marchandises seraient passibles de la confiscation au profit du gouvernement chinois.

Art. 21. Les sujets chinois qui pourront être coupables d'un acte criminel envers les citoyens des États-Unis seront arrêtés et punis par les autorités chinoises conformément aux lois de la Chine. Et les citoyens des États-Unis qui pourraient commettre quelque crime en Chine, seront mis en jugement et punis seulement par le consul ou par un autre fonctionnaire public des États-Unis autorisé à cet effet conformément aux lois des États-Unis. Et afin de prévenir toute controverse et désaffection à cet égard, la justice sera équitablement et impartialement administrée des deux côtés.

Art. 22. Les relations de paix et d'amitié entre les États-Unis et la

Chine étant établies par ce traité, et les navires des États-Unis étant admis à commercer librement dans les cinq ports ouverts au commerce étranger, et de chacun de ces ports aux autres ports indistinctement, il est de plus convenu que dans le cas où, *par la suite*, la Chine se trouverait être en guerre avec une nation quelconque, et, dans ce cas, fermerait à cette nation l'entrée de ses ports, alors même les navires des États-Unis n'en continueraient pas moins de suivre leur commerce en liberté et en toute sécurité, et de transporter des marchandises d'un port à l'autre des belligérants, plein respect étant accordé à la neutralité du pavillon des États-Unis; pourvu que ledit pavillon ne protège pas des navires engagés dans le transport de troupes au service de l'ennemi, ou qu'il ne soit employé frauduleusement à faire entrer des bâtiments ennemis avec leurs cargaisons dans les ports de Chine. De tels bâtiments seraient soumis à la confiscation de la part du gouvernement chinois.

Art. 23. Les consuls des États-Unis à chacun des cinq ports ouverts au commerce étranger feront annuellement aux gouverneurs généraux de ces localités un rapport détaillé du nombre de navires appartenant aux États-Unis qui seront entrés dans lesdits ports et en seront sortis pendant l'année, ainsi que du montant et de la valeur des marchandises importées et exportées sur lesdits navires, pour être transmis à l'inspection du ministère des finances.

Art. 24. Si les citoyens des États-Unis avaient des motifs particuliers d'adresser une réclamation quelconque aux fonctionnaires chinois locaux du gouvernement, ils soumettront préalablement cette même communication à leur consul ou à un autre employé officiel pour savoir si le langage de ladite réclamation est respectueux et convenable, et le sujet juste et fondé; dans lequel cas, le consul, ou le fondé de ses pouvoirs, transmettra ladite réclamation aux autorités compétentes pour la prendre en considération et agir en conséquence. De la même manière, si des sujets chinois avaient des motifs particuliers d'adresser une réclamation au consul des États-Unis, ils la soumettront préalablement aux autorités locales de leur propre gouvernement, pour savoir si le langage de ladite réclamation est respectueux et convenable, et le sujet juste et fondé; dans lequel cas lesdites autorités transmettront ladite réclamation au consul ou au fondé de ses pouvoirs pour la prendre en considération et agir en conséquence. Et si des difficultés s'élevaient entre des citoyens des États-Unis et des sujets chinois, qui ne pourraient pas être arrangées à l'amiable, ces mêmes différends seraient examinés et résolus conformément à la justice et à l'équité par les fonctionnaires publics des deux nations réunis à cet effet.

Art. 25. Toutes les questions concernant les droits soit de propriété

soit de personnes, qui s'élèveraient entre des citoyens des États-Unis en Chine, seront soumises à la juridiction des autorités de leur propre gouvernement et réglées par elles. Et tous les différends qui pourront survenir en Chine entre des citoyens des États-Unis et des sujets d'un autre gouvernement quelconque, seront réglés par les traités existants entre les États-Unis et ces gouvernements respectifs sans ingérence de la part de la Chine.

Art. 26. Les navires marchands des États-Unis se trouvant dans les eaux des cinq ports de la Chine ouverts au commerce étranger, seront placés sous la juridiction des fonctionnaires de leur propre gouvernement, lesquels avec les maîtres ou propriétaires de ces mêmes navires traiteront leurs affaires sans aucun contrôle de la part de la Chine. Le gouvernement chinois ne sera pas tenu d'obtenir réparation d'injures faites à des citoyens ou au commerce des États-Unis par une puissance étrangère quelconque. Mais si des navires marchands des États-Unis, pendant qu'ils seraient mouillés dans des eaux sur lesquelles le gouvernement chinois exerce sa juridiction, venaient à être pillés par des voleurs ou des pirates, alors les autorités locales chinoises, civiles et militaires, en recevant information des faits, arrêteront lesdits voleurs ou pirates et les puniront conformément aux lois; elles feront remettre la propriété qui pourra être recouvrée entre les mains du consul le plus voisin, ou d'un autre fonctionnaire des États-Unis pour être par lui restituée à la personne à laquelle elle avait été enlevée. Mais si, à cause de l'étendue du territoire et de la nombreuse population de la Chine il arrivait, dans quelque circonstance, que les voleurs ne pussent pas être arrêtés et que la propriété fût recouvrée en partie seulement, alors la loi aurait son cours vis-à-vis les autorités locales (responsables); mais le gouvernement chinois ne donnerait aucune indemnité pour les marchandises perdues.

Art. 27. Si un navire quelconque des États-Unis venait à faire naufrage ou à être jeté sur les côtes de Chine, et qu'il fût livré au pillage ou exposé à d'autres dommages, les propres officiers du gouvernement, en recevant connaissance du fait, adopteront immédiatement des mesures pour lui porter secours et pourvoir à sa sécurité; et les personnes du bord seront traitées amicalement et mises à même de rejoindre au plus tôt le plus convenable des cinq ports, en même temps qu'elles jouiront de toutes les facilités pour obtenir la fourniture des provisions de bouches et l'eau dont elles auraient besoin. Et si un navire se trouvait forcé, par une cause quelconque, de se réfugier dans un port autre que l'un des cinq ouverts au commerce étranger, alors de la même manière, les personnes à bord recevront le même traitement amical et les moyens de sauvetage et de sécurité dont elles auraient besoin.

Art. 28. Les citoyens des États-Unis, leurs navires et leurs propriétés quelconques ne seront soumis à aucune arrestation ou embargo ; ils ne pourront être ni arrêtés ni détenus de force, sous aucun prétexte de service public ; mais ils seront toujours autorisés à poursuivre en paix leur commerce, sans trouble et sans entraves.

Art. 29. Les autorités locales du gouvernement chinois auront soin de faire arrêter tous les mutins ou déserteurs du bord des navires des États-Unis, et elles les feront remettre aux consuls ou autres officiers pour être punis. Et si des criminels, sujets chinois, se réfugiaient dans les maisons ou à bord des navires des citoyens des États-Unis, ces criminels ne seront point abrités ni cachés, mais ils seront livrés à la justice, sur la due réquisition qui en sera faite par les fonctionnaires locaux chinois, et adressée à ceux des États-Unis. Les négociants, marins et autres citoyens des États-Unis seront placés sous la surintendance des fonctionnaires spéciaux nommés par leur gouvernement. Si des individus de l'une ou l'autre nation commettaient des actes de violence ou de désordre, se servaient d'armes pour en blesser d'autres, ou créaient des troubles, mettaient la vie en danger, les autorités des deux gouvernements s'emploieront elles-mêmes à ramener l'ordre et à maintenir la paix publique en appliquant une justice impartiale aux coupables.

Art. 30. Les autorités supérieures des États-Unis et de la Chine, en correspondant entre elles, le feront sur le pied de l'égalité, et dans la forme d'une « mutuelle communication » (*tchao hoeï*). Les consuls et les officiers locaux, civils et militaires, en correspondant ensemble, emploieront pareillement le style et la forme de « mutuelle communication » (*tchao hoeï*) ; quand des fonctionnaires ou employés inférieurs de l'un des gouvernements s'adresseront à un fonctionnaire supérieur de l'autre gouvernement, ils le feront dans le style et sous la forme d'un « mémoire » (*chin tchin*). Les particuliers en s'adressant à des fonctionnaires supérieurs emploieront la formule de « pétition » (*pin tching*). Dans aucun cas, il ne sera souffert aucune expression ou formule offensante ou irrespectueuse pour l'une ou l'autre des parties. Et il est convenu qu'aucun présent, sous quelque prétexte ou forme que ce puisse être, ne sera jamais demandé des États-Unis par la Chine, ou de la Chine par les États-Unis.

Art. 31. Les communications de la part du gouvernement des États-Unis à la cour de Chine seront transmises par l'intermédiaire du commissaire impérial chargé de la surintendance concernant les nations étrangères avec la Chine, ou par le gouverneur général des deux Kouang, par celui de Min et Tché ou des deux Kiang.

Art. 32. Toutes les fois que des vaisseaux de guerre des États-Unis

en croisière pour la protection du commerce de leur contrée, viendront mouiller dans l'un des ports de Chine, les commandants desdits bâtiments, et les autorités locales supérieures du gouvernement entretiendront ensemble des relations suivies sur le pied de l'égalité et de la plus parfaite courtoisie, en témoignage des relations amicales existant entre leurs nations respectives. Et lesdits bâtiments de guerre jouiront de toutes les facilités possibles de la part du gouvernement chinois dans l'achat des provisions, pour se procurer de l'eau, et pour la réparation de leurs bâtiments s'ils en avaient besoin.

Art. 33. Les citoyens des États-Unis qui tenteront de commercer clandestinement avec tels des ports de Chine qui ne sont pas ouverts au commerce étranger, ou qui feront le commerce de l'opium ou tel autre article de marchandise de contrebande, seront passibles de la justice du gouvernement chinois, sans qu'ils puissent invoquer l'entremise ou la protection de celui des États-Unis; et les États-Unis prendront des mesures pour empêcher que des sujets des autres nations n'abusent de leur pavillon pour couvrir la violation des lois de l'empire.

Art. 34. Lorsque la présente convention aura été définitivement conclue (par les ratifications respectives), elle deviendra obligatoire pour les deux puissances, et ses dispositions ne pourront être changées ou modifiées sans une cause grave; mais d'autant plus que les conditions des différents ports de Chine ouverts au commerce étranger sont différentes, l'expérience peut démontrer que certaines modifications peu considérables seraient utiles en ce qui concerne le commerce et la navigation; dans lequel cas, les deux gouvernements, à l'expiration de douze années de la date de cette convention, entreront amiablement en négociation, relativement aux modifications désirées, par l'entremise de personnes nommées à cet effet. Et lorsqu'il sera ratifié, ce traité sera fidèlement observé dans toutes ses parties par les États-Unis et la Chine, et par chaque citoyen ou sujet des deux États. Et aucun État particulier des États-Unis ne pourra nommer ou envoyer un ministre en Chine pour mettre en question les dispositions qui y sont contenues.

Le présent traité de paix, amitié et commerce sera ratifié et approuvé par le Président des États-Unis au nom et avec le consentement du Sénat, et par l'auguste Souverain de l'empire des *Ta-thsing*; et les ratifications seront échangées dans le délai de dix-huit mois de la date de sa signature, ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires respectifs des États-Unis d'Amérique et de l'empire des *Ta-thsing*, comme il a été dit précédemment, ont signé et scellé les présentes.

Fait à *Wáng-hiú*, le 3 juillet 1844 de l'ère de notre Sauveur Jésus-Christ, et le 18^e jour du 5^e mois de la 24^e année *Taho-Kouáng*.

C. CUSHING.

TSIYENG.

N. B. — Le tarif des droits annexé au traité se trouve, en anglais, dans le *Recueil manuel et pratique des traités*; par MM. L. Martens et Cussy, vol. VI.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la Chine, signé le 24 septembre 1844, à Wampoa, ratifié à Macao le 25 août 1845.

Sur la demande du consul de France à Canton, le commerce français avait été, dès le 10 septembre 1843, complètement assimilé au commerce britannique.

Art. 1^{er}. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté l'Empereur des Français, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de Chine, d'autre part, ainsi qu'entre les citoyens et sujets des deux empires, sans exception de personnes ni de lieux. Tous jouiront, dans les États respectifs des hautes parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 2. Dorénavant les Français et leurs familles sont autorisés à se transporter, s'établir et se livrer au commerce en toute sécurité, sans entrave ni restriction aucune, dans les ports et places de Canton, Emoui, Fou-Chou, Ning-Pô et Chang-haï. Les navires français pourront commercer librement dans lesdits ports, y séjourner et circuler de l'un à l'autre, suivant leurs convenances. Mais il leur est formellement interdit de pénétrer et d'effectuer des opérations commerciales dans aucun autre port de la Chine, comme aussi de pratiquer sur la côte des ventes ou des achats clandestins. En cas de contravention au présent article, et sauf les exceptions mentionnées à l'article 30, la cargaison desdits navires pourra être confisquée au profit du gouvernement chinois, lequel, toutefois, devra, immédiatement après la saisie et avant que la confiscation ne soit légalement prononcée, en donner avis au consulat français du port le plus voisin.

Art. 3. Les propriétés de toute nature appartenant à des Français dans les cinq ports seront considérées par les Chinois comme inviolables, et seront toujours respectées par eux. L'autorité chinoise ne pourra, quoi qu'il arrive, mettre embargo sur les navires français, ni les frapper de réquisition pour quelque service public ou privé que ce puisse être.

Art. 4. Sa Majesté l'Empereur des Français pourra nommer des

consuls ou agents consulaires dans chacun des cinq ports susnommés, pour servir d'intermédiaire entre les autorités chinoises et les négociants français, et veiller à la stricte observation des règlements stipulés. Ces fonctionnaires seront traités avec les égards et la considération qui leur sont dus; leurs rapports et communications officielles avec l'autorité supérieure de leur résidence seront établis sur le pied de la plus parfaite égalité. S'ils avaient à se plaindre des procédés de ladite autorité, ils s'adresseront directement au surintendant des cinq ports, ou, à son défaut, au haut fonctionnaire de la province, qui examinera mûrement leurs plaintes et y fera droit, s'il y a lieu. En cas d'absence du consul ou de l'agent consulaire, les capitaines et négociants français auront la faculté de recourir à l'intervention du consul d'une puissance amie, ou bien, s'il n'y avait pas possibilité de le faire, de s'adresser directement au chef de la douane, lequel avisera aux moyens d'assurer auxdits capitaines ou négociants tous les bénéfices du présent traité.

Art. 5. Il sera loisible à Sa Majesté l'Empereur des Français de faire stationner un bâtiment de guerre dans chacun des cinq ports, à l'effet de maintenir le bon ordre et la discipline parmi les équipages des navires marchands, et de faciliter l'exercice de l'autorité consulaire. Les mesures nécessaires seront prises pour que la présence des susdits bâtiments de guerre n'entraîne aucun inconvénient; et leurs commandants recevront l'ordre de faire exécuter les dispositions mentionnées à l'article 23, par rapport aux communications avec la terre et à la police des équipages. Il est bien entendu d'ailleurs que les bâtiments de guerre français ne sauraient être frappés d'aucun droit quelconque.

Art. 6. Les droits d'importation et d'exportation prélevés dans les cinq ports sur le commerce français seront réglés conformément au tarif annexé au présent traité, sous le sceau et la signature des plénipotentiaires respectifs. Moyennant l'acquittement de ces droits, dont il est expressément interdit d'augmenter le montant à l'avenir, et que ne pourra aggraver aucune espèce de charge ou de surtaxe quelconque, les Français seront libres d'importer en Chine, des ports français et étrangers, et d'exporter également pour toute destination, toutes les marchandises qui ne seront pas, au jour de la signature du présent traité et d'après la classification du tarif ci-contre, l'objet d'une prohibition formelle ou d'un monopole spécial. Le gouvernement chinois, renonçant à la faculté d'augmenter par la suite le nombre des articles réputés contrebande ou monopole, aucune modification ne pourra être dorénavant apportée au susdit tarif qu'après une entente préalable avec le gouvernement français, et de son plein et entier consentement.

A l'égard du tarif, aussi bien que pour toute stipulation introduite ou à introduire dans les traités existants ou qui seraient ultérieurement conclus, il demeure bien et dûment établi que les négociants, et en général tous les citoyens français en Chine, auront droit, toujours et partout, au traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 7. Toutes marchandises françaises, après avoir acquitté dans l'un des cinq ports les droits de douane liquidés d'après le tarif, pourront être transportées dans l'intérieur par les négociants chinois, sans avoir à subir aucune autre charge supplémentaire que le paiement des droits de transit, suivant le taux modéré actuellement en vigueur, lesquels droits ne seront susceptibles d'aucune augmentation future.

Si des agents de la douane chinoise, contrairement à la teneur du présent article et du précédent, exigeaient des rétributions illégales ou prélevaient des droits plus élevés, ils seraient punis suivant les lois de l'empire du milieu.

Art. 8. La publication d'un tarif convenable et régulier ôtant désormais tout prétexte à la contrebande, il n'est pas à présumer qu'aucun acte de cette nature soit commis par des bâtimens de commerce français dans les cinq ports. S'il en était autrement, toute marchandise introduite en contrebande par des navires ou des négociants français dans l'un des ports précités, quelles que soient d'ailleurs sa valeur et sa nature, comme aussi toute denrée prohibée débarquée frauduleusement, seront saisies par l'autorité locale et confisquées au profit du gouvernement chinois. En outre, celui-ci pourra, si bon lui semble, interdire l'entrée de la Chine au bâtiment surpris en contravention, et le contraindre à partir aussitôt après l'apuration de ses comptes.

Si quelque navire étranger se couvrirait frauduleusement du pavillon de la France, le gouvernement français verrait à prendre les mesures nécessaires pour la répression de cet abus.

Art. 9. La corporation privilégiée, connue précédemment à Canton sous le nom de marchands *hongs* ou *hanistes*, ayant été légalement supprimée, les Français, dans les cinq ports, seront libres dorénavant de traiter de l'achat et de la vente de toute marchandise d'importation ou d'exportation avec tel sujet chinois qu'ils voudront, sans distinction de classe et sans l'intervention obligée de qui que ce soit. Aucune autre société privilégiée ne pourra désormais s'établir, non plus qu'aucune coalition organisée dans le but d'exercer un monopole sur le commerce. En cas de contravention au présent, l'autorité chinoise, sur les représentations du consul ou agent consulaire, aviserait au moyen de dissoudre de semblables associations, dont elle s'efforcera d'ailleurs de prévenir l'existence par des prohibitions préa-

lables, afin d'écarter tout ce qui pourrait porter atteinte à la libre concurrence.

Art. 10. Si des Chinois, à l'avenir, deviennent débiteurs de capitaines ou de négociants français et leur font éprouver des pertes par fraude ou de toute autre manière, ceux-ci n'auront plus à se prévaloir de la solidarité qui résultait de l'ancien état de choses; ils pourront seulement s'adresser, par l'entremise de leur consul, à l'autorité locale, qui ne négligera rien, après avoir examiné l'affaire, pour contraindre les prévenus à satisfaire à leurs engagements, suivant la loi du pays. Mais si le débiteur ne peut être retrouvé, s'il est mort ou en faillite, et s'il ne reste rien pour payer, les négociants français ne pourront point appeler l'autorité chinoise en garantie.

En cas de fraude ou de non paiement de la part de négociants français, le consul prêterà de la même manière assistance au réclamant, sans que toutefois ni lui ni son gouvernement puissent en aucune façon être rendus responsables.

Art. 11. Lorsqu'un bâtiment français arrivera dans les eaux de l'un des cinq ports ouverts au commerce, il aura la faculté d'engager tel pilote qu'il lui conviendra, pour se faire conduire immédiatement dans le port; et, de même, quand, après avoir acquitté toutes les charges légales, il sera prêt à mettre à la voile, on ne pourra davantage lui refuser des pilotes pour le sortir du port sans retard ni délai.

Tout individu qui voudra exercer la profession de pilote pour les bâtiments français pourra, sur la présentation de trois certificats de capitaines de navire, être commissionné par le consul de France de la même manière que cela se pratiquerait pour d'autres nations.

La rétribution à payer au pilote sera réglée selon l'équité, pour chaque port en particulier, par le consul ou agent consulaire, lequel la fixera convenablement, en raison de la distance parcourue et des circonstances de la navigation.

Art. 12. Dès que le pilote aura introduit un navire de commerce français dans le port, le chef de la douane déléguera un ou deux préposés pour surveiller le navire et empêcher qu'il ne se pratique aucune fraude. Ces préposés pourront, selon leur convenance, rester dans leur propre bateau ou se tenir à bord du bâtiment; les frais de leur solde, nourriture et entretien seront à la charge de la douane chinoise, et ils ne pourront exiger aucune indemnité ou rétribution quelconque du capitaine ou du consignataire. Toute contravention à ces dispositions entraînera une punition proportionnelle au montant de l'exaction, laquelle, en outre, sera intégralement restituée.

Art. 13. Dans les vingt-quatre heures qui suivront l'arrivée d'un navire de commerce français dans l'un des cinq ports, le capitaine, s'il

n'est dûment empêché, et à son défaut, le subrécargue ou le consignataire, devra se rendre au consulat de France et remettre entre les mains du consul les papiers de bord, les connaissements et le manifeste; dans les vingt-quatre heures suivantes, le consul enverra au chef de la douane une note détaillée indiquant le nom du navire, le rôle d'équipage, le tonnage légal du bâtiment et la nature de son chargement. Si, par suite de la négligence du capitaine, cette dernière formalité n'avait pu être accomplie dans les quarante-huit heures qui suivront l'arrivée du navire, le capitaine sera passible d'une amende de cinquante piastres par jour de retard, au profit du gouvernement chinois; ladite amende toutefois ne pourra dépasser la somme de deux cents piastres.

Aussitôt après la réception de la note transmise par le consulat, le chef de la douane délivrera le permis d'ouvrir la cale. Si le capitaine, avant d'avoir reçu le permis précité, avait ouvert sa cale et commencé à décharger, il pourra être condamné à une amende de cinq cents piastres, et les marchandises débarquées pourront être saisies, le tout au profit du gouvernement chinois.

Art. 14. Tout bâtiment français entré dans un port de Chine, et qui n'a point encore levé le permis de débarquement mentionné plus bas à l'article 16, pourra, dans les deux jours de son arrivée, quitter le port et se rendre dans un autre, sans avoir à payer ni droit de tonnage ni droit de douane, attendu qu'il les acquittera ultérieurement dans le port où il effectuera la vente de ses marchandises.

Art. 15. Après l'expiration des deux jours susmentionnés, et avant de procéder au déchargement, chaque bâtiment de commerce français acquittera intégralement les droits de tonnage ainsi réglés : pour les navires de cent cinquante tonneaux de la jauge légale et au-dessus, à raison de cinq maces (un demi-taël) par tonneau; pour les navires jaugeant moins de cent cinquante tonneaux, à raison de un mace (un dixième de taël) par tonneau. Toutes les rétributions et surcharges additionnelles, antérieurement imposées à l'arrivée et au départ, sont expressément supprimées et ne pourront être remplacées par aucune autre.

Lors du payement du droit précité, le chef de la douane délivrera au capitaine ou consignataire un reçu en forme de certificat, constatant que le droit de tonnage a été intégralement acquitté; et, sur l'exhibition de ce certificat au chef de la douane de tout autre des cinq ports où il lui conviendrait de se rendre, le capitaine sera dispensé de payer de nouveau pour son bâtiment le droit de tonnage, tout navire français ne devant être passible qu'une seule fois à chacun de ses voyages d'un pays étranger en Chine.

Sont exemptés du droit de tonnage les barques, goëlettes, bateaux

caboteurs et autres embarcations françaises, pontées ou non pontées, employées aux transports des passagers, bagages, lettres, comestibles et généralement de tous objets non sujets aux droits. Si lesdites embarcations transportaient en outre des marchandises, elles rentre-raient dans la catégorie des navires jaugeant moins de cent cinquante tonneaux, et payeraient à raison de un dixième de taël (un mace) par tonneau. Les négociants français pourront toujours affréter des jon-ques et autres embarcations chinoises, lesquelles ne seront soumises à aucun droit de tonnage.

Art. 16. Toutes les fois qu'un négociant français aura des mar-chandises à embarquer ou à débarquer, il devra d'abord en re-mettre la note détaillée au consul ou agent consulaire, qui char-gera immédiatement un interprète reconnu du consulat d'en donner communication au chef de la douane. Celui-ci délivrera sur-le-champ un permis d'embarquement ou de débarquement. Il sera alors procédé à la vérification des marchandises dans la forme la plus convenable pour qu'il n'y ait chance de perte pour aucune des parties.

Le négociant français devra se faire représenter sur le lieu de la vérification (s'il ne préfère y assister lui-même) par une personne réunissant les qualités requises, à l'effet de veiller à ses intérêts au moment où il sera procédé à cette vérification pour la liquidation des droits; faute de quoi, toute réclamation ultérieure restera nulle et non avenue.

En ce qui concerne les marchandises taxées *ad valorem*, si le né-gociant ne peut tomber d'accord avec l'employé chinois sur la valeur à fixer, chaque partie appellera deux ou trois négociants chargés d'examiner les marchandises, et le prix le plus élevé qui sera offert par l'un d'eux sera réputé constituer la valeur réelle desdites mar-chandises.

Les droits seront prélevés sur le poids net; on déduira, en consé-quence, le poids des emballages et contenants. Si le négociant fran-çais ne peut s'entendre avec l'employé chinois sur la fixation de la taxe, chaque partie choisira un certain nombre de caisses et de ballots parmi les colis objets du litige; ils seront d'abord pesés brut, puis taxés ensuite, et la taxe moyenne des colis pesés servira de taxe pour tous les autres.

Si pendant le cours de la vérification il s'élève quelque difficulté qui ne puisse être résolue, le négociant français pourra réclamer l'in-tervention du consul, lequel portera sur-le-champ l'objet de la contes-tation à la connaissance du chef des douanes, et tous deux s'efforce-ront d'arriver à un arrangement amiable. Mais la réclamation devra avoir lieu dans les vingt-quatre heures, sinon il n'y sera pas donné

suite. Tant que le jugement de la contestation restera pendant, le chef de la douane n'en portera pas l'objet sur ses livres, laissant ainsi toute latitude pour l'examen et la solution de la difficulté.

Les marchandises importées qui auraient éprouvé des avaries jouiront d'une réduction de droits proportionnelle à leur dépréciation : celle-ci sera déterminée équitablement et, s'il le faut, par expertise contradictoire, ainsi qu'il a été stipulé plus haut pour la fixation des droits *ad valorem*.

Art. 17. Tout navire français entré dans l'un des cinq ports, et qui voudra n'y décharger qu'une partie de ses marchandises, ne payera les droits de douane que pour la partie débarquée; il pourra transporter le reste de sa cargaison dans un autre port et l'y vendre. Les droits seront alors acquittés.

Dans le cas où des Français, après avoir acquitté dans un port les droits sur des marchandises, voudraient les réexporter et aller les vendre dans un autre port, ils en préviendront le consul ou agent consulaire; celui-ci, de son côté, en informera le chef de la douane, lequel, après avoir constaté l'identité de la marchandise et la parfaite intégrité des colis, remettra aux réclamants une déclaration attestant que les droits afférents auxdites marchandises ont été effectivement acquittés, Munis de cette déclaration, les négociants français n'auront, à leur arrivée dans l'autre port, qu'à la présenter, par l'entremise du consul, au chef de la douane, qui délivrera pour cette partie de la cargaison, sans retard et sans frais, un permis de débarquement en franchise de droits. Mais si l'autorité découvrait de la fraude ou de la contrebande parmi les marchandises ainsi réexportées, celles-ci seraient, après vérification, confisquées au profit du gouvernement chinois.

Art. 18. Il est établi, de commun accord, que les droits d'importation seront acquittés par les capitaines ou négociants français au fur et à mesure du débarquement des marchandises et après leur vérification; les droits d'exportation le seront de la même manière lors de l'embarquement. Lorsque les droits de tonnage et de douane dus par un bâtiment français auront été intégralement acquittés, le chef de la douane délivrera une quittance générale, sur l'exhibition de laquelle le consul rendra ses papiers de bord au capitaine, et lui permettra de mettre à la voile.

Le chef de la douane désignera une ou plusieurs maisons de change qui seront autorisées à recevoir les sommes dues par les négociants français au compte du gouvernement, et les récépissés de ces maisons de change, pour tous les paiements qui leur auront été faits, seront réputés acquits du gouvernement chinois. Ces paiements pourront s'opérer soit en lingots, soit en monnaies étrangères

dont le rapport avec l'argent *sycee* sera déterminé, de commun accord, entre le consul ou agent consulaire français et le chef de la douane dans les différents ports, suivant le temps, le lieu et les circonstances.

Art. 19. Dans chacun des cinq ports, le chef de la douane recevra pour lui-même et déposera au consulat français des balances légales pour les marchandises et pour l'argent, ainsi que des poids et des mesures exactement conformes aux poids et mesures en usage à la douane de Canton, et revêtus d'une estampille et d'un cachet constatant cette conformité. Ces étalons seront la base de toutes les liquidations de droits et de tous les paiements à faire au gouvernement chinois. On y aura recours en cas de contestation sur le poids et la mesure des marchandises, et il sera statué d'après les résultats qu'ils auront donnés.

Art. 20. Aucun transbordement de marchandises ne pourra avoir lieu que sur permis spécial et dans un cas d'urgence. S'il devient indispensable d'effectuer cette opération, il devra en être référé au consul, qui délivrera un certificat sur le vu duquel le transbordement sera autorisé par le chef de la douane. Celui-ci pourra toujours déléguer un employé de son administration pour y assister. Tout transbordement non autorisé, sauf le cas de péril en la demeure, entraînera la confiscation, au profit du gouvernement chinois, de la totalité des marchandises illicitement transbordées,

Art. 21. Les capitaines et négociants français pourront louer telles espèces d'allèges et d'embarcations qu'il leur plaira pour transporter des marchandises et des passagers, et la rétribution à payer pour ces allèges sera réglée de gré à gré par les parties intéressées, sans l'intervention de l'autorité chinoise, et par conséquent sans sa garantie en cas d'accident, de fraude ou de disparition desdites allèges. Le nombre n'en sera point limité, et le monopole n'en pourra être concédé à qui que ce soit, non plus que celui du transport par portefaix des marchandises à embarquer ou à débarquer.

Art. 22. Tout Français qui, conformément aux stipulations de l'article 2, arrivera dans l'un des cinq ports, pourra, quelle que soit la durée de son séjour, y louer des maisons et des magasins pour déposer ses marchandises, ou bien affermer des terrains et y bâtir lui-même des maisons et des magasins. Les Français pourront, de la même manière, établir des églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles et des cimetières. Dans ce but, l'autorité locale, après s'être concertée avec le consul, désignera les quartiers les plus convenables pour la résidence des Français et les endroits dans lesquels pourront avoir lieu les constructions précitées. Le prix des loyers et des fermages sera librement débattu entre les parties intéressées, et réglé,

autant que faire se pourra, conformément à la moyenne des prix locaux. Les autorités chinoises empêcheront leurs nationaux de surfaire ou d'exiger des prix exorbitants, et le consul, de son côté, veillera à ce que les Français n'usent pas de violence ou de contrainte pour forcer le consentement des propriétaires. Il est bien entendu d'ailleurs que le nombre des maisons et l'étendue des terrains à affecter aux Français dans les cinq ports ne seront point limités, et qu'ils seront déterminés d'après les besoins et les convenances des ayants droit. Si les Chinois violaient ou détruiraient des églises ou des cimetières français, les coupables seraient punis suivant toute la rigueur des lois du pays.

Art. 23. Les Français résidant ou de passage dans un des cinq ports pourront circuler dans leur voisinage immédiat et y vaquer à leurs occupations aussi librement que les nationaux. Mais ils ne pourront dépasser certaines limites, qui seront fixées de commun accord entre le consul et l'autorité locale, ni, sous aucun prétexte, se livrer à des opérations commerciales en dehors de ces limites. Celles-ci seront également respectées par les équipages des bâtiments français mouillés dans chacun desdits ports. Quand des matelots descendront à terre, ils seront soumis à des règlements de discipline spéciale qui seront arrêtés par le consul et communiqués à l'autorité locale, de manière à prévenir, autant que possible, toute occasion de querelle entre les navires français et les gens du pays.

Si, contrairement aux présentes dispositions, des Français, quels qu'ils soient, s'aventuraient en dehors des limites ou pénétraient au loin dans l'intérieur, ils pourront être arrêtés par l'autorité chinoise, laquelle, dans ce cas, sera tenue de les faire conduire au consulat français du port le plus voisin, mais il est formellement interdit à tout individu quelconque de frapper, de blesser ou de maltraiter en aucune manière les Français ainsi arrêtés, de peur de troubler la bonne harmonie qui doit régner entre les deux empires.

Art. 24. Les Français, dans les cinq ports, pourront choisir librement et à prix débattu entre les parties, ou sous la seule intervention du consul, des compradors, interprètes, écrivains, ouvriers, bateliers et domestiques; ils auront, en outre, la faculté d'engager des lettrés du pays pour apprendre à parler ou à écrire la langue chinoise et toute autre langue ou dialecte usité dans l'empire, comme aussi de se faire aider par eux, soit pour leurs écritures, soit pour des travaux scientifiques ou littéraires. Ils pourront également enseigner à tout sujet chinois la langue du pays ou des langues étrangères, et vendre sans obstacle des livres français, ou acheter eux-mêmes toute sorte de livres chinois.

Art. 25. Lorsqu'un citoyen français aura quelque sujet de plainte

ou quelque réclamation à formuler contre un Chinois, il devra d'abord exposer ses griefs au consul, qui, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger amiablement. De même, quand un Chinois aura à se plaindre d'un Français, le consul écoutera sa réclamation avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement amiable. Mais si, dans l'un ou l'autre cas, la chose était impossible, le consul requerra l'assistance du fonctionnaire chinois compétent, et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront suivant l'équité.

Art. 26. Si dorénavant des citoyens français, dans un des cinq ports, éprouvaient quelque dommage, ou s'ils étaient l'objet de quelque insulte ou vexation de la part de sujets chinois, ceux-ci seront poursuivis par l'autorité locale, qui prendra les mesures nécessaires pour la défense et la protection des Français. A bien plus forte raison, si des malfaiteurs, ou quelque partie égarée de la population, tentaient de piller, de détruire ou d'incendier les maisons, les magasins des Français ou tout autre établissement formé par eux, la même autorité, soit à la réquisition du consul, soit de son propre mouvement, enverrait en toute hâte la force armée pour dissiper l'émeute, s'emparer des coupables et les livrer à toute la sévérité des lois : le tout sans préjudice des poursuites à exercer par qui de droit pour indemnisation des pertes éprouvées.

Art. 27. Si malheureusement il s'élevait quelque rixe ou quelque querelle entre des Français et des Chinois, comme aussi dans le cas où, durant le cours d'une semblable querelle, un ou plusieurs individus seraient tués ou blessés, soit par des coups de feu, soit autrement, les Chinois seront arrêtés par l'autorité chinoise, qui se chargera de les faire examiner et punir, s'il y a lieu, conformément aux lois du pays. Quant aux Français, ils seront arrêtés à la diligence du consul, et celui-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour que les prévenus soient livrés à l'action régulière des lois françaises, dans la forme et suivant les dispositions qui seront ultérieurement déterminées par le gouvernement français.

Il en sera de même en toute circonstance analogue et non prévue dans la présente convention, le principe étant que, pour la répression des crimes et délits commis par eux dans les cinq ports, les Français seront constamment régis par la loi française.

Art. 28. Les Français qui se trouveront dans les cinq ports dépendront également, pour toutes les difficultés ou les contestations qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française. En cas de différends survenus entre Français et étrangers, il est bien stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler d'aucune manière. Elle n'aura pareillement à exercer aucune action sur les navires mar-

chands français; ceux-ci ne relèveront que de l'autorité française et du capitaine.

Art. 29. Dans le cas où des navires de commerce français seraient attaqués ou pillés par des pirates dans des parages dépendant de la Chine, l'autorité civile et militaire du lieu le plus rapproché, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis conformément aux lois. Les marchandises enlevées, en quelque lieu et dans quelque état qu'elles se retrouvent, seront remises entre les mains du consul, qui se chargera de les restituer aux ayants droit. Si l'on ne peut s'emparer des coupables ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires chinois subiront la peine infligée par la loi en semblable circonstance, mais ils ne sauraient être rendus pécuniairement responsables.

Art. 30. Tout bâtiment de guerre français croisant pour la protection du commerce sera reçu en ami et traité comme tel dans tous les ports de Chine où il se présentera. Ces bâtiments pourront s'y procurer les divers objets de rechange et de ravitaillement dont ils auraient besoin, et, s'ils ont fait des avaries, les réparer, et acheter, dans ce but, les matériaux nécessaires, le tout sans la moindre opposition.

Il en sera de même à l'égard des navires de commerce français qui, par suite d'avaries majeures ou pour toute autre cause, seraient contraints de chercher refuge dans quelque port chinois que ce fût.

Si quelqu'un de ces bâtiments venait à se perdre sur la côte, l'autorité chinoise la plus proche, dès qu'elle en serait informée, porterait sur-le-champ assistance à l'équipage, pourvoirait à ses premiers besoins, et prendrait les mesures d'urgence nécessaires pour le sauvetage du navire et la préservation des marchandises. Puis elle porterait le tout à la connaissance du consul ou agent consulaire le plus à portée du sinistre, pour que celui-ci, de concert avec l'autorité compétente, pût aviser aux moyens de rapatrier l'équipage et de sauver les débris du navire et de la cargaison.

Art. 31. S'il arrive que des matelots ou autres individus désertent des bâtiments de guerre ou s'évadent des navires de commerce français, l'autorité chinoise, sur la réquisition du consul ou, à son défaut, du capitaine, fera tous ses efforts pour découvrir et restituer sur-le-champ, entre les mains de l'un ou de l'autre, les susdits déserteurs ou fugitifs.

Pareillement, si des Chinois déserteurs ou prévenus de quelque crime vont se réfugier dans des maisons françaises ou à bord de navires appartenant à des Français, l'autorité locale s'adressera au consul, qui, sur la preuve de la culpabilité des prévenus, prendra im-

médiatement les mesures nécessaires pour que leur extradition soit effectuée; de part et d'autre, on évitera soigneusement tout recel et toute connivence.

Art. 32. Dans le cas où, par la suite des temps, la Chine entrerait en guerre avec une autre puissance, cette circonstance ne porterait aucune atteinte au libre commerce de la France avec la Chine ou avec la nation ennemie. Les navires français pourront toujours, sauf le cas de blocus effectif, circuler sans obstacle des ports de l'une aux ports de l'autre, y trafiquer comme à l'ordinaire, et y importer ou en exporter toute espèce de marchandises non prohibées.

Art. 33. Désormais les correspondances officielles entre les autorités et les fonctionnaires des deux pays seront réglées suivant les rangs et les positions respectives, d'après la base de la réciprocité la plus absolue. Ces correspondances auront lieu entre les hauts fonctionnaires français et les hauts fonctionnaires chinois, dans la capitale ou ailleurs, par *dépêche* ou *communication*; entre les fonctionnaires français en sous-ordre et les hautes autorités chinoises des provinces, pour les premiers par *exposé*, pour les seconds par *déclaration*; entre les officiers en sous-ordre des deux nations, comme il est dit plus haut, sur le pied d'une parfaite égalité.

Les négociants, et généralement tous les individus qui n'ont point de caractère officiel, se serviront réciproquement de la formule *représentation* dans toutes les pièces adressées ou destinées pour renseignement aux autorités respectives.

Toutes les fois qu'un Français aura à recourir à l'autorité chinoise, sa représentation devra d'abord être soumise au consul, qui, si elle lui paraît raisonnable et convenablement rédigée, lui donnera suite, et qui, s'il en est autrement, en fera modifier la teneur ou refusera de la transmettre. Les Chinois, de leur côté, lorsqu'ils auront à s'adresser au consulat, devront suivre une marche analogue auprès de l'autorité chinoise, laquelle agira de la même manière.

Art. 34. Si, dorénavant, le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français avait à envoyer quelques dépêches à la cour de Pékin, elles seront transmises à leur destination par l'entremise du surintendant des cinq ports chargé de la direction des relations extérieures de la Chine, ou, à son défaut, de l'un des vice-rois des provinces du littoral, à qui le chef de l'établissement consulaire français les fera parvenir. Les mêmes formalités seraient observées pour la transmission des réponses de la cour de Pékin.

Art. 35. Sa Majesté l'Empereur des Français, si par la suite il jugeait convenable d'apporter des modifications à quelques-unes des clauses du présent traité, sera libre d'ouvrir, à cet effet, des négociations avec le gouvernement chinois, après un intervalle de douze an-

nées révolues, à partir de l'échange des ratifications. Il est d'ailleurs entendu que toute obligation non consignée expressément dans la présente convention ne saura être imposée aux consuls ou agents consulaires français, non plus qu'à leurs nationaux, tandis que, comme il a été stipulé, les Français jouiront de tous les droits, privilèges, immunités et garanties quelconques qui auraient été ou seraient accordées par le gouvernement chinois à d'autres puissances.

Art. 36. Les ratifications du présent traité d'amitié, de commerce et de navigation seront échangées dans l'intervalle d'un an, à partir du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut, par Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur de Chine.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé leurs cachets.

Signé et scellé par les plénipotentiaires respectifs, à Whampoa, à bord de la corvette française à vapeur *l'Archimède*, le 24^e jour du mois d'octobre de l'an de grâce 1844, correspondant au 13^e jour de la 9^e lune de la 24^e année de Tao-Kouâng.

Signé : T. DE LAGRENÉ.

Signé : KI.

NOTE. Les droits que les Français auront à payer dans les cinq ports de Canton, Fou-chou, Emoui, Ning-Pô et Chang-hai, pour les marchandises d'importation et d'exportation, sont fixés, de commun accord, d'après un tarif divisé par classes de marchandises, joint au traité.

Arrangement convenu entre la Belgique et la Chine, à Tao-Kuân, le 25 juillet 1845.

NOTE. L'arrangement qui eut lieu, le 25 juillet 1845, entre la Belgique et la Chine, n'a point eu la forme d'un traité. Le plénipotentiaire impérial Ky-ing s'est borné à faire au consul général belge dans l'Indo-Chine, chargé de la négociation, la communication ci-après, par laquelle il déclare que les traités de commerce et de navigation, conclus entre le céleste empire et d'autres États, seront applicables à la Belgique.

Lettre¹.

Ky-ing, grand commissaire impérial, sous-précepteur du prince héritaire, assistant ministre d'État, président du conseil de

1. Cette lettre fut accompagnée de la remise des traités.

la guerre, gouverneur général des deux Kouáng, et membre de la famille impériale, et

Huang, délégué impérial, sous-secrétaire du conseil de la guerre et lieutenant gouverneur de la province de Canton.

Communication. La demande faite précédemment par monsieur le consul relativement aux traités ayant été soumise à l'Empereur, et Sa Majesté ayant apposé son approbation par les mots suivants, écrits au pinceau rouge: *il est permis au royaume de Belgique de commercer, respectez ceci!* nous avons, dans le temps, donné communication à monsieur le consul, comme cela conste d'après les archives.

Maintenant nous remettons à monsieur le consul une copie de chacun des traités de commerce conclus avec les différents royaumes, ainsi qu'une copie du tarif des droits sur les marchandises, afin qu'il les fasse connaître aux négociants de son pays, et que tous ceux qui viendront commercer en Chine les observent exactement, et en retirent en même temps de nombreux avantages. C'est là le vœu que nous formons.

Communication importante.

Nous remettons en même temps trois volumes de traités de commerce et un volume de tarifs.

La communication, ci à droite à monsieur Lannoy, consul-général du royaume de Belgique.

Le 20^e jour de la 6^e lune de la 25^e année de Tao-Kouáng (25 juin 1845).

Pour traduction conforme à l'original.

Signé CALLERY.

Pour copie conforme,

Signé : Le consul général, LANNOY.

F. AMYOT.

III.

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin entre la France et le grand-duché de Bade.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre des affaires étrangères,
Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin entre la France et le grand-duché de Bade, signée, d'une part, par notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, et, d'autre part, par le ministre d'État chargé du département des affaires étrangères de Son Altesse Royale le grand-duc de Bade, ayant été échangée à Carlsruhe, le 26 janvier 1861, ladite déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au *Bulletin des lois*.

DÉCLARATION. La convention conclue, le 16 novembre 1857, entre la France et le grand-duché de Bade, pour l'établissement d'un pont fixe entre Strasbourg et Kehl, ne contenant aucune disposition spéciale au sujet de la limite des droits de souveraineté des deux États sur ce pont, et l'article 4 du traité de limites du 5 avril 1840, dans lequel l'axe du thalweg du Rhin est désigné comme la limite générale de la souveraineté des deux États, offrant des difficultés dans l'application de cette stipulation aux ponts existants entre Strasbourg et Kehl, les deux gouvernements sont convenus des dispositions suivantes :

1^o Le milieu du pont fixe sur le Rhin entre Strasbourg et Kehl sera pris pour la limite de la souveraineté entre la France et le grand-duché de Bade;

2^o Le même principe sera adopté, à l'avenir, pour le pont de bateaux actuel entre Strasbourg et Kehl, ainsi que pour tous les ponts qui seraient construits, à l'avenir, entre la France et le grand-duché de Bade;

3^o Ces dispositions sont indépendantes de la limite des eaux et ne sauraient porter aucun préjudice à cette limite telle qu'elle est fixée chaque année par le thalweg du Rhin.

Il est entendu que lesdites dispositions auront la même force et

valeur que si elles eussent été textuellement insérées dans la convention du 16 novembre 1857.

En foi de quoi, nous, ministre des affaires étrangères, avons signé la présente déclaration pour être échangée contre une déclaration correspondante du gouvernement de Son Altesse Royale le grand-duc de Bade.

Fait à Paris, le 10 janvier 1861.

(L. S.) THOUVENEL.

**Traité de cession entre la France et la principauté de Monaco,
signé à Paris, le 2 février 1861.**

Art. 1^{er}. Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco renonce à perpétuité, tant pour lui que pour ses successeurs, en faveur de Sa Majesté l'empereur des Français, à tous ses droits directs ou indirects sur les communes de Menton et de Roquebrune, quelles que soient l'origine et la nature de ces droits, sauf la réserve mentionnée dans l'article 3 ci-dessous.

La ligne de démarcation entre le territoire de l'empire français et celui de la principauté de Monaco sera tracée le plus tôt possible par une commission mixte, en conséquence de la disposition qui précède.

Art. 2. La renonciation consentie en l'article précédent est faite à Sa Majesté l'empereur des Français moyennant une somme de quatre millions, qui sera payée à Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco en numéraire, dans les quinze jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 3. Les propriétés particulières appartenant à Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco dans les communes de Menton et de Roquebrune, dont le prince a été dépossédé en 1848 et dont la désignation sera fournie par Son Altesse Sérénissime, ne sont pas comprises dans la renonciation mentionnée en l'article 1^{er} ci-dessus.

Une commission mixte sera chargée d'examiner et d'indiquer les mesures qu'il conviendra de prendre pour assurer au prince les bénéfices de cette réserve, sans préjudice pour les droits que des tiers auraient à faire valoir. Il est entendu que la compétence de cette commission n'est nullement exclusive de celle des tribunaux, s'il était nécessaire d'y recourir.

Art. 4. Sa Majesté l'empereur des Français s'engage à accorder des pensions de retraite ou de réforme aux anciens fonctionnaires ou employés au service du prince de Monaco dans les communes de Menton et de Roquebrune et qui seront désignés par Son Altesse Sérénissime, jusqu'à concurrence d'une somme totale annuelle de quatre mille francs. Ces pensions s'éteindront par le décès des titulaires.

Art. 5. Sa Majesté l'empereur des Français s'engage à entretenir en bon état et à ses frais, en l'élargissant et la rectifiant sur les points qui seront convenus entre les administrations respectives, dans son parcours sur le territoire de Roquebrune, la route déjà construite qui, partant de celle de Nice à Gênes, dite de *la Corniche*, aboutit à la ville de Monaco.

Le prince de Monaco s'oblige à laisser construire et fonctionner sur le territoire de la principauté, moyennant entente préalable entre les administrations respectives en ce qui concerne les détails d'exécution, sans que le prince soit tenu à aucune subvention ni garantie d'intérêt, la partie du chemin de fer qui serait construite de Nice à Gênes et traverserait ledit territoire. De son côté, Sa Majesté l'empereur des Français s'engage à établir, dans un délai prochain, une route carrossable de Nice à Monaco par le littoral ; il est entendu que chacun des deux gouvernements supportera la dépense de la portion de cette route afférente à son territoire.

Art. 6. Une union de douanes sera effectuée entre l'empire français et la principauté de Monaco. Les conditions de cette union seront réglées par un acte spécial, de même que ce qui concerne la vente des poudres et des tabacs, le service des postes et des lignes télégraphiques, et en général les relations de voisinage entre les deux pays.

Art. 7. Les sujets de Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco originaires de Menton et de Roquebrune ou actuellement domiciliés dans ces communes qui entendent conserver la nationalité de Monaco jouiront pendant un an, à partir de l'échange des ratifications du présent traité et moyennant une déclaration faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile dans la principauté et de s'y fixer ; en ce cas, leur ancienne nationalité leur sera maintenue.

Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de Menton et de Roquebrune.

Art. 8. Les habitants des deux communes actuellement au service du prince de Monaco pourront continuer d'y rester sans perdre leur qualité de sujets français, à la seule condition de déclarer leur intention à cet égard à l'agent consulaire de Sa Majesté Impériale à Monaco, dans le délai de trois mois à compter de la ratification du présent traité.

Art. 9. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de dix jours.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le 2 février de l'an de grâce 1861.

(L. S.) Signé : P. FAUGÈRE. (L. S.) Signé : S. H. D'AVIGDOR.

Les ratifications ont été échangées le 11 février.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Manifeste de l'empereur François-Joseph à tous les comitats de la Hongrie.

Lorsque, il y a douze ans, nous avons pris le gouvernement de la monarchie, une guerre civile désastreuse sévissait à l'intérieur de notre empire; presque tous les États, la société même, étaient ébranlés dans leurs fondements.

La passion, l'aveuglement, l'erreur de beaucoup de gens honnêtes et bien pensants, le terrorisme des malveillants, un enchaînement de circonstances diverses et malheureuses amenèrent la solution par l'épée.

Ce fut notre volonté que cette solution ne devait pas former la base permanente des institutions politiques. Nous ne voulions et nous ne pouvions pas abandonner les intérêts de notre monarchie qui avaient été défendus et assurés par des sacrifices si douloureux; cependant, lors de leur organisation définitive, nous avons surtout le désir de rétablir aussi promptement et aussi complètement que possible les institutions politiques de ce royaume, enracinées dans la nation, à laquelle elles sont si chères, et nous y trouvions en même temps pour tous nos autres peuples une garantie pour la préparation et l'établissement du régime constitutionnel.

Afin d'accomplir cette tâche, nous avons publié notre diplôme du 20 octobre¹. Mais la paix, la transaction et la réconciliation deman-

1. Voir page 42 de ce volume.

dent, en retour, du bon vouloir et un concours sincère, sans mauvaise arrière-pensée et sans emportement passionné.

Nous avons bien pesé et reconnu les scrupules qui s'opposaient au rétablissement partiel de la constitution hongroise avant le règlement définitif de toute l'organisation politique.

Toutefois, ces scrupules n'ont pu empêcher de faire naître cette régénération, notamment dans le domaine de l'action municipale ; et nous étions persuadé que la confiance appelle la confiance et qu'une initiative franche et loyale trouverait toujours chez un peuple noble et mûri politiquement une appréciation juste, une entente réelle et une sincère assistance.

Notre attente ne s'est pas réalisée complètement.

Nous avons assisté avec calme et indulgence aux premiers élans de la vie politique ; nous les avons mis sur le compte du courant agité de l'époque, des passions comprimées et de l'effervescence de l'activité politique longtemps contenue. Maintenant, que quelques comitats profitent de l'élection des comités pour y admettre des individus qui sont les ennemis irréconciliables de notre monarchie et de nos droits souverains, qui s'allient aux ennemis étrangers, menacent le repos de nos pays par des complots perfides et des excitations insolentes ; que l'on tente d'exploiter la divergence des vues relativement à la fixation prochaine de la question de l'impôt dans le sens d'un refus qui tarit les ressources naturelles de l'État, trouble les esprits et pousse la situation dans une direction que ses prôneurs hypocrites et frivoles doivent considérer eux-mêmes comme intolérable ; maintenant, que l'on veut écarter avec une impatience fébrile les mesures transitoires indispensables au maintien des droits privés ; que, sous prétexte de maintenir l'ordre public, certains comitats rétablissent et arment la garde nationale, qui est une nouvelle charge pour le peuple, suppriment, en fixant les appointements des fonctionnaires de comitats, nos autorités, et n'hésitent pas à oublier leur devoir et à outre-passer leurs attributions légales, à confisquer à leur profit, comme corps indépendants, presque toute l'autorité de l'État ; maintenant, disons-nous, c'est pour nous un devoir irrémissible de mettre une digue à ces empiétements criminels et de ne pas souffrir que la liberté constitutionnelle soit exploitée pour renverser l'ordre public par la révolution.

La foi de nos peuples dans la sincérité de nos intentions de ramener une situation constitutionnelle, serait ébranlée si nous tolérions plus longtemps les tendances anarchiques dont le développement a toujours causé la ruine de toute liberté légitime.

Nous nous tenons invariablement à nos résolutions du 20 octobre, et nous saurons conserver à nos peuples le développement constitutionnel que nous leur avons assuré et maintenir tout ce que nous

avons promis à notre royaume de Hongrie. Mais notre volonté n'est pas moins ferme de nous opposer de toutes nos forces à la révolution, qu'elle se présente la tête haute ou qu'elle se cache sous les formes légales, et nos efforts, nous en avons la conviction, trouveront un appui dans le vrai patriotisme de tous les bons éléments ; ils ne souffriront pas que des obstacles que provoque l'égoïsme ou la passion de quelques hommes viennent fermer la voie des transactions pacifiques, ils s'efforceront d'empêcher que le pouvoir, dans l'accomplissement de ses devoirs les plus sacrés, en soit réduit à sa puissance matérielle dans un moment où celle-ci n'aurait dû servir que d'appui essentiel à la puissance morale.

En portant nos intentions et nos avertissements à la connaissance de tous les comitats de notre royaume de Hongrie, nous rappelons en même temps l'article 3 de l'an 1790, dont nous comptons prochainement remplir les prescriptions par rapport à notre couronnement, mais dont les autres dispositions établissent également tous les devoirs des sujets jusqu'au couronnement ; et nous ordonnons sérieusement :

1° Que partout où l'on a eu l'audace de choisir comme membres des commissions des comitats des hommes condamnés comme traîtres à la patrie, et qui vivent à l'étranger, s'allient aux ennemis extérieurs de la monarchie, pour tramer des complots criminels contre nous et l'État, ces élections soient annulées et déclarées non-avenues ;

2° Nous ordonnons, sous des peines sévères, que toutes tentatives ayant pour but d'arrêter directement ou indirectement la perception des impôts directs et indirects, ou de décréter arbitrairement de nouveaux impôts, soient réprimées, que toutes les décisions y relatives soient immédiatement abrogées, que le gouvernement royal soit sur-le-champ informé de l'exécution du présent ordre ;

3° De même, nous déclarons, jusqu'aux délibérations de la diète, et, éventuellement, jusqu'aux mesures provisoires que nous allons ordonner, sur la proposition de notre *judex curiæ*, non-avenues et de nul effet toutes les résolutions qui suppriment les autorités judiciaires que nous avons temporairement maintenues par notre diplôme du 20 octobre, ou qui en entraveraient l'action, et nous enjoignons sévèrement aux tribunaux du pays de maintenir les lois et ordonnances y existantes et dont la réforme définitive ne peut être effectuée valablement dans l'intérêt du pays et des particuliers que par la voie de délibérations régulières de la diète, et non par les décrets arbitraires qui plongeraient les affaires du droit public dans un chaos sans fin ;

4° Attendu que nous avons renvoyé à la diète du 2 avril la confirmation, la modification ou l'abrogation des lois de 1847 à 1848 et leur

conformation à nos résolutions, et que le rétablissement de fait des lois susmentionnées se rattache à des questions dont la solution arbitraire et précipitée compromet toutes les institutions historiques et les intérêts de la Hongrie aussi bien que ceux des autres pays, auxquels nous devons veiller avec la même sollicitude; attendu, d'ailleurs, que la décision sur les questions qui se rattachent au rétablissement desdites lois est l'objet d'un examen approfondi qui ne peut convenir à des particuliers ou des comitats, nous interdisons en conséquence sévèrement toute tentative d'appliquer ces lois de fait et ordonnons d'opposer à toute tentative semblable les moyens les plus sérieux.

Si de la part des comitats il se manifestait une résistance à nos ordres présents, les séances des commissions des comitats seront suspendues ou ces assemblées dissoutes, et l'exécution de nos présentes décisions sera au besoin assurée par l'emploi de la force matérielle.

Toutes ces résolutions nous sont commandées par la sollicitude impérieuse pour le bien général de nos peuples, et si nos intentions paternelles étaient de nouveau trompées ou menacées par une résistance prolongée, nous aurions le regret de recourir à ces mesures de rigueur que nous aurions voulu pouvoir éviter.

Si, par suite, la réunion de la diète, que nous désirons vivement, était retardée, et que par là la solution réclamée, non-seulement par l'intérêt de la Hongrie, mais encore par celui de toute la monarchie, des questions les plus urgentes et les plus importantes, ainsi que le rétablissement d'un ordre de choses constitutionnel, étaient de nouveau ajournés indéfiniment, nous rejetons avec une conscience tranquille la responsabilité des nombreux avantages qui en résulteraient sur ceux qui empêchent à dessein ou par légèreté l'œuvre de l'entente pacifique.

Profondément pénétré de la gravité de ces mesures, nous remplissons le devoir de protéger, contre de nouveaux orages, le pays que Dieu et notre droit héréditaire ont confié à notre garde, et, nous fondant sur l'intelligence des vrais patriotes, sur notre droit et sur la bénédiction du ciel, nous attendons avec confiance le moment où la couronne de nos glorieux ancêtres viendra consacrer le succès de nos efforts pour la satisfaction et la pacification du pays.

Vienne, 16 janvier 1861.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

Contre-signé : baron NICOLAS VAY,

ÉDOUARD ZSEDÉNYI.

Nota. — L'ordonnance du 16 janvier a été précédée de la conférence de Gran, convoquée en vertu des lettres du 20 octobre (*Archives*, p. 50) au baron Vay. Réunie, le 18 décembre, sous la présidence du cardinal-primat, l'assem-

blée se composait d'environ cent membres, représentant toutes les parties du pays, et désignés par le gouvernement, sur une liste deux fois aussi nombreuse, présentée par le cardinal-primat de Gran.

L'assemblée n'étant que consultative, et sa tâche bornée à l'élaboration d'une loi électorale, le résultat de l'Assemblée a été transmis à l'Empereur par le cardinal, dans les termes suivants :

« Le vœu unanime est que je prie Sa Majesté, au nom de la conférence, que les élections des députés, pour la prochaine diète, se fassent d'après la loi V de la diète de 1847-48, et que cette diète soit réunie et convoquée le plus promptement possible. »

Ainsi la première expression légale de la Hongrie avait pour but de la placer sur le terrain exclusif de 1848. Ce fut le premier pas du malentendu entre le gouvernement impérial et la Hongrie, qui a abouti à l'ordonnance du 16 janvier. C'est de même sur cette base des lois de 1848 que s'est placée la réunion des palatins, convoquée à Pesth, pour le 15 février, par le baron Vay.

Les comitats de Gran, Hont, Bafs, Rips, Tehevar, Gouor, Bekes, Ugocsa, Pesth, etc., ont répondu à l'ordonnance du 16 janvier. Nous ne donnons ici que la réponse du comitat de Gran qui résume à peu près les griefs et les exigences des comitats.

Lettre du baron Vay, chancelier aulique de Hongrie, au Primat, commentant le rescrit impérial du 16 janvier.

Illustre cardinal-primat et grand gespan, par le rescrit de Sa Majesté l'Empereur adressé aujourd'hui au comitat qui vous est confié, et que j'ai l'honneur de joindre à la présente lettre, Votre Éminence aura connaissance des résolutions impériales provoquées, dans l'intérêt de l'ordre légal et d'une liberté constitutionnelle, par les empiétements et les mesures violentes de quelques comitats, poussés çà et là jusqu'à des symptômes anarchiques. Je n'ai point l'intention d'entrer dans une explication à leur sujet, puisqu'elles sont positives et précises et que la tendance qui guide Sa Majesté est ouverte, pure, libre de toute arrière-pensée. Seulement je voudrais vous faire remarquer confidentiellement que Sa Majesté, conformément aux devoirs qu'elle a envers ses autres peuples, ne peut tolérer ni ne tolère qu'au lieu d'une liberté légale règne une liberté effrénée, que la tranquillité publique, l'ordre, la sûreté de la personne et de la propriété soient remis en jeu. Alors même que ces regrettables obstacles pourraient écarter Sa Majesté de cette voie constitutionnelle, où elle est inébranlablement résolue à marcher pour le salut de ses peuples, et particulièrement à rétablir les institutions légales de la Hongrie, Sa Majesté serait cependant forcée de subordonner le vif désir de réunir bientôt la diète hongroise du couronnement à ses devoirs envers ses autres

peuples, et d'ajourner, à son grand regret, à un temps illimité l'accomplissement de ce désir. La volonté de l'Empereur de rester strictement sur le terrain de la légalité et d'accomplir les vœux légitimes de la nation, est une volonté sincère et sérieuse; personne n'a pu faire là-dessus des expériences plus sûres que les miennes, car, dans ma position, je me convaincs chaque jour davantage à quelles hautes espérances les nobles qualités de notre auguste Empereur autorisent le pays.

Depuis les résolutions impériales du 20 octobre, j'en ai eu des preuves continuelles et importantes. L'intégrité du royaume est en grande partie déjà rétablie par l'incorporation de la Voïvodie serbe, du banat de Temesch, des trois comitats transylvaniens, et du district de Koeva, et ce qui manque encore sera, je l'espère, accordé d'ici à peu de temps. Les comitats, cette bannière de la défense de notre constitution, sont déjà organisés, et les conditions de l'existence publique garanties. Des fonctionnaires hongrois administrent le pays. La procédure judiciaire sera dans quelques jours toute hongroise à toutes les instances. Notre chère langue maternelle est adoptée dans l'administration, la justice et l'enseignement; la convocation de la diète sur la base des lois satisfaisant aux vœux de tous est déjà résolue. Ce qu'il reste encore à faire pour le rétablissement complet d'un état de choses légal nous est refusé pour quelque temps à cause de l'inévitable nécessité des temps et des besoins d'une période de transition, ou ne peut être introduit définitivement que par la législation, s'il ne survient pas de nouveaux obstacles.

Attendre cela patiemment et reconnaître l'autorité des faits, c'est le devoir de cette courte période de transition. Toutes les voies qui s'écartent de ce devoir nous éloignent aussi de la solution définitive des complications et de la réunion de la diète, aussi ardemment souhaitée par Sa Majesté que par le peuple. Je prie donc avec confiance Votre Éminence de convoquer la congrégation pour lui communiquer le rescrit impérial et de travailler, avec son patriotisme connu, à ce que les intentions paternelles de Sa Majesté soient appréciées, ses ordres accueillis avec l'obéissance convenable et ponctuellement exécutés. De cette façon mes loyaux efforts en faveur de l'intérêt du pays et de la satisfaction des vœux de la nation, efforts exempts de tout égoïsme, seront facilités, et tous les peuples de notre patrie verront l'aurore de ce jour ardemment désiré où les représentants élus de la nation, de concert avec le trône royal, pourront commencer l'œuvre salubre de notre bonheur futur et durable.

Vienne, 19 janvier 1861.

Baron N. VAY.

**Réponse du comitat de Gran au rescrit impérial
du 16 janvier.**

Votre Majesté, très-gracieux roi apostolique et seigneur, c'est avec une émotion profonde que nous avons pris connaissance du rescrit impérial du 16 janvier. L'avertissement sévère et menaçant du roi nous a décidés à exprimer nos sentiments : la libre parole, avec le respect qui sied à des sujets, ose s'élever vers Votre Majesté, avec l'espoir qu'elle ne se perdra pas dans le désert !

Nous ne voulons point nous excuser devant Votre Majesté, car les griefs de la résolution suprême nous atteignent moins ; nous n'avons point non plus mission de blâmer les autres comitats ; mais, en nous présentant devant Sa Majesté avec le respect qui lui est dû, nous pouvons dire hardiment que les Hongrois dont les autorités ont aujourd'hui exprimé leur patriotisme avec plus ou moins de modération, sont restés pendant onze ans sans patrie, comme le voyageur égaré.

Si les fils célèbres de notre pays, qui entourent en ce moment Votre Majesté, ont fait connaître à Votre Majesté tout ce que ce pays a souffert pendant ces onze années de deuil, il ne vous ont pas tout dit. Nous, dans les provinces qui ont ressenti le plus vivement la pression de l'ordre de choses qui vient de disparaître, nous pourrions apprendre à Votre Majesté comment les fonctionnaires étrangers ont démoli nos monuments les plus vénérés, comment ils ont fait de notre nationalité, de notre langue, un sujet de raillerie ; comment ils ont vidé nos bourses par des impôts intolérables et d'autre manière, et ont fait de nous des mendiants, car nous sommes des mendiants ; comment nous étions forcés d'acheter la justice, qui souvent ne pouvait s'appliquer à cause de sa cherté, et dont nous n'étions frustrés qu'à raison de notre qualité de Hongrois ; comment les instruments de l'arbitraire venaient souvent à minuit assaillir la maison paisible de l'habitant, et, sous prétexte d'une mission secrète, chargeaient de fers le père de famille au milieu des cris douloureux de ses enfants, pour le livrer en victime aux cruautés des militaires dans des contrées inconnues. La nation, foulée aux pieds, a souffert des maux inouïs. Donc, si après tant de malheurs d'arbitraire, d'oppression, la nation, ne voyant dans le passé que déboire, s'avancant vers l'avenir avec un espoir mêlé d'inquiétude, à peine délivrée de ses fers, tâtonne avec des explosions bruyantes au milieu des ténèbres, car la lumière n'est point encore venue, Votre Majesté, dans sa sagesse, ne les condamnera pas.

Le Créateur a dit : « Que la lumière soit, » et la lumière fut. Que de même Votre Majesté daigne dire : « Nation, tes vœux sont exaucés. » Que Votre Majesté ordonne la réalisation des lois de 1848, selon le vœu unanime de la nation ; que Votre Majesté accorde à tant d'exilés le retour dans la patrie, sans restriction, afin qu'ils puissent, après tant de privations, manger de nouveau le pain du pays.

Celui de l'étranger reste amer, même quand nous le trouvons sur des plats d'or. Que Votre Majesté nous octroie cela franchement, sans restriction donnant lieu au doute, en s'abstenant de demi-mesures, et les rayons de la réconciliation viendront inonder l'entente rétablie entre le prince et le peuple. La constitution hongroise date de mille ans ; une lutte de mille ans a été nécessaire pour la maintenir : les combats incessants ont détruit la confiance du peuple, la longue histoire des manques de parole l'ont rendu méfiant.

Nos sentiments qui débordent, employant les paroles de l'hommage, n'offenseront pas la dignité de Votre Majesté. Ce sont des paroles sincères, c'est le langage de l'enfant parlant à un bon père. Même le diplôme impérial du 20 octobre qui, en mentionnant la pragmatique sanction, rétablit notre constitution, se rattache précisément à la pragmatique sanction qui oblige aussi bien Votre Majesté à maintenir dans toute leur intégrité nos droits constitutionnels, nos franchises, notre autonomie, qu'elle impose à la nation une foi inviolable et la reconnaissance des droits de succession de Votre Majesté. Et pourtant, le diplôme impérial du 20 octobre retire à la nation un droit essentiel qui lui est garanti par la pragmatique sanction et par le serment de Charles III, un des aïeux de Votre Majesté.

Votre Majesté impose des contributions, tandis que, d'après la pragmatique sanction, c'est à la diète seule à voter des impôts.

Très-gracieux Roi, la rentrée des impôts et la levée des troupes sans le consentement de la diète ont également leur histoire : le dernier événement qui y soit consigné, c'est que le glorieux aïeul de Votre Majesté a dit à la nation : *Dolui paterno corde nostro.*

Votre Majesté a besoin d'argent pour le maintien de l'État. De quels termes nous servirons-nous afin que Votre Majesté reconnaisse la bonne volonté qui parle par notre voix ?

Si Votre Majesté nous conserve le droit d'accorder l'impôt, droit qui ne peut être révoqué en doute ; si jusqu'à la mise en activité de ce droit à la prochaine diète, Votre Majesté attend le paiement de l'impôt de la loyauté de la nation et n'en ordonne pas la perception de sa propre autorité ; si Votre Majesté abolit les percepteurs allemands ; si Votre Majesté a confiance dans la nation, le peuple, dépouillé et dévalisé, payera ce qui lui reste encore dans la poche.

Parlerons-nous des complications judiciaires ? Votre Majesté nous

promet l'institution de *judex curiæ*, jusqu'à la décision de la diète ; cette promesse nous tranquillise. Mais les complications sont importantes, et le dommage qui en résulte est d'autant plus grand, que tout le monde comprend qu'il y a dans le peuple une telle antipathie contre les tribunaux dispendieux qui ont existé, qu'il aime mieux renoncer à son droit que d'aller le chercher auprès de ces institutions. Quant à nous, on nous avait même fait perdre la position que nous accorde même le diplôme impérial du 20 octobre, et le paragraphe 13 des instructions du palatin.

Nous mentionnerons encore la confiance, le lien sacré entre le prince et la nation ; nous ferons connaître les inquiétudes qu'a ressenties le public à la nouvelle des concentrations de la gendarmerie aux chefs-lieux des comitats, qui faisait évanouir toutes les espérances et évoquait de nouveau le fantôme de l'ancienne organisation, avec ses tourments, ses souffrances et tous ses malheurs.

Nous affirmons, en outre, à Votre Majesté, qu'aux yeux de la nation rien n'est plus odieux que l'institution de la gendarmerie et de la douane, qui sont semblables à la peste dont le Tout-Puissant a frappé le peuple élu.

Enfin, en face de Votre Majesté nous invoquons l'histoire. Le prince était grand, la nation était grande, tant que le roi siégeait au milieu de la nation. Depuis quand la gloire nationale s'est-elle éclipsée ? depuis que le dernier roi de Hongrie a disparu et que le peuple hongrois n'a plus été regardé que comme un intru. Votre Majesté a daigné reconnaître elle-même la maturité politique de la nation ; quant à la superficie, notre pays est plus grand, deux, trois fois plus grand qu'aucun des autres pays de Votre Majesté.

Nous ne sommes point des avares usuriers qui pèsent l'hommage au trébuchet ; nous ne sommes point des hommes au cœur étroit, inaccessibles à l'étincelle de l'enthousiasme et de la reconnaissance ; sur le chemin de la constitution, nous sommes faciles à guider. Que Votre Majesté daigne se rendre au milieu de nous, comme elle y est obligée par l'article 57 de la loi de 1536, l'article 16 de 1546, l'article 7 de 1741, l'article 5 de 1792 ; que, par le rétablissement des droits de la nation, Votre Majesté étende un voile sur les souffrances du passé ; Votre Majesté, que le peuple entourera avec des cris de joie, se trouvera là comme chez elle, et l'amour de la nation sera le château fort dans l'enceinte duquel le roi siège sur son trône en toute sécurité.

C'est ainsi que Votre Majesté évoquera du château d'Ofen les heureux temps du règne de Mathias. La tâche de Votre Majesté est grande et royale, le grand Corvinus est retourné dans la poussière depuis quatre cents ans, et il vit encore dans la mémoire reconnaissante de la nation.

Se recommandant à la grâce impériale, les fidèles sujets de la commune de Gran offrent leurs hommages à Votre Majesté.

Donné dans la séance du comité du comitat de Gran, le 21 janvier 1861.

**Dépêche de M. le comte de Rechberg au comte Brassier
de Saint-Simon, ministre de Prusse à Turin.**

Monsieur le comte,

Par sa dépêche du 10 de ce mois, Votre Excellence nous a transmis une note du comte de Cavour en date du 8 courant, rapportant deux circonstances dans lesquelles des navires de la marine royale de Sardaigne (la frégate *Saint-Michel* et la canonnière *la Confiance*), cherchant abri par une mer houleuse, la première dans le golfe de Fasana, la dernière dans le port de Lesina, auraient eu à se plaindre de la part des autorités impériales des procédés contraires aux usages maritimes usités généralement en temps de paix.

Nous avons dû, dans une précédente occasion, par notre dépêche du 22 juillet dernier, faire observer au ministre des affaires étrangères de Sardaigne que nous ne pouvions admettre que l'état violent de choses, amené par le gouvernement piémontais, fût de telle nature que nous pussions lui appliquer sans distinction les règles du droit international basées sur une situation légitime et régulière, et que, conséquemment, tous les arguments tirés d'une telle supposition tournaient nécessairement dans un cercle vicieux.

Il est aujourd'hui notoirement public que depuis cette époque la même marine royale, quoique toujours en temps de paix, a de nouveau, sans aucune déclaration de guerre préalable, commis de véritables actes d'hostilité sur les côtes du royaume des Deux-Siciles et dans les ports des États du Saint-Siège.

En présence de semblables actes et des préparatifs qui sont faits ouvertement dans les pays placés *de facto* sous la domination de la Sardaigne, en vue d'expéditions maritimes dirigées contre les côtes de l'empire d'Autriche, le gouvernement impérial se croit complètement en droit d'avoir proscrit à ses autorités maritimes des mesures exceptionnelles de précaution à l'égard des bâtiments de guerre sardes qui s'approchent des côtes de l'Autriche. Les autorités impériales ont, en effet, reçu l'ordre de signifier à ces bâtiments la défense d'entrer dans les ports autrichiens et d'empêcher toute communication entre leurs équipages et les habitants du littoral. Néanmoins, il a été expressément fait exception à cet ordre pour les cas

d'impérieuse nécessité, tel que le besoin de se mettre à l'abri contre l'orage.

Quant aux secours demandés au nom des lois de l'humanité, le gouvernement impérial, fidèle à ses principes invariables, ne s'y refusera jamais dans quelque circonstance que ce soit.

Vienne, 19 janvier 1861.

Signé : RECHBERG.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Compte rendu officiel de la séance du 8 mars 1860 de la diète germanique.

Conformément aux propositions présentées par les comités réunis¹, la diète a décidé :

I. De faire savoir au gouvernement royal danois, des duchés de Holstein et Lauenbourg par l'entremise du député royal danois pour Holstein et Lauenbourg, en rappelant les explications contenues dans les propositions des comités et insérées dans le protocole de la sixième séance du 18 février (§ 58) :

a) Que la diète ne peut considérer les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement, principalement les projets soumis à l'assemblée des États du Holstein, ainsi que le refus pur et simple des propositions faites par ces États comme accomplissant les obligations fixées par la décision fédérale du 11 février 1858 (chiffre 2, a et b), et qu'en conséquence elle requiert derechef le prompt accomplissement de ces obligations.

b) Que cependant, eu égard aux déclarations faites par le gouvernement royal-ducal en date du 2 novembre 1859 dans la note du député pour Holstein et Lauenbourg, elle s'abstiendra de continuer les procédés légaux fédéraux déjà introduits par la décision fédérale du 12 août 1858 ayant pour but de mettre en force la décision ci-dessus mentionnée.

1. La diète nomme les comités chargés d'examiner les affaires qui seront soumises à ses délibérations et de lui en présenter un rapport. Les affaires des duchés sont confiées à deux comités : l'un, désigné sous le nom de comité d'exécution, comprend les représentants de l'Autriche, de la Prusse, de la Bavière, de la Saxe, de Bade ; suppléants : Hanovre et Wurtemberg ; le second, relatif à la constitution du Holstein, comprend les mêmes États, seulement le Hanovre et le Wurtemberg n'y figurent pas comme suppléants, mais comme membres effectifs.

Il y a un troisième comité chargé de s'occuper de pensions dues aux officiers du Holstein, à propos des événements militaires de 1849 et 1850.

c) Que toutefois la diète met à cette abstention les conditions suivantes, à savoir que jusqu'au rétablissement d'un État constitutionnel définitif et conforme aux assurances données en 1851 et 1852 :

1) Les questions à résoudre relativement aux affaires qui doivent rentrer sous la rubrique d'affaires communes ou sous celle d'affaires particulières, seront décidées exclusivement à teneur de la patente royale du 28 janvier 1852.

2) Dans le but de maintenir les États faisant partie de la Confédération germanique sur un pied d'égalité pendant la durée de l'état intérimaire avec les autres parties de la monarchie, tous les projets de loi qui sont de la compétence du conseil du royaume seront soumis de même aux États des duchés de Holstein et de Lauenbourg, et aucune loi relative aux affaires communes notamment concernant les finances des duchés, ne sera promulguée sans l'assentiment préalable des États des duchés, la diète ne pouvant considérer comme obligatoires pour ceux-ci des ordonnances rendues contrairement à cette prescription.

II. De faire connaître de plus au gouvernement royal-ducal que la diète ne s'opposera pas à l'intention de ce gouvernement de convoquer des délégués des diverses parties du royaume afin de délibérer au sujet d'une constitution commune aux conditions suivantes :

a) Conformément aux accords de 1851 et 1852, ces délibérations auront lieu avec des délégués des représentations spéciales et légales de toutes les parties du pays.

b) La convocation aura lieu le plus tôt possible afin que cette mesure n'amène pas des lenteurs inutiles dans le rétablissement d'un régime constitutionnel légal.

c) Ces délibérations ne préjugeront rien quant aux négociations avec les États des duchés du Holstein et de Lauenbourg.

III. De charger les comités réunis de faire, si cela est nécessaire, et selon qu'ils le jugeront à propos, des rapports ultérieurs à la diète au sujet de l'exécution de la présente décision.

**Compte rendu officiel de la séance du 26 juillet 1860
de la diète germanique.**

Le député pour Oldenbourg a reçu l'ordre de présenter à l'Assemblée fédérale la proposition suivante :

En vertu d'une décision de la diète du 8 mars 1860 relative à l'affaire de la constitution des duchés de Holstein et de Lauenbourg, il a été admis que la diète s'abstiendrait encore d'employer les procédés

fixés par la constitution fédérale pour amener l'exécution de la décision diétale du 11 février 1858, déjà introduite par la décision du 12 août 1858. La diète toutefois avait attaché à son abstention certaines conditions, surtout celle « qu'aucune loi relative aux affaires générales, notamment concernant les finances des duchés, ne serait promulguée sans l'assentiment préalable des États des duchés, la diète ne pouvant considérer, comme obligatoires pour ceux-ci, des ordonnances rendues contrairement à cette prescription. »

Or, le 3 juillet le *Moniteur* (*Gesetz und Ministerial blatt*), pour les duchés de Holstein et de Lauenbourg, vient de publier et de mettre en vigueur le budget de l'État pour l'année financière depuis le 1^{er} avril 1860 jusqu'au 31 mars 1861, et ce budget n'a pas été soumis à l'acceptation des États des duchés de Holstein et de Lauenbourg.

Il n'est pas douteux que l'on est allé ainsi, d'une part, contre une des conditions expresses et contre le but de l'abstention provisoire décidée le 8 mars 1860, que l'état des choses est par là essentiellement modifié.

En se rapportant à la décision du 20 mai 1858 (chiffre 2), ce fait suffit pour justifier en général la proposition du grand-duché d'Oldenbourg demandant « qu'il soit examiné si les circonstances ne commandent pas de procéder conformément aux décisions fédérales des 11 février et 12 août 1858. »

Le représentant d'Oldenbourg a tenu à présenter sa proposition dans la séance actuelle afin qu'elle puisse être prise en considération par les divers gouvernements après l'ajournement de la diète.

Compte rendu officiel de la séance du 7 février 1861 de la diète germanique.

L'Assemblée passe au vote sur les propositions faites dans la séance du 17 du mois dernier, par les comités réunis, sur les affaires constitutionnelles des duchés de Holstein et de Lauenbourg. Elles ont été adoptées par toutes les voix, à l'exception de celle de l'envoyé danois pour ces duchés, lequel, en se référant à de précédentes explications et en réservant les droits de son souverain, s'est déclaré contre ces propositions dans un vote motivé; puis de celle de l'envoyé néerlandais pour Luxembourg et Limbourg, qui s'est aussi prononcé contre ces propositions en exposant brièvement ses motifs.

En conséquence, l'Assemblée a décidé :

1° Qu'elle ne pouvait considérer la patente publiée le 25 septembre 1859 par le gouvernement royal-ducal, ainsi que toutes les ordonnances basées sur cette patente et concernant les budgets du Holstein

et Lauenbourg, comme existant en droit aussi longtemps qu'elles ne seront pas revêtues de l'assentiment des États respectifs; qu'ainsi le budget pour l'année administrative de la période financière actuelle, commençant le 1^{er} avril 1861, ne peut être fixé sans l'approbation des États des deux duchés;

2° Qu'elle requiert du gouvernement royal-ducal une déclaration expresse portant qu'il se conformera aux arrangements fixés par le paragraphe I c et II de la résolution fédérale du 8 mars 1860;

3° Que si une telle déclaration n'était pas donnée d'une manière entièrement certaine dans l'espace de six semaines, elle reprendra les mesures préparées par la résolution fédérale du 12 août 1858.

En même temps la diète a invité l'envoyé royal danois à porter cette décision à la connaissance de son haut gouvernement.

DANEMARK.

Note du cabinet de Copenhague pour exposer au cabinet de Saint-James les conditions desquelles dépendent les concessions du gouvernement danois aux demandes de l'Allemagne.

Septembre 1860.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Danemark ne peut ni ne veut entrer dans une ouverture sur les affaires intérieures du Schleswig. Lorsque le roi, dans les négociations qui eurent lieu en 1851, renonça à son droit d'incorporer au royaume cette partie non allemande du pays, et cela de manière à lui laisser pour toutes ses affaires particulières une assemblée législative et une administration entièrement séparées, ces promesses, ainsi que la Prusse se plaît à les qualifier, ont été remplies immédiatement et sans hésitation. Plus le gouvernement danois a donné de preuves de ses dispositions personnelles à contenter la diète de la Confédération germanique et à se charger d'un fardeau extrême relativement au Holstein, plus il a le droit d'espérer que l'Allemagne s'abstiendra de toute immixtion dans l'administration du Schleswig. Une immixtion de ce genre rendrait toute négociation impossible. Telle est la condition *sine qua non* de laquelle dépend nécessairement toute concession du gouvernement danois aux demandes de l'Allemagne concernant le Holstein.

Instruit par une douloureuse expérience, et pour ne pas semer le germe de collisions sans fin avec l'Allemagne, le gouvernement danois ne peut même pas consentir à l'Allemagne les modifications qu'il serait disposé à accorder sur certains points à l'administration du Schles-

wig. Mais tandis que le gouvernement s'impose le plus sérieux devoir de maintenir ce principe en face de l'Allemagne, il peut, dans ses relations avec le cabinet anglais, procéder d'une manière différente. C'est pourquoi il a répondu à la réclamation qui lui est venue de ce cabinet, et il a cru devoir lui communiquer d'une manière confidentielle ses intentions relativement à certaines questions intérieures du Schleswig, ainsi que par rapport aux modifications qu'il ne manquera pas de lui concéder dès que la situation du Holstein une fois réglée de la façon indiquée, l'Allemagne aura cessé d'agiter les esprits dans le Schleswig.

**Circulaire à tous les inspecteurs d'église du duché
de Schleswig¹.**

Après avoir reçu les rapports réclamés les 21 janvier et 17 mars de l'année dernière, relatifs au mode d'exercice du contrôle des inspecteurs d'église et d'école dans le choix des précepteurs et l'enseignement à donner par ceux-ci, le ministère, pour régler cette question, croit devoir arrêter les prescriptions suivantes :

1° A l'avenir, comme précédemment, chaque famille sera libre de faire élever ses enfants à la maison par des précepteurs. La langue à employer dans cet enseignement privé sera déterminée par la volonté seule des intéressés.

2° Les enfants qui recevront de la sorte une instruction convenable sont dispensés de la fréquentation des écoles publiques. Les intéressés n'auront qu'à en prévenir au préalable l'inspecteur et le maître d'école, qui mentionnera le fait dans les états de l'école.

3° Ceux qui font élever leurs enfants à la maison par des précepteurs sont tenus d'en donner avis, et de faire examiner ces derniers, ainsi que les enfants, par les inspections spéciales et générales d'église. On se servira, pour l'examen, de la langue qui aura été choisie pour l'enseignement.

4° Si les maîtres et les enfants en question ne se présentent pas aux examens, sans qu'il y ait preuve d'empêchement insurmontable, ou que les examens constatent qu'ils ne possèdent pas, dans les matières d'enseignement prescrites, les mêmes connaissances et la même habileté que la moyenne des enfants des écoles publiques, la dispense de la fréquentation de l'école publique leur sera retirée, et ils ne pourront plus, sans dispense spéciale, être instruits à la maison.

Nous communiquons ce qui précède à MM. les inspecteurs d'église

1. Voir la page 207 de ce volume.

pour leur gouverne, et pour être ultérieurement communiqué aux intéressés.

Le ministère royal pour le duché de Schleswig,

Signé : WOLFHAGEN.

Copenhague, 9 janvier 1861.

DEUX-SICILES.

Suspension d'armes de Gaëte.

*Le général Cialdini, commandant l'armée de siège devant Gaëte,
à l'amiral Le Barbier de Tinan.*

Castellone, le 11 janvier 1861.

Monsieur l'amiral,

J'ai l'honneur de vous déclarer que, jusqu'à la tombée du jour du dix-neuf courant, il ne sera fait de ma part aucun acte d'hostilité vers la place, ni aucun travail d'approche, ni aucune augmentation dans le nombre des bouches à feu en batterie, si toutefois la place ne me provoque pas par son feu ou par ses travaux. Dans ce cas, je me considérerai comme libre de tout engagement, et la suspension des hostilités cessera aussi de ma part. Cependant, monsieur l'amiral, je n'ouvrirai pas mon feu sans vous en prévenir d'avance. Vous serez juge alors, et vous pourrez redire à Sa Majesté l'Empereur de quel côté a été le tort.

Veuillez agréer, etc.

Le général commandant le siège devant Gaëte,

CIALDINI.

*Le général Ritucci, gouverneur de la place de Gaëte, à l'amiral
Le Barbier de Tinan.*

Gaëte, le 12 janvier 1861.

Monsieur l'amiral,

Ayant pris les ordres de Sa Majesté le Roi mon auguste maître, j'ai l'honneur de vous faire savoir que jusqu'à la tombée du jour, dix-neuf du courant, il ne sera procédé dans cette place à aucune construction de nouvelles batteries ni à aucune augmentation de celles actuellement existantes, et ne seront exécutés que les seuls travaux de réparations réclamés par les circonstances.

Si toutefois les assiégeants nous provoquaient, soit en augmentant leurs batteries, soit en en formant de nouvelles, il est clair que nous resterions libres de tout engagement.

Afin d'éloigner toute fausse interprétation dans le cas du commencement du feu de la place, je vous prierais, monsieur l'amiral, de m'envoyer, quand le moment sera venu, un de vos officiers pour juger de quel côté a été le tort.

Veuillez, monsieur l'amiral, croire à l'assurance de ma haute considération.

Le lieutenant général commandant la place de Gaète,

RITUCCI.

Circulaire de M. le général Casella, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques accrédités près les cours étrangères.

Gaète, le 18 janvier 1861.

L'amiral de l'escadre impériale a proposé au roi notre auguste maître, au nom de l'empereur des Français, un armistice. Cette trêve, commençant le 9, devait durer jusqu'au 19 de ce mois. L'amiral déclara à S. M. que si cette proposition n'était pas acceptée, l'escadre française se retirerait huit jours après; si elle était acceptée, l'escadre resterait jusqu'au coucher du soleil du jour indiqué ci-dessus. Les hostilités interrompues reprendraient leur cours et la flotte sarde resterait libre de bloquer le port et de commencer du côté de la mer l'attaque et le bombardement de Gaète.

Cette alternative était triste, parce que les deux cas entraînaient le départ de la flotte, la cessation de toute relation et l'interruption de toute communication avec le reste du monde. L'armistice en soi-même nous était défavorable, car nous avions tous nos moyens de défense au complet et sans possibilité de les augmenter, tandis que les Piémontais avaient besoin de ce temps pour transporter des munitions et préparer, sinon achever, de nouvelles et plus puissantes batteries.

Cependant S. M. accepta, non-seulement par les considérations d'humanité qui prescrivent de retarder, chaque fois qu'on le peut honorablement, l'effusion du sang, mais surtout parce que cet armistice était un désir de l'empereur des Français.

C'est pourquoi le gouverneur de Gaète accepta tous les articles proposés par l'amiral et que vous trouverez ci-après. Mais la présence d'un officier français pour surveiller la suspension des travaux des deux côtés, condition que nous rendait facile notre bonne foi, n'a pas été acceptée par le général ennemi. Deux jours après, le général Cialdini déclara à l'amiral de Tinan qu'un ordre du roi de Sardaigne confirmait son refus précédent.

Nonobstant nous ne refusâmes pas d'observer la trêve, et quoique

tous nos rapports nous signalassent d'heure en heure le progrès des travaux de l'ennemi, nous l'avons respectée, et demain elle prendra fin sans que personne puisse nous accuser de n'avoir pas été scrupuleusement fidèles à cet armistice indirect.

Dès demain le port de Gaète reste bloqué, et la voie est ouverte aux attaques maritimes contre la place. Dès demain les bâtiments mêmes de S. M., livrés par la plus infâme des trahisons au roi du Piémont, viendront lancer leurs bombes sur des familles désarmées réfugiées ici, sur le roi légitime et sur la reine des Deux-Siciles.

On ne peut croire que l'Europe assiste plus longtemps impassible au spectacle d'un roi reconnu par toutes les puissances, dépouillé de ses États par la plus inique agression, en proie à toutes les horreurs d'un long bombardement, sans autre crime que le courage de défendre courageusement le dernier boulevard de la monarchie contre une lâche invasion. Les souverains et les peuples comprendront à la fin qu'on défend à Gaète quelque chose de plus que la couronne d'une antique dynastie; on défend les traités en vertu desquels règnent tous les souverains, le droit public, sur la force duquel reposent la tranquillité et l'indépendance des peuples.

S. M. le roi est résolu d'affronter jusqu'à la fin tous les périls de sa position abandonnée. Bloqué et attaqué à la fois par mer et par terre, il pourra tomber sous les ruines de la place, il pourra être le prisonnier de ses ennemis. Quel que soit son sort, S. M. est prête à le supporter avec cette grandeur d'âme et cette fermeté dont depuis cinq mois elle donne des preuves si nombreuses et si constantes.

Contre ce qui arrive, contre ce qui peut arriver, il n'est pas besoin de protester. La loi et la conscience publique, le sentiment moral de toutes les âmes honnêtes protesteront pour le roi dans cette circonstance décisive. Et si l'Europe abandonne S. M., S. M. ne s'abandonnera pas. Son devoir de souverain, le roi le fera jusqu'à la fin.

Vous avez appris par tous les journaux, même par ceux qui défendent avec le plus d'acharnement la cause de la révolution, quel est le véritable état du royaume de Naples et de la malheureuse Sicile : défiance, absence de sécurité, ruine. De chaque point des domaines continentaux, les populations se lèvent spontanément pour protester comme elles peuvent, dans le bouleversement général, en faveur de leur souverain légitime contre la domination étrangère. Et, en effet, le Piémont les traite en étrangers. Pendant que les Piémontais taxent de barbarie et d'inhumanité les moyens de modération et de douceur employés par S. M. pour apaiser les tentatives de révolte, et cela jusqu'au point d'ordonner, à la première nouvelle, la suspension du bombardement de Palerme, le Piémont bombarde chaque jour et sans relâche les villes italiennes qui lui résistent, comme Ancône, Capoue,

Mola et Gaëte. La seule peine adoptée par ses généraux pour comprimer les populations est de les fusiller sans merci.

Dans ces circonstances, le roi, voulant non pas sauver sa personne, qu'il expose chaque jour depuis deux mois à tous les dangers, mais assurer contre l'humiliation et contre l'insulte la dignité royale qu'il représente, aurait droit d'espérer que dans la lutte inégale qui va continuer, les puissances de l'Europe déclarassent si elles reconnaissent oui ou non le blocus qui va être établi sans déclaration de guerre, sans notification régulière, par l'escadre aujourd'hui en la possession du Piémont. Et si ce blocus n'est pas reconnu, S. M. a la confiance au moins qu'il sera fait une sommation collective au roi de Sardaigne pour garantir la liberté de S. M. si les hasards d'un siège désespéré respectent sa vie, et pour assurer contre tout outrage la personne de la jeune reine, qui, avec une magnanimité digne de son cœur, et insensible à tout péril personnel, a résisté aux plus incessantes prières pour se consacrer, dans les hôpitaux, aux soins des blessés.

Vous êtes autorisés à donner lecture de la présente dépêche à et à lui en laisser copie.

Signé : CASELLA.

**Circulaire du général Casella aux représentants des puissances
accrédités auprès de François II à Gaëte.**

Gaëte, le 18 janvier 1861.

Le soussigné, président du conseil des ministres et chargé du portefeuille des affaires étrangères de S. M. Sicilienne, a l'honneur de s'adresser à Son Excellence Mgr Gianelli, nonce apostolique du Saint-Siège, en sa qualité de doyen du corps diplomatique, pour porter à sa connaissance que S. M. le roi, son auguste maître, désirant avoir auprès de sa personne, dans ces circonstances extrêmes, les représentants des souverains ses alliés et amis, s'est décidé à inviter formellement tous les chefs des légations étrangères à rester à Gaëte, où, pour l'intérêt général, ils sont accrédités.

Si de très-graves considérations ne rendaient cette mesure indispensable, S. M. le roi, dont le cœur généreux est si sensible aux souffrances d'autrui, ne voudrait certainement pas imposer aux honorables représentants de puissances amies les privations et les dangers d'une place assiégée. Ce fut par ces sentiments qu'il y a deux mois S. M. invita le corps diplomatique à résider à Rome pour lui épargner les souffrances et les dangers d'un siège, le ministre d'Espagne restant seul dans cette occasion auprès de S. M., dont il était résolu, dès le principe, à partager le sort et la fortune.

Animé de ces sentiments, le roi, mon auguste souverain, n'a voulu inviter aucun des membres du corps diplomatique à se rendre à Gaëte, malgré les circonstances chaque jour plus critiques, et cela à cause du bombardement qui a commencé contre cette place le 1^{er} décembre.

Tant que les communications étaient libres, le roi pouvait, du moins indirectement, rester en rapport avec le corps diplomatique résidant à Rome, tout en lui épargnant tout danger, et si une circonstance difficile s'était présentée, dans laquelle ses conseils eussent été nécessaires, il y avait toujours moyen de l'inviter à se rendre en peu d'heures à Gaëte. Cette dernière ressource n'existe plus. Après-demain les communications maritimes seront interrompues; tout rapport entre le roi et le corps diplomatique accrédité auprès de sa royale personne sera définitivement empêché, et S. M. ne peut ni ne veut renoncer au plaisir d'avoir auprès d'elle, pour s'éclairer de leurs lumières, les représentants des divers gouvernements.

Une autre circonstance a encore déterminé S. M. Lorsque, dans la journée d'hier, le corps diplomatique s'est présenté au roi, les chefs de légation qui eurent l'honneur de l'entretenir du siège de Gaëte l'ont encouragé à résister, même après que le départ de l'escadre française aurait laissé le champ libre à un blocus et à une attaque par mer. A partir d'aujourd'hui S. M. attache un prix particulier à écouter les avis de ministres aussi importants. Les conseils longuement motivés de ces honorables représentants ont été en faveur de la résistance. Après avoir reçu ces conseils, S. M. n'hésite plus aujourd'hui, et elle a pris immédiatement la résolution de s'enfermer dans Gaëte et d'y défendre jusqu'au dernier instant ce reste de la monarchie.

Mais comme il est possible, si l'état de choses actuel continue, que cette place isolée et abandonnée finisse par tomber et qu'alors la personne du roi, celle de la reine et celle des princes soient à la merci du vainqueur, S. M., qui veut céder en roi et supporter son sort en roi, a besoin, auprès de sa personne, des ministres étrangers pour recourir, en cas de besoin, à leurs conseils et les avoir pour témoins irrécusables des faits accomplis.

C'est pour cela que S. M., qui a vu avec grand plaisir le corps diplomatique à Gaëte et qui a été très-reconnaissante de cette marque d'attachement et de courtoisie, a profité des conseils qui lui ont été donnés à cette occasion, et surtout de l'occurrence des circonstances, pour le prier de rester auprès de sa personne. En faisant cette communication à S. E. Rév. Mgr le nonce apostolique, pour qu'il la porte à la connaissance de toutes les personnes composant le corps diplomatique, le temps manquant pour écrire en particulier à chacune d'entre elles, le soussigné doit ajouter que S. M. le roi ne prétend obliger personne à rester, mais qu'il invite tout le monde et qu'il sera très-

reconnaissant envers ceux qui voudront bien partager, dans cette dernière période du siège, ses privations et ses dangers.

Le soussigné a également l'ordre d'informer S. E. Rév. que l'on a disposé, pour les personnes du corps diplomatique qui se décideront à rester, le local le plus beau et le plus sûr que puisse offrir Gaète; le gouvernement royal se charge ainsi de pourvoir à leur commodité personnelle autant que le comportent les conditions d'une place assiégée. Quant à ceux qui voudront envoyer chercher leurs effets à Rome ou qui ne jugeront pas, par des circonstances particulières, devoir rester à Gaète, un vapeur se tient prêt à partir pour Civita-Vecchia ou Terracine, et il est dès ce moment à la disposition de Mgr le nonce apostolique.

En sollicitant de Votre Excellence Révérendissime une prompte réponse, le soussigné a l'honneur, etc.

CASELLA.

Notification du blocus de Gaète.

Considérant que le siège régulier formé devant Gaète par l'armée de S. M. est déjà avancé du côté de terre;

Considérant que la ville et le port de Gaète sont une place forte, et non une place de commerce;

Considérant que l'approche de Gaète par quelques bâtiments doit être considérée comme ayant pour but d'approvisionner la ville et de porter secours aux assiégés;

Considérant que ce n'est pas troubler le commerce des puissances neutres que d'empêcher ces bâtiments d'entrer dans la zone maritime de Gaète;

Nous, soussigné, vice-amiral commandant en chef des forces navales de S. M. Victor-Emmanuel devant Gaète, de concert avec le général Cialdini, commandant en chef du corps assiégeant, déclarons par les présentes, au nom du gouvernement, et portons à la connaissance de tous les intéressés à cette cause, que le blocus de Gaète et de son territoire, depuis la tour Saint-Augustin d'un côté, jusqu'au môle de l'autre, est définitivement établi, afin d'empêcher tout approvisionnement d'arriver aux assiégés.

Quant aux effets de la présente notification, il sera tenu compte de la déclaration du 16 avril 1856, stipulée dans la conférence de Paris, concernant les intérêts des puissances neutres.

Donné dans les eaux de Gaète le 20 janvier 1861.

*Le vice-amiral, commandant en chef les forces navales
de S. M. devant Gaète,*

Signé : PERSANO.

**Capitulation de la place de Gaëte, datée de la villa Caposele,
in Castellone de Gaëte, le 15 février.**

Art. 1^{er}. La place de Gaëte, son armement complet, drapeaux, armes, magasins de poudre, équipements militaires, vivres, équipages, chevaux de troupe, bateaux, embarcations, et en général tous les objets appartenant à l'État et à l'administration militaire ou civile seront consignés à la sortie de la garnison aux troupes de Sa Majesté Victor-Emmanuel.

Art. 2. Demain, à sept heures du matin, seront consignées aux susdites troupes les grandes et les petites portes de la ville du côté de la terre; il en sera de même à l'égard des ouvrages de fortifications adjacents à ces portes, et notamment depuis la citadelle inclusivement jusqu'à la batterie Transylvania; de plus, la tour Orlando.

Art. 3. Toute la garnison, y compris les employés militaires qui s'y trouvent, quitteront la place avec les honneurs de la guerre.

Art. 4. Les troupes qui composent la garnison sortiront avec leurs drapeaux, armes et bagages; après quoi ces mêmes troupes déposeront les armes et les drapeaux sur l'isthme, sauf les officiers qui conserveront leurs armes, leurs chevaux de selle et tout leur avoir; de plus, ces officiers sont autorisés à garder auprès d'eux leurs brosseurs respectifs.

Art. 5. D'abord sortiront les troupes étrangères, les autres viendront après suivant leur ordre de bataille, le flanc gauche en tête.

Art. 6. La sortie de la garnison de la place s'effectuera par la porte de terre, à dater du 15 courant à huit heures du matin, de manière à être complètement terminée à huit heures du soir du même jour.

Art. 7. Les infirmes, les malades, les blessés, avec le personnel sanitaire attaché au service des hôpitaux, resteront seuls dans la place; tous les autres militaires et employés qui resteraient dans la place sans motif légitime et sans autorisation préalable après l'heure fixée dans l'article précédent seront considérés comme déserteurs de guerre.

Art. 8. Toutes les troupes qui composent la garnison de Gaëte seront prisonnières de guerre jusqu'à la reddition de la citadelle de Messine et de la forteresse de Civitella del Tronto.

Art. 9. A tous les officiers et employés militaires nationaux qui ont capitulé il est accordé deux mois de solde sur le pied de temps de paix.

Art. 10. Ces mêmes officiers auront deux mois de temps, à partir du jour de leur mise en liberté ou auparavant, s'ils le désirent, pour déclarer s'ils entendent entrer dans l'armée nationale ou prendre leur

retraite, ou bien quitter complètement le service militaire. A ceux d'entre ces officiers qui exprimeront le désir d'entrer dans l'armée nationale ou de prendre leur retraite, on appliquera, comme aux autres officiers de l'ex-armée napolitaine, le règlement exposé dans le décret royal, daté de Naples, le 28 novembre 1860.

Art. 11. Les individus de troupe, soldats et autres, après l'expiration du terme comme prisonniers de guerre, obtiendront leur congé absolu s'ils ont rempli leur engagement militaire. A ceux d'entre eux qui n'auront pas accompli leur temps, il sera accordé un congé de deux mois, après quoi ils pourront être rappelés sous les armes. Tous, indistinctement, après l'expiration du terme comme prisonniers de guerre, recevront deux mois de paye ou des vivres, et un prêt pour les aider à rentrer dans leur patrie.

Art. 12. Les officiers et les caporaux nationaux qui voudraient continuer leur service dans l'armée nationale y seront admis avec leurs grades, pourvu qu'ils remplissent les conditions voulues.

Art. 13. Il est accordé aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers qui faisaient jadis partie des cinq corps suisses, tout ce qui leur revient d'après les anciennes capitulations et décrets postérieurs jusqu'au 7 septembre 1860. Aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers qui ont pris du service après le mois d'août 1859 dans les nouveaux corps et qui ne faisaient point partie des corps anciens, il est accordé tout ce à quoi ils ont droit en vertu des décrets de formation, mais toujours antérieurs au 7 septembre 1860.

Art. 14. Tous les militaires vieux, infirmes et inutiles, quels qu'ils soient et sans tenir compte de leur nationalité, seront accueillis dans les dépôts des invalides militaires, à moins qu'ils ne préfèrent se retirer auprès de leurs familles avec une pension qui sera fixée et réglée d'après les lois existantes de l'ancien royaume des Deux-Siciles.

Art. 15. A tous les employés civils, tant Napolitains que Siciliens, qui se trouvaient renfermés à Gaëte et appartenant à quelques branches administrative ou judiciaire, on reconnaît le droit de retraite, et par conséquent le droit à une pension équivalant au grade que ces employés civils avaient avant le 7 septembre 1860.

Art. 16. Seront pourvues de moyens de transport toutes les familles siciliennes existant à Gaëte qui voudraient quitter la place.

Art. 17. Seront conservées aux officiers retraités qui sont dans la place leurs pensions respectives, pourvu qu'elles soient conformes au règlement.

Art. 18. Aux veuves et aux orphelins des militaires de Gaëte seront conservées les pensions déjà accordées, et seront reconnus les droits de demander de telles pensions à l'avenir, aux termes de la loi.

Art. 19. Ceux des habitants de Gaëte qui se trouvent dans la place

de Gaëte ne seront molestés ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés à cause de leurs opinions passées.

Art. 20. Les familles des militaires de Gaëte et qui se trouvent dans la place seront placées sous la protection de l'armée du roi Victor-Emmanuel.

Art. 21. Aux militaires nationaux de Gaëte qui avaient quitté l'État par raison de haute convenance, il sera également appliqué les dispositions spécifiées dans les articles précédents.

Art. 22. Il reste convenu qu'après la signature de la présente capitulation il ne doit exister aucune mine chargée dans la place, et si jamais on en découvrait, la présente capitulation serait de nul effet et la garnison serait considérée comme rendue à discrétion.

La même conséquence aurait lieu si on trouvait quelque part des pièces d'artillerie enclouées ou des armes brisées à dessein, des munitions détruites, à moins que les autorités de la place ne trouvent les coupables de tels actes et ne les livrent aux autorités piémontaises; ces coupables seront immédiatement fusillés.

Art. 23. Sera nommée par les parties contractantes une commission composée d'un officier d'artillerie, un du génie, un de la marine, un de l'intendance militaire, ou bien un commissaire de guerre avec le personnel nécessaire pour la consignation de la place.

Pour l'armée sarde :

Le chef d'état-major, colonel,

G. PIOLA CASELLI.

Le lieutenant général, commandant supérieur du génie,

L. F. MENABREA.

Vu, ratifié et approuvé :

Le général d'armée commandant les troupes de siège,

CIALDINI.

Pour la place de Gaëte :

GIOVANNI DELLE FRANCI,

Lieutenant-colonel, chef d'état-major d'artillerie.

ROBUTI PASCA,

Général de la marine royale.

FRANCESCO AMONCELLI,

Général, chef d'état-major.

Vu, ratifié et approuvé :

Le gouverneur de la place de Gaëte,

FRANCESCO MILON,

Lieutenant général.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

Compromis du Missouri.

Extrait de l'acte du congrès du 6 mars 1860 élevant le territoire du Missouri à la condition d'État.

Section 8. De plus, il a été décidé que dans tous les territoires cédés par la France aux États-Unis sous le nom de Louisiane, qui sont situés au nord, de 36 degrés 30 minutes latitude nord, et qui ne sont pas compris dans les limites de cet État, fixées dans le présent acte, l'esclavage et la servitude involontaire, sauf dans le cas où ils seront le châtiment de crimes dont les parties auront été dûment convaincues, seront et sont par le présent acte à jamais interdits. Il est réservé toutefois que si une personne quelconque au travail ou service de laquelle on élève des prétentions légitimes, s'échappe dans un de ces territoires, ce fugitif pourra être légitimement réclamé et sera remis à la personne qui aura droit à son travail ou à son service, comme il est dit ci-dessus (*Lois des États-Unis*, éditées par Richard Peters, vol. III, p. 548. Boston, 1846).

Bill de Nebraska et Kansas, 30 mai 1854.

Section 14. Et de plus il est décidé que la constitution et toutes les lois des États-Unis que les circonstances locales ne rendent pas inapplicables, auront la même force et le même effet dans ledit territoire de Nebraska qu'ailleurs dans les États-Unis, excepté la huitième section de l'acte préparatoire de l'admission du Missouri dans l'Union, adoptée le 6 mars 1820, parce qu'elle est incompatible avec le principe de non-intervention du congrès au sujet de l'esclavage dans les États et territoires, tel qu'il a été admis par la législation de 1850, communément désignée sous le nom de mesures de transaction (*compromise measures*), ladite clause (du 6 mars 1820) étant, par le présent acte, déclarée nulle et sans effet. L'intention et le sens du présent acte ne sont point d'introduire par une loi l'esclavage dans aucun État ou territoire, ni de l'en exclure, mais de laisser la population de chaque État et territoire parfaitement libre de faire et de régler ses institutions domestiques à sa manière en se soumettant seulement à la constitution des États-Unis, avec la réserve que ces institutions ne contiendront rien qui puisse être interprété de façon à faire revivre ou

remettre en vigueur aucune loi ou règlement qui pourrait avoir existé antérieurement à l'acte du 6 mars 1820, protégeant, établissant ou prohibant et abolissant l'esclavage.

**Message de M. James Buchanan, président des États-Unis,
au Congrès, au Sénat et à la Chambre des Représentants.**

Au commencement de votre session actuelle, j'ai appelé votre attention sur les dangers qui menaçaient l'existence de l'Union. J'ai exprimé mon opinion au sujet des causes premières de ces dangers, et j'ai recommandé les mesures qui, dans mon opinion, devaient tranquilliser le pays, le sauver du péril dans lequel il avait été sans motif et malheureusement jeté.

Ces opinions et ces recommandations, je ne veux pas les répéter aujourd'hui. Mes convictions n'ont pas changé. Le fait qu'une grande calamité menaçait la nation était alors déjà reconnu par tout citoyen intelligent. Il était compris d'un bout à l'autre du pays. Les conséquences inévitables de l'alarme ainsi répandue étaient déplorables. Les importations décroissaient avec une rapidité inconnue jusqu'alors, si ce n'est dans des temps de guerre. Le Trésor restait sans les ressources sur lesquelles il avait pu raisonnablement compter pour faire face aux engagements publics. Le commerce était paralysé, les manufactures s'arrêtaient, le cours des meilleures valeurs publiques s'affaissait, tous les biens se dépréciaient, et des milliers de pauvres gens qui n'avaient que leur travail quotidien pour vivre restaient sans emploi.

Je regrette profondément de ne pouvoir vous donner sur le compte de l'Union des renseignements plus satisfaisants que ceux que j'ai dû alors vous communiquer. Au contraire, les affaires vont encore plus mal aujourd'hui. Au moment où le Congrès se réunissait, l'esprit public nourrissait un vif espoir qu'un arrangement amiable serait promptement conclu par les représentants des États, qui rétablirait la paix entre les sections hostiles du pays. Chaque heure de retard a affaibli cette espérance, et à mesure que disparaît la chance d'une solution sans effusion de sang, la détresse publique s'aggrave. Comme preuve, il suffit de dire que l'émission de bons du Trésor autorisée par l'acte du 17 décembre a été dûment annoncée et qu'aucune offre importante ne s'est produite au-dessous d'un intérêt de 12 pour 100.

De ces faits il résulte que pour un gouvernement organisé comme le nôtre, les luttes intestines, ou même la seule crainte bien fondée

d'hostilités civiles, sont plus destructives des intérêts publics et privés que la guerre étrangère la plus formidable.

Dans mon message annuel, j'ai exprimé la conviction que j'ai acquise depuis longtemps, et que de récentes réflexions n'ont fait que confirmer, qu'aucun État n'a le droit, par un acte personnel, de se retirer de l'Union ou de se soustraire à ses obligations, selon son bon plaisir. J'ai aussi déclaré qu'à mon avis, quand même ce droit existerait et serait exercé par un État de la Confédération, le département exécutif du gouvernement n'a aucune autorité pour reconnaître la validité d'un pareil acte et l'indépendance d'un pareil État. Je n'avais donc d'autre alternative, comme principal fonctionnaire exécutif sous l'empire de la Constitution des États-Unis, que celle de percevoir les revenus publics et de protéger la propriété publique, autant que les lois me le permettraient. C'est encore ainsi que je me propose d'agir. Mes fonctions consistent à exécuter, non à faire les lois. C'est au Congrès exclusivement qu'il appartient d'abroger, de modifier ou d'étendre la loi pour faire face aux événements qui peuvent s'accomplir. Je ne possède pas de pouvoir de cette nature. En tout cas, je n'avais pas le droit de faire une guerre agressive à un État quelconque. Je suis convaincu que la Constitution a sagement refusé ce droit même au Congrès. Mais le droit et le devoir de faire usage des forces militaires, dans un but défensif, contre ceux qui résistent aux fonctionnaires fédéraux dans l'exercice de leurs fonctions légales et contre ceux qui s'attaquent à la propriété du gouvernement fédéral, sont évidents et incontestables. D'ailleurs l'attitude dangereuse et hostile des États les uns envers les autres a déjà de beaucoup dépassé et rendu inutiles les devoirs exécutifs ordinaires prévus par la loi. Elle a pris des proportions si alarmantes, que le pouvoir exécutif n'est plus maître de la situation. Il est impossible de se dissimuler que nous nous trouvons en plein dans une grande révolution. C'est pourquoi je recommande la question au Congrès, c'est-à-dire au seul tribunal qui, après la Providence, possède le pouvoir de faire face aux événements actuels. A lui seul appartient le droit de déclarer la guerre ou d'autoriser l'emploi d'une force militaire dans tous les cas prévus par la Constitution ; lui seul a le pouvoir de faire disparaître tous les sujets de plainte qui peuvent produire la guerre, et d'assurer la paix et l'union au pays agité. Sur lui, sur lui seul pèse toute la responsabilité. L'Union est un dépôt sacré qui nous a été laissé par nos pères révolutionnaires pour leurs descendants, et nul autre peuple n'a jamais reçu un aussi riche héritage. Il nous a rendus prospères dans la paix et victorieux dans la guerre. Le drapeau national a flotté glorieusement sur toutes les mers, et à l'ombre de ses plis, les citoyens américains ont trouvé respect et protection dans

tous les pays éclairés par le soleil. Si nous descendons aux considérations d'intérêt purement matériel, y a-t-il eu, à aucune époque de l'histoire, une Confédération unie par des liens plus étroits d'intérêt mutuel ? Chaque partie a besoin du tout, et le tout a besoin de chaque partie pour sa prospérité et sa sécurité domestique. Le libre échange pourvoit aux besoins d'une portion au moyen des produits d'une autre et répand la richesse partout. Les États à plantations et les États agricoles ont besoin des États commerçants et maritimes pour envoyer leurs produits sur les marchés nationaux et étrangers et pour assurer par la puissance navale la sécurité de ces produits contre des attaques hostiles.

Si l'Union venait à périr au milieu de l'agitation actuelle, nous avons déjà eu un avant-goût amer des souffrances universelles que produirait sa destruction. Cette calamité serait cruellement sentie dans toutes les parties de l'Union, et serait pour le moins aussi grande dans les États du Sud que dans les États du Nord.

Ce qui aggraverait le mal et ce qui nous placerait dans un jour défavorable aux yeux du monde et de la postérité, c'est, j'en suis fermement convaincu, que le mouvement de séparation repose surtout sur une fausse appréciation de la part du Sud des sentiments de la majorité dans plusieurs États du Nord. Qu'on réponde à la question dans les assemblées politiques au moyen du scrutin, et le peuple lui-même réparera promptement l'injustice faite au Sud. Mais, au nom du ciel, que l'épreuve soit faite avant que nous nous plongeions dans un conflit armé sur la simple présomption qu'il n'y a pas d'autre alternative. Le temps est un grand pouvoir conservateur. Arrêtons-nous au moment critique, et offrons au peuple dans le Nord comme dans le Sud l'occasion de réfléchir. Plût au ciel que la Caroline du Sud eût été convaincue de cette vérité avant d'agir avec précipitation ! J'en appelle donc par votre intermédiaire au peuple de ce pays pour qu'il ait à déclarer dans sa puissance que l'Union doit être et sera maintenue par des moyens constitutionnels. Je vous recommande sérieusement de vous appliquer à découvrir comment cela peut se faire paisiblement. Toute autre question à côté de celle-ci est insignifiante. Ce n'est pas à présent le moment des palliatifs ; il faut une action prompte. Un délai accordé par le Congrès à la recommandation d'une proposition pratique de conciliation peut nous réduire à une extrémité d'où il nous sera impossible de revenir. Un terrain commun, où la conciliation et l'harmonie puissent trouver place, doit exister. La proposition de transiger en accordant au Nord un contrôle exclusif sur les territoires au delà d'une certaine limite, et en protégeant les institutions méridionales au-dessous de cette ligne, devrait rencontrer une approbation universelle. En elle-même, elle peut n'être pas

complètement satisfaisante ; mais quand il s'agit d'une alternative entre des concessions raisonnables de part et d'autre et la destruction de l'Union, c'est faire injure au patriotisme du Congrès que de croire que ses membres pourront hésiter un instant. En ce moment, le danger nous menace. Dans plusieurs États qui ne sont pas encore séparés, les forts, les magasins et les arsenaux des États-Unis ont été saisis. C'est de beaucoup la mesure la plus sérieuse qui ait été prise depuis le commencement de ces troubles. Les bâtiments appartenant à l'État sont restés longtemps sans garnisons et sans troupes, parce que nul ne doutait qu'ils ne fussent suffisamment protégés par le drapeau du pays dans tous les États de l'Union. En outre, notre petite armée était à peine suffisante pour garder nos frontières éloignées contre les incursions des Indiens. La saisie de ces bâtiments a été un acte d'agression et non de résistance ; il n'y a pas eu de tentative de coercition pour obliger un État à demeurer dans l'Union. Au début de ces malheureux troubles, j'ai résolu qu'aucun de mes actes n'augmenterait l'agitation dans aucune partie du pays. Si le conflit politique devait se terminer par la guerre civile, j'étais décidé à ne pas la commencer et à ne pas en fournir le prétexte par un acte de mon gouvernement. Mes opinions n'ont pas varié, et je crois que la justice et la politique nous obligent encore à chercher une solution pacifique des questions débattues entre le Nord et le Sud. Dans cette conviction, je me suis abstenu d'envoyer des renforts au major Anderson, qui commande le fort du port de Charleston, ne voulant pas, à moins de nécessité absolue, avoir l'air de menacer cette ville d'une action militaire, et donner ainsi une provocation ou du moins un prétexte à un soulèvement dans la Caroline du Sud. L'envoi de ces renforts ne paraissait pas nécessaire. Des gentlemen distingués de la Caroline du Sud m'assuraient qu'on ne projetait aucune attaque contre le major Anderson, mais qu'au contraire les autorités de l'État désiraient autant que moi éviter les fatales conséquences d'une collision militaire. Je crois devoir vous soumettre, pour votre information, la copie d'une communication, en date du 26 décembre, qui m'a été adressée par le révérend Barnwell, J. Adams et J. L. Orr, commissaires de la Caroline du Sud, avec les documents qui l'accompagnent et la copie de ma réponse en date du 31 décembre. Pour expliquer l'évacuation par le major Anderson du fort Moultrie et son occupation du fort Sumter, il est bon de dire qu'après ma réponse aux commissaires de la Caroline du Sud, le département de la guerre a reçu une lettre de ce brave officier, en date du 27 décembre, le lendemain du mouvement, et dont voici un extrait :

« J'ajouterai que beaucoup de faits m'ont convaincu que les autorités de l'État projetaient un acte hostile (allusion évidente aux ordres

en date du 11 décembre du secrétaire de la guerre). Dans cette pensée, je ne pouvais hésiter à quitter un fort que nous n'aurions probablement pas pu défendre plus de quarante-huit à soixante-huit heures, pour occuper celui où je suis, et où mon pouvoir de résistance est bien plus considérable. »

On se rappellera que l'ordre donné au major se terminait ainsi :

« La faiblesse de votre troupe ne vous permettra pas peut-être d'occuper plus d'un seul de ces trois forts ; une attaque contre un seul d'entre eux ou une tentative d'en prendre possession sera considérée comme un acte d'hostilité, et vous pourrez alors occuper celui que vous croirez le plus propre à la résistance. Vous êtes aussi autorisé à prendre des mesures défensives si vous avez la preuve plausible de desseins hostiles contre vous. »

On dit qu'on a l'appréhension sérieuse, que je ne partage du reste pas, que la paix de ce district pourra être troublée avant le 4 mars. En tout cas, il est de mon devoir d'y veiller, et ce devoir, je l'accomplirai.

En terminant, il me sera permis de faire remarquer que j'ai souvent averti mes compatriotes des dangers qui maintenant nous entourent. C'est peut-être la dernière fois que j'aurai l'occasion d'en faire mention officiellement. Je sens que mon devoir a été fidèlement quoique imparfaitement rempli, et, quels que soient les événements, j'emporterai dans la tombe le témoignage de ma conscience que j'ai au moins eu l'intention de faire le bonheur de mon pays.

Washington, le 8 janvier 1861.

Signé JAMES BUCHANAN.

Message du président Buchanan au Sénat et à la Chambre des représentants des États-Unis, relativement aux propositions médiatrices de la Virginie.

Washington, le 28 janvier 1861.

Je pense qu'il est de mon devoir de soumettre au congrès une série de résolutions adoptées par la législature de la Virginie le 19 de ce mois, et ayant en vue la solution pacifique des complications actuelles. Elles m'ont été communiquées le 24 de ce mois par l'ex-président Tyler, qui a quitté sa retraite dans l'espoir que, dans les jours de péril, il pourrait rendre service à son pays. Ces résolutions, on le verra, sont une invitation à tous les États, à esclaves ou non, de s'unir avec la Virginie dans un suprême effort, pour apaiser les malheureuses que-

relles qui se sont élevées, conformément à la Constitution, et de manière à donner aux États à esclaves des garanties pour la sauvegarde de leurs droits ; on nommerait des commissaires qui se rencontreraient, le 4 février prochain, dans la ville de Washington, avec les commissaires nommés par la Virginie, pour s'entendre, s'il est possible, sur les termes d'un arrangement. J'ai vu avec une grande satisfaction, je l'avoue, cette initiative de la Virginie. L'histoire passée de cet État renommé nous prouve qu'il accomplit tout ce qu'il entreprend, si cela est possible, par des efforts persévérants et éclairés. D'autres États patriotes ont envoyé ou envoient des commissaires pour se rencontrer avec ceux de la Virginie. Lorsqu'ils seront réunis, ils constitueront une assemblée ayant au plus haut degré droit à la confiance des pays.

L'assemblée générale de la Virginie a décidé également que l'ancien président John Tyler est dès à présent nommé, par le vote de l'assemblée générale, commissaire auprès du président des États-Unis, et le juge Robertson, par le même vote, est nommé commissaire près l'État de la Caroline du Sud et les autres États qui se sont séparés ou qui doivent se séparer ; il a pour instructions de demander respectueusement au président des États-Unis et aux autorités des autres États de s'abstenir, pendant la réunion de la conférence provoquée par l'assemblée générale, de tout acte pouvant produire une collision armée entre les États et le gouvernement des États-Unis. Cependant, quelque vif que soit mon désir de prendre un tel engagement, je suis convaincu que je n'en ai pas le pouvoir. Le congrès, et le congrès seul, en vertu du pouvoir qu'il a de faire la guerre, peut s'engager à s'abstenir de tous actes pouvant amener une collision armée entre ce gouvernement et un autre. Ce serait donc un empiétement de la part du pouvoir exécutif que de tenter de lier les mains de la nation dans des matières sur lesquelles la Constitution ne lui donne pas de contrôle. Dans les circonstances actuelles, mon pouvoir est restreint dans des bornes étroites.

Mon devoir est, en tout temps, de défendre et de protéger la propriété publique dans les États séparatistes, autant que cela sera possible, et spécialement d'employer les moyens constitutionnels pour protéger la propriété des États-Unis et garantir la paix publique au siège du gouvernement. Si les États séparatistes s'abstiennent de tout acte pouvant amener une collision, alors le danger tant redouté cessera d'exister. La défense et non l'agression a été de tout temps la politique constante de mon administration. Mais tout en ne pouvant prendre l'engagement proposé, je le recommande chaudement au congrès, avec la confiance qu'il aura son approbation, et qu'il s'abstiendra de voter une loi pouvant amener une collision pendant la conférence provoquée par l'assemblée générale de la Virginie.

Je suis un de ceux qui ne désespéreront jamais de la république. Je crois encore que le peuple américain perpétuera l'union des États à des conditions justes et honorables pour toutes les sections du pays. J'ai la confiance que la médiation de la Virginie pourra être le moyen prédestiné par la Providence divine pour accomplir cet inestimable bienfait. Déjà son histoire passée est glorieuse, et un tel résultat, au point de vue de sa renommée et du bien-être du pays entier, serait le plus éclatant des services qu'elle aurait rendus.

James BUCHANAN.

FRANCE.

Ordre général du général de Beaufort, commandant le corps expéditionnaire français en Syrie, portant à l'ordre du jour de l'armée la lettre de l'empereur Napoléon.

Le général commandant le corps expéditionnaire s'empresse de faire connaître aux troupes qu'il a l'honneur de commander que l'Empereur a daigné lui adresser une lettre commençant par ces mots :

« Mon cher général, quoique l'occasion ne se soit pas encore offerte, et au corps expéditionnaire de se distinguer par des succès, et à vous de le conduire à la victoire, votre mission n'en est pas moins honorable. Protéger une population entière contre un fanatisme cruel, la garantir, par la seule présence de nos soldats, des malheurs qui la menacent encore, c'est, comme vous le dites, une œuvre grande et utile. Soyez donc, je vous prie, mon interprète auprès de ceux qui y concourent dignement avec vous, et dites-leur combien j'apprécie leur dévouement. »

Le général commandant le corps expéditionnaire est certain que ce témoignage de satisfaction et de haute bienveillance sera pour tous un puissant encouragement à persévérer dans la voie du devoir, de l'abnégation et du dévouement.

Au quartier général, à Beyrouth, le 8 janvier 1861.

BEAUFORT.

**Sénatus-Consulte portant modification de l'article 42¹
de la Constitution.**

L'article 42 de la Constitution est modifié ainsi qu'il suit :

Les débats des séances du Sénat et du Corps législatif seront reproduits par la sténographie et insérés *in extenso* dans le journal officiel du lendemain.

En outre, les comptes rendus de ces séances, rédigés par des secrétaires-rédacteurs placés sous l'autorité du président de chaque assemblée, sont mis chaque soir à la disposition de tous les journaux.

Le compte rendu des séances du Sénat et du Corps législatif par les journaux ou tout autre moyen de publication, ne consistera que dans la reproduction des débats insérés *in extenso* dans le journal officiel, ou du compte rendu rédigé sous l'autorité du président, conformément aux paragraphes précédents.

Néanmoins, lorsque plusieurs projets ou pétitions auront été discutés dans une séance, il sera permis de ne reproduire que les débats relatifs à un seul de ces projets ou à une seule de ces pétitions. Dans ce cas, si la discussion se prolonge pendant plusieurs séances, la publication devra être continuée jusques au vote et y compris le vote.

Le Sénat, sur la demande de cinq membres, pourra décider qu'il se forme en comité secret.

L'article 13 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 est abrogé en ce qu'il a de contraire au présent sénatus-consulte.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} février 1861.

**Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session législative
le 4 février 1861.**

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Le discours d'ouverture de chaque session résume, en peu de mots, les actes passés et les projets à venir. Jusqu'à ce jour, cette commu-

1. Article 42 de la Constitution de l'Empire français :

Le compte rendu des séances du Corps législatif, par les journaux ou tout autre moyen de publication, ne consistera que dans la reproduction du procès-verbal dressé à l'issue de chaque séance par les soins du président du Corps législatif.

nication, restreinte par sa nature, ne mettait pas mon gouvernement en rapport assez intime avec les grands corps de l'État, et ceux-ci étaient privés de la faculté de fortifier le gouvernement par leur adhésion publique, ou de l'éclairer par leurs conseils.

J'ai décidé que tous les ans un exposé général de la situation de l'empire¹ serait mis sous vos yeux, et que les dépêches les plus importantes de la diplomatie seraient déposées sur vos bureaux.

Vous pourrez également, dans une adresse, manifester votre sentiment sur les faits qui s'accomplissent, non plus comme autrefois, par une simple paraphrase du discours du trône, mais par la libre et loyale expression de votre opinion.

Cette amélioration initie plus amplement le pays à ses propres affaires, lui fait mieux connaître ceux qui le gouvernent comme ceux qui siègent dans les Chambres, et, malgré son importance, n'altère en rien l'esprit de la Constitution.

Autrefois, vous le savez, le suffrage était restreint. La Chambre des Députés avait, il est vrai, des prérogatives plus étendues; mais le grand nombre de fonctionnaires publics qui en faisaient partie donnait au gouvernement une action directe sur ses résolutions. La Chambre des Pairs votait aussi les lois, mais la majorité pouvait être, à chaque instant, déplacée par l'adjonction facultative de nouveaux membres. Enfin, les lois n'étaient pas toujours discutées pour leur valeur réelle, mais suivant la chance que leur adoption ou leur rejet pouvait avoir de maintenir ou de renverser un ministère. De là, peu de sincérité dans les délibérations, peu de stabilité dans la marche du gouvernement, peu de travail utile accompli.

Aujourd'hui toutes les lois sont préparées avec soin et maturité par un conseil composé d'hommes éclairés, qui donnent leur avis sur toutes les mesures à prendre. Le Sénat, gardien du pacte fondamental, et dont le pouvoir conservateur n'use de son initiative que dans les circonstances graves, examine les lois sous le seul rapport de leur constitutionnalité; mais, véritable cour de cassation politique, il est composé d'un nombre de membres qui ne peut être dépassé. Le Corps législatif ne s'immisce pas, il est vrai, dans tous les détails de l'administration, mais il est nommé directement par le suffrage universel, et ne compte dans son sein aucun fonctionnaire public. Il discute les lois avec la plus entière liberté; si elles sont repoussées, c'est un avertissement dont le gouvernement tient compte; mais ce rejet n'ébranle pas le pouvoir, n'arrête pas la marche des affaires et n'oblige pas le souverain à prendre pour conseillers des hommes qui n'auraient pas sa confiance.

1. Voy. page 360.

Telles sont les différences principales entre la Constitution actuelle et celle qui a précédé la révolution de Février.

Épuisez, Messieurs, pendant le vote de l'adresse, toutes les discussions, suivant la mesure de leur gravité, pour pouvoir ensuite vous consacrer entièrement aux affaires du pays, car, si celles-ci réclament un examen approfondi et consciencieux, les intérêts, à leur tour, sont impatients de solutions promptes.

A la veille d'explications plus détaillées, je me bornerai à vous rappeler sommairement ce qui s'est fait au dedans et au dehors.

A l'intérieur, toutes les mesures prises tendent à augmenter la production agricole, industrielle et commerciale. Le renchérissement de toute chose est la conséquence inévitable d'une prospérité croissante; mais, au moins, devons-nous chercher à rendre les objets de première nécessité le moins chers possible. C'est dans ce but que nous avons diminué les droits sur les matières premières, signé un traité de commerce avec l'Angleterre, projeté d'en contracter d'autres avec les pays voisins, facilité partout les voies de communication et les transports.

Pour réaliser ces réformes économiques, nous avons dû renoncer à quatre-vingt-dix millions de recettes annuelles, et cependant le budget vous sera présenté en équilibre, sans qu'il ait été nécessaire de recourir ni à la création de nouveaux impôts, ni au crédit public, ainsi que je vous l'avais annoncé l'année dernière.

Les changements opérés dans l'administration de l'Algérie ont placé la direction supérieure des affaires au sein même des populations. Les services illustres du maréchal mis à la tête de la colonie sont de sûrs garants d'ordre et de prospérité.

A l'extérieur, je me suis efforcé de prouver, dans mes relations avec les puissances étrangères, que la France désirait sincèrement la paix; que, sans renoncer à une légitime influence, elle ne prétendait s'ingérer nulle part où ses intérêts n'étaient pas en jeu; enfin que, si elle avait des sympathies pour tout ce qui est noble et grand, elle n'hésitait pas à condamner tout ce qui violait le droit des gens et la justice.

Des événements difficiles à prévoir sont venus compliquer, en Italie, une situation déjà si embarrassée. Mon gouvernement, d'accord avec ses alliés, a cru que le meilleur moyen de conjurer de plus grands dangers était d'avoir recours au principe de non-intervention, qui laisse chaque pays maître de ses destinées, localise les questions et les empêche de dégénérer en conflits européens.

Certes, je ne l'ignore pas, ce système a l'inconvénient de paraître autoriser bien des fâcheux excès, et les opinions extrêmes préféreraient, les unes, que la France prît fait et cause pour toutes les

révolutions, les autres, qu'elle se mît à la tête d'une réaction générale.

Je ne me laisserai détourner de ma route par aucune de ces excitations opposées. Il suffit à la grandeur du pays de maintenir son droit là où il est incontestable, de défendre son honneur là où il est attaqué, de prêter son appui là où il est imploré en faveur d'une juste cause.

C'est ainsi que nous avons maintenu notre droit en faisant accepter la cession de la Savoie et de Nice : ces provinces sont aujourd'hui irrévocablement réunies à la France.

C'est ainsi que, pour venger notre honneur à l'extrême Orient, notre drapeau, uni à celui de la Grande-Bretagne, a flotté victorieux sur les murs de Pékin, et que la croix, emblème de la civilisation chrétienne, surmonte de nouveau, dans la capitale de la Chine, les temples de notre religion, fermés depuis plus d'un siècle.

C'est ainsi qu'au nom de l'humanité nos troupes sont allées en Syrie, en vertu d'une convention européenne, protéger les chrétiens contre un fanatisme aveugle.

A Rome, j'ai cru devoir augmenter la garnison, lorsque la sécurité du Saint-Père a paru menacée.

A Gaète, j'ai envoyé ma flotte au moment où elle semblait devoir être le dernier refuge du roi de Naples. Après l'y avoir laissée quatre mois, je l'ai retirée, quelque digne de sympathie que fût une infortune royale si noblement supportée. La présence de nos vaisseaux nous obligeait à nous écarter tous les jours du système de neutralité que j'avais proclamé, et elle donnait lieu à des interprétations erronées. Or, vous le savez, en politique on ne croit guère à une démarche purement désintéressée.

Tel est l'exposé rapide de la situation générale. Que les appréhensions se dissipent donc et que la confiance se raffermisse ! Pourquoi les affaires commerciales et industrielles ne reprendraient-elles pas un nouvel essor ?

Ma ferme résolution est de n'entrer dans aucun conflit où la cause de la France ne serait pas basée sur le droit et la justice. Qu'avons-nous alors à craindre ? Est-ce qu'une nation unie et compacte, comptant quarante millions d'âmes, peut redouter, soit d'être entraînée dans des luttes dont elle n'approuverait pas le but, soit d'être provoquée par une menace quelconque ?

La première vertu d'un peuple est d'avoir confiance en lui-même et de ne pas se laisser émouvoir par des alarmes imaginaires. Envisageons donc l'avenir avec calme, et, dans la pleine confiance de notre force comme de nos loyales intentions, livrons-nous sans préoccupations exagérées au développement des germes de prospérité que la Providence a mis entre nos mains.

**Exposé de la situation de l'Empire, présenté au Sénat et au Corps
législatif, le 5 février 1861¹.**

Affaires étrangères.

Le gouvernement de l'Empereur, depuis la paix de Villafranca², n'avait négligé aucun effort pour réconcilier les populations de l'Italie centrale avec leurs souverains; mais, parmi les moyens d'action, il avait toujours rejeté l'intervention d'une force étrangère. L'idée d'un congrès, dont la France et l'Autriche avaient fait la proposition, d'un commun accord, au mois de novembre 1859, avait rencontré de grandes difficultés. Les cours de Rome et de Vienne inclinaient à considérer comme ne pouvant satisfaire aux nécessités de la situation les résolutions des cabinets, si elles ne devaient être, au besoin, imposées, et la divergence des points de vue qui se manifestait plus particulièrement à cet égard, à la veille de la réunion des plénipotentiaires, avait amené, de la part du Saint-Siège et de l'Autriche, des hésitations qui obligèrent à abandonner l'espoir de trouver, dans la convocation prochaine d'un congrès, le moyen de faciliter la pacification de la Péninsule.

D'autre part, il avait fallu renoncer à changer la marche des choses dans l'Italie centrale. Le gouvernement de Sa Majesté s'était, on le répète, employé, avec autant de sincérité que de persévérance, à opérer un rapprochement entre les populations et les souverains dépossédés; mais, trop incomplètement ou trop tardivement secondé par ces princes eux-mêmes, il n'était parvenu ni à dissiper les doutes dont leurs intentions restaient l'objet, ni à suspendre les manifestations successives par lesquelles la Toscane, Parme, Modène et les Romagnes, semblaient s'empresse de se fermer immédiatement tout retour vers le passé. Il ne nous était plus permis de rien attendre de démarches inutilement répétées, et il était devenu urgent de rechercher dans d'autres combinaisons la solution des difficultés pendantes.

Préoccupé d'abord de dégager sa parole dans de loyales explications avec la cour d'Autriche, le gouvernement impérial avait exposé à

1. Nous extrayons de cet important document la partie relative à la politique extérieure qui rentre seule dans le cadre des *Archives diplomatiques*. Nous donnons de plus en note les pièces importantes du volume de documents communiqué aux grands corps de l'État, qui peuvent être considérées comme les pièces explicatives de l'exposé de la situation de l'Empire.

2. Voy. les *Préliminaires de la paix de Villafranca*, page 5 du présent volume.

Vienne les obstacles que rencontrait dans les duchés l'exécution des arrangements de Villafranca et de Zurich¹.

1.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES.

*Le ministre des affaires étrangères, à M. le marquis de Moustier,
à Vienne.*

Paris, le 31 janvier 1860.

Monsieur le marquis, ma dépêche précédente vous a fait connaître les propositions dont le gouvernement de Sa Majesté Britannique a pris l'initiative au sujet de l'Italie, ainsi que l'accueil qu'elles ont reçu de moi, conformément aux ordres de l'Empereur. Nous avons le ferme espoir que le cabinet de Vienne appréciera le caractère de nos réponses et les sentiments de franchise et de loyauté qui nous les ont inspirées.

En prenant possession de mes fonctions dans les conjectures actuelles, je me trouve en présence d'une situation difficile dont la prolongation offrirait les plus graves dangers pour l'Europe, et j'ai dû me préoccuper avant tout des moyens d'y mettre un terme. Des entretiens que j'ai eus avec mon prédécesseur et de l'étude attentive des documents à laquelle j'ai apporté un esprit dégagé de toute prévention, il est résulté pour moi une conviction, que mon devoir était de ne pas dissimuler à l'Empereur, et Sa Majesté m'a autorisé à m'en ouvrir sans détour avec vous.

Sans remonter plus loin dans le passé, je prends les faits à la date même de la signature des préliminaires de Villafranca.

Au lendemain de cet événement mémorable, l'Empereur, encore tout plein, si j'ose ainsi parler, des souvenirs de son entrevue avec son auguste adversaire de la veille, caractérisait, dans une proclamation adressée à son armée, le résultat qu'il croyait avoir obtenu, sans pousser plus loin la guerre, grâce à la modération des deux souverains.

« Les bases de la paix sont arrêtées avec l'empereur d'Autriche, » disait Sa Majesté, le 13 juillet dernier; « le but principal de la guerre est atteint, l'Italie va devenir pour la « première fois une nation.... La Vénétie reste, il est vrai, sous le sceptre de l'Autriche, « elle sera néanmoins une province italienne.... Les gouvernements restés en dehors du « mouvement ou rappelés dans leurs possessions, comprendront la nécessité de réformes « salutaires.... L'Italie, désormais maîtresse de ses destinées, n'aura plus qu'à s'en « prendre à elle-même si elle ne progresse pas régulièrement dans l'ordre et la liberté. »

En prononçant ces paroles, monsieur le marquis, l'Empereur nourrissait l'espoir que l'organisation nouvelle de l'Italie pourrait se concilier avec la restauration, sous certaines conditions déterminées, des anciennes dynasties. Sa Majesté aimait surtout à penser que les chefs de ces dynasties iraient eux-mêmes au-devant des difficultés qu'il leur fallait surmonter pour ramener les dispositions de leurs sujets, et qu'un temps précieux ne serait point perdu. Au contraire, que s'est-il passé? Les anciens gouvernements demeurés en possession de leurs États n'ont opéré aucune des réformes que l'Empereur avait en vue. Le Saint-Siège, tout en se montrant plus disposé à déférer sur ce point à nos conseils, a cru devoir ajourner indéfiniment la réalisation de ses promesses. Le gouvernement autrichien a gardé le silence sur les intentions généreuses qui avaient été manifestées à l'Empereur à l'égard du gouvernement de la Vénétie. Le duc de Modène a paru vouloir rentrer de force dans ses États, et le grand-duc de Toscane, avant de prendre une résolution que les intérêts de sa maison le pressaient d'adopter sans retard, a attendu qu'une assemblée se fût réunie pour proclamer sa déchéance. La situation générale, en un mot, se trouvait déjà gravement compromise lorsque les négociations pour la signature du traité de paix se sont ouvertes à Zurich.

Le gouvernement de l'Empereur, néanmoins, fidèle à ses promesses, a hautement admis la réserve des droits dynastiques en Toscane, à Modène et même à Parme, bien que rien n'eût été convenu à Villafranca en faveur du duc Robert.

Pendant que ce gage était donné par le gouvernement de l'Empereur dans les stipulations de Zurich, deux envoyés, M. le comte de Reiset d'abord, et un peu plus tard M. le prince Poniatowski, que ses relations anciennes en Toscane accréditaient particulièrement pour cette mission, étaient chargés de se rendre dans l'Italie centrale afin d'y porter des conseils et d'y prodiguer des exhortations. L'impression que leur langage et

Après s'être assuré par les communications, d'ailleurs pleines de modération, de la cour d'Autriche, qu'il pouvait se considérer comme

leurs démarches ont causée suffit assurément pour en démontrer la sincérité. J'en appelle sans crainte sur ce point aux informations que la cour de Vienne a pu recueillir. Pénétré du vif désir, non-seulement de remplir ses promesses, mais de travailler efficacement au succès d'une combinaison qui lui semblait propre à assurer la tranquillité et l'indépendance de l'Italie, le gouvernement de l'Empereur n'a pas hésité à compromettre sa popularité. Le langage qu'il tenait à la même époque à Turin était empreint d'une égale fermeté. Tous ses efforts ont échoué devant la résistance des populations.

Après avoir ainsi multiplié ses démarches pour amener la réconciliation des princes avec leurs peuples, le gouvernement de Sa Majesté, en présence de l'inefficacité de ses diverses tentatives, et voyant la combinaison qu'il avait promis de seconder, plus vivement repoussée en raison même de son insistance à la faire accepter, avait pensé que l'autorité de l'Europe assemblée aurait réalisé l'objet qu'il se proposait. Voulant, avant toute chose, accomplir ses engagements, et désespérant de triompher, sans le concours des autres cabinets, de l'opposition qu'il rencontrait dans l'Italie centrale, il avait donc provoqué la réunion d'un Congrès. Mieux qu'aucune autre puissance, l'Autriche connaît la persévérance avec laquelle nous avons poursuivi ce plan de conduite. Elle sait aussi combien nous avons regretté les objections que la convocation des plénipotentiaires a soulevées quand déjà ils étaient sur le point de se réunir.

Le gouvernement de l'Empereur, monsieur le marquis, s'est ainsi trouvé en face de l'hypothèse que la cour de Vienne savait depuis longtemps que nous ne pouvions ni ne voulions aborder, celle de l'emploi de la force pour imposer une solution.

Je ne dirai rien qui étonne l'Autriche, encore moins voudrais-je laisser échapper un seul mot susceptible de la blesser; mais cette puissance pourrait-elle être chargée de procéder elle-même à la restauration des dynasties dépossédées sans que le résultat de la guerre ne fût anéanti et son but désavoué? La France, à son tour, pourrait-elle, sans démentir ses principes, faire violence aux populations? Je laisse à la loyauté de M. le comte de Rechberg le soin de répondre à ces questions. Ainsi, dans les deux sens, impossibilité morale d'agir.

C'est ici le lieu, au surplus, de signaler un fait nouveau. On aurait pu croire, par le souvenir de ce qui s'est passé il y a dix ans, que l'anarchie déborderait dans l'Italie centrale, et que l'esprit dissolvant de la démagogie ne tarderait pas à tout envahir. Ces appréhensions ne se sont pas encore vérifiées, et, à quelque influence que ce résultat, selon les opinions diverses, puisse être attribué, ce qui est certain, c'est que l'ordre, en définitive, a généralement régné, nonobstant l'excitation des circonstances et l'irrégularité des pouvoirs. Le spectacle inattendu offert par l'Italie, en surprenant les uns, a inspiré aux autres des sympathies, et ce dernier sentiment s'est fait jour dans une partie de l'Europe avec une force qu'il n'y a pas à méconnaître. De là, une situation que ni le gouvernement de l'Empereur, ni l'Autriche, à raison des conséquences qui découleraient d'une appréciation erronée des dispositions de l'opinion publique, ne sauraient ne pas prendre en très-sérieuse considération.

A Dieu ne plaise, monsieur le marquis, que nous ne soyons pas aussi convaincus que personne de la sainteté des engagements. Mais la France s'est-elle obligée à rétablir à tout prix et par tous les moyens possibles sur leurs trônes les dynasties de Parme, de Modène et de Toscane? Les stipulations de Villafranca, ni celles de Zurich, n'ont assurément pas une telle portée. La France n'a promis que son concours moral, concours dont il lui faut bien, après six mois d'efforts, constater l'impuissance. Son regret, que le cabinet de Vienne n'en doute point, est sincère et profond; le gouvernement de l'Empereur l'exprime sans hésitation; mais force lui est de compter avec des difficultés insurmontables et dont le gouvernement autrichien lui-même, comme l'atteste une communication récente de M. le prince de Metternich, renonce à espérer la solution par l'influence d'un Congrès.

Faut-il s'arrêter indéfiniment devant un tel obstacle? Faut-il fermer les yeux sur les dangers que cet état d'incertitude fait peser sur l'Europe entière? Faut-il laisser tout

libre de rechercher une solution en dehors de ses stipulations, il proposa une combinaison qui s'en rapprochait encore autant que les cir-

au hasard, au risque de voir des sentiments purement révolutionnaires se substituer forcément à des sentiments que nous ne demandons pas à l'Autriche d'approuver, mais qu'elle ne saurait demander non plus à un gouvernement sorti du suffrage populaire de condamner d'une manière absolue. A ce jeu périlleux, les idées monarchiques, qui n'ont cessé jusqu'ici de caractériser le mouvement italien, feraient bientôt place à des idées d'une autre nature. Les populations finiraient par s'habituer à un régime auquel il ne manquerait plus que son vrai nom, régime qui trouverait comme une raison d'être dans les traditions anciennes, dont la trace n'est pas encore effacée dans certaines parties de la Péninsule.

Je ne suppose pas, monsieur le marquis, que ces considérations ne se soient jamais présentées à l'esprit de l'empereur François-Joseph, et elles ne devaient pas échapper à celui de l'empereur Napoléon.

Du moment où l'emploi d'une force étrangère est exclu de toutes les combinaisons, comment donc sortir de cette impasse ? La conviction profonde du gouvernement de l'Empereur est que la dernière des quatre propositions anglaises en indique un moyen. Il sait que cette conviction, fût-elle partagée par la cour de Vienne, elle ne saurait le proclamer. Ce qu'il espère de sa sagesse, c'est que si la différence des principes peut et quelquefois doit conduire à des appréciations différentes, il n'est pas nécessaire qu'il en résulte, lorsque l'honneur est sauf des deux parts, des conflits désastreux et si éloignés des intentions de la France et de l'Autriche.

Ecartons, pour un instant, les incidents, et allons droit au point de fait qui domine la situation. L'Italie, pendant des siècles, a été un champ ouvert à une lutte d'influence entre la France et l'Autriche. C'est ce champ qu'il faut à jamais fermer. Si l'une des deux puissances anciennement rivales faisait un sacrifice qui dût profiter directement à l'autre, si la domination de l'Italie, changeant subitement de mains, devait encore nous appartenir pour un temps, la question se présenterait sous un aspect qui rendrait toute discussion oiseuse et stérile. Ce n'est pas ainsi que le débat est posé. La France ne cherche pas à se substituer à l'Autriche en Italie; c'est l'Italie elle-même qu'il s'agit de constituer comme un intermédiaire, comme une sorte de terrain désormais impénétrable à l'action tour à tour prédominante et toujours précaire de l'une ou de l'autre des deux puissances.

En dehors de cette grande solution qui, je ne fais aucune difficulté d'en convenir, n'est pas, sinon quant à son esprit, du moins quant à sa modalité, celle qui avait été prévue à Villafranca et à Zurich, j'en cherche vainement une autre qui ne contienne pas les éléments de nouveaux orages pour l'avenir. Que cette solution, au contraire, s'accomplisse, je ne dirai pas avec l'assentiment du cabinet de Vienne, assentiment que le gouvernement de l'Empereur ne cherche pas à obtenir, mais sans son opposition formelle, et l'œil le plus pénétrant ne saurait désormais découvrir une cause de conflit ultérieur entre la France et l'Autriche; il n'est plus en effet un seul intérêt considérable en Europe au sujet duquel il ne leur soit facile de s'entendre. A cette identité d'intérêts, je suis autorisé par l'Empereur à le proclamer, il se joindrait de sa part le sentiment d'une estime particulière pour le souverain et le gouvernement qui, dans des circonstances aussi délicates et aussi solennelles, feraient preuve à son égard d'un bon vouloir que Sa Majesté saurait toujours apprécier. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'en s'associant à la combinaison proposée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le gouvernement de l'Empereur tiendrait à honneur d'en entourer l'exécution de toutes les garanties de sincérité désirables, et que, si une chance quelconque de restauration restait encore aux dynasties dépossédées, nous veillerions scrupuleusement à ce qu'elle ne leur fût point enlevée.

Vous remarquerez, monsieur le marquis, que je ne vous ai point parlé jusqu'ici de la situation des Romagnes; c'est que cette question n'a pas été l'objet, comme celle des duchés, de stipulations expresses entre la France et l'Autriche. Je me réserve de la traiter dans une prochaine dépêche. Je n'hésite pas, toutefois, à vous dire, dès aujourd'hui, que si, en se reportant aux actes internationaux auxquels la cour de Vienne a

constance spouvaient le permettre¹. Cette combinaison, qui comportait l'annexion de Parme et de Modène à la Sardaigne, avait pour objet de sauvegarder l'autonomie de la Toscane, en la laissant se prononcer sur le choix d'un souverain, et de conserver au Saint-Siège la posses-

été partie au même titre que nous, le gouvernement de l'Empereur ne peut considérer la possession des Légations par le Saint-Siège que sous un point de vue temporel, il n'en déplore pas moins amèrement que la cour de Rome, sourde à ses avis, et l'on peut même dire avec plus de raison indifférente aux conseils unanimes de l'Europe depuis 1831, comme à la leçon des événements, ait laissé les choses arriver au point où elles sont, et que nous nous prêterions encore, à la seule condition que le principe de non-intervention de la part des puissances étrangères fût maintenu, à tous les tempéraments et à toutes les combinaisons qui seraient jugés propres à préparer une solution moins radicale que le démembrement.

Vous voudrez bien, monsieur le marquis, donner lecture de cette dépêche à M. le comte de Rechberg, et lui en remettre copie, s'il vous en exprime le désir.

Agréé, etc.

Signé: THOUVENEL.

1. *Le comte de Rechberg à M. le prince de Metternich, à Paris.*

Vienne, le 17 février 1860.

Mon Prince, avant de se prononcer définitivement sur la quatrième proposition anglaise, le gouvernement français a cru indispensable d'expliquer et de justifier sa situation vis-à-vis de nous et des cours de Berlin et de Saint-Petersbourg.

Nous apprécions trop les soins que M. Thouvenel a voués à l'accomplissement de cette tâche, pour ne pas, à notre tour, attacher du prix à mettre dans tout leur jour les motifs de la ligne de conduite que nous croyons devoir nous tracer à nous-mêmes.

C'est dans ce but que nous allons suivre M. Thouvenel dans l'exposé historique contenu dans sa dépêche.

Parmi les obstacles qui auraient empêché la réalisation de l'espoir de l'empereur Napoléon de pouvoir concilier la nouvelle organisation de l'Italie avec la restauration des anciennes dynasties, M. le ministre des affaires étrangères énumère l'inaction et l'attitude passive des chefs de ces dynasties, l'hésitation du Souverain Pontife à proclamer des réformes, enfin le silence gardé par l'Autriche sur les intentions généreuses qui avaient été manifestées à l'empereur Napoléon à l'égard du gouvernement de la Vénétie.

Qu'il nous soit permis de demander de quelle manière les souverains dépossédés auraient pu agir en face de la situation qui leur a été faite. Inutile de récapituler ici les causes qui ont produit le soulèvement de l'Italie centrale. Ces faits appartiennent aujourd'hui au domaine de l'histoire. C'est la Sardaigne qui, après avoir préparé le mouvement de longue main, s'en est emparée pour le faire servir à ses fins. Ce sont les agents sardes qui ont réorganisé l'administration en éliminant tous les éléments suspects d'attachement à l'ancien ordre de choses; ce sont des officiers sardes qui ont formé l'armée de la Ligue. A l'heure qu'il est, le ministre de la guerre de Sa Majesté Sardes est à la fois commandant en chef de l'armée de la Ligue, et plusieurs généraux sardes dirigent les préparatifs militaires qui se font à Bologne. Les pays insurgés ont été placés sous le régime de la dictature militaire; toute manifestation en faveur des souverains légitimes a été poursuivie comme crime de haute trahison. Les cinq sixièmes de la population ont été exclus des opérations électorales, et ceux qui ont pu exercer le droit d'élire n'ont voté que sous la pression du terrorisme mis en pratique par le parti dominant. En présence d'un état de choses aussi violent, comment les souverains dépossédés auraient-ils pu faire entendre leur voix? L'accueil que les chefs du mouvement auraient préparé sans faute à leurs manifestations les mieux combinées, n'aurait-il pas porté une atteinte irréparable à leur dignité et compromis gratuitement leur avenir?

Quelles que fussent les réformes que le Souverain Pontife était décidé à introduire

sion des Romagnes, en leur donnant une administration temporelle sous la forme d'un vicariat exercé par Sa Majesté Sarde.

En suggérant cette solution au cabinet de Turin, le gouvernement de l'Empereur avait été guidé par la résolution fermement arrêtée de

dans ses États, aurait-il été convenable de les publier au moment où une assemblée factieuse proclamait sa déchéance à Bologne ?

Pour ce qui regarde enfin la Vénétie, les intentions généreuses que l'Empereur, notre auguste maître, a manifestées à cet égard à Villafranca, tout en prémunissant son indépendance et son autonomie contre des influences étrangères quelconques, subsistent dans toute leur intégrité. Si ces intentions ne se sont pas encore traduites en faits, à qui la faute ? N'est-il pas de notoriété publique que la paix de Villafranca a été pour le parti révolutionnaire le signal d'un redoublement d'activité, dont la Vénétie a été à la fois l'objet et la victime ? Les comités formés dans ce but n'ont-ils pas, sous l'égide de la Sardaigne, fait des efforts inouïs pour soulever les provinces vénitiennes ? Nous en appelons à cet égard au témoignage de la valeureuse et loyale armée française, sous les yeux de laquelle se pratiquaient ces manœuvres et qui, nous en sommes convaincus, s'est associée au sentiment d'indignation provoqué chez nous par cette guerre sourde qui se continuait à l'ombre d'une paix à peine signée. Les émissaires du désordre ont sillonné la Vénétie dans tous les sens, soufflant partout le feu de la discorde ; ils ont si bien réussi que le gouvernement a senti l'impérieux devoir d'accorder aux citoyens paisibles la protection efficace à laquelle ils ont un droit sacré, en prenant des mesures de rigueur contre les ennemis implacables de la tranquillité publique. Le gouvernement impérial aurait-il été heureusement inspiré en choisissant un moment pareil pour donner suite aux intentions auxquelles M. Thouvenel a fait allusion ?

En rappelant la série des efforts tentés par le gouvernement français dans l'intérêt de la restauration, ce ministre signale aussi les missions confiées à M. de Reiset et au prince Poniatowski, et qui, au dire de M. Thouvenel, ont échoué devant la résistance des populations.

Mais cet insuccès ne pourrait-il pas, sans risque de se tromper, être attribué aussi en grande partie aux assurances données, dès la paix de Villafranca, par d'autres organes du gouvernement français, et dans lesquelles le parti dominant avait puisé la conviction que l'emploi de la force était exclu des moyens d'opérer la restauration. Entiretièrement rassurés par cette promesse, les gouvernants avaient évidemment intérêt à rester sourds aux insinuations qui leur étaient faites dans le sens de la restauration, à employer sans réserve tous les moyens dont dispose toujours un pouvoir établi, pour empêcher la véritable opinion de la majorité de se faire jour.

Quoi qu'il en soit, la France ne s'en tint pas là. Elle provoqua la réunion d'un Congrès dans l'espoir de triompher, avec le concours de l'Europe, de l'opposition que les tentatives isolées de la France avaient rencontrée.

C'est en nous associant à cet espoir que nous consentîmes à prendre part au Congrès, après avoir acquis la certitude que les plénipotentiaires français agiraient avec ceux de l'Autriche dans un esprit de parfait accord pour faire respecter les droits souverains réservés par le traité de Zurich et pour s'opposer aux tendances annexionnistes.

Les choses en étaient là, lorsqu'un événement imprévu vint modifier essentiellement la situation. Favoriser des projets tendant à porter atteinte à l'intégrité territoriale des États de l'Église, c'était altérer les bases de l'accord si heureusement établi entre nous et la France. Car le maintien de cette intégrité avait été considéré jusqu'alors, dans toutes les négociations entre les deux cabinets, comme une question placée en dehors de toute discussion, et l'article 20 du traité de Zurich l'envisageait sous le même point de vue.

Tandis qu'on s'adressait de toutes parts la question : « Quelles chances de succès pouvait encore offrir le Congrès, sous l'empire de circonstances si noblement changées ? » la France elle-même prit le parti de l'ajourner indéfiniment.

Le gouvernement français a regretté les objections que la convocation des plénipo-

décliner toute solidarité dans les annexions que les populations de l'Italie centrale se montraient de plus en plus décidées à accomplir. La responsabilité de la France dégagée ainsi moralement, il ne restait plus qu'à l'affranchir matériellement, en retirant l'armée française de la Lombardie. C'est ce que l'Empereur s'empessa de faire, non toutefois sans avoir acquis préalablement la certitude que le départ de

tentiaires a rencontrées lorsqu'ils étaient sur le point de se réunir. Nous croyons avoir démontré que ces obstacles étaient, en tout état de cause, indépendants de notre volonté.

En poursuivant l'analyse de la situation, M. Thouvenel examine la question si la restauration pourrait être amenée par l'intervention armée de l'Autriche ou de la France. Il conclut à l'impossibilité morale dans les deux sens.

Il nous importe ici de distinguer entre la question de principe et celle de l'opportunité. Des motifs politiques d'une nature diverse, dont nous tiendrons compte pour notre part, commandent aux deux puissances de s'abstenir de l'intervention armée dans l'Italie centrale. Nous attachons du prix à constater, d'un autre côté, que l'application du principe invoqué par la France est sujette à bien des variations qui dépendent de la nature des circonstances. Il est certain que la Sardaigne a exercé, en faveur de l'insurrection de l'Italie centrale, une intervention active sans laquelle cette insurrection ne se serait pas consolidée. Le gouvernement français lui-même, tout en reconnaissant dans le principe de non-intervention une règle internationale d'une grande autorité, convient que cette règle n'est pas sans exception, et qu'il est intervenu, à son tour, en Italie, en cédant à des circonstances impérieuses, et parce que ses intérêts lui en imposaient la nécessité.

Ayant exclu l'emploi d'une force étrangère de toutes les combinaisons, M. Thouvenel se demande s'il faut laisser tout au hasard, au risque de voir des sentiments purement révolutionnaires se substituer forcément aux idées monarchiques qui n'ont cessé jusqu'ici de caractériser le mouvement italien.

En réponse à cette question, nous ne pouvons qu'exprimer notre plus sincère désir de voir arriver les complications italiennes à une prompt solution conforme à l'intérêt général et offrant par conséquent des gages de durée et de stabilité. Ces caractères seraient-ils inhérents à la combinaison proposée par le gouvernement britannique? Nous nous permettons d'en douter après mûr examen.

Nous ne méconnaissions pas que la prolongation de l'état d'incertitude qui pèse sur l'Italie centrale pourrait finir par entraîner le débordement de l'esprit démagogique que M. Thouvenel paraît redouter. Mais nous ne saurions nous empêcher non plus de craindre qu'une solution qui impliquerait le triomphe des principes que le parti démagogique est habitué à invoquer, loin de conjurer ces dangers, ne fût plutôt de nature à les accroître.

Rien n'est plus étranger à notre pensée que d'envisager au point de vue d'une lutte d'influence ou d'une rivalité politique entre l'Autriche et la France la grave question qui nous préoccupe. S'il s'agit, comme le fait observer M. Thouvenel, de constituer l'Italie comme un intermédiaire entre les deux puissances, nous avons fourni la preuve que nous sommes prêts à concourir à cette œuvre, tout en persistant dans la persuasion que le programme de Villafranca offrait le moyen de l'accomplir d'une manière pratique et sans danger pour l'équilibre politique de l'Europe.

M. Thouvenel s'est réservé de traiter dans une prochaine dépêche la question des Romagnes. Nous avons déjà eu occasion de développer notre point de vue à ce sujet, dans la dépêche que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Altesse, en date du 20 janvier, sous le n° 1. Cela ne nous empêchera pas d'accueillir avec le plus vif intérêt l'ouverture que M. le ministre des affaires étrangères nous annonce.

Vous êtes autorisé, mon Prince, à donner lecture de cette dépêche à M. Thouvenel, et à lui en remettre copie, s'il en témoigne le désir.

Signé : Comte DE RECHBERG.

nos troupes ne serait pas le signal d'un retour offensif de l'Autriche. Ainsi le gouvernement de l'Empereur, grâce à la loyauté de son langage et de ses actes, pouvait concilier les convenances de sa position avec sa sollicitude pour l'indépendance de la Péninsule.

L'annexion de l'Italie centrale et la formation, au nord, d'un royaume puissant, maître des deux versants des Alpes, imposaient à la France des devoirs envers elle-même. Sa Majesté s'est expliquée à ce sujet dans son discours du 1^{er} mars 1860 aux grands corps de l'État ¹, et l'on ne rappellera les considérations dans lesquelles Elle est entrée que pour y rattacher les incidents ultérieurs. En portant secours au Piémont, l'Empereur avait été conduit par la seule pensée d'assurer l'indépendance de l'Italie et de fermer ainsi la Péninsule aux rivalités séculaires de la France et de l'Autriche. Mais en calculant les chances de la guerre, Sa Majesté avait été naturellement amenée à prévoir la possibilité d'accroissements importants pour le Piémont, et, quand le cabinet français a été interpellé à ce sujet, il n'a nullement laissé ignorer ses intentions.

Dans toutes circonstances, suivant que les éventualités paraissent plus ou moins répondre aux vœux de la Sardaigne, il a maintenu ou abandonné l'idée d'une rectification de la frontière de l'Empire au midi, sans dissimuler en rien sa pensée. Le traité de Zurich n'a stipulé aucun avantage pour la France, et la loyauté avec laquelle nous avons poursuivi l'entière exécution de ce traité, en risquant même de nous aliéner les sympathies des populations affranchies au prix de si grands sacrifices, a suffisamment attesté combien nous étions loin de désirer ou de favoriser une solution qui nous mît dans le cas de demander au roi de Sardaigne la cession de la Savoie et du comté de Nice. Le désintéressement du gouvernement de l'Empereur avait donc été porté aussi loin que le permettaient ses devoirs envers le pays, et, lorsque les annexions s'accomplissaient contrairement à ses conseils, il ne pouvait plus hésiter à réclamer les sûretés qu'exigeait notre situation stratégique du côté des Alpes, et à demander à la cour de Sardaigne d'étendre à des populations déjà françaises par la communauté des

1. En présence de cette transformation de l'Italie du Nord, qui donne à un État puissant tous les passages des Alpes, il était de mon devoir, pour la sûreté de nos frontières, de réclamer les versants français des montagnes. Cette revendication d'un territoire de peu d'étendue n'a rien qui doive alarmer l'Europe et donner un démenti à la politique de désintéressement que j'ai proclamée plus d'une fois, car la France ne veut procéder à cet agrandissement, quelque faible qu'il soit, ni par une occupation militaire, ni par une insurrection provoquée, ni par de sourdes manœuvres, mais en exposant franchement la question aux grandes puissances. Elles comprendront sans doute dans leur équité, comme la France le comprendrait certainement pour chacune d'elles en pareille circonstance, que l'important remaniement territorial qui va avoir lieu nous donne droit à une garantie indiquée par la nature elle-même.

intérêts, des origines et du langage, le même principe dont elle faisait, à son profit, une si large application ¹.

1. *Le ministre des affaires étrangères aux Représentants de l'Empereur accrédités auprès des cours signataires de l'acte général de Vienne de 1815.*

Paris, le 13 mars 1860.

Monsieur le....., l'Empereur, dans son discours aux grands corps de l'Etat, à l'ouverture de la session législative, a fait connaître sa pensée dans la prévision d'un remaniement territorial considérable de l'autre côté des Alpes, et annoncé l'intention de soumettre à la sagesse et à l'équité de l'Europe une question qui n'est pas soulevée par l'ambition de la France, mais, en quelque sorte, posée par les événements eux-mêmes. Sa Majesté a jugé que le moment était venu de remplir cet engagement, et je m'empresse, conformément à ses ordres, de vous mettre en mesure de communiquer nos explications au cabinet de.....

Des actes solennels, librement souscrits à la suite d'une campagne heureuse pour nos armes, ont établi de la façon la plus irréfutable que nous n'avions pas pour but un agrandissement territorial, lorsque la force des circonstances nous a amenés à intervenir dans les affaires d'Italie. Si le gouvernement impérial a pu entrevoir, dans des hypothèses d'où le désintéressement ne devait pas entièrement bannir la prudence, une situation analogue à celle qui se présente aujourd'hui, il se flatte non-seulement de ne point avoir cherché à la faire naître, mais de s'être, au contraire, attaché dans toutes les conjonctures, à suivre les directions les plus propres à l'écarter des chances de l'avenir. Les stipulations de Zurich, comme celles de Villafranca, l'excluaient entièrement. Bien que la possession de la Lombardie fortifiât le Piémont sur les Alpes, nous faisons, sans nulle hésitation, taire notre intérêt particulier, et, loin de favoriser le développement d'un état de choses qui pouvait nous fournir de légitimes et pressantes raisons de réclamer des garanties, nous employons, l'Europe le sait, toute notre influence à réaliser dans leur teneur littérale, les dispositions des traités qui réservaient le maintien des circonscriptions territoriales dans le centre de l'Italie.

Je n'ai pas à revenir aujourd'hui sur les circonstances qui ont empêché le succès de nos efforts. C'est un point que j'ai mis en lumière dans mes communications antérieures, et il me suffira de rappeler que la nécessité de nous préoccuper, avant tout et dans l'intérêt général, de l'établissement d'un ordre de choses définitif dans la Péninsule a pu seule nous déterminer à rechercher, dans des combinaisons différentes de celle que nous avions essayé infructueusement de faire triompher, les moyens de régler les questions pendantes. Une situation nouvelle s'imposait dès lors à notre prévoyance, et, sans nous mettre en opposition avec la politique qui a constamment inspiré les actes comme le langage de l'Empereur, nous avons néanmoins à considérer le préjudice que de nouveaux arrangements en Italie seraient susceptibles de porter à nos propres intérêts.

Il est impossible de contester que la formation d'un Etat considérable, possédant à la fois les deux versants des Alpes, ne soit un événement d'une haute gravité au point de vue de la sûreté de nos frontières. La situation géographique de la Sardaigne acquiert une importance qu'elle ne pouvait avoir quand ce royaume comptait à peine quatre millions d'âmes et se trouvait refoulé, en quelque sorte, par tout un ensemble de conventions, en dehors de la Péninsule. Avec un développement qui doit presque tripler sa population et ses ressources matérielles, la possession de tous les passages des Alpes lui permettrait, dans le cas où ses alliances en feraient jamais notre adversaire, d'ouvrir l'accès de notre territoire à une armée étrangère, ou de troubler, avec ses seules forces, la sécurité d'une partie importante de l'Empire, en interceptant notre principale ligne de communication commerciale et militaire. Réclamer des garanties contre une éventualité dont l'échéance, si éloignée sans doute que nous ayons le droit de la supposer, n'affaiblit point le péril, c'est simplement obéir aux considérations les plus légitimes comme aux données les plus ordinaires de la politique internationale, qui n'a pris, à aucune époque, la reconnaissance et les sentiments pour la base unique des rapports des Etats.

Ces garanties, d'ailleurs, sont-elles faites pour porter ombrage à aucune puissance ?

Le traité conclu le vingt-quatre mars 1860 à Turin est venu rectifier notre frontière et nous donner des frontières que la nature a tout fait

Ne sont-elles pas, au contraire, dans les conditions d'une juste pondération des forces, et surtout indiquées par la nature des choses, qui a placé notre système de défense au pied du versant occidental des Alpes? A diverses périodes de l'histoire, depuis deux siècles, notamment lorsqu'il s'est agi de régler éventuellement la succession d'Espagne, et, plus tard, quand la succession d'Autriche s'est ouverte, on a discuté des combinaisons qui étendaient les possessions du Piémont en Italie, et lui faisaient acquérir soit la Lombardie, soit d'autres territoires contigus. Dans ces conceptions, beaucoup moins vastes assurément que celle dont il est question aujourd'hui, l'annexion de la Savoie et du comté de Nice a toujours été considérée par plusieurs des principales puissances de l'Europe comme une compensation nécessaire pour la France. Bien sûr que ma pensée ne saurait donner lieu à de fausses interprétations, je n'éprouve nul embarras à citer un précédent d'une date plus récente. Ne peut-il être permis de demander aussi des enseignements à l'histoire de notre siècle sans évoquer des souvenirs irritants que répudient les générations actuelles? Je rappellerai donc que, dans un moment où l'Europe était peu disposée cependant à user de modération à l'égard de la France, elle reconnaissait, du côté des Alpes, les nécessités de notre situation géographique et trouvait unanimement équitable de nous laisser une partie du territoire devenu maintenant bien plus indispensable à notre sûreté. Ce n'est que sous l'impression des événements de l'année suivante que cette clause fut annulée. L'Empereur, en arrivant au trône, a spontanément déclaré qu'il prenait pour règle de ses rapports avec l'Europe le respect des traités conclus par les gouvernements précédents, et c'est un principe de conduite auquel Sa Majesté se fera toujours une loi de rester fidèle. Mais on ne saurait méconnaître le caractère exceptionnel des circonstances qui nous déterminent à demander qu'une modification soit apportée à la délimitation de la frontière tracée, en dernier lieu, entre la France et la Sardaigne. Le résultat de la guerre a été d'amener, par la cession de la Lombardie au Piémont, un premier changement dans les circonscriptions territoriales de l'Italie. L'annexion d'autres États à ce royaume constitue un nouveau changement dont les conséquences ont pour nous une gravité particulière; et ce n'est pas s'écarter du respect accordé, en toute occasion, par le gouvernement de l'Empereur, aux traités existants, que de réclamer qu'ils ne soient point, en réalité, altérés à notre détriment.

Dans une communication qui s'adresse avant tout à la bonne foi des cabinets et qui témoigne de celle qui anime le gouvernement de l'Empereur, dois-je hésiter à dire qu'en rendant la Savoie au Piémont, on avait voulu constituer ce pays gardien des Alpes, afin qu'il en tint les passages ouverts sur la France? Si fâcheuse que fût cette situation, nous nous y sommes loyalement résignés pendant un demi-siècle. Bien plus, nous l'acceptons encore au retour d'une campagne en Italie, qui aurait facilement pu nous fournir l'occasion de la changer. Mais les conditions que nous avons scrupuleusement respectées, afin de n'apporter aucun trouble dans nos relations internationales, devons-nous admettre qu'elles soient aggravées? et l'Europe, de son côté, peut-elle trouver juste qu'au poids dont elles pesaient déjà sur nous vienne s'ajouter celui d'un État dont la force aura triplé dans le cours d'une année? En provoquant la modification des traités sur ce point, nous nous bornons, en quelque sorte, à demander qu'une de leurs stipulations n'acquière pas, en dehors de la volonté même des puissances qui les ont souscrits, une portée plus grave et un sens plus désavantageux.

Je me hâte d'ajouter que le gouvernement de l'Empereur ne veut tenir les garanties qu'il réclame que du libre assentiment du roi de Sardaigne et des populations. La cession qui lui sera faite demeurera donc exempte de toute violence comme de contrainte; notre ferme intention, en outre, est de la combiner, pour ce qui concerne les territoires de la Savoie soumis à une neutralisation éventuelle, de manière à ne léser aucun droit acquis, à ne porter atteinte à aucun intérêt légitime.

D'accord avec nos convenances comme avec la volonté du roi de Sardaigne, et sans contradiction avec les intérêts généraux de l'Europe, la cession de la Savoie et du comté de Nice à la France, M....., ne soulève pas de questions qui soient incompa-

pour rattacher à la France ¹. Les actes de 1815, en attribuant à la Sardaigne la possession de la Savoie, avaient en outre établi, par une dis-

tibles avec les règles les mieux établies et les plus rigoureuses du droit public. Si le caractère, la langue et les habitudes des populations destinées à être réunies à la France nous assurent que cette cession n'est pas contraire à leurs sentiments, si nous pensons que la configuration du sol a confondu leurs intérêts commerciaux comme leurs intérêts politiques avec les nôtres, si nous disons, enfin, que les Alpes constituent la barrière qui doit éternellement séparer l'Italie de la France, nous nous bornons à en conclure que la délimitation nouvelle à établir entre le Piémont et nous trouve sa sanction dans la force des choses. Ce n'est point au nom des idées de nationalité, ce n'est point comme des frontières naturelles que nous poursuivons l'adjonction de la Savoie et du comté de Nice à notre territoire, c'est uniquement à titre de garantie, et dans des circonstances telles, que l'esprit ne conçoit pas qu'elles se reproduisent nulle part. En un mot, étrangers à toute vue d'agrandissement et encore plus à toute idée de conquête, notre unique objet est d'obtenir, au nom des principes de droit public, que les traités ne soient point rendus pour nous plus onéreux sur un point où ils avaient été combinés dans des dispositions que le temps a, je l'espère, contribué à effacer, et que, comme sûreté contre les dangers que le développement du Piémont peut entraîner pour nous dans l'avenir, notre frontière soit fixée, à l'aide d'une entente avec le roi de Sardaigne, suivant les besoins de la défense commune.

Le gouvernement de l'Empereur, plein de confiance dans l'autorité des considérations qu'il avait à faire valoir, est entré en rapport avec le cabinet de Turin au sujet de cette importante question. Vous savez dans quels termes nous nous en sommes ouverts avec lui. Vous connaissez également sa réponse, et vous aurez vu qu'accueillant les observations que nous lui avons présentées, il se montre disposé, au prix d'un sacrifice volontaire, à y donner la suite qu'elles comportent. Je me plais à espérer que les raisons de nécessité et de droit, qui déterminent notre conduite, seront, à plus forte raison, appréciées par le gouvernement..... avec les sentiments d'équité qui l'inspirent et dans l'esprit amical qui dirige ses relations avec la France. Il comprendra que, poursuivant des garanties si légitimes, nous entrons en arrangement avec la Sardaigne, pour convenir des actes et des dispositions nécessaires. Par des circonstances le plus souvent indépendantes de leur volonté, les gouvernements n'ont pas toujours réussi à fonder leurs combinaisons sur des bases réunissant les conditions d'une véritable stabilité, qui ne sont autres que celles de la justice éclairée par la saine intelligence des intérêts réciproques; et c'est ainsi que les actes destinés à consacrer la paix n'ont eu parfois, pour résultat, que de déposer, dans le système politique, de nouveaux germes de difficultés et de complications. La combinaison, dont de si justes et si puissants motifs nous autorisent aujourd'hui à désirer la réalisation, est, au contraire, si conforme aux intérêts généraux, qu'elle est nécessairement appelée, nous en avons la ferme confiance, à faire partie de tout système sagement conçu et ordonné avec prévoyance. Elle trouve donc sa légitimité dans l'absence de tout froissement des convenances bien entendues de l'Europe, comme dans les exigences de notre propre situation, et nous aimons à penser qu'elle sera envisagée ainsi par la cour de.....

Je vous prie de vouloir bien donner lecture et laisser copie de la présente dépêche à.....

Signé: THOUVENEL.

1.

Traité signé à Turin le 24 mars 1860.

Sa Majesté l'empereur des Français ayant exposé les considérations qui, par suite des changements survenus dans les rapports territoriaux entre la France et la Sardaigne, lui faisaient désirer la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*) à la France, et Sa Majesté le roi de Sardaigne s'étant montré disposé à y acquiescer, Leursdites Majestés ont décidé de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur des Français, M. le baron de Talleyrand-Périgord, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix des ordres

position spéciale, qu'en cas de guerre entre les puissances voisines, une partie de cette province participerait au bénéfice de la neutralité per-

de l'Étoile polaire de Suède, du Lion de Zähringen de Bade, et du Faucon blanc de Saxe-Weimar, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le roi de Sardaigne; et M. Vincent Benedetti, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., conseiller en son Conseil d'État, son ministre plénipotentiaire et directeur des affaires politiques au département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté le roi de Sardaigne, Son Excellence M. le comte Camille Benso de Cavour, chevalier de son ordre suprême de la Très-Sainte Annunciade, chevalier grand-croix décoré du grand cordon de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre civil de Savoie, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Alexandre Newsky, de Russie, en diamants, décoré du Medjidié de Turquie de première classe, du Lion et du Soleil de Perse, grand cordon des ordres de Léopold de Belgique, de Charles III d'Espagne, du Sauveur de Grèce, etc., etc., etc., président du conseil et ministre des affaires étrangères, notaire de la Couronne etc., etc.; et Son Excellence M. le chevalier Charles-Louis Farini, chevalier de l'ordre suprême de la Très-Sainte Annunciade et des ordres des Saints Maurice et Lazare et du Mérite civil de Savoie, son ministre secrétaire d'État pour les affaires de l'intérieur;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Sa Majesté le roi de Sardaigne consent à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*) à la France, et renonce, pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'empereur des Français, à ses droits et titres sur lesdits territoires. Il est entendu entre Leurs Majestés que cette réunion sera effectuée sans nulle contrainte de la volonté des populations, et que les gouvernements de l'empereur des Français et du roi de Sardaigne se concerteront le plus tôt possible sur les meilleurs moyens d'apprécier et de constater les manifestations de cette volonté.

Art. 2. Il est également entendu que Sa Majesté le roi de Sardaigne ne peut transférer les parties neutralisées de la Savoie qu'aux conditions auxquelles il les possède lui-même, et qu'il appartiendra à Sa Majesté l'empereur des Français de s'entendre, à ce sujet, tant avec les puissances représentées au congrès de Vienne qu'avec la Confédération helvétique, et de leur donner les garanties qui résultent des stipulations rappelées dans le présent article.

Art. 3. Une commission mixte déterminera, dans un esprit d'équité, les frontières des deux États, en tenant compte de la configuration des montagnes et de la nécessité de la défense.

Art. 4. Une ou plusieurs commissions mixtes seront chargées d'examiner et de résoudre, dans un bref délai, les diverses questions incidentes auxquelles donnera lieu la réunion, telles que la fixation de la part contributive de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*) dans la dette publique de la Sardaigne, et l'exécution des obligations résultant des contrats passés avec le gouvernement sarde, lequel se réserve toutefois de terminer lui-même les travaux entrepris pour le percement du tunnel des Alpes (mont Cenis).

Art. 5. Le gouvernement français tiendra compte aux fonctionnaires de l'ordre civil et aux militaires appartenant par leur naissance à la province de Savoie et à l'arrondissement de Nice (*circondario di Nizza*), et qui deviendront sujets français, des droits qui leur sont acquis par les services rendus au gouvernement sarde; ils jouiront notamment du bénéfice résultant de l'immovibilité pour la magistrature et des garanties assurées à l'armée.

Art. 6. Les sujets sardes, originaires de la Savoie et de l'arrondissement de Nice, ou domiciliés actuellement dans ces provinces, qui entendront conserver la nationalité sarde, jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de

pétuelle de la Suisse. Le traité de Turin avait tenu compte de cette stipulation¹. Il avait été entendu que le roi de Sardaigne ne transférerait à la France les parties neutralisées de la Savoie qu'aux conditions auxquelles il les possédait lui-même, et qu'il appartiendrait à l'Empereur de s'entendre à ce sujet tant avec les puissances représentées au congrès de Vienne qu'avec la Confédération helvétique.

Dès que le traité fut devenu exécutoire, le gouvernement français se mit en devoir de donner à cette clause la suite qu'elle comportait².

transporter leur domicile en Italie et de s'y fixer; auquel cas, la qualité de citoyen sarde leur sera maintenue.

Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur les territoires réunis à la France.

Art. 7. Pour la Sardaigne, le présent traité sera exécutoire aussitôt que la sanction législative nécessaire aura été donnée par le parlement.

Art. 8. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Turin, le vingt-quatrième jour du mois de mars de l'an de grâce mil huit cent soixante.

(L. S.) TALLEYRAND.

(L. S.) CAVOUR.

(L. S.) BENEDETTI.

(L. S.) FARINI.

1. Art. 2 du traité. Voir page 371.

2. *Le ministre des affaires étrangères aux représentants de l'Empereur accrédités près les cours signataires de l'acte général de Vienne et à l'ambassadeur de Sa Majesté à Berne.*

Paris, le 20 juin 1860.

Monsieur, le traité de Turin ayant reçu sa sanction définitive, et la remise des territoires cédés par le roi de Sardaigne ayant été effectuée, le moment est venu pour le gouvernement de l'Empereur de se conformer à l'obligation qu'il a souscrite de s'entendre, tant avec les puissances signataires de l'acte général de Vienne qu'avec la Confédération helvétique au sujet de la neutralisation éventuelle d'une partie de la Savoie. L'objet de cette entente, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire dans une communication antérieure doit, selon nous, consister à mettre l'article 92 de l'acte de Vienne d'accord avec l'article 2 du traité de Turin. C'est cet accord qu'il s'agit de consacrer par une stipulation diplomatique destinée à prendre place dans le droit européen. Pour atteindre ce but, plusieurs voies s'offrent aux puissances. La question peut être portée devant une conférence. On pourrait également, si on le jugeait préférable, convenir d'un échange de Notes identiques par lesquelles le gouvernement de l'Empereur assumerait, et vis-à-vis des cours garantes de la neutralité helvétique et vis-à-vis de la Suisse elle-même, les obligations consenties par la Sardaigne. Enfin on pourrait aussi se prononcer pour une négociation préliminaire entre la France et la Suisse, dont le résultat devrait être de déterminer les droits et les devoirs réciproques dérivant de la neutralisation, ce qui aurait lieu en remaniant et en complétant le traité signé à Turin entre la Sardaigne et la Confédération helvétique en 1816. Le gouvernement de l'Empereur est prêt, pour sa part, à choisir la voie que les autres cabinets préféreront et qui leur paraîtra le mieux répondre aux circonstances. Je me borne, pour le cas où ils se décideraient en faveur d'une conférence, à rappeler que la plupart d'entre eux ont déjà reconnu la convenance de la réunir à Paris, et que la Sardaigne et la Suisse ont fait valoir, pour participer à ses travaux, des considérations dont le gouvernement de Sa Majesté a admis la justesse.

Vous voudrez bien donner lecture de cette dépêche à M... et lui en laisser copie.

Signé : TROUVENEL.

Les cabinets se sont divisés sur nos propositions. Tandis que la Suisse, dont la manière de voir était partagée par le gouvernement de Sa Majesté Britannique, demandait que la question fût débattue dans une conférence, les cours d'Autriche, d'Espagne et de Prusse jugeaient utile, préalablement à toute réunion des plénipotentiaires, que des pourparlers préparatoires entre la Suisse et nous eussent déterminé les éléments d'une entente. Le cabinet de Berlin, d'accord en ce point avec la Russie, pensait même que, la France ayant reconnu, par ses déclarations officielles aussi bien que par le traité de Turin, le principe de la neutralité perpétuelle et de l'inviolabilité de la Confédération helvétique, il n'existait pas de motifs impérieux pour poursuivre un accord immédiat. Les nouvelles explications qui ont été échangées n'ayant point eu pour résultat de concilier les avis, la question demeure ouverte entre les puissances ¹.

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le marquis Turgot, à Berne.*

Paris, le 17 juillet 1860.

Monsieur le marquis, vous connaissez la communication que j'ai adressée aux représentants de l'Empereur près les cours signataires des traités de 1815, et qui avait pour objet de faire savoir à ces diverses puissances que le gouvernement de Sa Majesté était prêt à s'entendre avec elles pour remplir les obligations résultant pour lui de l'article 92 de l'acte de Vienne et de l'article 2 du traité de Turin. Les puissances ont répondu à notre communication, et je crois devoir vous faire connaître dans quels termes chacune d'elles s'est exprimée.

Le cabinet de Vienne juge difficile pour le moment une négociation directe entre la France et la Suisse, et ne croit pas davantage que la réunion d'une conférence, dont il admet d'ailleurs le principe, puisse, dans l'état actuel des choses, amener un arrangement, et M. le comte de Rechberg a exprimé l'opinion que les puissances auraient suffisamment mis leur responsabilité à couvert et protégé les intérêts de la neutralité suisse en prenant acte de la déclaration du gouvernement français de respecter scrupuleusement la neutralité helvétique, et d'assumer les obligations que les traités avaient imposées à la Sardaigne vis-à-vis des districts neutralisés.

Le gouvernement espagnol est également convaincu que la réunion d'une conférence présenterait des inconvénients sérieux, si elle n'était précédée d'un accord parfait intervenu entre les deux puissances intéressées; M. Calderon-Collantes, qui partage, sur ce point, l'opinion du cabinet de Vienne, n'approuve pas, comme M. le comte de Rechberg, le projet d'un échange de notes identiques par lequel le gouvernement impérial assumerait les obligations consenties par la Sardaigne. Cet échange ne pouvant peut-être pas être fait de la même manière et sans aucune réserve par chacune des puissances, le gouvernement de Sa Majesté Catholique souhaiterait que le gouvernement de l'Empereur passât une note aux autres puissances, par laquelle il assumerait solennellement toutes les obligations qui, en vertu des traités, incombaient à la Sardaigne, et se déclarerait disposé à entrer en négociations avec le Conseil fédéral aussitôt que la Suisse en manifesterait elle-même l'intention. L'accord qui en résulterait serait soumis à la sanction des puissances réunies en conférence pour en recevoir communication. Dans le cas où cet accord serait reconnu impossible, la conférence pourrait d'ailleurs être réunie, et on y aurait alors recours comme à un moyen extrême.

Le gouvernement suédois déclare se ranger, quant au mode à adopter pour arriver à une entente, à l'avis de la majorité.

La Prusse opine pour la réunion en conférence des gouvernements signataires de l'acte de Vienne, mais seulement après que des négociations préparatoires auraient

Si le gouvernement de l'Empereur ne considérait point le principe de la neutralité helvétique comme une des bases essentielles du système politique de l'Europe, s'il pouvait jamais concevoir la pensée d'y porter atteinte, ce ne sont pas les frontières de la Suisse, de Bâle à Genève, qui mettraient son territoire à l'abri d'une agression, et la possession de la Savoie ne nous en rend l'accès ni plus facile ni plus immédiat. La sûreté de la Suisse est dans le droit public, sous la protection duquel elle est plus spécialement placée, et le gouvernement de Sa Majesté a donné de nouveaux gages du respect qu'il y porte, en offrant au gouvernement fédéral toutes les garanties compatibles avec la dignité de la France. L'importance de la neutralité helvétique pour la défense de nos frontières de l'est n'a pas besoin d'ailleurs d'être démontrée. Dans aucun temps, nous ne pourrions la perdre de vue sans méconnaître un intérêt manifeste, et les considérations les plus essentielles nous commandent non-seulement de conformer notre conduite à ce principe, mais de faire en sorte qu'il soit observé de même par tous les cabinets.

Pendant que l'affaire de la neutralisation de la Savoie amenait ces explications entre la France et les autres cours, la situation de l'Italie continuait d'être l'objet de sérieuses préoccupations. Le gouvernement

aplanit le terrain et frayé les voies à un résultat conforme aux intérêts généraux. Du reste, le retard que la réunion de la conférence peut éprouver est, selon M. le baron de Schleinitz, sans gravité, le gouvernement de l'Empereur ayant, par une clause du traité de Turin et dans des assurances formelles, rendu hommage aux grands principes de la neutralité perpétuelle et de l'inviolabilité de la Confédération helvétique.

Sur la demande réitérée de la Suisse, le prince Gortschakoff a adhéré, au nom du cabinet de Saint-Petersbourg, à la réunion de la conférence, et il a dit à l'ambassadeur de l'Empereur que nous ne devons pas douter que la Russie nous y prêterait le même concours que dans les phases précédentes de cette affaire.

Quant au gouvernement de Sa Majesté Britannique, il se prononce en faveur de la réunion d'une conférence, comme étant désirée par la Suisse, la puissance la plus intéressée dans cette question, et constituant le meilleur moyen d'arriver à une franche discussion et à une explication amicale dans le but de mettre l'article 92 de l'acte de Vienne d'accord avec l'article 2 du traité de Turin. Cette opinion est aussi celle du Portugal.

L'Angleterre, la Russie, la Prusse, l'Espagne, la Suède et le Portugal acceptent formellement Paris comme siège de la future conférence et des négociations. Le cabinet de Londres et ceux de Stockholm et de Lisbonne seuls se sont jusqu'à présent prononcés en faveur de l'admission de la Sardaigne au sein de la conférence; la Russie, la Prusse et l'Espagne n'ont pas répondu à cet égard; et, quant à l'Autriche, en même temps qu'elle reconnaît à la Suisse le droit de participer à la conférence, elle déclare que la Sardaigne n'a pas les mêmes titres à faire valoir, aujourd'hui surtout que, par suite de la ratification et de la mise à exécution du traité de Turin, les droits et les devoirs inhérents à la souveraineté territoriale de la Savoie ont définitivement passé à la France.

Tel est l'état actuel des choses; j'aurai soin de vous tenir exactement informé des incidents qui viendraient le modifier.

Signé : TROUVENEL.

impérial n'avait pas cessé d'user de son influence morale dans le sens le plus conforme à ce qu'il croyait être l'intérêt véritable de la Péninsule. Mais si, d'un côté, il s'efforçait de maintenir le respect des droits anciens, de l'autre, il devait aussi conseiller les concessions opportunes, au moyen desquelles les gouvernements éclairés savent prévenir les révolutions et se concilier les sentiments des peuples. La France avait malheureusement appris, par l'inutilité de ses efforts antérieurs, combien cette tâche présentait de difficultés. Pendant plusieurs années, et principalement à la suite du Congrès de Paris, elle avait fait entendre à Rome comme à Naples des avis dont les événements n'ont que trop démontré la sagesse et la prévoyance. Depuis la paix de Villafranca, où l'Empereur avait stipulé, en faveur du Pape, la présidence d'une confédération italienne, Sa Majesté avait recommandé de nouveau les concessions qu'elle jugeait nécessaires, en appropriant ses conseils à la gravité croissante des circonstances. Dans la conviction du gouvernement de l'Empereur, le Saint-Siège pouvait, après la guerre, ramener les esprits dans les Légations, en accordant immédiatement au pays une administration séparée, avec un gouvernement laïque nommé par le Souverain Pontife. Il pouvait encore, au moment même où les annexions étaient sur le point de s'effectuer, retenir la suzeraineté de ces provinces, en se prêtant à l'idée d'un vicariat du roi de Sardaigne¹, qui eût suffi alors pour donner satisfaction aux vœux des populations. Aucune résolution n'avait été prise, et les événements

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Gramont, à Rome.*

Paris, le 26 février 1860.

Monsieur le duc, le gouvernement de l'Empereur, en proposant de remettre au roi de Sardaigne le gouvernement des trois Légations, sous la forme d'un vicariat que Sa Majesté exercerait au nom du Pape, ne s'est pas dissimulé la répugnance que cette partie de notre projet pourrait provoquer à Rome. Mais en envisageant avec la plus sérieuse réflexion l'état présent des Légations et la série des événements qui l'ont amené, nous avons acquis la conviction qu'il n'y a pas de terme possible entre cette combinaison et le système de l'annexion dont la cour de Rome redouterait certainement les conséquences autant qu'elle en repousse le principe.

A nos yeux, le vicariat du roi de Sardaigne serait une satisfaction donnée, non-seulement aux dispositions morales des populations, mais encore à leurs intérêts matériels. Il y a en effet, entre tous les pays qui forment le bassin du Pô, une solidarité d'intérêts commerciaux qui les a toujours portés à se rapprocher; et cette tendance, il faut bien le reconnaître, est indépendante des circonstances qui, aujourd'hui comme à d'autres époques, peuvent la favoriser. D'un autre côté, il ne serait pas difficile de prouver, à l'aide des précédents historiques, que les Légations, jusqu'à la fin du dernier siècle, avaient été placées dans une situation particulière eu égard au reste des États pontificaux; loin d'être assimilées aux autres provinces, elles avaient une administration distincte et n'étaient en réalité rattachées au Saint-Siège que par une sorte de vassalité. Le système que nous proposons peut donc, à certains égards, être considéré comme n'étant pas sans analogie avec un ordre de choses anciennement existant.

Il serait digne assurément de la sagesse du Souverain Pontife d'apprécier la situation dans ce qu'elle a de fondamental et de conforme, pour ainsi dire, à la nature et à

avaient suivi leur cours. Au lieu de les conjurer, repoussant toute idée de transaction, le gouvernement pontifical renonçait même à promulguer un projet de réforme arrêté en principe, d'accord avec la France, en septembre 1859, et qui, trop insuffisant sans doute pour modifier la marche des choses dans les Romagnes, était cependant de nature à raffermir la tranquillité dans les provinces restées soumises. Le Saint-Siège subordonnait au rétablissement de son autorité dans les Romagnes les seules concessions capables peut-être de la maintenir dans les autres provinces de l'État romain¹.

Cependant la sollicitude de Sa Majesté, loin de se décourager, se montrait au contraire plus attentive à mesure que les intérêts de la cour de Rome semblaient plus compromis. Le gouvernement de l'Empereur avait pensé que le caractère particulier de la souveraineté du Saint-Père pourrait autoriser un accord des puissances catholiques pour sauvegarder les possessions qui lui restaient. La France offrait donc à la cour de Rome de provoquer à cet effet une garantie collective. Les puissances catholiques se fussent entendues, en même temps, pour lui fournir désormais les troupes nécessaires à la garde de la capitale, ainsi qu'un subside annuel inscrit en première ligne sur les

la nécessité des choses, sans se laisser influencer par des préoccupations exclusives et regrettables.

Alors même que le Pape verrait dans cette combinaison un sacrifice partiel de ses droits de souveraineté, ne trouverait-il pas une compensation suffisante dans cette pensée, qui doit bien avoir aussi son prix pour le cœur d'un prince qui réunit le titre de père à celui de souverain, qu'il aurait puissamment contribué à ramener la tranquillité en Italie, à pacifier les consciences et à rassurer les esprits qui de toutes parts en Europe s'alarment de la prolongation d'une crise à laquelle tant d'intérêts de l'ordre le plus élevé commandent de mettre un terme? Enfin, un tel sacrifice serait-il donc si nouveau dans l'histoire de la papauté? Et l'auguste Pontife qui siège aujourd'hui au Vatican ne pourrait-il pas trouver, au besoin, dans les annales encore récentes de ses prédécesseurs des exemples qui prouveraient qu'ils surent se prêter à des concessions analogues, en présence de nécessités moins impérieuses peut-être que celles d'aujourd'hui?

Pour ce qui le concerne, monsieur le duc, le gouvernement de l'Empereur voit dans la combinaison qu'il propose le seul moyen pratique de satisfaire, dans une juste mesure, aux tendances nationales et aux exigences des faits accomplis, et de répondre aux garanties d'ordre et d'intérêt général que l'Europe doit souhaiter de rencontrer dans le règlement des affaires d'Italie.

Signé : THOUVENEL.

1. *Le duc de Gramont à M. le ministre des affaires étrangères.*

Rome, le 14 avril 1860.

Monsieur le ministre, j'ai reçu les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire jusqu'au n° 33 et au 7 de ce mois.

Le nonce apostolique ayant écrit à son gouvernement le résultat d'un entretien qu'il avait eu avec Votre Excellence au sujet d'un système approuvé par Sa Majesté pour assurer la tranquillité des États pontificaux et communiqué au cabinet de Vienne, par la dépêche dont vous avez bien voulu m'envoyer la copie, ces informations ont été aussitôt soumises à l'examen du Saint-Siège, et Son Eminence le cardinal secrétaire

grands-livres de la dette publique. Le gouvernement pontifical répondit en réclamant encore une fois que, préalablement à toute négociation, son droit sur les Romagnes fût reconnu et consacré. Il refusait le concours des contingents militaires qui lui étaient offerts, et demandait le droit direct d'enrôlements dans les pays catholiques. Enfin, il n'eût accepté de tribut que sous la forme d'une compensation des annates et des anciens droits canoniques sur les bénéfices vacants, droits longtemps contestés et finalement abolis dans tous les États de l'Europe.

Ainsi le gouvernement pontifical rejetait successivement toutes les idées et toutes les combinaisons propres à résoudre les difficultés de sa position, et s'exposait à perdre, dans de nouvelles complications, les provinces que la France pourvoyait de lui garantir.

Le moment approchait, en effet, où il serait trop tard pour s'occuper davantage de maintenir entre les mains du Saint-Père l'Ombrie et les Marches, et où il deviendrait nécessaire de songer à la sécurité de sa capitale elle-même. Pour pourvoir à cette situation, le gouvernement de Sa Majesté n'a point hésité à s'imposer de nouveaux sacrifices.

d'État a été chargé par Sa Sainteté de m'informer qu'il lui était impossible d'adhérer à cette combinaison.

Je n'ai donc pu, monsieur le ministre, ainsi que vous en exprimez le désir, attendre que vous m'ayez fait connaître la réponse du cabinet de Vienne pour proposer ce système à l'adoption du gouvernement pontifical. Les raisons sur lesquelles s'appuie la cour de Rome pour motiver son refus se résument ainsi qu'il suit :

« Le Saint-Siège n'adhérera à aucun protocole qui contiendrait une réserve concernant la question des Romagnes. Admettre une réserve à cet égard lui paraît une concession au fait accompli. Si les puissances catholiques se réunissent pour traiter des affaires du Saint-Siège, la première question qui doit les occuper est celle des Romagnes. Ou bien ces puissances adhèrent à la spoliation, ou bien elles la désapprouvent. Dans le premier cas, le Saint-Siège ne peut conférer avec elles. Dans le second, il ne peut admettre que tous les États catholiques, formant une force aussi imposante dans le monde, en soient réduits à souffrir en silence et à cacher leur mécontentement par crainte de déplaire à la Sardaigne. Qu'ils déclarent leur volonté et leur résolution, et le spoliateur rendra à la victime de son usurpation ce qu'il lui a ravi.

« Le Saint-Siège regarde la question des réformes comme résolue en principe, mais il persiste à différer la publication de celles qu'il a consenties jusqu'à ce qu'il soit remis en possession des provinces annexées à la Sardaigne.

« Il n'acceptera jamais une garantie pour les États restés sous sa domination, parce qu'à ses yeux ce serait reconnaître une différence entre ces États et ceux qui lui ont été ravis. Sous ce rapport sa résolution est inébranlable.

« Le Pape s'est déjà exprimé sur la question des subsides, et il n'accepte pas le système d'une rente inscrite au grand-livre des États. Il ne se prêterait qu'à une combinaison qui aurait la forme d'une compensation des anciens droits canoniques perçus sur les bénéfices vacants et qui, par cela même, serait très-difficile à concilier avec les institutions actuelles de la plupart des États contributants.

« Quant aux secours des troupes à fournir par les puissances catholiques autres que la France et l'Autriche, le Saint-Siège prétend avoir la liberté de recruter lui-même son armée et acceptera avec plus de reconnaissance toutes les facilités que les gouvernements lui donneront à cet effet. »

Signé : GRAMONT.

Après une déclaration du gouvernement pontifical, qu'il espérait être en état de suffire avec ses seules forces au maintien de la tranquillité sur son territoire, il avait été d'abord convenu, au mois d'avril 1860, que les troupes françaises quitteraient Rome¹. Bientôt les événements

1. *Note adressée par Son Éminence le cardinal secrétaire d'État à M. le duc de Gramont.*

Du Vatican, le 11 mai 1860.

Les sentiments de reconnaissance du Saint-Père pour les services qu'ont rendus et que rendent encore les troupes françaises dans les États pontificaux ont déjà été exprimés dans la Note destinée à fixer le terme de leur utile et précieux concours, note que rappelle Votre Excellence dans sa communication du 10 courant, relative à l'évacuation du territoire pontifical.

Si les circonstances produites par les événements qui se sont succédé si rapidement à la suite de la guerre d'Italie n'ont pas permis que les dispositions ci-dessus énoncées eussent leur effet, le Saint-Père n'en a pas moins su apprécier les égards dont Sa Majesté l'Empereur a fait preuve, en voulant bien décider que la garnison française continuerait à garder les places qui lui avaient été assignées. Ce témoignage d'attachement à la personne du Souverain Pontife, et de dévouement envers le Saint-Siège, a été confirmé par la conduite des troupes françaises, qui, conformément aux ordres de l'Empereur, et sous la direction de chefs distingués et de vaillants officiers, n'ont rien négligé pour remplir fidèlement leur importante mission; et tout éloge serait inférieur aux titres qu'elles ont acquis en contribuant pour leur part à maintenir l'ordre et la tranquillité, principalement dans la capitale.

C'est pourquoi Sa Sainteté ne peut qu'être profondément touchée des sentiments de bienveillance avec lesquels l'auguste souverain de Votre Excellence a bien voulu lui confier le soin de combiner le départ de l'armée française des États pontificaux; car le Saint-Père reconnaît en cela une preuve encore plus évidente de l'intérêt que Sa Majesté prend à l'auguste chef de l'Église.

Les troupes pontificales sont, en effet, augmentées de nombre, et l'on s'applique tous les jours à compléter leur organisation de façon à ce qu'elles puissent suffire aux besoins du service.

Néanmoins, d'une part, si l'on envisage le but pour lequel le gouvernement pontifical s'impose tant de sacrifices, c'est-à-dire d'assurer l'ordre dans les États de l'Église, de les défendre, et de maintenir l'intégrité des droits du Saint-Siège; et si l'on considère, de l'autre, le défaut d'organisation d'une partie des troupes, malgré l'activité qu'on ne cesse de déployer, on ne doit pas cacher que l'armée pontificale n'est pas encore complètement en état de remplir sa tâche.

Toutefois, le soussigné ayant soumis au Saint-Père les bases du projet de retraite des troupes françaises, convenues d'un commun accord avec Votre Excellence, Sa Sainteté n'a vu aucune difficulté de s'associer aux vues de Sa Majesté l'Empereur, et elle croit que cette évacuation pourra avoir lieu complètement et sans inconvénient, en la faisant d'une manière successive et graduée, conformément au programme établi de part et d'autre.

Le soussigné, cardinal secrétaire d'État, après cette communication, a l'honneur de renouveler à Votre Excellence les assurances de sa considération la plus distinguée.

Signé : G. cardinal ANTONELLI.

Règlement pour l'évacuation du territoire pontifical par l'armée française d'occupation.

- 1° Départ immédiat du bataillon de chasseurs pour la France;
- 2° Dans le courant de juin, départ d'un régiment d'infanterie de ligne pour la France;
- 3° Dans le courant de juillet et d'août, départ du reste de l'armée pour Civita-Vecchia et embarquement successif pour la France.

Arrêté le 11 mai 1860.

Signé : G. cardinal ANTONELLI.

de la Sicile et l'agitation qu'ils suscitaient sur les frontières des États romains nous avaient déterminés à proposer au Saint-Siège de suspendre l'exécution des arrangements adoptés pour l'évacuation. En dernier lieu, le triomphe de l'insurrection à Naples et l'entrée de l'armée sarde dans l'Ombrie et les Marches ont décidé le gouvernement de Sa Majesté à augmenter l'effectif du corps d'occupation¹, afin de le mettre en état de défendre, contre toute éventualité, la sécurité du Saint-Père et de son gouvernement, ainsi que le territoire compris sous la dénomination de domaine de saint Pierre².

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Gramont, à Rome.*

Paris, le 24 septembre 1860.

Monsieur le duc, j'ai placé sous les yeux de l'Empereur les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous les n^{os} 81 et 82. Le rappel de M. de Talleyrand a hautement témoigné des sentiments de vive désapprobation qu'inspire à Sa Majesté l'agression dirigée contre les États romains. Le gouvernement sarde s'est si peu mépris sur le caractère de cette mesure, que son ministre quitte Paris.

Cela posé, monsieur le duc, que devons-nous, que pouvons-nous faire?

En restant à Rome pour protéger le Pape et sauvegarder son autorité, nous sommes dans le rôle que nous nous sommes tracé et que l'Europe a accepté depuis dix ans. En intervenant militairement dans les Marches et l'Ombrie, il nous serait impossible de ne pas toucher à toutes les questions brûlantes qui s'agitent en Italie, et nous assumerions des obligations qui ne découleraient plus seulement de notre intérêt pour la cause du Saint-Père. Nous serions entraînés par la force des choses à nous placer vis-à-vis de la Péninsule entière, dans une position analogue à celle que nous reprochions à l'Autriche d'occuper avant la guerre. L'Empereur donnerait ainsi un démenti éclatant à sa politique, et il en naîtrait des complications sérieuses dans nos rapports avec les autres puissances.

Déjà nous nous sommes empressés d'augmenter notre corps d'occupation; s'il le faut, nous le fortifierons encore, afin de le mettre en mesure de remplir, dans toutes les éventualités, la mission qui lui est confiée. Le Pape peut donc attendre à Rome, en toute sécurité et en toute liberté, l'issue d'une crise qui n'est pas moins douloureuse pour l'Empereur que pour Sa Sainteté. En dehors des stipulations de Villafranca et de Zurich, Sa Majesté n'a pris aucun engagement, et c'est dans un Congrès qu'elle pourra donner une nouvelle preuve de ses bonnes dispositions pour le Saint-Siège. Si, nonobstant ces assurances, le Pape quitte Rome, il nous force à nous retirer avec lui, et, en rendant les solutions plus difficiles dans l'avenir, il prépare lui-même à ses adversaires un triomphe immédiat.

Je vous laisse le soin, monsieur le duc, de développer ces considérations au cardinal Antonelli. Son Eminence ne s'aurait s'abuser, au point de vue religieux comme au point de vue politique, sur la grave responsabilité qui incombe aux conseillers du Saint-Père.

Signé : THOUVENEL.

2. *Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Gramont, à Rome.*

Paris, le 6 octobre 1860.

Monsieur le duc, vous connaissez la dépêche télégraphique que j'ai adressée, le 27 du mois dernier, à M. de Rayneval, pour prévenir le gouvernement sarde de la faculté laissée au général de Goyon d'occuper toutes les positions qu'il jugerait convenable de prendre dans le patrimoine de saint Pierre et la campagne de Rome, et l'engager à donner des ordres pour que les troupes sardes évacuassent le territoire ainsi placé sous la sauvegarde du drapeau français.

Le cabinet de Turin nous ayant demandé de lui indiquer d'une manière précise

Toutefois, le gouvernement de l'empereur n'a pas cru pouvoir se charger de reconquérir les provinces que la cour de Rome avait perdues en refusant d'accueillir ses conseils. Nous avons usé de tous les moyens diplomatiques pour dissuader le Piémont de la politique qu'il a suivie à l'égard du Saint-Siège, et, dès que nous avons connu sa pensée d'envahir les États romains, le gouvernement de Sa Majesté, afin de témoigner hautement de ses sentiments, avait rompu ses rapports avec le cabinet de Turin¹. Mais la France ne pouvait prendre un autre attitude sans renoncer au principe de non-intervention, qu'elle devait adopter elle-même pour qu'il fût pratiqué également par toutes les puissances. Bien loin de simplifier les difficultés de la situation, une conduite différente en eût infailliblement suscité de plus graves, en remettant tout en question en Italie, et en faisant renaître les rivalités d'influence qu'une entière abstention peut seule écarter.

Ces considérations, qui ont guidé la politique de la France dans les affaires de Rome, s'appliquent, à plus forte raison, à celles de Naples. Là aussi le gouvernement de Sa Majesté prodiguait, depuis longtemps, des avis qui n'ont point été écoutés en temps opportun. L'avènement d'un nouveau souverain, étranger par son âge aux passions du règne précédent, avait d'abord donné l'espoir d'un changement de système. Mais tant que les dangers ne furent point imminents, la cour de Naples continua de se livrer à une sécurité trompeuse.

L'insurrection de la Sicile put seule la déterminer à entrer dans une voie nouvelle. Cette résolution était bien tardive pour devenir un moyen de salut. Le gouvernement de Sa Majesté, qui n'avait pas cessé

l'étendue du territoire que nous nous réservions d'occuper, je lui ai fait répondre que ces territoires comprenaient les délégations de Civita-Vecchia et de Viterbe, au nord, la délégation de Velletri, au sud, et, à l'est, les environs de Rome jusqu'à Civita-Castellana.

J'ai ajouté que M. le général de Goyon était autorisé à occuper dans ce rayon, temporairement ou d'une façon permanente, tous les points qu'il jugera convenables; que c'était, dès lors, au gouvernement sarde à donner des instructions au général Fanti pour éviter des conflits.

Signé : THOUVENEL.

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le baron de Talleyrand, à Turin.*

Paris, le 13 septembre 1860.

Monsieur le baron, j'ai l'honneur de vous annoncer que l'Empereur a décidé que vous quitteriez immédiatement Turin. afin de témoigner ainsi de sa ferme volonté de décliner toute solidarité avec des actes que ses conseils, dictés par l'intérêt de l'Italie, n'ont malheureusement pu prévenir. Vous voudrez donc bien vous conformer aux ordres de Sa Majesté, et, en notifiant cette détermination à M. le comte de Cavour, vous lui ferez savoir que M. de Rayneval restera chargé des affaires pour l'expédition des travaux de la chancellerie, et la surveillance des intérêts de nos nationaux. Vous laisserez à sa disposition l'un des troisièmes secrétaires, et inviterez l'autre à rentrer en France avec vous.

Signé : THOUVENEL.

de recommander une politique libérale et nationale¹, n'en fit pas moins tous ses efforts pour seconder ces dispositions. Il prêta tout son appui aux négociateurs napolitains envoyés à Turin avec mission d'y contracter une alliance fondée sur une entière solidarité contre toute

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le baron Brenier, à Naples.*

Paris, le 21 avril 1860.

M. le baron, j'ai reçu, jusqu'au n° 29 inclusivement, les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser.

Les informations que vous m'avez transmises, et celles qui m'ont été directement communiquées par nos agents consulaires, ne nous permettent pas encore de croire que les troubles qui ont éclaté en Sicile soient apaisés; nous regretterions vivement de voir ces désordres se prolonger.

L'intérêt des populations de la Péninsule, comme toutes les tendances de notre politique, nous font désirer que la tranquillité soit maintenue dans l'Italie méridionale. Mais si nous avons prévu les calamités qui atteignent en ce moment la Sicile, je ne puis m'empêcher de rappeler que nous en avions d'avance signalé les causes et le remède, et que les événements, en justifiant les conseils que nous avions cru devoir faire entendre en temps opportun, n'ont réalisé que trop tôt les tristes effets d'un régime administratif que réprouvent à la fois la raison et la politique. Sous le poids des sévices d'agents qui ne respectent ni la loi ni la morale, les populations des principales villes de la Sicile ont annoncé hautement l'intention de recourir à l'insurrection, si bien que la répression a pu devancer la révolte, et l'on a vu, à Palerme comme à Messine, les troupes du roi engager elles-mêmes une lutte que le premier devoir de l'administration eût été de conjurer jusqu'à la dernière heure. Dès ce moment l'autorité militaire et la magistrature ont été subordonnées à la police, dont les instruments ne connaissent d'autre règle que l'arbitraire.

Je ne veux ici rappeler aucun fait particulier, ni les précautions tyranniques imposées aux habitants de Palerme, ni les inconcevables procédés du commandant de Messine, obligeant les consuls étrangers à protester dans des termes que justifie pleinement une légitime indignation, ni les arrestations de toute nature et les violences qui, les ayant accompagnées ou suivies, ont déterminé la plus grande partie de la population, et la plus paisible, à chercher dans la fuite la protection qu'aurait dû leur assurer la sollicitude de l'administration.

Ces diverses circonstances seront, avant peu, de notoriété publique, et l'opinion de l'Europe en demandera un compte sévère au gouvernement de Sa Majesté Sicilienne. Mais ne nous est-il pas permis d'espérer que les extrémités auxquelles il est réduit l'éclaireront enfin sur les dangers de la voie dans laquelle il persévère, malgré les avertissements que les événements lui apportent périodiquement? En lutte avec ses sujets de tous rangs, et abandonné par le sentiment public, croit-il encore que nous étions mal inspirés quand nous lui recommandions le respect de ses propres lois et l'adoption de tempéraments de nature à lui rallier les classes éclairées, sinon à désarmer des esprits égarés?

Bien que le cabinet de Naples ait en toute occasion décliné nos sollicitations, nous ne pouvons nous empêcher, dans le moment actuel, de faire un nouvel effort pour l'engager à peser les conséquences auxquelles il expose le repos de l'Italie et celui de l'Europe tout entière; c'est à ce titre particulièrement que nous sommes fondés à lui dire qu'aucun gouvernement ne peut compter ni sur les sympathies de ses sujets, ni sur celles des puissances étrangères ou de l'opinion publique, si, méconnaissant ses devoirs les plus essentiels et les garanties que comporte une saine administration et que la raison de notre temps exige, il livre à des agents sans responsabilité et qui, par l'effet même des pouvoirs dont ils disposent, sont entraînés à ne plus écouter que leurs ressentiments personnels et leurs passions, la sécurité et l'honneur des citoyens. L'administration de la police, dans le royaume des Deux-Siciles, a comblé la mesure. et les gouvernements qui ont témoigné au cabinet de Naples l'intérêt le plus constant

agression ou prépondérance étrangère¹. Pour assurer le succès de ces négociations, nous étions même disposés à mettre obstacle au passage des soldats de l'insurrection dans les États de terre ferme. Dans notre opinion, cette mesure, limitée strictement à son objet, et dirigée contre des volontaires étrangers au royaume de Naples, n'aurait pas constitué un acte d'immixtion dans les rapports de Sa Majesté Sicilienne

n'hésitent plus à reconnaître les graves inconvénients d'un système dont ils n'avaient pas encore pu apprécier tous les résultats.

Je dois donc vous prier, monsieur le baron, de saisir une prochaine occasion pour vous expliquer avec M. Carafa sur la manière dont le gouvernement de l'Empereur envisage l'origine et le caractère des événements dont la Sicile est le théâtre, ainsi que sur la nécessité, devenue désormais impérieuse, à notre avis, de rentrer dans l'ordre légal, en renonçant à des errements dont les funestes effets ne sauraient plus être contestés, et de recourir à des réformes qui sont également commandées par la prudence et par l'équité. Cette démarche ne nous est pas seulement imposée par des circonstances qui peuvent compromettre la politique des grandes puissances; elle nous est, en outre, suggérée par notre désir bien sincère de ramener le gouvernement des Deux-Siciles à une plus saine appréciation de sa position et de prévenir ainsi en Italie des complications que la France a un intérêt manifeste à conjurer; et il importe, en présence de semblables éventualités, de renouveler des efforts qui, s'ils doivent rester infructueux, auront du moins l'avantage de dégager notre responsabilité.

Signé : THOUVENEL.

1. *Le baron Brenier à M. le ministre des affaires étrangères.*

Naples, le 14 juillet 1860.

Monsieur le ministre, j'ai reçu les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, jusqu'au n° 46 inclusivement.

Ma dépêche télégraphique, en date d'hier matin, répond au désir que m'exprime Votre Excellence de connaître d'une manière précise les bases de la négociation que le gouvernement napolitain veut ouvrir avec celui de Turin. J'ai l'honneur de lui transmettre ci-joint une copie du document qui m'a été remis à ce sujet par M. de Martino.

Les points réservés aux négociateurs sont :

1° La faculté d'introduire dans le pacte d'alliance une clause qui la rende éventuellement offensive.

2° La reconnaissance de l'annexion de la Toscane et des duchés.

Quant aux Légations, les instructions des plénipotentiaires leur donneraient la latitude de proposer à M. de Cavour un système de vicariat dans lequel Naples et Turin se partageraient le fidéicommiss pontifical. Les Légations seraient placées sous le vicariat piémontais, et le roi de Naples prendrait celui des Marches et de l'Ombrie.

Je crains que les événements ne devancent l'action diplomatique : la première base, celle de la confiance et de l'assentiment populaire, semble manquer jusqu'à présent. Les mesures que prend le ministère sont bonnes dans le sens de la Constitution et de la fidélité aux engagements pris le 25 juin; mais, malgré tout, il se fait autour du gouvernement un vide inquiétant.

Signé : BRENIER.

Annexe à la dépêche de Naples du 14 juillet 1860.

BASES DES NÉGOCIATIONS AVEC TURIN.

Ligue entre les deux couronnes italiennes pour raffermir et assurer l'indépendance de la Péninsule contre toute attaque ou influence étrangère.

Ligue douanière et commerciale.

Uniformité des monnaies, etc.

avec ses sujets. Toutefois, afin de ne pas s'exposer à voir mettre en doute ses intentions, le cabinet français jugea convenable de ne procéder qu'avec le concours de l'Angleterre, que, d'après des communications récentes du cabinet de Londres, il ne paraissait pas impossible d'obtenir¹. Néanmoins le gouvernement anglais refusa de s'associer à cette démarche. En outre, le progrès de l'insurrection, qui, après avoir

Traités pour le service des postes, la propriété littéraire, etc.

Système complet de chemins de fer.

En résumé, tout ce qui peut concourir à la fusion des intérêts des deux États.

Pour la Sicile :

Sa Majesté consent à ce que le parlement sicilien, sans pression armée, et suivant la Constitution de 1812, puisse décider de ses destinées pour amener la séparation politique des Deux-Siciles, sous le même roi.

Un prince royal pour vice-roi.

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le comte de Persigny, à Londres.*

Paris, le 24 juillet 1860.

Monsieur le comte, lord Cowley est venu me lire ce matin une dépêche de lord John Russell dont voici le résumé. Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique juge que la situation du sud de l'Italie devrait être l'objet d'un examen sérieux de la part de l'Angleterre et de la France, et émet l'avis qu'il serait désirable, d'un côté, que le royaume de Naples conservât une existence politique, et de l'autre, que la Sicile, mise en possession d'un régime constitutionnel propre à assurer son indépendance administrative, demeurât unie à la monarchie par le lien d'une vice-royauté exercée par un prince de la maison régnante. Cette combinaison paraîtrait, au cabinet de Londres, préférable à l'annexion à la Sardaigne. Lord John Russell, toutefois, prévoit le cas où Garibaldi continuerait sa marche et triompherait à Naples comme à Palerme. L'idée de l'unité italienne deviendrait donc une réalité et il y aurait à craindre que les passions surexcitées ne fissent éclater une guerre avec l'Autriche pour la conquête de la Vénétie. Afin de conjurer cette extrémité, qui forcerait l'Allemagne à agir et entraînerait les plus graves complications en Europe, il conviendrait que la France et l'Angleterre ne laissassent pas au cabinet de Turin le moindre espoir d'être soutenu dans la lutte que son imprudence aurait provoquée. En remerciant lord Cowley de ses communications, monsieur le comte, je lui ai fait observer que le gouvernement de l'Empereur n'avait cessé, depuis plusieurs mois, de se préoccuper des dangers que signale aujourd'hui le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique. Il n'est guère douteux, à nos yeux, que le dernier terme de l'agitation qui trouble en ce moment la Péninsule ne puisse être une attaque contre la Vénétie. Vous savez que nous n'avons pas attendu l'appel que nous fait l'Angleterre pour déclarer au gouvernement sarde que nous déclinions toute responsabilité dans les conséquences d'une politique contraire à nos conseils ; mais ce serait, selon moi, se faire illusion que de croire à la possibilité d'arrêter, à la dernière heure, la marche logique et fatale des événements, et voilà pourquoi je vous invitais, il y a peu de jours encore, à ne rien négliger pour décider le gouvernement de Sa Majesté Britannique à joindre ses efforts aux nôtres dans le but d'imposer une trêve de six mois à toutes les parties et de laisser ainsi au temps le rôle qui doit lui appartenir dans les solutions destinées à quelque durée. Depuis lors, la situation est devenue plus pressante ; les troupes royales évacuent les positions qu'elles occupaient en Sicile, y compris Messine ; Garibaldi est maître de l'île entière et l'on s'attend à lui voir diriger ses attaques contre le continent ; l'alarme règne à Naples, on y agite déjà des projets de fuite à Gaète, et M. Elliot, comme M. Brenier, demande sans doute à lord John Russell ce qu'il aurait à faire dans l'hypothèse du départ du roi. La proposition dont je vous chargeais d'être l'organe a donc acquis un caractère d'urgence extrême. Il ne s'agit pas d'intervenir entre un souverain et ses sujets ; la question qui se pose est celle-ci : Convient-il à la France et à l'An-

embrassé la Sicile, triomphait également dans le royaume de Naples, rendit bientôt tout effort entièrement superflu. La dissolution si rapide de l'armée et de l'administration royales livrait le pays aux bandes qui l'avaient envahi, et, pour échapper à une complète anarchie, les Deux-Siciles faisaient appel au roi Victor-Emmanuel et votaient leur annexion au Piémont.

Dans cette extrémité, le gouvernement de l'Empereur ne pouvait plus que témoigner au roi de Naples l'intérêt que lui inspirait ce jeune souverain, victime d'un système politique qu'il n'a pas consenti à modifier à temps, mais dont il n'était pas l'auteur. Sa Majesté lui en a donné une marque éclatante, en lui accordant la protection du pavillon français devant Gaète¹, aussi longtemps qu'elle a pu le faire sans

gleterre d'assister, sans rien faire pour en modérer le cours, à des événements de nature à porter la plus sérieuse atteinte à l'ordre européen, de souffrir l'agression d'un pays avec lequel elles entretiennent des rapports réguliers, par une armée composée d'éléments révolutionnaires et étrangers, de permettre enfin que la violence vienne traverser l'épreuve constitutionnelle à laquelle le roi François II s'est loyalement soumis? Le gouvernement de l'Empereur, monsieur le comte, pense que cette attitude passive ne serait d'accord, ni avec les intérêts ni avec la dignité de la France et de l'Angleterre, et j'ai dit à lord Cowley qu'il me semblait désirable, au point où les choses en étaient arrivées, que les commandants de nos forces navales fussent immédiatement autorisés à déclarer à Garibaldi qu'ils avaient l'ordre de l'empêcher de franchir le détroit. Toutes les questions de politique intérieure seraient réservées, en Sicile comme en terre ferme, mais nous proclamerions que le débat doit se vider entre le roi François II et le peuple napolitain, sans aucune intervention du dehors. Je vous prie de me faire savoir le plus tôt possible si lord John Russell adhère à cette proposition et se montre disposé à transmettre, par le télégraphe, des instructions aux amiraux.

Signé : THOUVENEL.

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le vice-amiral DE TINAN, commandant l'escadre d'évolutions.*

Paris, le 30 octobre 1860.

Monsieur l'amiral, j'ai pensé qu'il était nécessaire de vous faire exactement connaître les raisons qui ont déterminé l'Empereur à vous donner l'ordre de vous rendre devant Gaète. D'une part, Sa Majesté n'admettait pas que Garibaldi eût le droit d'établir un blocus obligatoire pour les puissances étrangères ; d'autre part, elle ne voulait pas que l'escadre sarde vint fermer toute issue au roi de Naples et le contraindre à ne devoir qu'à une capitulation la possibilité de s'éloigner des États. L'Empereur, en un mot, tenait à sauvegarder la dignité du roi François II dans ses derniers moments d'épreuve, mais il n'avait pas l'intention de l'encourager à soutenir une lutte devenue trop inégale. Depuis lors le peuple napolitain a été appelé à émettre un vote qui doit détruire, pour le moment, les espérances de la cour de Gaète quant à un revirement de l'opinion publique. Dans cette situation, monsieur l'amiral, il est permis de se demander si le roi François II, aujourd'hui que son honneur est sauf, ne devrait pas se résigner à céder aux circonstances, et éviter de répandre inutilement le sang des soldats qui lui sont restés fidèles. L'Empereur vous autorise, lorsque vous en aurez l'occasion, à laisser entendre au roi François II qu'il a poussé sa résistance aussi loin que l'exigeait la dignité de sa couronne et que le permettait l'abandon de ses sujets. La mauvaise saison enfin ne tardera pas à rendre difficile la prolongation de votre présence dans la rade de Gaète ; nul doute, si nos vaisseaux sont obligés de se retirer, que les hostilités ne commencent immédiatement par mer et ne viennent en aide, comme à Ancône, aux opérations de l'armée de terre. Le roi François II se retrouverait ainsi dans la position pénible que

s'écarter du principe fondamental de sa politique à l'égard de l'Italie¹.

Le gouvernement de l'Empereur a eu de fréquentes occasions de s'entretenir avec les grandes puissances des affaires de la Péninsule, et il l'a toujours fait avec une franchise que la droiture de sa conduite lui rendait facile. L'entrevue des empereurs d'Autriche et de Russie et du prince régent, aujourd'hui roi de Prusse, mit la France dans le cas de s'en expliquer de nouveau.

Les événements de l'Italie méridionale avaient ému les cabinets du continent, péniblement affectés des atteintes portées aux droits des princes : et les menaces d'une attaque prochaine en Vénétie avaient plus particulièrement encore fixé leur attention. Il importait, dans

l'Empereur avait désiré lui épargner, et c'est également une éventualité que vous pourrez lui faire pressentir.

Signé : THOUVENEL.

1. Le ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques de l'Empereur.

Paris, 7 janvier 1861.

Monsieur, lorsque l'Empereur a décidé d'envoyer son escadre de la Méditerranée devant Gaète, Sa Majesté avait pour but, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, de donner au roi François II un témoignage de sympathie personnelle en maintenant provisoirement libre l'issue de cette place.

Mais la pensée du gouvernement de Sa Majesté n'était nullement de s'interposer dans une lutte à laquelle il était jusque-là demeuré et désirait rester étranger. Le principe de non-intervention est en effet, selon nous, la règle de conduite la plus sage dans les questions qui s'agissent en Italie, et depuis la paix de Villafranca, où l'Empereur a fait connaître à ce sujet toute sa pensée à l'empereur François-Joseph, le gouvernement de Sa Majesté s'est dirigé en toute circonstance d'après cette maxime. Si donc, il arrivait un moment où la présence de notre escadre devant Gaète pût être considérée comme un appui prêté à l'une des parties belligérantes, si les circonstances venaient à changer le caractère de cette mesure et transformer en un concours ce qui n'a été dans notre pensée qu'une marque d'intérêt, dès lors notre position se trouvait modifiée, et il nous devenait impossible de la conserver sans nous mettre en contradiction avec nous-mêmes.

Nous n'avons point voulu cependant prendre une décision sans faire connaître préalablement au roi François II les considérations qui nous l'imposaient et sans lui laisser le temps d'adopter, de son côté, les dispositions qu'il jugerait convenables. Nous lui avons adressé des avis qui nous étaient inspirés par l'état critique de ses propres affaires, et, nous le croyons, aussi par l'intérêt bien entendu de son avenir, si la Providence lui réserve un retour de fortune. Nous lui avons conseillé de mettre un terme à une lutte inégale, et de se faire un titre auprès de ses anciens sujets de la résolution d'arrêter l'effusion du sang. Nos conseils l'ont trouvé plein d'une confiance que nous ne pouvions ni partager ni soutenir.

Il nous en coûtait cependant d'insister d'une manière aussi pressante que l'exigeaient les circonstances, et nous étions d'autant plus portés à continuer de nous montrer animés du même bon vouloir, que les cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, nous avaient témoigné par des communications récentes l'intérêt qu'elles portaient elles-mêmes au roi François II.

Nous avons pensé que si nous parvenions à déterminer ce souverain à conclure une suspension d'armes, il pourrait dans cet intervalle s'éclairer entièrement sur le véritable état des choses et que, recueillant des données trop certaines sur l'impossibilité de poursuivre les hostilités avec avantage, il renoncerait spontanément à les reprendre.

cette conjoncture, à la cour d'Autriche de se rendre compte des dispositions des puissances, et c'est dans cette pensée qu'elle avait provoqué la réunion des souverains à Varsovie.

La Russie nous ayant fait connaître que son désir était de pouvoir préparer dans cette conférence une entente générale entre les grandes cours, en repoussant d'avance toute idée d'une entente particulière en dehors de la France¹, le gouvernement de Sa Majesté n'hésita point à exposer sa pensée tout entière. Ses principes en matière de non-intervention demeuraient invariables, et l'éventualité d'une agression du Piémont en Vénétie lui paraissait la seule hypothèse dans laquelle on pût raisonner avec utilité; mais, afin de faciliter les efforts de la Russie pour dissiper les défiances, il était prêt à faire connaître la conduite qu'il se proposait de tenir, dans le cas où une semblable hypothèse viendrait à se réaliser.

Le vice-amiral commandant l'escadre a donc été chargé de lui offrir ses bons offices pour la négociation d'un armistice.

Le gouvernement de l'Empereur attachait beaucoup de prix à conduire, s'il était possible, cette négociation à bonne fin, avant de rappeler son escadre; mais quel qu'en pût être le résultat, la nécessité de conformer notre conduite à nos principes en matière de non-intervention nous ferait un devoir de ne pas prolonger davantage la présence de notre escadre dans les eaux de Gaëte. Notre première proposition pour la conclusion d'un armistice n'ayant point été accueillie par le roi François II, le gouvernement de l'Empereur, ne pouvant hésiter davantage à prendre un parti impérieusement commandé par les circonstances, a décidé de formuler une nouvelle proposition. Basée sur une suspension d'armes dont le terme est fixé au 19 de ce mois, elle implique le départ immédiat de notre escadre, sauf un bâtiment, qui restera comme garant de l'armistice jusqu'à son expiration.

Le gouvernement sarde ayant adhéré à cette proposition, des ordres ont été expédiés à M. le vice-amiral de Tinan pour qu'il la communique sans délai au roi François II en l'invitant à cesser également les hostilités. Toutefois, au cas de refus de ce souverain, l'escadre ne quitterait Gaëte que dans un délai de huit jours, mais alors elle se retirerait tout entière. Nous aimons à nous persuader que le roi François II préférera accepter l'armistice qui lui est offert et que nous n'aurons pas le regret de voir ce jeune prince continuer une lutte dont il n'a rien à espérer, et que, dans tous les cas, nous ne pouvons encourager en maintenant plus longtemps notre pavillon devant Gaëte.

Signé : THOUVENEL.

1. *Le duc de Montebello à M. le ministre des affaires étrangères.*

Saint-Petersbourg, le 17 septembre 1860.

(Extrait.)

Monsieur le ministre, je vous ai annoncé avant-hier par le télégraphe que l'empereur Alexandre avait demandé à me voir: « Vous savez, m'a dit Sa Majesté, que le prince-régent de Prusse et l'empereur d'Autriche viendront me voir à Varsovie; l'opinion s'est beaucoup préoccupée de cette entrevue, avant même qu'elle fût décidée. On y a vu le germe d'une coalition. J'ai voulu m'expliquer avec vous sur les dispositions que j'y apporterai; j'en ai pas besoin de vous dire qu'elles seront amicales pour la France. Ce n'est pas de la coalition que je vais faire à Varsovie, mais de la conciliation, et je suis heureux de voir que le prince-régent est dans les mêmes sentiments. Dites à l'empereur Napoléon qu'il peut mettre sa confiance en moi. »

Signé : DUC DE MONTEBELLO.

Cette déclaration, formulée dans un *mémoire* remis au cabinet de Pétersbourg¹, est entièrement conforme à la politique suivie par le gouvernement impérial depuis l'annexion de l'Italie centrale au Pié-

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Montebello, à Saint-Pétersbourg.*

Paris, le 25 septembre 1860.

Monsieur le duc, en vous annonçant l'entrevue qui doit avoir lieu à Varsovie entre l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le prince-régent de Prusse, M. le prince Gortschakoff nous a entretenus du désir de son souverain de profiter de cette réunion pour préparer une entente générale entre les grandes puissances et faire disparaître les défiances dont les intérêts généraux ont à souffrir.

L'empereur Alexandre a bien voulu vous donner directement les mêmes assurances et confirmer sur tous les points le langage de son cabinet. Animée de ces dispositions, la cour de Russie nous demande seulement de lui faire connaître dans quelle mesure nous croirions pouvoir seconder ses efforts.

Désirant répondre à cette ouverture, je me suis placé en présence de l'éventualité qui préoccupe aujourd'hui si vivement les cabinets, celle d'une attaque du Piémont en Vénétie, et j'ai indiqué dans le *mémoire* ci-joint l'attitude que nous croirions devoir observer dans le cas où cette hypothèse viendrait à se réaliser. Vous êtes autorisé, monsieur le duc, à communiquer ce document à M. le prince Gortschakoff, et le cabinet de Saint-Pétersbourg en fera l'usage qu'il jugera convenable. Vous voudrez bien toutefois, en remettant cette communication à M. le ministre des affaires étrangères de Russie, lui faire remarquer que nous avons raisonné uniquement dans la prévision d'une agression de l'Italie contre l'Autriche, et qu'en dehors de cette conjecture, nous n'entrevoions aucune circonstance à laquelle ces bases puissent s'appliquer. C'est un point sur lequel nous nous faisons un devoir d'éclairer entièrement le cabinet de Saint-Pétersbourg, et il appréciera, nous n'en doutons pas, la franchise de nos explications.

Signé: TROUVENEL.

MÉMOIRE.

Annexe à la dépêche du 25 septembre.

1° Dans le cas où l'Autriche serait attaquée en Vénétie, la France est résolue à ne donner aucun appui au Piémont.

Pour que cet engagement catégorique conserve jusqu'à la fin une valeur obligatoire, il est présumé que les puissances allemandes se renfermeront dans une attitude d'abstention.

2° Il est convenu que l'état de choses qui a été le motif déterminant de la dernière guerre ne saurait être rétabli.

La garantie contre le retour de cette situation serait le maintien des bases convenues à Villafranca et stipulées à Zurich. La cession de la Lombardie ne pourrait par conséquent pas être mise en question, et l'Italie serait constituée en système fédératif et national sous la sauvegarde du droit européen.

3° Toutes les questions relatives aux circonscriptions territoriales des divers Etats de l'Italie et à l'établissement des pouvoirs destinés à la gouverner seront envisagées dans un congrès, sous le double aspect des droits des souverains actuellement dépossédés et des concessions nécessaires pour assurer la stabilité du nouvel ordre de choses.

4° Lors même que le Piémont viendrait à perdre les acquisitions qu'il a faites en dehors des stipulations de Villafranca et de Zurich, le traité par lequel il a cédé la Savoie et le comté de Nice à la France ne serait l'objet d'aucune discussion dans un congrès, et la France serait considérée comme ayant satisfait à ses engagements en réitérant l'offre de se substituer, en ce qui concerne la neutralisation d'une partie de la Savoie, aux obligations de la Sardaigne, telles qu'elles résultent de l'article 92 de l'acte de Vienne. Les droits et les devoirs dérivant de la neutralisation éventuelle de ce territoire seraient déterminés par une convention conclue directement entre la France et la Suisse, et soumise aux puissances garantes de la neutralité helvétique.

mont. La France, redevenue entièrement libre, a répudié toute solidarité dans les envahissements du gouvernement sarde. C'est à ses risques et périls que le Piémont s'est engagé dans cette série d'entreprises qui ont étendu sa souveraineté jusqu'à Naples et à Palerme; et si, cédant aux passions qui cherchent à l'y entraîner malgré les conseils de l'Europe entière, il prenait l'initiative d'une agression contre l'Autriche, énergiquement désapprouvée par la France, il ne pourrait plus espérer son appui. Nous ne prendrions point part aux hostilités entre l'Autriche et l'Italie, et nous nous bornerions à sauvegarder les avantages que l'Empereur et la France peuvent considérer comme leur œuvre, et que notre armée a payés de son sang, c'est-à-dire les résultats de la paix de Villafranca.

La déclaration du gouvernement de l'Empereur, communiquée aux deux autres souverains qui s'étaient rendus à Varsovie, a fait l'objet de leurs délibérations. La modération de nos vues, dans l'éventualité d'une guerre provoquée par le Piémont, de même que l'évidence des considérations que nous avons présentées sur les dangers d'une intervention étrangère, ont été appréciées. Les cabinets eussent désiré, à la vérité, que les idées exprimées dans la déclaration de la France pussent être prises pour bases d'une entente que l'on eût essayé, dès à présent, d'établir; mais, à la suite des explications que nous avons données¹, les puissances ont reconnu que nous ne pouvions nous pla-

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le duc de Montebello,
à Saint-Petersbourg.*

Paris, le 3 décembre 1860.

Monsieur le duc, les communications qui nous avaient été annoncées à la suite de l'entrevue de Varsovie m'ont été remises par M. le comte de Kisselef et vous en trouverez la copie ci-jointe.

Je dois, avant tout, rendre un nouvel hommage au rôle de conciliation dont la cour de Russie s'est spontanément chargée dans cette réunion de souverains. Son but était de coopérer au rétablissement de la confiance, et ses efforts ne sont point demeurés infructueux. Si les conversations dont le memorandum déposé par nous entre les mains de l'empereur Alexandre a été l'objet à Varsovie n'ont point amené un accord immédiat, elles ont eu cependant des résultats utiles en mettant les puissances dans le cas de se faire connaître mutuellement leurs intentions et d'échanger des idées qui ne peuvent être que favorables au maintien de la paix.

Des divergences d'appréciation subsistent toutefois, monsieur le duc, et c'est sur ce point que nous sommes invités aujourd'hui à faire connaître la pensée du gouvernement de l'Empereur. Pour répondre à ce désir, il suffira de rappeler comment nous avons été amenés à confier nos vues au cabinet de Saint-Petersbourg et pourquoi nous n'avons pas cru devoir embrasser dans nos prévisions toutes les éventualités. La cour de Russie, en nous faisant part d'une entrevue qui lui permettait d'exercer son influence dans l'intérêt de la paix, nous avait entretenus de ses intentions et nous avait demandé dans quelle mesure nous serions disposés à faciliter ses démarches. Nous n'avons point hésité à lui donner toutes les explications propres à la satisfaire.

Si souhaitable qu'eût été un pareil résultat, nous ne nous étions point proposé de formuler le programme d'une entente générale, s'appliquant sans plus tarder aux circonstances actuelles. Nous jugeons en effet que cette entente n'était pas possible dans

cer en présence d'une hypothèse différente de celle que nous avons envisagée.

En résumé, après les événements de l'Italie méridionale et l'entrevue des souverains à Varsovie, la situation respective des grands cabinets demeure la même. Leurs rapports n'en ont pas été altérés, et toutes les puissances paraissent persuadées, comme nous, que de

le moment présent, et nous étions convaincus qu'elle ne le deviendrait que dans les conjonctures susceptibles d'attribuer un but pratique et nettement défini à l'intervention des cabinets. En dehors des obstacles inhérents à la nature des choses et que le temps et la marche des événements peuvent seuls aplanir, il en existait un autre dont nous ne nous dissimulons pas la gravité. L'attitude de la France dans la prévision d'une éventualité qui ne cesse de préoccuper en première ligne l'opinion publique, celle d'une agression contre la Vénétie, était l'objet d'un doute, ou, pour mieux dire, d'une défiance que l'interruption de nos rapports diplomatiques avec le cabinet de Turin n'avait pas apaisée.

Le gouvernement de l'Empereur, puisque l'occasion lui en était offerte, a pensé qu'il devait aller au-devant d'une question que l'Autriche et la Prusse ne lui posaient pas, mais qui avait, à leurs yeux, une importance extrême. C'est ainsi que, laissant de côté l'examen d'autres combinaisons au sujet desquelles il ne nous appartenait pas plus de préjuger les résolutions des autres cabinets qu'il ne nous était possible d'arrêter préventivement les nôtres, nous avons été amenés à raisonner seulement dans l'hypothèse qui semblait à tout le monde la plus menaçante pour la paix de l'Europe, et à exposer les bases que nous serions prêts, le cas échéant, à adopter avec les autres puissances pour le règlement des affaires de l'Italie.

Les considérations qui nous ont guidés, monsieur le duc, lorsque nous nous en sommes ouverts avec le cabinet de Saint-Petersbourg, n'ont rien perdu de leur force. Dans l'état des idées et des choses, quand les Italiens sont plus que jamais sous l'empire des conceptions politiques dont ils poursuivent la réalisation, il est assurément permis de croire que toute discussion diplomatique, toute réunion des puissances impliquant plus ou moins directement une intervention étrangère, manquerait aujourd'hui d'opportunité, et que cette tentative prématurée, loin de simplifier les difficultés, n'aurait pour effet que de les accroître. Ai-je besoin de faire ressortir celles que rencontrerait l'accord des cabinets? Sans parler de nos propres opinions en ce qui concerne le principe de non-intervention, comment pourrait-on espérer que le gouvernement de Sa Majesté britannique modifiât les siennes après la manifestation publique qu'il en a récemment faite? et comment réunir un congrès ou entreprendre une négociation si étroitement liée aux intérêts généraux, sans la participation de l'Angleterre?

Nous ne pouvons donc, monsieur le duc, que nous en tenir aux déclarations dont le cabinet de Saint-Petersbourg a bien voulu être l'organe à Varsovie. Nous n'avons rien à y retrancher. Nous serons toujours disposés à y conformer notre conduite, si les événements en vue desquels nous en avons arrêté les termes viennent à se réaliser; mais nous ne voyons encore aucune autre hypothèse dans laquelle notre position nous permette de nous placer avec un plan préconçu, ou qui puisse être actuellement avec utilité le sujet de négociations générales entre les grandes cours.

J'en dirai autant de quelques-unes des questions abordées dans la dépêche adressée à M. le prince Gortschakoff par le baron de Schleinitz. Nous n'avons pas prévu, nous ne prévoyons pas la défaite de l'Autriche; c'est le cas contraire que nous avons admis comme le plus probable, et jamais le cabinet de Vienne n'a demandé à la France de lui garantir la possession de la Vénétie. Quant au développement de nos idées touchant les conditions les plus propres à réorganiser l'Italie, lorsque des revers auraient été la conséquence de sa témérité, les termes mêmes du paragraphe du memorandum auquel M. le ministre des affaires étrangères de Prusse fait allusion indiquent que c'est seulement dans un congrès que nous pourrions le donner, en nous inspirant du double principe que nous avons posé.

Je n'ai d'ailleurs, monsieur le duc, aucune objection à mettre le cabinet de Saint-

l'observation du principe de non-intervention dépend le maintien de la paix générale; toutes également semblent décidées à régler leur conduite d'après cette considération. L'Autriche, enfin, dont les dispositions dans cette question ont une importance particulière, a admis, avec nous, que dans les circonstances actuelles, la politique d'abstention était la plus sage, et elle a clos l'échange des communications que l'entrevue de Varsovie a amenées entre le cabinet de Vienne et nous, en renouvelant l'assurance de son intention de ne point sortir, quant à présent, d'une attitude expectante, à moins d'y être provoquée par une attaque contre son territoire ¹.

Si donc l'Italie se borne à rechercher librement les bases d'une organisation définitive à l'abri du principe de non-intervention, si elle ne prend pas une initiative qui l'exposerait aux dangers les plus certains, il y a lieu d'espérer que la paix ne sera pas troublée; c'est à assurer ces résultats que le gouvernement de l'Empereur consacre tous ses efforts, persuadé que la paix, ce premier besoin des sociétés modernes, est non moins favorable aux intérêts de l'Italie que conforme aux vœux de l'Europe, et que détourner la Péninsule de toute pensée de guerre, c'est lui donner une nouvelle preuve de l'intérêt de la France.

Pétersbourg en mesure d'édifier pleinement les cours d'Autriche et de Prusse sur le sens de nos déclarations à l'égard de la Confédération germanique.

En parlant de l'abstention de l'Allemagne comme de l'une des conditions de la nôtre, dans le cas d'une guerre provoquée par le Piémont, nous n'avons point eu la pensée de considérer comme une participation aux hostilités les mesures de précaution qu'il appartient à la Confédération d'adopter en pareil cas dans l'intérêt de sa sûreté, et, aussi longtemps que de semblables mesures n'auraient pas le caractère d'un concours effectif prêté à l'une des parties belligérantes, notre intention ne serait nullement d'y chercher un motif pour sortir nous-mêmes de la neutralité.

Quant à l'opinion exprimée par le cabinet de Berlin au sujet des arrangements définitifs à prendre concernant la neutralisation de certains districts de la Savoie, je puis m'en référer à toutes les communications antérieurement adressées par nous aux puissances signataires de l'acte général de Vienne. Si nous avons l'émis l'idée d'une négociation directe entre le gouvernement de l'Empereur et le gouvernement helvétique, c'est que plusieurs cabinets l'ont simultanément suggérée, mais nous n'y avons vu qu'un moyen propre à préparer plus promptement un accord qui devrait toujours, avant d'entrer dans le droit public, recevoir une consécration européenne.

Je vous ai exposé, monsieur le duc, notre pensée tout entière sur la communication que j'ai reçue de M. l'ambassadeur de Russie. J'aime à espérer que les cours d'Autriche et de Prusse apprécieront la franchise de ces explications, et, afin que le cabinet de Saint-Pétersbourg puisse, s'il le juge utile, les faire parvenir à Vienne et à Berlin dans leur teneur même, je vous invite à laisser copie de cette dépêche à M. le prince Gortschakoff.

Signé : TROUVENEL.

1. *Le ministre des affaires étrangères à M. le marquis de Moustier, à Vienne.*

Paris, le 25 décembre 1860.

Monsieur le marquis, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le mander, M. l'ambassadeur d'Autriche a été chargé de m'entretenir de ma réponse aux communications du

Pendant que le danger d'un conflit semble moins imminent au midi, de nouvelles difficultés surgissent dans le nord de l'Europe. On connaît le différend déjà ancien qui s'est élevé entre la confédération germanique et le Danemark, au sujet de la position constitutionnelle des duchés de Holstein et de Lauenbourg dans la monarchie danoise. Ces duchés faisant partie du territoire fédéral, le gouvernement de l'Empereur, d'accord avec la Grande-Bretagne et la Russie, a cru devoir considérer cette question comme purement allemande, sans s'immiscer en aucune façon dans les discussions dont elle a été l'objet entre la diète de Francfort et le cabinet de Copenhague. Usant, toutefois, de notre influence dans le sens de la conciliation, nous n'avons cessé de tenir partout le langage que nous jugions de nature à faciliter un rapprochement. Nous continuons de conseiller au gouvernement danois de détourner le danger d'une exécution fédérale en satisfaisant aux demandes de l'Allemagne dans ce qu'elles peuvent avoir de légitime et en tenant compte du vœu des populations dans la mesure de l'équité.

Les affaires de l'Europe, en occupant d'une manière si constante la pensée du Gouvernement de Sa Majesté, ne l'ont point empêché d'accorder la plus sérieuse attention à des intérêts plus lointains. Pendant qu'un corps expéditionnaire français, coopérant avec des troupes anglaises, se préparait à venger en Chine la foi des traités, les droits de

cabinet de Saint-Petersbourg au sujet des pourparlers de Varsovie. En vous autorisant à la lire à M. le comte de Rechberg sans attendre que le cabinet russe l'eût transmise à Vienne, je vous invitais à faire part à M. le président du conseil des considérations que nous inspire la situation présente, et principalement à lui signaler les difficultés qu'elle oppose à toute démarche des puissances. Je vous disais que devant ces difficultés il convenait d'attendre des conjonctures plus propices à un accord, et que si des complications survenaient, il serait plus facile, sous l'empire des circonstances, de combiner les mesures propres à prévenir un conflit. J'ajoutais qu'en attendant, le gouvernement de l'Empereur, qui rejette loin de lui toute idée d'une nouvelle lutte entre l'Autriche et la France, ne négligerait aucune occasion pour exercer son influence en Italie dans le sens de la paix.

M. le prince de Metternich a bien voulu me dire que la cour d'Autriche, en se déclarant à Varsovie prête à participer à une entente générale sur les affaires de la Péninsule, ne s'était point dissimulé les difficultés dont nous avons été frappés nous-mêmes. Aussi avait-elle jugé qu'une conférence n'aurait aucune chance de succès si elle n'était précédée d'un accord sur des bases parfaitement définies. Dans l'état des choses, le cabinet de Vienne reconnaissait avec nous l'impossibilité d'arrêter les termes de cet accord et pensait que des rapports d'amitié et de confiance étaient, en attendant, le meilleur moyen de prévenir la crise ou de la conjurer. L'Autriche entraînait donc volontiers dans l'ordre d'idées où le gouvernement de l'Empereur s'est placé.

Tel a été en substance le langage de M. le prince de Metternich. Il ne saurait nous laisser de doutes sur l'accueil que notre manière de voir a rencontré à Vienne. Nous y trouvons en même temps la preuve de l'intention de la cour d'Autriche de ne rien faire qui puisse ajouter aux complications actuelles. Nous avons donc reçu ces assurances avec une satisfaction sincère, et nous sommes heureux que les communications échangées entre le cabinet de Vienne et nous, à propos des pourparlers de Varsovie, aient eu un résultat aussi important pour le maintien de la paix générale.

Signé : THOUVENEL.

l'humanité violée dans le Liban et à Damas venaient de réclamer également la protection de l'Europe. D'abord, on avait cru que l'augmentation des forces navales des puissances sur le littoral de la Syrie suffirait pour intimider les auteurs de ces massacres et pour arrêter l'effusion du sang; mais, lorsque l'on connut l'étendue du mal, on ne put douter que l'envoi d'un corps de troupes, qui se porterait au besoin dans l'intérieur du pays, ne fût impérieusement exigé par les circonstances.

Le cabinet français s'en ouvrit aux grandes cours. Dans sa pensée, au surplus, cette mesure ne devait être prise que de concert avec la Porte et à la suite d'un accord qui lui donnerait un caractère européen. Les divers cabinets accueillirent favorablement ces ouvertures, et ils exprimèrent en même temps le vœu que le corps expéditionnaire fût principalement composé de troupes françaises. Le gouvernement de l'Empereur ne déclina point les charges que cette mission lui imposait, et, pressant, autant qu'il dépendait de lui, la signature des arrangements préalables, il prit sans retard les dispositions nécessaires pour les exécuter aussitôt qu'ils seraient conclus.

D'autre part, le gouvernement de Sa Majesté avait émis l'opinion qu'il serait utile que des délégués des puissances fussent envoyés en Syrie¹, à l'effet de coopérer, avec un commissaire ottoman, à la répa-

1. *Le ministre des affaires étrangères, aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin.*

Paris, le 6 juillet 1860.

Monsieur, les événements qui viennent de se passer dans le Liban ont, comme nous devons nous y attendre, profondément ému l'opinion, et tous les cabinets ont compris qu'ils leur créaient des devoirs. Tous se sont empressés de fournir à leurs agents sur les lieux les moyens en leur pouvoir pour protéger les populations chrétiennes, et il est à espérer que ces moyens, combinés avec l'envoi de troupes ottomanes mises à la disposition de Fuad-Pacha, suffiront pour arrêter au moins l'effusion du sang. Mais, après de pareilles scènes et une semblable perturbation dans tous les rapports, il ne suffit pas, pour satisfaire aux principes de justice et d'ordre, et pour rétablir un état de choses durable, de comprimer l'insurrection et d'obliger les Druses à déposer les armes. La situation exige des mesures propres à la fois à réparer d'effroyables calamités et à en prévenir le retour.

Dans cette seconde partie de la tâche, les puissances, Monsieur, me paraissent avoir un rôle tracé d'avance par les antécédents de la question. Les contestations entre les Maronites et les Druses, bien qu'elles n'aient point encore peut-être présenté un tel caractère d'acharnement et pris des proportions aussi fâcheuses, ont déjà, à diverses époques, occupé les cabinets; et l'arrangement de 1842, destiné à régler le régime administratif dans le Liban, est le résultat d'un accord conclu entre eux et la Porte. Cet arrangement se trouve aujourd'hui méconnu par les Druses, et les puissances qui en avaient arrêté la condition et les termes avec le gouvernement ottoman, sont par cela-même naturellement appelées à examiner, de concert avec lui, les causes auxquelles il convient d'en attribuer la violation, ainsi que les dispositions qu'il peut y avoir lieu d'y substituer. La Porte n'a jamais fait difficulté d'admettre les bons offices de la diplomatie dans les conflits qui ont successivement éclaté entre les populations du Liban, et l'accord que nous jugeons indispensable ne constituerait nullement une

ration des désastres éprouvés par les chrétiens et à la punition des coupables. Cette commission devait, en outre, rechercher, pour les proposer à l'appréciation des puissances, les éléments d'une réorganisation administrative propre à prévenir le retour de semblables calamités dans la Montagne. Cette proposition a été également adoptée par les cabinets, et les travaux de la commission réunie à Beyrouth ont commencé simultanément avec les premières opérations du corps expéditionnaire.

La présence de nos troupes dans Liban a eu les conséquences que l'on pouvait en attendre. Elle a rendu, momentanément du moins, aux populations chrétiennes, si cruellement décimées, la confiance et l'espoir. Mais l'occupation en Syrie est limitée par la convention signée le 5 septembre, à une durée de six mois ¹. Ce terme approche, et le gouvernement de l'Empereur s'est demandé si le départ des

innovation ou un acte d'intervention dont on aurait à redouter l'effet pour la considération ou l'indépendance de la Turquie. Ce serait conforme aux précédents, et l'on n'y pourrait voir qu'une conséquence logique d'une entente antérieure, à laquelle la Porte elle-même a prêté les mains et qu'elle doit désirer de maintenir parce qu'elle y trouvera un moyen de donner à de nouveaux arrangements toute l'autorité nécessaire.

Pour se former une idée exacte des faits accomplis et des nécessités de la situation, la voie à suivre me semble indiquée par la nature des choses. Les puissances ne seraient pas suffisamment éclairées sur les difficultés et les besoins dont il faut tenir compte si l'on ne procédait par voie d'examen sur les lieux et d'enquête collective. Le gouvernement de l'Empereur jugerait donc utile l'institution d'une commission formée des délégués des puissances et de la Porte. Cette commission serait envoyée dans le Liban pour rechercher les circonstances qui ont provoqué les derniers conflits, déterminer la part de responsabilité des chefs de l'insurrection et des agents de l'administration locale, ainsi que les réparations dues aux victimes, et enfin d'étudier, pour les soumettre à l'approbation de leurs gouvernements et de la Porte, les dispositions qui pourraient être adoptées en vue de conjurer de nouveaux malheurs.

Si, comme l'accord qui s'est établi spontanément dans les appréciations de toutes les cours à la nouvelle des massacres du Liban me donne lieu de l'espérer, elles approuvaient cette idée, elles auraient entre les mains tous les éléments nécessaires pour concorder avec la Porte un arrangement qui, résultant d'un examen approfondi et réunissant une adhésion unanime, offrirait toutes les chances possibles de durée.

C'est donc avec confiance, Monsieur, que je vous invite à faire part de cette proposition à M. J'adresse la même communication aux cours de. De tout temps la sollicitude de la France s'est exercée dans le Liban : c'est une tradition que le gouvernement de Sa Majesté ne saurait répudier. Elle nous imposait le devoir d'accomplir cette démarche auprès des puissances. Toutefois, en prenant l'initiative dans les circonstances présentes, nous ne sommes dirigés par aucune vue particulière ni par le désir préconçu de poursuivre, en faveur de l'une des deux populations entre lesquelles le conflit s'est élevé, aucun avantage exclusif. Nous ne nous proposons d'autre objet que de concourir avec les puissances et au même titre, dans l'intérêt de la paix de l'Orient, à rétablir le calme et l'ordre sur un point où ils ne peuvent être troublés sans la mettre sérieusement en danger.

Vous voudrez bien donner lecture de cette dépêche à M. et lui en remettre copie.

Signé : THOUVENEL.

1. Voir la *Convention pour la répression des troubles de Syrie*, page 180 du présent volume.

troupes françaises pourrait s'effectuer, à l'expiration de ce délai, sans danger pour la sécurité des chrétiens. Désirant avant tout exécuter loyalement les stipulations convenues, mais devant, d'autre part, dégager entièrement sa responsabilité, il a jugé opportun de mettre les puissances dans le cas d'examiner cette question de concert avec lui, et il propose de réunir la conférence, afin de provoquer à ce sujet une entente ¹. Il est disposé à continuer avec le même désintéressement les sacrifices que l'expédition de Syrie met à sa charge. Dans le cas, toutefois, où les puissances estimeraient qu'il convient de désigner l'une ou plusieurs d'entre elles pour y participer, nous serions prêts à accepter leur concours, car la France ne poursuit en Syrie aucun but politique; elle obéit uniquement à un sentiment d'humanité.

L'expédition envoyée en Chine a eu pour objet de faire respecter

1. *Le ministre des affaires étrangères aux représentants de l'Empereur d Londres, Berlin, Saint-Petersbourg, Vienne et Constantinople.*

Monsieur,

Nous approchons du terme fixé par la convention du 5 septembre dernier pour la durée de l'occupation en Syrie. J'ai eu plusieurs fois à vous entretenir des intentions de l'Empereur à ce sujet. Investis de la mission d'exécuter des décisions communes, nous tenons avant tout à remplir les conditions auxquelles nous avons reçu le mandat. Toutefois, par cette raison même, avant de quitter la Syrie, nous regardons comme un devoir de mettre les puissances dans le cas d'examiner de concert si le départ du corps expéditionnaire à la date convenue peut s'effectuer sans danger pour la tranquillité du pays, et il nous semble opportun d'appeler sur ce fait leur attention.

Les puissances ne se sont proposé en Syrie aucun but politique, et le gouvernement de l'Empereur s'est entièrement associé à leur pensée. Elles poursuivent une œuvre d'humanité; cette œuvre est-elle accomplie? Les cabinets connaissent comme nous l'état des choses et savent combien la pacification a marché jusqu'ici avec lenteur. La commission européenne constituée à Beyrouth avait d'abord à pourvoir aux nécessités les plus urgentes en provoquant d'un côté des réparations, de l'autre des châtiements. Ce n'était là cependant qu'une partie de sa tâche, et non la plus importante. Elle devait encore recueillir et proposer aux puissances les éléments d'un nouvel arrangement qu'il s'agit de combiner avec le gouvernement ottoman pour l'administration de la Montagne. Ce travail, en effet, est le complément indispensable de toutes les autres mesures déjà prises ou à prendre d'un commun accord avec la Porte. Tant qu'il n'est pas achevé, on peut dire que rien n'est fait; car, dans l'état de désordre où sont toutes choses en Syrie, l'essentiel est de fixer les conditions du nouveau gouvernement du Liban, et c'est là aussi ce que les puissances ont voulu.

Non-seulement ce vœu n'est pas rempli, mais la commission arrive à peine au terme des questions de répression et d'indemnité pour ce qui concerne le Liban; d'autre part, l'entente n'est pas encore définitive pour l'indemnité à prélever à Damas, et la Porte manifeste l'intention d'évoquer à Constantinople la solution de cette question. La réorganisation administrative a été, à la vérité, abordée récemment dans des entretiens confidentiels. Mais, absorbés par d'autres soins, les délégués ne se sont point, jusqu'à présent, trouvés en mesure de la traiter officiellement, et il serait difficile de déterminer le moment où ils pourront communiquer aux puissances le résultat de leurs études.

Enfin, M..., l'incertitude même que les retards laissent planer sur la réorganisation du Liban entretient les esprits dans un état d'excitation extrême, et les renseignements que nous possédons nous font craindre que le départ de nos troupes ne soit suivi de

des principes également sacrés, ceux du droit des gens méconnu et les grands intérêts de la civilisation européenne. Le traité que la France et l'Angleterre avaient conclu en 1858 à Tien-Tsin portait que les ratifications ordinaires seraient échangées à Pékin, et les ministres de France et l'Angleterre avaient reçu l'ordre de procéder à l'accomplissement de cette formalité. Mais les agents des deux puissances, avec les forces navales qui les accompagnaient, se virent fermer l'entrée du Peï-Ho, et, attaqués lorsqu'ils devaient moins que jamais s'y attendre, puisqu'ils remplissaient une mission essentiellement pacifique, ils furent obligés de renoncer à se rendre dans la capitale du Céleste-Empire¹. La conduite du gouvernement chinois ne constituait pas seu-

nouveaux désordres, s'il a lieu avant que les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des populations aient été adoptées.

Devant des considérations de cette nature, tous les cabinets comprendront que nous attachions beaucoup de prix à dégager notre responsabilité. Si, d'une part, nous entendons demeurer fidèles aux stipulations arrêtées par la conférence, de l'autre, nous ne voulons point que l'on puisse nous reprocher de n'avoir point signalé le danger que nous croyons entrevoir. Nous sommes donc amenés à demander aux puissances de faire connaître à cet égard leur pensée, en nous réservant simplement d'exprimer la nôtre dans les délibérations, comme signataires de la convention du 5 septembre, c'est-à-dire au même titre que les autres cabinets.

Nous avons prouvé, par l'insistance que nous avons mise à presser les travaux de la commission, combien nous désirions pouvoir évacuer la Syrie à la date stipulée. et encore aujourd'hui, personne ne verrait avec une satisfaction plus sincère que les circonstances nous permettent de réaliser ce désir. Si les puissances décident qu'il y a lieu de proroger le terme de l'occupation, ayant accepté de fournir l'effectif du corps expéditionnaire, nous ne refuserons point, sans doute, de continuer les sacrifices que nous nous sommes imposés pour prêter au Sultan la coopération de nos troupes; mais, dans le cas où les puissances seraient d'avis qu'il convient de désigner l'une ou plusieurs d'entre elles pour participer à cette mission, nous serions prêts à accepter leur concours.

Il me semble, M..., que le moyen le plus naturellement indiqué pour établir une entente sur ces divers points, ce serait de convoquer la conférence. Si cette manière de voir obtient l'assentiment du cabinet de..., je vous prie de me le faire connaître le plus tôt possible, et je provoquerais la réunion des plénipotentiaires aussitôt que l'adhésion des différentes cours me serait parvenue.

Vous voudrez bien donner lecture et laisser à M..., copie de cette dépêche que j'adresse également aux représentants de l'Empereur à...

Paris, 18 janvier 1861.

Signé : TROUVENEL.

1. M. de BOURBOULON à M. le ministre des affaires étrangères.

A bord du *Duchayla*, devant l'embouchure du Peï-Ho, 30 juin 1859.

Monsieur le comte, l'espoir fondé sur la dernière note du commissaire impérial Kouei-Liang à M. Bruce, que j'exprimais à Votre Excellence au moment de notre départ de Chang-Haï ne s'est pas réalisé. Si Votre Excellence veut bien commencer par prendre connaissance de cette note, dont je n'avais pu lui donner dans ma dernière lettre que la substance, elle admettra, je crois, qu'en présence d'assurances aussi positives et d'un langage pour la première fois aussi explicite de la part du principal secrétaire d'Etat de la Chine, et eu égard, en outre, aux circonstances qui avaient précédé cette déclaration, nous avions, mon collègue d'Angleterre et moi, de bonnes raisons de croire que le cabinet de Pékin, instruit par l'expérience de l'année dernière,

lement une violation flagrante de l'une des clauses essentielles du traité de Tien-Tsin ; elle annonçait l'intention de s'en affranchir et de contester aux deux puissances les avantages qu'elles avaient obtenus. L'approbation publiquement donnée par l'empereur de Chine aux autorités de Takou ne pouvait laisser aucun doute ; il était manifeste

reculerait devant un acte de mauvaise foi aussi insigne et aussi hasardeux que celui de se refuser à l'échange des ratifications des traités dans le délai prescrit, en opposant une vive résistance ouverte à notre voyage à Pékin, et de violer aussi les engagements solennels contractés par lui l'année dernière au moment où il s'agissait de les revêtir de la dernière sanction qui devait en précéder et en assurer la mise à exécution. Cependant, monsieur le comte, il n'en a pas été ainsi, et ce qui vient de se passer sur les lieux d'où je vous écris démontre une fois de plus que, quelque sévères qu'aient été les leçons infligées à ce gouvernement depuis dix-neuf ans, elles n'ont pas encore été suffisantes pour le faire renoncer à ses arrogantes prétentions de suzeraineté universelle, pour l'amener à reconnaître dans les grandes puissances occidentales des égaux avec lesquels il devait consentir à traiter de souverain à souverain, et non des barbares qu'il s'agissait d'écarter de ses côtes par ruse ou par force, qu'il en est encore à repousser avec un orgueil obstiné toutes relations politiques avec les autres nations, et qu'étranger encore aujourd'hui à tout sens de moralité, à toute notion de droit international, les traités ne sont obligatoires, n'ont de valeur, à ses yeux, qu'autant qu'ils sont placés sous la garantie de la force, et d'une force présente capable de l'intimider ou de le contraindre.

Mais, je me hâte, monsieur le comte, de vous mettre au fait de ce qui s'est passé et d'annoncer à Votre Excellence avec un profond regret, qu'à notre arrivée devant l'embouchure du Pei-Ho, nous avons trouvé l'entrée de cette rivière barrée de fortes estacades appuyées sur les deux rives par des fortifications d'une grande étendue ; que l'amiral Hope ayant itérativement demandé qu'on nous livrât passage, sans avoir pu s'aboucher avec aucune autorité, il a dû être entrepris de forcer cette entrée, et que cette tentative a malheureusement échoué.

J'ai maintenant à rendre compte à Votre Excellence, d'une manière plus détaillée, des circonstances qui ont précédé ou accompagné ce grave et douloureux événement.

Pour reprendre les choses au point où je les avais laissées dans ma dernière dépêche, je dois ajouter à ce que j'ai déjà fait connaître à Votre Excellence qu'il avait été convenu d'accord avec moi, entre M. Bruce et l'amiral Hope, que ce dernier, qui nous précédait de quelques jours, devait, à son arrivée au Pei-Ho, annoncer aux autorités avec lesquelles il pourrait communiquer notre prochaine arrivée et demander en notre nom à tous deux que le passage nous fût livré pour nous rendre librement à Tien-Tsin, comme aussi qu'on nous facilitât les moyens de nous acheminer sans retard vers la capitale. L'amiral, étant arrivé ici dans la journée du 17 avec toutes ses forces, s'occupa dès le lendemain de remplir cette mission en se transportant lui-même avec une de ses canonnières de l'autre côté de la barre, tant pour faire remettre aux autorités locales la dépêche annonçant notre arrivée que pour reconnaître par ses propres yeux l'entrée de la rivière. Mais l'officier et l'interprète envoyés par lui à terre ne purent communiquer avec aucune autorité ; ils trouvèrent seulement quelques soi-disant pay-sans ou gens de la milice qui leur assurèrent qu'il n'y avait à proximité aucun chef, aucun commandant investi de quelque autorité : interrogés cependant sur les motifs qui avaient fait placer les barrages que l'on voyait en travers de la rivière et sur l'intention des travaux de défense, fort étendus depuis l'année dernière et partiellement encore inachevés, qui s'élevaient sur les deux bords, ils dirent que ces mesures de précaution étaient prises contre les rebelles et nullement contre les étrangers, et que sans doute, sur notre demande, les obstacles qui empêchaient le passage seraient enlevés. La dépêche de l'amiral fut laissée entre les mains de ces gens, l'interprète annonçant qu'il reviendrait le surlendemain pour en chercher la réponse. L'amiral se rendit, en effet, de nouveau le 20, dans l'après-midi, à l'entrée de la rivière. Comme il se dispo-

qu'il fallait ou renoncer aux résultats d'une première expédition, ou se préparer, par un envoi de forces plus imposant, à faire sentir au gouvernement chinois tout le danger de manquer au respect des conventions diplomatiques.

Des considérations tirées de l'ensemble de notre position dans les

sait à envoyer à terre, les mêmes gens se disant sans qualité avec lesquels on avait communiqué précédemment se présentèrent à son bord et remirent une dépêche d'une autorité locale subalterne qui ne précisait rien, ne laissait entrevoir que de nouveaux délais et qui, en définitive, était, dans les circonstances du moment, on ne peut moins satisfaisante. L'amiral se retira en faisant réitérer à ces autorités invisibles l'avis que l'intention des ministres anglais et français était de remonter immédiatement la rivière de Tien-Tsin et l'invitation de déplacer les obstacles qui en barraient le passage.

Partis de Chang-Haï le 15 et de Wou-Song le 18 au matin, nous arrivâmes, M. Bruce dans la journée du 20, et moi, avec le *Duchayla*, le même jour, vers dix heures du soir, au mouillage de l'embouchure du Peï-Ho. Le *Norzagaray* y était également arrivé dans la journée.

Il ne m'était plus permis de douter, en présence des défenses accumulées à l'entrée de la rivière et de l'attitude tacitement hostile des autorités locales, que le cabinet de Pékin, quoique parfaitement instruit de nos intentions, appuyées sur les termes des traités, par nos notes du 18 mai adressées à Kouei-Liang de Hong-Kong, et probablement même par celles remises à ce commissaire impérial à notre arrivée à Chang-Haï, que le cabinet de Pékin, dis-je, ne fût résolu, et cela de longue main, à s'opposer par tous les moyens à notre passage. Il est vrai que cette conduite était en contradiction flagrante avec les assurances si positives et si pacifiques données par Kouei-Liang à M. Bruce la veille du départ de Chang-Haï; mais cette contradiction pouvait s'expliquer de diverses manières, soit par ce que l'on savait depuis longtemps de l'existence à la cour de Pékin de deux partis, l'un inclinant à la paix, c'est-à-dire aux accommodements avec les étrangers, et dont le principal représentant était Kouei-Liang, l'autre poussant à la guerre et à la rupture des traités et qui depuis notre retraite de Peï-Ho, l'année dernière, serait redevenu prédominant; soit, ce qui n'est pas impossible, quoique cependant peu probable, par un acte d'extrême duplicité de Kouei-Liang lui-même, qui, n'ayant pu réussir à nous retenir à Chang-Haï, aurait voulu, par des assurances mensongères de dispositions amicales, nous entraîner plus sûrement dans une sorte de guet-apens. Toujours est-il que ces assurances du premier ministre de l'Empire chinois, reconnaissant si formellement notre droit d'aller échanger les traités à Pékin, et invitant même le ministre anglais à se rendre à Tien-Tsin, légitimait plus que jamais notre résolution de poursuivre sans retard notre voyage vers la capitale. D'un autre côté, le temps, quoique encore assez suffisant, pressait pour que nous pussions être rendus à Pékin à temps pour effectuer l'échange des ratifications dans les délais fixés, et si nous nous laissions arrêter, non plus par des ruses diplomatiques, mais par des obstacles matériels mis en travers de notre chemin, si nous permettions au gouvernement chinois, au moment d'inaugurer et de mettre en vigueur les nouveaux traités, de se soustraire par la menace d'une résistance ouverte à la première de ses obligations, dans quelle position nous trouverions-nous pour procéder à la mise à exécution des autres stipulations de ces mêmes traités, pour donner suite surtout aux instructions de nos gouvernements, qui nous prescrivaient de remettre nos lettres de créance dans la main de l'empereur de la Chine lui-même, et d'établir en général les nouvelles relations à Pékin sur un pied digne des nations que nous représentons?

Telles sont, monsieur le comte, les considérations qui m'amènèrent à conclure que, dans la situation où nous étions placés, nous devons nous ouvrir, même par la force les portes du Peï-Ho et continuer notre marche vers la capitale.

La journée du 23 se passa sans incident remarquable; celle du 24 fut employée activement à prendre toutes les dispositions pour un conflit que tout le monde considérait dès lors comme inévitable.

Le 25, vers deux heures, les bâtiments ayant été disposés en face des forts des deux

mers de Chine contribuait, au reste, à fixer nos déterminations. A la suite des négociations de Tien-Tsin, et à la faveur de leur heureuse conclusion, nous avions signé avec le Japon, un traité qui, pour la première fois, nous ouvrait l'accès de cet empire. Si nous endurions l'atteinte portée au traité de Tien-Tsin, nous pouvions craindre que l'autorité de celui de Yeddo ne s'en trouvât affaiblie. En même temps, nous avions à nous préoccuper des intérêts de l'expédition poursuivie en Cochinchine avec le concours de l'Espagne. Sur ce terrain aussi il

côtés de la rivière, ordre avait été donné à l'*Opossum*, suivi de près par le *Plover*, de s'amarrer fortement à l'un des chevaux de frise de la première estacade et de tâcher de l'arracher en évoluant avec sa machine en tous sens. Au bout de quelque temps, en effet, le piquet avait été enlevé, entraînant une masse de bois dans laquelle il était enchevêtré, et une ouverture suffisante avait été faite pour y passer. Jusque-là les Chinois n'avaient fait aucune démonstration; mais à l'instant où les canonnières eurent franchi la première estacade, ils commencèrent à tirer de leurs forts et des batteries rasantes qui jusque-là étaient demeurées masquées. Le feu alors s'engagea sur toute la ligne, celui des Chinois étant principalement dirigé sur les canonnières qui se trouvaient en avant, et avec une telle précision qu'aux premières décharges dix-sept hommes du *Plover* furent étendus sur le pont. Après une demi-heure de combat ou plus, la chaîne du *Plover* fut rompu par un boulet et cette canonnière dévia en arrière; aussitôt l'amiral Hope se transporta sur l'*Opossum*, qui se maintenait au poste le plus exposé, jusqu'à ce que cette canonnière, ayant eu aussi sa chaîne brisée, fut également entraînée à la dérive. Alors l'amiral, blessé déjà depuis une heure, se fit conduire dans la halleinère du commandant Tricault, du *Duchayla*, qui s'était tenu constamment à ses côtés, à bord du *Cormoran*, qui, plus puissant que les canonnières, soutenait un feu incessant contre les forts de la droite. Cependant vers la fin de la journée le feu des batteries chinoises s'étant peu à peu ralenti, puis ayant presque entièrement cessé, on put croire qu'on avait réussi en partie à l'éteindre et on résolut d'employer les troupes de débarquement, pour tâcher d'enlever les forts de la gauche et d'arracher la victoire par un coup d'audace. Le débarquement, où M. le commandant Tricault a été blessé au bras, s'exécuta avec un ensemble admirable : à sept heures cinq minutes le signal fut donné, et à sept heures vingt minutes toutes les embarcations avaient touché le rivage. Mais, au moment où elles abordaient, les Chinois, qui depuis une heure avaient réservé leur feu avec une tactique qu'on ne leur connaissait pas jusqu'ici, accueillirent les troupes par d'effroyables décharges qui, en quelques instants, couvrirent le rivage de morts et de blessés. Pour arriver jusqu'aux fortifications, il fallait ensuite traverser un espace de six mille mètres de vase où l'on enfonçait jusqu'à la ceinture, puis franchir trois fossés, dont le dernier ayant environ quatre mètres de largeur, une grande profondeur et six pieds d'eau au fond. On le tenta cependant, officiers et soldats rivalisant d'ardeur, de bravoure et de dévouement; mais un petit nombre seulement parvint jusqu'au pied des ouvrages, où ils se trouvèrent heureusement à l'abri des projectiles : les hommes étaient épuisés, la plupart des armes, des munitions, mouillées et hors de service. et les échelles qu'on avait débarquées, brisées par le feu. Il fallut se résoudre à la retraite, qui, à la faveur de la nuit et l'ennemi n'osant pas sortir de ses retranchements, s'opéra sans beaucoup plus de pertes. Les embarcations recueillirent d'abord les blessés, puis les troupes, qui furent ramenées à leurs bords respectifs et continuèrent ce service jusqu'à une heure fort avancée de la nuit et jusqu'à ce qu'il n'y eût plus d'hommes à ramasser.

Tel est, monsieur le comte, la relation fidèle des principaux incidents de cette journée.

Je crois en avoir dit assez pour mettre Votre Excellence à même d'apprécier dans son ensemble et sous ses différents aspects le grave événement qui vient de se passer sous mes yeux, et de se rendre compte de la situation toute nouvelle dans laquelle il nous place, ainsi que le gouvernement anglais, vis-à-vis du cabinet de Pékin. En présence

importait, pour avoir raison de la résistance opposée à nos armes, que notre influence ne fût point diminuée en Chine, et que le nom de la France conservât tout son prestige dans ces mers. Une nouvelle expédition fut donc décidée, et le gouvernement de Sa Majesté, d'accord avec le gouvernement anglais sur les moyens comme sur le but, en combina les préparatifs de manière à en rendre le succès certain. De brillants faits d'armes l'ont signalée, et c'est dans les murs mêmes de Pékin que la paix a été conclue¹.

d'une situation aussi tranchée, sortant entièrement des données sur lesquelles étaient basées nos instructions et mettant de nouveau en question tout ce que les traités de l'année dernière avaient eu pour objet et, on pouvait le croire au moins dans une certaine mesure, pour résultat de régler, nous avons pensé, mon collègue d'Angleterre et moi, qu'il ne pourrait être que compromettant pour la dignité des gouvernements que nous représentons de demander des explications quelconques à un gouvernement qui se jouait ainsi des engagements les plus solennels et ne craignait pas de recourir à de trahisseries hostilités pour se soustraire à l'obligation de les remplir; qu'il ne nous restait par conséquent qu'à nous retirer, à attendre, dans une attitude de réserve de nature à l'inquiéter sur les suites de sa victoire, les communications qu'il pourra nous adresser et à laisser à nos gouvernements respectifs le soin de prendre les mesures que les circonstances leur paraîtront réclamer.

Permettez-moi d'ajouter, en terminant, monsieur le comte, que je comprends mieux que personne qu'en présence d'une situation aussi grave, le gouvernement de Sa Majesté Impériale est le seul juge de ce qu'il pourra ou voudra faire pour y porter remède et replacer nos rapports avec ce pays sur un pied convenable à sa dignité. Je crois, toutefois, de mon impérieux devoir de représenter à Votre Excellence, avec la sollicitude que ma longue résidence dans ce pays me donne peut-être le droit de manifester pour les intérêts que Sa Majesté a daigné me confier, que, dans ma profonde conviction, la France se trouve aujourd'hui placée dans l'alternative de renoncer à toute influence dans ces contrées, de s'y effacer complètement, en tombant au rang des nations d'un ordre secondaire qui n'y jouissent de quelques avantages commerciaux qu'à l'abri des traités conclus de 1842 à 1844 par les trois grandes puissances dont elle a fait jusqu'ici partie, ou de coopérer dans une proportion sérieuse aux efforts que la Grande-Bretagne ne manquera sans doute pas de faire pour réparer l'échec du 25.

Signé : A. DE BOURBOULON.

1. Le baron Gros à M. le ministre des affaires étrangères.

Pékin, le 26 octobre 1860.

(Extrait.)

Monsieur le ministre, je m'empresse de vous faire parvenir une copie de la convention que j'ai signée hier avec le prince Kong, frère de l'empereur, et je vous envoie aussi une copie du procès-verbal de l'échange des ratifications du traité de Tien-Tsin, échange qui a eu lieu dans la même séance. Notre succès est complet et dépasse toutes mes espérances.

Le 25, jour fixé pour la signature de la convention, je suis sorti de la ville à huit heures du matin, et j'y suis rentré officiellement avec deux mille hommes de toutes armes formant cortège. Le drapeau du 101^e, celui du 102^e et celui de l'infanterie de marine précédaient mon palanquin, porté par huit couliés en livrée et avec des franges tricolores sur leurs bonnets.

Le traité de Tien-Tsin et les sceaux de l'ambassade étaient portés devant moi par quatre sous-officiers des différents corps, une section d'artillerie à cheval suivait mon palanquin et était suivie elle-même par plusieurs bataillons d'infanterie; dans l'intérieur de la ville, une haie de fantassins garnissait une partie du parcours.

A l'entrée de la ville, quinze mandarins en grande tenue et à cheval sont venus

Les rapports de la France avec les États de l'Amérique ont donné lieu également à divers incidents qu'il convient de résumer brièvement.

Nos relations avec le cabinet de Washington ont continué d'être empreintes de ces sentiments de mutuelle bienveillance qui se maintiennent si heureusement depuis de longues années entre les deux pays.

Nous n'avons de même qu'à nous louer de celles que nous entretenons avec la cour de Rio.

Mais la situation fâcheuse dans laquelle se trouvent placées plusieurs des républiques du nouveau monde a exposé nos nationaux à des griefs ou des dénis de justice dont le gouvernement de l'Empereur a eu à réclamer le redressement.

Ces faits se sont produits surtout au Mexique, au milieu de la lutte

me recevoir, me complimenter et me conduire auprès du prince, qui m'attendait au *Li-pou*, ou tribunal des rites. Nous avons mis près de deux heures pour arriver au *Li-pou*, et nous avons traversé des flots d'un peuple plus curieux que malveillant.

Quand mon palanquin est entré dans la cour qui précède la salle disposée pour la signature de la convention et que j'ai vu le jeune prince se lever avec toute sa suite et venir au-devant de moi, j'ai fait arrêter les porteurs et je suis allé à pied rejoindre le prince avant qu'il eût franchi le seuil de la salle. Il m'a tendu sa main, que j'ai prise en m'inclinant, et je lui ai dit que je le remerciais d'avoir bien voulu envoyer des mandarins pour me recevoir aux portes de la ville. J'ai ajouté que je me trouvais heureux de venir signer avec lui une paix qui, je l'espérais bien, ne serait jamais troublée à l'avenir, et j'ai dit ensuite que je n'exprimais que les sentiments de Sa Majesté l'Empereur des Français en formant les vœux les plus sincères pour qu'il en fût ainsi. Le prince m'a donné la main une seconde fois et m'a indiqué le fauteuil préparé pour moi à sa gauche, place d'honneur en Chine; le général de Montauban a été placé à ma gauche, et les officiers de son état-major et de l'armée ont occupé le côté gauche de la salle. M. de Bastard, M. de Vernouillet, secrétaires, et les deux interprètes de la mission étaient entre le prince et moi. Une foule de mandarins à globules de toutes couleurs remplissait le côté droit de la salle; tous, et le prince comme les autres, étaient en robe de cérémonie, avec leurs doubles chapelets d'ambre autour du cou. Le prince seul ne portait aucun globule sur son bonnet d'hiver.

Chacun ayant pris sa place, j'ai prié Son Altesse Impériale de vouloir bien signer le premier les quatre textes chinois de la convention de Pékin, et j'ai signé le premier les quatre textes français. Quand les signatures ont été données et les sceaux appliqués sur les huit exemplaires, j'ai dit au prince que, la paix étant heureusement rétablie entre les deux empires, une salve de vingt et un coups de canon allait être tirée par l'artillerie française, et je lui ai annoncé que j'allais demander immédiatement au commandant en chef de l'armée française de faire cesser toute hostilité qui n'aurait pas un caractère purement défensif, ce que j'ai dit tout de suite à M. le général de Montauban.

Cette partie du programme remplie, on a procédé à l'échange des ratifications du traité de Tien-Tsin; mais, avant cela, le prince Kong m'a fait remarquer qu'il était venu plein de confiance, et sans un seul soldat tartare ou chinois, se placer au milieu d'une armée française tout entière. Je lui ai répondu que cette confiance me prouvait que Son Altesse Impériale connaissait la loyauté du souverain que j'avais l'honneur de représenter et dont j'avais à exécuter les ordres.

Signé: Baron Gaos.

persistante que soutiennent l'un contre l'autre deux partis dont les forces se sont longtemps balancées.

Nous avons, avec le gouvernement de Vénézuéla, des réclamations du même genre à exercer, et nous avons conclu, au mois de janvier 1860, un arrangement destiné à désintéresser les résidents français. Bien que le règlement, qui devait avoir lieu en conséquence, dût être arrêté immédiatement, nous avons consenti à prendre en considération les embarras intérieurs du gouvernement vénézuélien ; mais, quel que soit le bon vouloir que nous ayons montré, nous avons aujourd'hui de nouveaux sujets de plaintes à faire valoir.

Au Pérou, au contraire, les difficultés qui s'étaient élevées en 1859, et qui avaient amené la suspension momentanée de nos rapports avec le gouvernement péruvien, ont été aplanies. Des négociations suivies des deux parts dans un esprit de conciliation ont permis d'arriver à un arrangement qui donne satisfaction aux intérêts que nous avons à sauvegarder, et l'exécution loyale de cet arrangement a fait disparaître toute cause de mésintelligence.

Les demandes que nous avons à soutenir à Montevideo, et qui avaient motivé l'envoi de commissaires spéciaux, sont aussi en voie de solution, et elles ne tarderont pas, sans doute, à être définitivement réglées.

En ce qui concerne la Confédération Argentine, le gouvernement impérial ne s'est point départi de l'attitude de neutralité qu'il s'était imposée à l'égard des deux gouvernements séparément constitués à Parana et à Buenos-Ayres. La réintégration de la province de Buenos-Ayres dans le sein de la Confédération a mis, toutefois, un terme à un fractionnement regrettable, et le gouvernement de Sa Majesté, animé de sentiments toujours bienveillants envers la République Argentine, n'a pu que voir avec plaisir un événement important pour sa prospérité, et destiné à faciliter les rapports de toutes les puissances avec ces riches contrées.

Avant de terminer ce résumé de la politique générale de la France durant l'année 1860, il ne sera pas sans intérêt de rappeler les négociations commerciales qui l'ont signalée.

L'Empereur avait annoncé, dans sa lettre du 5 janvier 1860, la réforme devenue nécessaire dans notre système économique, et, le 23 du même mois, la France signait avec l'Angleterre un traité destiné à inaugurer pour nous une nouvelle politique commerciale.

Ce traité avait posé les principes ; il restait à en régler l'application, œuvre difficile pour laquelle le gouvernement de Sa Majesté a cru devoir réclamer le concours du conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. C'est à la suite d'une longue et laborieuse enquête, qui offrait à l'industrie française toutes les garanties, qu'ont

été négociées les conventions supplémentaires du 12 octobre et du 12 novembre. Les tarifs annexés aux deux conventions ont réalisé sur une large échelle, mais toutefois avec les ménagements dus au travail national, les principes appelés à former désormais la base de notre système économique.

L'œuvre poursuivie par le gouvernement de l'Empereur serait incomplète si elle se trouvait limitée aux arrangements intervenus avec la Grande-Bretagne, et si la pensée qui l'a inspirée ne devait pas présider désormais au règlement de nos relations commerciales avec tous les autres pays. Lorsque le traité du 23 janvier est devenu exécutoire, nous nous sommes donc empressé d'annoncer au cabinet de Berlin, comme représentant du Zollverein, que nous étions disposé à en étendre à l'Allemagne les principales clauses. Nos ouvertures répondaient au désir du gouvernement prussien de reprendre des pourparlers interrompus depuis plusieurs années, et nous venons d'entrer en rapport avec lui pour préparer les bases d'un traité.

Déjà, de son côté, le gouvernement belge nous avait demandé de reviser le traité de 1854 dans le sens du traité conclu avec l'Angleterre. Des conférences se sont ouvertes à Paris, et les plénipotentiaires poursuivent activement leurs travaux.

Enfin, le gouvernement néerlandais, en même temps qu'il présentait aux états généraux un projet de loi revisant le tarif des douanes des Pays-Bas, de manière à n'y laisser subsister que des droits fiscaux, a proposé, de son côté, au cabinet français, la négociation d'un traité de commerce sur la base de nos conventions avec la Grande-Bretagne. Nous ne pouvions qu'accueillir cette démarche, et la question a été mise sans retard à l'étude.

Le gouvernement de Sa Majesté s'est entendu, d'autre part, avec la Porte ottomane, sur la révision du traité de commerce signé, le 25 novembre 1838, entre la France et la Turquie. Les négociations, qui sont à la veille d'aboutir, ont pour objet de favoriser, par l'abaissement des droits de sortie, l'importation en France des produits naturels de l'empire ottoman, et elles auront pour effet d'étendre à l'avantage des deux pays leurs relations mutuelles.

L'on ne croit pas nécessaire d'entrer dans de plus longs développements sur les importantes négociations menées à terme ou commencées, durant le cours de l'année dernière, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie. Si l'on se proposait d'en envisager l'ensemble, on devrait également retracer ici les pourparlers du gouvernement de Sa Majesté avec la plupart des États de l'Amérique, notamment les États-Unis du nord, Haïti, l'Uruguay, le Paraguay, et le Pérou. On aurait, en outre, à rappeler les propositions que le cabinet français s'est trouvé dans le cas de discuter touchant la législation maritime,

avec plusieurs puissances et, en particulier, avec l'Angleterre, la Prusse, les Pays-Bas, ainsi que les arrangements projetés concernant le rachat des droits de stade auxquels sont assujettis les navires étrangers qui remontent le cours de l'Elbe. On devrait citer encore de nombreuses démarches ayant pour but, soit la reconnaissance ou la consécration des privilèges et attributions de nos consuls en Espagne, au Brésil, à Haïti et au Pérou, soit le renouvellement de nos conventions antérieures ou la conclusion de conventions nouvelles pour la garantie de la propriété littéraire et artistique avec la Belgique, les Pays-Bas, la Prusse, la Russie, la Suisse, le Brésil et Haïti. Il faudrait, enfin, mentionner la continuation de nos efforts pour la signature d'une convention sanitaire entre les États riverains de la Méditerranée, ainsi que différentes conventions ou propositions relatives à l'exécution du canal des houillères de la Sarre, à la jonction de nos chemins de fer avec le réseau belge, aux facilités douanières pour les trains internationaux sur les frontières françaises du côté de la Bavière, de la Suisse et du grand-duché de Luxembourg, au dégrèvement des droits de navigation sur le Rhin, aux communications directes à établir entre la France et les États-Unis par bateaux à vapeur, comme aussi entre nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe par voie télégraphique.

La nomenclature de ces négociations suffit pour en faire comprendre l'importance. Elles attestent, par leur nombre et par la variété des intérêts qu'elles embrassent, la vigilance et la sollicitude de l'Empereur pour la prospérité de la France et pour le développement de ses relations commerciales et maritimes sur tous les points du monde.

GRANDE-BRETAGNE.

Mémoire contenant les propositions danoises communiquées au ministère anglais et transmises par lord John Russell à lord Bloomfield, à Berlin.

Octobre 1860.

Le gouvernement danois, animé du désir de mettre un terme au différend qui existe malheureusement depuis si longtemps entre le Danemark et la Confédération germanique, par rapport au duché de Holstein, a résolu de faire un nouvel effort pour atteindre ce résultat désirable.

Le gouvernement danois est persuadé que la tentative de déterminer, dans les circonstances actuelles et en présence de l'excitation de

l'opinion publique dans le Holstein, définitivement et irrévocablement la position constitutionnelle que ce duché est destiné à prendre dans la monarchie, n'aurait aucun succès, et qu'il est en conséquence indispensable de préparer, par un arrangement temporaire, la voie à un arrangement définitif; ce qui laisserait du temps à la réflexion calme et aux négociations entre les deux parties les plus directement intéressées : les États provinciaux du Holstein et le gouvernement danois.

A cette fin le gouvernement danois est disposé à adopter les modifications suivantes à l'état de choses actuel :

Le vote consultatif qui est accordé aux États holsteinois par l'art. 2 de la patente royale du 23 septembre 1859 sera changé en un vote délibératif, de sorte qu'aucune loi, qu'elle concerne les personnes ou la propriété, ne puisse avoir force et vigueur dans le Holstein sans le consentement des États de ce duché. Il est à espérer que les intérêts communs aux conseils de la monarchie et aux États holsteinois amèneront entre eux une entente relativement aux affaires qui sont soumises à leurs délibérations communes, mais si, malgré les efforts réitérés du gouvernement, les divergences persistaient entre les deux assemblées par rapport aux affaires qui n'admettent point d'ajournement, le gouvernement danois s'engage, dans le cas où l'assemblée d'une des parties de la monarchie aurait repoussé une mesure déterminée, à ne pas effectuer celle-ci et à en limiter l'application à la partie de la monarchie dont l'assemblée l'a adoptée.

Afin d'amener une entente entre les opinions divergentes des deux assemblées, il serait peut-être nécessaire d'adopter des mesures spéciales, par exemple la nomination d'une commission composée à nombre égal de membres des deux assemblées; toutefois sans entrer dans des détails actuellement sur ce point, il est permis de faire observer que le gouvernement danois s'abstiendra de toute immixtion dans les décisions réservées à chacune de ces assemblées. En ce qui concerne les arrangements financiers, la part pour laquelle les finances particulières du Holstein auront à contribuer aux dépenses communes de la monarchie sera fixée, une fois pour toutes, à 850 000 rixdalers, somme équivalant à la moyenne des sommes versées par le Holstein dans ces dernières six années. Aussi longtemps qu'il ne sera pas nécessaire d'augmenter cette somme, les États du Holstein n'exerceront aucun contrôle sur son emploi; mais si les besoins de l'État exigeaient une majoration de ressources, l'augmentation de la somme fixe ne pourra être mise à la charge du Holstein que par une ordonnance royale rendue du consentement libre et préalable des États.

Le gouvernement prussien reconnaîtra sans doute dans les propositions susmentionnées l'esprit de conciliation qui anime le gouverne-

ment danois. Lorsque ces arrangements auront été effectués, les États du Holstein exerceront de fait, sur les mesures concernant le duché, le même contrôle qui appartient au Reichsrath, par rapport aux mesures qui concernent les autres parties de la monarchie, et il sera permis d'espérer que ce plan, lorsqu'il aura été présenté par l'envoyé danois à Francfort, rencontrera l'appui de la Prusse.

Mais le gouvernement danois est disposé à aller plus loin encore dans la voie de réconciliation. Il ne peut pas, il est vrai, et il ne veut pas admettre un droit quelconque de l'Allemagne à s'immiscer dans les affaires du Schleswig, et toutes les concessions qui sont faites à ce duché devront être considérées comme une émanation de la libre volonté du gouvernement danois et ne pourront être interprétées en ce sens qu'elles accorderaient à la Confédération une autorité sur le Schleswig.

Comme preuve des intentions amicales qui animent le gouvernement danois et de son désir d'écarter quelques-uns des inconvénients dont on se plaint, il sera prêt, à la condition que la Confédération adhère à l'arrangement précité relatif au Holstein, à effectuer les modifications suivantes aux lois actuellement existantes dans le Schleswig :

1° La confirmation religieuse peut être faite dans la langue choisie par les confirmandes ;

2° L'enseignement privé est autorisé sous la condition que l'instituteur a subi les examens publics d'usage ;

3° Amnistie pleine et entière sera accordée pour les délits politiques, et les personnes qui ont subi des condamnations seront réintégrées dans leurs droits politiques ;

4° Les réunions et les associations entre Schleswigeois et Holsteinois sont autorisées, lorsqu'elles n'ont pas un but politique, et sous la condition qu'elles ne prennent pas la désignation d'associations schleswig-holsteinoises.

Ce sont là quelques-unes des mesures que le gouvernement danois serait disposé à réaliser immédiatement, et plus tard peut-être il ferait d'autres concessions encore.

Le gouvernement prussien est maintenant mis à même d'apprécier s'il ne trouve pas dans ces déclarations matière suffisante pour préparer la voie à une meilleure entente entre l'Allemagne et le Danemark, et s'il ne serait pas sage de la part de la Confédération de profiter, dans la situation critique où se trouve actuellement l'Europe, des dispositions conciliantes qui prédominent en Danemark, afin de mettre un terme aux différends qui durent depuis si longtemps.

**Dépêche de lord John Russell à M. Lowther, chargé d'affaires
d'Angleterre à Berlin.**

Foreign-Office, 8 décembre 1860.

Monsieur,

Le gouvernement de Sa Majesté a soigneusement examiné la dépêche du baron Schleinitz au comte Bernstorff, du 8 courant, dont une copie est ci-incluse pour votre information.

La première remarque que je ferai sur cette dépêche, c'est que le gouvernement prussien paraît ne pas comprendre la position du gouvernement de Sa Majesté au sujet du mémorandum remis à la cour de Berlin. Les propositions y contenues sont les propositions du gouvernement de Danemark. Le gouvernement de Sa Majesté n'en a pas recommandé l'acceptation; il n'a même pas dit ce que pourrait être la base d'un arrangement; tout ce qu'il a dit, c'est qu'il espérait y trouver une ouverture à des négociations.

J'ai, en outre, à faire remarquer que le gouvernement de Sa Majesté n'a nullement entendu que la contribution du Holstein proposée par le Danemark fût prise au Holstein sans qu'il eût le droit de s'enquérir de l'usage qui en serait fait.

Au contraire, il avait pensé qu'une demande de la Prusse pour que la contribution du Danemark dans les dépenses générales et communes fût aussi une somme fixée, et pour que les États du Holstein pussent jouir, dans un degré égal avec le Reichsrath, du pouvoir d'examiner l'emploi de cette somme et de censurer toute malversation, serait une demande conforme au mémorandum danois.

Il est évident que le Danemark, étant un État indépendant, doit maintenir sa monarchie, son armée et sa marine d'une manière conforme à son rang et à sa position. Et il n'est pas non plus déraisonnable en principe de demander que les États de Holstein et de Lauenbourg contribuent à l'entretien de la monarchie, de l'armée et de la marine du royaume.

Ayant ainsi voulu écarter ce malentendu, je vais définir la position du Danemark et celle du gouvernement de Sa Majesté au sujet de cette correspondance.

Le Danemark a désiré montrer la preuve de son bon vouloir de conciliation sans admettre un droit d'intervention de la Confédération germanique dans les affaires du Schleswig.

Le gouvernement anglais, pour sa part, n'a pas adopté les propositions du Danemark comme siennes, et il ne les a pas recommandées à l'acceptation pure et simple du prince-régent de Prusse et de la Con-

fédération germanique. Mais il avoue qu'il s'intéresse à l'intégrité de la monarchie danoise, et qu'il serait désolé de voir affaiblir ou détruire la force du Danemark, laquelle n'est pas considérable.

Dans cette vue, le gouvernement de Sa Majesté aurait été heureux de voir toutes les parties de la monarchie danoise bien représentées dans un parlement à Copenhague. Si ce but ne peut être atteint, il sera heureux de voir le Danemark et le Holstein prendre une part équitable des charges nécessaires à l'entretien de l'indépendance de la monarchie danoise.

La dépêche du baron Schleinitz du 8 novembre semble rejeter ce projet d'arrangement, comme avait été réglé précédemment le projet de représentation égale.

Reste à examiner la position du Danemark vis-à-vis de la Confédération germanique.

Les duchés de Holstein et de Lauenbourg sont des duchés allemands, et font partie de la Confédération germanique. Examinons d'abord la forme de ces promesses et ensuite leur nature.

Dans leur forme les promesses du roi de Danemark ont été faites d'abord à ses propres sujets; mais la dépêche à la cour de Vienne du 6 décembre 1851 et la réponse du ministre danois des affaires étrangères, ainsi que la proclamation presque simultanée du roi de Danemark, tendent à donner à ces promesses la valeur, sinon la forme exacte, d'un engagement.

La minute impériale définit le sens du programme du roi de Danemark, demande « la forme obligatoire d'une déclaration faite par l'ordre de Sa Majesté le roi, » et termine par l'offre volontaire dans ces conditions de déposer le mandat de l'Autriche et de la Prusse comme représentants de la Confédération fédérale, et de prendre des mesures pour l'évacuation du Holstein.

Le 29 janvier 1852, le ministre danois des affaires étrangères fait « par suite de l'autorité qui m'est conférée du plus haut lieu, la déclaration que le roi, notre maître, reconnaît, comme coïncidant avec la sienne, l'interprétation communiquée aux cours de Berlin et de Vienne, qui est donnée dans la dépêche de la cour impériale de Vienne, du 26 décembre de l'année dernière, et l'annexe y jointe, etc. »

Les lois de la Confédération germanique leur sont applicables, et il appartient à la Diète et au duc de Holstein-Lauenbourg de décider ensemble ce que ces lois exigent et quelle sera leur destinée future.

Mais en ce qui regarde le duché de Schleswig, c'est un duché danois. Le memorandum de la cour de Berlin, communiqué au gouvernement de Sa Majesté le 8 juillet dernier, en donnant la substance d'une annexe à la dépêche de Vienne du 26 décembre 1851, dit : « Le gouvernement impérial reconnaît absolument la compétence du roi pour

annuler l'ancienne union entre le Schleswig et le Holstein en ce qui regarde l'administration et la justice, et aussi le principe que l'autorité de la loi fédérale et la compétence de la Confédération, qui ne résulte que de là, ne peuvent avoir aucune force sur un pays n'appartenant pas à la Confédération, et par conséquent n'en ont pas sur le Schleswig.»

Ce paraît être là une renonciation expresse de la part de l'Autriche et de la Prusse, au nom de la Confédération, à toute compétence, pour étendre la loi fédérale au Schleswig.

Cependant, le gouvernement prussien réclame aujourd'hui le droit d'intervenir en Schleswig en vertu de certaines promesses faites par le roi de Danemark en 1851.

Puis, quant à la nature des promesses faites :

« Le roi de Danemark promet qu'il n'y aura pas d'incorporation du duché de Schleswig dans le royaume, et qu'aucune mesure ayant cette tendance ne sera adoptée. »

Secondement. La proclamation du 25 janvier 1852 promet un développement constitutionnel de l'État de Schleswig, et que la loi qui sera faite à cet effet contiendra les dispositions nécessaires pour procurer un développement parfaitement égal et une protection efficace aux nationalités allemande et danoise dans ledit duché.

Il ne peut pas y avoir de doute, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, que ces promesses constituent un engagement que Sa Majesté danoise est tenue d'honneur à remplir. Elle est tenue à ne pas incorporer le Schleswig dans le Danemark; à maintenir dans le Schleswig les États représentatifs, et à protéger les nationalités danoise et allemande dans le duché de Schleswig.

Mais ni dans la forme ni dans la substance, à ce qui paraît au gouvernement de Sa Majesté, ces promesses ne donnent un droit à l'Autriche et à la Prusse, ni à la Confédération germanique collectivement, d'intervenir dans tous les détails de l'administration dans le duché danois de Schleswig.

Si le Schleswig est incorporé dans le Danemark, si le Schleswig est privé de sa constitution séparée, l'Allemagne pourrait réclamer le droit d'intervenir; mais si les règlements de chaque église et de chaque école dans le Schleswig doivent être un sujet d'intervention de la part de la Confédération germanique, il est clair que les droits souverains du droit de Danemark n'existent plus que de nom.

Le gouvernement de Sa Majesté, pour sa part, usera de toute l'influence qu'il possède auprès de la cour de Danemark, pour assurer la protection des habitants allemands du Schleswig.

Mais lorsque le gouvernement prussien rappelle les sentiments récemment exprimés par le gouvernement de Sa Majesté en faveur de la nationalité italienne, le gouvernement prussien devrait se rap-

peler qu'il y a dans le Schleswig cent quarante mille Danois, et que le reste de la population n'est pas purement allemand; tandis que dans les États de l'Église ni dans le royaume des Deux-Siciles il n'y a pas de mélange de race et de population avec les Italiens.

Enfin, soit que nous regardions la forme des engagements pris par le roi de Danemark à l'égard de la Prusse, de l'Autriche ou de la Confédération germanique, soit que nous regardions les susceptibilités du gouvernement danois, le mélange des races dans le Schleswig, et les justes égards dus aux Allemands et aux Danois ensemble, le gouvernement de Sa Majesté est persuadé qu'il n'y a jamais eu de question qui exigeât un examen plus modéré, ou sur laquelle un commencement de lutte serait plus préjudiciable aux intérêts de tous ceux qu'elle concerne.

Je suis, etc.

J. RUSSELL.

A. M. Lowther.

**Discours de la reine d'Angleterre à l'ouverture du parlement
anglais.**

Milords et Messieurs,

C'est avec une grande satisfaction que je me retrouve au milieu de vous, en parlement, et que j'ai recours à votre assistance et à vos avis.

Mes relations avec les puissances étrangères continuent à être amicales et satisfaisantes, et j'ai la confiance que la modération des puissances de l'Europe préviendra toute interruption de la paix générale.

Des événements d'une grande importance ont lieu en Italie. Pensant que les Italiens doivent être laissés libres de régler eux-mêmes leurs propres affaires, je n'ai pas jugé devoir exercer aucune intervention active dans ces affaires. Des papiers, à ce sujet, vous seront soumis.

Je vous ai annoncé, à la clôture de la dernière session du parlement, que les atrocités qui avaient été récemment commises en Syrie m'avaient amenée, concurremment avec l'empereur d'Autriche, l'empereur des Français, le prince-régent de Prusse et l'empereur de Russie, à contracter, vis-à-vis du sultan, un engagement en vertu duquel une assistance militaire temporaire devait lui être accordée dans le but d'établir l'ordre dans cette partie de ses États. Cette assistance a été donnée par un corps de troupes françaises qui ont été envoyées en Syrie par représentation des autres puissances. Le sultan a aussi placé des forces militaires considérables en Syrie sous les ordres d'un officier capable, et j'ai la confiance que la tranquillité sera bientôt

rétablie dans cette province, et que l'objet de la convention aura été complètement atteint.

Je vous ai annoncé également, à la clôture de la dernière session du parlement, que les ouvertures pacifiques que mon envoyé en Chine avait faites au gouvernement impérial à Pékin, n'ayant pas abouti à un résultat satisfaisant, mes forces de mer et de terre, ainsi que celles de mon allié l'empereur des Français, allaient s'avancer contre les provinces du nord de la Chine, dans le but d'appuyer les justes demandes des puissances alliées, et que le comte d'Elgin avait été envoyé en Chine en qualité d'ambassadeur spécial, pour traiter avec le gouvernement chinois.

J'ai la satisfaction de vous informer que les opérations des forces alliées ont été couronnées d'un succès complet. Après la capture des forts à l'embouchure du Peï-Ho, et plusieurs batailles livrées à l'armée chinoise, les forces alliées se sont emparées de la ville impériale de Pékin, et le comte d'Elgin et le baron Gros, ambassadeur de l'empereur des Français, ont pu obtenir une solution honorable et satisfaisante de toutes les questions en litige.

Dans ces opérations et dans les négociations qui ont suivi, les commandants et ambassadeurs des puissances alliées ont agi avec l'accord le plus amical. Des papiers à ce sujet vous seront soumis.

L'état de mes territoires indiens s'améliore progressivement, et j'ai la confiance que leur condition financière partagera graduellement l'amélioration générale.

Une insurrection d'une partie des indigènes de la Nouvelle-Zélande a interrompu la tranquillité d'une portion de cette colonie, mais j'ai l'espoir que les mesures adoptées feront cesser promptement la perturbation et permettront à mon gouvernement de concerter les arrangements de nature à pouvoir prévenir son retour.

Des différends sérieux ont surgi parmi les États de l'Union américaine du nord; il m'est impossible de ne pas envisager avec un vif intérêt des événements susceptibles d'affecter le bonheur et le bien-être d'un peuple étroitement allié à mes sujets par son origine, et intimement uni à eux par les relations les plus suivies et les plus amicales. Mon vœu bien cordial est que les différends puissent être susceptibles d'un règlement satisfaisant. L'intérêt que je prends au bien-être du peuple des États-Unis ne peut qu'être accru par le bienveillant et cordial accueil fait par lui au prince de Galles pendant sa récente visite au continent américain. Je saisis cette occasion d'exprimer mon appréciation bien sentie de la fidélité et du dévouement à ma personne et à mon trône manifestés par mes sujets du Canada et autres sujets de l'Amérique du Nord, à l'occasion du séjour du prince de Galles au milieu d'eux.

J'ai conclu avec l'empereur des Français une convention supplémentaire au traité de commerce du 23 janvier 1860, et dans l'intérêt de la réalisation des objets de ce traité.

J'ai aussi conclu avec le roi de Sardaigne une convention pour la protection réciproque des droits de la propriété littéraire. Ces conventions vous seront soumises.

Messieurs de la Chambre des communes,

J'ai ordonné que le budget de l'année prochaine vous fût présenté. Il a été préparé dans un juste esprit d'économie se conciliant avec la nécessité d'assurer l'efficacité des diverses branches du service public.

Milords et Messieurs,

Des mesures vous seront présentées pour la consolidation de parties importantes de la législation criminelle, pour l'amélioration de la loi des faillites et de l'insolvabilité, pour faciliter la transmission de la propriété foncière, pour l'établissement d'un système uniforme de taxe en Angleterre et dans le pays de Galles, et pour divers autres objets d'utilité publique.

Je commets avec confiance les grands intérêts de mon royaume à votre sagesse et à votre sollicitude, et je prie le ciel avec ferveur pour que la bénédiction du Tout-Puissant préside à vos conseils et mûrisse vos délibérations, dans l'intérêt de la réalisation de l'objet de ma constante sollicitude, le bien-être et le bonheur de mon peuple.

5 février 1861.

Discours de lord John Russell, en réponse aux interpellations de M. Disraeli.

6 février 1861.

Bien que l'honorable gentleman ait parfaitement le droit, dans cette première séance de la session, de demander une explication des vues du gouvernement sur la politique étrangère et de donner son opinion sur cette politique, il n'a pas le droit de se plaindre de défaut de renseignements lorsque nous avons déposé sur le bureau de la Chambre des papiers qui demain matin le mettront à même d'éclaircir tous les doutes et toutes les obscurités dont il se plaint.

Le très-honorable gentleman ayant exposé son opinion sur la politique étrangère du gouvernement, je n'ai aucun motif pour ne pas établir en termes généraux quelle est la marche que nous avons suivie et quelle a été notre manière de voir au sujet de la question italienne. Quant à ce mystère dont, chose assez curieuse, se plaint l'honorable

gentleman, le gouvernement a proclamé sa politique il y a un an et demi, par l'organe de mon très-honorable ami le ministre de l'intérieur, à la fête du lord-maire, et tout le monde sait que ce qui se dit à ce banquet est dit au monde entier.

Mon honorable ami, en cette occasion, a dit que la politique du gouvernement de la reine était de ne pas chercher à imposer aucune forme de gouvernement à l'Italie, mais de laisser les Italiens arranger leurs propres affaires comme ils le jugeraient convenable. Ce principe a été depuis proclamé plusieurs fois. A la fin de la dernière session, Sa Majesté l'a proclamé dans son discours. Elle l'a proclamé à l'ouverture de cette session, et toutes les dépêches et tous les documents déposés sur le bureau de la Chambre le proclament également.

Maintenant, je voudrais savoir si l'honorable gentleman regarde ce principe comme bon ou comme mauvais, car jamais l'honorable gentleman n'a dit, s'il trouvait bon ou s'il trouvait mauvais que l'on laissât les Italiens arranger leurs propres affaires. L'honorable gentleman a pu savoir que c'est là le principe d'après lequel le gouvernement de Sa Majesté a depuis longtemps agi, et que les doutes et les obscurités dont il se plaint n'ont jamais existé.

Lorsqu'il y a plusieurs années, nous étions en opposition d'opinions, nous nous sommes déclarés nous-mêmes en faveur de la liberté et de l'indépendance italiennes, et l'honorable gentleman était toujours en tête de ceux qui nous regardaient comme des visionnaires, de ceux qui prétendaient que le meilleur gouvernement pour l'Italie était celui de l'Autriche, et qui avaient coutume de chanter les louanges du feu roi de Naples et de préconiser son système de gouvernement.

Avant la dernière guerre d'Italie, les Italiens virent qu'ils n'avaient aucune assistance à espérer de la part de l'Angleterre, et ils se tournèrent vers la France pour être aidés dans l'œuvre de leur délivrance. Le gouvernement d'alors, qui était celui de lord Derby, ne s'attendait pas à la guerre; mais dès qu'il vit qu'elle était imminente, il fit tous ses efforts pour l'empêcher : il ne réussit point.

Je n'ai jamais blâmé les ministres de cette époque de leur insuccès et j'ai toujours considéré leur conduite comme dirigée par les meilleures intentions et concordant avec la politique que ce pays doit suivre. Mais leurs efforts n'aboutirent point et la guerre eut lieu. L'information leur parvint à la fin que l'intention de l'empereur des Français était de rendre l'Italie libre, des Alpes à l'Adriatique, et que Nice et la Savoie devaient être cédées à la France.

Lord Cowley reçut l'ordre de lord Malmesbury de s'informer auprès du gouvernement français de la vérité de ce renseignement, mais il n'obtint point de réponse de ce gouvernement. Peu de temps

après, l'armée française était augmentée, elle entra en Italie, et arrivèrent ensuite les événements que connaît la chambre.

On nous fit savoir alors que la nation française désirait la cession de Nice et de la Savoie à la France. Le traité de Zurich fut conclu. Ce traité stipulait une chose tandis que l'empereur des Français en déclarait une autre qui, n'étant pas absolument incompatible avec le traité, lui était cependant contraire dans la pratique.

Le traité de Zurich disait : que les duchés de Toscane et de Modène seraient rendus à leurs anciens souverains. L'empereur des Français déclara qu'il ne serait permis à aucune armée autrichienne ou française d'effectuer cette restauration, et, en conséquence de cette déclaration, la clause du traité de Zurich ne fut pas exécutée.

Le gouvernement actuel déclara alors, non qu'il voulait l'unité en Italie, je démontrerai que jamais nous n'avons poursuivi ce but, et que nous avons désiré seulement que les Italiens fussent laissés libres de choisir eux-mêmes leur souverain; mais que si le grand-duc de Toscane et le duc de Modène étaient reçus du consentement du peuple toscan et du peuple modénois, nous aurions vu cette restauration avec plaisir, mais que nous protestions contre toute tentative faite pour imposer par la force un gouvernement aux Italiens. Ce principe était-il bon, était-il mauvais?

Je demande à l'honorable gentleman s'il approuve ou s'il désapprouve cette politique. Soutiendra-t-il qu'il eût été juste d'imposer à l'Italie un gouvernement désapprouvé par le peuple? Le très-honorable gentleman sait que l'Autriche a déclaré qu'elle ne passerait point ses frontières, pour intervenir dans les affaires de l'Italie; qu'elle se contenterait des territoires qui lui ont été laissés par le traité de Zurich, et qu'elle admettait le principe de non-intervention.

Telle a été la politique que le gouvernement de Sa Majesté s'est efforcé de mettre en pratique, et tant qu'elle a été d'accord avec la politique du gouvernement français, cette politique a eu d'heureux résultats.

Arrivons maintenant à l'unité de l'Italie. Nous avons déclaré que nous n'avions nullement le désir que le grand-duc de Toscane et le duc de Modène rentrassent point dans leurs anciens États. En ce qui concerne Naples, j'ai dit, et dans cette chambre et dans mes communications avec le gouvernement de l'empereur des Français, que dans notre opinion, il vaudrait mieux, pour le bonheur et la prospérité de l'Italie, qu'il y eût deux royaumes d'Italie plutôt qu'un seul, et que si le roi de Naples avait octroyé une constitution, nous aurions été heureux de voir deux royaumes constitutionnels en Italie. Mais, c'était là encore une question à résoudre par les Italiens eux-mêmes. C'était à eux d'examiner si le prince possédant un droit héréditaire à

à la couronne de Naples était un prince dans lequel on pouvait avoir confiance, et ils avaient parfaitement le droit de régler leurs affaires intérieures de manière à assurer leur propre bonheur. Était-ce là un mauvais principe ?

Nous avons pu nous tromper en pensant qu'il valait mieux que l'Italie eût deux royaumes distincts, mais nous avons dit que les Italiens seuls étaient juges en cette matière.

D'autres événements ont eu lieu, et l'honorable gentleman parle de deux dépêches de moi : quant à la première, elle a été publiée à mon insu. Je l'ai vue traduite dans la *Gazette de Cologne* : elle m'a été communiquée par le gouvernement sarde et je ne sais point comment il en a eu connaissance.

Mais je dois dire que le gouvernement de la reine a eu trois objets en vue dans ces négociations : l'un était la liberté laissée aux Italiens d'arranger leurs propres affaires ; soit que l'Italie réussît à avoir deux monarchies constitutionnelles séparées, soit qu'elle arrivât à l'unité, nous déclarâmes que nous serions également satisfaits de la voir obtenir l'un ou l'autre de ces résultats, et que dans notre opinion, l'une ou l'autre éventualité présentait une égale sécurité pour les autres États de l'Europe.

Nous avons encore un autre but, c'est que le traité de paix de Villafranca, dont les conditions ne nous regardent point, fût exécuté comme nécessité pour la paix de l'Europe. Personne ne peut dire quelle extension pourrait prendre une guerre nouvelle aujourd'hui, quels changements de gouvernements pourraient se produire, quelles modifications pourraient survenir dans la situation des diverses puissances ; combien il serait difficile pour toute nation de l'Europe, et spécialement pour la nôtre de ne pas prendre part à une telle guerre ; nous avons été très-désireux que la paix de l'Europe ne fût pas troublée.

En août donc, j'écrivis au gouvernement sarde, en termes énergiques, trop énergiques, dira-t-on peut-être, bien que je pense avoir agi dans l'intérêt de la cour de Sardaigne, que la Sardaigne ne devait point, pour le bien de l'Italie, se précipiter follement et imprudemment dans une guerre qui pourrait attirer sur elle les plus grandes calamités. C'est dans l'intérêt même des Sardes que j'insistais pour qu'ils exécutassent de bonne foi un traité si récemment conclu, traité par lequel ils avaient abandonné la Vénétie à l'Autriche, tandis qu'eux-mêmes avaient acquis la Lombardie.

Je disais au gouvernement sarde que son intérêt personnel et celui de l'Italie lui défendaient de conduire ses légions nouvellement formées et peu nombreuses contre les armées de l'Autriche. Je dis que le gouvernement de la reine avait confiance que le roi de Sardaigne

ne voudrait point faire la guerre au roi de Naples. A l'insu du roi de Sardaigne, mais par l'impulsion énergique du peuple, une expédition partit de Gênes pour la Sicile. La Sicile fut conquise.

Le peuple se déclara en faveur de Garibaldi. Celui-ci n'avait que 1800 hommes à opposer aux 20 ou 25 000 soldats du roi de Naples, et cependant il courut de succès en succès. Il débarqua dans le royaume de Naples. Il alla à Naples en chemin de fer, accompagné seulement de dix à douze personnes, bien qu'il y eût dans Naples 3 ou 4000 hommes des troupes du roi de Naples. Il fut salué par les acclamations et les applaudissements du peuple, et il se nomma lui-même dictateur. Si j'ouvre une statistique du royaume de Naples, je vois que le roi de Naples avait 100 000 hommes de troupes régulières et une réserve de 40 à 50 000 hommes; qu'il possédait deux vaisseaux de 80 et 90 canons, et un grand nombre d'autres vaisseaux.

Il y avait donc à Naples un souverain qui pouvait rire de la tentative d'un chef dont on a parlé avec trop de dédain dans cette chambre et qui, sans autres conseils que sa bravoure et son patriotisme, est allé, avec 1800 hommes, attaquer un puissant royaume. On aurait pu le croire insensé d'oser une pareille entreprise. Le roi de Naples avait assez de vaisseaux, de frégates et de corvettes pour anéantir une telle poignée d'hommes. Et cependant, vous savez le résultat.

J'en conclus, et c'est probablement la conclusion de tous, que le roi de Naples ne possédait pas à un haut degré l'affection de ses sujets. Il n'était point fort de ce côté. J'en arrive à supposer, non point que cent mille hommes n'étaient pas capables d'en battre deux mille, mais qu'ils n'avaient point de cœur à la besogne; que les récits de mon honorable ami le chancelier de l'Échiquier et d'autres sur les cachots du roi de Naples et les descriptions données par nos consuls étaient absolument vrais, et que les tortures qu'on leur avait fait subir avaient rebuté les sujets du roi de Naples, et les avaient amenés à saluer comme un libérateur tout homme qui viendrait les affranchir du joug de ce souverain.

Je ne prétends pas défendre toute la conduite du roi de Sardaigne, mais c'est à lui et à ses ministres à voir ce qu'ils ont à faire.

L'orateur dit ensuite qu'il n'en est pas moins d'accord que le roi de Sardaigne a dû faire ce qu'il a fait à Naples, et que l'Italie a de grandes obligations envers l'influence morale de l'Angleterre. Il continue en ces termes :

Le danger auquel nous voulons parer, c'est une guerre en Europe. Nous pouvons y réussir, et si nous arrivons à ce résultat tant souhaité, nous serons on ne peut plus heureux. Nous pouvons échouer. En ce cas, mon seul espoir est que nous serons traités, par l'honorable gentleman, avec la sincérité avec laquelle nous l'avons nous-mêmes traité

lui et ses collègues lorsqu'en 1859 il n'a pu maintenir la paix en Europe.

Quant aux deux éventualités alternatives dont il parle, l'une est qu'une confédération serait formée en Italie; que le roi des Deux-Siciles serait rétabli sur son trône; que le pape serait remis en possession de tous ses domaines, excepté, je pense, de la Romagne, et qu'un archiduc autrichien régnerait en Toscane. Si les informations que nous recevons d'Italie sont exactes, l'opinion des Italiens est loin d'être favorable à ces éventualités. Il n'est pas probable que l'on puisse en faire une réalité sans avoir recours à la force des armes, et l'empereur des Français, comme nous-même, s'est formellement engagé à ne pas souffrir l'emploi de la force. Il a renouvelé cet engagement, pas plus tard qu'hier. Il a dit, ce qui est parfaitement vrai, que le système de non-intervention a l'inconvénient de paraître autoriser bien de fâcheux excès, mais que, malgré les excès, malgré la responsabilité qui peut en résulter pour les autres puissances, il ne se laissera point détourner de sa route et restera fidèle à cette politique. Sur ce point important, l'Angleterre est entièrement d'accord avec l'empereur des Français.

Le très-honorable gentleman nous interroge sur notre politique; je dirai une fois pour toutes, en un mot, que nous ne sommes point divisés maintenant sur une seule grande question, telle que la guerre de 1793 et celle de 1804. Sur les principes essentiels de la politique, nous sommes absolument d'accord avec l'empereur des Français. Nous sommes en même temps en termes d'alliance étroite et d'intimité avec les autres puissances de l'Europe, et s'il s'élevait une question dans laquelle la France nous parût avoir tort ou agir dans cet esprit d'empiétement qui anime souvent une grande nation militaire, alors nous ferions alliance avec les autres puissances pour combattre les desseins de la France.

Ainsi, je crois que la seconde alternative dont a parlé l'honorable gentleman ne se réalisera probablement point. L'empereur des Français a déclaré formellement qu'il désapprouverait toute tentative que ferait la Sardaigne pour rompre le traité de Zurich et attaquer la Vénétie. Je crois que le peuple français l'appuiera entièrement dans cette déclaration. Je crois qu'il n'a pas l'intention d'envoyer une armée en Italie pour aider les Italiens dans cette tentative. Mais si la guerre éclatait, il est impossible, quant à présent, de prévoir quelle part y prendrait la France si de nouveaux événements survenaient.

Mais qu'il me soit permis d'ajouter à ce sujet que, tandis que j'écrivais, en août, la dépêche que l'honorable gentleman a lue dans la *Gazette de Cologne*, j'envoyais, à peu près dans le même temps, une dépêche à notre ambassadeur à Vienne dans laquelle je lui disais que

nous désapprouverions absolument une attaque de la Sardaigne contre l'Autriche ou la Vénétie ; que nous désapprouverions entièrement tout appui donné par la France à une telle attaque ; que nous aurions soin de faire connaître notre opinion à Turin et à Paris ; que nous avions confiance que notre influence, jointe à d'autres considérations, aurait l'effet qu'elle doit avoir sur l'esprit des souverains de ces deux pays ; nous avons ajouté que nous ne pouvions pas aller plus loin et que notre intention n'était pas de prendre part à la guerre si elle survenait ; que nous nous bornerions à nos déclarations.

Le très-honorable gentleman m'a demandé quelles étaient nos relations avec la France. J'adhère à ce que m'a dit mon honorable ami, qui a appuyé l'adresse avec beaucoup de bon sens et de sagacité pratique. L'honorable gentleman a dit que le traité de commerce aurait pour effet d'amener une alliance non-seulement entre les gouvernements de France et d'Angleterre, mais encore entre le peuple français et le peuple anglais.

Je crois qu'il en sera ainsi, et je rends hommage à un honorable ami, absent en ce moment de la Chambre, à M. Cobden, qui s'est voué à un aussi pénible travail, et qui, j'ai la douleur de le dire, a sacrifié sa santé si précieuse pour accomplir cette œuvre et unir les deux nations dans les relations commerciales qui doivent consolider la paix future et resserrer l'alliance actuelle. C'est là une œuvre, j'en suis convaincu, dont la mémoire vivra dans les générations futures.

Telles sont donc nos relations générales avec la France. Mais, je l'ai dit dans cette Chambre, nous ne devons pas nous séparer des autres puissances, et, je me le rappelle, l'opposition a reçu cette déclaration avec une grande faveur. Nous avons agi en conséquence. Nous avons toujours eu des communications confidentielles avec l'Autriche, la Prusse et la Russie, au sujet des affaires de l'Europe.

Nous leur avons fait part de notre opinion, nous leur avons dit quelle était notre manière de voir ; sur plusieurs questions nous avons été absolument d'accord ; sur d'autres, il n'en a point été ainsi ; mais il n'est rien dans nos relations avec les puissances qui ressemble le moins du monde à un sentiment de froideur, encore moins d'hostilité.

Je ne puis abandonner ce sujet sans dire que mon espoir et ma croyance sont que, malgré les dangers qui nous menacent, et les affaires qui prennent depuis quelque temps une plus sombre tournure, la paix de l'Europe peut encore être sauvegardée. C'est à l'Autriche à arranger ses affaires en Hongrie, et c'est aux autres puissances seules à arranger leurs propres affaires.

C'est à la Russie et à la Prusse de résoudre les difficultés intérieures qui les occupent en ce moment ; mais j'ai la confiance qu'au-

cun des dangers qui nous menacent ne fera prendre les armes. Car, bien que quelques-uns soient assez présomptueux pour croire qu'il peut y avoir en Europe une grande guerre sans que nous soyons obligés d'y prendre part, j'ai cependant la triste conviction que, bien que la guerre puisse commencer sans nous, bien que nous puissions déclarer que nous n'y avons aucun intérêt, il peut néanmoins survenir dans le cours de la guerre des événements tels que l'indépendance des nations auxquelles nous portons le plus grand intérêt soit sérieusement menacée, et qu'il nous devienne difficile de nous affranchir des complications et des dangers.

Pour cette raison donc, je désire ardemment que la paix soit maintenue, et quoi que puisse penser l'honorable gentleman de l'utilité ou de l'inutilité de mes efforts, je puis seulement dire que, tels qu'ils sont, ils sont tous consacrés à ce but, le plus sacré de tous les buts.

PRUSSE.

Note de M. de Schleinitz, ministre des affaires étrangères, au comte Bernstorff, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Prusse à Londres.

Berlin, 8 novembre 1860.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-jointe la copie d'un mémorandum¹ que lord Bloomfield m'a communiqué confidentiellement au nom de sa cour, afin de nous informer des mesures que le gouvernement danois se propose de prendre pour l'aplanissement des différends dans l'affaire de la constitution du Holstein.

Il s'ensuit que le cabinet de Copenhague mettrait actuellement en avant l'idée que, dans les circonstances présentes et par suite de l'excitation des esprits dans le Holstein, il est impossible de régulariser d'une manière définitive la situation à donner au duché dans la constitution commune de la monarchie. On veut s'arrêter à une mesure provisoire qui laisserait le temps nécessaire pour amener des arrangements plus pacifiques entre le gouvernement et les États.

Votre Excellence comprendra facilement combien cette proposition nous a péniblement surpris.

Depuis les promesses de constitution faites en 1851 et 1852, neuf années se sont écoulées déjà sans résultat. Lorsque, il y a un an, la

1. Voir page 403 de ce volume.

diète voulut recourir enfin aux mesures d'exécution, le gouvernement danois n'évita le danger qui le menaçait que par la promesse qu'à une époque prochaine des négociations seraient engagées avec les représentants du pays. Cette année s'est écoulée également sans que rien eût été fait, et, pour conclure, on élève la prétention que l'arrangement de l'affaire est impossible à cause de l'irritation de l'opinion publique.

Si cette irritation existe en réalité, elle a précisément sa source dans cette circonstance que les promesses données n'ont pas encore été accomplies, et il est au contraire excessivement urgent que cette affaire soit définitivement arrangée aussitôt que possible.

Et de quelle façon le gouvernement songe-t-il à régler l'interim? Ses propositions sous ce rapport ne sont pas moins inacceptables.

On sait que la diète, par sa décision du 8 mars dernier, a déjà déclaré qu'il était indispensable que dans l'intervalle qui s'écoulera jusqu'à l'établissement d'une constitution définitive, toutes les propositions de lois concernant les affaires générales de la monarchie, et soumises au Conseil suprême, devront être présentées aussi aux États du Holstein, afin d'être valables pour le Holstein, et que nulle loi sur des affaires communes, notamment en affaires de finances, ne pourrait être rendue pour le Holstein, sans avoir obtenu l'approbation des États du duché.

Les propositions actuelles du Danemark restent bien loin en arrière de cet arrangement.

Pour les lois qui touchent aux droits des personnes et de la propriété, un droit d'approbation serait, il est vrai, réservé aux États. Mais dans les affaires financières — et c'est précisément là la chose importante — on refuse de les écouter. Le gouvernement veut, de sa propre autorité, fixer une quote-part que le duché serait obligé de verser comme un tribut pour les besoins généraux de la monarchie. Il veut calculer le montant de cette quote-part d'après les sommes que, dans les six dernières années, il a prélevées sans le consentement des États et d'une manière qui a déjà été l'objet de plaintes nombreuses. Les États du Holstein n'auraient point à s'occuper de l'emploi de cette quote-part. Ce n'est que dans le cas où l'on voudrait l'élever encore que leur approbation serait demandée.

On voit clairement l'inégalité de position donnée par là au Holstein parmi les parties de la monarchie représentées dans le Conseil suprême, car ce Conseil aurait à se prononcer sur les impôts et sur leur emploi d'une manière décisive, et dans de pareilles conditions, les finances du duché serviraient plus aux intérêts des autres parties du pays qu'aux siens propres.

C'est donc évidemment sur une supposition sans fondement que le

mémorandum du cabinet de Londres base l'espoir que les propositions danoises seront acceptées, lorsque ce cabinet admet que d'après ces propositions les États du Holstein auront à exercer de fait, sur les affaires concernant le duché, le même contrôle que celui qui appartient au Conseil suprême pour les affaires qui concernent les autres parties de la monarchie.

Nous avons déjà déclaré maintes fois combien il est injuste que le gouvernement danois laisse encore en vigueur la constitution commune de l'État et surtout le Conseil suprême qui lui doit sa naissance, lorsqu'il a dû reconnaître que par rapport au Holstein l'un et l'autre n'ont pas le droit d'exister. Le Conseil suprême devait former une représentation commune pour des intérêts communs. Il a cessé d'être une représentation commune depuis que le Holstein s'en est retiré. Malgré cela il décide sur les affaires communes, voire même sur les intérêts les plus importants du duché de Holstein, qui n'y est point représenté. L'œil le moins clairvoyant s'aperçoit sans peine de ce qu'il y a là d'irrégulier, et combien il était nécessaire, après la retraite du Holstein de supprimer le Conseil suprême. L'adoption des propositions actuelles du Danemark renfermerait la reconnaissance implicite du Conseil suprême.

Puis on ne comprend pas bien quand finira une situation intérieure ainsi établie.

Quel que soit le jugement à porter sur les propositions du Danemark, la diète ne peut en aucun cas se croire autorisée, ainsi que le cabinet de Londres semble l'admettre, à pactiser sur cette base avec le Danemark pour le règlement de la question, et la Prusse n'est pas non plus en état de travailler à Francfort dans ce sens selon le désir de lord Russell. Il s'agit ici du droit des États, dont la diète ne peut disposer. Que le gouvernement danois entre à ce sujet en négociation avec les États, s'il obtient leur assentiment, la diète n'aura rien à objecter de son côté. Mais les propositions ne paraissent pas telles que la diète puisse demander aux États leur acceptation, et tout arrangement fait par le gouvernement dans la mesure de ces propositions ne pourrait être reconnu valable par la diète sans l'approbation des États.

Ainsi que Votre Excellence le verra par la conclusion du mémoire, le cabinet de Copenhague croit pouvoir obtenir un accommodement dans la question du Holstein en offrant certaines concessions par rapport au Schleswig.

Nous pouvons nous dispenser d'entrer dans des détails pour apprécier la signification des mesures proposées, car la supposition à laquelle elles se rattachent comme une condition essentielle est, selon notre conviction, complètement inacceptable pour la diète.

La Confédération germanique n'aurait donc aucun droit de se mêler

des affaires du Schleswig. Toutes les concessions à faire à ce duché devraient émaner exclusivement du libre vouloir du gouvernement danois, et elles ne pourraient être considérées comme une preuve de l'autorité de la diète relativement au Schleswig. Jamais la diète ne pourra y consentir.

Certes, il est parfaitement juste, et il a été reconnu par nous, que le duché de Schleswig n'appartient pas à la Confédération germanique, et que par conséquent il n'est point soumis à l'autorité de la diète. Mais il n'en reste pas moins vrai que le roi de Danemark, en sa qualité de duc de Schleswig, a contracté, par rapport à ce duché, vis-à-vis de la Confédération germanique, pour l'arrangement des prétentions litigieuses du Holstein, certaines obligations internationales qu'il est tenu de remplir.

A cet égard, je m'en rapporte à notre mémorandum détaillé du 8 juillet dernier, que Votre Excellence a mis à cette époque sous les yeux du cabinet anglais.

L'esprit dans lequel l'Angleterre a mis si souvent son poids dans la balance là où s'agissait pour un peuple d'obtenir sa liberté contre son gouvernement, qui jusque-là ne la lui avait pas accordée légalement, les principes touchant les droits des peuples qui ont dicté, ces jours encore, la dépêche du 27 octobre de lord Russell à sir James Hudson à Turin, ne peuvent nous laisser croire que dans la question dano-allemande, où il ne s'agit que de garantir aux États des libertés écrites et fondées, la Grande-Bretagne hésitera à employer toute son influence auprès du cabinet de Copenhague pour le maintien du droit.

Votre Excellence est autorisée, en réponse au mémoire qui nous a été communiqué, à faire part à lord Russell du contenu de cette dépêche.

Signé : DE SCHLEINITZ.

**Dépêche du baron de Schleinitz, ministre des affaires étrangères,
au comte Bernstorff, envoyé extraordinaire et ministre pléni-
potentiaire de Prusse à Londres.**

Berlin, 29 décembre 1860.

Ma dépêche du 8 novembre dernier avec laquelle j'ai eu l'honneur de communiquer à Votre Excellence le mémorandum du cabinet de Londres concernant les différends existants entre la Confédération germanique et le Danemark, a amené lord John Russell à donner

encore, dans une dépêche du 8 de ce mois adressée à M. Lowther¹, quelques explications sur le but et la signification de ce document. Je n'hésite donc pas, pour la complète intelligence de ma première lettre, à faire parvenir à Votre Excellence une copie de cette dépêche.

Ainsi que Votre Excellence l'aura vu par ma dépêche du 8 du mois dernier, nous aussi nous avons compris les propositions du gouvernement danois renfermées dans le memorandum. Nous avons senti que l'Angleterre était favorable à ces propositions, non-seulement parce que le cabinet de Londres s'était montré disposé à nous les adresser par son intermédiaire, mais encore parce que nous étions confirmés dans notre opinion par ce passage du memorandum qui exprimait formellement l'espoir que si le plan proposé par le Danemark était présenté à Francfort, la Prusse l'appuierait.

A notre satisfaction nous avons pu constater par la nouvelle dépêche de lord John Russell qu'il n'avait pas été dans l'intention du gouvernement britannique de recommander l'acceptation des propositions du cabinet de Copenhague, ni même de les indiquer comme une base suffisante pour un accommodement.

Le gouvernement danois offrait de fixer une fois pour toutes, d'après un calcul basé sur les dernières années, le montant à payer par le Holstein pour les besoins communs de la monarchie ; mais on ajoutait formellement qu'aussi longtemps qu'une augmentation de cette quote-part ne serait pas nécessaire, on n'accorderait point aux États du Holstein un contrôle sur son emploi. On devait comprendre de suite combien la position du Holstein deviendrait par là différente de celle des parties du pays représentées dans le Conseil suprême, puisque ce Conseil est chargé d'approuver le budget dans tous ses détails et d'en surveiller l'emploi.

Votre Excellence verra maintenant par cette annexe que le cabinet de Londres aussi n'a pas voulu enlever aux États du Holstein l'examen de l'emploi de leurs impôts.

Le gouvernement britannique, dit lord John Russell dans le cours de sa dépêche, verrait avec plaisir que toutes les parties de la monarchie fussent représentées dans un parlement à Copenhague d'une manière convenable, et, si cela était impraticable, que le royaume ainsi que les duchés contribuassent pour une part proportionnelle aux charges communes. De notre côté nous n'avons absolument rien à objecter contre ceci. Donc, si lord John Russell croit devoir tirer de ma dépêche du 8 novembre dernier la conséquence que nous repousserions un plan dressé dans ce but, cela ne peut reposer que sur un malentendu, de même que la supposition que nous avons rejeté au-

1. Voir page 406.

paravant le plan d'une représentation égale des différentes parties du pays. Au contraire, nous nous sommes toujours efforcés de faire réaliser la promesse donnée que la monarchie obtiendrait une constitution qui attribuerait à chaque partie du pays une position égale.

La dernière partie de la dépêche du 8 de ce mois nous a causé un contentement tout particulier, attendu que le gouvernement britannique s'empresse d'y reconnaître formellement, au sujet du Schleswig, les obligations internationales du Danemark envers la Confédération germanique, obligations qui avaient été obstinément contestées jusqu'ici. Ces obligations n'entraînent pas après elles une immixtion de la Confédération dans les détails de l'administration, cela va sans dire. Mais une immixtion de cette nature n'a jamais été demandée jusqu'à présent.

Nous sommes assurés que la sincère expression de la conviction que lord John Russell a manifestée par rapport aux obligations du Danemark envers le Schleswig manquera d'autant moins son effet sur le cabinet de Copenhague, que celui-ci doutera moins de la franchise de la cour anglaise dans cette question et de ses sentiments bienveillants et amicaux.

Pour finir, un mot encore que m'inspire une observation de lord John Russell vers la conclusion de sa dépêche.

Si dans ma dépêche du 8 novembre dernier j'ai fait allusion à la dépêche adressée récemment par lord John Russell à sir James Hudson, je n'avais point en vue les principes qui y sont exprimés sur le droit des nationalités, mais plutôt les principes sur le droit d'un peuple contre son gouvernement. Je devais y voir une garantie que l'Angleterre s'intéresserait pour les droits des États du Holstein contre leur gouvernement.

Votre Excellence est autorisée à donner confidentiellement connaissance à lord John Russell du contenu de cette dépêche, en l'assurant de notre gratitude pour les explications qu'il nous a données.

Signé : DE SCHLEINITZ.

Discours de M. de Schleinitz à la Chambre des députés de Prusse, au sujet de l'amendement de M. de Vincke¹, dans la séance du 6 février.

AFFAIRES D'ITALIE. — Amendement de M. de Vincke.

La haute importance des débats qui ont eu lieu dans la Chambre des députés, le 6 février, sur l'amendement de M. de Vincke, relatif à l'Italie, débats qui ont porté sur toute la politique européenne et caractérisent l'attitude du gouvernement prussien, nous engage à emprunter au compte rendu de cette séance les déclarations du ministre des affaires étrangères :

M. le ministre des affaires étrangères. Je crois devoir vous exposer le point de vue d'où le gouvernement de Sa Majesté considère cette grave question. Il n'a pas le moindre motif de défaveur contre l'Italie, contre le peuple qui, autrefois, a dominé le monde, qui a fait de si grandes choses dans les arts et la science, qui a couvert son nom de gloire dans l'histoire de la civilisation. Nous n'avons rien à dire non plus à ce qu'un peuple qui possède un passé pareil et une nationalité si accusée cherche à donner à cette nationalité une forme politique qui en garantisse la sécurité. Mais, sans déprécier la valeur de l'idée nationale, nous ne croyons pouvoir lui accorder la prédominance qu'on revendique pour elle en Italie et devant laquelle on voudrait voir s'effacer tout autre droit, fût-ce même celui des peuples et des traités, tout autre intérêt, quelque grand et manifeste qu'il soit.

Dans cette Chambre, messieurs, à l'exception de ces membres qui ne se considèrent malheureusement comme chez eux ni au sein de l'assemblée ni dans le pays², il n'est personne qui attribue au principe de la nationalité une signification si absolue, si souveraine, pour-

1. La Chambre aborde le paragraphe 12 ainsi conçu :

« Comme Votre Majesté a réussi, dans le courant de l'année dernière, par des entrevues personnelles avec les monarques des grandes puissances, à établir des relations de plus en plus satisfaisantes avec ces puissances et à obtenir ainsi des garanties pour la paix européenne, le pays remercie respectueusement Votre Majesté de ces nobles efforts, et il a surtout entendu avec une grande satisfaction Votre Majesté déclarer que la sauvegarde de l'intégrité du sol allemand est la mission suprême de votre politique allemande et européenne. »

M. de Vincke avait proposé d'ajouter le paragraphe suivant :

« Nous regardons les progrès de la consolidation de l'Italie comme un intérêt politique européen. »

M. de Vincke a modifié ensuite cet amendement en vue de lui assurer de plus grandes chances, et l'a rédigé en ces termes :

« Nous ne considérons pas comme un intérêt prussien ni allemand de s'opposer aux progrès de la consolidation de l'Italie. »

2. Les députés polonais du duché de Posen.

rais-je dire. On trouverait à peine, parmi les grands gouvernements de l'Europe, un seul qui jugeât de son intérêt de voir ainsi appliquer contre lui ce même principe. Mais si, de quelque côté, on faisait la sérieuse tentative de reconstruire l'édifice politique de l'Europe sur des bases purement nationales, ce serait le signal d'un grand bouleversement et de luttes sanglantes, aux conséquences incalculables. Nous ne considérons pas non plus comme liant, comme obligatoire dans toutes les circonstances, le principe dit de non-intervention. Nous nous sommes abstenus, de fait, de toute immixtion active dans l'affaire d'Italie. Les motifs en sont évidents. L'incertitude sur les fins et les résultats du mouvement, la possibilité de nouveaux et graves conflits provoqués par la diversité d'attitudes des gouvernements de l'Europe dans cette affaire, l'absence de tout intérêt direct et la grande distance de notre pays à l'Italie, nous imposaient la réserve et la prudence; la seule attitude en rapport avec l'intérêt de la Prusse, c'était l'observation et l'expectative.

Néanmoins, cette politique a été taxée de plusieurs côtés d'une certaine partialité. Je dois protester énergiquement contre ce reproche; le gouvernement prussien a la conscience de ne s'être laissé guider ni par des sympathies ou des antipathies, ni par des tendances personnelles, mais par l'intérêt bien entendu de la patrie, comme ç'a été aussi le cas dans sa politique allemande intérieure. En ce qui concerne la Vénétie, personne n'a contesté que la possession n'en soit d'une haute importance militaire et stratégique pour l'Autriche d'abord, et indirectement aussi pour l'Allemagne. C'est moins une affaire politique qu'une affaire de stratégie de développer et de motiver ce principe. Nous nous contenterons donc de faire observer que notre état-major partage la conviction de l'importance militaire de la Vénétie pour l'Allemagne. Je constate qu'il règne sous ce rapport un accord général, mais je n'en tire pas d'autre conséquence que celle-ci: c'est que le gouvernement prussien ne peut se sentir appelé à conseiller à l'Autriche la renonciation à cette province, ni à en favoriser directement la cession. Nous ne pouvons considérer la question vénitienne ni comme immédiate ni comme inévitable. L'Autriche paraît résolue à ne pas sortir de son attitude défensive; le gouvernement sarde déclare de son côté n'avoir pas l'intention d'attaquer. Il va de soi que nous cherchons à fortifier les deux cabinets dans cette résolution. Les autres grands États font comme nous, et l'on peut encore espérer non-seulement d'ajourner, mais peut-être d'écarter complètement le conflit qui menace.

Je ne puis accéder à la proposition de M. de Vincke, car il est clair qu'elle anticipe, sinon par ses tendances, du moins par ses conséquences, sur la politique du gouvernement, et non-seulement quant à

l'Italie, mais encore au sujet de la situation générale de l'Europe. J'appuie sur cette observation que le gouvernement prussien ne se propose pas de s'immiscer activement, à l'avenir non plus, dans le mouvement italien. Mais je vous ferai remarquer, messieurs, que ce mouvement peut se propager et devenir général, ce qui nous forcerait à intervenir de fait contre lui : ce serait le cas surtout s'il venait à s'étendre sur le sol fédéral allemand.

Messieurs, pour vous prouver que des inquiétudes de ce genre ne sont pas purement imaginaires, je vous citerai un passage d'un article de l'*Opinione*, de Turin, où il est dit : « Si, pour prendre Vérone, il fallait toucher à une extrémité du territoire de la Confédération germanique, cela ne pourrait être regardé comme une attaque contre l'Allemagne. » Il ne faut pas non plus perdre tout à fait de vue que la question, dans son cours ultérieur, peut donner lieu à de nouveaux conflits de nature à prendre un caractère européen. Mais l'amendement de M. de Vincke me semble préjudicier plus ou moins à toutes ces éventualités, et je vous prierai donc instamment de le rejeter ; j'exprimerai aussi le désir qu'il n'en soit adopté aucun sur la question italienne¹.

SARDAIGNE.

Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux provinces méridionales, à l'occasion de la nomination du prince de Carignan à la lieutenance générale du royaume de Naples².

Italiens des provinces napolitaines,

Les soins de l'État m'ont obligé, à mon grand regret, à me séparer de vous. Je ne puis vous donner une plus grande preuve de mon affection, qu'en vous envoyant mon cousin bien-aimé, le prince Eugène, auquel j'ai coutume de remettre, pendant mon absence, les rênes de mon gouvernement. Il gouvernera les provinces napolitaines en mon nom, et avec les pouvoirs que j'ai exercés moi-même, et que j'avais délégués à l'éminent homme d'État qui, par suite d'un grand malheur domestique, a remis ces fonctions honorables.

Placez dans le prince Eugène toute la confiance dont vous m'avez

1. L'amendement est adopté par 159 voix contre 146.

2. Voy. page 266 de ce volume.

donné des preuves non équivoques, et en attendant la présence de vos représentants au Parlement, travaillez avec concorde et avec votre bon sens politique à l'œuvre de l'unification, qui doit bientôt être proclamée.

L'Europe, qui depuis deux ans contemple avec étonnement les grands faits qui se sont accomplis, apprendra, par votre conduite, que les provinces napolitaines, pour être montées plus tard au rang de leurs sœurs libres, n'en désirent pas moins ardemment l'unité fortement constituée de la patrie commune.

Turin, 7 janvier 1861.

VICTOR-EMMANUEL.

C. CAVOUR.

Proclamation du prince de Carignan aux Napolitains en prenant possession de la lieutenance générale au nom du roi Victor-Emmanuel.

Italiens des provinces napolitaines,

Le roi me confie le gouvernement de cette partie du royaume italien. J'accepte ce grave mandat, mû par l'amour de la patrie, par l'obéissance au roi, par la confiance dans votre loyale coopération. Ces provinces, séparées longtemps du reste de l'Italie, ont manifesté, par un suffrage unanime, la ferme volonté de faire partie indivisible de la patrie commune sous le sceptre constitutionnel de la dynastie de Savoie.

Il appartiendra au Parlement de donner la dernière sanction à l'organisation administrative *du royaume italien*; mais, c'est à nous cependant de lui aplanir la voie avant qu'il se rassemble, en continuant et hâtant l'application à ces provinces des mesures législatives qu'on ne saurait différer sans nuire à l'unité et à l'assiette constitutionnelle de toute la monarchie.

L'unification, en tant qu'elle peut être immédiatement applicable, sera donc la première idée qui dirigera les actes du gouvernement. Mais, pour que la nouvelle organisation puisse prendre racine, et pour que le peuple puisse éprouver les bienfaisants effets du gouvernement libre, la condition première et nécessaire est le maintien de l'ordre, l'observation de la loi.

Le pays peut être convaincu que le gouvernement ne transigera jamais avec le désordre, et que toute tentative d'agitation illégale sera

promptement et sévèrement réprimée. Là où ne règnent pas l'ordre et la sûreté, la liberté ne peut pas prendre racine.

Pour accomplir cette partie principale de mon mandat, je compte sur le sens droit de toute la population, et plus spécialement sur le patriotisme de la garde nationale, qui a déjà rendu de grands services au pays, et qui depuis les premiers jours de son existence, a montré une discipline et une contenance dignes d'un peuple qui a la conscience de ses droits et de ses devoirs.

Pour la rigoureuse et universelle exécution des lois, et pour la répression de toute infraction qui y sera faite, je compte en particulier sur la coopération énergique et impartiale de la magistrature, qui, dans tout pays organisé librement, doit être la gardienne fidèle de la loi et l'expression de la moralité publique.

C'est l'intention du gouvernement que l'Eglise et ses ministres soient respectés, et qu'aucune entrave ne soit apportée au libre exercice du culte ; mais en même temps il attend du clergé l'obéissance au roi, au statut et aux lois.

Le gouvernement tournera toute son attention sur la condition économique du pays et sur les moyens de l'améliorer, sur le développement dont sont susceptibles les grandes ressources de son agriculture, de son commerce et de son industrie, et sur les travaux d'utilité publique, auxquels on mettra la main sans retard.

Un de ses principaux soins sera dirigé sur les progrès de l'enseignement public et surtout de l'enseignement populaire et technique. Instruction et travail sont les deux sources de la moralité et de la richesse, les deux bases sur lesquelles s'appuient les sociétés libres et civilisées.

Les finances de cette partie du royaume italien, troublées par les troubles politiques et des exigences extraordinaires, ont besoin d'une prompt organisation. En attendant qu'on ait préparé les éléments d'un bilan régulier à présenter au Parlement, je ferai apporter à ce service économie et publicité. Un des plus nobles devoirs de la presse sera d'indiquer au gouvernement, avec calme et franchise, les abus à faire disparaître, les réformes à introduire dans cette branche comme dans tous les autres rameaux de l'administration.

L'Italie se fait (*si stù facendo*), mais n'est pas encore faite. Pour l'accomplissement final de cette œuvre sublime, qui est l'aspiration ardente de tant de générations, il faut encore de grands sacrifices. Vous accueillerez avec joie, j'en suis certain, toutes les mesures que le gouvernement central et le Parlement croiront nécessaires pour accroître, réunir et discipliner les forces de terre et de mer de la nation.

L'appui de tous les hommes honnêtes, le respect universel aux lois,

la concorde des esprits, répondront, je l'espère, à la confiance que mettent en vous le roi et la nation. Toute l'Europe tient en ce moment le regard fixé sur cette partie de l'Italie, glorieuse par ses anciennes traditions de civilisation et de sagesse, et par la grandeur des malheurs que lui a fait subir son amour indompté de la liberté.

Vous pouvez, par cette seule contenance, rendre à la patrie commune un service peut-être plus grand que ceux que lui ont rendus d'autres provinces au prix de beaucoup d'hommes et de beaucoup d'argent; je me dirais heureux si, lorsque bientôt, comme je n'en doute pas, sera tombé le dernier rempart de la domination bourbonnienne, je pouvais dire au roi et à l'Italie: « S'il vous faut les garnisons et les levées des provinces napolitaines, appelez-les aussi à de nouvelles épreuves; cette partie de l'Italie peut, comme toute autre, être gouvernée sans soldats. »

EUGÈNE DE SAVOIE.

13 janvier.

**Discours prononcé par le roi Victor-Emmanuel à l'ouverture
du Parlement italien.**

Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,

Libre et unie presque tout entière, grâce à la Providence, au concours de toutes les volontés et à la valeur de nos armées, l'Italie se repose sur votre force et votre sagesse. C'est à vous qu'il appartient de lui donner des institutions communes et une organisation déterminée. En établissant les plus grandes libertés administratives chez des peuples habitués à des coutumes et à une organisation différente, vous veillerez à ce que cette unité politique, qu'appelaient les vœux de tant de siècles, ne soit point altérée.

L'opinion des nations les plus avancées nous est favorable. Les principes d'équité et de liberté qui prévalent de plus en plus dans les conseils de l'Europe, ne nous sont pas moins propices.

L'Italie deviendra elle-même une garantie d'ordre et de paix et aidera puissamment à la civilisation universelle.

L'empereur des Français, tout en maintenant ferme le principe de non-intervention qui nous est si avantageux, a cru devoir rappeler son ambassadeur. Si ce fait nous a été douloureux, il n'a pas diminué les sentiments de notre gratitude, non plus que notre confiance en son amour pour la cause italienne.

La France et l'Italie dont la race, les traditions et les mœurs sont

communes, ont resserré, dans les champs de Magenta et de Solferino, une alliance dont les nœuds sont indissolubles.

Le gouvernement et le peuple de l'Angleterre, cet antique berceau de la liberté, ont proclamé hautement notre droit à disposer de nous-mêmes, ils nous ont aidé grandement de leurs bons offices : notre reconnaissance ne l'oubliera jamais.

Un prince illustre et loyal est monté sur le trône de Prusse ; je lui ai envoyé un ambassadeur en témoignage de notre considération comme de notre sympathie envers la noble nation germanique, qui, je l'espère, se convaincra de plus en plus que la constitution de l'unité italienne ne saurait offenser ni les droits ni les intérêts des autres nations.

Messieurs les sénateurs,

Messieurs les députés,

Je suis certain que vous n'hésitez pas à fournir à mon gouvernement les moyens de compléter les armements de terre et de mer. Ainsi le royaume d'Italie, mis en mesure de ne point redouter une attaque, trouvera plus facilement dans la conscience de sa force, une raison de prudence opportune.

Dans d'autres circonstances ma parole a été hardie ; la sagesse ne consiste pas moins à savoir oser à temps que temporiser à propos. Dévoué à l'Italie, je n'ai jamais hésité à risquer pour elle ma vie et ma couronne ; mais nul n'a le droit de risquer l'existence et le sort d'une nation.

Après des victoires signalées, l'armée italienne, dont la gloire grandit chaque jour, vient d'acquérir de nouveaux titres en se rendant maîtresse d'une citadelle des plus redoutables. J'ai la consolante pensée que ce fait d'armes fermera pour toujours la douloureuse série de nos conflits.

L'armée navale a prouvé dans les eaux d'Ancône et de Gaëte que les marins de Pise, de Gènes et de Venise revivent parmi nous.

Une vaillante jeunesse, conduite par un capitaine qui a rempli de son nom les pays les plus reculés, a fait voir que ni la servitude ni les longues infortunes n'ont éterné la fibre des peuples italiens. Ce sont ces faits qui ont inspiré à la nation une grande confiance en sa propre destinée. Je suis heureux de manifester au premier Parlement italien la joie qu'en éprouve mon cœur de roi et de soldat.

TROISIÈME PARTIE.

DOCUMENTS ANGLAIS

COMMUNIQUÉS A LA CHAMBRE DES LORDS ET A LA CHAMBRE
DES COMMUNES.

Lord John Russell à lord A. Loftus.

(Extrait.)

Foreign-Office, 5 mai 1860.

En ce qui regarde l'Italie où nos vues sont différentes de celles de l'Autriche, il est facile de dire qu'on a invoqué l'esprit d'une politique libérale pour couvrir d'ambitieux projets de conquête et d'agrandissement. Mais que le gouvernement sarde soit animé de ces projets de conquête et d'agrandissement ou bien de l'amour le plus pur pour la liberté et pour l'Italie, là n'est point la question.

La question est, si en admettant, ce que nous sommes disposés à admettre, qu'il est désirable que la dynastie napolitaine conserve son autorité à Naples et en Sicile, il est probable que le but actuel sera atteint.

Car si le gouvernement de l'Italie méridionale devait être signalé par la tyrannie, l'injustice et l'oppression, tandis que celui de l'Italie septentrionale le serait ouvertement par la liberté, la justice et la franchise, l'expérience nous dit que les peuples de l'Italie méridionale se joindraient tôt ou tard à leurs frères du nord et demanderaient à être gouvernés par le même souverain. Il importera peu à ce moment que le patriotisme pur ou l'ambition égoïste soit le mobile du roi de Sardaigne. Les effets seront identiquement les mêmes : révolution et annexion.

Nous espérons donc que le gouvernement autrichien conseillera au

roi des Deux-Siciles d'adopter une politique de justice, de libéralité et de modération.

Il peut ne pas être nécessaire ou opportun d'introduire à présent une constitution représentative dans le royaume de Naples. Le peuple de ce pays est peut-être trop ignorant pour en apprécier les bienfaits, mais chaque pays comprend la différence qui existe entre un gouvernement injuste et cruel et un gouvernement juste et humain.

Vous communiquerez ces observations au comte Rechberg, et si vous le jugez convenable vous lui lirez cette dépêche.

Lord A. Loftus à lord John Russell.

Vienne, le 10 mai 1860.

Milord,

J'ai demandé aujourd'hui au comte Rechberg si le gouvernement napolitain, comme j'en ai été informé, avait adressé dernièrement un pressant appel au gouvernement impérial pour lui porter secours à l'approche des dangers qui menaçaient l'existence même de la monarchie.

Son Excellence m'a répondu qu'il y a environ un mois, une communication de cette nature avait été adressée au gouvernement autrichien et qu'il avait répondu que le cabinet impérial, qui avait toujours pris un intérêt sincère à la prospérité de Naples, compatissait de tout cœur aux difficultés qui entouraient le gouvernement napolitain et espérait ardemment qu'il les surmonterait avec bonheur et succès, mais que dans les circonstances présentes, le gouvernement impérial n'était pas en position de porter aide ou secours au roi de Naples.

Le gouvernement impérial avait déclaré ouvertement son intention de ne pas intervenir en Italie au delà de ses frontières et en conséquence il ne pouvait pas, conformément à son propre intérêt et à sa sécurité, être d'aucune assistance au gouvernement napolitain.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, le 18 mai 1860.

Des arrangements avaient été pris pour l'évacuation graduelle, mais complète, des États romains par les troupes françaises, occupant Rome, de manière à ce qu'elle fût terminée au mois d'août; en conséquence, des ordres avaient été donnés à un bataillon de quitter Rome

demain. Cependant la nouvelle du succès qui a jusqu'ici accueilli l'expédition de Garibaldi en Sicile, et l'incertitude sur les événements et les complications qui pourront en provenir ont fait suspendre cet ordre.

M. Thouvenel en me donnant cette information, m'a dit que l'Empereur regrettait beaucoup d'être dans la nécessité de prendre cette résolution, mais que le retrait de ses troupes de Rome, à ce moment critique, exposerait Sa Majesté à de grandes attaques et peut-être à d'injustes soupçons.

M. Thouvenel m'exprima toutefois l'espoir que ce délai ne serait que temporaire.

Lord John Russell à lord J. Hudson.

(Extrait.)

Foreign-Office, 22 mai 1860.

Le gouvernement sarde est lié à celui des Deux-Siciles par des traités de paix et d'amitié. De semblables rapports, consignés nouvellement dans un traité solennel conclu à Zurich, existent entre la Sardaigne et l'Autriche.

L'Autriche a donné, à diverses reprises et sous différentes formes, au gouvernement de Sa Majesté l'assurance qu'elle se tiendra seulement sur la défensive et qu'elle n'attaquera la Sardaigne ni aucune autre puissance.

D'autre part, la Sardaigne pourrait à peine être assurée de l'emporter sur l'Autriche, et encore moins sur l'Autriche et Naples réunis, sans l'aide de la France.

Je ne veux pas cacher à M. de Cavour que le bruit court que dans le cas d'un nouvel agrandissement territorial de la Sardaigne, soit dans la Péninsule italienne, soit par l'annexion de la Sicile, la France demanderait et le gouvernement sarde concéderait la cession de la province de Gênes ou de l'île de Sardaigne, soit de l'un de ces deux pays, soit des deux. La cession de l'île de Sardaigne causerait une rupture sérieuse dans l'équilibre des pouvoirs dans la Méditerranée.

Je vais même plus loin et je dis que l'Europe ne pourrait pas voir avec indifférence un nouvel accroissement du territoire français.

Vous êtes chargé, en conséquence, de demander au comte de Cavour, d'abord de déclarer que la Sardaigne ne commettra aucun acte d'agression contre l'Autriche ou contre le royaume des Deux-Siciles; en second lieu d'obliger le gouvernement de Sardaigne à ne céder aucun territoire à la France, en dehors de celui déjà abandonné par le traité de Turin du 24 mars 1860.

Je puis dire ici peu de chose des États romains. Le gouvernement

de Sa Majesté n'est pas informé de l'état réel des rapports qui existent entre le Pape et le roi de Sardaigne ; mais aussi longtemps que les troupes papales n'envahiront pas l'Émilie et la Toscane, le gouvernement de Sa Majesté considère que la Sardaigne est tenue de garder une attitude défensive.

Note présentée par sir J. Hudson au comte Cavour.

26 mai 1860.

Monsieur le comte,

Le gouvernement de Sa Majesté, désireux de conserver la paix de l'Europe et de préserver de nouveaux dangers l'équilibre des pouvoirs m'a donné l'ordre de vous dire que dans son opinion le gouvernement du roi de Sardaigne contribuera grandement à ces résultats en déclarant : 1° que la Sardaigne ne commettra aucun acte d'agression contre l'Autriche, ni contre le royaume des Deux-Siciles ; 2° que la Sardaigne s'engage à ne céder aucune partie de territoire à la France en dehors de ceux qui ont été cédés par le traité de Turin du 24 mars 1860.

Le comte de Cavour à sir J. Hudson.

Turin, le 30 mai 1860.

Monsieur le ministre,

Je viens de recevoir la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser pour m'informer que le gouvernement britannique, dans le but de préserver de nouveaux dangers la paix et l'équilibre européens, demande au gouvernement du roi de déclarer :

1° Que la Sardaigne n'a aucune intention de commettre des actes d'agression contre l'Autriche ni contre le royaume des Deux-Siciles ;

2° Que le gouvernement du roi s'engage à ne céder à la France aucune partie de territoire, en dehors des stipulations contenues dans le traité du 24 mars.

Permettez-moi, monsieur le ministre, de répondre avant tout à ce dernier point, en me référant aux déclarations que je viens de faire à la Chambre des Députés dans la séance du 26 mai. Dans ce discours, dont je m'empresse de vous transmettre copie, j'ai déclaré sans aucune hésitation que le gouvernement du roi ne saurait, même pour délivrer Venise de la domination étrangère, consentir à céder un pouce de terre italienne. Je pense que ces déclarations rendront superflu aux yeux du gouvernement de Sa Majesté Britannique tout engagement diplomatique à cet égard.

Pour ce qui concerne le premier point, je n'hésite pas non plus à vous déclarer, monsieur le ministre, que le gouvernement du roi s'abstiendra soigneusement de tout acte d'agression envers l'Autriche, tant que cette puissance s'abstiendra loyalement à son tour de tout acte qui puisse violer le grand principe de la non-intervention. Comme le gouvernement de Sa Majesté Britannique a déclaré à plusieurs reprises que sa ferme volonté est que ce principe soit respecté, le gouvernement du roi se flatte que la paix ne sera pas troublée. Pour ce qui regarde le royaume des Deux-Siciles je n'hésite pas à faire, avec les mêmes réserves, la même déclaration. Il est cependant de mon devoir d'ajouter franchement qu'il serait impossible au gouvernement de Sa Majesté d'empêcher par la force toute manifestation de sympathie des populations italiennes pour les populations de la Sicile ou du royaume de Naples.

L'entraînement irrésistible qui pousse tant de sujets de Sa Majesté Britannique à témoigner avec une si grande générosité la part qu'ils prennent aux maux de la Sicile, se manifeste avec bien plus de puissance encore dans les États du roi. Sans vouloir, pas plus que le gouvernement de Sa Majesté Britannique, violer en aucune manière, les principes du droit des gens, le gouvernement du roi est, aussi bien que le gouvernement britannique, dans l'impossibilité d'empêcher ces témoignages de sympathie. Gouvernement libre, il ne saurait punir des actes que la morale internationale peut désapprouver, mais qui ne tombent sous la sanction d'aucune loi positive; gouvernement italien, il ne peut s'opposer au courant de l'opinion publique, qui se prononce ouvertement en faveur des populations.

Lord John Russell au comte Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, 5 juin.

Je suis chargé d'informer Votre Excellence que le gouvernement de Sa Majesté sera heureux de constater que la politique future du gouvernement français soit telle qu'elle satisfasse les amis de la paix de l'Europe.

Il est si clair que l'intérêt de l'Europe est de jouir des bienfaits de la paix, que l'Empereur peut être assuré que s'il n'opère pas d'agression, les puissances européennes s'abstiendront scrupuleusement de toute agression contre la France.

Il y a une autre considération à laquelle je puis faire allusion. L'Empereur, par un traité de commerce avec la Grande-Bretagne et par diverses mesures favorables à l'industrie, s'est efforcé sagement

d'augmenter le bien-être et la richesse de ses sujets ; mais après la guerre, rien n'est plus destructif pour les entreprises paisibles du commerce et de l'industrie que la crainte d'une guerre.

Espérons donc que cette crainte sera éloignée pour longtemps par une conduite pacifique, et non pas seulement ajournée par des professions pacifiques.

Lord John Russell, à lord Cowley.

Foreign-Office, 14 juin 1860.

Milord ,

Le traité de Turin du 24 mars entre la France et la Sardaigne étant maintenant publié dans le *Moniteur*, vous aurez à vous informer auprès de M. Thouvenel à quelle époque et dans quels termes on se propose de convoquer les représentants des puissances signataires du traité de Vienne de 1815.

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 25 juin 1860.

Milord ,

Je transmets à Votre Excellence copie d'une dépêche du ministre des affaires étrangères de l'empereur des Français, à l'ambassadeur de Sa Majesté à cette cour, qui m'a été remise le 22 courant (voy. la dépêche ci-dessus).

Des trois modes proposés par M. Thouvenel¹, le gouvernement de Sa Majesté préfère le premier. C'est celui qui a été demandé par la Suisse, la puissance la plus intéressée dans cette question. C'est celui qui conduira le plus probablement à une discussion franche et à une explication amicale.

Le gouvernement de Sa Majesté accepte la proposition de la France, que le sujet de la conférence consiste à mettre l'article XCII de l'acte de Vienne en rapport avec l'article II du traité de Turin ; il consent également à ce que le lieu de la conférence soit Paris et que la Sardaigne et la Suisse prennent part aux délibérations.

1. Voir page 372 de ce volume.

Lord John Russell à sir J. Hudson,

Foreign-Office, 9 juillet 1860.

Sir,

Le ministre de Sa Majesté à Naples m'a informé que le gouvernement sarde a demandé au gouvernement de Naples de laisser les Siciliens entièrement libres de décider de leurs destinées futures.

M. Elliot, dit en même temps que comme un consentement à cette demande impliquerait le droit en faveur des Siciliens de se déclarer pour l'annexion à la Sardaigne, le gouvernement napolitain est désireux de savoir si une semblable résolution serait soutenue par le gouvernement de Sa Majesté. Il paraît que tandis que d'un côté il n'y a aucune chance d'accord entre Naples et la Sardaigne, à moins que les demandes sardes ne soient acceptées par le premier, de l'autre le gouvernement napolitain déclare qu'il ne peut consentir à aucun démembrement du royaume tant qu'il continuera à occuper quelque partie de la Sicile.

Dans ces circonstances, M. Elliot craint que la lutte ne continue avec la perspective de s'étendre jusqu'à Naples où, dit-il, il n'y a plus à attendre d'autres concessions.

J'ai répondu à M. Elliot que le gouvernement de Sa Majesté a été toujours d'opinion que les Italiens devaient être laissés libres de régler leurs affaires d'après leur jugement; que la proposition faite par la Sardaigne que nulle tentative ne serait faite par le roi de Naples pour reconquérir la Sicile semblait au gouvernement de Sa Majesté nécessaire pour permettre au roi de Sardaigne de prêter assistance à Naples. Il y a trois mois, le roi de Naples aurait pu conserver la Sicile à sa couronne; mais dans trois mois il lui sera peut-être difficile de sauver Naples. Il conviendrait donc, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, que le roi de Naples fît des propositions de nature à être acceptées par le gouvernement sarde, et qu'il pourrait demander, en réponse aux demandes de la Sardaigne :

1° Un armistice de trois mois en Sicile;

2° Que le gouvernement sarde empêche toute expédition en Calabre, ou dans toute autre partie des domaines napolitains;

3° Que les troupes du général Garibaldi resteront à Palerme et à Catane, tandis que les troupes napolitaines resteront à Messine et à Syracuse.

J'ai ajouté que les Siciliens, si on les laisse libres, pourraient bien ne pas demander l'annexion à la Sardaigne et que le roi de Naples agirait sagement en n'hésitant pas à adopter le parti qu'on lui propose.

Lord Cowley à lord John Russell.

Paris, le 12 juillet 1860.

Milord,

J'ai profité de l'occasion, en entretenant cette après-midi M. Thouvenel des affaires d'Italie, de lui faire part des bruits qui étaient parvenus au gouvernement de Sa Majesté et auxquels Votre Seigneurie fait allusion dans sa dépêche du 10 courant, au sujet de la cession, dans de certaines éventualités, de l'île de Sardaigne à la France, bruits que le gouvernement de Sa Majesté avait d'ailleurs la conviction d'être sans fondement.

... M. Thouvenel a dit que le gouvernement de Sa Majesté avait raison d'avoir cette conviction, parce que rien ne pouvait être plus absurde que les rumeurs auxquelles j'avais fait allusion. Il ne pouvait que conjecturer que ces rumeurs avaient surgi à la suite de certaines opérations électorales qui ont eu lieu à Sassi, où le député élu, Sicilien de naissance, avait reçu l'information ridicule que s'il n'acceptait pas son mandat, l'empereur Napoléon serait élu.

Rien ne saurait être plus positif ni plus absolu que la protestation de M. Thouvenel contre toute intention d'annexer la Sardaigne à la France. Il dit que cette annexion ne pourrait se faire sans troubler la balance des pouvoirs et que je pourrais difficilement supposer que la France s'exposerait à une guerre pour obtenir la possession d'une île qui n'avait pas de ressources et qui est si peu avancée en civilisation que son état était une honte pour le gouvernement piémontais. Il y a précisément autant de vérité dans les projets de la France sur la Sardaigne, m'a-t-il dit, que dans les projets de l'Angleterre sur la Sicile.

Lord John Russell à sir James Hudson.

Foreign-Office, 25 juillet 1860.

Sir,

J'ai vu ce matin le marquis de la Greca, envoyé spécial de la cour de Naples. Je n'ai point besoin de récapituler les arguments par lesquels il s'est efforcé d'établir la sécurité du gouvernement napolitain, son adhésion complète à une forme constitutionnelle de gouvernement, l'avantage que retirerait l'Italie de l'indépendance séparée de Naples et de la nécessité d'une union étroite entre Naples et la Sardaigne. Il a demandé l'intervention de l'influence anglaise pour amener cette alliance. Je lui ai répondu que le gouvernement de Sa Ma-

jesté était très-favorable à une semblable union, mais que tous ses efforts ne seraient pas capables d'obtenir le consentement de la Sardaigne. Je lui dis qu'il y avait trois obstacles :

Le premier était la Sicile; mais si la nouvelle de l'évacuation de la Sicile par les troupes napolitaines était vraie, la difficulté immédiate pourrait être surmontée et les Siciliens pourraient exprimer leurs propres désirs sur leur destinée future.

Le second obstacle provenait des antécédents du roi. Sans le charger de mauvaise foi, on pouvait présumer que les tendances absolutistes provenant de la parenté et de l'éducation, pourraient, à un moment critique, l'engager à une contre-révolution.

Le troisième obstacle était l'existence d'un parti nombreux, actif, formidable, qui, sans se préoccuper de la Sicile ou des tendances du roi des deux Siciles, s'efforçait d'unir toute l'Italie sous un même sceptre.

Il serait difficile au gouvernement sarde d'agir en opposition aux désirs de ce parti. Cependant la conviction du gouvernement de Sa Majesté est que l'Italie serait plus forte sous deux souverains l'un au nord et l'autre au midi que sous une seule couronne.

J'inviterai donc le ministre de Sa Majesté à Turin à appuyer le projet d'une alliance sarde napolitaine.

Le gouvernement de Sa Majesté désire que vous parliez en ce sens à M. de Cavour et que vous insistiez spécialement auprès du gouvernement sarde sur l'obligation où il est de ne pas favoriser des expéditions destinées à renverser le trône napolitain.

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 26 juillet 1860.

Milord,

L'ambassadeur de France m'a lu hier une dépêche qu'il a reçue de M. Thouvenel. (Voy. cette dépêche page 383.)

... Après avoir consulté le cabinet sur le contenu de cette communication, j'ai informé M. de Persigny que le gouvernement de Sa Majesté était d'avis qu'il n'y avait pas motif pour se départir du principe général de non-intervention.

Les forces de Garibaldi n'étaient pas par elles-mêmes suffisantes pour renverser la monarchie napolitaine.

Si l'armée, la marine et le peuple de Naples étaient attachés à leur roi, Garibaldi serait défait; si, au contraire, ils faisaient bon accueil à Garibaldi, notre action serait une intervention dans les affaires inté-

rieures du royaume de Naples. Si la France et l'Angleterre arrêtaient Garibaldi et qu'une contre-révolution eût lieu, nous deviendrions responsables des malheurs qui pourraient s'ensuivre.

Si la France veut intervenir seule, nous nous bornerons à désapprouver sa manière d'agir et à protester. Dans notre opinion, les Napolitains devraient rester maîtres de rejeter ou d'accepter Garibaldi. La marine napolitaine, si elle est fidèle à la cause du roi, protégera ses États contre l'invasion. Mais nous ne pourrions nier que le jeune roi est exposé au soupçon par suite de la réputation de tyrannie et de manque de foi qu'il a héritée de son père.

J'ai ajouté que j'avais la plus entière confiance que si Naples et les États romains se soulevaient à l'appel de Garibaldi, que le général n'attaquerait pas Rome aussi longtemps que cette ville serait occupée par une armée française qui s'était fait respecter par sa discipline et sa bonne conduite, et que le roi de Sardaigne n'attaquerait pas non plus l'Autriche dans sa province de Vénétie si la France lui refusait son appui dans un semblable acte d'agression.

M. Thouvenel à M. le comte de Persigny, à Londres.

Paris, le 22 août 1860.

Monsieur le comte, lord Cowley a bien voulu me donner lecture de plusieurs dépêches de lord John Russell, relatives à la situation de l'Italie et dans lesquelles le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, en réponse aux communications que vous avez été chargé de lui faire, ne se montre pas préoccupé au même degré que le gouvernement de l'Empereur des conséquences extrêmes du mouvement qui agite aujourd'hui la Péninsule. Lord John Russell est convaincu que Garibaldi ne saurait songer à attaquer l'Autriche sans le secours de la Sardaigne, et que la Sardaigne, de son côté, ne se livrera à aucune agression contre la Vénétie, s'il ne lui est point permis d'espérer l'appui de la France.

Posée en ces termes, monsieur le comte, la question tendrait à faire peser sur le gouvernement de l'Empereur une responsabilité qu'il est de mon devoir de décliner, en son nom, de la façon la plus formelle. Voici ce que j'écrivais à M. le baron de Talleyrand au moment où le cabinet de Turin, malgré nos représentations, se disposait à consommer l'annexion de la Toscane : « Quelles que soient ses sympathies pour l'Italie, et notamment pour la Sardaigne qui a mêlé son sang au nôtre, Sa Majesté n'hésiterait pas à témoigner de sa ferme et irrévocable résolution de prendre les intérêts de la France pour guide uni-

que de sa conduite. Comme je l'ai dit à M. de Persigny, dissiper les illusions dangereuses, ce n'est pas restreindre abusivement l'usage que la Sardaigne et l'Italie peuvent vouloir faire de la liberté que nous nous honorerons toujours de les avoir aidées à conquérir, et que constatent, en définitive, les dernières déclarations que le gouvernement de l'Empereur a obtenues de la cour de Vienne; c'est simplement, je le répète, revendiquer l'indépendance de notre politique et la mettre à l'abri de complications que nous n'aurons pas à dénouer, si nos conseils ont été impuissants à les prévenir. » Les événements qui se sont accomplis depuis cette époque n'ont modifié ni l'opinion ni le langage du gouvernement de l'Empereur, et la Sardaigne sait à quoi s'en tenir sur la fermeté et la persistance invariable de nos intentions. Son attitude, néanmoins, en présence de la révolution qui éclate dans le sud de l'Italie, indique assez que, soit manque de volonté, soit défaut de force, elle renonce à modérer le mouvement qu'elle a imprudemment laissé naître. Comment supposer, dès lors, qu'elle puisse le comprimer à la dernière heure et que le roi Victor-Emmanuel, au contraire, ne soit pas entraîné fatalement à y céder?

Bien loin, monsieur le comte, de croire avec lord John Russell que le travail qui s'opère dans la Péninsule n'ait pas pour but final une guerre avec l'Autriche, il me paraît à peu près impossible d'admettre que cette lutte suprême ne devienne pas une nécessité logique de la situation. Il n'y avait qu'un moyen de l'empêcher, c'était, comme le gouvernement de l'Empereur l'avait offert au gouvernement de Sa Majesté Britannique, que la France et l'Angleterre imposassent par leur influence et couvrisse de leur garantie une trêve pendant laquelle le gouvernement napolitain, s'organisant sur des bases nationales et constitutionnelles, eût pu s'entendre avec le gouvernement sarde pour la conclusion d'une alliance sincère et permanente. Cette proposition n'a pas obtenu l'agrément du cabinet de Londres, et, pendant que les négociations suivies à Turin aboutissaient à un avortement, l'armée destinée à envahir le royaume de Naples se tenait prête à traverser le détroit du Phare; encore quelques jours peut-être et nous apprendrons qu'elle a engagé la lutte avec les troupes du roi François II. La crise que traversent les États du sud de l'Italie a cela de particulier qu'elle a pour objet non de les réformer, mais de les détruire en les confondant dans une unité que paraissaient repousser leurs traditions et leur histoire, et qu'elle affecte aussi des intérêts qui concernent l'Europe autant que la Péninsule elle-même.

La France, à raison de sa position continentale, est obligée de peser ces considérations avec le plus grand soin, et il lui importe de ne point laisser l'opinion prendre le change sur le caractère de sa politique. Le gouvernement de l'Empereur doit à sa propre dignité de ne

défendre en Italie que les actes qui y ont été accomplis avec son concours ou son assentiment : c'est là une partie de sa tâche à laquelle il ne faillira pas ; mais le traité de Zurich a rétabli entre lui et la cour de Vienne une paix qui ne saurait être mise en péril par le fait d'autrui. Si toutes les clauses de ce traité n'ont pas été exécutées, l'Autriche sait que la faute n'en est pas imputable à la France, et nous avons la ferme confiance qu'elle ne se prévaudrait en aucun cas de l'imprudence de l'Italie pour revenir vis-à-vis de nous sur les conditions qui ont terminé la guerre de l'an dernier. Ce point acquis, monsieur le comte, je ne dirai pas que nous n'ayons plus qu'à attendre l'avenir avec indifférence ; nous verrions, au contraire, avec un profond regret, se dérouler la série des événements qu'entraînerait l'attaque de la Vénétie ; mais ce que je tenais à préciser, c'est que nous avons tout fait pour conjurer une catastrophe et que le jour où l'Italie perdrait ses illusions, ce n'est pas à la France qu'elle pourrait reprocher de les avoir encouragées.

Vous êtes autorisé à donner à lord John Russell lecture et copie de la présente dépêche.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, 29 août 1860.

Il semble au gouvernement de Sa Majesté qu'il devrait être permis aux Italiens de garder ou de changer les gouvernements de Naples, de Sicile et de Rome, d'après leurs désirs, mais que la France devrait décourager toute idée d'attaque contre Venise par la Sardaigne, car la France est tenue de conserver la Sardaigne en possession de la Lombardie, et conséquemment la lutte ne serait pas égale. Il faut considérer aussi que si la Sardaigne avait le dessous dans la guerre et que la France vînt à son secours, il serait possible que les puissances allemandes vinssent également au secours de l'Autriche, et la guerre prendrait ainsi des dimensions européennes. L'Autriche, d'un autre côté, ne peut être autorisée à occuper et gouverner Naples et les États romains sans renouveler les malheurs de l'Italie pendant les quarante dernières années, et sans amener la perspective d'une perturbation de la paix de l'Europe.

M. Fane à Lord John Russell.

(Extrait.)

Vienne, 30 août 1860.

J'ai communiqué en substance au comte Rechberg la dépêche que Votre Seigneurie m'a adressée en réponse aux questions que m'a faites

Son Excellence sur la manière dont le gouvernement de Sa Majesté envisagerait l'annexion de Naples à la Sardaigne.

Après avoir donné lecture au comte Rechberg des principaux passages de cette dépêche, j'ai ajouté que le gouvernement de Sa Majesté était décidé à n'intervenir en aucun cas, si les événements qui pouvaient avoir lieu à Naples étaient de la nature de ceux pour lesquels le gouvernement autrichien avait déclaré qu'il n'interviendrait pas au delà de ses frontières dans les affaires d'Italie.

Le comte Rechberg m'a répondu que son gouvernement resterait fidèle à cette déclaration, et il ajouta qu'il apprenait avec satisfaction, que quels que fussent les changements qui auraient lieu en Italie, le gouvernement de Sa Majesté n'y verrait aucune raison pour que la France y gagnât un nouvel agrandissement.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 7 septembre 1860.

.... Examinons maintenant les éventualités de l'avenir. Supposons que Naples tombe entre les mains de Garibaldi, que l'Ombrie et les Marches, comme Bologne, renoncent à l'autorité temporelle du Pape; supposons aussi que le roi de Sardaigne soit résolu à violer la parole qu'il a donnée au traité de Zurich et à faire une guerre d'agression contre Venise.

Le gouvernement de Sa Majesté considérerait une pareille guerre comme tout à fait injustifiable. Il laisserait alors le roi de Sardaigne porter la peine de sa mauvaise foi et de sa folie. Il ne contesterait pas à l'Autriche les résultats de cette guerre s'ils devaient faire rentrer la Lombardie sous sa domination. La position de la France est différente, il faut l'avouer. C'est pour cela qu'il appartient au gouvernement français de parler avec une entière franchise à l'Autriche et à la Sardaigne. A notre avis, le gouvernement français devrait informer l'Autriche qu'une occupation temporaire de la Lombardie, avec la promesse qu'elle ne serait que temporaire, serait pour la France, dans l'opinion de celle-ci, un *casus belli* contre l'Autriche. D'un autre côté, il devrait être nettement expliqué à la Sardaigne que le rétablissement du Pape à Bologne et celui du grand-duc à Florence, en même temps que la demande faite par l'Autriche d'une forte indemnité pour les frais de guerre, n'entraîneraient pas l'intervention active de la France. La perspective de perdre la Toscane et les Légations, outre la Savoie et Nice, et d'être chargé d'une dette considérable pour payer les armements de l'Autriche, ainsi que ceux de la Sardaigne elle-même, suffi-

rait bien pour empêcher le comte de Cavour, ou le plus aventureux de ses successeurs au pouvoir, d'entreprendre une guerre nouvelle. La Grande-Bretagne sera prête en tout temps à user de son influence pour maintenir la paix en Europe; elle ne pense pas qu'après avoir compris l'étendue du malheur résultant de sa politique en Italie, l'Autriche voudra retomber dans ses anciennes fautes et s'appauvrir pour dominer dans la Péninsule. D'autre part, si le roi de Sardaigne est disposé à violer sa parole et à chercher à entraîner l'Europe dans une guerre, il portera la responsabilité d'une politique incompatible tout à la fois avec la prudence et avec l'honneur.

Lord J. Russell à Lord Bloomfield.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 11 septembre 1860.

Je voudrais qu'on se mît en garde contre l'emploi abusif des mots *révolution* et *révolutionnaire*.

Une révolution peut être la plus grande des calamités. Elle peut être le plus grand des bienfaits. En Angleterre, « la révolution » nous rappelle une époque d'affranchissement de la condescendance pour la France, le renversement de la tyrannie des Stuarts, l'établissement de l'indépendance nationale et le règne de l'ordre et de la liberté, qui a commencé avec Guillaume III et la maison de Hanovre.

En France, le mot « révolution » s'applique généralement à l'anarchie démocratique des jacobins de la Convention.

Les partis serviles du continent emploient ce mot sans faire aucune distinction, et les avocats de l'absolutisme parlent avec autant d'horreur de la destruction d'un détestable despotisme en faveur de la légalité et de l'ordre que de la destruction d'un gouvernement doux en faveur de la licence démocratique. Ainsi on qualifie de « révolution » le remplacement d'un gouvernement qui se maintenait à l'aide de la torture, par un gouvernement libre et régulier; en tous cas un pareil changement, de quelque nom qu'on l'appelle, est un bienfait et non une calamité.

Lord Cowley à lord John Russell.

(Extrait.)

Paris, le 12 septembre 1860.

M. Thouvenel m'a fait observer que le gouvernement de Sa Majesté paraît croire que l'expédition de Garibaldi dans les États romains ne doit pas être considérée comme une intervention étrangère. Pour sa part, sachant que les forces de Garibaldi se composent en grande partie d'aventuriers étrangers, il ne pouvait l'envisager comme un mouvement ita-

lien. Il se demandait en effet si l'occupation par une armée sarde d'autres États italiens n'était pas, à proprement parler, une intervention étrangère. Quand il avait souscrit au principe de non-intervention en Italie, il n'y attachait pas d'autre idée que celle de laisser chaque pays régler ses propres affaires, mais la question change complètement quand les limites territoriales ne sont plus respectées et que c'est l'unité de l'Italie qu'on se propose pour but.

J'ai fait observer que M. Thouvenel n'avait proclamé cette doctrine que tout récemment, qu'il avait vu les duchés et les Romagnes annexés à la Sardaigne sans mettre en question le droit des populations de se placer sous le sceptre de Victor-Emmanuel. Il avait vu la Sicile repousser la souveraineté de la maison de Bourbon de la même manière que cela arrive sur le continent napolitain. Il s'était donc trompé dans sa première manière de voir et il doit en accepter les conséquences, ou bien sa première manière de voir était bonne, et alors il ne reste qu'à suivre sa politique jusqu'au bout, mais en aucun cas il ne peut équitablement appliquer un principe à certaines parties de l'Italie et un autre principe à d'autres parties. S'il a excusé et reconnu l'annexion des duchés à la Sardaigne, il ne peut disputer aux Napolitains le droit de suivre le même exemple. S'il a vu avec complaisance la séparation des Légations de l'autorité du Pape, il ne doit pas désirer d'intervenir quand l'Ombrie et les Marches aspirent également à devenir libres.

M. Thouvenel a répondu que la France n'avait ni excusé, ni reconnu l'annexion de la Toscane à la couronne sarde, et il a soutenu que les exemples que j'avais cités différaient complètement, les souverains ayant abandonné leurs territoires. A cela je répliquai qu'en réalité il en était de même du roi de Naples, et qu'il n'y avait pas l'ombre d'une différence entre l'état de ce royaume et celui des Légations et des Marches.

M. Elliot à lord John Russell.

Naples, 10 septembre.

Conformément aux désirs de Votre Seigneurie, j'ai dû examiner la meilleure manière de voir le général Garibaldi, sans donner prétexte aux commentaires que cette entrevue n'eût pas manqué de soulever si j'étais allé le trouver. La façon la plus simple d'arriver au but me parut de le rencontrer à bord du vaisseau amiral, quand il irait rendre visite à l'amiral Mundy, dont il avait fait la connaissance à Palerme.

L'amiral Mundy eut la bonté d'informer le général Garibaldi que je

serais heureux de me rencontrer avec lui s'il voulait bien indiquer l'heure de sa visite. En conséquence, nous nous rencontrâmes ce matin à bord de *l'Annibal*.

En arrivant, je trouvai le général Garibaldi dans la cabine de l'amiral, accompagné du colonel Bertani et d'un autre officier de son état-major causant avec quelques-uns des officiers des bâtiments de Sa Majesté. Après quelques mots de salutation, le général exprimant ses sympathies pour la Grande-Bretagne, et moi lui disant l'étonnement avec lequel, comme l'univers entier, j'avais été témoin des résultats merveilleux qu'il avait obtenus avec de faibles moyens, chacun quitta la cabine, nous laissant seuls, le général, l'amiral Mundy et moi.

Je l'informai alors que j'avais été chargé de lui dire que, sans pouvoir entretenir avec lui des relations officielles, je resterais à Naples jusqu'à ce que j'eusse reçu d'autres instructions de mon gouvernement. Il parut satisfait de recevoir cette communication, comprenant parfaitement que des rapports officiels n'étaient pas possibles. Je lui dis alors que Votre Seigneurie m'avait chargé d'exprimer l'espoir qu'aucune attaque ne serait dirigée contre la Vénétie. Cette attaque, d'après Votre Seigneurie, ne pouvant qu'être une cause de grandes calamités pour l'Italie.

Le général me répondit qu'il allait me parler avec une entière franchise, sans rien cacher de ses projets qui étaient clairs et équitables.

Là-dessus, il me dit qu'il avait l'intention de pousser immédiatement jusqu'à Rome, et que, lorsque cette ville serait entre ses mains, il offrirait la couronne de l'Italie unie à Victor-Emmanuel auquel incomberait ensuite la tâche de délivrer la Vénétie; que dans l'accomplissement de cette tâche, il ne serait que le lieutenant de Sa Majesté. Que si cette délivrance pouvait s'accomplir par un rachat et par des négociations, rien de mieux; mais que si l'Autriche ne voulait pas renoncer volontairement à ce royaume, il faudrait le lui arracher par le sabre.

Il a ajouté qu'il avait la confiance que, dans les dispositions actuelles du peuple italien, le roi ne pourrait se refuser à cette entreprise sans perdre sa position et sa popularité. Qu'il était sûr que Votre Seigneurie, en conseillant l'abandon de la Vénétie, ne représentait pas fidèlement les sentiments généreux qui animent les cœurs des sujets de Sa Majesté à l'égard de la nation italienne, mais qu'il reconnaissait d'ailleurs volontiers les obligations de l'Italie envers le gouvernement de Sa Majesté pour les sympathies dont ce gouvernement avait fait preuve envers l'Italie.

J'ai dit que ce n'était pas par manque de sympathie que Votre Seigneurie espérait qu'il n'y aurait pas d'attaque contre la Vénétie; mais, au contraire, parce que vous croyiez que cette entreprise serait fatale

aux plus chers intérêts de l'Italie, et j'ai rappelé que, dans une autre guerre, lorsque, après une glorieuse campagne qui lui avait donné la possession de la Lombardie, la Sardaigne avait voulu, contre l'avis désintéressé de ses amis, risquer un nouvel effort, le résultat en avait été de lui faire perdre toutes ses conquêtes et de river plus solidement les chaînes du reste de l'Italie. J'ai dit aussi à Garibaldi de ne pas se faire d'illusion sur les sentiments de la nation anglaise, que sans doute elle lui était éminemment favorable, mais que cette disposition changerait s'il poussait les choses au point de faire naître une guerre européenne.

Il me dit qu'il ne regardait pas comme probable qu'une attaque contre Venise dût amener un tel résultat; que l'empire d'Autriche était pourri jusqu'à la moelle et prêt à tomber en pièces; qu'il avait beaucoup de Hongrois avec lui et que par eux il savait que la Hongrie était prête à se soulever au premier signal, et que l'Autriche, dès à présent, ne pouvait plus compter sur l'appui de la Croatie même. « L'Autriche, dit-il, cette ancienne alliée de l'Angleterre, est en train de s'écrouler, mais de ses ruines surgit l'Italie, et c'est là que la Grande-Bretagne trouvera une autre alliée solide attirée naturellement vers elle par ses sympathies et ses intérêts. »

Je revins sur le chapitre de Rome et lui demandai s'il avait bien pesé toutes les conséquences d'une attaque et d'une collision avec la garnison française, d'où résulterait immédiatement l'intervention de la France dans les affaires d'Italie, ce qu'il était désirable d'éviter.

Le général Garibaldi n'a pas tenu plus de compte de la France qu'il n'avait fait de l'Autriche. Il répondit avec véhémence que Rome est une ville italienne, et que ni l'Empereur, ni tout autre n'avait le droit de lui en interdire l'approche.

Je répliquai que je n'étais pas disposé à entrer en discussion sur la question de droit, mais bien sur celle de la prudence; que, malgré la confiance que pouvaient lui inspirer les miracles qu'il avait accomplis avec de très-faibles moyens, je ne pouvais lui cacher la crainte que j'éprouvais en l'entendant parler d'attaquer Rome, alors que cette ville était sous la garde des troupes de l'empereur Napoléon.

Le général Garibaldi répondit qu'il ne pouvait rien faire à cela; qu'il n'avait pas d'autre alternative que d'aller à Rome, et il ajouta qu'il ne voyait pas même là une entreprise bien difficile.

Il me sera peut-être permis de mentionner ici que l'entourage du général, en parlant de la prochaine attaque contre Rome, ne semblait pas prévoir une opposition de la part de l'armée française qu'ils considèrent comme une garde personnelle du Pape, laquelle, dans leur croyance, quitterait la ville à leur approche. Le général partage-t-il cette manière de voir? c'est ce que je ne saurais dire.

Dans le cours de la conversation, le général Garibaldi fit allusion au comte de Cavour avec un sentiment d'amertume. Ce ministre, dit-il, en cédant la Savoie et Nice, avait traîné la Sardaigne dans la fange aux pieds de la France dont il avait peur. Mais, pour ma part, ajouta-t-il, je ne crains pas la France et je n'aurais jamais consenti à une pareille humiliation.

Le ton du général, pendant tout le temps que dura l'entretien, fut celui d'un enthousiasme déterminé à tout risquer pour poursuivre son idée de l'unité de l'Italie, sans se laisser intimider par les difficultés qui pourraient barrer son chemin, ni par le danger de perdre tout ce qu'il a gagné jusqu'ici. Il termina comme il avait commencé, en exprimant dans les termes les plus chaleureux son admiration et son respect pour la nation anglaise.

Lord John Russell à M. Fane.

Foreign-Office, 21 septembre 1860.

Sir,

Dans le cours de notre conversation d'aujourd'hui, le comte Wimpfen m'a lu une dépêche circulaire du comte Rechberg, condamnant dans les termes les plus vifs l'invasion des États du Pape par l'armée sarde.

Je lui ai dit que j'envisageais cette affaire d'une manière toute différente; que je n'examinais pas la justice de la prétention de Victor-Emmanuel d'être le chef et le champion de l'Italie, mais que puisqu'il avait entrepris d'accomplir cette tâche, je croyais qu'il était forcé par la nécessité de ne pas laisser les Garibaldiens et les mercenaires du Pape se disputer les fragments du royaume italien; qu'il appartenait au roi de diriger et de régler ce mouvement, de comprimer l'anarchie par la force et de substituer un gouvernement régulier à l'oppression qui écrasait et à l'insurrection qui dévastait les provinces italiennes; que le dernier espoir de l'Italie était le succès du roi de Sardaigne.

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 22 septembre 1860.

Milord,

Il résulte de la dépêche de Votre Excellence, en date d'hier, que le gouvernement français a résolu de renforcer les troupes françaises qui tiennent garnison à Rome, et le gouvernement de Sa Majesté en

conclut que cette mesure a pour but de défendre plus efficacement la personne et le gouvernement du Pape contre les dangers auxquels on le croit exposé.

Le gouvernement de Sa Majesté regrette que l'occupation française ait jamais eu lieu et qu'on n'ait profité d'aucune des nombreuses occasions qui s'offraient d'y mettre un terme. Le gouvernement de Sa Majesté espère toutefois que l'occupation française continuera à se borner, comme cela a eu lieu jusqu'à présent, à la ville de Rome et à son voisinage immédiat. Mais le gouvernement de Sa Majesté espère qu'avant peu il se trouvera quelque meilleur et plus légitime moyen de délivrer le Pape des dangers auxquels son autorité, mais non pas sa personne respectée, est exposée par suite du profond mécontentement que son gouvernement a inspiré au peuple qui lui est soumis.

La force militaire française occupe une position dominante à Rome, et les renforts qu'on y envoie sont un aveu de la part du gouvernement français que si les sujets du Pape étaient laissés libres d'agir à leur volonté, avec l'aide de leurs compatriotes des autres parties de l'Italie, ils se soustrairaient bientôt à l'oppression sous laquelle ils ont si longtemps gémi.

Dorénavant le gouvernement français sera donc, de son propre aveu, constaté par des faits, qui sont plus forts que des paroles, seul responsable du maintien, dans le territoire qui continuera à être soumis au Pape, d'un système de gouvernement qui rend ses sujets mécontents et malheureux. Le gouvernement de Sa Majesté invite donc le gouvernement français à bien considérer s'il est compatible avec sa dignité et avec sa politique éclairée d'employer le bras de la France pour maintenir un pouvoir et une autorité qui ont couvert tant d'abus.

Il est impossible de supposer que, puisque le gouvernement du Pape dépend entièrement de la présence et de l'appui d'une garnison française, les conseils sérieux et pressés de la France n'amèneront pas immédiatement des réformes et des améliorations du gouvernement de Rome, qui mettraient un terme à quelques-uns des griefs les plus intolérables dont se plaignent justement les sujets du Pape. Par exemple, ne serait-il pas facile de faire sortir de prison une fois par mois les prisonniers qui n'auraient pas été jugés et de les faire juger ou de les remettre en liberté ?

Il faut observer que si l'administration du Pape est, de l'aveu général, mauvaise, la théorie sur laquelle repose l'occupation française est évidemment insoutenable. Les catholiques du monde entier, dit-on, demandent que le Pape exerce un pouvoir indépendant ; c'est pourquoi il faut qu'il soit placé dans une position qui le rende indépendant des troupes d'un souverain étranger. Son indépendance repose

sur le fait qu'il est gardé jour et nuit par les armes de la France, et qu'il n'y a pas à prévoir la fin de cette attitude humiliante.

Telle étant la situation du Pape, il vaudrait mieux que sa personne fût protégée par les troupes d'un souverain italien, qui respecterait son autorité spirituelle et soulagerait ses sujets temporels.

Je désire que vous laissiez à M. Thouvenel une copie de cette dépêche.

Signé : JOHN RUSSELL.

M. Elliot à lord John Russell.

(Extrait.)

Naples, 18 septembre.

Dans ma conversation avec le général Garibaldi, à bord de *l'Annibal*, j'ai fait allusion au propos qui lui a été prêté de vouloir reprendre la Savoie et Nice après avoir conquis Rome et Venise.

Quoique le général n'ait pas répété ce propos, il ne dit rien pour nier de l'avoir tenu, comme je lui ai dit qu'il passait pour l'avoir fait. Mais il déclara que, dans son désir ardent de soustraire l'Italie à ses souffrances, il avait fait, dès son arrivée à Messine, des propositions qui auraient pu amener une solution pratique de toute la question.

Comme je lui demandais en quoi consistait cette solution, il me dit avoir proposé que le roi de Naples donnât son adhésion au principe de l'unité italienne sous le sceptre du roi Victor-Emmanuel, en restant, à son gré, le premier prince de l'Italie et le chef nominal de l'armée et de la flotte.

L'idée d'une Italie divisée en deux royaumes, dit-il, est une de celles qu'il ne voudrait jamais voir mise en discussion, car elle implique la destruction et la mort de cette unité, objet de tant d'efforts.

Votre Seigneurie voudra bien se rappeler que cette proposition a été faite par le général avant qu'il eût fait débarquer un seul homme sur le continent italien et avant que ses partisans les plus ardents eussent osé prévoir sa marche si rapide et presque sans obstacle sur Naples.

ELLIOT.

M. O. Russell à lord John Russell.

(Extrait.)

Rome, le 17 septembre 1860.

N'ayant pas visité les Marches ni l'Ombrie, je restreins mes observations à Rome, à la Comarca et au patrimoine de saint Pierre.

Le sentiment de la grande majorité est entièrement favorable à une Italie unie sous le sceptre du roi Victor-Emmanuel, et il est curieux

de voir avec quelle joie intense et quelle gratitude les progrès du Piémont sont accueillis par la majorité à Rome et dans ses environs.

L'intelligence et l'énergie de la population se manifestent principalement dans les classes moyennes, qui toutes sont favorables au Piémont.

L'aristocratie est tenue aussi éloignée du trône que tous les autres sujets laïques du Souverain Pontife, et la plus grande partie de cette aristocratie est italienne dans ses sympathies.

Le mouvement national a des adhérents même dans les rangs du clergé romain, qui pendant longtemps a vu d'un œil jaloux les faveurs que le Pape confère aux prélats étrangers dont est entouré son trône.

Personne n'a révoqué en doute l'habileté, l'énergie et l'excellente intention du général de Lamoricière ; mais les Romains le détestent, tant lui que son armée. La violence des opinions des Français légitimistes venus avec lui a jeté l'alarme dans toutes les classes. Les Autrichiens et les Suisses étaient de vieux ennemis.

M. O. Russell, à lord John Russell.

(Extrait.)

Rome, 2 octobre 1860.

Un changement très-remarquable s'est opéré dans le sentiment public de cette partie de l'Italie, pendant la semaine dernière. La grande majorité de tous les partis, sauf la petite fraction des *papalini*, a tourné ses vues, avec une nouvelle confiance et un nouvel espoir, vers la Sardaigne, son roi et le comte de Cavour, dans lesquels ils voient maintenant le seul salut de l'Italie, et elle a modifié ses précédentes sympathies pour Garibaldi, dans les actes duquel ils craignent maintenant un danger imminent pour l'Italie, la cause de l'ordre, l'unité et le développement de l'organisation du pays. Ils désirent voir ce général se soumettre au roi Victor-Emmanuel et le Piémont saisir, d'une main ferme, la direction du mouvement italien.

Lord A. Loftus à Lord John Russell.

(Extrait.)

Vienne le 18 octobre 1860.

Je n'ai pas la crainte que l'Autriche ait l'intention d'attaquer la Sardaigne ; de grands renforts ont été envoyés dans ces derniers temps et continuent d'être envoyés à l'armée en Italie, mais, comme j'ai lieu de le croire, seulement dans un but défensif.

On ne peut nier qu'il existe ici en général une grande exaspération

et spécialement chez l'Empereur, contre le gouvernement piémontais; mais on ne doit pas s'en étonner, puisque le langage que tient publiquement le premier ministre de Sardaigne a évidemment en vue l'acquisition, par voie de conquête, de la Vénétie.

Je ne puis concevoir qu'il soit possible que, après la terrible expérience du passé, le cabinet autrichien pût être assez insensé pour commettre de nouveau la faute grave de prendre l'offensive contre la Sardaigne. Si l'Autriche était unie à l'intérieur, si ses finances étaient en bon état et son trésor bien pourvu, le cas pourrait être différent; elle pourrait alors être disposée à prendre l'offensive ou bien elle pourrait attendre la marche des événements avec calme et confiance; mais ces conditions lui manquent; l'Empire, à l'intérieur, est faible et divisé et en état de réorganisation complète. Les finances sont dans un état déplorable et l'Autriche est par conséquent incapable, physiquement et financièrement, d'entreprendre une grande et difficile lutte.

La position défensive est également pleine de périls pour elle, car c'est une question de grave considération que de savoir combien de temps elle pourra soutenir financièrement de rester armée jusqu'aux dents dans l'attente d'une attaque.

Dans ce moment les dépenses de l'armée en Italie dépassent de beaucoup le budget militaire accordé par le Conseil de l'Empire. On doit craindre par conséquent qu'il n'arrive un moment où l'Autriche devra prendre une décision finale et où elle fera probablement appel à l'Europe pour la soustraire à une position qui ne serait pas tenable plus longtemps, parce qu'elle est plus coûteuse et plus embarrassante que la guerre elle-même.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office le 29 octobre 1860.

Lorsque j'étais avec Sa Majesté à Cobourg, lord Loftus y vint et me rapporta une conversation qu'il avait eue avec le comte de Rechberg sur les différents sujets relatifs à l'état de l'Europe. En parlant de l'Italie, le comte Rechberg avait dit qu'il était fâché de voir, dans une de mes dépêches qui avait été publiée, que j'étais d'accord avec le gouvernement français en admettant que quelque agressive que pût être la conduite de la Sardaigne à l'égard de l'Autriche, et quelque défavorable à la Sardaigne que pût être le sort des armes, la Lombardie devrait néanmoins rester au Piémont. Il considérait cette condition comme un encouragement donné à la Sardaigne, car elle pouvait acquérir Venise sans perdre la Lombardie.

Sur ces observations de lord Loftus, j'ai fait la note ci-jointe, dont je lui demandai de donner la substance au comte Rechberg. Je copie pour Votre Excellence la note telle que je l'ai faite au moment, afin qu'elle soit bien au courant de la manière de voir du gouvernement de Sa Majesté, au 3 de ce mois, relativement à l'état de Venise et aux chances d'une guerre sur la frontière lombardo-vénitienne :

« Le comte Rechberg se trompe lorsqu'il croit que le gouvernement anglais partage l'opinion de la France au sujet du sort de la Lombardie en cas de guerre. Seulement il pense que le gouvernement français serait secondé par l'esprit national en France pour résister à l'abrogation des engagements de Zurich qui ont donné la Lombardie au Piémont et qui ont été le résultat et le trophée des succès militaires de la France. Il serait donc sage à l'Autriche, en cas de guerre avec la Sardaigne, quels que pussent être les avantages de l'Autriche à repousser une agression italienne, de ne pas amener la France sur le champ de bataille, en demandant la cession de la Lombardie pour prix de la paix. Il faut espérer cependant que, quant à présent, le roi de Sardaigne ne fera pas une attaque sans cause et insensée contre Venise.

« Ce moment de repos devrait être utilisé par l'Autriche pour reviser tout son système de gouvernement à l'égard de ses sujets italiens. Le gouvernement autrichien a semblé penser jusqu'à présent qu'il pouvait se débarrasser d'une vérité en la cachant ou en la négligeant. Il devrait maintenant regarder les faits hardiment en face. Il verrait que lorsqu'un traité est confirmé par le sentiment national et par l'opinion, il est aisément conservé et défendu ; mais que lorsque cette sanction lui fait défaut, il est comme un arbre mort qui n'attend qu'un souffle de vent pour tomber par terre. Ainsi le traité de 1815, qui assure l'indépendance de la Suisse, est confirmé par l'attachement du peuple suisse à sa liberté et à l'intégrité de son territoire. Ainsi le traité de 1831 concernant la Belgique est fortifié et sanctionné par l'attachement du peuple belge à sa nationalité, à son roi et à ses institutions.

« Il peut ne pas être agréable pour des hommes d'État autrichiens de remarquer le contraste que ces États présentent avec l'état de l'Italie, mais la leçon n'en est pas moins utile. L'autorité du Pape, celle du grand-duc de Toscane et enfin celle du roi de Naples n'ayant pas eu de racines dans l'affection de leurs sujets, sont tombées devant le premier souffle de la tempête. Le gouvernement autrichien fera bien de réfléchir à la position de Gènes et de Venise. En 1815, une de ces villes a été cédée à la Sardaigne, l'autre à l'Autriche ; mais tandis que l'annexion de Venise à l'Autriche ne soulevait que peu d'opposition, il n'en était pas de même de celle de Gènes à la Sardaigne. L'an-

cienne indépendance de la république génoise, les principes de la loi publique, les antipathies violentes existant entre les Génois et les Piémontais, étaient mis en avant en Ligurie et invoqués dans le Parlement anglais comme des motifs concluants contre cette union.

« Qu'arrive-t-il au bout de quarante-cinq ans? La domination de l'Autriche en Vénétie est précaire et impopulaire, tandis que l'union de Gênes et de Turin est cimentée et confirmée. Si nous cherchons les motifs de cet exemple instructif, nous trouvons que tandis que le gouvernement autrichien a fait tout ce qu'il a pu pour opprimer, pour irriter et pour humilier le sentiment national, le gouvernement piémontais a fait tout pour le flatter, l'encourager et l'exalter.

« On peut observer sous quelques rapports la même politique pour ce qui concerne la Hongrie. Le but du prince de Schwarzenberg était de centraliser et de germaniser l'administration hongroise. Les débats du *Reichsrath* prouvent abondamment comment il y réussit. Ce serait, de la part du gouvernement britannique, présumer de l'ignorance que d'essayer d'indiquer les mesures par lesquelles la Hongrie et la Vénétie deviendraient la force de la monarchie autrichienne au lieu d'être sa faiblesse. Mais l'examen le plus superficiel démontre que c'est par le mépris du sentiment national que l'Autriche s'est aliéné l'affection de la Hongrie et de la Vénétie, et le gouvernement conclut naturellement que le respect rendu à ce sentiment peut fournir un moyen de reconquérir ces affections étouffées. Le gouvernement britannique n'irait même pas jusqu'à émettre cette opinion, s'il n'était pas profondément convaincu que la conservation de la monarchie autrichienne est si intimement liée aux intérêts européens, et si nécessaire au maintien de la paix générale, qu'il ne lui est permis de négliger aucune occasion de présenter aux hommes d'État de l'Autriche des considérations qui, d'après lui, intéressent la paix, la prospérité et même le salut de cet empire. »

Lord John Russell à lord Cowley.

Le 13 décembre 1860.

Milord, quand l'empereur des Français envoya des ordres à son amiral à Naples pour empêcher le bombardement de Gaète par l'escadre sarde, le gouvernement de Sa Majesté demanda si ces ordres avaient pour but la protection personnelle du roi des Deux-Siciles, ou s'ils devaient être considérés comme une intervention armée dans la guerre faite par le roi de Sardaigne au roi des Deux-Siciles.

La réponse fut prompte et décisive. Les ordres donnés à l'amiral français n'avaient d'autre but que la protection personnelle du roi et

de la famille royale de Naples. Mais le roi, maintenant bloqué à Gaëte a, dans plus d'un document officiel, déclaré qu'il voulait se défendre jusqu'au bout. Il ne veut profiter d'aucune occasion de se retirer en sécurité, et il compte sur la force de sa position pour prolonger la guerre civile dans le royaume de Naples; il mentionne la protection que la France lui a accordée comme un encouragement à la résistance.

Je vous prie de signaler à M. Thouvenel comment les intentions généreuses de l'Empereur sont dénaturées, et quel abus il est fait de son nom pour un objet qu'il n'a jamais sanctionné. Le roi de Naples est libre de se retirer. Pourquoi ne le fait-il pas?

Dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, l'empereur des Français devrait non-seulement conseiller au roi de quitter Gaëte, mais aussi mettre un terme à l'intervention française. Son autorité ne devrait pas couvrir les efforts inutiles et l'effusion du sang dont Gaëte est le théâtre.

Le comte Cowley à lord John Russell.

Paris, le 17 décembre.

Conformément aux instructions contenues dans votre dépêche du 13, je l'ai lue hier à M. Thouvenel et j'ai dit que, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, non-seulement le gouvernement français devait conseiller au roi de quitter Gaëte, mais encore faire cesser l'intervention de l'escadre française dans les eaux de cette forteresse.

Lord John Russell à lord Cowley.

(Extrait.)

Foreign-Office, le 22 décembre 1860.

Lorsque le comte Ludolf me dit que l'Empereur avait donné à son maître l'assurance que l'amiral français avait reçu l'ordre de protéger sa position à Gaëte et lui avait en même temps conseillé de se retirer de Gaëte, j'ai fait la réponse suivante :

J'ai dit que le gouvernement de Sa Majesté n'ayant donné aucun secours au roi son maître, n'avait pas le droit de lui donner de conseils; que tout le monde admirait le courage avec lequel, dans ces derniers jours, le roi avait défendu l'honneur de la couronne dont il avait hérité et de l'armée qu'il commandait; mais que le moment arrivait où toutes les exigences de l'honneur seraient satisfaites, et où une résistance prolongée ne pourrait avoir d'autre effet qu'une effusion de sang inutile et inhumaine; qu'il ne nous appartenait d'ailleurs pas de dire

quand ce moment arriverait ou s'il était arrivé; que c'était un point que le roi devait considérer lui-même avec toute la responsabilité inséparable de sa position.

C'est, comme vous le voyez, le langage de la non-intervention qui est la politique suivie constamment par le gouvernement de Sa Majesté.

Lord John Russell à Lord Cowley.

Foreign-Office, 24 décembre 1860.

Milord,

Vous avez bien fait d'appeler mon attention sur la brochure qui vient de paraître à Paris sous le titre de : « François-Joseph et l'Europe. »

Par le temps qui court, les brochures sont des événements, et nous ne pouvons pas oublier que la brochure appelée : *Le Pape et le Congrès* a eu pour conséquence de faire perdre au Pape plus de la moitié de ses domaines et a empêché la réunion d'un Congrès européen.

Je ne désire pas en ce moment démentir l'objet principal de cette brochure. La question de la cession de Venise par l'Autriche doit être considérée à part et mûrement.

Mais vers la fin de cette brochure, il y a une suggestion qui a déjà été en partie mise en avant l'année dernière à l'égard de l'Italie, et qui peut, d'un jour à l'autre, se produire comme une proposition sérieuse.

Cette suggestion, c'est qu'une nouvelle espèce de Sainte-Alliance serait formée; qu'un aréopage déciderait sur toutes les questions européennes; que toutes les classes profiteraient des vues éclairées de ce corps très-savant et bienveillant.

Il n'est pas difficile de découvrir, sous les phrases couvertes de cette proposition, un ancien ennemi de l'indépendance de l'Europe.

Un conseil qui prétendrait représenter toutes les nations et embrasser tous les intérêts, deviendrait bientôt un centre d'intrigue, et l'organe des plus hardies et des moins scrupuleuses des grandes puissances. Ses décrets seraient dirigés contre toute diversité d'institutions et toute liberté de pensée; les anciennes sauvegardes de l'ordre et de la liberté seraient dénoncées comme barbares et féodales; l'expression de la pensée individuelle serait condamnée comme une perturbation de la paix et de la tranquillité générale. Heureusement pour l'Europe les tendances de l'année qui va finir ont été dans une direction opposée. En Suisse, en Belgique, en Prusse et en Espagne, l'attachement aux frontières nationales a été exprimé d'une façon éclatante

et sans équivoque. En Italie aussi, quelque divisé que soit le peuple des différents États, on a témoigné un véhément désir de s'émanciper de toute domination étrangère.

Vous êtes trop bien informé pour ne pas savoir que l'indépendance des États de l'Europe a été, depuis trois siècles, excepté peut-être durant les règnes de Charles II et de Jacques II, le but de la politique de la Grande-Bretagne. La nationalité de la Hollande, du Portugal, de l'Espagne, de l'Allemagne, de la Grèce, de la Belgique, a été en divers temps soutenue par l'influence de l'Angleterre, souvent par ses armes.

De cette indépendance de l'Europe a découlé l'immunité des conquêtes étrangères, l'attachement aux institutions, la culture du langage et de la littérature de chaque nation et cette sécurité générale qui a tant contribué à développer la richesse, l'instruction et la liberté.

Ce serait une grande infortune de changer ce système contre un contrôle central. S'imaginer qu'on éviterait par ce moyen des disputes internationales est une fatale erreur. Mais les États faibles ne pouvant plus compter sur l'appui d'une combinaison ou d'une coalition de puissances, deviendraient victimes des États plus forts, et, sous le nom de Suisse, d'Espagne, d'Italie, de Hollande ou de Belgique, ils ne seraient plus que de simples dépendances d'un ou deux grands États.

Lord John Russell à lord Cowley.

Foreign-Office, le 24 décembre 1860.

Milord,

Le gouvernement de Sa Majesté espère apprendre bientôt que la flotte française aura quitté Gaète. Après la récente proclamation du roi François, la flotte française ne peut rester qu'en intervenant dans la guerre entre le roi Victor-Emmanuel et le roi François.

Mais si l'intervention en faveur du roi des Deux-Siciles était en conformité avec la politique publiquement déclarée de l'empereur des Français à l'égard de l'Italie, l'intervention de Sa Majesté Impériale aurait dû avoir lieu au commencement du conflit entre le champion de l'unité italienne et de la liberté et les troupes du roi François.

Si l'empereur des Français avait employé ses forces pour maintenir le roi François en possession de la puissance royale dont il a hérité de son père, une pareille politique aurait pu être regrettable, mais elle aurait été intelligible, et elle aurait peut-être réussi. Mais que l'empereur des Français se soit tenu à l'écart pendant que la Sicile et

presque tout le continent napolitain étaient arrachés au roi François, et que maintenant, à la dernière heure, il s'avance pour lui donner un secours tardif et qui nécessairement devra être inefficace, et pour défendre pendant quelques semaines, au prix d'une effusion de sang et d'une perte d'argent inutiles, une petite ville et un promontoire à l'extrême frontière des possessions napolitaines, c'est ce qui ne peut se concilier avec aucun des motifs ou des principes que l'on peut accepter raisonnablement comme dirigeant la conduite du souverain d'une grande puissance.

En retirant sa flotte de Gaëte, l'empereur des Français montrera que, bien qu'il ait fait quelque violence à sa politique (*strained his policy*) pour sauver la dignité personnelle d'un roi malheureux, il ne désire nullement refuser à l'Italie du Sud cette liberté d'action qu'il a si puissamment maintenue dans le Nord.

F. AMYOT.

TABLES DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME.

I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
(a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	459
(b) Correspondances, Dépêches, notes, Memorandums, etc., etc.....	460

II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	469
(d) Correspondances, Dépêches, Notes, Memorandums, etc., etc.....	471

I

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.	
	1689
Russie, Chine, Traité de paix	271
	1727
Octobrs. . 21. Chine, Russie. Traité de Paix.....	276
	1768
— 18. Chine, Russie. Traité supplémentaire au Traité du 21 octobre 1727.	282
	1842
Août..... 29. Chine, Grande-Bretagne. Traité de Nan-King.....	285
	1843
Octobre.... 8. Chine, Grande-Bretagne. Traité supplémentaire	289
	1844
Juillet.... 3. Chine, États-Unis. Traité de Whanghiâ.....	296
Septembre 24. Chine, France. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	307
	1845
Juin..... 25. Belgique, Chine. Arrangement de Tao-Kouâng.....	319
	1859
Juillet.... 11. Autriche, France. Préliminaires de paix de Villafranca	5

	1859	Pages.
Août.....	8. Autriche, France, Sardaigne. Protocole des conférences de Zurich.....	24
Novembre	10. Autriche, France. Traité de paix de Zurich.....	5
—	10. France, Sardaigne. Traité relatif à la cession de la Lombardie, signé à Zurich.....	12
—	10. Autriche, France, Sardaigne. Protocoles des conférences de Zurich.....	26
—	10. Autriche, France, Sardaigne. Traité de paix signé à Zurich.....	18
—	21. Autriche, France, Sardaigne. Protocoles des conférences de Zurich.....	27
	1860	
Mars.....	24. France, Sardaigne. Traité pour la cession de la Savoie et de Nice.....	370
Juin.....	16. Autriche, France, Sardaigne. Acte final de délimitation entre la Sardaigne et les provinces wallonnes de l'Autriche, fixée définitivement par la commission militaire conformément au Traité de Zurich du 10 novembre 1859.....	28
Septembre.	5. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Convention de Paris pour la répression des troubles de Syrie.....	180
—	9. Autriche, France, Sardaigne. Convention signée à Milan, à l'effet de mettre à exécution l'article 7 du Traité de Zurich du 10 novembre 1859, relatif à la question du Monte Lombardo Veneto.....	161
Août.....	3. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocoles de la conférence tenue à Paris pour la répression des troubles de Syrie.....	183-184
	1861	
Janvier...	26. Bade, France. Déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin entre le Grand-Duché de Bade et la France, échangé à Carlsruhe.....	321
Février....	2. France, Monaco. Traité de cession signé à Paris.....	322
	(b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.	
	1787	
Septembre	17. États-Unis de l'Allemagne du Nord. Constitution fédérale avec les adhésions des divers États, les amendements et additions.....	185
	1820	
Mars.....	6. États-Unis d'Amérique. Compromis du Missouri.....	348
	1854	
Mai.....	30. États-Unis d'Amérique. Bill de Nebraska et Kansas.....	348
	1858	
Octobre..	20. Prusse. Discours du prince régent à l'ouverture des Chambres lors de sa prise de possession de la régence.....	256
	1859	
Juin.....	30. France. Dépêche de M. de Bourboulon à M. Thouvenel, sur l'affaire du Pei-Ho.....	395
	1860	
Janvier..	31. France. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, à Vienne, développant les motifs qui engagent le gouvernement	

1860

		Pages.
	français à considérer les propositions anglaises comme étant une solution acceptable, bien que contraire aux prévisions des Traités de Villafranca et de Zurich.....	361
Février...	17. Autriche. Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich à Paris, en réponse aux explications qui accompagnaient la communication au cabinet de Vienne des propositions du gouvernement anglais.....	364
—	26. France. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Gramont à Rome, au sujet de la proposition de la France de remettre au roi de Sardaigne le gouvernement des trois Légations sous la forme d'un vicariat exercé au nom du Pape.....	375
Mars.....	8. Confédération germanique. Compte rendu officiel de la séance de ce jour dans laquelle la Diète adopte, au sujet des duchés de Holstein et de Lauenbourg, les propositions présentées par les comités réunis.....	334
—	13. France. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur auprès des cours signataires de l'acte général de Vienne de 1815, expliquant les raisons qui ont déterminé le gouvernement français à réclamer la Savoie et Nice.....	368
Avril.....	14. France. Dépêche du duc de Gramont à M. Thouvenel, donnant les raisons sur lesquelles s'appuie la cour de Rome pour motiver son refus de la proposition de la France.....	376
—	21. France. Dépêche de M. Thouvenel au baron Brenier à Naples, sur la manière dont le gouvernement français envisage les événements de la Sicile, et sur la nécessité de recourir à des réformes.....	381
—	23. Russie. Circulaire du prince Gortschakoff aux représentants de la Russie à l'étranger sur la situation des populations chrétiennes de l'Empire ottoman.....	113
Mai.....	8. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Loftus, à Vienne pour engager l'Autriche à conseiller au roi de Naples une politique plus juste et plus libérale.....	431
—	10. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Loftus à lord J. Russell, annonçant que l'Autriche ne portera pas secours au roi de Naples.....	432
—	11. États-Romains. Note du cardinal Antonelli au duc de Gramont au sujet de l'évacuation successive des troupes françaises de Rome.....	378
—	18. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord J. Russell pour lui annoncer que, par suite du succès de Garibaldi en Sicile, l'évacuation de Rome, par les troupes françaises, est suspendue.....	432
—	22. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à sir J. Hudson, à Turin, pour demander au comte Cavour de prendre l'engagement de n'attaquer ni l'Autriche ni les Deux-Siciles et de ne céder aucun territoire nouveau à la France.....	433
—	26. Grande-Bretagne. Note de sir J. Hudson au comte de Cavour, formulant les demandes de lord J. Russell, en date du 22.....	434
—	30. Sardaigne. Réponse du comte de Cavour à la note de sir J. Hudson, en date du 26 mai.....	434
Juin.....	5. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, au sujet des craintes de guerre de la part de la France.....	435
Juin.....	14. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, relative à la réunion des représentants des puissances par suite du traité du 24 mars.....	436
—	20. France. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Em-	

1860

		Pages.
	pereur près les cours signataires de l'acte général de Vienne et à l'ambassadeur de France à Berne, au sujet d'une entente à établir entre les puissances pour mettre l'article 92 de l'acte de Vienne d'accord avec l'article 2 du Traité de Turin, relativement à la neutralité éventuelle d'une partie de la Savoie.....	372
Juin.....	25. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, relative à l'entente entre les puissances pour mettre l'article 97 du Traité de Vienne en harmonie avec l'article 2 du Traité de Turin.	436
Juillet....	6. France. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, pour proposer l'institution d'une commission chargée de rechercher les causes des derniers événements de Syrie et d'en conjurer le renouvellement.....	392
—	9. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à sir J. Hudson, sur les affaires de Sicile.....	437
—	12. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord J. Russell, rapportant sa conversation avec M. Thouvenel, qui lui a déclaré que le bruit de la cession de l'île de Sardaigne à la France était dénué de fondement.....	438
—	14. France. Dépêche du baron Brenier à M. Thouvenel, pour lui faire connaître les bases des négociations de Naples avec Turin.	382
—	16. Turquie. Lettre du sultan à l'empereur Napoléon, au sujet des troubles de Syrie.....	268
—	17. France. Dépêche de M. Thouvenel au marquis Turgot, à Berne, pour lui faire connaître dans quels termes les puissances ont répondu à sa communication du 20 juin.....	373
—	20. Turquie. Note adressée aux ambassadeurs de la France et de l'Angleterre pour adhérer à l'envoi d'une commission européenne en Syrie.	269
—	22. Turquie. Instructions aux gouverneurs des provinces au sujet des massacres des chrétiens.....	268
—	24. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Persigny, à Londres, pour lui communiquer le résumé d'une dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, au sujet des événements de Naples et de Sicile....	383
—	25. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à sir J. Hudson, pour l'engager à seconder le projet d'une alliance entre la Sardaigne et Naples.	438
—	26. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, maintenant le principe de non-intervention.....	439
—	26. Confédération germanique. Compte rendu de la séance de la diète de ce jour, dans laquelle ont été présentées les propositions d'Oldenbourg.....	335
—	29. France. Lettre de Napoléon III au comte de Persigny, ambassadeur à Londres.....	98
Août....	22. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Persigny, pour déclarer que la France n'encouragera pas la Sardaigne dans une agression contre l'Autriche.....	440
—	29. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur les vues du gouvernement anglais relativement à la non-intervention dans les affaires d'Italie et spécialement à Venise....	442
—	30. Grande-Bretagne. Dépêche de M. Fane à lord John Russell rapportant une conversation avec M. de Rechberg, au sujet de la non-intervention de l'Autriche en Italie.....	442
Septembre.	6. Deux-Siciles. Protestation du roi François II au peuple de Naples en quittant sa capitale.....	58
—	6. Deux-Siciles. Protestation adressée à toutes les cours souveraines, par le roi François II, en quittant Naples.....	59

1860

Pages.

Septembre, 7.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley pour demander à la France de s'expliquer catégoriquement avec l'Autriche et la Sardaigne sur les éventualités d'une guerre commencée par la Sardaigne contre l'Autriche.....	443
— 10.	Danemark. Note de M. Hall, ministre des affaires étrangères de Danemark, à M. de Balan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la cour de Berlin à Copenhague, en réponse à sa demande d'explications sur les points qui ont motivé la proposition du gouvernement d'Oldenbourg, relativement à la publication dans le duché de Holstein du budget de l'État pour l'exercice 1860-1861.....	56
— 10.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Elliot à lord J. Russell, racontant son entrevue avec Garibaldi.....	445
— 10.	Sardaigne. Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux troupes sardes à leur entrée dans les Marches et dans l'Ombrie.....	117
— 11.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Bloomfield sur l'emploi du mot : <i>Révolution</i>	444
— 11.	États romains. Réponse du cardinal Antonelli à la sommation de M. de Cavour de renvoyer les troupes étrangères à la solde du Saint-Siège.....	84
— 12.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord J. Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel, au sujet de la manière d'entendre la non-intervention.....	444
— 12.	Sardaigne. Mémoire adressé aux représentants du Piémont à l'étranger pour expliquer les motifs et l'objet de l'entrée des troupes sardes dans les Marches et dans l'Ombrie.....	118
— 13.	France. Dépêche de M. Thouvenel au baron de Talleyrand pour lui donner ordre de quitter Turin, en n'y laissant qu'un <i>chargé des affaires</i>	380
— 14.	Sardaigne. Décret du général Garibaldi promulguant le statut constitutionnel à Naples.....	122
— 14.	Turquie. Mémoire adressé par la Sublime-Porte aux légations étrangères, relatif aux sujets ottomans qui se sont placés sous la protection étrangère.....	157
— 16.	Deux-Siciles. Dépêche de M. le général Casella, ministre des affaires étrangères et de la guerre aux agents diplomatiques du royaume des Deux-Siciles à l'étranger, en protestation contre les décrets du général Garibaldi, en date du 7, réunissant la marine napolitaine à celle du Piémont et déclarant que tous les actes seront rendus au nom de Victor-Emmanuel, roi d'Italie... ..	61
— 17.	France. Dépêche du duc de Montebello à M. Thouvenel pour annoncer l'entrevue de Varsovie et les vues de l'empereur Alexandre.	386
— 17.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Odo Russell à lord J. Russell sur les sentiments de la population de Rome.....	450
— 18.	États romains. Protestation du cardinal Antonelli aux représentants des puissances étrangères accréditées auprès du Saint-Siège contre l'invasion des États romains par la Sardaigne.....	85
— 18.	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Elliot à lord J. Russell rapportant une conversation avec Garibaldi au sujet de l'unité de l'Italie.	450
— 21.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à M. Fane, maintenant que le dernier espoir de l'Italie tient au succès du roi de Sardaigne.....	448
— 22.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley au sujet des renforts envoyés par la France à Rome.....	448
— 23.	Deux-Siciles. Mémoire adressé par le roi François II à la diplomatie pour constater la légitimité de sa cause, pour protester	

1860

		Pages.
	contre l'invasion dont il est victime et pour en appeler à l'opinion publique.....	64
Septembre. 24.	France. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Gramont déclarant que les troupes françaises feront respecter l'autorité du Pape aussi longtemps qu'il restera à Rome.	379
—	25. France. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Montebello, à Saint-Petersbourg, contenant le memorandum du gouvernement français, pour indiquer l'attitude que prendrait la France en cas d'une attaque du Piémont en Vénétie.....	387
—	28. États romains. Allocution du Pape en consistoire secret.....	87
—	Danemark. Note du cabinet de Copenhague au cabinet de Saint-James pour exposer les conditions desquelles dépendent son adhésion aux demandes de l'Allemagne au sujet du Schleswig-Holstein.....	337
Octobre ..	2. Grande-Bretagne. Dépêche de M. Odo-Russell à lord J. Russell, indiquant un changement dans l'opinion publique à Rome en faveur du roi et de M. de Cavour.....	451
—	6. Deux-Siciles. Dépêche du general Casella, ministre des affaires étrangères, au baron Winspeare, extraordinairement ministre plénipotentiaire de la cour de Naples à Turin, pour réfuter les bruits calomnieux qui accusaient le roi François II d'avoir, en quittant Naples, dépouillé les musées de leurs trésors et emporté d'immenses richesses.....	65
—	6. États romains. Lettre du cardinal Antonelli au cardinal Wiseman, pour recommander de recevoir le denier de saint Pierre dans tous les diocèses de l'Angleterre, afin de pourvoir aux besoins du trésor pontifical.....	92
—	6. France. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Gramont, expliquant ce qu'il entend par le patrimoine de saint Pierre, et fixant l'étendue du territoire que la France se réserve d'occuper.....	379
—	7. Deux-Siciles. Note du baron Winspeare, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la cour de Naples à Turin, annonçant son départ à M. le comte de Cavour.....	67
—	9. Espagne. Protestation de don Diégo Coello, ministre d'Espagne à Turin, contre l'entrée de l'armée sarde dans les Deux-Siciles, et contre l'annexion projetée des États de François II à la Sardaigne.....	81
—	9. Sardaigne. Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux peuples de l'Italie méridionale.....	123
—	9. Sardaigne. Protestation du commissaire général sarde Pepoli, adressée au général de Goyon, commandant le corps d'expédition à Rome, relativement à l'occupation de Viterbe.....	127
—	10. Russie. Note du prince Gortschakoff au prince Gagarine, chargé d'affaires auprès du roi de Sardaigne, pour lui donner l'ordre de quitter Turin avec le personnel de la légation.....	116
—	11. Sardaigne. Extrait du discours prononcé par M. de Cavour à la Chambre des députés.....	129
—	11. Sardaigne. Protestation du commissaire royal de Viterbe adressée au commandant de la colonne française d'occupation.....	128
—	12. Sardaigne. Note de M. de Cavour au baron Winspeare, ministre des Deux-Siciles à Turin, pour lui annoncer l'envoi à Naples d'un corps d'armée sarde.....	129
—	13. Prusse, Sardaigne, Deux-Siciles. Note du baron de Schleinitz au comte Brenier de Saint-Simon, ministre de Prusse à Turin, en réponse au memorandum sarde sur l'invasion des Deux-Siciles par la Sardaigne.	111

1860

	Pages.
Octobre.. 15. Sardaigne. Décret du général Garibaldi réunissant le royaume des Deux-Siciles au royaume d'Italie.....	134
— 16. Deux-Siciles. Protestation du roi François II contre la déclaration du blocus de Gaète.....	69
— 18. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Loftus à lord J. Russell, annonçant que l'Autriche n'a nullement l'intention d'attaquer la Sardaigne.....	451
— 19. Deux-Siciles. Note de M. Casella, ministre des affaires étrangères, aux représentants des puissances accréditées près Sa Majesté Sicilienne, pour protester contre la prise de possession de la flotte napolitaine par la Sardaigne.....	70
— 20. Autriche. Manifeste de l'Empereur François-Joseph à ses peuples pour leur annoncer la promulgation d'un diplôme concernant le règlement de l'organisation politique de la monarchie.....	42
— 20. Autriche. Lettres impériales accompagnant le diplôme pour le règlement de l'organisation intérieure de la monarchie.....	46
— 20. Autriche. Diplôme impérial pour le règlement de l'organisation politique intérieure de la monarchie.....	43
— 21. Autriche. Circulaire du comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères, aux représentants diplomatiques de l'Autriche près les États de la Confédération germanique, sur la portée de la nouvelle organisation de l'Empire, relativement à la position de l'Autriche vis-à-vis de la Confédération germanique.....	54
— 26. France. Dépêche du baron Gros à M. Thouvenel, pour lui annoncer la signature de la paix avec la Chine.....	399
— 27. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à sir James Hudson, ministre à Turin, au sujet des affaires d'Italie.....	105
— 29. Grande-Bretagne. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, donnant copie d'une note adressée par lui de Cobourg au comte de Rechberg, au sujet de l'état de la Vénétie et des chances de guerre sur la frontière lombardo-vénitienne.....	452
— 29. Sardaigne. Lettre du général Garibaldi au Roi, pour lui remettre ses pouvoirs.....	265
— 30. France. Dépêche de M. Thouvenel au vice-amiral de Tinan, pour lui faire connaître les raisons qui ont déterminé l'Empereur à lui donner l'ordre de se rendre devant Gaète.....	384
— Grande-Bretagne. Communication de lord J. Russell à lord Bloonfield à Berlin, au sujet des affaires des duchés.....	403
Novembre. 4. États romains. Protestation du cardinal Antonelli contre l'invasion des États romains.....	93
— 4. Portugal. Discours du Roi à l'ouverture des Cortès.....	110
— 5. États-Unis d'Amérique. Message du Gouverneur de la Caroline du Sud au sujet de la séparation de cet État de l'union fédérale.....	96
— 6. Turquie. Rapport du grand vizir au Sultan, sur sa mission relative à une enquête au sujet des plaintes formulées au nom des populations chrétiennes de la Roumélie.....	158
— 7. Sardaigne. Proclamation de Victor-Emmanuel en entrant Naples.....	135
— 8. Deux-Siciles. Note du général Casella, ministre des affaires étrangères, aux représentants des puissances accréditées près Sa Majesté Sicilienne, pour protester contre l'invasion du territoire par la Sardaigne.....	71
— 8. Deux-Siciles. Note du général Casella, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques à l'étranger, pour protester contre le plébiscite qui proclame la déchéance du Roi François II et réunit les Deux-Siciles à la Sardaigne.....	73

1860

Pages.

Novembre.	8.	Prusse. Note de M. de Schleinitz au comte de Bernstorff, à Londres, pour décliner les offres du Danemark transmises dans le memorandum du gouvernement anglais.....	418
—	8.	Sardaigne. Rapport de M. Farini, lieutenant général du Roi Victor-Emmanuel dans les provinces napolitaines, à Sa Majesté Sarde.	137
—	8.	Sardaigne. Adresse du général Garibaldi à ses compagnons d'armes.....	136
—	9.	Sardaigne. Dépêche du comte de Cavour au comte de Launay, ministre de Prusse à Turin, en réponse à la dépêche du baron de Schleinitz en date du 13 octobre.....	140
—	9.	France. Discours du comte de Persigny, ambassadeur à Londres, au banquet du lord-maire.....	100
—	12.	Deux-Siciles. Circulaire du général Casella, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques du Roi à l'étranger, pour • les charger d'appuyer, dans les cours auprès desquelles ils sont accrédités, l'idée de la réunion d'un congrès européen.....	76
—	14.	Grande-Bretagne. Discours de lord Palmerston au banquet de la corporation des sauniers.....	108
—	15.	Deux-Siciles. Circulaire du général Casella, ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques du Roi à l'étranger, pour protester contre le décret du 23 octobre distribuant la fortune privée de la famille royale.....	79
—	20.	Sardaigne. Note du comte Cavour à M. Jocteau, ministre de Sardaigne à Berne, au sujet de la séparation des paroisses suisses de l'évêché de Côme.....	143
—	22.	Sardaigne. Acte d'acceptation dressé à Naples de l'annexion des Marches et de l'Ombrie aux États du Roi Victor-Emmanuel....	146
—	24.	France. Décret de l'Empereur.....	101
—	28.	Sardaigne. Note de M. Minghetti, ministre de l'intérieur au conseil d'État, sur l'organisation administrative et financière du royaume.....	147
—	28.	Sardaigne. Proclamation du général Garibaldi demandant cinq cent mille soldats pour le 5 mars 1861.....	154
Décembre.	1.	Sardaigne. Proclamation du Roi Victor-Emmanuel aux Siciliens.	155
—	2.	Sardaigne. Décret du roi Victor-Emmanuel, nommant le marquis Massimo Cordero di Montezemolo, lieutenant général dans l'île de Sicile.....	266
—	3.	États-Unis. Message du Président Buchanan.....	217
—	3.	France. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Montebello en réponse aux communications qui lui ont été faites par le comte de Kisseleff, à la suite de l'entrevue de Varsovie.....	388
—	8.	Deux-Siciles. Manifeste du Roi François II au peuple des Deux-Siciles.....	208
—	8.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à M. Lowther, chargé d'affaires à Berlin, sur les affaires des Duchés.....	406
—	8.	Hesse électoral. Résolution votée par la Chambre des Députés de Cassel dans sa séance du 8 décembre, par trente-huit voix contre sept.....	56
—	11.	Principautés Unies. Discours du prince Alexandre-Jean à l'ouverture de la Chambre des Députés à Bucharest.....	251
—	13.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley pour demander qu'il soit fixé une époque à laquelle la flotte française serait rappelée de Gaète.....	454
—	17.	États romains. Allocution du Pape en consistoire secret.....	211
—	17.	Grande-Bretagne. Dépêche de lord Cowley à lord John Russell au sujet de Gaète.....	455

1860

	Pages.
Décembre. 20. États-Unis. Acte de séparation de la Caroline du Sud.....	250
— 22. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley pour lui faire connaître l'opinion du gouvernement anglais sur la prolongation de la défense de Gaëte.....	455
— 23. Autriche. Circulaire de M. de Schmerling aux gouverneurs des provinces de la monarchie autrichienne, lors de son entrée au ministère de l'intérieur.....	199
— 23. Principautés Unies. Allocution du prince Alexandre-Jean aux ministres, au sujet de la neutralité du territoire.....	252
— 24. États-Unis. Proclamation de séparation par le gouverneur de la Caroline du Sud, Francis W. Pickens.....	250
— 24. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, sur la brochure : <i>François-Joseph et l'Europe</i>	456
— 24. Grande-Bretagne. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, exprimant le désir de voir l'escadre française rappelée de Gaëte.....	457
— 25. France. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, à Vienne, sur l'accueil que la manière de voir du gouvernement français a rencontré à Vienne.....	390
— 29. Principautés Unies. Discours du président du Conseil de Moldavie, dans la séance de l'assemblée de Jassy, au sujet de la saisie de trois navires, sous pavillon italien, chargés d'armes de guerre.....	253
— 29. Prusse. Réponse de M. de Schleinitz à la dépêche de lord John Russell à M. Lowther, adressée au comte de Bernstorff, à Londres.....	421

1861

Janvier.... 1. Autriche. Note du comte de Rechberg au baron Werner, ministre d'Autriche à Dresde, pour annoncer la mise en liberté du comte Teleki.....	265
— 3. Prusse. Discours du Roi Guillaume I ^{er} à la députation du conseil municipal de Berlin, chargée de lui apporter ses condoléances à l'occasion de la mort du Roi Frédéric-Guillaume et ses félicitations sur son avènement au trône.....	257
— 5. Prusse. Discours du Roi aux généraux réunis pour le recevoir à Berlin à son retour de Potsdam.....	263
— 7. Danemark. Patente concernant quelques prescriptions au sujet de la confirmation des catéchumènes dans le duché de Schleswig.....	207
— 7. France. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques français, au sujet de la présence de la flotte française devant Gaëte.....	385
— 7. Prusse. Manifeste du Roi à son avènement au trône.....	258
— 7. Sardaigne. Décret de Victor-Emmanuel, nommant le prince de Carignan lieutenant général du Roi dans les provinces napolitaines, en remplacement de M. Farini.....	266
— 7. Sardaigne. Proclamation de Victor-Emmanuel aux provinces méridionales, à l'occasion de la nomination du prince de Carignan à la lieutenance générale du royaume de Naples.....	426
— 8. États-Unis d'Amérique. Message du président Buchanan au Congrès.....	349
— 8. France. Lettre de l'Empereur au général de Beaufort, commandant le corps expéditionnaire en Syrie.....	355
— 9. Danemark. Circulaire à tous les inspecteurs d'Eglise du duché de Schleswig.....	338

1860

	Pages.
Janvier... 11. Sardaigne. Lettre du général Cialdini à l'amiral Le Barbier de Tinan, pour la suspension d'armes de Gaète.....	339
— 12. Deux-Siciles. Lettre du général Ritucci, gouverneur de Gaète, à l'amiral Le Barbier de Tinan, pour la suspension d'armes.....	339
— 12. Prusse. Décret d'amnistie.....	260
— 13. Sardaigne. Proclamation du prince de Carignan aux Napolitains, en prenant possession de la lieutenance générale au nom de Victor-Emmanuel.....	427
— 14. Prusse. Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	262
— 16. Autriche. Manifeste de l'Empereur à tous les comitats de Hongrie.....	324
— 18. Deux-Siciles. Circulaire du général Casella aux agents diplomatiques napolitains, à l'occasion du dernier armistice, pour faire un appel suprême à l'Europe, provoquer l'intervention des puissances et réclamer une sommation collective, à l'effet de garantir la liberté du Roi et le respect dû à la Reine.....	340
— 18. Deux-Siciles. Circulaire du général Casella aux représentants des puissances accrédités auprès de François II, pour les inviter à rester à Gaète.....	342
— 18. France. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur à Londres, Berlin, Saint-Petersbourg, Vienne et Constantinople, pour demander la réunion d'une nouvelle conférence au sujet de la prolongation de l'occupation en Syrie.....	394
— 19. Autriche. Lettre du baron Vay, chancelier autrique de Hongrie, commentant le rescrit impérial du 16 janvier.....	328
— 19. Autriche. Dépêche du comte de Rechberg au comte Brasier de Saint-Simon, ministre de Prusse à Turin, pour interdire l'entrée des ports autrichiens aux bâtiments de la marine royale de Sardaigne.....	333
— 20. Sardaigne. Notification du blocus de Gaète par l'amiral Persano, commandant les forces navales de la Sardaigne.....	344
— 21. Autriche. Réponse du comitat de Gran au rescrit impérial du 16 janvier.....	330
— 28. États-Unis d'Amérique. Message du Président Buchanan, relativement aux propositions médiatrices de la Virginie.....	353
Février... 1. France. Sénatus-consulte portant modification de l'article 42 de la Constitution de l'Empire.....	356
— 4. France. Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres.....	366
— 5. France. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif. Relations extérieures.....	360
— 5. Grande-Bretagne. Discours de la Reine à l'ouverture du Parlement.....	409
— 6. Grande-Bretagne. Discours de lord John Russell, en réponse aux interpellations de M. Disraëli.....	411
— 6. Prusse. Discours de M. de Schleinitz à la Chambre des députés, contre l'amendement de M. de Vincke.....	424
— 7. Confédération germanique. Compte rendu officiel de la séance de ce jour, dans laquelle la Diète fédérale a adopté les conclusions du rapport présenté sur l'affaire du Holstein-Lauenbourg..	336
— 14. Deux-Siciles. Capitulation de la place de Gaète.....	345
— 18. Sardaigne. Discours du Roi à l'ouverture de la session législative.....	429

II

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

		Pages.
1859, Juillet ...	11. France . Préliminaires de paix de Villafanca.....	5
Août.....	8. Protocole des conférences de Zurich.....	24
Novembre	10. France . Traité de paix de Zurich.....	5
—	10. France, Sardaigne . Traité de paix signé à Zurich.....	18
—	10. Protocoles des conférences de Zurich.....	26
—	21. Protocole des conférences de Zurich.....	27
1860, Juin.....	16. France, Sardaigne . Acte final de délimitation entre la Sardaigne et les provinces italiennes de l'Autriche, fixée définitivement par la commission militaire instituée conformément au traité de Zurich du 10 novembre 1859.....	28
Septembre	5. France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie . Convention de Paris pour la répression des troubles en Syrie.....	180
—	9. France, Sardaigne . Convention signée à Milan à l'effet de mettre à exécution l'article VII du traité de Zurich du 10 novembre 1859, relatif à la liquidation du Monte Lombardo-Veneto.....	161

BADE (GRAND-DUCHÉ DE).

1861, Janvier...	26. France . Déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin entre la France et le grand-duché de Bade, échangée à Carlsruhe.....	321
------------------	---	-----

BELGIQUE.

1845, Juin.....	25. Chine . Arrangement de Tao-kouang.....	319
-----------------	---	-----

CHINE.

1689,	Russie . Traité de paix.....	271
1727, Octobre..	21. Russie . Traité de paix.....	276
1768, —	18. Russie . Traité supplémentaire au traité du 21 octobre 1727.....	282
1842, Août....	29. Grande-Bretagne . Traité de Nan-king.....	285
1843, Octobre..	8. Grande-Bretagne . Traité supplémentaire.....	289
1844, Juillet...	3. États-Unis . Traité de Whanghiâ.....	296
Septembre	24. France . Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	307
1845, Juin.....	25. Belgique . Arrangement de Tao-kouang.....	319

ÉTATS-UNIS.

1844, Juillet...	3. Chine . Traité de Whanghiâ.....	296
------------------	---	-----

FRANCE.

1844, Septembre	24. Chine . Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	307
1859, Juillet...	11. Autriche . Préliminaires de paix de Villafranca.....	5
Août.....	8. Protocole des conférences de Zurich.....	24

		Pages.
1859, Novembre	10. Autriche. Traité de paix de Zurich.....	5
—	10. Sardaigne. Traité relatif à la cession de la Lombardie, signé à Zurich.....	12
—	10. Autriche, Sardaigne. Traité de paix signé à Zurich....	18
—	10. Protocoles des conférences de Zurich.....	26
—	21. Protocole des conférences de Zurich.....	27
1860, Mars.....	24. Sardaigne. Traité pour la cession de la Savoie et de Nice..	370
Juin.....	16. Autriche, Sardaigne. Acte final de délimitation entre la Sardaigne et les provinces italiennes de l'Autriche, fixée définitivement par la commission militaire instituée conformément au traité de Zurich du 10 novembre 1859.....	28
Septembre	5. Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Convention de Paris pour la répression des troubles en Syrie.....	180
—	9. Autriche, Sardaigne. Convention signée à Milan à l'effet de mettre à exécution l'article VII du traité de Zurich du 10 novembre 1859, relatif à la liquidation du Monte Lombardo-Veneto.....	161
1861, Janvier...	26. Bade. Déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin entre la France et le grand-duché de Bade, échangée à Carlsruhe.....	321
Février...	2. Monaco. Traité de cession, signé à Paris.....	322

GRANDE-BRETAGNE.

1842, Août.....	29. Chine. Traité de Nan-king.....	285
1843, Octobre..	8. Chine. Traité supplémentaire.....	289
1860, Septembre	5. Autriche, France, Prusse, Russie, Turquie. Convention de Paris pour la répression des troubles en Syrie	180

MONACO.

1861. Février...	2. France. Traité de cession signé à Paris.....	322
------------------	--	-----

PRUSSE.

1860, Septembre	5. Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Turquie. Convention de Paris pour la répression des troubles en Syrie.....	180
-----------------	---	-----

RUSSIE.

1689,	Chine. Traité de paix.....	271
1727, Octobre..	21. Chine. Traité de paix.....	276
1768, —	18. Chine. Traité supplémentaire au traité du 21 octobre 1727.	282
1860, Septembre	5. Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Turquie. Convention de Paris pour la répression des troubles en Syrie.....	180

SARDAIGNE.

1859, Août.....	8. Protocole des conférences de Zurich.....	24
Novembre	10. France. Traité relatif à la cession de la Lombardie, signé à Zurich.....	12
—	10. Autriche, France. Traité de paix signé à Zurich.....	18
—	10. Protocoles des conférences de Zurich.....	26
—	21. Protocole des conférences de Zurich.....	27
1860, Mars..	24. France. Traité pour la cession de la Savoie et de Nice.....	370
Juin.....	16. Autriche, France. Acte final de délimitation entre la Sardaigne et les provinces italiennes de l'Autriche, fixée définitivement par la commission militaire instituée conformément au traité de Zurich du 10 novembre 1859.....	28

1860, Septembre	9. Autriche, France. Convention signée à Milan à l'effet de mettre à exécution l'article VII du traité de Zurich du 10 novembre 1859, relatif à la liquidation du Monte Lombardo-Veneto.....	161
-----------------	--	-----

TURQUIE.

1860, Septembre	5. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse Russe. Convention de Paris pour la répression des troubles en Syrie.....	801
-----------------	---	-----

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MEMORANDUMS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

1860, Février...	17. France. Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich à Paris, en réponse aux explications qui accompagnaient les communications au cabinet de Vienne des propositions du gouvernement anglais.....	364
Octobre ..	20. Manifeste de l'Empereur François-Joseph à ses peuples, annonçant la promulgation d'un diplôme concernant le règlement de l'organisation politique de la monarchie.....	42
—	20. Diplôme impérial pour le règlement de l'organisation politique intérieure de la monarchie.....	43
—	20. Lettres impériales accompagnant le diplôme pour le règlement de l'organisation intérieure de la monarchie.....	46
—	21. Confédération germanique. Circulaire du comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères, aux représentants diplomatiques de l'Autriche, sur la portée de la nouvelle organisation de l'Empire, relativement à la position de l'Autriche vis-à-vis de la Confédération germanique... ..	54
Décembre	23. Circulaire de M. de Schmerling aux gouverneurs des provinces de la monarchie autrichienne, lors de son entrée au ministère de l'intérieur.....	199
1861, Janvier...	1. Saxe. Note du comte de Rechberg au baron Werner, ministre d'Autriche à Dresde, pour annoncer la mise en liberté du comte Teleki.....	265
—	16. Manifeste de l'Empereur à tous les comitats de Hongrie... ..	324
—	19. Sardaigne. Dépêche du comte de Rechberg au comte Brasier de Saint-Simon, ministre de Prusse à Turin, pour interdire l'entrée des ports autrichiens aux bâtiments de la marine royale de Sardaigne.....	333
—	19. Lettre du baron Vay, chancelier aulique de Hongrie, commentant le rescrit impérial du 16 janvier.....	328
—	21. Réponse du comitat de Gran au rescrit impérial du 16 janvier.....	330

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1860, Mars.....	8. Compte rendu officiel de la séance de ce jour, dans laquelle la Diète adopte, au sujet des duchés de Holstein et Lauenbourg, les propositions présentées par les comités réunis.....	334
Juillet ...	26. Compte rendu officiel de la séance de la Diète de ce jour, dans laquelle sont présentées les propositions d'Oldenbourg.....	335
Décembre	8. Résolution votée par la Chambre des Députés de Cassel dans sa séance du 8 décembre par 36 voix contre 7.....	56
1861, Février...	7. Compte rendu officiel de la séance de ce jour, dans laquelle	

la Diète fédérale a adopté les conclusions du rapport présenté sur l'affaire du Holstein-Lauenbourg	336
---	-----

DANEMARK.

1860, Septembre 10.	Prusse. Note de M. Hall, ministre des affaires étrangères de Danemark à M. de Balan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Prusse à Copenhague, en réponse à sa demande d'explication sur les points qui ont motivé la proposition du gouvernement d'Oldenbourg, relativement à la publication, dans le duché de Holstein, du budget de l'Etat pour l'exercice 1860-1861.....	56
	Note du cabinet de Copenhague pour exposer au cabinet de Saint-James les conditions desquelles dépend son adhésion aux demandes de l'Allemagne, au sujet du Schleswig-Holstein.....	337
1861, Janvier...	7. Patente concernant quelques prescriptions au sujet de la confirmation des catéchumènes dans le duché de Schleswig..	207
—	9. Circulaire à tous les inspecteurs d'Eglise du duché de Schleswig.....	338

DEUX-SICILES.

1860, Septembre	9. Protestation adressée à toutes les cours souveraines par le Roi François II, en quittant Naples	59
—	6. Proclamation du Roi François II au peuple de Naples, en quittant sa capitale.....	58
—	16. Dépêche de M. le général Casella, ministre des affaires étrangères et de la guerre aux agents diplomatiques du royaume des Deux-Siciles à l'étranger, en protestation contre les décrets du général Garibaldi, en date du 7, réunissant la marine napolitaine à l'escadre du Roi Victor-Emmanuel, et déclarant que tous les actes seraient rendus au nom du Roi d'Italie Victor-Emmanuel.....	61
—	23. Memorandum adressé par le Roi François II à la diplomatie, pour constater la légitimité de sa cause, pour protester contre les actes et conséquences de l'invasion dont il est victime, et pour en appeler à l'opinion publique.....	64
Octobre ..	6. Sardaigne. Dépêche du général Casella, ministre des affaires étrangères, au baron Winspeare, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la cour de Naples à Turin, pour réfuter les bruits calomnieux qui accusaient le roi François II d'avoir, en quittant Naples, dépouillé les musées de leurs trésors et emporté de grandes richesses.	65
—	7. Sardaigne. Note du baron Winspeare, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Deux-Siciles à Turin, annonçant son départ à M. le comte de Cavour.....	67
—	16. Protestation du Roi François II contre la déclaration du blocus de Gaète.....	69
—	19. Note de M. Casella, ministre des affaires étrangères, aux représentants des puissances accréditées près Sa Majesté Sicilienne, pour protester contre la prise de possession de la flotte napolitaine par la Sardaigne.....	70
Novembre	8. Note du général Casella, ministre des affaires étrangères, aux représentants des puissances accréditées près Sa Majesté Sicilienne, pour protester contre l'invasion du territoire par la Sardaigne.....	71
—	8. Note du général Casella, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques à l'étranger, pour protester con-	

		Pages.
	tre le plébiscite qui proclame la déchéance du Roi François II et réunit les Deux-Siciles à la Sardaigne.....	73
1860, Novembre.	12. Circulaire du général Casella, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques du Roi à l'étranger, pour les charger d'appuyer, dans les cours près desquels ils sont accrédités, l'idée de la réunion d'un congrès européen.	76
—	15. Circulaire du général Casella, ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques du Roi à l'étranger, pour protester contre le décret du 23 octobre, distribuant la fortune privée de la famille royale.....	79
Décembre	8. Manifeste du roi François II au peuple des Deux-Siciles....	208
1861, Janvier...	7. Sardaigne. Décret de Victor-Emmanuel nommant le prince de Carignan lieutenant général du Roi dans les provinces napolitaines, en remplacement de M. Farini.....	266
—	12. Lettre du général Ritucci, gouverneur de Gaëte, à l'amiral Le Barbier de Tinan, pour la suspension d'armes.....	339
—	18. Circulaire du général Casella aux agents diplomatiques napolitains, à l'occasion du dernier armistice, pour faire un appel suprême à l'Europe, provoquer l'intervention des puissances et réclamer une sommation collective à l'effet de garantir la liberté du Roi et le respect dû à la Reine.....	340
—	18. Circulaire du général Casella aux représentants des puissances accrédités auprès de François II, pour les inviter à rester à Gaëte.....	342
Février...	15. Capitulation de la place de Gaëte.....	345

ESPAGNE.

1860, Octobre..	9. Sardaigne. Protestation de don Diego Coello, ministre d'Espagne à Turin, contre l'entrée de l'armée sarde dans les Deux-Siciles, et contre l'annexion projetée des États de François II à la Sardaigne.....	81
-----------------	---	----

ÉTATS ROMAINS.

1860, Mai.....	11. France. Note du cardinal Antonelli au duc de Gramont, au sujet de l'évacuation successive des troupes françaises de Rome.....	378
Septembre	11. Sardaigne. Réponse du cardinal Antonelli à la sommation de M. de Cavour de renvoyer les troupes étrangères à la solde du Saint-Siège.....	84
—	18. Protestation du cardinal Antonelli aux représentants des puissances étrangères accrédités auprès du Saint-Siège, contre l'invasion des États romains par la Sardaigne.....	85
—	28. Allocution du Pape en consistoire secret.....	87
Octobre..	6. Lettre du cardinal Antonelli au cardinal Wiseman, pour recommander de recevoir le denier de Saint-Pierre dans tous les diocèses de l'Angleterre, afin de pourvoir aux besoins du trésor pontifical.....	92
Novembre	4. Protestation du cardinal Antonelli contre l'invasion des États romains.....	93
Décembre	17. Allocution du Pape en consistoire secret.....	211

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1757, Septembre	17. Constitution fédérale, avec les adhésions des divers États, les amendements et additions.....	185
1820, Mars.....	6. Compromis du Missouri.....	348
1854, Mai.....	30. Bill de Nebraska et Kansas.....	348
1860, Novembre	5. Message du gouverneur de la Caroline du Sud, au sujet de la séparation de cet État de l'Union fédérale.....	96

		Pages.
1860, Décembre.	3. Message de M. Buchanan, Président des États-Unis.....	217
	20. Acte pour dissoudre l'union entre la Caroline du Sud et les autres États unis de l'Amérique du Nord.....	250
—	24. Proclamation de séparation par le gouverneur de la Caroline du Sud, Francis W. Pickens	250
1861, Janvier...	8. Message du Président Buchanan au Congrès.....	349
—	28. Message du Président Buchanan, relativement aux propositions médiatrices de la Virginie.....	353

FRANCE.

1859, Juin.....	30. Dépêche de M. de Bourboulon à M. Thouvenel, donnant la relation de l'affaire du Peï-Ho.....	395
1860, Janvier...	31. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, à Vienne, développant les motifs qui engagent le gouvernement français à considérer les propositions anglaises comme étant une solution acceptable, bien que contraire aux prévisions des traités de Villafranca et de Zurich.....	361
Février...	26. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Gramont, à Rome, au sujet de la proposition de la France de remettre au Roi de Sardaigne le gouvernement des trois Légations, sous la forme d'un vicariat exercé au nom du Pape.....	375
Mars.....	13. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur auprès des cours signataires de l'acte général de Vienne de 1815, expliquant les raisons qui ont déterminé le gouvernement français à réclamer la Savoie et Nice.....	368
Avril.....	14. Dépêche du duc de Gramont à M. Thouvenel, donnant les raisons sur lesquelles s'appuie la cour de Rome pour motiver son refus de la proposition de la France.....	376
—	21. Dépêche de M. Thouvenel au baron Brenier à Naples, sur la manière dont le gouvernement français envisage les événements de la Sicile et sur la nécessité de recourir à des réformes.....	381
Juin.....	20. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur auprès des cours signataires de l'acte général de Vienne, et à l'ambassadeur de France à Berne, au sujet d'une entente à établir entre les puissances pour mettre l'article 92 de l'acte de Vienne d'accord avec l'article 2 du traité de Turin, relativement à la neutralité éventuelle d'une partie de la Savoie.....	372
Juillet....	6. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, pour proposer l'institution d'une commission chargée de rechercher les causes des derniers événements de Syrie et d'en conjurer le renouvellement.....	392
—	14. Dépêche du baron Brenier à M. Thouvenel, pour lui faire connaître les bases des négociations de Naples avec Turin. 382	
—	17. Dépêche de M. Thouvenel au marquis Turgot, à Berne, pour lui faire connaître dans quels termes les puissances ont répondu à sa communication du 20 juin.....	373
—	24. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Persigny, à Londres, pour lui communiquer le résumé d'une dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, au sujet des événements de Naples et de Sicile.....	383
—	29. Lettre de l'Empereur à M. de Persigny, ambassadeur à Londres.....	98
Août.....	22. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Persigny, pour déclarer que la France n'encouragera pas la Sardaigne dans une agression contre l'Autriche.....	440

Pages.

1860, Septembre.	13. Dépêche de M. Thouvenel au baron de Tailleyrand, pour lui donner ordre de quitter Turin, en n'y laissant qu'un chargé des affaires.....	380
—	17. Dépêche du duc de Montebello à M. Thouvenel, pour annoncer l'entrevue de Varsovie.....	386
—	24. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Gramont, déclarant que les troupes françaises feront respecter l'autorité du Pape aussi longtemps qu'il restera à Rome.....	379
—	25. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Montebello, à Saint-Petersbourg, contenant le memorandum du gouvernement français pour indiquer l'attitude que prendrait la France en cas d'une attaque du Piémont en Vénétie.....	387
Octobre..	6. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Gramont, expliquant ce qu'il entend par le patrimoine de Saint-Pierre, et fixant l'étendue du territoire que la France se réserve d'occuper.	379
—	26. Dépêche du baron Gros à M. Thouvenel, pour lui annoncer la signature de la paix avec la Chine.....	399
—	30. Dépêche de M. Thouvenel au vice-amiral de Tinan, pour lui faire connaître les raisons qui ont déterminé l'Empereur à lui donner l'ordre de se rendre devant Gaëte.....	384
Novembre	9. Discours du comte de Persigny, ambassadeur à Londres, au banquet du lord-maire.....	100
—	24. Décret de l'Empereur.....	101
Décembre	3. Dépêche de M. Thouvenel au duc de Montebello, en réponse aux communications qui lui ont été faites par le comte de Kisseleff à la suite de l'entrevue de Varsovie.....	388
—	25. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier, à Vienne, sur l'accueil que la manière de voir du gouvernement français a rencontré à Vienne.....	390
1861, Janvier...	7. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques français, au sujet de la présence de la flotte française devant Gaëte.....	385
—	8. Lettre de l'Empereur au général de Beaufort, commandant le corps expéditionnaire de Syrie.....	355
—	18. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de l'Empereur à Londres, Berlin, Saint-Petersbourg, Vienne et Constantinople, pour demander la réunion d'une nouvelle conférence au sujet de la prolongation de l'occupation en Syrie.....	394
Février..	1 ^{er} . Sénatus-consulte portant modification de l'article 42 de la Constitution de l'Empire.....	356
—	4. Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres.....	356
—	5. Exposé de la situation de l'Empire présenté au Sénat et au Corps législatif. Relations extérieures.....	360

GRANDE-BRETAGNE.

1860, Mai.....	8. Dépêche de lord J. Russell à lord Loftus, à Vienne, pour engager l'Autriche à conseiller au Roi de Naples une politique plus juste et plus libérale.....	431
—	10. Dépêche de lord Loftus à lord J. Russell, annonçant que l'Autriche ne portera pas secours au Roi de Naples.....	432
—	18. Dépêche de lord Cowley à lord J. Russell, pour lui annoncer que, par suite du succès de Garibaldi en Sicile, l'évacuation de Rome par les troupes françaises est suspendue... 432	
—	22. Dépêche de lord J. Russell à sir J. Hudson, à Turin, pour demander au comte Cavour de prendre l'engagement de n'attaquer ni l'Autriche, ni les Deux-Siciles, et de ne céder aucun nouveau territoire à la France.....	433

		Pages.
1860, Mai.....	26. Note de sir J. Hudson au comte Cavour, formulant les demandes de lord J. Russell en date du 22.....	434
Juin.....	5. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, au sujet des craintes de guerre de la part de la France.....	435
—	14. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, relative à la réunion des représentants des puissances par suite du traité du 24 mars.....	436
—	25. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, relative à l'entente entre les puissances, pour mettre l'article 97 du traité de Vienne en harmonie avec l'article 2 du traité de Turin...	436
Juillet ...	9. Dépêche de lord J. Russell à sir J. Hudson sur les affaires de Sicile.....	437
—	12. Dépêche de lord Cowley à lord J. Russell, rapportant sa conversation avec M. Thouvenel, qui lui a déclaré que le bruit de la cession de l'île de Sardaigne à la France était dénué de fondement.....	438
—	25. Dépêche de lord J. Russell à sir J. Hudson, pour l'engager à seconder le projet d'une alliance entre la Sardaigne et Naples.....	438
—	26. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, maintenant le principe de non-intervention.....	439
Août.....	29. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, exposant les vues du gouvernement anglais sur la non-intervention dans les affaires d'Italie, et principalement sur Venise.....	442
—	30. Dépêche de M. Fane à lord J. Russell rapportant une conversation avec M. de Rechberg, au sujet de la non-intervention de l'Autriche en Italie.....	442
—	31. Dépêche de lord J. Russell à sir James Hudson, ministre à Turin, au sujet des affaires d'Italie.....	103
Septembre	7. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, pour demander à la France de s'expliquer catégoriquement avec l'Autriche et la Sardaigne sur les éventualités d'une guerre commencée par la Sardaigne contre l'Autriche.....	443
—	10. Dépêche de M. Elliot à lord J. Russell, racontant son entrevue avec Garibaldi.....	445
—	11. Dépêche de lord J. Russell à lord Bloomfield sur l'emploi du mot : Révolution.....	444
—	12. Dépêche de lord Cowley à lord J. Russell, rapportant une conversation avec M. Thouvenel au sujet de la manière d'entendre la non-intervention.....	443
—	17. Dépêche de M. Odo Russell à lord J. Russell, sur les sentiments de la population de Rome.....	450
—	18. Dépêche de M. Elliot à lord J. Russell, rapportant une conversation avec Garibaldi, au sujet de l'unité de l'Italie....	450
—	21. Dépêche de lord J. Russell à M. Fane, maintenant que le dernier espoir de l'Italie tient au succès du Roi de Sardaigne.....	448
—	22. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, au sujet des renforts envoyés par la France à Rome.....	448
Octobre..	2. Dépêche de M. Odo Russell à lord J. Russell, indiquant un changement dans l'opinion publique, à Rome, en faveur du Roi et de M. de Cavour.....	451
—	18. Dépêche de lord Loftus à lord J. Russell, annonçant que l'Autriche n'a pas l'intention d'attaquer la Sardaigne.....	451
—	27. Dépêche de lord J. Russell à sir James Hudson, ministre d'Angleterre à Turin, au sujet des affaires d'Italie.....	105
—	29. Dépêche de lord J. Russell à lord Cowley, donnant copie d'une note adressée par lui de Cobourg au comte de	

		Pages.
	Rechberg, au sujet de l'état de la Vénétie et des chances de guerre sur la frontière lombardo-vénitienne.....	452
1860, Octobre..	Communication de lord J. Russell à lord Bloomfield, à Berlin, au sujet des affaires des duchés.....	403
Novembre 14.	Discours de lord Palmerston au banquet de la corporation des sauniers.....	108
Décembre. 8.	Dépêche de lord J. Russell à M. Lowther, chargé d'affaires à Berlin, sur les affaires des duchés.....	406
— 13.	Dépêche de lord John Russel à lord Cowley pour demander qu'il soit fixé une époque à laquelle la flotte française serait rappelée de Gaète.....	454
— 17.	Dépêche de lord Cowley à lord John Russell au sujet de Gaète.....	455
— 22.	Dépêche de lord John Russel à lord Cowley pour lui faire connaître l'opinion du gouvernement anglais sur la prolongation de la défense de Gaète.....	455
— 24.	Dépêche de lord John Russel à lord Cowley sur la brochure: <i>François-Joseph et l'Europe</i>	456
— 24.	Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, exprimant le désir de voir l'escadre française rappelée de Gaète.....	457
1861, Février... 5.	Discours de la reine à l'ouverture du Parlement.....	409
— 6.	Discours de lord John Russell, en réponse aux interpellations de M. Disraeli.....	411

HESSE ÉLECTORALE.

1860, Décembre. 8.	Résolution votée par la Chambre des Députés de Cassel, dans sa séance du 8 décembre, par 36 voix contre 7.....	56
--------------------	--	----

PORTUGAL.

1860, Novembre 4.	Discours du Roi à l'ouverture des Cortès.....	110
-------------------	---	-----

PRINCIPAUTES UNIES.

1860, Décembre. 11.	Discours du prince Alexandre-Jean, à l'ouverture de la Chambre des Députés à Bucharest.....	251
— 23.	Allocution du prince Alexandre-Jean aux ministres, au sujet de la neutralité du territoire.....	252
— 29.	Discours du président du conseil de Moldavie, dans la séance de l'assemblée de Jassy, au sujet de la saisie de trois navires sous pavillon italien, chargés d'armes de guerre....	253

PRUSSE.

1858, Octobre.. 20.	Discours du Prince régent à l'ouverture des Chambres lors de sa prise de possession de la régence.....	256
1860, Octobre.. 13.	Sardaigne. Note du baron de Schleinitz au comte Brasier de Saint-Simon, ministre à Turin, en réponse au memorandum sarde sur l'invasion des Deux-Siciles par la Sardaigne.....	111
Novembre 8.	Note de M. de Schleinitz au comte de Bernstorff, à Londres, pour décliner les offres du Danemark transmises dans le memorandum du gouvernement anglais.....	418
Décembre. 29.	Réponse de M. de Schleinitz à la dépêche de lord J. Russell à M. Lowther, adressée au comte de Bernstorff à Londres.....	421
1861, Janvier... 3.	Réponse du Roi Guillaume I ^{er} , à la députation du conseil municipal de Berlin, chargée de lui apporter ses condoléances à l'occasion de la mort du Roi Frédéric-Guillaume et ses félicitations sur son avènement au trône.....	257

		Pages.
1861; Janvier...	5. Discours du Roi aux généraux réunis, pour le recevoir à Berlin à son retour de Potsdam.....	260
—	7. Manifeste du roi, à son avènement au trône.....	258
—	12. Décret d'amnistie.....	260
—	14. Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	262
Février...	6. Discours de M. de Schleinitz à la Chambre des Députés contre l'amendement de M. de Vincke.....	424

RUSSIE.

1860, Avril.....	23. Turquie. Circulaire du prince Gortschakoff aux représentants de la Russie à l'étranger, sur la situation des populations chrétiennes de l'Empire ottoman.....	113
Octobre..	10. Note du prince Gortschakoff au prince Gagarine, chargé d'affaires à Turin, pour lui donner l'ordre de quitter Turin avec le personnel de la légation.....	116

SARDAIGNE.

1860, Mai.....	30. Réponse du comte Cavour à la note de sir John Hudson, en date du 26 mai.....	434
Septembre	11. Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux troupes sardes, à leur entrée dans les Marches et dans l'Ombrie.....	111
—	12. Memorandum adressé aux représentants du Piémont à l'étranger pour expliquer les motifs et l'objet de l'entrée des troupes sardes dans les Marches et dans l'Ombrie.....	118
—	14. Décret du général Garibaldi, promulguant le statut constitutionnel à Naples.....	122
Octobre..	9. Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux peuples de l'Italie méridionale.....	123
—	9. Protestation du commissaire général sarde Pepoli, adressée au général de Goyon, commandant le corps d'expédition à Rome, relativement à l'occupation de Viterbe.....	127
—	11. Protestation du commissaire royal de Viterbe, adressée au commandant de la colonne française d'occupation.....	128
—	11. Extrait du discours prononcé par M. de Cavour à la Chambre des Députés.....	129
—	12. Deux-Siciles. Note de M. de Cavour au baron Winspeare ministre des Deux-Siciles à Turin, pour lui annoncer l'envoi à Naples d'un corps d'armée sarde.....	129
—	15. Deux-Siciles. Décret du général Garibaldi, réunissant le royaume des Deux-Siciles au royaume d'Italie.....	134
—	29. Lettre du général Garibaldi au Roi, pour lui remettre ses pouvoirs.....	265
Novembre	7. Deux-Siciles. Proclamation de Victor-Emmanuel en entrant à Naples.....	135
—	8. Adieu du général Garibaldi à ses compagnons d'armes....	136
—	8. Deux-Siciles. Rapport de M. Farini, lieutenant général du roi Victor-Emmanuel dans les provinces napolitaines à Sa Majesté Sarde.....	137
—	9. Prusse. Dépêche de M. de Cavour au comte de Launay, ministre de Prusse à Turin, en réponse à la dépêche du baron de Schleinitz, en date du 13 octobre.....	140
—	20. Suisse. Note du comte Cavour à M. Jocteau, ministre de Sardaigne à Berne, au sujet de la séparation des paroisses suisses de l'évêché de Côme.....	143
—	22. États romains. Acte d'acceptation dressé à Naples de l'annexion des Marches et de l'Ombrie aux États du roi Victor-Emmanuel.....	146
—	28. Note de M. Minghetti, ministre de l'intérieur au conseil	

		Pages.
	d'État, sur l'organisation administrative et financière du royaume.....	147
1860, Novembre.	28. Proclamation du général Garibaldi, demandant 500 000 soldats pour le 5 mars 1861.....	154
Décembre.	1. Deux-Siciles. Proclamation du roi Victor-Emmanuel aux Siciliens.....	155
—	2. Sicile. Décret nommant le marquis Massimo Cordero di Montezemolo, lieutenant général dans l'île de Sicile.....	266
1861, Janvier...	7. Deux-Siciles. Décret nommant le prince de Carignan, lieutenant général dans les provinces napolitaines en remplacement de M. Farini.....	266
—	7. Proclamation de Victor-Emmanuel aux provinces méridionales, à l'occasion de la nomination du prince de Carignan à la lieutenance générale du royaume de Naples.....	426
—	11. Lettre du général Cialdini à l'amiral Le Barbier de Tinan, pour la suspension d'armes de Gaëte.....	339
—	13. Proclamation du prince de Carignan aux Napolitains, en prenant possession de la lieutenance générale au nom de Victor-Emmanuel.....	427
—	20. Notification du blocus de Gaëte par l'amiral Persano, commandant les forces navales de Sardaigne.....	344
Février...	18. Discours du roi à l'ouverture de la session législative.....	429

SAXE.

Discours du roi à l'ouverture des chambres.....	156
---	-----

TURQUIE.

1860, Juillet....	16. France Lettre du Sultan à l'Empereur Napoléon, au sujet des troubles de Syrie.....	268
—	Instruction aux gouverneurs des provinces, au sujet des massacres des chrétiens.....	268
—	20. Note adressée aux ambassadeurs de la France et de l'Angleterre, pour adhérer à l'envoi d'une commission européenne en Syrie.....	269
Septembre	14. Memorandum adressé par la Sublime-Porte aux légations étrangères, relatif aux sujets ottomans qui se sont placés sous la protection étrangère.....	157
Novembre	6. Rapport du grand vizir au Sultan sur sa mission relative à une enquête, au sujet des plaintes formulées au nom des populations chrétiennes de Roumélie.....	158

